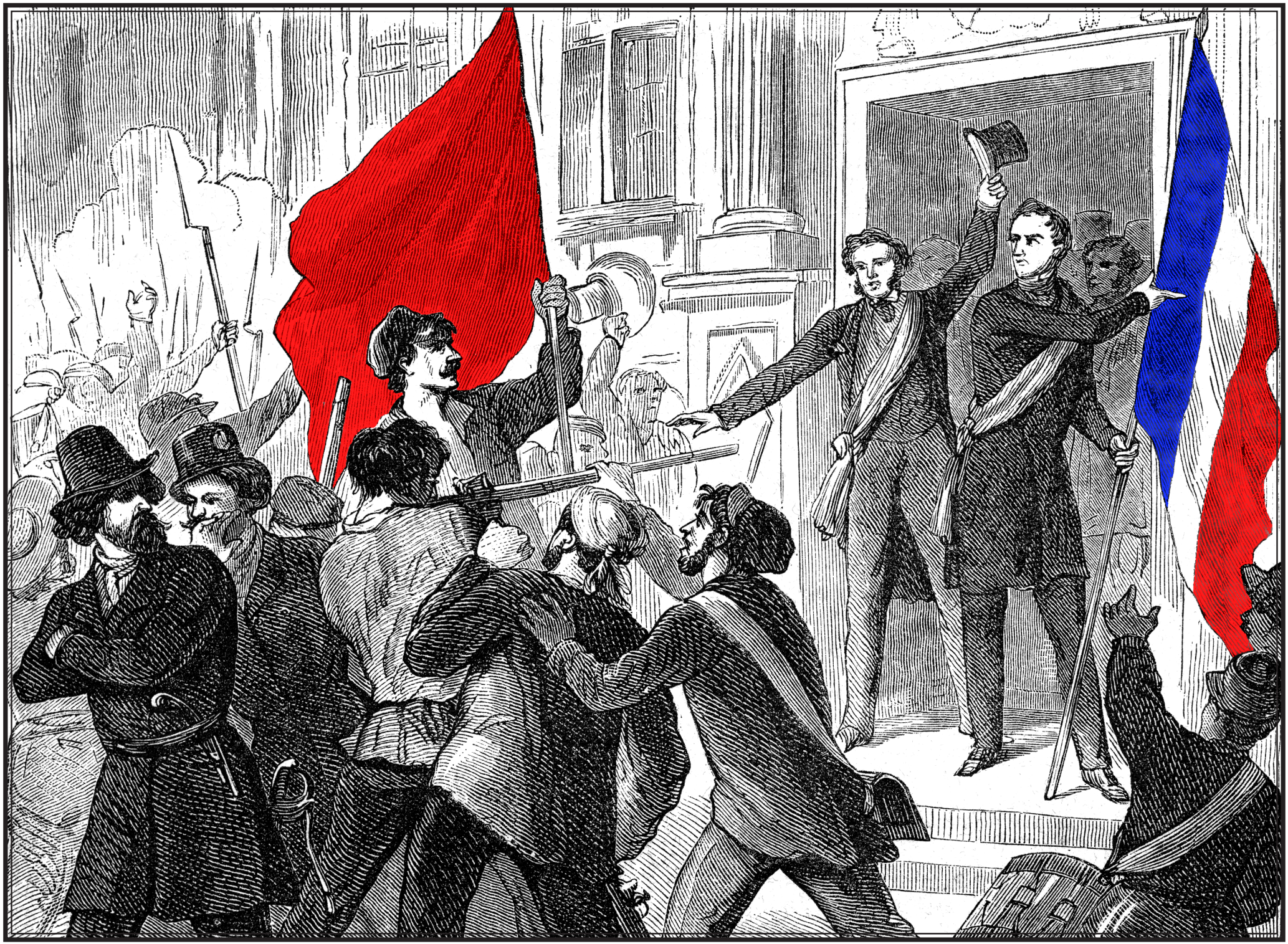


Freddy Malot

Volume 4

La fin de la Préhistoire

La barbarie contemporaine : de 1841 à nos jours.

1992-1995

Église Réaliste Mondiale

L'Ouest I 1
Le Sud 87
L'Est – La 4ème défaite du Peuple Mondial 173
L'Est – Le "Socialisme à la Chinoise" de Deng Xiaoping 231
L'Ouest II – L'Indigène et le Plébiscite 251

Table 503

La fin de la Préhistoire

L'Ouest

Front Social du Salut – Freddy Malot – avril 1992

Les trois crises civilisées à l'Ouest

1- Crise Antique (vers l'an 60)

"On vous a appris à vous dépouiller du vieil homme corrompu, pour vous revêtir de l'homme nouveau, en vue d'atteindre à la parfaite connaissance".

Saint Paul

2- Crise Gothique (1375)

"Le pape et ses cardinaux prétendent avoir droit de fermer la porte du Ciel, où ils n'entreront point. Ce sont des pharisiens et des scribes, institués non par Jésus-Christ, mais par le Diable et précurseurs de l'Antéchrist".

Jean Wyclif

3- Crise Moderne (1848)

"Il résulte du cumul de la richesse et de la politique, l'espèce de gouvernement que nous avons nommée Ploutocratie. Si l'on doit conserver un tel état de chose, je propose de remplacer le culte du prolétaire Jésus par le culte du dieu Plutus. Mais il faut que l'on sache où cela mène ; le passé est à cet égard un gage assuré pour l'avenir".

Pierre Leroux

Rira bien…

"Marx est mort", répète-t-on à l'envi de tous côtés. Ouf ! bon débarras ; voilà enfin l'ordre existant délivré d'une grosse épine qui a manqué le faire périr d'un étrange et terrible tétanos social…

On ne peut, cependant, se juger complètement satisfaits. Car, quelle était exactement l'origine du bacille inoculé, d'une violence rare ? On ne sait trop. Quel fut le sérum qui nous a guéris, presque par surprise et par enchantement ? On l'ignore presque totalement. Marx était-il un monstre que son sang juif inspirait ? Était-ce un rêveur sensible trahi par l'application faite de ses théories, en la personne de démagogues sans scrupules, Lénine et Mao se couvrant de son nom ? Peu importe tout cela, après tout, puisque le "bon sens" a fini par l'emporter…

Le véritable "hic", dans l'affaire, c'est que le vieux spectre s'étant évanoui, nous voilà presque désemparés : que mettre à la place, face à la "faillite de toutes les idéologies". En effet, au magasin des idées de l'Occident, on ne trouve guère que camelote dégoûtante que les officiels doivent plus ou moins écouler en fraude : un peu de "droits de l'homme", un peu de loto, un peu d'occultisme, un peu de "restaurants du cœur", un peu de films d'horreur, un peu de porno…

Et si l'on s'était mis, un peu tôt, à vendre la peau de l'ours ? Aucune hypothèse ne doit être écartée. Qui sait ? Vaut peut-être mieux s'en assurer. Après tout Marc Aurèle, l'illustre empereur-philosophe, était bien persuadé que c'en était fait à jamais de la secte menaçante des chrétiens, et était loin de se douter que la Rome millénaire allait rendre le dernier soupir… C'est bien pourquoi le *Wall Street Journal*, ravi de la chute du "Mur de Berlin", mais se sentant pris d'un doute, affecte toutes les audaces pour conjurer l'éventualité ; on y lit le 29/11/91 : "Est-ce que Marx doit être jugé responsable du totalitarisme communiste ? Est-ce qu'un visionnaire peut être condamné pour les actes de ses disciples des années après lui ? Le Christianisme présente le même problème. L'Homme qui prononça le Sermon sur la Montagne aurait-il suscité l'Inquisition Espagnole ?"

———————

Au risque d'en agacer plus d'un, et certains jusqu'à la rage, nous reprenons le dossier.

Marx écrivait en 1847 (Manifeste) : "L'histoire de toute société (civilisée) n'a été que l'histoire de luttes de classes : homme libre et esclave (…), baron et serf (…), bourgeoisie et (…) prolétariat (moderne)".

Quel était le but de Marx ? Exposer le ressort de la civilisation, les phases caractéristiques de cette dernière, et faire face à la crise consécutive à son développement achevé, en en présentant l'issue révolutionnaire nécessaire : "une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous", ceci portant le nom de "communisme".

Mais cette prise de position, 150 ans plus tard, appelle de notre part deux remarques essentielles :

1- La mise en lumière, par Marx, de l'assise propre de la société civilisée, de l'unité antagonique des classes exploiteuse et exploitée, constitue avant tout la justification historique des 25 siècles de développement que l'ère civilisée désigne. En outre, la découverte de Marx, arrivant elle-même à son heure, renferme deux aspects : si elle fait apparaître les limites inévitables de l'ordre civilisé, elle affirme simultanément que cet ordre et son épanouissement étaient une condition préalable et incontournable, au projet d'émancipation ultérieur de l'humanité par le communisme. Bref, Marx proclame ni plus ni moins que l'exploitation de l'homme par l'homme mérita pleinement d'être qualifiée de "civilisatrice", en même temps qu'il prétend audacieusement que les exploités successifs de la civilisation en ont été les agents décisifs, les principaux bénéficiaires et les dépositaires privilégiés derniers.

2- Le tableau présenté par Marx précise les trois grandes étapes du développement civilisé : antique, gothique et moderne. Ce tableau n'a nullement pour objet de décrire les transitions d'une étape à l'autre ; au contraire même, il expose l'enchaînement général en soulignant les transformations qualitatives, irréductibles, qui distinguent ces étapes entre elles.

Or, l'analyse particulière des deux grandes crises rencontrées par la civilisation dans le passé amène à une conclusion surprenante, au seul regard de la succession des étapes dont elles ont permis l'accouchement. À chaque fois, la crise ne fut pas surmontée par un simple "renversement" direct du rapport antérieur des classes antagoniques et solidaires. On n'a pas vu la décision finale prendre la forme : dans le premier cas, d'un assaut victorieux lancé par les esclaves contre le Sénat romain (groupant les grands maîtres des Domaines), pour s'y déclarer "barons" du nouvel ordre ; dans le second cas, de même, on n'a pas vu la décision finale sous les traits des serfs se lançant victorieusement à l'assaut de la Diète de Mayence (rassemblant les Électeurs féodaux) du Saint Empire romain germanique, pour s'y déclarer "bourgeois".

C'est autre chose que l'histoire nous montre. Le passage d'un régime à l'autre se fit longtemps après la répression décisive et l'échec de tentatives du genre que nous avons décrites. À ces tentatives privées violemment d'avenir, a succédé une longue période de décomposition sociale gagnant, comme une gangrène, l'ensemble du monde de l'époque, romanité ou chrétienté. Et la décision finale s'est produite après une rupture irrémédiablement aggravée aux extrémités "provinciales", aux frontières ultimes, à la périphérie de l'Empire. Ainsi, dans un premier temps, la crise frappant un stade donné de l'ordre civilisé, connut une issue contre-révolutionnaire, proprement "barbare", selon les critères mêmes de la civilisation ; et ce furent des forces désignées comme celles de Barbares, par les contemporains aveuglés et stupides, qui "débloquèrent" la situation des vieux rapports internes de classes, usés à l'extrême, et propulsèrent la civilisation à un degré supérieur.

Qu'en est-il de la crise des rapports bourgeois modernes, unissant Capital et Salariat, crise déclarée en 1848 ? Tout d'abord, il est impératif de noter le caractère sans précédent de cette crise, puisqu'elle coïncide avec celle de la civilisation elle-même, c'est-à-dire de

l'ordre social qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme en tant que telle, crise donc à laquelle on ne peut plus envisager d'apporter une solution "civilisée" ultérieure et supérieure, au sens strict de la définition de la civilisation.

Ensuite, nous observons que Marx entreprenait, en 1847 – et c'était la tâche on ne peut plus noble et d'actualité – d'épargner à l'humanité civilisée l'issue passagère barbare, de décomposition sociale, que l'on n'avait pu éviter dans le passé. Vu l'enjeu nouveau, qui était de décider de la succession même de l'ordre civilisé, la folle "solution" réactionnaire devait nécessairement amener à une barbarie extrême. Lors des décadences douloureuses du passé, les contemporains avaient la sensation justifiée de marcher à grands pas vers la "fin du monde" ; que devait-ce être avec la décadence de l'ordre civilisé tout entier !

Malgré les efforts de Marx, et les suites données à ces efforts par Lénine et Mao, ce fut cependant ce qui arriva : depuis 150 ans, une barbarie extrême déferle et grossit sur le monde, prenant la forme de la Démocratie dictatoriale.

Finalement le but fixé par Marx, de "libre association" universelle, s'avère, par la force des choses, plus actuel que jamais de nos jours ; il est même devenu une question "de vie ou de mort" pour le genre humain.

C'est seulement la perspective de l'issue révolutionnaire à l'actuelle décadence aiguë de la civilisation qui doit écarter l'illusion "jacobine" d'un 1789 ouvrier. Primo, il n'a jamais pu s'agir d'un "renversement" mécanique et "instantané" du rapport bourgeoisie/prolétariat. Secundo, les 150 ans de décomposition sociale qui se sont écoulés depuis 1848 et que l'Ouest a infligé, directement ou indirectement, à l'humanité sont l'élément décisif que les marxistes d'aujourd'hui doivent prendre en compte dans leur combat pour l'avènement de la République Sociale Universelle.

Par suite on ne peut envisager de renverser la Démocratie dictatoriale, actuellement hégémonique, sans concevoir l'action à mener comme l'œuvre conjointe, dialectique, des Salariés de l'Ouest – derniers esclaves de la civilisation, et des peuples du Tiers-Monde – derniers barbares de la civilisation. Sachons donc aborder de manière positive, d'une part le Millénarisme, type Témoins de Jéhovah à l'Ouest, et d'autre part le fondamentalisme, type Islamisme, au Sud. La vague Libérale dévoyée à l'Est trouve de la même manière son explication.

———————

Notre profession de foi se formule donc en toute sérénité : c'est bien avec Marx qu'il est nécessaire et urgent de renouer le fil ! Il ne s'agit plus d'enrayer la décadence mais d'en sortir. L'issue contre-révolutionnaire à la crise de la civilisation ne peut évidemment pas en être une ! Ce ne peut être que "reculer pour mieux sauter" ; sauf auto-destruction de l'humanité à laquelle nous refusons de nous résigner. Relevons donc résolument le défi, et : rira bien qui rira le dernier…

À l'œuvre donc ! Occupons-nous, en premier lieu, de comprendre précisément comment se noua, à l'Ouest, la décadence civilisée aux alentours de 1850 ; là se trouve la véritable clef de l'énigme humaine de notre temps, qui se pose dans des termes spécifiques au Sud et à l'Est.

———————

La fin du monde moderne occidental

La crise du rationalisme

Commençons par les idées qui "mènent le monde". Nous ne serons cependant pas dupes du fait, non seulement que "tout est lié", mais encore que le domaine aérien de la Pensée (Religion/Science) s'élève sur le sol de l'action (État/Argent).

Le marxisme apparut avec le "Manifeste" fin 1847, au cœur même de la vieille Europe civilisée. Or, et c'est la chose essentielle qui nous intéresse ici, de cette même époque date la crise ouverte de la pensée Moderne, autrement dit du Rationalisme, compagnon naturel de la foi déiste.

Le Rationalisme Moderne était arrivé à son apogée, sous la forme tout à fait "libérale" que lui avait donnée Emmanuel **Kant**, vers 1790. Aussi a-t-on décerné à Kant le titre de "philosophe de la révolution française". C'est aussi pourquoi, par la suite, il s'est toujours confirmé que l'écueil de la pensée Contemporaine résidait dans sa difficulté à trouver une issue pour "dépasser" réellement Kant.

Depuis 1750, avec les Lumières, le Contrat Social de Rousseau et le "criticisme" de Kant, il était acquis que le règne conséquent de la Raison dans les esprits apporterait spontanément le Bonheur pour les corps. Les fruits de la Grande Révolution dépassèrent les espérances des génies du libéralisme au point que c'est l'Antagonisme pur et simple qui s'avéra s'emparer désormais du genre humain. Dans un premier temps, loin de désespérer, l'esprit Moderne poursuivit sur sa lancée, dans le but, cette fois, de forcer le réel à se conformer au rationnel. Ceci prit figure, successivement, sous deux formes opposées :

Ce fut, tout d'abord, l'heure de **Hegel**. Le premier fruit, "surprenant", du triomphe de la Raison, fut politique : la Terreur intérieure et la Guerre européenne. Hegel entreprit de résoudre les difficultés politiques engendrées par le succès du libéralisme en élaborant un "système" strictement théorique. La racine des difficultés lui semblait résider dans les "antinomies", hautement revendiquées par le sage de Königsberg, comme la rançon même du rationalisme conséquent. Hegel proclama que ces antinomies pouvaient se résoudre "dans la tête" ; il suffisait pour cela que la logique formelle classique vienne, d'elle-même, lucidement, se placer sous le joug de la mystique et produire ainsi la "dialectique". Ainsi devaient tomber les antagonismes subséquents, envisagés strictement comme d'ordre superstructurel : la science se plaçait docilement sous la férule de la philosophie, et la société civile (la propriété) sous celle de l'État (le droit). Le "radicalisme" de Hegel (vers 1810), grandiose dans la forme, était une solution "fantastique" aux difficultés récemment surgies et ne pouvait valoir que pour un homme seul.

Vint donc très vite l'heure des Utopistes, au premier rang desquels figure le **Comte de Saint-Simon**. Le second fruit, aussi surprenant que le premier et plus durable, du triomphe de la Raison, fut économique. Les Lumières, en effet, déchaînèrent la Propriété, ce qui était, en vérité, leur but fondamental. Ceci s'était déjà vérifié de manière

inconfortable dans la corruption du Directoire (l'agiotage effréné des thermidoriens sur les Assignats) et les "munitionnaires" de l'Empire, type "marchés Ouvrard". Avec la Paix, quand la révolution du Droit lâcha tout à fait la bride à la révolution des Intérêts, puis à la grande aventure des Chemins de Fer, l'effarement économique arriva au premier plan. Suite aux emprunts Villèle et au Milliard des émigrés de la Restauration, fleurirent les Commandites de la "royauté bourgeoise" de l'Orléanisme régicide. Les lois de février et mars 1791 (d'Allarde – Le Chapelier) avaient proclamé "la liberté du travail et de l'industrie". Marat y avait réagi en disant : *"Qu'aurons-nous gagné à détruire l'aristocratie des nobles, si elle est remplacée par l'aristocratie des riches ?"*. La protestation devint réellement d'actualité après 1815. Le déchaînement de la richesse "mobilière" des uns s'accompagnait du déchaînement de la pauvreté "vagabonde" des autres. La sainte Propriété entraînait l'opposition brutale, toute nue, des "possédants" et des "prolétaires modernes" (citoyens-esclaves). Saint-Simon ressent la menace que représente "la classe la plus nombreuse et la plus pauvre", barbares d'un type nouveau, renfermés à l'intérieur même du corps social, et rejetés par lui en même temps. Saint-Simon entreprend de résoudre les difficultés économiques engendrées par le succès du libéralisme en élaborant lui aussi un "système", mais strictement pratique. Relativement à Hegel, il "renverse la vapeur" et renoue en quelque sorte avec les Lumières, subordonnant Dieu et l'État à la Science et l'Argent. Mais il s'agit toujours d'assigner la réalité devant le tribunal de la pensée, et la Raison obstinée accentue l'évolution sectaire manifestée chez Hegel : au lieu d'un seul philosophe confident de l'Absolu, on eut bientôt autant de Fondateurs d'Icaries que se trouvaient de cerveaux philanthropes.

Pour Saint-Simon, tout le mal vient de l'opposition civile entre Rentiers et Producteurs. Les premiers, "bourdons" sociaux, sont les détenteurs de "privilèges" soit personnels (la terre), soit réels (l'argent), que la loi doit frapper, en particulier en attaquant l'héritage. Les producteurs, "abeilles" sociales, sont ceux qui s'avèrent actifs aux yeux de la société marchande épanouie, qui s'emploient à être "vendeurs" à un titre ou à un autre : négociants, manufacturiers, fermiers, artisans, salariés "mercenaires". Par suite, la recette permettant d'instaurer le royaume d'Harmonie va consister à régler la Circulation des richesses, matérielles ou spirituelles. Sont destinés à cette mission ceux-là mêmes qui, au sein de la société civile, incarnent l'intérêt général du point de vue des échanges privés, Banquiers et Savants, qui doivent se réunir en corps politique. Le système reçoit son couronnement par l'instauration d'une Religion Publique purement déiste, le "Nouveau Christianisme" (1825), la philosophie se trouvant le garant de l'unité du Crédit et de la Culture. Le fait nouveau du saint-simonisme, c'est la première expression de la politique, conçue comme science de l'économie.

Tel était le point où l'on se trouvait en 1848. Un demi-siècle auparavant, les dignes Constituants avaient reçu des Lumières l'outre merveilleuse de la Raison, de même qu'Ulysse s'était vu offrir le merveilleux présent du dieu Éole. Cependant, les Sans-culottes démolisseurs de la Bastille, tels les compagnons de l'illustre navigateur, avaient laissé s'échapper les vents furieux que renfermait le sac magique. Depuis lors, la Raison s'était raidie pour trouver de toute force la "formule" qui saurait maîtriser la tempête déchaînée de l'Antagonisme social. Le dernier mot était celui de "Socialisme". Le Rationalisme, alors, au bout de son latin, rédigeait en fait son testament.

La **Révolution de 1848**, qui embrasa l'Europe, redistribua toutes les données. Au moment même où Karl Marx prophétisait l'Internationale des prolétaires, les ouvriers parisiens, qui ignoraient totalement que ce grand cerveau était né, découvraient sur les barricades mêmes que la bannière tricolore, celle de la "Liberté", des soldats de l'An II, des Grognards de Napoléon Bonaparte et des Insurgés des Trois Glorieuses (1830), devait faire place au drapeau rouge, conforme à la nouvelle espérance, celle de la République Sociale.

La direction était trouvée, dans laquelle le rationalisme pourrait être "sauvé", en échappant simultanément aux convulsions qu'il avait fini par provoquer. La pensée Critique (historisme) devait prendre le relais de la vieille Raison fétichiste, en même temps que le Communisme (extinction des classes) devait succéder comme objectif à l'"idéal" de la Liberté formelle. Ainsi s'éclaire ce qui devait faire le succès inouï du marxisme et de ses Internationales successives. Le marxisme, comme idéologie, nouveau mode de pensée, n'est autre chose que l'enfant de la crise du mode de pensée "philosophique" classique, rationaliste, expirant dans sa forme achevée, moderne, en 1850.

Les Quarantuitards n'apportèrent évidemment pas la panacée qui aurait délivré, comme par enchantement, le rationalisme moderne du cul-de-sac dans lequel il se trouvait pris. Même dans le passé, à l'occasion de chaque grande mutation révolutionnaire qu'avait dû subir la pensée civilisée, les choses ne s'étaient pas du tout passées de cette manière et avaient au contraire réclamé un long et douloureux enfantement ; et cela en dépit des tribuns de génie, qui se portaient à la tête du mouvement, anticipant l'avenir de manière surprenante, tout en s'illusionnant de manière systématique : persuadés que tout pouvait se décider par une simple et subite "conversion" des foules, et convaincus que le nouvel ordre des choses allait clore le cycle des tribulations humaines, par le seul effet de la soumission zélée générale devant la Vérité immuable jusque-là dédaignée et méprisée. 1848 se limita à tracer la démarcation entre deux époques historiques. L'époque antérieure était celle de la pensée philosophique, qui nous venait de la lointaine Ionie, patrie initiale du Logos antique, elle-même fille inconsciente de la Sagesse Traditionnelle de l'ère primitive. La nouvelle époque était celle de la pensée Critique, ravalant ensemble Philosophie et Tradition au rang de fétichisme préhistorique, pensée Critique que Karl Marx avait d'emblée caractérisée en maître. La pensée Critique ne craint pas de lancer cet "anathème" du fétichisme préhistorique, sur l'ensemble de la pensée humaine antérieure. Et ceci pour deux raisons : elle est d'abord tout à fait lucide concernant tout ce qu'elle lui doit, ce qui n'est autre que ses propres conditions entièrement réunies, c'est-à-dire, sans tourner autour du pot, avant tout la dette envers le spiritualisme (la métaphysique en théologie, en un mot la religion en général, la mystique n'ayant pas moins d'importance que les sciences de la nature) ; ensuite elle ne se conçoit elle-même comme rien d'autre que le processus consistant à surmonter et dissoudre le précédent antagonisme régnant entre Intellectuels et Manuels.

Annoncer la nouvelle époque, comme l'avaient fait séparément mais simultanément les Rouges de 48 et K. Marx, et installer cette nouvelle époque sur le propre terrain qui doit

être le sien, ce sont cependant deux choses très distinctes ! Dans l'immédiat, le Monde Moderne entrait simplement en crise durable, ses conditions générales restant en l'état.

La crise du rationalisme moderne s'avéra par la suite être ce qu'elle était, dépassant de loin, en étendue et en profondeur, celles qui avaient marqué, d'une part la chute de l'Empire Romain (autour du 2ème siècle P.C.), d'autre part l'effondrement du monde Gothique (autour du 15ème siècle). Il importe fortement à notre analyse d'insister sur ce point, étant donné que la tâche nouvelle qui s'imposait sur le plan de l'esprit, l'instauration de la pensée Critique, fut largement envisagée comme devant être l'œuvre de ce que Jules Guesde appela le "Quatrième État". De cette manière, la force sociale fondamentale sur laquelle devait s'appuyer la plus grande révolution de toute l'histoire humaine, le "prolétariat", faisait simplement figure d'une "queue" du Tiers-état bénéficiaire de 1789, et le Communisme était réduit à une sorte de dernier effort, décisif cette fois, que les Temps Modernes devaient accomplir. Si une telle formulation pouvait avoir quelque valeur en terme d'agitation, il est évident qu'elle devait conduire aux pires errements théoriques. C'est ce type de confusion que nous verrons se renouveler avec le "stalinisme".

En attendant, la crise de la pensée moderne se mit à déferler à partir de 1848, au rythme même de l'aggravation des conditions d'action (politiques et économiques) de la société capitaliste. Les moments de cette crise correspondent aux stations de Purgatoire infligées à la pensée Critique.

A- Dans un premier temps, le rationalisme moderne bascula simplement dans la pensée vulgaire représentée par le Positivisme d'A. Comte (1850 : Religion de l'Humanité). Au nom de "l'esprit positif" et de la grossière satisfaction scientiste, Littré et Cie se faisaient tout bonnement les fossoyeurs de la Philosophie. Ces faux dévots de la Raison, pharisiens de la pensée civilisée, se faisaient les thuriféraires du Préjugé académique. Cette hypocrite platitude eut un rôle d'autant plus pernicieux qu'elle se donnait pour le "bon sens", susceptible d'assurer le "consensus", jouant le rôle de police des esprits, se sachant appuyée par la police tout court.

B- Ensuite, la crise spirituelle en arriva quand même à prendre une forme ouverte. Ainsi, vers 1885, Nietzsche proposa un modèle de bourgeois grand-seigneur décadent, forcené et névropathe à la fois, sous la forme du Surhomme qui attaque de front Socrate et prétend "dépasser les Grecs" par la volonté de Puissance. Cet Amoralisme provocateur fit vibrer les universitaires du vieux monde. Le Moi exacerbé de cette seconde étape de la crise était la négation directe du consensus positiviste de l'étape précédente et creusait encore les plaies du vieux rationalisme.

C- Enfin, la crise spirituelle atteignit son état exaspéré avec A. Rosenberg, disciple de H. S. Chamberlain. On se mit alors à prêcher "l'Âme de la Race" (1930 : Mythe du 20ème siècle). Le **Racisme** est simplement la raison déchue au point d'exalter la morbidité systématique. On y retrouve l'exclusivisme de Nietzsche uni à l'idolâtrie de "l'ordre" d'A. Comte.

Le rationalisme moderne, rongé par l'aggravation successive de sa crise, conserve comme fond le trait de sa vulgarité positiviste initiale. Mais le comtisme n'ose même plus s'afficher comme un modèle de philosophie anti-métaphysique. Il se contente de figurer comme démagogie générale latente. Finalement, l'esprit contemporain dominant se présente comme une mélasse de rationalisme gangrené. Les débris du rationalisme actuel ont tous les traits répugnants d'une barbarie endurcie, autant rôdée au vice qu'à en maquiller ses manifestations. Le tableau que Saint Augustin présente de la Rome expirante dans la Cité de Dieu, allant de Caligula et Néron à Dèce et Dioclétien, donne encore une idée affaiblie de l'état véritable de l'Occident sénile d'aujourd'hui, ayant l'impudeur d'évoquer ses "valeurs".

———————

Depuis 1848, la corruption de la société bourgeoise et, avec elle, de tout l'ordre civilisé, peut être suivie à la trace :

• Dans l'ordre politique, on voit le patriotisme cosmopolite dégénérer successivement : nationalisme, chauvinisme, expansionnisme, fascisme.

De même, on voit le parlementarisme libéral dégénérer successivement : prostitution des "autorités", parlementaires, magistrats et presse ; "pouvoir fort" faisant prévaloir l'Exécutif sur le Législatif ; État policier des "décrets-lois" et lois d'exception ; Ordre des Vigiles, "terreur blanche" des milices privées liées aux rouages occultes provocateurs de l'État : R.G., Antigang, "police des polices", S.D.E.C., etc.

• Tout cela accompagne les diverses phases du colonialisme : depuis la politique de la "canonnière" imposant des "traités inégaux" au nom du "libre-échange", puis les "protectorats" officiels, suivis par les gouverneurs militaires protégeant les "colons" civilisateurs, et enfin le néo-colonialisme s'appuyant sur des "fantoches" locaux.

• Dans l'ordre économique interne, les étapes se succèdent de manière analogue : "anonymat" du capital se livrant à l'orgie boursière au temps du "Crédit Mobilier" ; Oligarchie financière des Monopoles-Cartels et Trusts de l'ère des "Panamas" et "emprunts russes" ; Interventionnisme et dirigisme de l'époque des "Offices publics" et des "nationalisations industrialisées", du New Deal et de l'Insécurité socialisée baptisée "Assurances Sociales" ; enfin Capitalisme d'État en lequel Spéculation et Bureaucratisme s'unissent en une Nomenklatura intégrée, qui gère un capitalisme de guerre en temps de paix. Alors, la propriété privée, se dévorant elle-même, se trouve livrée aux Affranchis contemporains, nommés Managers et Grands Commis. C'est le système du parasitisme systématique prêchant la "communauté de travail" gérée "paritairement".

Le marxisme n'a d'autre origine que la crise irrémédiable de l'Occident, mise à jour en 1848. Aucune analyse du monde actuel, de ses troubles et difficultés, n'est possible si on ne commence pas par s'accrocher à ce seul point solide. Voir comment le marxisme a été "appliqué", comme disent les gens du vieux monde, est une autre paire de manches !

———————

L'État de Siège

Le mouvement de la Classe salariée, la portant à s'ériger en classe dominante, suscité spontanément par les conditions mêmes créées par la société bourgeoise et son épanouissement, se développa en France en deux vagues très distinctes :

1- Dans un premier temps, le mouvement du salariat, anticipant par lui-même un ordre social proprement Humain ou "communiste", laissant derrière lui la société "bourgeoise", resta néanmoins inspiré par les seules données idéologiques bourgeoises, les forces spirituelles civilisées arrivées à leur état de perfection, et qui se surpassent alors en quelque sorte : le libéralisme, le radicalisme et l'utopisme. Ces données, périmées de fait depuis les journées de Juin 1848, restèrent cependant encore hégémoniques chez les Communards de 1871, comme dans l'A.I.T. de l'époque.

2- Dans un second temps, le Salariat, violemment éduqué par ces expériences sanglantes, s'empara de la théorie du "socialisme scientifique" du Manifeste de Karl Marx, théorie dans laquelle il trouvait le mode de pensée Critique qui correspondait à sa propre condition historique. Cependant, une énigme se présente à tous : depuis que le salariat a trouvé dans le marxisme la théorie qui lui convient, loin de produire chez nous un mouvement tel que celui qu'illustrèrent Blanqui et Saint-Simon, c'est tout juste si on le vit "sauver l'honneur" passagèrement à deux reprises : durant quelques années à partir de la création du Parti Ouvrier Français de Paul Lafargue, et quelques années à partir de la création du Parti Communiste Français de Pierre Sémard.

———————

La clef de cette énigme, l'origine dernière du phénomène, réside précisément dans l'événement des journées de Juin 1848 qui sépare le mouvement des salariés de France en deux étapes essentiellement distinctes. La répression et la défaite des salariés à cette date manifestèrent à la fois la crise de la société bourgeoise et le choix du déclin par la classe capitaliste dominante en refusant "à tout prix" d'envisager d'occuper une position subordonnée dans une nouvelle association avec la classe salariée. Pour cela, la classe capitaliste battit le rappel de toute la réaction féodale subsistant encore, en même temps que des bandes de déclassés. L'opération ne consista en rien moins qu'à briser l'ordre libéral, moderne, civilisé, antérieur, plutôt que de le laisser être "dépassé" ; cela prit la forme d'une violente oppression de la nation par l'État, un violent "coup d'État" visant à anéantir tout le développement civilisé antérieur. L'expression complète de cette négation barbare du monde Moderne par lui-même résida dans la loi sur l'"État de siège" du 10 août 1849. *"Une loi suspend l'empire des lois"*, dit-on alors ; la "dictature parlementaire" fut proclamée (Dufaure). Bref, l'autorité militaire reçut tous les pouvoirs : les tribunaux militaires déclarés seuls compétents, l'interdiction des réunions et de la presse, les individus et leurs domiciles sont la proie des militaires jours et nuits. La loi sur l'État de siège n'était que le couronnement des mesures adoptées au fil des secousses qui s'étaient

produites depuis Février : Constitution violée par l'"assassinat de la république romaine" (constitution dont il faut abandonner "l'idolâtrie") ; répression des "abus du suffrage universel" en exigeant des "garanties morales" pour être électeur ; "réglementer le droit de réunion" ; "mettre un terme au scandale des Clubs", qui va jusqu'à la tentative de se fédérer ; suspension des journaux pour cause d'"excès de la presse" ; dissolution des associations politiques (Société des Droits de l'Homme, etc.) ; licenciement de la garde mobile, à l'"esprit douteux".

L'esprit de ce vaste mouvement de compression sociale stratégique est bellement exprimé par ses auteurs : Montalembert : *"défendre la société par tous les moyens"*, la *"guerre au socialisme",* à "l'anarchie", à la "barbarie", par une expédition de Rome à l'intérieur ; Thiers : *"les vrais républicains redoutent la vile multitude"*.

La loi sur l'État de siège, qui constitue le fondement de notre société bourgeoise décadente depuis 150 ans, avait eu un précédent, mais qui était resté éphémère, dans la Loi Martiale promulguée peu après la Bastille, en octobre 1789. Alors, la noblesse éclairée, effrayée par le mouvement qu'elle avait déclenché, s'empressait par-là de serrer les rangs avec les "privilégiés" de l'Ancien Régime. L'"esprit fort" Mirabeau s'inspirait de son côté de l'exemple anglais de 1689, prévoyant la suspension de l'habeas corpus. La Loi Martiale, bien moins rigoureuse que celle de l'État de siège, prévoyait ceci : après que le canon d'alarme eut été tiré et le drapeau rouge promené dans les rues, une "sommation" était criée : *"La loi martiale est proclamée, tous les attroupements (armés ou non) sont criminels ; on va faire feu, que les bons citoyens se retirent !"*. Ce fut la tache indélébile du fameux Lafayette d'avoir inauguré la loi, à la fête de la fédération du 14 juillet 1791, par le "massacre du Champ de Mars". Cependant cette loi, alors odieuse pour la bourgeoisie libérale elle-même, fut abolie dès la victoire de la Montagne, le 31 mai 1792.

Le coup d'État de Juin 1848, consacré par la loi de l'État de siège, en même temps qu'il plaçait définitivement la société civile sous la tutelle policière explicite – c'est ce qu'on appelle le "progrès" du libéralisme "sauvage" à la "démocratie" – engageait le capitalisme dans la voie de la domination coloniale à l'extérieur. À son tour, le pillage colonial permit de rendre plus ou moins tolérable le nouvel ordre démocratique à l'intérieur, fut-ce au prix de la corruption chronique d'une "aristocratie ouvrière" et de l'abaissement moral général du corps social. Tel est le secret (en y ajoutant l'écrasement définitif de la Garde Nationale parisienne en 1871) de la stérilité relative du marxisme dans notre pays, malgré les flambées admirables du P.O.F. de 1879 et du P.C.F. de 1920.

———————

Le droit du Travail

Dans la mesure où le mouvement des Salariés, vaincu par la force et divisé par la corruption, réussit finalement à être mené, l'un dans l'autre, par des "dirigeants" pour qui la reconnaissance préalable de l'état social créé par l'État de siège était une chose intangible, cela donne des phénomènes réellement monstrueux. Ainsi les discours d'un Mermeix, socialiste qu'on retrouvera dans le Boulangisme :

"Napoléon III, animé pour la multitude laborieuse d'une indéniable bienveillance, qui pensa parfois à être l'Homme du Peuple, détruisit la législation anti-ouvrière de la Constituante et de Napoléon I^{er}. 1864 est une grande date, elle marque l'entrée des ouvriers dans le droit commun, le début de leur égalité juridique avec les patrons : on peut se coaliser (faire **grève**) à condition que la coalition ne soit pas accompagnée de délits. Cette loi de 1864 est presque irréprochable. La loi de 1864 ne fut pas la seule conquête que les ouvriers durent au socialisme césarien de Napoléon III : en 1868, une circulaire insérée au Moniteur enjoignait aux Préfets et aux Parquets d'accorder aux chambres **syndicales** ouvrières une tolérance égale à celle dont jouissaient les chambres des patrons. Le droit des ouvriers, l'égalité juridique des ouvriers et des patrons, ce qu'on appelle le Code du Travail, datent du second Empire".

Mermeix montre en tout, un sens élevé de la "responsabilité" en matière sociale, en avance sur son temps en quelque sorte. Ainsi : *"La grève générale, cet effondrement social dans le sang au milieu des ruines et de l'incendie, est comme le rêve d'un roi nègre neurasthénique"…* (Syndicalisme contre Socialisme – 1906). Une version "complémentaire" était déjà élaborée par Guesde en 1904 : *"La grève générale est, à proprement parler, d'origine patronale"*. Ces professionnels de la Cause du salariat, vraiment, s'élèvent à des hauteurs qui nous laissent sans voix !

Mermeix, d'ailleurs, oublie d'autres aspects de l'œuvre de Badinguet, en digne auteur de "L'Extinction du paupérisme" (1844) :

• la "restitution du suffrage universel" ;

• l'explosion des "grands travaux" du préfet Haussmann, assurant la modernisation urbaine et une foule d'emplois salariés ;

• la création des "Conseils de Prud'hommes" (1853) ;

• les cadeaux, par millions, aux "sociétés de secours mutuels";

• les mêmes générosités en faveur du "logement ouvrier" ;

• l'essor des institutions de bienfaisance, avec la réorganisation des Monts-de-Piété.

Seulement il faut interpréter socialement toutes ces "réalisations" :

• le règne tout neuf du suffrage universel (masculin) s'avère être celui du Plébiscite orchestré par les préfets ;

• les grands travaux sont simplement l'expression de la corruption déclarée des pouvoirs publics, de la spéculation à grande échelle de l'aristocratie financière incarnée par le Crédit Mobilier (1852), et le prétexte à aménager les "boulevards" pour faire manœuvrer à l'aise les troupes en cas d'émeute ;

• les Prud'hommes, destinés à obtenir la "conciliation" dans les conflits individuels du travail, par une institution "paritaire", sont établis par décret, soumis aux règles disciplinaires du ministère de la justice, et accompagnent la généralisation du "livret ouvrier" obligatoire (1854). Le véritable fruit en est la compromission d'une aristocratie ouvrière ;

• les sociétés de secours mutuels doivent être "approuvées", se placer directement sous la tutelle policière, et s'engager à ne pas "tendre à encourager la paresse" ;

• le "logement ouvrier" alimente la spéculation foncière et la prévarication administrative, en même temps qu'il est un volet de la "charité légale" des institutions de bienfaisance en général, qui sont une prime à la servilité chez les "pauvres".

En fait le régime "impérialiste" de Napoléon III a les caractéristiques suivantes :

A- Son chef, "l'Homme de Décembre" et "l'Homme de Sedan" est un pur **aventurier** criblé de dettes, qui commence sa carrière par un Coup d'État qui sonne le glas du libéralisme moderne, et la termine dans le va-tout de la première véritable "guerre mondiale", celle de 1870.

B- Il n'est qu'une marionnette dont, par dérision cynique, les "**écumeurs**" (Duchêne) qui formeront désormais le clan dominant de la société bourgeoise ont besoin, ponctuellement, à la seule fin d'exploiter le grand nom de Bonaparte. Ces "pirates des affaires", qui se dévorent eux-mêmes à la Bourse, sont la fraction de capitalistes, "irresponsables" au travers des Sociétés Anonymes qui, tout à la fois, pillent sans vergogne les fonds publics (la Rente) et Services publics (Concessions), et dépouillent les actionnaires des sociétés de capitaux, les chefs responsables des sociétés de personnes et des entreprises familiales, les paysans (Crédit Foncier – 1852) et bien sûr les salariés.

C- Ainsi, l'aventurier, placé à la tête des écumeurs, remplit son rôle comme "**sentinelle de l'ordre**" applaudi par la réaction européenne. En effet, le défi que relève le "Président" est de poser les fondements de la société bourgeoise décadente, de substituer la "démocratie" au libéralisme moderne dans l'impasse. Cela exige précisément un "césarisme", au travers duquel toutes les réactions disqualifiées historiquement, veulent se trouver contraintes à se fondre, sous la direction de la réaction proprement moderne, incontournable, la fraction capitaliste restreinte de l'"aristocratie financière" (Marx). Il s'agit donc, en s'appuyant sur la pure répression politique de Juin, menée par "l'africain" Cavaignac, et sa "ligne", d'institutionnaliser la décadence bourgeoise, d'en faire un régime social permanent, gouvernant les relations civiles.

Le nouveau régime qui s'annonce, celui pour qui l'Ordre prime la liberté, exige que soit achevée l'"épuration" du pays. On y procède sans difficultés : par les "Commissions Mixtes" qui jugent à huit clos, sur simple dénonciation ou information administrative ;

par le renvoi aux "conseils de guerre", qui transportent à Cayenne ou en Algérie ; par la terreur blanche chronique, brandissant le délit de "société secrète".

Ceci fait, la démagogie sociale de l'"Homme du Peuple" à la Mermeix peut se donner libre cours. Le programme en fut brillamment formulé par Marx : promettre de *"voler toute la France, pour pouvoir lui en faire cadeau après"*.

Nous ne pouvons que nous féliciter de trouver en un Mermeix quelqu'un qui "crache le morceau" à propos du "droit du travail". Que révèlent ses aveux ?

Objectivement : que le "droit du travail" consiste à placer sous la coupe du droit public les faits purement civils des grèves et syndicats ; à imposer par la Loi et le Code pénal "l'égalité juridique, l'impartialité du droit commun, des ouvriers et des patrons".

Subjectivement : que le "droit du travail" fut fondé par le "socialisme césarien" de Napoléon III, lui-même adossé à l'"État de siège" des "républicains" de 1848 ; que, par suite, glorifier ce "droit" nouveau oblige à vomir la Révolution française et le Code Civil du I^{er} Empire.

Du libéralisme à la "démocratie"

La rupture de 1848

La grande leçon que nous tirons de la genèse du "droit du travail" est la suivante : la défaite des Rouges en Juin 1848 sur les barricades parisiennes marque la rupture entre deux mondes et deux époques ; et cela pour la société humaine dans son ensemble.

L'époque qui précède immédiatement Juin 48 est le couronnement de l'époque Moderne, épanouissement même de l'ère civilisée, placée sous le signe du Libéralisme bourgeois. L'époque qui suit Juin 48 ouvre l'époque Contemporaine dans laquelle nous nous trouvons encore, placée sous le signe de la Démocratie bourgeoise. C'est l'époque des convulsions et de la décadence du libéralisme moderne, en un mot de la "chute de l'empire de l'argent".

Juin 48 n'est que le "tournant" de la "Crise" qui sépare les deux époques, crise qui s'est développée durant toute la période qui va de la Révolution de Février 48 au Coup d'État du 2 Décembre 1851. Ce tournant est marqué par l'écrasement des faubourgs par le général "de 5ème ordre", républicain, distingué par Louis Blanc et soutenu par Lamartine, "Cavaignac-le-boucher", "le roi des épouvantes". *"Pour tirer sur le peuple, il fallait un général républicain"* (Guillemin). Avec la défaite du socialisme annonçant l'avenir, c'est la ruine du libéralisme honorant le passé.

Hors de cette perspective historique concrète qui prend pour boussole la rupture de 1848, qui décida de l'évolution réactionnaire de la crise ouverte du libéralisme, il n'est rien que l'on puisse comprendre des événements majeurs des 150 dernières années et des problèmes brûlants d'aujourd'hui. On ne peut comprendre, ni la "crise de la science" et l'"intégrisme", les "sectes", l'occultisme ; ni la désaffection "civique", l'"insécurité", le racisme ; ni les coups d'État, le fascisme, les guerres coloniales et mondiales ; ni les luttes syndicales, les guerres révolutionnaires, le marxisme.

Comment la situation s'est-elle nouée au départ ?

Le contrecoup de la tourmente essentiellement politique de la Révolution française et de l'Empire, et le fruit même de cette tourmente enfin recueilli, fut le bouleversement essentiellement économique de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. C'est même seulement sous le roi-citoyen que la révolution économique, auparavant principalement financière, devint "industrielle". Alors eut lieu la première flambée du rapport capital/salariat, au travers du "système manufacturier" : filatures et chemins de fer. Immédiatement, de grandes poches de "prolétaires modernes" se créèrent dans quelques centres : Rouen, Lille, Lyon, entraînant à leur suite le "paupérisme" de 15 % de la population nationale. Le salariat, minoritaire encore dans un pays largement paysan, faisait figure d'une population d'"immigrés" de l'intérieur. Et il n'était armé spirituellement que des idées bourgeoises les plus avancées : le libéralisme, le radicalisme et l'utopisme. Cependant, dans les faits, le plus grand défi jamais lancé à l'ordre civilisé se trouvait étalé. Il fallait y répondre, ce qui fut fait. Les choses se déroulèrent en trois temps :

A- En Février 1848, s'appuyant sur l'insurrection urbaine spontanée, prévalut l'union révolutionnaire de toutes les forces animées de l'espoir de surmonter la crise de la civilisation, par le seul moyen de l'idéologie civilisée la plus avancée. Malgré la présence inédite du drapeau rouge, qui affirmait simplement la nouveauté totale du problème soulevé, la solution proposée ne put aller au-delà de ce que permettaient les moyens anciens ; et elle s'exprima dans la formule du "droit AU travail", systématisation du "maximum" de 1793.

B- En Juin 1848, l'impuissance manifeste des Quarantuitards, l'évidence que la nouvelle Question Sociale plaçait l'ordre Moderne devant l'inconnu, et le regroupement des forces réactionnaires se ressaisissant de leur paralysie première, ces éléments réunis firent que les partis divers, chacun disloqué, se trouvèrent répartis en deux armées chaotiques aux prises. Cette fois, le "droit" laissait la place à la "force", l'initiative n'étant nullement réservée à la cohue réactionnaire du vieux monde, bénéficiant de 25 siècles d'expérience accumulée. *"Les bases de la société sont à découvert"* avait dit Molé. Et A. de Broglie : *"C'est l'axe de la terre qui fléchit. Le droit de propriété a été mis en cause"*. Juin résolvait la question sociale *"par l'écrasement du problème"* (Hugo). Le héros de la guerre, le républicain Cavaignac méritait les félicitations du tsar Nicolas I^{er} pour sa victoire *"si glorieusement remportée"*. Mais restait le délicat problème de toutes les guerres : le retour à la paix.

C- Décembre 1851 apporte le remède. L'heure est venue de la fusion de la réaction de tous les âges (Ruraux et Modernes) en un seul "Parti de l'Ordre" stable. Malgré la "purge" de Juin, cette coalition, unie en une seule caste du Parasitisme, est sans force par elle-même et n'a d'autre recours que de s'appuyer sur l'armée, qui devient en quelque sorte un élément déterminant de la nouvelle "société civile". De plus, il faut que ces clans d'origine hétérogène – légitimistes et "républicains" – se trouvent l'instrument qui les contraigne à surmonter leur haine réciproque et les oblige à se ranger sous le drapeau unique de la Propriété, face à la Démagogie qui conserve des racines puissantes. En effet, il s'agit de se prémunir tout à la fois contre tout l'acquis civilisé, qui se résume dans le libéralisme, et auquel on donne désormais le nom d'"Anarchie" et contre les germes de la République Sociale qui renferme cet acquis libéral, germes désignés par le terme de "Communisme", c'est-à-dire : "partage des biens" et "communauté des femmes" ! Louis-Napoléon apparaît rapidement comme l'homme de la situation. Neveu du Grand Homme, il a l'écoute de l'armée. Pour les uns, en tant que descendant de l'Empereur couronné, il est celui qui a congédié la 1ère République ; pour les autres, en tant que parent du "petit caporal", il est le roturier qui a humilié les Privilégiés. Élément d'importance vis-à-vis du "vulgaire", il est l'ex-carbonaro qui a affronté physiquement le régime précédent, qui n'a pas trempé dans la saignée de Juin, et l'auteur de l'Extinction du paupérisme, qu'on pourra présenter comme "l'Empereur Socialiste", celui dont les *"vrais amis sont dans les ateliers et sous le chaume"* (à Rothschild). Par-dessus tout, cet homme "a besoin d'argent tout de suite" ; c'est un vulgaire "conspirateur" qui n'a "ni sou ni honneur" (de Melun) et ne peut s'en prendre aux "intérêts" existants de personne. D'ailleurs c'est un "crétin" (Thiers). Ainsi, l'homme idéal trouvé, tel qu'il se définira lui-même par personnes interposées :

"L'impératrice est légitimiste (Eugénie, sa femme), Morny (son frère utérin) est orléaniste, mon cousin (le prince Jérôme) est républicain". Lui-même qu'est-il ? Un crapuleux libertin, auquel ses maîtres vouent un mépris profond, le prête-nom de la "Révolution militaire" (Mauduit), mais qui n'ignore pas le service qu'il prête et ne se prive pas de soumettre ses maîtres au racket. En définitive, un Ordre constitutionnel étant enfin établi – certes "à la hussarde" –, chacun peut vaquer à ses affaires dans la sécurité. Le règne de la force directe peut être oublié, place au nouveau droit, sous l'enseigne du "droit DU travail". Tout ceci prospère à l'ombre du "suffrage universel" restauré, horreur suprême la veille encore, mais dont on a vite découvert les effets miraculeux quand on sait le domestiquer : grâce au contrepoids du Plébiscite (référendum), à la primauté proclamée de l'Exécutif (les ministres ne peuvent être renversés par l'Assemblée) et à l'institution d'une Chambre Haute (Sénat). En fait, c'est l'aventurier Badinguet qui a fait la leçon aux vieux Notables : *"Aujourd'hui, le règne des castes est fini, on ne peut gouverner qu'avec les masses".* Et les vieilles barbes s'émerveillent : *"Qui eut dit cela du suffrage universel ? C'est le fléau qui a été le salut"* (Pasquier).

Le 2 Décembre 1851, la démagogie "Démocratique" était née. Le secret de cette démocratie de l'État de siège n'est pas difficile à percer. Quatre ans auparavant, la révolution de Février avait mis à l'ordre du jour le problème de la subversion nécessaire de tout l'ordre civilisé antérieur. Il était démontré que cette subversion pouvait se faire dans le sens progressif de la République Sociale, c'est-à-dire du dépérissement de l'exploitation de l'homme par l'homme, devenue superfétatoire. Le rapport des forces, principalement quant aux conditions subjectives, en avait décidé autrement : la subversion s'était opérée dans le sens barbare, par le renversement de tout l'ordre civilisé antérieur, relativement au droit civil placé désormais sous la coupe du droit public. L'essence de la Démocratie, qui chassait ainsi le Libéralisme, était donc son caractère profondément policier. La jeune classe salariée, faible numériquement et dépourvue encore de son idéologie propre, avait immédiatement été traitée en "ennemie", troupe de "malfaiteurs", "animaux menaçants", "canaille rouge". Contre cet ennemi avait été déclenchée une *"expédition de Rome à l'intérieur"* (Montalembert), à défaut d'intervention du tsar et de ses cosaques, du "canon russe" (Morny – 16 mai 1849). Sur cette base du règne du "Code de justice militaire", les nouvelles institutions "régulières" avaient pu être établies, dont les deux piliers étaient le "suffrage universel" et le "droit du travail", conçus dans le respect de "l'ordre public". Alors que le libéralisme de la veille ambitionnait encore de faire de l'armée, sauvegardant les rapports entre les États, un simple prolongement de la police nationale, le commerce assurant par lui-même le rapprochement pacifique des peuples ; maintenant, la police, sauvegardant les relations internes des citoyens de la nation, voyait son rôle conçu comme un prolongement de celui de l'armée, destiné à maîtriser "l'ennemi de l'intérieur". Les salariés, désormais, devaient vivre sous un régime équivalent à celui d'un "pays occupé". C'est que la société civile n'était plus à proprement parler constituée de "classes", unies par delà leur antagonisme, au profit de l'épanouissement de la civilisation. Maintenant l'antagonisme seul subsistait sur le plan civil, l'unité n'étant maintenue que par la force publique. Dès lors, il n'y avait plus place que pour la décomposition de la structure de classe, avec un simple gang parasitaire à la tête, et une classe salariée conduite à la démoralisation forcée. Comme il

était impossible d'arrêter le mouvement de socialisation progressive engagé, c'est-à-dire la généralisation du rapport capital/salariat, le "perfectionnement" de la démocratie ne pouvait que s'accompagner, d'une part de la "lèpre policière", d'autre part du développement d'une véritable armée de carriéristes "ouvriers". Ces derniers, admis comme "représentatifs" à la seule condition de leur reconnaissance du caractère intangible de la démocratie de l'État de siège, ont l'indécence de proclamer leur propre abdication comme la marque de la "responsabilité". Il n'est pas étonnant que ces apostats répugnants, ces méprisables Oncle Tom blancs, prostrés dans la servilité mais avec l'arrogance d'affranchis se sachant "du bon côté du manche", soient périodiquement vomis par "la base", au moindre vent d'"agitation sociale".

———————

L'analyse de la période charnière 1848-1851, entre l'époque Moderne civilisée et l'époque Contemporaine décadente, conduit à quelques mises au point destinées à corriger la présentation "léniniste" des choses :

• Le premier des Dictateurs de l'époque contemporaine d'agonie de la civilisation, le prototype de Hitler, ne fut autre que Napoléon III.

• Le "monopolisme", transformation de la libre-concurrence en son contraire réactionnaire, ne date pas des Cartels de 1885, mais du règne de la Société Anonyme et des "Vautours de la Bourse" du second Empire (E. de Mirecourt).

• La "1ère guerre mondiale" quant à sa nature, sinon quant à ses dimensions, n'est pas celle de 14-18, mais effectivement celle de 1870.

• "L'œuvre coloniale" ne date pas de "l'expansion méthodique" et des "Expositions" de Jules Ferry "le Tonkinois", mais de la constitution du "Ministère de l'Algérie et des Colonies" et de Faidherbe "l'africain", sous Badinguet.

• La "Démocratie" n'est pas le fruit du Progrès et l'œuvre propre de la 3ème République. Ce régime du "suffrage universel" et du "droit social" n'est que la solution barbare à la crise du libéralisme moderne éclatée en 1848. Il s'appuie sur l'État de siège des "républicains" mitrailleurs, fondé par Napoléon le Petit. Il n'est que la "caporalisation" de la société civile et la proscription proclamée de l'issue progressive de la crise de la civilisation sous forme de République Sociale.

Ainsi, la France fut la patrie du Totalitarisme dans le domaine de l'action. De même, elle fut la patrie du Cynisme intégral dans le domaine de la pensée : Racisme en philosophie (Gobineau – 1853) et Scientisme dans le domaine des connaissances positives (Jules Soury, Letourneau).

———————

La société de capitaux

En 1848, l'ordre civilisé se trouva à la croisée des chemins. L'évolution libérale antérieure étant dans l'impasse, la réaction barbare s'instaura sous la forme de la démocratie dictatoriale.

Le tournant du milieu du siècle dernier se manifesta dans le domaine décisif de l'économie, sur le terrain de la forme juridique des sociétés de capitaux. C'est alors, en effet, que l'on vit la société commerciale typique de droit commun être l'objet d'une contre-révolution officielle, par l'élimination de la **Commandite** par actions et l'établissement, à sa place, de la Société **Anonyme**. Cette mutation essentielle consacrait la suppression de la responsabilité de l'entrepreneur capitaliste et le règne nouveau de l'irresponsabilité déclarée. L'essentiel est de ne pas perdre de vue ce que précisément "omettent" de considérer tous les experts en "droit des sociétés" depuis lors : ce bouleversement décisif en matière d'entreprise privée, point d'appui fondamental de la caste Parasite dominante, ne fut possible qu'à la suite du carnage général exercé par toutes les réactions réunies en Juin 1848 ; il en était en fait le premier fruit recherché.

La Commandite unit de véritables "associés" civils, rassemblés sous une "raison sociale" commune donnant notoriété aux responsables de l'affaire. Les associés réels sont, d'une part le Gérant unique, responsable de l'apport, des moyens de production exprimés en capitaux, d'autre part les Salariés, qui sont associés collectivement de fait en apportant leur "industrie". La logique libérale entraîne naturellement que l'apport "en industrie" des salariés ne puisse être valablement matérialisé par des "actions industrielles".

Il n'en reste pas moins que le gérant, tout exploiteur qu'il soit, et maître incontesté de l'entreprise privée dont il doit maintenir le cap dans la tempête de la "concurrence", accepte de se trouver "indéfiniment responsable du passif social" ; autrement dit, il risque délibérément le patrimoine de son ménage dans l'aventure de l'entreprise. La collectivité des salariés, de son côté, se trouve incontestablement concernée par l'"intuitu personae" du contrat de société, puisque la faillite de l'entreprise la mettrait tout simplement en danger de mort.

En définitive, la Commandite constitue une "société" véritable dans le contexte de la propriété privée. Elle lie dans une unité antagonique réelle, sous le chef de la "personne morale" que constitue l'entreprise, l'ensemble des ménages "physiques" qui l'animent : le ménage du capitaliste aussi bien que les ménages des salariés.

Après 1850, le capitalisme parasitaire se substitua au capitalisme civilisateur et la Société Anonyme à la Commandite. Désormais, l'entreprise privée, qui se présentait comme une unité antagonique authentique, devint simplement une structure "manichéenne" légalisant le travail forcé pour le "personnel" et le brigandage pour la "direction". Une fiction juridique monstrueuse faisait de tous des "salariés", mais le personnel exploité se trouvait chargé de toute la responsabilité, tandis que les Administrateurs devenaient totalement irresponsables. Le manichéisme s'achève dans le

fait que l'on pose, d'une part la personne "morale", ne comprenant que des "actionnaires" pour lesquels l'entreprise est une pure spéculation, et d'autre part les personnes "physiques" confondant administrateurs et personnel, dont le rassemblement semble n'avoir pour objet que des opérations techniques, la production de "biens ou services" valant pour leur seule utilité.

La S.A. ne constitue plus aucunement une "association", même au sens de la propriété privée. Il en est d'ailleurs fait l'aveu officiel dans le fait qu'elle se présente comme une "institution", un organisme réglementé par la loi, relevant du droit public et non plus du droit civil. En effet, dans la S.A., où il n'est en quelque sorte d'"apporteurs" que des commanditaires, aucun d'eux n'est, en tant que tel, considéré comme "commerçant" selon les termes mêmes du Code Civil. D'ailleurs, les "associés" ont disparu pour laisser la place à des "actionnaires". La contre-révolution que représente le règne de la S.A., relativement à l'ordre libéral, a été soulignée très nettement, en particulier par M. Ripert (cf. Hureau 1957) : *"La société anonyme n'est plus un contrat, mais une institution de droit privé. À la conception classique contractuelle, on oppose la conception institutionnelle empruntée au droit public. Un contrat suppose un débat sur les conditions du contrat ; ici, les statuts sont débattus entre les seuls fondateurs, les actionnaires y adhèrent en souscrivant, sans pouvoir les discuter. Un contrat ne peut être modifié sans le consentement unanime de ceux qui l'ont passé ; au contraire, dans la société anonyme, les statuts peuvent être modifiés par une simple majorité. Enfin et surtout, les (intéressés) ne sont pas libres de créer une société anonyme comme ils le veulent ; la loi leur impose (toutes les règles). Bref, on n'est plus en présence d'un contrat, mais d'un organisme réglementé par la Loi, (ce) que la technique juridique appelle une Institution. Cette institution peut se comparer à un petit État avec ses assemblées et, depuis la loi du 16 novembre 1940, son chef responsable créé à l'imitation du führer des sociétés allemandes".*

La S.A. a inauguré le règne du capitalisme parasitaire, de l'Affairisme, ayant pour devise celle d'un célèbre financier américain : "les affaires, c'est l'argent des autres". Elle a organisé l'empire du contrat "Léonin" relativement au droit civil et proclamé le salariat "corvéable à merci". Instaurant l'hégémonie du droit public dans les relations civiles, la S.A. contenait en germe toute l'évolution ultérieure menant au capitalisme d'État. En effet, la S.A. qui instaurait le règne simple de l'irresponsabilité a conduit, d'abord à l'Entente avec ses prix de monopole, puis au Holding où les "fonds propres" ne sont plus que le prétexte à manipuler l'endettement, et enfin aux Nationalisations qui ne sont que l'aboutissement du précédent degré.

Le tournant de 1850 qui a marqué la forme juridique d'entreprise parait avoir été totalement ignoré par les théoriciens staliniens du Socialisme d'État.

En effet, le "Manuel d'Économie Politique" de 1954 déclarait, sans faire de distinction entre Responsabilité et Anonymat : la "société par actions" est la forme d'entreprise dans "les pays capitalistes modernes".

Déjà, Lénine, s'il caractérisait très exactement la crise de l'économie bourgeoise comme la *"transformation de la libre concurrence en monopole"*, ne prenait pas en compte la phase initiale de ce "monopolisme", sous la forme vulgaire de l'affairisme dans le cadre de

la S.A. Il n'insistait que sur le monopole "adulte", celui des Cartels de l'étape suivante, ce qui ne permet pas de comprendre clairement la genèse de ces derniers.

Est-ce que les faits qui ressortent de notre analyse sont pris en considération quand les Chinois ouvrent des "Bourses de valeurs" ?...

———————

L'ordre économique civilisé s'épanouit à l'époque Moderne sous forme de l'ordre capitaliste. L'ordre économique capitaliste de la société moderne fut l'objet lui-même d'un processus apparaissant comme suit : sous l'action véritablement subversive du Négoce – finalement du grand commerce de denrées coloniales – associée à l'impulsion donnée par la création de la Dette publique – les Rentes de l'Hôtel de Ville de François I^{er} en 1535 –, s'établit finalement la Fabrique, l'entreprise industrielle dotée du machinisme. Et la fabrique se plaça spontanément sous le régime juridique de la Commandite par actions.

La révolution industrielle, qui vint couronner l'ordre capitaliste, avec les chemins de fer, la navigation à vapeur et le télégraphe, présupposa cependant entre-temps le succès de la révolution politique bourgeoise, l'instauration du régime "parlementaire" ou royauté constitutionnelle.

La révolution industrielle s'accompagne aussi nécessairement d'un renversement complet des relations anciennes : entre l'agriculture et l'industrie, entre la ville et la campagne. La fabrique en commandite entraîne également d'autres particularités : l'industrie lourde s'élève sur la base préalable de l'industrie légère ; et la banque affirme sa présence dans la nouvelle forme d'entreprise, par la voie des commanditaires non-associés. Au même moment où les vieilles banques d'escompte de lettres de change se mêlent désormais de "commanditer" des entreprises industrielles, l'institut de réescompte qu'elles avaient suscité, la Banque d'Émission, peut enfin prétendre assurer solidement la production d'une monnaie fiduciaire nationale, sous forme de billets de Banque convertibles. La Bourse est alors le lieu où se négocient principalement des "effets publics" et des titres de "services publics", et de manière accessoire des "valeurs industrielles" proprement dites.

———————

La Commandite industrielle connut en France une sorte de "faux départ", vers 1785, cinquante ans après l'Angleterre.

Quelques 10 ans auparavant, une grande agitation capitaliste se déclarait. À l'époque, les vieilles rentes sur l'Hôtel de ville et les actions de la Compagnie des Indes sont dans le portefeuille de Voltaire. Un nouveau mouvement apparaît par la création de "Loteries" et la fameuse Caisse d'Escompte par Turgot (1776). Le duc d'Orléans spécule sur le lotissement du Palais-Royal et l'abbé Baudeau prépare une immense Tontine. D'ailleurs, capitaux roturiers et nobles se mêlent dans les houillères et fabriques de toile.

Vers 1785 donc, des Commandites industrielles émergent, dans le climat pré-révolutionnaire d'alors, où les manœuvres financières troubles associent la maison d'Artois, les hauts Fonctionnaires, des banquiers Suisses. L'un des enjeux est la spéculation sur les Grains. Le mouvement fut par ailleurs retardé par la révolution européenne qui dura 25 ans.

Mais c'est dans les effets mêmes de la révolution européenne que le capital français trouve les conditions d'un élan réellement solide. 1830 marque une date par la création des rentes "au porteur". En 1838-1841 enfin, les valeurs industrielles en Commandite se mettent à pulluler. C'est l'heure des "bitumes bitumeux" et autres affaires de "chandelles". Ceci, associé aux chemins de fer et aux assurances, un agiotage effréné peut se donner libre cours ; s'y illustrent les types de Robert Macaire et Mercadet. Si les choses se mettent en route fougueusement, il ne faut cependant pas oublier le stimulant "externe", d'une part des "concessions" publiques, d'autre part de la contribution des capitaux anglais.

Le déchaînement de la Commandite sous le Roi bourgeois est pourtant déjà ambigu. L'article 37 du Code de Commerce de 1807 exige l'autorisation gouvernementale pour la création d'une société anonyme quelconque. Freinée dans ses appétits, la fraction capitaliste constituée par l'aristocratie financière choisit donc de créer des S.A. de fait sous couvert de la forme juridique de la Commandite. *"Avec le règne de Louis-Philippe, la société en Commandite a pour ainsi dire disparu ; sous l'Empire il n'y a pas de place pour les petites sociétés, la loi de 1867 laisse le champ libre aux sociétés Anonymes qu'elle a émancipées"* (P. Leroy-Beaulieu). Pour ces apologistes du capitalisme décadent, en effet, la Commandite est désormais jugée : c'était une "société bâtarde".

Dès 1856, on dut "réglementer" la Commandite, qui faisait l'objet de tous les "abus" possibles : gérants révocables, commandités sans surtaxe, émissions d'actions d'un nominal ridicule (1 franc et au-dessous).

En 1863, l'on en vint à abroger "partiellement" les dispositions de 1807 tenant la bride à la société Anonyme.

Enfin, la "loi fondamentale" de 1867 sur les sociétés commerciales, véritable charte du capitalisme parasitaire de l'époque contemporaine, procéda à "l'émancipation" tant attendue de l'entreprise irresponsable. Pensez donc ! Le gérant de la Commandite administrait l'entreprise avec "omnipotence presque absolue" vis-à-vis des actionnaires, lesquels n'avaient le droit, ni de s'immiscer dans la gestion, ni de révoquer le gérant sur décision de leur assemblée générale ! On oublie simplement de signaler que la Commandite groupait de réels "associés", les salariés y compris, dans les limites où la propriété privée peut concevoir la chose, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme étant admise. Et, en s'en tenant au rôle de l'exploiteur, du chef d'entreprise, celui-ci (groupe éventuel de "commandités") était rigoureusement "responsable et solidaire", c'est-à-dire – brièvement qualifié – "complémentaire".

———————

Malgré la conspiration du silence organisée par les "juristes" actuels, les contemporains du "saut" effectué de la Commandite à l'Anonymat ressentirent la chose très violemment. Seulement les protestations se firent de façon divergente, en ordre dispersé et furent finalement impuissantes et disqualifiées par la révolution de Février.

• Il y avait d'abord les propriétaires fonciers emplis de préjugés pré-Modernes, scandalisés par le capitalisme en général ;

• Ensuite, la masse de paysans parcellaires, vivant dans la torpeur d'une économie de semi-autosubsistance dans leurs hameaux, se contentait de hocher la tête à la nouvelle de cette valse des millions dans la grande ville ;

• Ensuite, il y avait de purs conservateurs indignés du seul abus fait des prérogatives de l'État, par les Concessions et les opérations à Prime sur les Rentes ;

• Ensuite, l'on avait la simple protestation libérale des "petits porteurs" floués par les "lanceurs d'affaires", les "fondateurs-administrateurs" jouant du "Prospectus".

• Les Radicaux, eux, négligeaient tout à fait la question économique pour ne rêver que de "prise d'armes", en nostalgie du Comité de Salut Public ;

• Les Utopistes, enfin, s'étant persuadés de l'inanité des révolutions politiques, bâtissaient des plans d'organisation de coopératives de production susceptibles de "fraterniser" la concurrence du marché.

Il nous est resté finalement de belles attaques conservatrices-libérales de Duchêne et de Proudhon, déchaînés contre la Commandite, du fait des "abus" auxquels elle servait de prétexte.

Notons qu'au moment même, sous prétexte d'"émanciper" la société Anonyme, l'État bourgeois délivrait l'entrepreneur capitaliste de sa responsabilité civile qui seule justifiait historiquement sa position d'exploiteur. Ce faisant, l'État bourgeois désertait de son côté sa mission de garant de "l'ordre public" qui justifiait sa propre existence. De plus, par une inversion réellement barbare de l'ordre civilisé tout entier, l'État plaçait sous sa coupe la société civile en fixant les règles de la société Anonyme comme institution de droit privé. Et l'inversion des choses trouvait son achèvement dans la destruction des lois civiles pour le peuple, par les lois sur la Presse et les Clubs.

Il y avait eu un précédent, aux derniers instants de l'Assemblée Constituante de septembre 1791. Alors, la noblesse éclairée, trouvant que la Révolution allait déjà "trop loin", vota simultanément deux décrets avant de se séparer : d'une part, elle révoquait un décret précédent sur les "hommes de couleur" et livrait le régime intérieur des Antilles à la discrétion des colons ; d'autre part, elle décrétait, pour la métropole, la destruction des "sociétés populaires". On déclara à propos de ce dernier point : *"Ces sociétés, spontanément dans le principe, avaient fini par prendre une existence politique, sortaient de leur situation privée. Le nom de sociétaire d'Amis de la Constitution devenait un cri d'agitation, qui ne servait qu'à troubler l'exercice de l'autorité légitime. Ces sociétés ne pouvaient avoir d'affiliations à une espèce de métropole ou Société-Mère. L'existence politique (des sociétés populaires), leurs affiliations, leurs journaux, leurs pétitions en nom collectif, leur influence illégale, étaient propres à alarmer tous les citoyens paisibles"*. Seulement alors, Robespierre et les Jacobins veillaient. D'abord, 30 000 noirs de Saint-Domingue, conduits par Polydor, Jean-François et Toussaint-Louverture – le "jacobin noir" – se soulevèrent. Ensuite les "nègres" de Métropole, le peuple des faubourgs, rendit le décret sur les Clubs tout simplement nul et non avenu. La contre-révolution de Juin 1848, elle, en instituant la démocratie dictatoriale, a réussi à maintenir et renforcer jusqu'à nos jours un système d'oppression dont ont autant souffert les peuples affligés des bienfaits de la "francophonie" que les travailleurs de France.

———

La Commandite d'autrefois restait, dans les limites de l'ordre civilisé de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme par l'homme, une forme civilisatrice de l'organisation économique, et même sa forme moderne la plus achevée, en préservant le

lien entre entrepreneur capitaliste et responsabilité civile. Il n'était pas nécessaire qu'à cette forme succédât celle, parasitaire, de l'Anonymat. Certes, la socialisation objective opérée par le capitalisme ne permet plus de préserver la responsabilité économique qu'en la délivrant du cadre étroit de la propriété privée, et exige son essor enfin complet dans le cadre nouveau de la libre association s'exprimant dans le domaine économique, c'est-à-dire la Coopération générale, ou Socialisme. Ce serait une erreur de croire que le Parasitisme actuel est éternel. Tout au contraire. Depuis 150 ans, nous ne faisons que nous débattre pour résoudre la Question Sociale. Les extravagances successives données en pâture au public, telles que la Participation, les Nationalisations, le Corporatisme, etc. montrent assez que le feu social couve et n'attend qu'une étincelle pour tourner à l'embrasement. Faire l'autruche, c'est se préparer un réveil brutal…

La revendication Islamiste même, qui provoque la panique dans l'Ouest décadent, présente une parenté profonde avec notre revendication économique d'une sorte de Commandite Sociale. Que font-ils d'autre, au fond, les Islamistes en réclamant l'application de la Chari'a, c'est-à-dire la suppression de l'Usure pratiquée par les banques occidentales à leur égard, et l'organisation par eux-mêmes de la solidarité économique fondée sur le risque pris en commun ?

———————

Par un décret du 22 mai 1803, Napoléon Bonaparte décidait de déroger au principe de "complémentarité" (responsabilité et solidarité) de la Commandite à l'égard des "sociétés pour l'armement en course", c'est-à-dire les Corsaires de l'Empire. Dans ce cas précis donc du "commerce" à main armée, les règles de l'Anonymat devenaient de droit commun. Ceci n'était finalement que l'extension, à un monopole public et opérant de manière offensive, du vieux contrat civil de "prêt à la grosse" (nauticum fœnus), ou société en participation aux chances et aux risques d'un transport dans les eaux maritimes sans maîtres et hostile. C'est ce même principe que la Société Anonyme imposa pour règle au commerce ordinaire du capitalisme décadent ; un seul nom convient à ce régime, celui de piraterie agréée.

———————

La décomposition de l'ordre civilisé

Les Antonins

Ce qui masque la barbarie et le caractère profondément totalitaire de la Démocratie, ce qui égare tout spécialement la pensée des Occidentaux, c'est que, depuis le massacre des Communards à l'issue du second Empire, sous les ordres du monstre Adolphe Thiers, appuyé par l'occupant prussien, tout semble définitivement rentré dans l'ordre, dans le monde "libre" débordant de "puissance". Peu importe que cette époque soit précisément celle des génocides coloniaux, des hécatombes des deux guerres mondiales et des convulsions du fascisme ; le mot d'ordre est de céder à l'aveuglement et à la démagogie, de chanter l'hymne du triomphe, chaque fois renforcé, de la Démocratie ! Et les Gambetta, Jaurès, Blum et Thorez ne se font pas faute de se saisir de la baguette de chef d'orchestre quand il le faut. Mais qui paie les violons ? La masse des salariés et du peuple, effarée par cette démocratie qui ne lui offre qu'impuissance et malheur.

Quoiqu'il en soit, il est dit que, depuis le régime des "avocats" et des "Jules", la "république sage et conservatrice" (Larousse), nous vivons une époque "de paix et de prospérité". En un mot, comme le Bas-Empire romain à la dérive, nous aurons eu notre "siècle des Antonins" (2ème siècle), siècle connu pour sa "modération" et siècle du "Droit" s'il en fut ! Depuis le doux Trajan, qui condamna Saint Ignace aux bêtes, jusqu'au "sage" Marc Aurèle, qui "fit appliquer rigoureusement les lois existantes contre les Chrétiens", il est vrai alors que Rome sembla ne jamais pouvoir périr. Tout ce siècle, le Droit triomphe en apothéose : d'abord l'"Édit perpétuel" d'Hadrien, puis les "Institutes" de Gaius, et enfin l'Édit de Caracalla qui admettait tous les citoyens de l'Empire comme "citoyens".

Seulement, la réalité proteste contre les apparences : au moment même où le Droit s'accomplit, Sévère, commanditaire des "Digestes" de Papinien et de Paul Ulpien, défend à quiconque de se convertir au christianisme ou de le propager… Le temps n'est pas loin du réveil douloureux, où l'on s'aperçoit tout à coup qu'en fait de "droit", il ne s'était agi que de la dégénérescence de celui-ci, que de "Constitutions impériales"… Mais qu'elle était paisible cette époque des empereurs-philosophes, dont les "pensées" n'étaient préoccupées que "d'adoucir le sort des esclaves" ! N'en est-il pas de même, de la part de nos gestionnaires de "ressources humaines", à l'égard des salariés, depuis Pereire jusqu'au Crédit Agricole, en passant par le Crédit Lyonnais et Paribas ? Comment pouvait-on entrer en lice contre le Principat animé par un raisonnable stoïcisme épicurianisé à souhait ? D'ailleurs, la Tolérance d'alors ne permettait-elle pas le choix, pour l'opposition, entre : d'une part l'Église possibiliste des marcionites ; ensuite le parti libertaire ayant pour père Apollonius de Tyane au diogénisme pythagoricianisé et les disciples Pérégrinus et Crescens ; enfin, comme ultime recours, la préciosité sceptique de Lucien ?

Cependant dans ce siècle "obscur" du christianisme primitif, il était une phalange s'obstinant à mépriser le paganisme vaniteux et obscène des Antonins et s'y opposant avec une constance admirable, "stoïque" à sa manière. Ce furent les modestes Ignace, pseudo-Barnabé, Polycarpe, Justin et Irénée. Grand Apologiste, venant après les apôtres, tel fut Saint Justin. Grand Théologien, précédant les Pères proprement dits, tel fut Saint

Irénée. Cette poignée de baptisés sut tenir bon devant l'"Occident" de l'époque qui se glorifiait de sa propre déchéance.

Le siècle précédant celui des Antonins (1er), celui de la crise violente de l'Empire, avait été héroïque. Alors en ce siècle apostolique, Caligula massacrait à Alexandrie (39), Néron incendiait Rome (64), Vespasien saccageait Jérusalem (70), et Domitien, le dernier des Douze Césars, dispersait la secte des christiens et déportait Jean à Patmos. À ce "sel de la terre", les Césars dégénérés n'avaient à opposer qu'Apollonius rallié aux "brahmanes" de l'Inde, sa divination, ses prodiges et sa métempsycose. Alors, la fureur romaine était déchaînée contre la menace représentée par les esclaves renfermés dans l'Empire.

Le siècle qui suivit celui des Antonins (3ème) réclama un héroïsme plus grand encore, de la part des "soldats du Christ". Cette fois, la menace des esclaves était supplantée par celle des Barbares, aux limites de l'imperium. À l'Orient, c'étaient les Alains du Caucase et les Parthes d'Arménie, outre la pression des Perses. À l'Occident, c'étaient les Goths du Danube et les Alamans du Rhin, outre les indomptables Calédoniens. Finalement, Rome autrefois incendiée par son maître, dut être tout bonnement fortifiée (Aurélien – 270). Cependant, la vieille secte de juifs dissidents était devenue une foule, tout à fait distincte par sa Croix, de "témoins" contaminant "Grecs et barbares", insultant la "divinité" de César. L'on dit : *"Il n'y a pas une seule race, qu'elle vive sous la tente ou sur des chariots couverts, au milieu de laquelle on n'offre des prières au nom de Jésus crucifié" ; "Nous ne sommes que d'hier, et nous remplissons tout ; nous ne vous laissons que vos temples"*. Rome en devient démente, pourchasse le chrétien à travers ses morts inhumés dans les carrières abandonnées, rafle dans les catacombes de Rome, Naples, Syracuse et Carthage. Les grandes persécutions déferlent, celles de Dèce, Valérien et Dioclétien. Quelle misère que cette Rome illustre affolée au milieu de ses marbres et ses piscines !... Quelle dérision, après l'échec d'Apollonius le thaumaturge, d'espérer à présent trouver un rempart en Manès et ses "deux principes" de Lumière et Ténèbres qui se dévorent sans espoir !

Pour l'Occident démocratique insolent aussi, l'heure du réveil brutal approche. On avait cru maîtriser les "bêtes féroces" de salariés peuplant les fabriques européennes, et voilà qu'aux Esclaves de l'Occident succèdent les Barbares du Tiers-Monde, ces hordes faméliques qui pullulent ! Tout allait si bien hier encore ! Certes durant la lune de miel démocratique, il y eut le double scandale de Lénine et de Mao. Mais, après tout, ce n'était là que "dictature asiatique" face à la "civilisation latine" (Germain-Martin). Les Russes, après tout, n'étaient que des "moujiks", et les Chinois des "coolies"... Grands seigneurs, on allait jusqu'à se convaincre que "Marx disait : évolution ; Lénine a répondu : violence", "déformation du marxisme" ! D'ailleurs, ces "régimes de dictatures et de misère" (id.) n'ont-ils pas fait faillite ?

Un enseignement s'impose, concernant la forme revêtue par le mouvement socialiste/libéral, durant ce siècle "des Antonins" qui s'achève à présent en Occident, c'est-à-dire depuis l'écrasement "stratégique" qui lui fut infligé en Juin 48, écrasement parachevé par la "semaine sanglante" de 1871.

D'une part, il ne faut pas oublier que la flamme de la République Sociale ne s'est jamais éteinte, ceci au prix de sacrifices inoubliables. Notons successivement : la création du P.O.F. en 1879 ; la mobilisation contre le "Sedan colonial" en 1885 ; la grève de

Decazeville en 1886 ; la création de la IIème Internationale en 1889, Internationale qui décide de la manifestation universelle du 1er mai de 1890 ; "l'affreuse journée" de Fourmies en 1891 ; la grève des mineurs à Carmaux en 1892 ; le lancement du "sou du soldat" antimilitariste en 1900 ; la grève des mineurs de 1906, année de la campagne des "huit heures" ; la "révolte du 17ème" dans l'action des paysans du Midi en 1907 ; le grand mouvement postier de 1909 ; la révolte des "marins de la Mer Noire" en 1919 ; la création du P.C.F. en 1920, année même de la grande grève des cheminots ; le mouvement contre l'occupation de la Ruhr en 1923 ; l'action contre la guerre du Rif en 1925 ; les occupations d'usines en 1936 et les Brigades Internationales pour l'Espagne la même année ; la Résistance sous Pétain ; le "réseau Jeanson" appuyant le F.L.N. en 1957 ; la grève des mineurs de 1963 ; les mouvements de 1966/1968.

D'autre part, il faut admettre que ce siècle du "droit", régnant à l'ombre des "lois scélérates", fut celui de la morgue des grands parasites dominants, ne cessant d'être inquiétés de la présence de foules d'"affamés", sinon de pain, au moins de sécurité et de dignité. Sous cet empire du mépris hautain de la finance, soutenu par la nuée des parasites d'en bas, des corrompus du "réformisme" d'abdication sociale, l'action pour la République Sociale s'est réduite finalement à "sauver l'honneur", butant en fait sur le "mur" de son siècle. D'où les immenses désillusions, accablantes, que cette action a rencontrées, en regard des succès éphémères et partiels. D'où également l'expression constante de cette action sous forme de "révolutionnarisme" désespéré et sans portée : anarcho-syndicalisme, trotskisme, "maoïsme", etc. D'où enfin, l'air "ringard" ou "exotique" maintenu au mouvement durant cette période, semblant se limiter à commémorer la geste de l'ouvrier en blouse de l'époque de Dickens, ou à se faire l'écho des batailles se déroulant dans de lointaines contrées se trouvant dans des conditions pré-modernes, en Russie, en Chine ou en Bolivie.

———————

Démocratie et fascisme

Il n'est pas vrai que la "démocratie" policière rencontre périodiquement sur sa route la "dictature" diabolique qui voudrait la détruire. C'est ce manichéisme lui-même qui est véritablement satanique dans sa volonté d'intoxiquer les peuples. Le "monde libre" est en réalité lui-même essentiellement totalitaire à sa base. La vérité est que sa nature même conduit périodiquement à des crises internationales générales, où se forment deux camps, coalitions ou "blocs", groupant sous la direction d'une Puissance de chaque côté, des pays antérieurement policiers au même titre. Seulement, à ce moment, selon la conjoncture historique dans laquelle chacun des deux blocs se trouve placé, l'un et l'autre se trouvent amenés à mettre en relief un aspect différent de la barbarie "démocratique". L'un des camps, défendant ses intérêts acquis dans le rapport des forces antérieur, accapare l'étiquette "démocratique", dans le seul but de conserver l'hégémonie qu'il possédait. L'autre camp, contestant la position de "rentier" de la décadence détenue par le premier, déploie le drapeau de la régénérescence "fasciste". Autrement dit, le camp "démocratique" se contente d'exalter les rapports civils, "nationaux" d'exploitation de l'homme par l'homme sous forme parasitaire, rapports qu'il désigne comme "libres" ; tandis que le camp "fasciste" revendique la légitimité des rapports politiques de domination des États forts sur les États faibles, au nom de "l'honneur" ; mais les "démocraties" ne mènent la guerre "du droit" que pour perpétuer leur hégémonie impérialiste, et les fascistes ne constituent une "communauté raciale", un "État populaire", que pour posséder les moyens de perpétuer le parasitisme social.

En ce qui concerne les salariés et les peuples, seules les circonstances les font "appartenir" à un camp ou un autre, selon le pur hasard de la géographie. Ils ne sont aucunement en situation de "choisir" et ils sont eux seuls les victimes réelles de la polarisation qui s'est produite. Les salariés et les peuples n'ont pas eu le choix, en 1870 entre Napoléon III et Bismarck ; en 1914 entre Guillaume II et Lloyd George ; en 1940 entre Hitler et Roosevelt. Ils n'auront pas le choix dans la polarisation, plus vaste encore, réellement "mondiale" cette fois, qui se dessine à présent, sur les ruines de l'ordre "onusien" établi en 1945. Le seul choix propre des salariés et des peuples ne peut être que de refuser en commun de s'associer à l'autodestruction de la civilisation, en faisant prévaloir, dans des formes seulement distinctes selon leur "domicile" du moment, la cause unique de la République Sociale.

Il importe de souligner l'"unité dialectique" des démocrates et des fascistes, faute de quoi tout espoir de résistance à l'évolution barbare de la civilisation reste vain.

Les "Démocrates" rendent ouvertement hommage aux fascistes, en déclarant que la guerre "a toujours existé et existera toujours", et qu'il faut donc s'armer "tous azimuts". Seulement, ils affirment par ailleurs, que la guerre ne saurait se produire de leur fait, toute "naturelle" qu'elle soit, qu'ils ne se dotent que d'une "Défense" qui ne vise que "le respect du Droit". Bref, la guerre, quoique inévitable, ne survient que parce que des "fous" sont portés au pouvoir, de manière incompréhensible, à l'"étranger".

Les Fascistes rendent ouvertement hommage aux "Démocrates", en déclarant qu'"il y a toujours eu et qu'il y aura toujours" des Décideurs et des Exécutants dans la société civile, et qu'il faut donc affirmer au maximum l'autorité des "Chefs" dans l'entreprise et les ménages. Seulement, ils affirment par ailleurs que l'exploitation de l'homme par l'homme, parasitaire, ne saurait avoir de place dans la "Communauté de travail" qu'ils instaurent. C'est seulement donc dans le monde du "libéralisme", qui conspire à édifier un chaos national "mondialiste", que peut se déchaîner la "lutte des classes".

Démocrates et Fascistes se retrouvent enfin absolument en accord pour traquer les "Démagogues" socialistes, les "hordes bolchevistes" qui veulent en finir avec le parasitisme par la République Sociale. Ensemble, en effet, sortir de la civilisation décadente, rompre avec tout le développement préhistorique antérieur, cette ambition ne peut venir que de pervers absolus, qui s'excluent d'eux-mêmes de l'état social pour rentrer dans l'état de nature. De tels contempteurs de toute "valeur fondamentale" sont, ou bien possédés par le démon, ou bien dégradés au niveau de la sauvagerie, ou bien de simples animaux à visages d'hommes. Il n'est d'autre ressource que d'en purger la terre par tous les moyens.

———————

Le point qu'il importe de souligner, la grande leçon des 150 années écoulées de crise de la civilisation, vécue sur le mode de la décadence allant en s'approfondissant, est le suivant : c'est à partir d'un seul et même tronc de l'Ordre de l'état de siège, de la démocratie dictatoriale, concernant les relations entre classes sur le plan national, que se développe périodiquement, comme conséquence même de cette démocratie dictatoriale, l'affrontement entre deux coalitions d'États sur le plan international, qui prennent respectivement les noms de "Démocratique" et Fasciste. Du fait que le conflit barbare qui se déroule alors ne laisse pas voir ses racines essentiellement sociales, mais cache au contraire celles-ci à travers une guerre "étrangère", diplomatique et militaire, les peuples sans direction révolutionnaire appartenant à chacun des deux "blocs" sont disposés à ne voir les choses que de manière unilatérale et contraints à se ranger derrière leur caste parasitaire respective. En réalité, à ce moment, chaque coalition ne fait que monter en épingle un des deux aspects de la démocratie dictatoriale initiale, et les deux camps sont en réalité complémentaires. Leur affrontement suicidaire révèle leur origine commune et est le moyen par lequel progresse par bonds la décadence civilisée qui devient chronique. Ainsi, après le "retour à la paix", la façade "démocratique" étant rétablie, l'"anarchie" fondamentale du régime s'est encore accentuée, dans le sens du règne d'une mafia de spéculateurs, en même temps que la bureaucratisation s'est aggravée quant à l'"univers concentrationnaire" réservé à la "foule" des citoyens "ordinaires".

Lorsque se produit la mêlée internationale entre "démocratie" et fascisme, un immense paradoxe apparaît, qui nous est voilé aujourd'hui par 45 années d'intoxication "démocratique" intensive. À ce moment, les vieux "Droits de l'Homme et du Citoyen" de l'époque libérale, c'est-à-dire la conception de la personne privée et de la personne publique, de son statut civil et de son statut politique, ces "droits" se trouvent disloqués pour être exaltés chacun de manière séparée dans un des camps, sous une forme morbide. Or, c'est dans le camp "nazi" que l'Homme – sous réserve d'appartenir au "peuple élu" –

se trouve "réhabilité" sous une forme perverse. En effet, à la condition que chacun accepte de mettre sa propre originalité au service de la "communauté", il est proclamé que l'"égalité" démocratique mensongère, mesurée par la quantité d'argent possédée, est radicalement rejetée. À l'inverse, c'est du côté des Alliés du "monde libre" que le vieux Citoyen, dans le sens "universaliste" d'appartenance à un seul et unique "genre humain", se trouve unilatéralement "réhabilité" ; mais sous une forme perverse : celle de se faire le soldat combattant pour la préservation de l'hégémonie des Puissances qui accaparent les sources de matières premières, imposent leur protectorat sur les peuples "arriérés" et s'arrogent le rôle de "gendarmes" internationaux.

Ainsi, à chaque "conflit mondial", c'est "l'abcès froid" de la démocratie dictatoriale en temps de "paix" qui devient simplement tout à coup un "abcès chaud", à marche rapide et sous une forme aiguë. La saignée des peuples a crevé l'abcès, évacué l'amas de pus renfermé dans l'ordre "démocratique". Le retour à la paix, cependant, ne parvient pas à rapprocher les lèvres de l'ulcère pour les cicatriser réellement. Le mal empire, le travail de destruction reprend de plus belle, quoique tout d'abord sous une forme "froide", lente et presque indolore. Cependant, l'abcès subsiste, il est "symptomatique", manifeste d'une affection morbide, et la "récidive" survient immanquablement. Seulement, entre-temps, l'ulcère a pris un caractère cancéreux et il est devenu d'autant plus difficile et périlleux de le guérir.

En conclusion, disons deux choses :

1- La démocratie dictatoriale garde, en temps de paix internationale, son masque "démocratique". La polarisation déclarée en deux camps, chacun se "spécialisant" pour faire "rayonner" l'un des éléments constitutifs, la "démocratie" ou la "dictature", n'annonce aucunement la formation du camp du "droit" opposé à celui de la "force" ; c'est simplement la maturation d'une situation de massacre général engendrée par l'ordre civilisé décadent, portant le masque "démocratique". C'est donc l'aspect "démocratique" de la société contemporaine, aspect qu'elle ne peut se passer d'afficher pour son fonctionnement "normal", en temps de "paix", qui est la véritable racine de la barbarie ouverte que révèle l'état de "guerre", état déclaré par la seule polarisation démocratie/fascisme. Ce nouvel état, qui ne peut naturellement être que provisoire, permet de mettre au jour les racines dictatoriales que renferme la "démocratie" elle-même, cette dernière n'étant que la négation du libéralisme moderne. D'ailleurs, l'aggravation successive de la décadence civilisée au cours de la période moderne nous a mené au point que la démocratie dictatoriale, en temps de "paix", et sous le drapeau même du "monde libre", avoue de toute part qu'elle ne peut vivre sans un racisme interne permanent, qu'en d'autres temps on croyait l'apanage exclusif du "totalitarisme", en ne voulant pas voir que celui-ci sévissait déjà de manière brutale "outre-mer" mais néanmoins au cœur même des Empires coloniaux des puissances démocratiques.

2- Il ne saurait donc être question, pour les salariés et les peuples, durant les périodes de "paix" qui ont nécessairement une façade "démocratique", de se laisser divertir de leur lutte pour la République Sociale, par le chantage à un quelconque "danger fasciste", la

démocratie dictatoriale étant la source même de la polarisation ultérieure, internationale et non pas nationale, en deux camps, "démocratique" et fasciste. Et quand cette polarisation prend forme, malgré les salariés et les peuples, malgré les authentiques socialistes et les authentiques libéraux, il n'est d'autre solution que de combattre le régime dominant dans le pays où l'on se trouve, ici la "démocratie" et là le fascisme. Il faut, de chaque côté de la "frontière", combattre la "démocratie" jusque et y compris la menace de l'établissement du fascisme ; et combattre le fascisme jusque et y compris la menace de rétablissement de la "démocratie". Une telle attitude peut sembler trop "héroïque" pour que nous puissions l'adopter. Cependant, la question est de savoir si l'humanité est prête à accepter la descente aux enfers que signifie la perpétuation de la démocratie dictatoriale et à s'enfoncer dans la barbarie. Le choix est entre le salut de l'humanité ou sa perdition. La voie du salut, celui de la République Sociale universelle, en extirpant l'élément permanent de la guerre civile que renferme la démocratie dictatoriale, est celle qui permet sérieusement d'éliminer en même temps la guerre étrangère qui n'en est que l'expression périodique. Si l'on objecte qu'il est "impossible" de mener le combat pour la République Sociale sous le fascisme, nous répondrons ceci : il est quand même invraisemblable que le P.C.F., avec ses F.T.P., ait pu devenir le "parti des fusillés", sous la Milice et la Gestapo, alors qu'il s'est simplement mis à genoux, sous la "démocratie", en 1936 devant Léon Blum et en 1945 devant de Gaulle !

La révolution sociale est une chose terrible ; car ce n'est rien d'autre que la "guerre", sous sa forme civile impitoyable, avec son cortège de souffrances, de victimes innocentes, etc. On ne peut donc y applaudir simplement, et encore moins y engager les peuples à la légère. Cependant, sur le fond, c'est en quelque sorte la révolution sociale qui "nous veut", malgré nous, sitôt que nous décidons réellement de refuser de sombrer avec la civilisation en décomposition, sitôt que nous prenons la résolution de préserver notre existence comme êtres pensants et refusons de tomber en masse au rang d'hommes-animaux. Le plus effrayant est de considérer le degré où nous sommes parvenus avec l'actuelle décomposition avancée de l'ordre civilisé, le parasitisme généralisé, en-haut et en-bas, ayant développé à l'extrême à la fois la duplicité "marchande" et la brutalité sadique. Réaliser à quel point la démocratie dictatoriale a étendu la prostitution des âmes et des corps, l'amenant à un niveau inégalé dans toute l'histoire humaine, c'est accuser avant tout les forces civilisées, libérales, d'avoir démissionné du rôle qui leur incombait de se mettre au service de la classe salariée et du peuple, pour ménager une métamorphose la moins douloureuse possible du libéralisme moderne, bourgeois, en république sociale. L'aggravation extrême de la décomposition de l'ordre civilisé, qui met tous les peuples en péril, celui de l'occupation de Los Angeles par les "marines" comme celui de Tchernobyl, laisse présager malheureusement que la République Sociale Universelle, dont l'établissement est devenu de la plus grande urgence, ne pourra voir le jour qu'au prix de "douleurs de l'enfantement", de "larmes et grincements de dents" dépassant tout ce qu'imaginent les prêcheurs actuels de la "fin du monde". Si les forces nous manquent pour affronter ces épreuves, est-ce une raison pour nous masquer que nous les voyons venir et pour nous taire quand nous les prévoyons ? Et prévoir en laissant faire, est-ce être responsable ?

———————

La démocratie dictatoriale

La démocratie dictatoriale, anti-libérale, de la civilisation décadente, qui s'élève sur les fondations de l'état de siège de 1849, substitue à la société de classes progressive – la civilisation n'est rien d'autre que cela – le règne du parasitisme intégral, de l'exploitation pour l'exploitation. En période de "paix sociale", que l'on dit de "croissance" économique, où il s'agit simplement désormais de "reconstruire" sur les ruines du précédent conflit mondial et d'accumuler les forces destructives de la prochaine saignée générale, le système du parasitisme fonctionne, sur le plan "civil" dans le cadre du "droit du travail", c'est-à-dire de l'abdication codifiée de l'émancipation du salariat et de la reconstruction générale de l'ordre social sur la base de la libre association ouverte à tous que cela entraîne. Il s'agit alors de s'étourdir d'illusions, d'oublier que la seule suite progressive possible de l'ordre libéral moderne est la République Sociale Universelle.

Rapidement cependant, vient le moment du blocage du système de la démocratie dictatoriale, blocage se manifestant naturellement à l'échelle du marché mondial, des "accords de libre-échange" (type G.A.T.T. actuel), des "déséquilibres des balances des paiements", etc. À ce moment, où précisément on met à l'honneur des "accords de troc" en même temps que chacun accuse l'autre de "protectionniste", on peut dire que le système de la démocratie dictatoriale d'"après-guerre" est devenu périmé, et que la polarisation internationale d'"avant-guerre", en deux camps de type démocratie/ fascisme, prend déjà forme.

Une précision : le point à ne pas perdre de vue est que le parasitisme économique est le fond de la démocratie dictatoriale. Ceci dit, il faut distinguer entre le parasitisme "officiel", légal, affiché, "honorable", de la démocratie dictatoriale, et le parasitisme "interlope", "délinquant", dont le premier s'environne nécessairement, avec lequel il ne peut qu'entretenir des rapports "intimes" tout en devant lui "faire la chasse". Ensuite, il faut souligner le fait que ce parasitisme contradictoire comporte, dans ses deux branches, une "hiérarchie" très nette : de même qu'il ne faut pas confondre les bandes de voyous en loques des "banlieues" et le "crime organisé" à grande échelle qui nage dans le luxe et côtoie le "grand monde" ; de même, il ne faut pas confondre, parmi ces autres "déclassés" fondamentaux qui forment "l'establishment" et sont les maîtres reconnus de la démocratie dictatoriale, d'une part la mafia de haute volée, ayant la main sur la Banque et l'Armée, et la troupe de leurs laquais "issus du monde du travail", simplement pourvus de leurs "diplômes" et de "fonctions", tout comme les chambellans des princes du sang de l'ancien régime se voyaient affublés d'une livrée et emperruqués. Ces deux catégories, elles aussi, savent s'"apprécier" mutuellement, bien que les véritables maîtres de la "règle du jeu" réussissent aisément à "tenir leurs distances", ne serait-ce que pour "maintenir dans le devoir" cet essaim de "majordomes".

Lorsque la polarisation de la démocratie dictatoriale, en démocratie/fascisme, prend forme, les parasites d'en-haut, "chevaliers d'industrie" ou aux "affaires", ne sont pas très en peine. Personne ne sachant encore quel sera le tracé définitif des "frontières", tous ou presque font marcher les "caisses noires" pour cotiser dans chaque parti, au moins

pendant un temps. Certains, pourtant, sont assez imprudents pour "s'engager". Le fascisme français eut ainsi ses militants, en la personne des Coty des parfums, des Taittinger des champagnes, de l'agence Havas, de Louis Renault, etc. Certains, malheureux dans leur choix, tel Henry Ford optant pour le nazisme américain, durent opérer des "retournements" aussi adroits que scabreux. D'ailleurs, il ne faut pas se méprendre sur ce beau monde. Dans ce milieu, on ne se laisse pas déconcentrer par de "grands sentiments" ; ici règne le "réalisme" impitoyable et la "souplesse" à toute épreuve, la seule loi du rapport de force ponctuel… Sauf exception – qui constitue indiscutablement un handicap dans la carrière de V.I.P. (very important person) écrasée par les responsabilités –, la règle est d'être "sans état d'âme". On est dans le monde des loups, du respect des "forts". Pour la galerie, certes, on dénonce la "peste brune" des SS, la Blitzkrieg de Hitler et ses "camps de la mort", mais le seul problème réel est de vaincre, et pour cela, il faut faire plus fort encore. Ainsi, les "Libérateurs" bombardent Dresde (le 1er février 1945) : 650 000 bombes incendiaires font 130 000 morts, reconnues "apparemment inutiles", n'ayant eu pour motif que de "saper le moral des civils". De même, quatre mois après le suicide de Hitler (le 1er mai 1945), les 6 et 8 août 1945, Truman, à qui Churchill a donné son accord "sans hésiter", lance la Bombe A sur Hiroshima et Nagasaki : 230 000 morts immédiates. W.D. Leahy, chef d'État Major personnel des deux Présidents Roosevelt et Truman, juge l'opération : *"L'emploi de cette arme barbare ne nous aida en aucune manière sur le plan matériel, dans notre guerre contre le Japon. Les Japonais étaient déjà vaincus et prêts à capituler"*. Leahy se contente de laisser entendre que le martyre japonais était un moyen de donner un avertissement "moral" à Staline. Après cela, les requins de la finance, de part et d'autre, se montrent de parfaits "gentlemen" qui savent sacrifier à l'étiquette sur leurs charniers respectifs : dépôts de gerbes, minutes de silence, inauguration de stèles et autres simagrées soigneusement minutées. "Le temps c'est de l'argent" ! Il y a pire encore. Le jour même de la victoire de la "Démocratie", le 8 mai 1945, les démocrates tricolores font périr 45 000 Algériens à Sétif et ailleurs. En 1946, les F.F.I. "rempilent pour l'Indo". Tout cela avec la bénédiction de Maurice Thorez, vice-Pt du Conseil, au nom de "la plus grande France"…

Il n'est qu'une chose et une seule, qu'on ne pardonne pas, dans les hautes sphères du parasitisme : c'est la personne des grands stratèges de la cause des gens de rien, les Marat et les Lénine. Marat est ce "métèque", "conjuré atroce", "indigne de figurer dans une société d'hommes" (Louis XVI) ; de la même espèce est "Lénine qui trône dans l'antique Kremlin, étincelant de splendeur barbare, entouré de ses gardes Mongols" (Marie Bonaparte – 1920). Pour ceux-là, pas de pardon…

———————

"Forces de progrès"

La sous-caste de parasites honorables, formée des grands laquais de la Finance, pensionnés de mille et une manières (permanents syndicaux et élus de gauche) voit son destin bien évidemment rivé à celui de la démocratie dictatoriale.

Tout d'abord, il faut avouer que, malgré la nuée de protections et immunités dont cette sous-caste jouit, pour prix de ses services de fourbes renégats de la cause populaire, la condition de ces "négociateurs sociaux" à la solde des barons de la Finance est réellement pitoyable. C'est que cette engeance ne "pèse", aux yeux de la poignée de gens qui "comptent réellement", c'est-à-dire ceux qui ont à leur main la Banque et l'Armée, qu'autant qu'elle donne des preuves effectives de son art de "canaliser le mécontentement" éventuel de la "vile multitude". Quelle sinécure, en effet, que d'avoir à entretenir constamment dans "la masse" l'espoir du "changement" prochain, tout en sachant toujours ne s'en tenir qu'à des "promesses", et de réapparaître constamment comme vierge de toute responsabilité devant le public inévitablement frappé de déception !

Ceci dit, quand le système de la démocratie dictatoriale en arrive à se bloquer, sous la forme de la polarisation internationale dans les deux camps de la "démocratie" et du fascisme, que font les professionnels de la "table de négociation" sociale ? Alors sonne l'heure de l'examen de conscience, dans les instances dirigeantes de cette force imposante que constituent les "partis de masse" de la Gauche et les "centrales ouvrières". Seul quelque égaré bien sûr, parmi cette horde, peut alors se poser la question de revenir sur l'apostasie de la République Sociale qu'incarne le mouvement, tout au contraire. Cependant, de même que les "institutions" vénérables de la démocratie sont ébranlées et que commencent les chassés-croisés feutrés des Diplomates et les discrets contacts de salons pour sonder la "Grande Muette", de même, simultanément le trouble se répand dans les rangs des "chefs de tendance" de la Gauche "responsable". Dans ces temps difficiles, les vieilles divergences de clan s'enveniment progressivement. Ainsi, chemin faisant, on va inéluctablement "à la scission". Et tout à coup, "la base" se trouve prise à témoin d'une grave remise en cause de la "stratégie" adoptée jusque-là. Ainsi eut-on, en 1933, la S.F.I.O. victime de la "rébellion" des Néos qui fondèrent leur P.S.F. Ces derniers, accusant violemment les premiers de n'avoir jamais eu de véritable audace "constructive" dans sa participation à la gestion de la démocratie dictatoriale, choisissaient déjà le parti de Hitler. Leurs rivaux, "fidèles aux traditions du parti", optaient par avance pour Roosevelt. La "base", dindon vivant jusque-là, n'avait plus qu'à se préparer à se faire embrocher dans le conflit en perspective.

La scission morbide de la démocratie dictatoriale, par le biais de la cristallisation internationale en deux "blocs" criminels, amène dans chaque camp un remaniement complet de l'échiquier politique de la période de paix sociale révolue. Premièrement, alors que la "vie politique" était antérieurement dominée par la "lutte" des partis considérés comme "modérés" de droite et de gauche, cette fois, ce sont ceux qu'on tenait jusque-là pour "extrémistes" – dans le respect des libertés publiques ! – qui sont appelés à occuper

le devant de la scène jusqu'à l'après-guerre. Deuxièmement, l'on assiste à un télescopage des forces, concernant l'appartenance à la "droite" ou à la "gauche", que l'on aurait juré absolument "contre-nature" quelques temps auparavant. Ainsi vit-on, du côté "démocrate", de Gaulle et Duclos rivalisant de zèle et, du côté fasciste, Doriot et Maurras aiguillonnés dans l'émulation.

Il ne faut pas croire, contrairement à l'image d'Épinal qui constitue la version autorisée en temps de paix, que les leaders "ouvriers" et "socialistes" qui optent pour le camp fasciste ne soient qu'une simple poignée d'individualités égarées, ni qu'ils soient du tout gênés quant à l'idée qu'ils se font de la "fidélité à leur idéal". D'abord, c'est en foule que nous eûmes des "cadres" C.G.T. qui embrassèrent la Collaboration, tels les Belin, Dumoulin, Montagnon, Marquet, Paul Marion, etc. Déat rappelait même les recrues "venues du trotskisme ou du communisme". Ensuite, c'est avec ardeur que ces syndicalistes proclamaient que leur choix seul était cohérent avec leur anticapitalisme de toujours. Dès 1933, on disait que "les jeunes faisaient capituler les bonzes" sous leur houlette. Et, alors que les chefs démocrates, caciques timorés de la cause, relèvent du courant "libéral" – celui de l'"individualisme anarchisant" – et "belliciste" de Rousseau, eux, en revanche, s'estiment les "véritables héritiers" de Robespierre, les fidèles du "jacobinisme mystique et totalitaire" de l'Incorruptible, comme en l'An II.

Pourquoi pas ! N'est-il pas vrai que pour le salarié de base, la tournure des choses s'effectuant à son insu, démocratie ou fascisme ne change pas grand-chose à sa position. Dépossédé de toute cause qui soit réellement la sienne, il est naturellement conduit à penser qu'il y a "du pour et du contre" de chaque côté. Il n'est que de penser à l'avantage réel que le peuple tire de toutes les "libertés démocratiques" : du nombre de chaînes de télé comme du "pluralisme des partis" !

Ce qui peut seulement étonner, c'est qu'on puisse tant s'échauffer de part et d'autre quand l'heure est venue ? L'explication est toute simple. Les parasites dominants, de style opposé dans chaque camp, s'emparant chacun d'une moitié du cadavre du libéralisme moderne, se lancent dans une démagogie déchaînée, aussi misérable qu'adroite, "contre" la formule concurrente. Ils savent très bien cependant que, quand les peuples s'enflamment réellement, en réponse à ce qui est pure comédie de leur côté, il ne s'agit que d'un malentendu greffé sur l'impuissance. En fait, ce qui anime alors les "masses", mais des deux côtés, c'est le fantôme du libéralisme, relevé de ses cendres, qu'elles espèrent encore retourner contre la démocratie dictatoriale entrée en convulsion.

———————

Le règne du parasitisme intégral

Analyse de classes

L'ordre social en place est celui de la démocratie dictatoriale. Cet ordre est non seulement contradictoire, mais antagonique, et non seulement antagonique mais manichéen. C'est-à-dire que l'ordre civil existant n'est plus à proprement parler une structure de classes vivante, surmontée par une superstructure politique destinée essentiellement à fixer et faire respecter les "règles du jeu". L'ordre civil existant est la société bourgeoise en décomposition, dont la cohésion n'est plus maintenue que par la force policière-militaire ; c'est un ordre nécessairement "sécuritaire", où "l'autorité de l'État", elle-même constamment menacée, est directement présente dans tous les rapports sociaux.

La société bourgeoise en décomposition comporte comme éléments civils :

1- La caste des Parasites dominants, qui unit deux contraires : Spéculateurs et Technocrates, Ploutocratie et Nomenklatura ; cette caste traîne à sa suite toute une troupe de faux "salariés", parasites réels couverts de ce titre purement juridique ; elle s'offre aussi les services d'une ribambelle de valets, véritables affranchis du salariat, dotés de brevets de crédibilité dans la gestion du "consensus" psycho-sociologique de l'ordre en place, démocratico-dictatorial.

2- La caste des parasites maintient sous sa férule la Multitude laborieuse. Les gros bataillons de celle-ci sont formés par la masse des authentiques Salariés, de l'immigré "clandestin" jusqu'au technicien supérieur. Le reste du peuple véritable est constitué par les classes Moyennes, réellement productives et responsables. Ce sont : d'un côté les classes moyennes de type classique, "indépendantes", allant de l'entreprise familiale ou en franchise, jusqu'à l'entrepreneur sous-traitant, en passant par les P.M.E./P.M.I. ordinaires ; de l'autre côté, les classes moyennes nouvelles, cadres d'exécution moyens-supérieurs des sociétés du secteur "concurrentiel", ou personnels à statut "gradé" du secteur public.

3- La décomposition de l'ordre social moderne et civilisé donne enfin une place grandissante à la meute des Déclassés : Pègre proprement dite, quoique "décorée" et "influente", délinquants de bas étage, incontrôlés, fichés ou "à casiers", ou encore Marginaux simples.

Telle est la manière dont nous comprenons l'"analyse de classes", au sens marxiste de l'expression, dont nous avons besoin aujourd'hui. Concernant ce problème, on nous a servi jusqu'à présent deux versions également inadéquates :

• La théorie type "capitalisme monopoliste d'État" des Boccara, Herzog, Lajoinie et Cie, sous prétexte de "tenir compte des réalités nouvelles", prétend que les "monopoles" sont coupables de "freiner le passage au socialisme" et de "restreindre la démocratie". Ces experts du C.N.R.S. et de l'E.N.A., comme fruit de leurs "recherches de plusieurs années", préconisent de "soustraire l'État à l'emprise des monopoles" et de "transformer graduellement" le monopolisme régnant en "démocratie économique". Tout cela n'est que la formule dernier cri de l'apologie indirecte de la décomposition sociale bourgeoise.

• La théorie stalinienne de la "révolution prolétarienne violente" fait illusion pour des raisons opposées, restreignant le renversement du système parasitaire en place à une réédition de la "dictature parisienne" de Blanqui ou de la "Conspiration des Égaux" de Babeuf. En fait, il ne s'agit nullement d'aller "plus loin" que Robespierre dans la révolution bourgeoise, de couronner la victoire du "Tiers-État" par celle du "Quatrième-État" (Jules Guesde), par un effort ultime des salariés-sans-culottes. Le problème est de trouver une issue, nécessairement révolutionnaire certes, à la crise de la société Moderne et de l'ordre civilisé tout entier. Les staliniens ont toujours envisagé cette issue comme un affrontement Salariat-Capital, les deux parties se convoquant pour "aller au pré" dans un duel décisif un certain "grand soir". Cette manière de voir les choses présuppose que les deux classes, exactement délimitées, sont dans la situation de leur pleine vigueur historique, c'est-à-dire que leur antagonisme se déroule encore dans un contexte libéral et donc que ces classes "étrangères" sont encore unies par un lien civilisateur solide. C'est bien, au fond, une illusion libérale de Carbonari qui anime la perspective stalinienne. C'est au contraire parce que la situation actuelle est celle de la putréfaction de l'ordre bourgeois que cette situation est révolutionnaire ; mais c'est pour cela également que la révolution sociale, quoique "prolétarienne" par son caractère, met essentiellement aux prises la multitude laborieuse d'un côté et la caste des parasites dominants et leurs larbins, unis à la horde des déclassés de l'autre, en liaison étroite avec le soulèvement des "barbares" du Tiers-Monde. Cette mise au point explique pourquoi les staliniens ont toujours considéré comme une énigme le fait que l'Empire romain ne se soit pas effondré sous les coups portés par un "Spartacus" tardif, mais à la suite de la subversion chrétienne, appelant elle-même les "invasions barbares" au bout du compte.

La mauvaise plaisanterie du communisme khrouchtchévien à la sauce G. Marchais – dépassé depuis Gorbatchev – a consisté à protester pour la forme contre la crise et la décadence de l'ordre social moderne, bourgeois, ordre qu'il s'agirait non pas d'abattre mais, au contraire, "d'améliorer"…

Le stalinisme, lui, est une réelle déviation marxiste. Il a deux défauts :

• Il ne mentionne que pour la forme le caractère civilisateur – au sens positif du terme – de la société de classes antérieure. En fait, il ne comprend pas du tout le rôle réellement positif joué durant 25 siècles par l'exploitation de l'homme par l'homme, autre nom de la civilisation. De ce fait, de même que sont méconnues les conditions préalables de la République Sociale – ou communiste –, de même sont envisagées de manière dogmatique les conditions de son avènement et son édification.

• Le stalinisme assimile totalement la décomposition sociale actuelle de la civilisation avec la société de classes civilisée en général. Par suite, le renversement de la démocratie dictatoriale se trouve réduit à une simple révolution "politique", et la révolution sociale qui en est le but se trouve restreinte à une question administrative. Ceci s'accompagne d'une conception unilatérale du rapport entre démocratie et fascisme, dans le sens où les combattants de la République Sociale devraient se faire les otages des démocrates devant le "péril fasciste", le problème particulier de la défense de la "patrie du socialisme" sur le plan international devant servir de règle à la "lutte des classes" au sein des autres pays (mais l'U.R.S.S. elle-même, ne déclara la guerre au Japon que le 9 août 1945).

———————

Les néo-Jésuites

La démocratie de l'état de siège va devoir arracher son masque. Dans sa belle époque qui s'achève, elle a pu prétendre qu'elle rencontrait la Dictature sur sa route, et qu'elle faisait briller son mérite en s'en rendant victorieuse. Ainsi se trouvait travesti le fait que c'est elle-même qui renferme la dictature comme sa propre essence et sa base réelle, congénitale. C'est précisément pour cela que la Démocratie conduit périodiquement à des déchirements généraux, à l'occasion desquels elle se trouve contrainte de dévoiler ce qu'elle recèle au travers des "régimes totalitaires". D'ailleurs, ces conflagrations prennent une envergure chaque fois plus "mondiale", et c'est à chaque fois l'occasion, pour la démocratie victorieuse, de s'incorporer les fruits essentiels de l'expérience dictatoriale adverse.

C'est ce que ces messieurs appellent avoir le "sens de l'État" : se repasser, d'Empire en République et en État Français, toutes les riches expériences qui peuvent consolider la démocratie de l'état de siège. Ainsi améliore-t-on, de règne en règne, les techniques de la spéculation affairiste, celle des marchands de canons, des pots-de-vin et des dessous-de-table, celle du quadrillage policier, de l'"îlotage" et des "renseignements généraux", des "corps d'élite" de tueurs professionnels.

Un exemple entre mille : c'est le développement, tout au long de la décadence moderne (l'époque contemporaine), des organes dits de "concertation" sociale, entre "partenaires sociaux", selon l'esprit "paritaire" chanté par Mermeix. Aux Prud'hommes de Napoléon III, ont succédé les Bourses du Travail de Jules Ferry, puis les Délégués du personnel de Clemenceau, et enfin les Comités d'Entreprise de de Gaulle. Rappelons au passage : les "délégués du personnel" de Clemenceau, le "briseur de grèves", ne furent, en 1919, que l'institution générale des "délégués ouvriers" dans les usines d'armement, cautionnés par le socialiste A. Thomas durant l'Union Sacrée. De même les "Comités d'entreprise" de 1945 ne sont que l'institution générale, par de Gaulle, des "comités sociaux" inventés par Pétain pour la mise en œuvre de la politique de "collaboration" avec l'occupant.

À chaque fois, ces "avancées sociales" exaltant le "syndicalisme intelligent" (G. Lefranc) furent l'œuvre des "Jacobins" à la sauce état de siège. Toujours est-il que nous en sommes arrivés aujourd'hui au système généralisé des "Conseils", depuis le conseil d'atelier jusqu'au Conseil Économique et Social. De haut en bas de l'édifice social, c'est une forêt d'organismes de la servilité institutionnalisée, dont l'"objet" est étroitement circonscrit par la loi, tenus au "secret" et enchaînés par des subventions. Ainsi s'affairent une multitude de moulins à parlotes, bûchant sur des "rapports", bourdonnant dans des "conférences", qui occupent une véritable armée de figurants casés, de larbins "importants", chargés de donner leur "avis", dans le respect de "la règle du jeu", chacun sachant donc qu'ils sont tout autant stériles qu'impuissants et irresponsables. Et comme cela ne suffit pas, on crée des "conseils de parents d'élèves" pour adolescents, des "médiateurs" pour consommateurs et usagers (!) et des "commissions" à l'infini de la même farine.

Certes, une fois admis que la démocratie policière est le seul régime possible, seule la fuite en avant dans la décomposition de l'ordre civilisé est possible. En effet, comme la socialisation de l'économie ne peut que se poursuivre de manière irrépressible, il faut bien "approfondir" la démocratie policière, en élargissant toujours plus l'écrémage du monde salarié pour en "affranchir" une aristocratie toujours plus veule et corrompue. C'est ainsi que l'extension du parasitisme d'en haut s'étend à celle d'en bas. Et ces messieurs les "porte-parole" accrédités du "monde du travail" sont bien forcés de présenter leur propre abaissement, leur abandon de tout respect d'eux-mêmes, comme une savante "politique de présence" destinée à "élargir les acquis sociaux". En fait, personne n'est dupe de cette comédie du "progrès dans la paix sociale", surtout pas la caste de parasites qui tiennent les commandes, c'est-à-dire le "nerf de la guerre", la caisse ! En fait, la Question sociale reste posée comme la question-clef et aucunement résolue. Le "progrès social" de la démocratie policière manifeste seulement que sa résolution devient toujours plus pressante, en même temps que la gangrène du parasitisme la rend plus difficile. D'abord, la prolifération des "conseils" de collaboration de classes organisée jette un discrédit définitif sur les vestiges de parlementarisme maintenus ; les "représentants" du peuple – députés, etc. – s'affichent comme des momies ridicules, tels les "sénateurs" romains qui s'agitaient pour la galerie sous les "divins empereurs". Ils se mettent d'ailleurs eux-mêmes en veilleuse dès que l'ordre démocratique doit se tirer d'un mauvais pas, pour laisser traiter directement "patronat et syndicats", sous l'arbitrage du Ministre de l'Intérieur (le ministre de la Guerre se tient alors dans l'ombre, "en réserve" de la République). Ainsi eurent lieu les cérémonies en fait macabres des "accords Matignon" et du "constat de Grenelle", en 1936 et 1968. Ensuite, le progrès social, dans le cadre de la démocratie de l'état de siège, ne manifeste qu'un entêtement réactionnaire passif, en ce sens qu'il n'a d'autre effet que de "reculer pour mieux sauter", perpétuant la "mort lente" du corps social et sa démoralisation, en développant le cancer du parasitisme. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que les "chefs ouvriers" à la Jouhaux et Séguy se démènent réellement avec acharnement pour mériter leur "plat de lentilles" : en temps de paix sociale, ils sont les maîtres du bourrage de crâne, des "luttes" de diversion, du scissionnisme et du mouchardage des militants indomptables ; en temps de crise ouverte, leurs maîtres réclament d'eux d'êtres conséquents dans le reniement, de sorte qu'ils se font les promoteurs les plus déchaînés de la "guerre à outrance", étrangère et intérieure ; leurs vieux scrupules pacifiques les mènent alors à se montrer les plus friands des grandes boucheries des peuples. Tel est donc l'essence de la politique méprisable de ceux qui clament que le travail doit avoir "toute sa place" dans la nation décadente, pour le "bien général" des parasites forcenés, par la voie exclusive du perfectionnement "juridique" de la civilisation en putréfaction.

Les affranchis du salariat, chargés de gérer le "consensus" social entre "partenaires" sociaux, sont naturellement autorisés à parler au nom des Travailleurs et du Socialisme. Ces "porte-parole" des travailleurs, gourmands de toutes rencontres des orateurs de l'"entreprise" autour de la "table de négociation", sous l'arbitrage des représentants de la "puissance publique", sont considérés – partis et syndicats – comme incarnant le "mouvement", les "forces de progrès". En fait, cette Église du "mouvement ouvrier et

socialiste", très attachée au culte mais dépourvue de toute foi, est des plus indispensables pour la défense de l'ordre mondial de la finance.

Ceci est devenu tout spécialement évident depuis le "coup de tonnerre" de la révolution d'Octobre de Lénine. Depuis lors, ledit parti du mouvement, la "Gauche", remplit exactement la même fonction que celle qui fut confiée à la Compagnie de Jésus à la suite du coup de tonnerre des "placards" de Luther, ébranlant l'ordre gothique jusque dans ses fondements. Ignace de Loyola se mit à prêcher la Réforme du papisme décadent tout comme Léon Blum se mobilisa pour prêcher la réforme de la démocratie décadente. Le licencieux Paul III se retrouvait "réformé" tout comme Léon Blum restait "socialiste". Paul III eut sa "Sacrée Congrégation du Saint-Office", comme Léon Blum avait sa S.D.N. ; au concile de Trente correspondit le traité de Versailles. Les jésuites avaient leurs Exercices Spirituels pour le grand public, et leurs "Monita Secreta" pour les initiés de la contre-réforme ; nos forces de gauche ont les congrès sur la "démocratie économique" pour le bon peuple, et les conventicules de la ligue des droits de l'homme pour les initiés du contre-socialisme. Les cardinaux et les légats de la Gauche ont adopté en totalité les devises de la "milice du pape" devenue milice de la finance : *"Il n'y a point intrinsèquement de mal à user d'équivoque, même en faisant serment"* (Suarez) ; *"On peut jurer qu'on n'a pas fait une chose quoiqu'on l'ait faite effectivement, cela est toujours très juste quand c'est nécessaire ou utile pour la santé, l'honneur ou le bien"* (Sanchez).

Toutes les expériences de République sociale sur la planète ont apporté la preuve que les néo-Jésuites sont, comme les anciens, un véritable "danger public", destinés à être de même "supprimés" et "expulsés" de tout mouvement social-libéral qui se respecte.

———————

Les deux Gauches

Le caractère contradictoire de la démocratie dictatoriale et de sa caste parasitaire dominante – spéculateurs et technocrates – se prolonge par une dualité analogue chez les affranchis du salariat formant la Gauche. Si la contre-réforme eut ses Capucins talonnant les Jésuites, de même le contre-socialisme a sa gauche "indépendante" qui défie la gauche "disciplinée", comme il y a le syndicat "libre" et le syndicat "politisé", les "réalistes" et les "durs", la C.I.S.L. et la F.S.M., socialistes et "communistes". L'un des bords penche vers ce qui reste de société civile, et l'autre vers ce qui est devenu la puissance publique, le contexte de la décomposition sociale n'étant jamais remis en cause.

Ensemble, les patrons de la Gauche, si l'on met à part leur carrière personnelle et les luttes sourdes que cela provoque dans la coterie, n'ont pratiquement à offrir au public que des "phrases". Et les fameuses forces de progrès se contentent en fait d'épouser la tendance spontanée à l'accentuation de la décomposition sociale de la démocratie dictatoriale, et de consacrer ainsi le progrès de la décadence, sauf à en accélérer la marche quand les circonstances exigent que ces messieurs "accèdent aux responsabilités" de l'État.

Une nuance cependant est à souligner. Étant donné que la démocratie dictatoriale évolue nécessairement en suivant la pente réactionnaire du renforcement de "rôle de l'État dans l'économie", c'est finalement la tendance de Gauche "autoritaire" et "libre-penseuse" qui fraie la voie à la tendance rivale "libertaire" et "cléricale". Ainsi, dans l'ensemble, il apparaît que les affranchis-parvenus de l'école "structurée"-scientiste sont les "plus à gauche". Ceci ne doit pas masquer la profonde veulerie pratique qui caractérise la "gauche unie" tout entière, caractère qu'elle tire de sa position de sous-parasite. Néanmoins, sur le plan théorique, il est vrai que la gauche "dure" anticipe plus précisément la formule "fasciste", et la gauche "autogestionnaire" anticipe plus précisément la formule "démocratique", pour le jour de la cristallisation en deux blocs internationaux décidés à "en finir" avec la Crise de leur système commun.

La ligne de développement de la gauche "dure", "volontariste", "interventionniste", depuis l'avènement de la démocratie dictatoriale, est à peu près la suivante :

• Louis Blanc doit être considéré comme le véritable père de l'école. Célèbre par son "droit au travail", on en vit le fruit dans les "ateliers nationaux" en 1848 ! L'on sait moins qu'il alla visiter le prince-socialiste Napoléon III au fort de Ham, et se proposait alors de réserver à ce dernier l'Exécutif dans la République travailliste qu'il avait en projet ;

• ensuite, l'on eut "l'État populaire du travail" d'Anton Menger, baptisé "État industriel nouveau" par Edgar Milhaud ;

• ensuite, fut à l'honneur la théorie des "services publics" de Benoît Malon ;

• ensuite, ce fut l'heure des "nationalisations industrialisées" de la C.G.T. de Jouhaux et son "syndicalisme reconstructeur" ;

• ensuite, vint la grande époque du "planisme" et des "grands travaux" d'Henri de Man ;

• ensuite, l'on parla des "réformes de structure" à la Léon Blum ;

• ensuite, "l'économie dirigée" devint d'actualité avec Maurice Thorez ;

• enfin, nous eûmes l'inoubliable "programme commun" de "nationalisations démocratiques".

———————

Démagogie et servilité sont les deux mamelles de la Gauche. En temps de paix mondiale – c'est-à-dire de préparation de la "prochaine" –, on prêche sur l'ensemble du marché mondial "prospère" le parasitisme sans ses conséquences pour les "masses" : "vie chère", "chômage", etc. Et l'on se livre alors à toutes les contorsions "juridiques" possibles qui fourniraient la recette. En temps de guerre mondiale, la bande poursuit sa tâche de sous-parasite, mais en se répartissant dans les deux camps ; ce sont les plus "militants" qui rallient le camp où se trouve l'homme "fort et populaire", l'Arbitre des classes sans coup de force, le Dictateur qui se propose de réaliser enfin l'idéal de la Communauté de Travail. Ainsi le socialiste Déat et le communiste Doriot font-ils leur choix. Les autres, craignant de se risquer en terrain inconnu, vont se placer sous l'aile des généraux de Londres ou d'Alger ; à moins qu'ils se maintiennent prudemment dans l'"attentisme" à Vichy, scrutant les "possibilités offertes" d'amender la Charte du Travail dans un sens socialiste plus affirmé…

Éternels valets de la Finance unie à l'Armée, quand ce n'est pas de l'Armée unie à la Finance, les négociateurs sociaux professionnels de la Gauche ne décident jamais ni de la paix ni de la guerre, ni de la démocratie ni du fascisme, et vont toujours inexorablement où le vent pousse la démocratie dictatoriale, selon l'endroit où se trouvent leurs dossiers, selon la situation de leur "plan de carrière" ou tout bonnement selon les "hasards de la vie". Une chose est assurée : on n'a guère de trace que quelques-uns aient eu l'idée de prendre subitement parti pour la République Sociale, pour cette cause que d'aucuns, pourtant, avaient auparavant pour un temps embrassé, mais considérée ensuite définitivement comme une "erreur de jeunesse"…

———————

De la solution des problèmes de main-d'œuvre

Les "colonies agricoles" du prince-ouvrier

Le modèle de programme "fasciste", son "idée-mère" au sens de Goethe, ce fut Napoléon III, futur "empereur-socialiste" en même temps qu'"empereur des Arabes", qui en fut l'auteur dans son "Extinction du paupérisme" de 1844.

H. Guillemin a tort de dire que "*le prince, dès 1848, a renoncé à ses rêveries"*, ce qui revient à présenter les idées de 1844 comme un égarement utopiste passager. D'ailleurs le même auteur signale que l'ouvrage, *"alors passé inaperçu, ou à peu près"*, fut au contraire *"répandu à profusion dans les faubourgs"* en 1851... Et c'est à juste titre que G. Duveau est cité comme ayant *"noté l'aspect national-socialiste de l'ouvrage"*. Le chef de parti, *"au-dessus des partis"*, sitôt élu Président, choisit de s'asseoir à l'Assemblée sur les bancs de la gauche, aussi résolument "républicain" qu'Hitler fut "socialiste", bien qu'il fût l'homme des mercenaires d'Algérie et des coulissiers de la Bourse.

Le prince populaire se présente avant tout comme animé de "l'esprit démocratique et philanthropique du siècle". Et il se pose en dénonciateur "d'un monde égoïste livré à la féodalité de l'argent".

Il ne s'agit, rien moins, que d'abolir le régime existant, où "c'est le maître qui opprime ou l'ouvrier qui se révolte". Son plan "établit le bien-être des masses sur des bases inébranlables. La pauvreté ne sera plus séditieuse, l'opulence ne sera plus oppressive". Il annonce le "triomphe des idées démocratiques détruisant le paupérisme". Que faut-il pour cela ? D'abord viser la "réunion des citoyens d'un même pays dans un intérêt commun".

L'apôtre des "classes ouvrières" observe alors que "l'industrie est une machine qui fonctionne sans régulateur" d'une part et que, d'autre part, "les masses sans organisation ne sont rien". L'objectif est donc de réaliser "un juste équilibre des salaires entre les besoins de ceux qui travaillent et les nécessités (?) de ceux qui font travailler". Or, le "premier devoir" de l'État est "d'augmenter la consommation intérieure", de faire prévaloir "la supériorité du marché national sur l'exportation", chose "prouvée".

Alors, le remède effectif ? C'est un programme de *"colonies agricoles"*, groupées en une vaste *"association, une pour toute la France"*, initiée grâce aux *"avances fournies par l'État"*. Cette œuvre grandiose créera de *"grands dépôts centraux de bras"* pour l'industrie, purgeant simultanément les villes des prolétaires, sachant que la ville *"les énerve"*, pour les voir *"rappelés dans les campagnes"*. Les colonies agricoles, *"déversoirs"* d'indigents, apporteront, avec le *"repos de la société"*, des débouchés aux paysans, lesquels stimuleront à leur tour le commerce et, par-là même, provoqueront des rentrées fiscales abondantes à l'État, outre leur rôle de régulateur du marché du travail pour l'industrie exposée aux crises périodiques. Bref, ce programme, loin d'être purement charitable, n'est rien d'autre qu'un *"magnifique placement"*. D'ailleurs, le succès assuré

des colonies agricoles oblige à leur prévoir un immense avenir : des *"succursales en Algérie, en Amérique même, un jour envahir le monde"*.

En attendant, quel est le sort brillant promis aux colons ? Nécessairement à plus de 80 % des célibataires, ils seront dirigés vers des *"espèces de camps, baraqués comme nos troupes"*. Sous la direction d'*"intermédiaires reconnus"*, d'*"officiers"* du travail, dont la *"hiérarchie"* est proposée au plébiscite des ouvriers, l'association *"travaille sous la haute direction du gouvernement"*, très précisément sous le contrôle suprême du *"ministre de l'intérieur"*.

Dans cette Icarie de type inédit, les "associés" seront instruits aux "doctrines sévères de l'État" : "une discipline sévère régnera", "la vie sera salutaire mais rude" ; "le but des colonies n'est pas de nourrir des fainéants, mais d'ennoblir l'homme par le travail et l'éducation morale". Quant à la "matérielle", il est entendu que la rémunération directe rive les associés au "strict nécessaire" ; par leur "solde", ils sont "entretenus le plus simplement possible, d'après les tarifs de l'armée", selon "la plus stricte économie". En outre, "l'habillement doit être bien meilleur marché pour des ouvriers que pour des soldats". Seulement, à cela s'ajoute un salaire social : il y aura "de vastes hôpitaux" pour infirmes et vieillards, et un fond collectif est promis, pour "assurer l'existence de l'ouvrier pour le reste de ses jours".

Où donc Pétain est-il allé chercher ses "Chantiers", et Walther Darré ses "Hegehof", fiefs héréditaires relevant le défi de la *"ville contre la race"* ?

———————

Le Guide populaire : fondateur du S.T.O.

C'est incontestablement le caporal Hitler qui est allé le plus loin jusqu'ici dans la tentative d'édifier l'"État populaire libre".

Comment cette grande expérience a-t-elle pu voir le jour ?

La chose aurait été tout à fait impensable si l'Allemagne n'avait connu au préalable sa période "Cavaignac". Seulement, la démocratie dictatoriale ayant entre-temps progressé, il était dit que le "boucher" républicain serait, cette fois, "socialiste". À cette différence près, le gros œuvre du "socialisme national", le nettoyage proprement militaire de la "canaille rouge", devait être effectué par la Gauche.

Le 9 novembre 1918, à Berlin, l'empereur Guillaume abdique ; le socialiste Philipp Scheidemann proclame la République, dont il devient Président du Conseil. Son compère de parti, le ponte Friedrich Ebert, est propulsé Président de la belle République. Une troisième vedette du socialisme, Gustav Noske, sera ministre de la Guerre. Les fidèles disciples du "pape de l'Internationale", Karl Kautsky, triomphent. Cependant, dès le début de 1918, Romain Rolland écrivait : *"les Scheidemann et les Ebert sont captifs de la réaction. Une caste militaire a repris le dessus en Allemagne"*. En janvier 1919, réagissant *"devant la rébellion des masses"*, Noske entre à Berlin à la tête des "régiments de la Garde" et des "Corps francs". L'assaut est donné contre la "République des Conseils" des Spartakistes, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht sont assassinés, la "pacification" de l'Allemagne par le sabre s'opère en grand. L'"État de siège" sera proclamé en mars 1919. Le "chien sanglant" Noske (Lénine) est bien un digne émule du "boucher" Cavaignac !

Les "émeutiers" étant écrasés et "l'autorité de l'État" restaurée par la Gauche, il faut penser à l'organisation d'un ordre "régulier". Le camarade Adolf y pense, n'ayant, comme notre Louis-Napoléon, d'autre parti que celui de sa patrie.

Comme notre prince-ouvrier avait eu son équipée de "Boulogne", Hitler eut son coup de main de Munich (1923). L'opération s'était soldée, pour le premier, par un séjour dans la prison dorée du fort de Ham ; le second eut droit à une condamnation à la "forteresse" confortable de Landsberg, sa peine de 5 ans finalement ramenée à quelques mois. Louis-Napoléon en avait profité pour rédiger son "Extinction", Adolf y rumina son "Mein Kampf".

En janvier 1933, l'Allemagne comptait 5 millions de chômeurs. Le maréchal Hindenburg "nomme" Hitler Chancelier. En août 1934, des élections donnent 48 % au parti nazi et la mort de Hindenburg revêt Hitler de la double dignité de Chancelier et Chef de l'État. Le Führer est porté au pouvoir "par des moyens légaux" plus incontestables encore que la procédure qui amena, coup sur coup, Louis-Napoléon aux rangs de Président de la République puis d'Empereur.

C'est que, dans les deux cas, il ne s'agissait plus que de l'éviction d'une "représentation" discréditée à l'extrême. Comme le prince plébéien français avait été porté par les spadassins d'Afrique et les courtiers marrons de Paris, le plébéien allemand était l'homme du général Ludendorff, auteur de la "Guerre totale", et des affairistes d'outre-Rhin : le banquier Helfferich et l'industriel Stinnes. L'Europe "démocratique" de 1851 avait exulté : elle avait trouvé, sur le continent son rempart contre les "sociétés secrètes". L'Europe démocratique de 1933 exulta de même : elle avait trouvé son rempart contre le "bolchevisme".

Passons au programme de "socialisme national" du nouveau régime. L'objectif général est réellement séduisant : "Faire qu'à l'avenir il n'y ait plus de prolétaires en Allemagne ; faire que l'Allemagne ne soit plus le prolétaire de l'univers".

La clef du problème consiste à s'affranchir du "capitalisme honteux" des démocrates. Ceci demande à être corrigé. *"L'État libéral a toujours été un État de liberté dépourvu d'autorité"* (O. Koellreuter). Une nouvelle optique de la Finance s'affirme : *"Le Capital est au service de la communauté du peuple"* (Hitler). La vraie formule du parasitisme, méconnue jusque-là, se fait jour : c'est *"l'économie libérale dirigée"*. Décomposons la chose :

En tout premier lieu, "le régime ne modifie pas le mode d'appropriation des moyens de production. L'entreprise, cellule de base de l'économie, reste aux mains du capitalisme" (J. Daluces).

Seulement, "nous avons substitué la communauté à l'individu" (Goebbels). Par suite, il doit y avoir "auto-administration de l'économie et contrôle permanent de l'État" (Daluces). Ceci signifie :

• "L'entrepreneur est libéré de l'ingérence du capital financier ; les actionnaires ne sont plus considérés comme propriétaires, mais comme bailleurs de fonds. Le capital "pillard" est nettement séparé du capital "créateur". Les intérêts financiers sont très souvent diamétralement opposés aux intérêts industriels ; l'industriel cherche à produire, le financier à spéculer".

• "Le profit légitime de l'entrepreneur trouve sa contrepartie dans une responsabilité civique. L'entrepreneur, mû principalement par l'espoir d'un profit, comprend que son intérêt est inséparable de l'intérêt de la nation, et que l'exploitation cynique des salariés se fait en définitive au détriment de l'employeur" (Daluces).

• Enfin, le fameux docteur Ley, chef du "Front du Travail", harangue les prolétaires de la veille : "Nous sommes tous les soldats du travail, dont les uns commandent et les autres obéissent. Nous ne pouvons pas être tous sur le pont de commandement, car il n'y aurait plus, dans ce cas, personne pour larguer les voiles et les amarres. Je répète sans cesse à l'entrepreneur : sois un chef, un officier dans ton équipe. Si tu enlèves à un officier le soin de veiller sur ses hommes, tu lui enlèves tout". Voilà un langage vrai que comprennent sans effort les "poilus" rescapés et qui enterre enfin les vieilles sornettes démocratiques sur l'"égalité des chances" et la suite.

En définitive, ce qui domine, dans la vision économique du 3ème Reich, *"c'est un réalisme, un objectivisme constant, rien de dogmatique"*. Le bon sens l'emporte enfin et Berlin donne l'exemple du véritable ordre social naturel. *"La base du nouvel État est*

l'ascendant de chaque Chef vers le bas et sa responsabilité en haut" (Hitler). *"Ce capitalisme social est un socialisme de fait"* (Daluces).

———————

Reprenons le même tableau en le précisant techniquement :

• Le génie nazi consiste à envisager le parasitisme sur le plan "macro-économique". De ce point de vue, il existe une armée économique nationale incontestable. Le général en chef de l'entreprise nationale est évidemment le chef de l'État, présidant à la Chambre de l'Économie du pays.

• Cependant, il n'existe aucune coïncidence avec une quelconque dérive "étatiste" contre-nature. C'est seulement le "marché" national qui devient "administré", sous l'autorité dernière du Chef de l'État. Ce dernier renonce simplement à se masquer ses responsabilités, comme c'est le cas chez les démocrates hypocrites. La fonction de la puissance publique se limite à imposer aux capitalistes des cartels obligatoires.

• Le nouveau régime, simple despotisme éclairé, fait le bonheur des capitalistes malgré eux. En contrepartie, en effet, le patron peut enfin jouer pleinement son rôle sans avoir à porter un masque et s'affirmer comme un véritable Chef, d'une troupe dont il accepte simultanément d'être responsable en sa qualité d'officier du travail. Le chef dirige son entreprise avec le concours d'"hommes de confiance" nommés par lui, parmi les membres du Front du Travail, formant le Conseil d'Entreprise placé sous son autorité. Comme l'entreprise se conçoit elle-même comme une cellule civique de la Maison nationale générale, les "hommes de confiance" désignés par le chef local doivent cependant recevoir en principe l'agrément du "Commissaire du Travail" gouvernemental.

• Le personnel de l'entreprise est la chair même du Peuple (Volk) national. À ce titre, les travailleurs peuvent faire entendre leur avis au travers du Conseil d'Entreprise qui est d'ordre public, outre qu'ils peuvent mériter de s'élever au rang des "hommes de confiance". Mais il est entendu qu'ils forment fondamentalement la "suite" du Chef. D'ailleurs, tous les producteurs – capitalistes et salariés – sont affiliés d'autorité au Front du Travail du docteur Ley. Celui-ci, établi sur les ruines des anciens syndicats de patrons et d'ouvriers, qui s'épuisaient en conflits stériles, est une véritable organisation centralisée et érigée en institution de droit public, nos Comités d'Entreprise. La fonction du Front découle de son caractère même :

- Il a un rôle de conseil dans la gestion économique, auprès de l'industrie cartellisée ;

- Il a en charge les œuvres sociales systématisées : hygiène et loisirs, assistance en complément des Assurances sociales, orientation professionnelle ;

- Il se doit d'organiser la propagande sur la portée civique du travail ;

- Il coopère aux "tribunaux d'honneur" régionaux ayant à trancher les conflits collectifs du travail.

———————

Il n'est pas étonnant qu'une telle organisation conséquente de la collaboration entre "partenaires sociaux" ait produit les "réalisations" spectaculaires du nazisme, que la censure démocratique ne réussira jamais à faire oublier.

En effet, et quoique cette expérience fut brisée par la guerre imposée à Hitler par la "juiverie internationale", les seules six années de paix laissées au régime permettent de relever :

• "En 1939, le 3ème Reich est devenu la 1ère puissance industrielle du monde" et "le premier exportateur de produits fabriqués" ;

• "Pour un ouvrier sur trois, le nazisme a signifié la fin du chômage" ;

• "En 1938, le Front du Travail est devenu la plus grande organisation syndicale du monde" ; sa filiale "la Force dans la joie" eut le succès mérité ;

• "Moins bien nourri que le Français, l'Allemand est beaucoup mieux logé, mieux habillé" ; notons les mesures "surtout en faveur du logement ouvrier" ; et encore, la nouvelle architecture d'entreprise, avec la "lumière à l'atelier", les cités-jardins, les douches, la surveillance sanitaire, la qualité des transports en commun ;

• Mais nous oublions, outre les "autoroutes" et la "Volkswagen", la diffusion des postes de radio et des spectacles de cinéma, les stades et le sport de masse, le naturisme, le tourisme, les *"croisières populaires"* et voyages organisés, *"le nombre et le confort des Auberges de jeunesse"*.

• Enfin, et ce n'est pas du tout négligeable : "l'idéal hitlérien d'une économie au service du peuple élimine la superposition libérale d'organismes syndicaux nombreux, aux frais des travailleurs, les prébendes des bonzes syndicalistes, qui absorbent inutilement l'énergie d'une élite du prolétariat" (Daluces).

———————

Une seule ombre assombrit le tableau de l'"économie au service du peuple" du petit Adolf.

La Grande Révolution avait proclamé la "liberté" du travail, accompagnée de *"l'anéantissement de toutes espèces de corporations"*, et interdisait en conséquence d'invoquer de *"prétendus intérêts communs"* pour reconstituer des monopoles (loi Le Chapelier – 17 juin 1791). Or voilà que, 140 ans plus tard, tout apparaît sens dessus dessous : l'économie, quoique restant "libérale", se retrouve "dirigée" ; les entreprises, quoique imperturbablement "auto-administrées" (privées), réclament d'être soumises à l'intérêt commun de la "communauté du peuple" ; et finalement la "liberté" du travail se trouve transfigurée en "obligation" du travail salarié. On pourra dire : *"il faut bien travailler"*, la liberté de "droit" n'est qu'un nom trompeur de la "contrainte" de fait ; ne pas appeler les choses par leur nom ne peut profiter qu'aux filous.

Effectivement, la démocratie dictatoriale étant admise, comme consécration du parasitisme, la compression des relations civiles se plaçant sous la tutelle du droit public est inattaquable juridiquement ! Mais c'est faire peu de cas du renversement du libéralisme de 1790 par la "démocratie" 60 ans plus tard, par la contre-révolution de 1850.

La seule chose que l'on peut dire, c'est que la démocratie dictatoriale en 60 ans a progressé à pas de géants sur sa pente réactionnaire. Ceci se mesure par le fait que, inaugurée en 1850 sous le drapeau de "droit du travail", elle s'épanouit en 1930 sous le signe du "travail obligatoire". La faille dans le système – car les juristes ne peuvent qu'habiller la réalité et non pas la changer –, c'est que le "droit" du travail que l'on

découvre, en tenue d'Ève, comme "travail obligatoire", concerne les parasités – les salariés et le peuple – et non pas les parasites – ou la ploutocratie technocratique !

En 1894, il était de mode, chez les républicains-socialistes tricolores, de vanter les mœurs des Anglais, grands bénéficiaires de la mêlée franco-allemande de 1870, ces gentlemen monarchistes qui disaient : *"Avec les Français, pas de discipline possible"*. En Albion, au contraire, le peuple avait été convenablement dressé à la "subordination" nécessaire par l'extension des "sports physiques", le cricket et le rugby… Ce n'est pas en s'empoisonnant la tête avec les principes de Rousseau qu'on peut se former le "caractère", mais en durcissant ses mollets sur le stade ! (Izoulet).

Avec la Grande Guerre, l'on se met à chanter les vertus des "méthodes allemandes", à vanter le "bon Allemand discipliné", le "sens allemand de la hiérarchie et de la discipline", et l'on appelle à "renoncer à nos habitudes paresseuses" (Hauser). Il est vrai que Hindenburg, en 1916, demande le travail obligatoire des civils, ce qu'un Reichstag timoré lui refuse.

Enfin, Hitler arrive, et le "Service du Travail" est adopté par la loi du 26 juin 1935. L'Arbeitsdienst a son propre führer, le colonel Hierl. Le nazisme se révèle pour ce qu'il revendique : *"une adaptation du capitalisme aux nouveaux problèmes de main-d'œuvre"* (Daluces), au travers des "quatre principes" publiés :

• "Le Service du Travail est un service d'honneur rendu au peuple". "Le S.T. a pour objet la socialisation du peuple, d'effacer les différences de classes et de profession".

L'homme dont la vigueur physique est développée par le travail quotidien, ce à quoi une discipline en tous points conforme à celle en usage dans l'armée vient ajouter une forte préparation morale, cet homme forge des qualités qui portent leurs fruits, le jour où il est incorporé dans une unité de l'armée ; d'ailleurs, le S.T. est un système improvisé qui soutient l'action entreprise pour résorber le chômage.

• "Tous les jeunes des deux sexes doivent servir".

Cependant le S.T. est encore facultatif pour les filles, qui ne seront pas non plus réunies dans des camps. Le service est exigé à l'âge de 20 ans et dure six mois. On y porte un uniforme réséda, on possède un drapeau et on défile en formations au pas cadencé ; mais le fusil est remplacé par une bêche. Le S.T. est une condition d'admission à l'Université et à l'exercice d'une fonction publique.

• "Le S.T. doit inculquer la nouvelle conception du travail, basée sur le respect du travail manuel". "Le travail est l'essence même de la vie. À nos yeux, le travail est frère de la lutte".

Le libéralisme voyait dans le travail un mal nécessaire, un moyen de gagner de l'argent ; gagner le plus d'argent en travaillant le moins possible était sa devise ; d'où les deux fléaux de la spéculation et de l'exploitation du prolétariat chez les démocrates ; désormais, le travail est dissocié de la notion de profit. Par le S.T., les jeunes se rendent compte que les idées de "bourgeoisie" et de "prolétariat" ne sont au fond que des constructions de l'esprit.

Deux contingents annuels sont formés : celui d'été envoie les jeunes des villes aux champs, celui d'hiver envoie les jeunes des champs à la ville.

• "Le S.T. doit exécuter des travaux d'utilité publique".

Les jeunes du S.T. ne peuvent être utilisés pour des entreprises privées : construire des autostrades, des ponts, élever des digues et assécher des marais, défricher et reboiser, voilà les cibles. Les jeunes du S.T. vivent dans des camps ou des chantiers, soustraits à leur entourage, à leur famille. Chaque camp a l'effectif d'une compagnie avec ses subdivisions. Sauf le commandant du camp, la plupart des gradés sont pris parmi les recrues. L'activité est partagée entre le travail manuel et l'instruction militaire. Chaque jour, six heures de travail manuel non rétribué alternent avec deux heures consacrées au sport, à la politique et l'instruction militaire.

En 1938, il y avait 400 000 jeunes dans le S.T. N'oublions pas que dès l'âge de 8 ans, chaque enfant appartenait au "Jeune Peuple", pour passer, à 14 ans, aux "Jeunesses Hitlériennes". La SA, à 18 ans, était facultative. Mais, à la sortie du S.T., le service militaire vient "couronner l'éducation civique" de chaque citoyen. Ensuite seulement vient l'incorporation dans une "communauté de travail" (entreprise). Ici, la rémunération est dédoublée :

a) salaire nominal : "bloqué à un niveau intermédiaire entre l'allocation de chômage et un salaire suffisant" (Daluces) ;

b) salaire "social" : "le salaire social compense le manque à gagner de l'ouvrier" (id.).

———————

L'A.N.P.E. ou la renaissance de la Corvée

On le voit, les choses se sont bien précisées depuis le programme de colonies agricoles de notre extincteur national du paupérisme. De fait, elles se sont précisées à tel point que l'on rétablit, pour les Salariés du 20ème siècle, la Corvée que supportaient les laboureurs du 18ème siècle. Les annalistes de l'économie nous apprennent que le Ministère Turgot fut "la première tentative qui ait été faite en France pour établir la liberté" (1774-1776), ce qu'illustre en particulier l'Édit de suppression de la corvée de février 1776, promulgué comme "perpétuel et irrévocable", mais qui motiva la disgrâce des Physiocrates et fut rapporté aussitôt.

Cet Édit déclarait :

• "Il ne sera plus exigé de nos sujets aucun travail, ni gratuit ni forcé, sous le nom de corvée, soit pour la construction de chemins, soit pour tout autre ouvrage public, si ce n'est dans le cas (de) défense du pays en temps de guerre" ;

• La corvée sera "remplacée par une imposition en argent, supportée par tous les propriétaires (fonciers), privilégiés et non privilégiés". "C'est la classe des propriétaires des terres qui recueille le fruit de la confection des chemins ; c'est elle qui doit seule en faire l'avance. Comment pourrait-il être juste d'y faire contribuer ceux qui n'ont rien à eux".

Il ne nous sied pas de rester enlisés dans l'évocation du passé. Il nous faut tâcher d'anticiper l'avenir. De ce point de vue, nous sommes contraints de reconnaître qu'il reste d'énormes progrès à faire dans le perfectionnement de la démocratie dictatoriale, c'est-à-dire dans l'épanouissement du "droit du travail" en véritable "travail salarié obligatoire". Hitler est loin d'avoir porté à sa perfection le système du S.T.O.

Quelques indices nous permettent d'affirmer que les choses sont peut-être en passe d'avancer très vite dans un délai raisonnable. Voici :

• L'actuel "Plan de Convergence" du gouvernement socialiste espagnol prévoit : "Le chômeur sera privé de son droit de percevoir des allocations s'il refuse deux offres d'emploi ou deux propositions de cours de formation";

• le "programme social" du prétendant "démocrate" Bill Clinton à la présidence des U.S.A. dit : "deux années de formation pour les chômeurs de longue durée, après quoi ils auraient l'obligation de travailler".

Chez les "républicains", notons la créativité de Buchanan : "construction d'une tranchée tout au long de la frontière mexicaine (contre l'immigration) ; aucune obligation de couverture sociale de la part des employeurs". Bush, le Président en exercice, quant à

lui, n'a pas l'intention de se laisser déborder : "réforme du système de protection sociale qui obligerait les gens de bonne condition physique à travailler".

• Les autorités socialistes françaises ne sont pas en reste, loin s'en faut. Le décret du 4 février 1992, relatif à la "gestion de la liste" des demandeurs d'emploi, déclare : deux conditions sont requises pour s'inscrire à l'A.N.P.E., être *"immédiatement disponible"*, *"prêt à travailler sans délai"* ; il est ensuite nécessaire que le candidat *"accomplisse des actes positifs de recherche d'emploi"* ; enfin, les demandeurs d'emploi qui refusent, sans motif légitime, une offre compatible avec leur spécialité ou leur formation, seront tout simplement radiés des fichiers. Les "fraudeurs" seront dans l'impossibilité d'obtenir une nouvelle inscription avant six mois.

Ainsi, de toutes parts, les "politiques" se décarcassent admirablement pour épauler, dans leur tâche délicate, les "directions des ressources humaines" se trouvant sur le front de l'"entreprise".

———————

Les classes sociales étrangères

Droit et classes

Léon XIII lui-même convenait que "pour conjurer le danger social, ni les lois humaines, ni les sentences des tribunaux, ni les armes des soldats" ne sauraient être une issue (septembre 1891).

Il est bien vrai, en effet, que jamais la civilisation progressive n'a conçu le Droit autrement que comme le système des règles que doivent nécessairement s'imposer des personnes privées, et d'où par définition il est fait abstraction de l'appartenance de classe. La forme la plus élaborée du Droit, celle de la société bourgeoise libérale, n'avait donc à prendre en compte que des hommes-citoyens, formant nation au sein de l'État.

Étant donné que le Droit n'a de signification fondamentale que dans les limites de l'ère civilisée de l'histoire humaine, où les conditions du travail font l'objet d'une appropriation privée, l'histoire du droit se résume à celle du développement de l'antagonisme entre les intérêts des particuliers et l'intérêt général. Cet antagonisme, puissamment progressif dans les conditions qu'il présuppose, d'assaut donné par le travail humain à la fécondité naturelle, imprègne le droit lui-même. Ceci s'exprime par la constante opposition que l'on rencontre entre deux notions du droit entre lesquelles l'ambiguïté est entretenue : d'une part le Droit au sens étroit, ou droit proprement dit, droit "positif" ; d'autre part le droit dans un sens large, qui ne se rapporte plus aucunement aux conditions de la vie sociale en tant que telle. Ce dernier "droit", en fait mal nommé, "négatif" du premier, se dédouble en "droit" divin et "droit" naturel, selon qu'on considère cette fois les hommes, soit comme une légion céleste incarnée, soit comme une espèce terrestre distinguée. Cette dualité du non-droit (divin et naturel), expression écartelée de la réalité humaine sociale, âme d'un côté et corps de l'autre, jugée par ailleurs comme le fondement même du droit réel, positif, n'est bien sûr que le reflet fantastique des conditions historiques qui sont faites à la réalité sociale dès lors que leurs intérêts évoluent dans le contexte antagonique intérêt privé/intérêt général.

Sous la forme moderne, libérale, de l'épanouissement bourgeois, on arrive au tableau simplifié suivant :

DROIT	
FOI (état de Grâce)	1- "**Droit**" **divin** ; (Être suprême/les êtres)
LOI (état d'Épreuve)	2- **Droit positif** (réel) ; (Familles/État) ; a) charte constitutionnelle b) Code Civil (et ses annexes) et code Pénal c) Jurisprudence
MORALE (état de Nature)	3- "**Droit**" **naturel** (Individus/genre humain)

Si la civilisation progressive n'a jamais prétendu faire entrer dans la sphère du droit positif autre chose que des hommes-citoyens, des rapports de Personnes privées formant Nation et exigeant un État de ce fait même, il en va tout autrement aux périodes de décadence de la civilisation, quand celle-ci se trouve en face d'une crise dans son développement même, et qu'elle se refuse à affronter cette crise de manière révolutionnaire. C'est alors, dans ces périodes de décomposition sociale, que l'on voit les "classes supérieures" en place, se considérant menacées par le renouvellement social dont l'actualité est cependant évidente, se proposer un objet résolument réactionnaire, dont la vanité ne le dispute qu'à l'odieux : faire entrer de force les relations entre les Classes et entre les États sous le régime du droit positif ; or c'est cela contre quoi proteste l'ordre civilisé lui-même, dans la mesure où il possède une justification historique. En "temps normal", en effet, ces relations entre Classes et entre États, la civilisation les fait relever expressément du droit "négatif", divin/naturel ; les rapports de Classes sont considérés comme relevant des "devoirs de la propriété", et les rapports d'États sont rangés dans le domaine du "droit des gens".

La particularité de la crise, suivie de décadence, du Monde, qui distingue de façon décisive la décomposition bourgeoise actuelle de celles qui l'ont précédée – la chute du monde antique et celle du monde gothique –, c'est que la décadence du monde Moderne, monde du droit par excellence, coïncide avec celle de l'ordre civilisé tout entier ; par suite, ce n'est pas une étape de perfectionnement ultérieure impossible du Droit que cette crise peut préparer, mais bel et bien une ère entièrement nouvelle d'extinction du Droit, avec l'antagonisme qui lui est inhérent.

Par suite encore, la prétention réactionnaire de la classe dominante capitaliste, devenue parasitaire, de régenter les rapports des Classes et des États par le moyen du droit positif, cette prétention ne peut que prendre un caractère de démence et de barbarie tout à fait inégalé. C'est ainsi que s'expliquent les formes extrêmes de démagogie et de sadisme rencontrées dans les guerres civiles et étrangères de l'époque Contemporaine. La torture et les massacres de civils sont une expression du sadisme, les slogans de la "guerre du droit" et du droit de "la race des seigneurs" sont une expression de la démagogie.

L'époque Contemporaine actuelle, qui a succédé à l'époque Moderne en 1850, rupture par laquelle fut scellé le sort de la planète en Europe, est l'époque de la décomposition de la société bourgeoise, essentiellement anti-libérale et anti-civilisée dans le sens réactionnaire et barbare, et où ces traits vont en s'accentuant. Avec la crise de la société Moderne déclenchée en 1848, coïncidant avec la crise plus large de la Civilisation, l'actuel régime de démocratie dictatoriale s'instaura, comme refus déclaré et "à tout prix" de résoudre la crise dans le sens progressif possible, par l'édification, révolutionnaire et progressive à la fois, de la République Sociale Universelle. Depuis lors, toutes les convulsions rencontrées par l'ordre civilisé décadent n'ont été surmontées par cette démocratie dictatoriale qu'au moyen d'un renforcement continu de la compression des relations civiles par la puissance publique :

• L'État décadent écrasant les Civils dans les guerres de Classes, les guerres sociales proprement dites ;

• L'État décadent contre les Nations – communautés – dans les guerres Coloniales, ou guerres semi-civiles/semi-politiques ;

• L'État décadent dans les guerres Mondiales, guerres civiles détournées, où l'ordre civilisé en décomposition se heurte à lui-même par le biais de deux blocs étatiques rivaux.

———————

Le "droit du travail", et son développement tout aussi absurde que stérile et démoralisateur, est l'expression majeure du régime de la démocratie dictatoriale à l'Ouest. Nous n'ignorons pas qu'une telle assertion ne peut être reçue, par les "représentants" actuels de la démocratie dictatoriale que de la manière dont fut reçue la Bonne Nouvelle par la synagogue vermoulue au temps de Titus et de Saint Paul, comme "folie et scandale" ; folie pour la "droite", nouveaux Sadducéens qui se présentent comme les forces de l'Ordre et de la Tradition ; scandale pour la "gauche", nouveaux Pharisiens qui se présentent comme les forces de Mouvement et de Progrès. Il ne faut pas oublier que la démocratie dictatoriale, qui sait reconnaître ses ancêtres, persiste à présenter Titus, le destructeur du Temple, comme *"un des souverains qui cherchaient le plus sincèrement à soulager les souffrances de son peuple, un empereur philosophe d'une admirable générosité"* (Larousse). N'oublions pas non plus que l'Évangile réserve ses coups les plus violents pour le pharisianisme de la "gauche"…

Il est des mesures, abusivement tenues comme relevant du droit social par la société bourgeoise décadente, mais que la société bourgeoise progressive elle-même considérait simplement – au moins en théorie – comme appartenant au droit positif commun. Ce sont les dispositions nécessaires qui doivent être prises à l'égard des salariés comme individus appartenant à la société bourgeoise. Ces mesures de droit positif commun, civil et public, inspirées par le non droit divin/naturel, ne font que rappeler les capitalistes à leurs devoirs, et les pouvoirs publics à leur devoir de discipliner la classe capitaliste malgré elle. À l'égard des salariés, cela ne s'accompagne d'aucune obligation quelconque, mis à part le respect des principes les plus généraux du "Décalogue", qui eux-mêmes se ramènent à peu de choses : ne pas tuer ou voler pour des motifs strictement personnels. Encore faut-il que l'absence de respect des obligations de droit commun, qui incombent aux capitalistes et à la gérance gouvernementale qui est à leur merci, ne pousse pas les salariés dans une condition d'extrémité telle que se pose pour eux et leurs familles le problème de la survie de leurs personnes en sacrifiant les biens d'autrui. "Ventre affamé n'a pas d'oreilles".

Les mesures du droit positif commun, dont le poids repose exclusivement sur les capitalistes et leur gouvernement, sans que cela puisse jamais faire l'objet d'un "code du travail" renfermant des obligations correspondantes pour les salariés, relèvent simplement de la *"justice qui incombe à la propriété",* de la *"charité qui incombe à la propriété"* et de l'*"équité naturelle qui incombe aux riches et aux patrons"* (Garriguet, commentant l'Encyclique Rerum Novarum). Ces mesures sont en gros les suivantes :

• prendre des mesures techniques, de type "hygiène et sécurité" au travail ;

• pourvoir à l'indigence accidentelle, comme à la protection de la santé des enfants, des handicapés, des femmes et des retraités ;

• faire face à l'organisation de secours exigés par les circonstances des crises périodiques ;

• sauvegarder la race des salariés, par la garantie d'un "juste salaire" et d'une "journée normale de travail".

Cependant, il est évident que ces garanties de droit commun réclament la contribution, l'intervention et la pression des salariés eux-mêmes ; et cette action prend nécessairement la forme de réunions, rassemblements, défilés, lesquelles manifestations comportent l'obligation de l'occupation pacifique des lieux publics et lieux de travail collectif. Ce faisant, les salariés n'usent encore que des droits légitimes que leur accorde la civilisation moderne parvenue à son état libéral. Ils n'exercent ainsi que leurs droits d'hommes/citoyens comme les autres, quoique exploités. Ces droits ne peuvent donc être restreints d'aucune manière par les "lois de police", étant assez grands pour faire eux-mêmes la police dans leurs rangs.

Les choses vont plus loin, cependant, que cette action purement libérale des salariés. En effet, déjà dans ce seul mouvement de Personnes qui se distinguent uniquement par le nombre, les salariés s'affirment en quelque sorte implicitement comme classe. Dans tous les cas, la crise, suivie de la décadence de l'ordre bourgeois, l'établissement de la démocratie dictatoriale, fait que l'appartenance de classe du salarié prime désormais sur sa condition de droit commun, d'homme/citoyen général. Dans les relations nationales tout comme dans les relations internationales, le parasitisme dominant impose une situation permanente de "paix armée", de "course aux armements" et d'"équilibre de la terreur" entre les Classes. Ceci provoque naturellement chez les salariés une réflexion théorique et amène une expérience organisationnelle à la hauteur de la situation. C'est alors que le salarié se découvre, en même temps que le dépositaire vrai de tout le développement civilisé antérieur, celui dont la classe est investie de la mission historique qui consiste à diriger l'œuvre d'édification de la République Sociale Universelle.

Concernant cet enjeu de Classe, qui met aux prises la caste Parasite dominante et l'ensemble du Peuple animé par l'esprit du Salariat, il ne s'agit plus du tout de droit commun, ni de droit tout court. C'est de la destinée historique différente de deux classes "étrangères" qu'il est question. Et, de même que les États étrangers n'ont jamais réglé leur conduite selon un Code commun qui leur serait contradictoire, mais seulement d'après un pseudo-droit nommé "droit des gens", de même, les classes étrangères que sont les capitalistes et salariés ne peuvent confronter leur droit historique à la direction sociale que par une sorte de "droit des gens social" totalement étranger à toute idée de "droit du travail" de la démocratie dictatoriale. Le droit des gens social, tout comme le droit des gens classique s'appliquant aux États, ne signifie nullement que les classes rivales sont dans une situation de guerre "déclarée" permanente ou sont constamment "en campagne". Dans le droit des gens social, il y a aussi des situations distinctes de "paix" et de guerre. Mais ce qu'il n'y a pas, c'est une abdication de principe de la part des salariés, en tant que classe, qu'ils pourraient sanctionner au travers d'un "droit du travail".

Le "droit des gens social" a donc deux modalités :

• En temps de paix sociale, il s'agit simplement des obligations que chaque classe s'impose souverainement, donc de Morale sociale ;

• En temps de guerre civile, il s'agit simplement de Coutumes sociales qui ne règlent que la "nécessité".

Faute donc de s'en remettre à un Code, les Classes s'en tiennent, et ne peuvent s'en tenir, qu'à assumer la responsabilité historique qui leur incombe et dont elles ne sont pas libres de se démettre. C'est d'ailleurs au travers de l'exercice de la Morale et des Coutumes qui sont les leurs, que la classe "montante" affirme déjà sa supériorité historique et manifeste son aptitude à remporter la victoire finale.

———————

En conclusion :

La démocratie dictatoriale régnante unit la minorité des Parasites dominants aux Déclassés qui l'environnent, contre l'écrasante majorité du Peuple, formé des Salariés et des catégories Moyennes. Dans cet état de décadence civilisée, le Peuple est considéré par la caste dominante, en temps de "paix" sociale y compris, comme son "ennemi héréditaire" de l'intérieur. Cet antagonisme à caractère de classe, peut certes donner lieu, relativement au temps de "paix armée", à des "traités et conventions". Ceux-ci, cependant, même insérés dans un "Code du Travail", ne sauraient pour autant être admis par aucune des parties comme des Lois de droit commun, lesquelles engageraient les Magistrats à décider de leur exécution, et la Force à y prêter la main pour y procéder.

Le peuple ne peut que qualifier d'inconscients, incapables, terrorisés, soudoyés, déserteurs ou traîtres, tous ceux qui se sont impliqués dans la rédaction de tels traités comportant des clauses d'abdication sociale, en se prévalant du titre de "représentants" de ses droits et intérêts. Il se réserve donc de faire comparaître les susdits devant sa propre juridiction régulière, qu'ils soient vivants ou disparus, présents ou contumaces, afin d'en décider.

———————

Droit social

Le point déterminant, pour l'avenir humain à l'Ouest, est que les salariés, quant à leur appartenance de Classe, recouvrent leur dignité, en s'affranchissant de l'abdication sociale qui forme le fond du "droit du travail" en vigueur dans le régime existant de démocratie dictatoriale.

Pour avoir une idée du "droit des gens" social qui doit prévaloir dans le rapport des classes sociales "étrangères" en présence, qui forme la substance de l'opposition violente entre les Parasites dominants et le Peuple dominé, il n'est que d'examiner comment cette caste de parasites envisage les relations entre États étrangers, selon le "droit des gens" ordinaire invoqué par elle. Ainsi, ce sont les maîtres de la démocratie dictatoriale qui donnent une leçon au peuple sur la façon de conduire sa "diplomatie" propre, et pour le mettre à l'abri des excès infantiles inverses auxquels il est porté : d'une part la naïveté sotte, d'autre part le trépignement colérique.

Les extraits suivants du *Précis de Droit des Gens* de Brentano-Sorel (1877) substituent simplement "classe" à "État", avec les modifications subséquentes requises.

Rappelons, auparavant, le principe fondamental du droit des gens social :

1- Le **Droit positif**, au sens précis du terme, suppose :

• Des **Lois** qui caractérisent les rapports d'intérêts existants entre les hommes/citoyens formant nation dans l'État ; sachant que ces hommes/citoyens désignent en réalité des Familles, cellules fondamentales de l'ordre civilisé ;

• Des **Juges** qui se prononcent sur l'application des lois et appliquent ces dernières ;

• Des **Forces**, qui sont celles dont le gouvernement dispose, permettant de faire exécuter les sentences des juges. Ces forces de la puissance publique doivent être suffisantes pour contraindre tout le monde au respect des lois et des sentences qui s'y réfèrent. Il ne peut donc être question de simples "casques bleus" intérieurs !

Notons que, en définitive, l'ensemble du Droit positif ne tire son pouvoir que de la coutume établie, du consensus collectif.

2- Le **"droit" social**, ou anti-droit, est le "négatif" du Droit proprement dit.

En effet, toute nation civilisée, proclamée comme État de droit, comprend, outre les individus, **Personnes** privées dont les relations sont régies par le Droit, un regroupement de ces personnes en **Classes** sociales et leurs subdivisions, dont les Partis assurent la représentation.

Les conflits des classes ne peuvent se régler par le moyen du droit. Bien que les individus (familles) qui appartiennent aux classes (ou leurs partis) parlent la même langue, possèdent un fond commun de traditions juridiques et morales, dans la mesure où ils affirment leur appartenance de classe, ils ne s'accordent ni sur leurs devoirs/droits, ni sur leurs intérêts respectifs ; c'est que ces intérêts apparaissent alors comme ceux d'exploiteurs et d'exploités.

On ne peut mettre fin aux différends entre classes, nécessairement croissants avec le temps :

• Ni par les Lois : car ils luttent finalement pour savoir qui d'entre elles fera la loi pour tous ;

• Ni par les Tribunaux : car c'est le respect des lois qui assure le respect des sentences ;

• Ni par la Force qui fait l'autorité de l'État : car chacune des parties prétend avoir les mêmes droits à exercer l'autorité, prétention qui est justement l'objet ultime de leur différend.

Il n'y a pas non plus, par voie de conséquence, d'Arbitrage possible entre les classes ; parce qu'aucune d'elles ne reconnaît à l'autre de droits supérieurs à ceux qu'elle s'arroge.

Finalement, la force seule tranche. L'expérience de l'histoire civilisée est suffisamment éloquente : il n'est pas de Droit public, pas de Constitution, qui puisse empêcher les coups d'État, les guerres civiles et les Révolutions, lorsque l'heure en est venue.

———————

Pascal :

> *"La justice est sujette à dispute. Ainsi, ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste".*

I- Droit négatif

Les Individus (familles) rassemblés dans l'État ne sont pas en rapport antagonique ; et pourtant, en tant qu'ils appartiennent tous à un ordre polarisé en **Classes** – où les exploiteurs dominent les exploités – des intérêts et des opinions inconciliables gouvernent leur existence.

"Les (Classes) constituées sont **souveraines**. (Elles) ne sont égales qu'en théorie. Ces mots (classes) souveraines désignent des (classes) parfaitement inégales en droits et en forces. Lorsque les (classes) souveraines contractent entre (elles des obligations), ce contrat, encore que résultant d'une égalité abstraite, démontre presque toujours l'inégalité réelle des contractants. En dehors de l'application qui en est faite, l'égalité des (classes) n'est qu'un mot sans portée. Entre (classes) il n'y a point de lois communes ; l'égalité n'a d'autre fondement et d'autre garantie que les mœurs des hommes".

"Les (classes) ne sont **responsables** que devant (elles)-mêmes. L'idée d'une responsabilité réciproque est contradictoire avec l'idée de souveraineté. Les (classes) sont seules juges de leur responsabilité ; (elles) sont toujours maîtresses de sortir du régime de droit qui est la paix, pour entrer dans celui de la force et de la nécessité qui est la guerre. Tels sont les principes ; ils ressortent du caractère même des (classes). Mais si les (classes) prenaient ces principes à la lettre, (elles) seraient perpétuellement en guerre. (Elles) ont senti la nécessité de tempérer dans la pratique l'extrême rigueur de ces effets de la souveraineté. (Chacune) a constaté qu'(elle) devait, en certaines circonstances, agir comme si (elles) étaient responsables. Il s'est ainsi établi des pratiques tendant à réparer pacifiquement les violations du droit. Mais ce n'est pas un droit qu'(elles) se concèdent, car leur souveraineté en serait altérée, c'est un devoir qu'(elles) s'imposent librement".

"Il n'y a pas de **droit contre le droit** ; et la souveraineté des (classes) est un principe essentiel du droit des gens (social)".

"Un **Code** du droit des gens (social) est une **œuvre paradoxale**. Les (classes) ne peuvent y souscrire sans abdiquer leur souveraineté (légitime historique). Un tel code serait un grand contrat conclu entre les (classes) ; si elles y souscrivaient, elles contracteraient des engagements que la force des choses les contraindrait, tôt ou tard, à violer. Il y a un objet que les traités et les conventions ne peuvent atteindre : c'est la paix perpétuelle (des classes antagoniques). En dehors de leurs conclusions dans des conditions déterminées, ces traités aboutissent fatalement à l'hégémonie des (classes) les plus fortes sur les plus faibles. Quelques (idéologues de parti) ont pensé qu'en développant (la négociation permanente, la législation sociale et la cogestion), l'on se rapprochait indéfiniment de la paix (sociale) perpétuelle. Il est facile de démontrer que ces systèmes aboutissent à une contradiction".

"Il y a une **relation constante** et nécessaire de l'état de paix (sociale) avec l'état de guerre (sociale). Les causes de la guerre (sociale) se forment et se développent pendant la paix (sociale). Entre l'état de paix, qui est la conciliation des intérêts, et l'état de guerre, qui est la lutte des forces, il y a un état intermédiaire qui est l'antagonisme des intérêts : la paix n'est qu'apparente, la guerre existe à l'état latent ; c'est alors que les causes de la guerre (sociale) se découvrent, et c'est là qu'il faut les rechercher".

"**Toute affaire** où les (classes) jugent leurs intérêts engagés peut devenir entre elles une cause de guerre ; depuis la nécessité où croit être (une classe) de prévenir par une attaque le développement d'une puissance qu'elle considère comme menaçante pour sa sécurité, jusqu'à la nécessité où croit être (l'autre classe) d'accroître sa puissance et d'étendre (son ascendant)".

"Le développement de l'éducation a multiplié les causes de conflit, (créé) un puissant instrument de propagation, provoqué des luttes que les progrès de la science rendent plus terribles. La science, en multipliant et en facilitant les communications, propage en même temps les haines qui divisent les hommes : leurs passions s'échauffent plus vite et éclatent avec plus de violence".

"La guerre (sociale) est non seulement une conséquence de la paix (sociale) mais, dans l'état de la civilisation contemporaine, elle est **inévitable**".

"Le droit des gens (social) est une sorte d'entente tacite dans la **manière d'employer la force**".

"C'est **quand les intérêts se forment**, qu'il est le plus facile de les concilier. C'est dans les oppositions d'intérêts qu'il faut deviner les conflits futurs et qu'il est le plus aisé de les prévenir. C'est quand les conflits se préparent qu'il est le moins difficile d'y donner une solution pacifique".

II- La paix sociale

"Malgré tant de motifs de désordres que provoque (l'existence de classes antagoniques), des règles générales de conduite ont été posées. Ces règles ne prennent une valeur positive qu'autant qu'elles tiennent compte des conditions dans lesquelles les (classes) sont placées les unes par rapport aux autres. La première de ces règles, la plus

générale, c'est qu'en temps de paix les (classes) **se doivent réciproquement les mêmes égards**. Ce n'est point là un principe abstrait, ce n'est que la définition d'un fait".

"Les devoirs/droits, les intérêts respectifs des (hommes) et des (classes) **se rencontrent** souvent ; les (classes) se sont efforcées de les concilier : elles l'ont fait en vertu de leur souveraineté, et de là est résulté le droit des gens. Elles procèdent de ce fait que les (classes) sont souveraines, et elles reposent toutes sur le respect des obligations réciproques. Le principe du droit des gens en temps de paix est le respect des devoirs/droits, des intérêts respectifs".

"Les droits que (les Partis, à la tête des classes) ont déduits du système de l'équilibre, de la **balance des forces**, se fondent sur une interprétation arbitraire des faits historiques, sur une conception fausse des rapports des (classes). Si ce système avait eu un fondement réel et si les (classes) en avaient fait le principe de leur politique, il n'aurait pas eu d'autre résultat que de condamner le monde à l'immobilité, ce qui est contraire à la nature des choses. Le système de l'équilibre ne changea rien aux faits. Les (classes) continuèrent d'agir d'après les pratiques anciennes : (elles) se firent la guerre par calcul ou par nécessité, et non en vertu d'un droit nouveau. Ce système ne peut être qu'une utopie nuisible (à la classe) faible et un sophisme favorable (à la classe) forte".

"Les **traités** et conventions sont les engagements de (classe) par excellence. Ils expriment toujours un rapport de puissance. Tout traité est une expression des rapports qui existent au moment où il est conclu, entre les forces morales et matérielles des (classes) qui le concluent ; il ne signifie rien de plus. Et il ne vaut que par l'exactitude avec laquelle les négociateurs ont mesuré ce rapport et l'ont exprimé. Tous les traités ne gardent leur valeur qu'autant que subsistent les causes historiques qui les ont produits. (Chaque partie) est seule juge de la conduite à tenir. Elle exécute le devoir que lui impose le traité, dans la mesure que lui conseillent ses intérêts. Il ne s'ensuit pas qu'elle puisse violer les principes du droit des gens en temps de paix (sociale), se soustraire entièrement à l'exécution des clauses du traité. Le fait est qu'elle ne le peut point, et c'est parce qu'elle l'a compris (qu'en nombre de cas, les parties) ont cherché par une distinction subtile à signer un traité, sans garantir réellement l'exécution".

"Les traités encore qu'ils soient qualifiés de perpétuels, s'affaiblissent, tombent et disparaissent. Les rapports étant changés, le traité a contre lui la force des choses, et sa raison d'être disparaît. C'est en vain qu'on essaierait de le maintenir. Vouloir qu'il en soit autrement, c'est méconnaître les lois de l'histoire".

III- La guerre sociale

"La guerre (sociale) procède de la contradiction (antagonique) des **intérêts** respectifs (des classes)".

"Les causes de la guerre échappent à l'action et même le plus souvent aux calculs (des chefs de partis) ; elles disparaissent, renaissent, se transforment suivant le progrès ou la décadence des (périodes civilisées). Les traités en sont un effet, ils ne les détruisent pas".

"Il ne faut pas confondre la guerre (sociale) avec la **légitime défense** (sociale). La légitime défense (sociale) peut être un devoir pour (la classe) envers (ses membres) ; mais

la légitime défense n'est pas un devoir (entre classes différentes). Il s'ensuit que la guerre (sociale) n'est pas un droit pour les (classes). Elle ne résulte d'aucune des obligations réciproques des (classes) les unes envers les autres. Elle éclate parce que les (classes) ne peuvent s'accorder sur les droits qu'elles s'attribuent (unilatéralement), et elle assure nécessairement le succès de la (classe) la plus forte. Dire qu'elle est un droit pour les (classes) équivaut à dire qu'il n'y a entre les (classes) d'autre droit que la force".

"Ce n'est que par un abus de mots qu'on a pu qualifier les guerres de **justes ou injustes**. Les guerres ne commencent que là où cesse toute notion de droit et de justice réciproques. L'histoire prouve que les (hommes et les classes) qui se sont combattus ont toujours eu, avant d'en arriver à la lutte armée, des torts les uns à l'égard des autres. La guerre (sociale) est l'acte politique par lequel les (classes), ne pouvant concilier ce qu'elles croient être leurs devoirs/droits, leurs intérêts, recourent à la lutte armée, et demandent à cette lutte de décider laquelle d'entre elle, étant la plus forte, pourra en raison de sa force imposer sa volonté (à l'autre)".

"La guerre n'a d'autre objet que d'établir **le droit du plus fort**, c'est-à-dire de contraindre (la classe) la plus faible à se soumettre aux prétentions du vainqueur".

"La guerre (sociale), n'a d'autre règle que **la nécessité**. Les coutumes de la guerre n'ont pas d'autre fondement. Et (la classe) qui fait la guerre est toujours juge souverain de l'objet, des nécessités et des coutumes de la guerre. Chaque (classe) en use selon sa puissance et ses intérêts. Elle est juge et partie à la fois. C'est selon le degré de civilisation et d'intelligence politique auquel elle est parvenue qu'elle juge ces faits et dirige sa conduite".

"Les nécessités de la guerre sont toujours (**antagoniques**), elles s'imposent sous une forme (diamétralement) opposée à (l'exploiteur et l'exploité)".

"Les coutumes de la guerre **prennent en compte** l'atmosphère qui sera engendrée au retour de la paix, les rancunes profondes et germes de guerres nouvelles (qui peuvent être répandus)".

"Constater que la guerre (sociale) est une œuvre **sanglante et barbare**, c'est définir le caractère même de la guerre (sociale). La guerre (sociale) arrête la civilisation et ramène les (hommes) au joug de la force et de la nécessité ; elle met en question l'existence des (peuples). On n'arrive point à civiliser la guerre (sociale), l'existence des (hommes) s'y joue".

"Les opérations de guerre se règleront d'une manière plus conforme à l'objet de la guerre. Ce n'est pas en codifiant les prétendues lois de la guerre (sociale) que les (classes) y parviendront, car la guerre est un fait et elle ne connaît pas d'autres lois que la nécessité. Le développement d'une civilisation commune est la condition de tout **progrès dans les coutumes de guerre**. C'est l'honneur (des chefs de Parti) de soutenir et d'encourager les (hommes) dans ce progrès. Aucun effort vers ce grand objet n'est indifférent ou inutile. Les (hommes) font leur droit des gens en temps de guerre selon leur état de civilisation".

"Les abus et les excès sont à peu près inévitables dans la guerre (sociale). Il n'y a de ressource contre les excès que dans la guerre même, et cette ressource consiste uniquement à opposer la violence à la violence. C'est ce qu'on appelle les représailles. La

(classe) qui manque aux coutumes de la guerre ou en abuse le fait à ses risques et périls : elle s'expose à voir ses adversaires agir de même à son égard. Les représailles sont souvent une nécessité pour l'adversaire. C'est dans la manière dont elles exercent les **représailles** que les (classes) découvrent leur puissance et leur faiblesse réelles. Dans les armées bien ordonnées, les chefs sont obligés de commander les représailles à des combattants qui ne les exécutent qu'à regret. Il n'y a qu'un moyen de les rendre inutiles : c'est de précipiter la fin de la guerre".

"Il n'y a point de limites aux représailles, parce qu'il n'y a point de limites aux abus de la force. La dévastation, la destruction des édifices, la déclaration de ne point faire de quartier, l'incendie, le pillage, la prise d'otages, la mort sont des représailles. Les représailles qui sont motivées par une violation des coutumes de la guerre (sociale) aboutissent à la suppression des coutumes. La substitution de la guerre contre les individus à la guerre entre les (classes) en est la conséquence. Elles peuvent amener les (hommes) modernes à se traiter comme le faisaient les (hommes) antiques, qui massacraient les prisonniers, réduisaient les populations en esclavage et ravageaient les (propriétés) ennemies. À ce degré, il résulte des ébranlements profonds qui persistent bien longtemps après la guerre (sociale), des haines que le temps même n'efface pas toujours".

"**L'ultimatum** est une proposition de guerre".

"Les chefs (de parti des classes belligérantes) sont dans la nécessité de **se renseigner** le mieux possible sur les forces et les mouvements de (la classe) ennemie. Ils sont également dans la nécessité de réprimer énergiquement les efforts faits par (la classe) ennemie pour se renseigner. Le fait de l'espionnage suppose la clandestinité".

"Les (classes) qui se font la guerre **ne peuvent détruire**, ni la souveraineté des (classes), ni la dépendance mutuelle des (hommes). Elles ne peuvent davantage supprimer la civilisation accomplie, les mœurs acquises, les notions intellectuelles développées par les (hommes)".

"La force, dont la guerre (sociale) assure le triomphe, n'est **pas la force aveugle** des éléments de la nature. Dans la guerre (sociale), les forces aveugles de la nature sont mises au service de l'intelligence des hommes. Ce sont les (classes) qui luttent entre elles ; ces (classes) représentent les efforts accumulés de l'intelligence et de la moralité humaines. C'est à travers ces luttes que les (hommes) ont développé les éléments de la civilisation, ou les germes de décadence qu'ils portaient en eux-mêmes".

"Les forces militaires (aux prises dans la guerre sociale) n'ont rien de commun avec les **pirates et les bandits**".

"**Pour rester humaine**, la guerre (sociale) doit être savante, rapide, décisive. La coutume dans les opérations de guerre (sociale) consiste à diriger les opérations contre les forces organisées de la (classe) ennemie, et non contre ses membres non armés. Les (classes) doivent adoucir autant que possible pour les (hommes) les conséquences de la guerre. La coutume de la guerre (sociale) interdit les cruautés inutiles".

"**Les armées**, qui sont l'honneur des (classes) pendant la guerre, deviennent les **vraies fondatrices et garantes de la paix** (sociale) ; la force dépouille son caractère brutal et insolent".

IV- Illusions

"Tous les moyens de maintenir la paix entre les (classes antagoniques) traités, entrevues de (chefs de partis), arbitrage, conférences et congrès, armement et désarmement, n'ont de valeur que celle qu'ils puisent dans l'intelligence des (chefs de partis) qui les mettent en pratique :

• S'ils croient la paix préférable à la guerre (sociale), le droit des gens (social) leur fournit tous les moyens de la maintenir ;

• S'ils jugent la guerre (sociale) nécessaire, se croient capables de l'entreprendre avec succès, aucune institution ne peut les empêcher de combattre. Dans ce cas, il n'y a qu'un recours contre la guerre : c'est la guerre elle-même".

"L'utopie de la paix perpétuelle se résume en l'établissement d'un **Tribunal suprême**, formé de représentants des (Classes) souveraines, et destiné à régler tous les différents (sociaux). Cependant :

• Les coutumes du droit des gens (social) n'existent que parce que les (classes) les appliquent, et les (classes) ne les appliquent que parce qu'(elles) sont souveraines, c'est-à-dire libres de ne pas les appliquer. C'est pourquoi il est impossible de faire des coutumes du droit des gens (social) un Code qui serait expressément reconnu par les (classes) et formerait dans tous les cas leur loi commune : ce Code serait la négation de l'indépendance des (classes), et elles ne pourraient le reconnaître sans abdiquer leur souveraineté.

• D'autre part, en supposant ce tribunal constitué, pour que ses sentences eussent une sanction, il faudrait que les juges disposassent d'une force exécutoire. Cette force ne pourrait être constituée que par les (classes), et en la constituant, (elles) établiraient encore un pouvoir supérieur à leur pouvoir propre, ce qui est impossible sans abdiquer en tout ou en partie leur souveraineté".

"Combien est chimérique la conception de ceux qui ont cherché dans les **Arbitrages** un moyen détourné d'introduire dans le droit des gens (social) le système de la paix perpétuelle. C'est méconnaître absolument le principe de l'arbitrage, que de vouloir en faire une institution permanente. L'arbitrage n'est possible que parce qu'il est un acte de souveraineté ; le rendre "obligatoire" pour les (classes), c'est lui enlever sa raison d'être et son efficacité. Il est impossible de forcer les (classes) à recourir à l'arbitrage lorsqu'elles ne le veulent point : en ce cas la guerre éclaterait sur la question (même) de l'arbitrage ou sur le choix des arbitres. Les (classes) ne peuvent pas même s'engager d'avance à soumettre à l'arbitrage tous leurs différents, car il en est, et ce sont les plus graves, que l'arbitrage ne saurait trancher pacifiquement".

"Les (dirigeants des classes) songèrent à faire des Congrès une institution destinée à prévenir et à régler tous les différents entre (classes). C'était revenir par une voie détournée à l'utopie de la paix perpétuelle. La guerre éclate parce que les (classes) se croient capables de soutenir leurs prétentions par la force. Lorsqu'(elles) sont décidées à entreprendre une guerre, qu'(elles) la jugent utile, opportune ou nécessaire, un congrès ne peut les obliger à y renoncer qu'en les menaçant d'une force supérieure à celle qu'elles

possèdent. Si les (classes) cèdent devant cette menace, (elles) cèdent devant la force, et le droit que fait prévaloir le congrès est le droit du plus fort".

"Après avoir prouvé la vanité ou le danger de tous les systèmes destinés à assurer la paix, les (classes) en sont revenues au vieil adage romain : vouloir la paix, c'est préparer la guerre. Le seul avantage du système de la paix armée, c'est de garantir les (classes) contre les surprises. Cet avantage est si évidemment incertain, les charges qu'il entraîne sont si accablantes, que l'on a cherché tous les moyens d'en affranchir les (hommes). De là le système du Désarmement. Ce système n'est point applicable. Le désarmement ne supprimerait point les causes de la guerre ; il retarderait simplement le passage de l'état de paix à l'état de guerre. Les (classes) étant moins préparées à la guerre, les guerres seraient plus longues et partant plus rudes ; et il faudrait en venir au (terrorisme)".

V- La victoire

"Le droit des gens (social) n'est **pas un droit abstrait**, tiré de la raison pure, au moyen de déductions logiques. C'est un ensemble de règles qui reposent sur des faits réels et résultent des rapports nécessaires des (classes). Il ressort des mœurs, des traditions, de la culture intellectuelle, de la constitution sociale et politique, du régime économique des (hommes). Le droit des gens (social) qu'une (classe) pratique à l'égard de l'autre (classe) équivaut toujours à (la discipline organisationnelle) qu'elle pratique à l'égard d'elle-même. (La conduite respective des classes et leur mode de discipline interne) trouvent, l'un et l'autre, une sanction supérieure qui leur est commune, dans la grandeur ou la décadence des (classes), dont ils résument à la fois les causes et les effets. Plus une (classe) est rapprochée de la barbarie, plus la force qui la soumet doit être barbare".

"Dans le droit des gens (social) tout acte emporte ses conséquences inévitables. Ces conséquences en sont **la sanction**".

"Il n'y a entre les belligérants (sociaux) d'autre lien que **l'honneur** ; briser ce lien constitue une félonie. Le respect de la parole donnée est le seul moyen qui reste aux belligérants (sociaux) pour entrer en relation et constater ensemble que le droit du plus fort est établi. L'honneur, qui est le ressort des armées (sociales), fait la loi des belligérants pendant la guerre et prépare entre eux le retour à la paix (sociale). Lorsque les commandants des troupes manifestent le désir d'entrer en relation, ils déclarent par-là même, qu'ils veulent se placer sous la loi de l'honneur, et avant qu'il y ait parole donnée, cette loi protège les parlementaires, qui s'annoncent par un drapeau blanc. Méconnaître ce signe, c'est indiquer que le retour à la paix (sociale) parait impossible et que la guerre doit prendre un caractère d'extermination".

"Les (individus) contractent envers (la classe) des obligations proportionnées aux services qu'ils en reçoivent, et **l'assimilation (sociale)** s'opère dans la proportion même où se contractent ces obligations. (La classe victorieuse) n'acquiert donc de droits véritables que sur les personnes qu'elle assimile et pour lesquelles la (victoire) devient un bienfait. Si (la domination conquise) est telle que (son empire) ne puisse se fonder, le vainqueur n'a d'autre moyen que la force pour conserver les résultats acquis par la force. Il en use et, loin d'assimiler les (personnes renversées de leur position dominante), il les irrite et les exaspère. L'effort auquel il est contraint pour conserver sa (domination) fatigue à la longue ses propres (éléments) ; ils se plaignent, s'agitent, et la (victoire) non

seulement ne fonde pas un droit nouveau, mais ébranle les droits anciens de la (classe). Pour remédier à cela, (la classe) se lance dans de nouvelles entreprises, et cherche dans des (aventures) nouvelles un remède aux difficultés qui l'embarrassent. Elle répand ainsi ses forces et les dissipe ; elle s'affaiblit en même temps qu'elle augmente le nombre de mécontents ; elle prépare la révolte (dans ses rangs) en même temps qu'elle provoque (le soulèvement réactionnaire des classes déchues). La ruine de (la classe) est toujours la conséquence des (dominations) abusives".

"Le vainqueur (peut) rendre **hommage au courage** déployé par les troupes du vaincu. (Alors), il leur accorde les honneurs de la guerre, c'est-à-dire le droit de défiler devant le vainqueur enseignes déployées, avec armes et bagages, et de se rendre où bon leur semble".

"La guerre (sociale), pour la consolation des hommes, mérite la gloire dont elle est entourée".

"La guerre (sociale) restera toujours la consécration suprême du progrès des uns et de la décadence des autres".

———————

Montesquieu :

> *"Le droit des gens (social) est naturellement fondé sur ce principe, que les diverses (classes) doivent se faire dans la paix le plus de bien, et dans la guerre le moins de mal qu'il est possible, sans nuire à leurs véritables intérêts. L'objet de la guerre (sociale), c'est la victoire (de la classe avancée) ; celui de la victoire, la conquête (de la direction sociale) ; celui de la conquête (du pouvoir), la conservation (de la domination conquise). De ce principe doivent dériver toutes les lois qui forment le droit des gens (social)".*

———————

Conclusion

Résumé général

Le maître-mot pour caractériser l'époque contemporaine est celui de décadence de la civilisation.

Le point de départ de l'affaire fut la crise mondiale de la société moderne, la société bourgeoise, en Février 1848, dont le foyer central se trouvait à Paris. Alors, pour la première fois sur le plan national, c'est-à-dire sous forme politique, apparurent face à face "les classes ouvrières" et les classes "possédantes". En dernière analyse, Capital et Salariat apparaissaient ouvertement comme classes "étrangères" unies dans l'antagonisme. Le salariat, quoique marginal encore socialement et animé exclusivement par l'esprit bourgeois poussé à ses dernières conséquences, trahit sa position historique inédite et l'ambition nouvelle qui en est indissociable, en hissant le drapeau rouge sur lequel était écrit le mot "socialisme". Il faut se souvenir que c'est Pierre Leroux qui inventa le nom du socialisme, et que Karl Marx lui préféra celui de communisme.

Devant cette crise ouverte, les classes dominantes coalisées, sous la direction de l'aristocratie financière, se ruèrent dans l'opération de destruction du libéralisme moderne épanoui en 1789. Ce fut l'instauration de la démocratie dictatoriale, caractéristique de l'époque contre-révolutionnaire contemporaine, qui se fonde sur le fait que le Salariat doit être définitivement tenu pour l'"ennemi de l'intérieur". Le fameux chef positiviste E. Littré – de l'Institut – en expose le principe dans "Le National" du 1er octobre 1849 : *"La Chambre des députés est véritablement un pouvoir local. (Il y a) impossibilité pour un tel corps de faire de bonnes lois. Dans le système parlementaire le pouvoir se trouve dévolu aux avocats, aux rhéteurs. (Le) pouvoir central (doit être) chargé non seulement, comme l'ancien pouvoir exécutif, de diriger les affaires, mais encore de faire les lois. C'est revenir, dans les conditions d'une société démocratique, à l'ancienne monarchie, reprendre notre tradition interrompue par le régime constitutionnel".* C'est effectivement ce que disait Louis XVI en janvier 1793 dans son "Appel à la Nation" : *"Je m'en tiens aux États Généraux, issus des bailliages, que j'ai convoqués librement, et auxquels je soumettais simplement mes propositions ; lors que le Tiers-état, à la faveur de cet événement, décida arbitrairement de se constituer en Assemblée Nationale, il y eut crime de lèse-nation au premier chef"*...

À partir du carnage de Juin 1848, le régime de la démocratie dictatoriale poursuivit sa fuite en avant jusqu'à nos jours, le parasitisme dominant se retournant toujours plus violemment et profondément contre tout le développement civilisé antérieur, poussant l'humanité toujours plus loin sur la pente de la barbarie intégrale. La gangrène "démocratique" exprime simplement le refus toujours plus démentiel de l'issue révolutionnaire à la crise civilisée déclarée en 1848, issue qui porte le nom de République Sociale, ou communisme.

La civilisation, du fait de son caractère antagonique fondamental, de l'exploitation de l'homme par l'homme qui en forme le ressort, dut pour parvenir à son état moderne achevé, traverser deux grandes périodes de décadence : la chute du monde antique et celle du monde gothique. La décadence actuelle, qui accompagne la chute du monde moderne,

se distingue des précédentes en ce qu'elle n'est plus une crise de croissance de la civilisation, mais la crise finale de la civilisation, qui frappe celle-ci en tant que telle. La décadence contemporaine est dépourvue d'aucun précédent dans la mesure où elle met directement en cause le principe de l'exploitation de l'homme par l'homme, soulève la "Question Sociale" qui est la trame de toute notre histoire depuis 150 ans. Ainsi ne peut-on sauver l'acquis civilisé sans instaurer la République Sociale, de même qu'on ne peut instaurer la République Sociale sans sauver l'acquis civilisé. Mais la République Sociale ne pouvant s'instaurer qu'en délivrant l'humanité de la décadence la plus dramatique et la plus décisive qu'ait rencontrée l'histoire civilisée, c'est à la révolution la plus inédite et la plus radicale que nous sommes entraînés. En fait, l'établissement de la République Sociale, laquelle ne peut qu'être universelle, n'a d'équivalent que dans l'avènement même de l'espèce sociale des hommes, l'inauguration de l'Anthropogène.

L'expression la plus nette de la décadence radicale de la civilisation dont nous sommes les témoins consiste dans l'exhumation à laquelle elle donne lieu des divers éléments appartenant à l'époque pré-civilisée ou époque Primitive de l'humanité.

En tant que telle, cette tendance allant toujours en s'accentuant à "réhabiliter" la société primitive, loin d'être dépourvue de fondement, est au contraire tout à fait légitime et d'actualité. En effet, la crise de l'époque moderne, en posant le problème de la succession, du "dépassement" de la civilisation entraîne du même coup la nécessité de la restauration des conditions primitives.

Cependant dans les conditions de décomposition sociale actuelle, où prime le but "impossible" de prolonger l'ordre civilisé à tout prix, en étant aveugle au fait que cet ordre a épuisé les possibilités qu'il renfermait, l'exaltation des conditions primitives prend exclusivement des formes perverses, proprement "barbares" au sens péjoratif du terme. C'est ainsi, qu'au lieu de faire briller la supériorité de l'ordre primitif sur l'ordre civilisé, telle que l'égalité sociale (liée à la pénurie matérielle) et la mentalité spontanément matérialiste (liée à ce que la réflexivité reste l'apanage de la communauté), ce ne sont que les côtés irréversiblement périmés de l'ordre primitif qui sont "réactivés" : le grégarisme pratique et le ritualisme théorique. Dans la version "démocratique" cela signifia, d'une part une normalisation policière de la société civile, qui se donne comme le comble de la "liberté" ; d'autre part un mode de pensée du genre probabilisme astrologique, qui se donne comme le comble du "rationalisme". Dans la version "fasciste", cela signifie, d'une part l'apologie du particularisme de la Race "supérieure", qui se donne comme le comble de la "fraternité" sociale ; d'autre part l'exaltation de la toute-puissance de "l'acte de volonté vitale" (Rosenberg), qui se donne comme l'expression pure de la "foi".

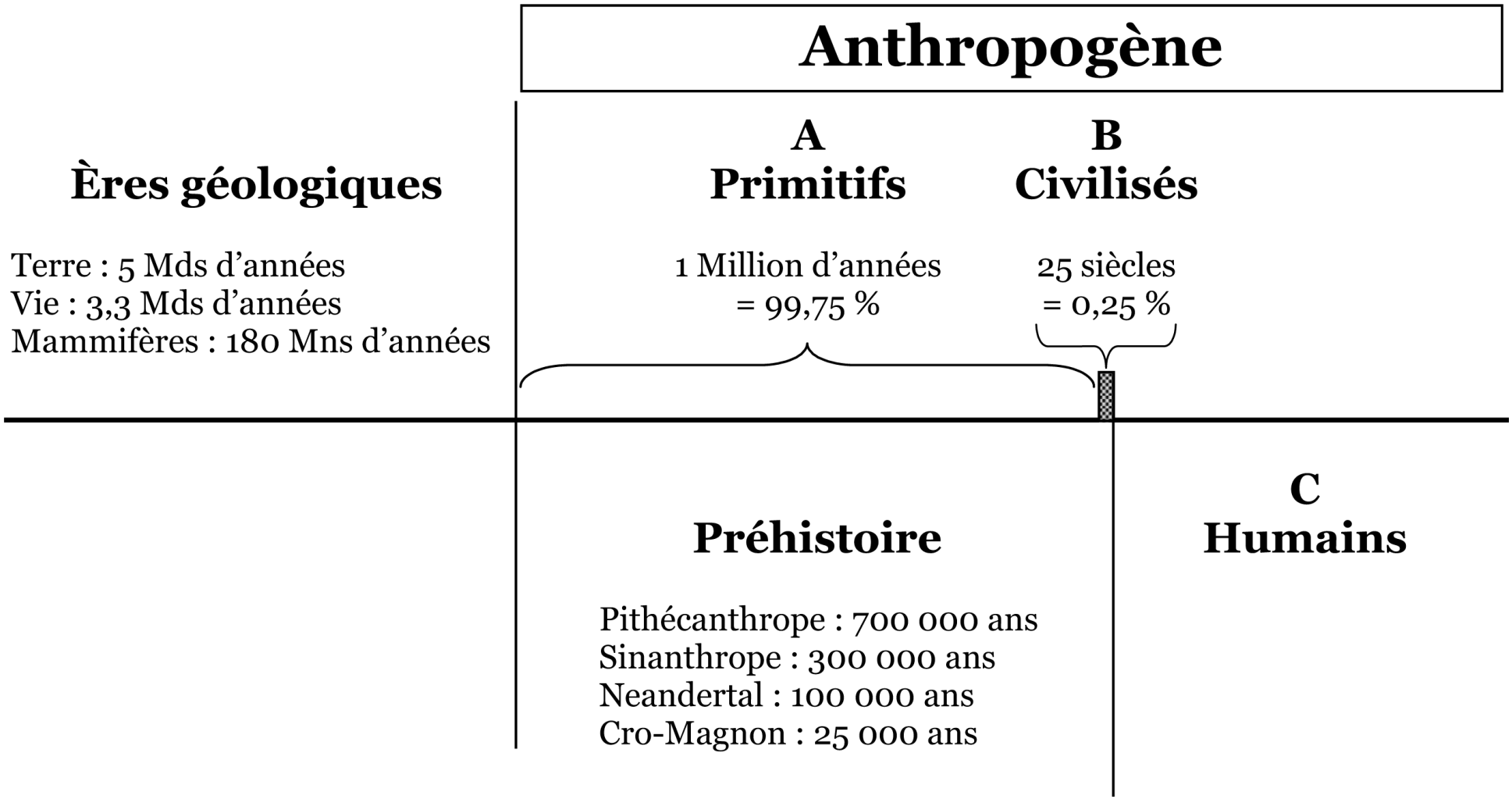
Rien ne pourra jamais effacer le fait que, depuis 150 ans que l'ordre civilisé est entré en décadence – pour ne cesser d'approfondir celle-ci, ce fut tout spécialement – quoique non exclusivement – dans le mouvement dit "marxiste" que s'est incarnée la volonté la plus lucide et la plus conséquente de riposter à cette évolution barbare. Seuls l'aveuglement des uns et la dépravation des autres peuvent masquer la réalité : les plus grands mouvements dirigés par Marx, par Lénine et Mao, méritent au plus haut point l'estime et le respect pour avoir affronté dans le sens révolutionnaire la crise de la civilisation. Les difficultés rencontrées, les déviations auxquelles ces expériences donnèrent l'occasion, les échecs subis, ne sont, en définitive, eux-mêmes que les effets, directs ou indirects, de

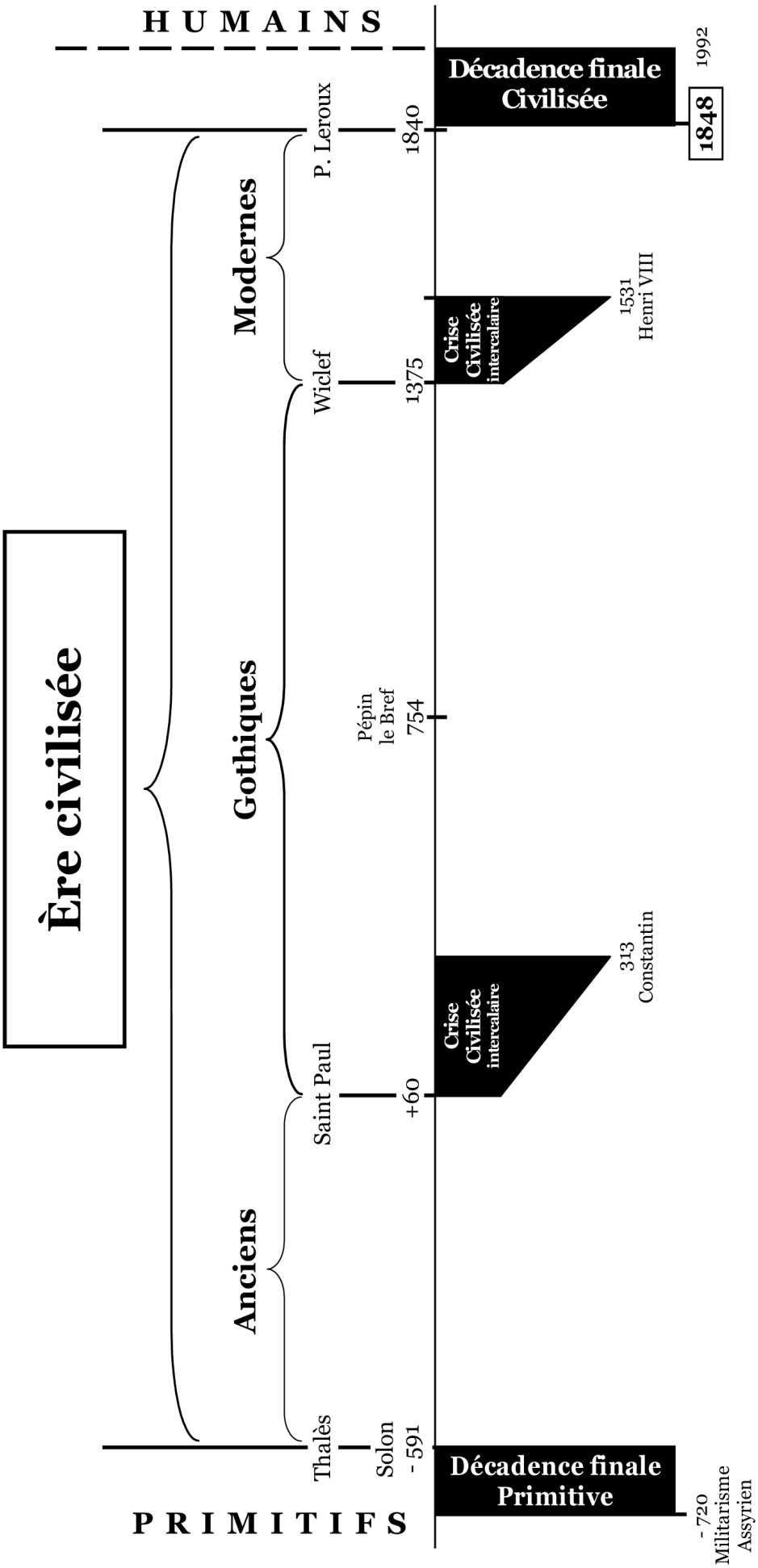
l'action contre-révolutionnaire de la démocratie dictatoriale poussée à ses extrémités, que le fruit de la décadence civilisée contaminant même les efforts pour s'en délivrer.

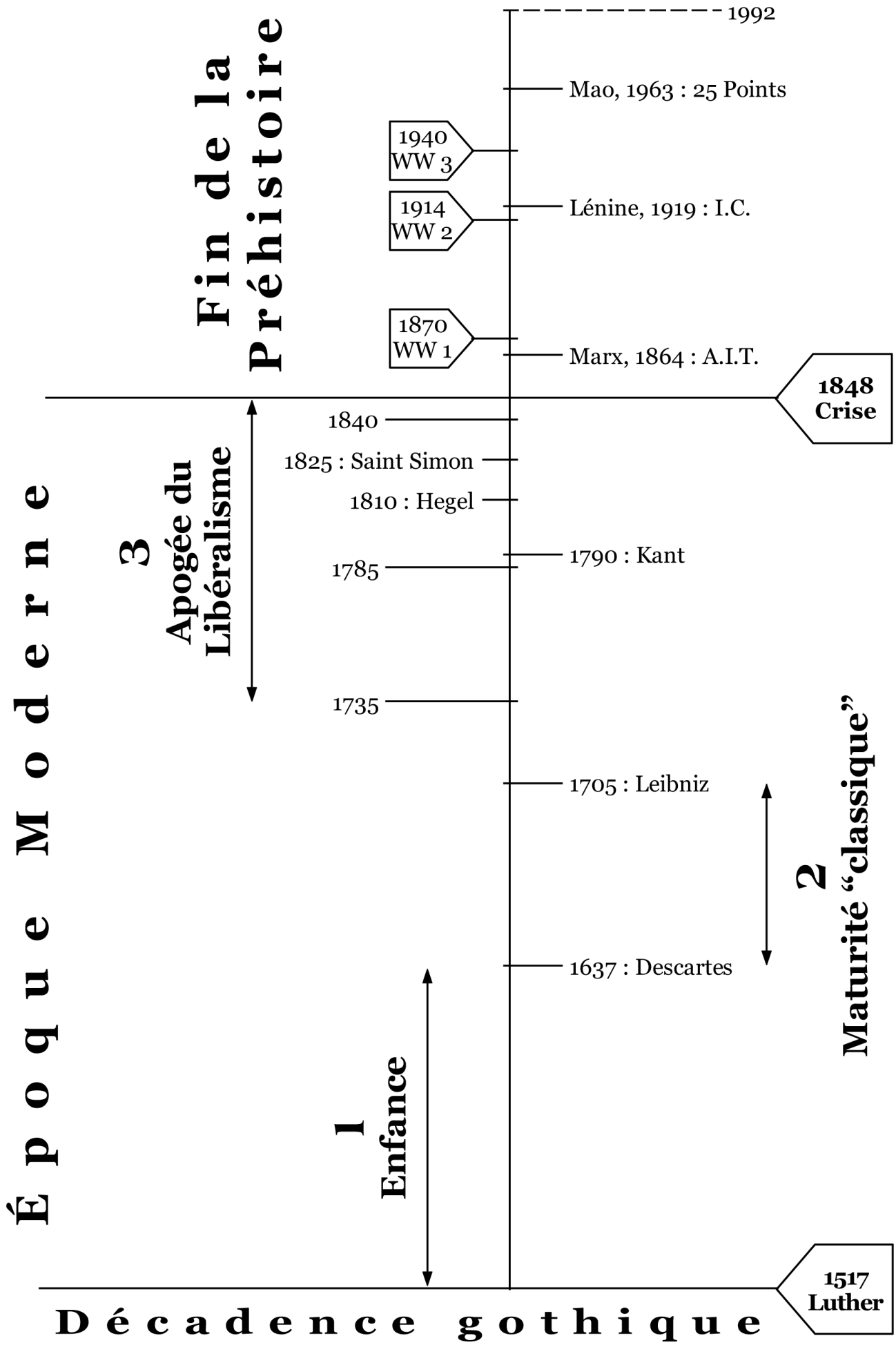
Le marxisme, lui aussi, répond à l'exigence de restauration relative nécessaire des données de l'ère primitive, pré-civilisée. Mais c'est pour effectuer la "double négation" de ces deux ères, primitive et civilisée, réunies dans la "préhistoire" au sens vrai du mot. C'est pourquoi le marxisme s'affirme comme mode de pensée que caractérise le matérialisme "critique", réconciliant croyants et athées ; c'est pourquoi également son but social de libre association est un communisme civilisé, réconciliant libéraux et dirigistes.

———————

Annexes


Anthropogène
Ères géologiques
Terre : 5 Mds d'années
Vie : 3,3 Mds d'années
Mammifères : 180 Mns d'années
A
Primitifs
1 Million d'années
= 99,75 %
B
Civilisés
25 siècles
= 0,25 %
Préhistoire
Pithécanthrope : 700 000 ans
Sinanthrope : 300 000 ans
Neandertal : 100 000 ans
Cro-Magnon : 25 000 ans
C
Humains


HUMAINS
PRIMITIFS
Ère civilisée
Anciens
Gothiques
Modernes
Thalès
Solon
- 591
Saint Paul
+60
Pépin le Bref
754
Wiclef
1375
P. Leroux
1840
Décadence finale Primitive
- 720
Militarisme Assyrien
Crise Civilisée intercalaire
313
Constantin
Crise Civilisée intercalaire
1531
Henri VIII
Décadence finale Civilisée
1848
1992


Époque Moderne
Fin de la Préhistoire
1992
Mao, 1963 : 25 Points
1940 WW 3
1914 WW 2
Lénine, 1919 : I.C.
1870 WW 1
Marx, 1864 : A.I.T.
1848 Crise
1840
1825 : Saint Simon
1810 : Hegel
1790 : Kant
1785
1735
1705 : Leibniz
1637 : Descartes
3 Apogée du Libéralisme
2 Maturité "classique"
1 Enfance
1517 Luther
Décadence gothique

La fin de la Préhistoire

Mao Tse-tung en 1931 : Les « campagnes d'extermination » de Chiang Kaï-shek contre le soviet du Kiangsi commencent. La stratégie de la guerre révolutionnaire va bientôt faire ses preuves. (*Nym Wales*)

Le Sud

Freddy Malot – avril 1992

*“**La plupart des hommes de la terre sont de couleur. Une foi dans l’humanité signifie une foi dans les hommes de couleur. Le monde de demain sera ce que les hommes de couleur le feront**”.*

Dr Du Bois, père du Pan-africanisme, *Le Nègre*, 1915

Le Sud et l'Ouest

Rétrospectivement, il apparaît nettement que la destinée de l'Ouest (l'Occident), depuis le "miracle grec", décida finalement du sort général de l'humanité. C'est donc à juste titre au sein même des conditions occidentales qu'il nous faut rechercher la clef des problèmes particuliers qui se posent aujourd'hui au Sud (Tiers-Monde). Il en sera d'ailleurs de même en ce qui concerne les problèmes de l'Est (pays communistes). En fait, il n'y a qu'un seul et unique problème mondial, dont le cœur est à l'Ouest.

Une telle perspective "euro-centriste" des problèmes appelle cependant quelques précisions, faute de quoi elle aboutirait à un dogmatisme stérile.

———————

• Aux époques rurales – antique et gothique –, l'Ouest désigne successivement deux choses différentes. Dans un premier temps, ce fut l'aire maritime désignant la Méditerranée orientale, de part et d'autre du promontoire grec, de Rome à Constantinople, et de Carthage à Alexandrie. Dans un deuxième temps, ce fut la région continentale déployée de part et d'autre du Rhin.

En outre, à ces époques rurales, à la civilisation de l'Ouest s'ajoutait d'autres foyers civilisés : notre antiquité illustrée par l'Hellénisme a pour rivale l'antiquité orientale illustrée par le Confucianisme ; et à l'époque occidentale gothique, non seulement le mouvement civilisé chinois se poursuit, mais les deux contrées parviennent alors à se toucher de manière permanente, d'une part par le rayonnement Orthodoxe des Slaves au nord, d'autre part par le rayonnement de l'Islam arabe au sud.

• Ce ne fut véritablement qu'à l'époque moderne – après 1450 – que l'Occident pesa de manière décisive sur le sort du monde. Mais alors l'Ouest désigne l'ensemble des deux rives de l'Atlantique, et d'abord le monde "anglo-saxon".

———————

Relativement au problème actuel du Sud, c'est la question spécifique de l'impérialisme colonial de l'Occident à l'époque Contemporaine qui est visée. De nouvelles précisions s'imposent.

1- Il ne faut pas oublier que la colonisation fait partie intégrante du développement civilisé en général. C'est bien pourquoi, aux époques rurales, les Chinois, les Russes et les Arabes eurent, au même titre que les Romains et les Francs, leur propre "épopée" coloniale, jouant un rôle progressif analogue.

2- Chaque étape civilisée – antique, gothique et moderne – s'est achevée par une crise aiguë, prolongée par une période de décadence. Alors, au développement civilisateur proprement dit – colonial y compris – fait suite un stade "impérialiste" propre à chaque période, stade de décomposition sociale et de régression réellement "barbare". Ici, en même temps que les relations civiles internes s'enveniment jusqu'à la guerre sociale, les

relations politiques entre États civilisés dégénèrent en conflits suicidaires et, enfin, les relations publiques du "droit des gens" pur, concernant les "sauvages", tournent à la ruée pour une domination coloniale purement prédatrice.

3- L'époque Moderne, s'ouvrant après 1450, se distingue entre toutes, comme le sommet du développement civilisé. Luther, Copernic, Paracelse, Machiavel, Vinci, Shakespeare, Vasco de Gama inaugurent cette époque. En même temps naissent : la banque, la poudre à canon, la caravelle de haute mer, la boussole, le moulin à vent, l'horloge, la bielle-manivelle, la lunette, l'imprimerie, etc.

L'époque moderne voit se développer la plus vaste entreprise de colonisation civilisatrice de l'histoire, correspondant à l'avènement du marché mondial. D'Est en Ouest, d'un pôle à l'autre, les régions les plus reculées et désertes, les peuples restés sous domination coloniale rurale jusqu'à ceux restés à l'âge de la pierre, entrent en contact avec la civilisation moderne.

4- Le monde Moderne se trouve dans l'impasse et la crise vers 1850. Alors s'ouvre l'époque Contemporaine, époque de la décadence de la civilisation dans son ensemble. À ce moment, l'impérialisme, dans son expression de domination coloniale barbare, prend une forme violente, systématique, planétaire, "définitive", absolument sans précédent. La réaction colonialiste est en réalité à la mesure même de l'écart inégalé de développement qui se présente alors entre les pays développés et les pays arriérés. L'orgie coloniale se déchaîne en effet par les moyens de la marine à vapeur et de la mitrailleuse.

La "grande époque" de domination coloniale contemporaine, ouverte par le second Empire, est définie le plus précisément par le ministre de la Marine de Napoléon III, Justin Chasseloup-Laubat : *"Il ne s'agira pas de fonder une colonie telle que nos pères l'entendaient, avec des colons d'Europe ; c'est un véritable empire qu'il faut créer, une sorte de suzeraineté, avec un établissement formidable"*. Ceci fut fait, selon la méthode Faidherbe, avec l'artillerie, les transports à vapeur, et l'enrôlement de tirailleurs et spahis indigènes. La technique est avouée à la même époque par l'amiral Dupetit-Thouars : *"procéder avec brutalité, briser, défoncer tout, comme on a fait en Chine"*.

C'est encore à cette époque que la colonie est associée à l'épuration sociale à grande échelle en métropole, et visant des "blancs" cette fois. On découvre ainsi que la Nouvelle-Calédonie possède "l'étendue" requise, répondant aux "vues du gouvernement sur le régime pénitentiaire". Les "déportés" rouges peupleront donc les bagnes d'Algérie, de Guyane et de Nouméa.

En résumé deux points importent :

1- Une définition précise du Sud – autrement dit le Tiers-Monde –, de ce que l'Occident décadent désigne de façon sinistre "P.E.D." (pays en voie de développement) s'impose.

Il s'agit de cette partie de l'humanité qui s'est trouvée emportée dans l'enfer de la domination coloniale contemporaine. Par suite ici, contrairement aux pays de l'Est où la lutte anti-féodale prima finalement sur la lutte anti-impérialiste, les deux aspects se

trouvèrent inversés, la lutte de “libération nationale” devenant la condition de la “modernisation” !

La zone frappée par le cauchemar de la domination coloniale contemporaine – simple expression particulière de la décadence civilisée générale – n’a évidemment rien à voir avec la couleur de peau des “indigènes”. Cette zone correspond aux peuples largement restés à l’écart de l’influence de la civilisation rurale (esclavage productif et servage) ou dominés par cette dernière. Par suite, cette vaste contrée du Sud restait fortement empreinte des rapports encore primitifs (asiates et tribaux). La “frontière” de l’aire coloniale coïncide pour cela, plus ou moins, avec celle dont les populations autochtones ont vu leurs langues vernaculaires exclusivement parlées, supplantées par les langues européennes modernes. D’où les colonies anglophones, francophones, etc.

2- L’histoire et la nature de ce qu’on appelle “colonisation” réclament la distinction la plus nette suivante :

• Lever la confusion entretenue entre la colonisation civilisatrice et le colonialisme au sens strict d’oppression impérialiste ;

• Dévoiler l’intimité fondamentale existant entre la domination coloniale contemporaine et la “décolonisation” dont on cherche à la dissocier, alors qu’elle n’en est que la forme la plus cynique et brutale, dont le véritable nom est celui de néo-colonialisme.

———————

Les deux colonisations

La colonisation civilisatrice moderne (1540-1860)

Pour ceux qui n'ont pas compris que la "civilisation" appartient à la préhistoire, l'idée d'une colonisation civilisatrice ne peut qu'être scandaleuse. Ces "belles âmes" impuissantes sont excusables dans la mesure où leur sentimentalisme est un désaveu des pures monstruosités engendrées par la civilisation en crise depuis 1850. Cependant, ce n'est pas avec du moralisme qu'on peut résoudre le problème de la décadence de la civilisation.

La colonisation moderne civilisatrice, celles des Comptoirs et colonies de peuplement (1540-1860) ne fut certes pas tendre pour les "naturels", mais l'instauration parallèle et laborieuse, en Europe, de la "liberté du travail", ne fut pas non plus commandée par le philanthropisme. Reste que le mouvement d'ensemble, aboutissant **à imposer à l'échelle mondiale la "loi du marché"**, fut indiscutablement civilisateur, au sens positif du terme.

———————

1- Mexique et Andes

La conquête des Espagnols trouva 35 millions d'habitants dans les empires **asiates** du Mexique et des Andes, en **1520**, dont plus de 80 % avaient péri 50 ans plus tard. Mais il faut noter que la plus grande part de l'hécatombe fut causée par des épidémies de maladies "européennes" et que le reste fut le fait du sadisme de conquérants appartenant à une **féodalité** à l'agonie, ne visant que la rapine pure et simple ; c'est ce qui distinguera fortement les découvreurs portugais commerçants des reîtres espagnols. Enfin, soulignons que les empires précolombiens étaient eux-mêmes "usés" de leur côté, de telle manière qu'il suffit de 200 soldats pour réduire l'empire inca. D'ailleurs, l'archaïsme espagnol fut aussi l'occasion de la seule "réussite" d'une utopie réactionnaire à l'aube du nouvel âge moderne, celle des "réductions" des Guaranis du Paraguay.

2- Peaux-Rouges

C'est un fait que l'extermination des **"Peaux-Rouges"** de l'Amérique du Nord, qui étaient plusieurs millions en 1700, fit qu'ils se retrouvèrent au nombre de 250 000 en 1900, expirant dans les "réserves". Seulement, eux aussi furent pour une part décimés par la variole, la rougeole et le choléra ; et surtout, il y a le fait capital des massacres, directs ou indirects (la famine et les guerres intestines induites par l'invasion), qui se développèrent violemment **après 1850** seulement, dans la "ruée vers l'or" de Californie,

puis par la prise en main des mines par les grandes sociétés capitalistes ; ce fut l'œuvre de la **"nouvelle féodalité"** financière, caractéristique du déclin civilisé.

3- Traite

Ceci nous mène à un dernier point : celui du "trafic de la honte", de la **Traite** "triangulaire" des Noirs. Ce convoyage du "bois d'ébène" livra, en quatre siècles (1450-1850), environ 10 millions de Noirs aux mines et plantations du nouveau monde. Ce commerce, lui, est tout à fait inséparable de l'époque du progrès bourgeois des Temps Modernes et en souligne tout à fait le côté préhistorique, de même que les "galères du roi" et le supplice de la "roue" qui attendaient "faux-sauniers" et Camisards durant le Grand siècle chez le roi-soleil.

La Traite commence vraiment après 1650 quand les colons américains instituent l'esclavage à vie des serviteurs noirs. Cependant, ce trafic est stigmatisé par Jefferson, dans sa Déclaration d'Indépendance, comme "l'opprobre des puissances infidèles", "une guerre cruelle faite à la nature humaine elle-même", dont se rend coupable "le roi de la Grande-Bretagne". D'ailleurs, en 1790, il n'y a pas 90 000 esclaves dans l'union américaine, et le Massachusetts abolit l'esclavage en 1793. Les beaux jours du système sont la période **1830-1860**, âge d'or du coton "sudiste" : pendant ces trente ans, 750 000 esclaves sont importés, ce qui amène leur nombre total à 4 millions, 1 esclave sur 2 appartenant à 25 000 familles qui en possèdent de 20 à 50 chacune, et 3000 familles ayant un cheptel humain dépassant 100 esclaves.

À la même époque, la situation n'était guère plus enviable pour les ouvriers "pauvres valides" de Londres, conduits dans des Workhouses pourtant réformés depuis 1834 : *"La séparation des sexes et des âges…, la perte de la liberté et la séparation des familles sont en Angleterre le prix de la charité… Leur nourriture doit être inférieure en quantité et en qualité à celle des travailleurs libres ; elle se compose presque exclusivement de bouillie d'avoine, de légumes et d'eau. De plus les "détenus" du workhouse sont astreints à l'uniformité du costume"* (E. Buret – 1840, I/ch. 5).

Dans leur politique de colonisation civilisatrice, c'est-à-dire où l'idée d'"assimilation" restait dominante, les esclavagistes du Sud de l'Union américaine recouraient simplement à la méthode fruste qui correspondait à l'esprit régnant à l'aube des Temps Modernes : c'était l'esprit "anglican", qui eut son pendant dans l'esprit "gallican" des Antilles françaises.

Le sort des esclaves des plantations de coton et de canne à sucre n'était pas inférieur sous tous les rapports à celui de nos "O.S." actuels, cette "ressource humaine" exploitée "scientifiquement" par les soins de "chefs d'ateliers" tayloriens, appuyés de "chronos" diligents, dans des usines branchées directement sur une caserne proche de C.R.S. qui veille également sur la "cité-dortoir" qui en est le complément.

Les "abolitionnistes" de 1775 (précédant ceux de 1840), qui eurent "le bon sens et le bon goût" de censurer la *"violente diatribe contenue dans la version de Jefferson et la Déclaration d'Indépendance"* qui flétrissait l'esclavage, étaient justifiés par le fait que *"les bons frères du Nord s'étaient aussi sentis un peu atteints par ces attaques contre*

l'esclavage ; car bien qu'ils fussent eux-mêmes possesseurs d'un petit nombre de nègres, ils avaient été souvent les pourvoyeurs des autres colonies" (Jefferson – Autobiographie).

En définitive, le point de vue réellement critique ne peut soutenir un mièvre "anti-colonialisme" de gauche qui s'incline devant l'esprit borné du petit fonctionnaire ou du métayer et laisse le champ libre au néo-colonialisme "wilsonien" que nous rencontrerons bientôt. Le colon, en tant que "pionnier", incarne les deux aspects de la civilisation : d'un côté, il illustre l'"égoïsme" et la brutalité du "propriétaire" ; de l'autre côté il s'affirme "entreprenant" à l'extrême, allant au-devant de toute épreuve, en même temps que "sans patrie", proclamant que "le soleil brille pour tout le monde". La civilisation s'identifie à ce point au "colon" qu'elle naît en même temps que Cadmus, le fondateur de villes, et l'épopée homérique. Le point où la civilisation se transforme en "colonialisme" est celui-là même où la civilisation se transforme en barbarie, où l'objectif de l'"assimilation" se trouve radicalement éliminé pour faire place aux formules hypocrites et perverses de l'"association".

———————

La domination colonialiste contemporaine (1850-19…)

Le colonialisme au sens péjoratif actuel du terme, c'est-à-dire anti-civilisateur, substitue à la perspective d'assimilation, de "melting pot", celle de domination unilatérale des 3/4 de la planète, domination habilement camouflée dans des formules successives baptisées du nom d'"association".

La conversion de l'Occident au colonialisme peut être datée de la défaite du prolétariat moderne dans l'Europe de 1848. Le colonialisme fut à son tour un instrument essentiel de corruption de "l'aristocratie ouvrière", de mise au pas des masses emportées dans le tourbillon du salariat, de gestion de la "question sociale" en Occident.

Dès lors, **le destin** des peuples arriérés était tracé. Gare, tout spécialement, aux populations occupant un territoire : primo, dont le sous-sol renferme des richesses convoitées (Congo, Algérie…) ; secundo, ayant une position "stratégique", c'est-à-dire ayant valeur d'"escales" militaro-commerciales (Suez, Panama, les Détroits, Chypre…) ; ou bien, ayant les deux caractéristiques à la fois (Afrique du Sud, Irak…).

A. Eden évoque les préoccupations de l'Empire britannique dans sa négociation avec les Russes en 1956 : "l'importance stratégique de l'Irak, et aussi le contrôle d'une production considérable de pétrole. Je dis aux Russes que la fourniture ininterrompue de pétrole était vitale. Si j'insiste avec tant de véhémence, ajoutai-je, c'est parce que nous nous battrions pour le pétrole".

Le malheur ne peut donc que s'abattre sur les contrées "avantagées" du Tiers-Monde. Quant aux régions "déshéritées", elles sont seulement vouées à la mort lente, à fournir des "émigrés clandestins" peuplant les bidonvilles, et à servir de "décharges" pour les immondices que déverse la "croissance".

Dans tous les cas, le sort du Tiers-Monde est déterminé, non par les "atouts" intrinsèques de ces pays, mais pour l'enjeu extérieur qu'ils représentent pour les pays "développés".

La domination colonialiste est passée par trois grandes étapes : celle des "Possessions" impériales, celle des "Dominions", et celle des "Indépendances".

1- Les possessions

C'est la reproduction de l'esclavagisme antique, appliqué par le capitalisme à des pays en tant que tels. Cette forme est caractéristique de la 3ème République, époque où les métropoles sont livrées à la corruption parlementaire.

Le système consiste dans l'administration coloniale par des Gouverneurs, type A.O.F. À ce premier stade, on prétend pratiquer l'"association" par la simple vertu de l'assujettissement, au nom de la suppression des luttes inter-ethniques, du brigandage et

des razzias des nomades, de l'esclavage domestique et de la "paresse" des indigènes. On prétend en même temps faire la chasse au cannibalisme, à la polygamie et à la sorcellerie.

Le système de la "Possession" coloniale eut sa meilleure illustration en *"Afrique que les Français appellent le musée vivant"* (Padmore). Elle répondait au principe du fameux bâtisseur d'Empire, le "libéral" ennemi mortel des Boers, Cecil Rhodes (1853-1902), disant : *"Si vous voulez éviter la guerre civile (en Europe), il vous faut devenir impérialiste"*.

Par suite se trouve fixée la "mission sacrée de civilisation" des Européens envers leurs "protégés" et "fidèles sujets" collectifs : *"les races supérieures mettent en valeur des pays neufs occupés par des peuplades primitives, dans l'intérêt national"* de la métropole (1910). G. Hardy, directeur de l'École Coloniale française donne le programme de cet apostolat :

"Les populations dont les destinées nous sont remises n'étaient pas de vrais "peuples" ; victimes de la géographie et de l'histoire, elles étaient en proie aux convoitises des voisins, écrasées par la tyrannie des dynasties indigènes ou d'aventuriers féroces, menacées de disparition par toutes sortes d'infériorités. La colonisation les a sauvées".

"Les indigènes vivent dans des conditions toutes proches de l'animalité, sont incapables de comprendre nos intentions et de se prêter à notre désir de progrès".

Il faut donc opérer de la manière suivante : d'abord "dompter" ces indigènes, puis les "apprivoiser"...

"Le premier devoir d'une nation colonisatrice est de faire régner l'ordre. De vieux indigènes célèbrent ce bienfait de la France, qui a fait cesser les guerres entre tribus, les vendettas héréditaires, les razzias". Ceci s'obtient par une "pacification" persévérante. Ensuite, "les populations coloniales nous demandent de corriger leur justice traditionnelle, barbare et vénale". Alors, on ne doit pas être surpris que les indigènes "acceptent joyeusement" leur "sujétion" par la "puissance tutélaire".

"L'organisation de l'enseignement des indigènes est une œuvre des plus délicates : souvent elle forme des déclassés, des dévoyés, hostiles à la fois à leurs congénères et aux Européens ; mais c'est un mal qu'on ne peut éviter, (vue la nécessité) de fournir à la colonisation un nombre considérable d'auxiliaires indigènes". Le but peut être atteint "au prix de quelques précautions".

"Les mouvements d'indépendance n'expriment que l'opinion d'une minorité turbulente et intéressée, et la masse des indigènes a besoin d'être protégée contre eux".

L'œuvre "délicate" de civilisation est menée en combinant la domination des administrateurs coloniaux avec le système de gouvernement par "chefferie" élevé au statut de système rationnel, sous le nom d'administration indigène. En fait, il s'agit de cultiver les aspects réactionnaires primitifs et de retarder au maximum la modernisation (libéralisme et industrialisation). Ainsi, sous une forme domestique et pervertie, sont annexés à la domination coloniale : l'organisation en tribu, le système collectiviste de tenure de la terre et les formes communautaires de main-d'œuvre villageoise en même temps que les mœurs et coutumes traditionalistes (marabouts...). Ainsi est perpétué et aggravé l'état abject de pauvreté, d'ignorance, de maladie, sont attisées les divisions locales, est aiguisée l'arrogance raciale.

2- Les dominions

C'est la reproduction du servage féodal, appliqué par le capitalisme à des pays en tant que tels. Cette forme est caractéristique des "colonies blanches" de l'Empire britannique.

Le système consiste dans la solution bâtarde de l'"autonomie interne" assurée par une assemblée consultative locale domestiquant les "élites" ou "évolués" indigènes, au sein de l'Empire, modèle "rhodésien", surtout à l'œuvre dans l'"entre-deux-guerres". A. Eden définit la politique du "dominion" : *"Dans l'Empire, amener les populations à se gouverner elles-mêmes"*. M. Déat précise : en *"Angleterre, le libre-échangisme est réservé au cadre du Commonwealth"* (Mémoires). Bref, c'est "l'autonomie" admirablement adaptée à la "maîtresse des mers" dirigeant le plus grand empire du monde à partir de la City.

Le Dominion, ou colonisation par l'"autonomie" consiste dans des "concessions politiques assorties de garanties dans le domaine économique, laissant aux tuteurs la réalité du pouvoir". C'est "la mise en marche de Partnership. Peu de blancs peuvent envisager un monde dans lequel ils ne font pas valser les gens de couleur" (Padmore). En fait, on passe à l'association officielle des "gros colons" avec les "élites" soigneusement sélectionnées en Métropole, les "been to". C'est le colonialisme "paternaliste" proprement dit, la "souveraineté" impériale.

L'entre-deux-guerres fut l'époque glorieuse du système, où furent à la mode les "autonomies internes", les "protectorats" et "mandats". Le protectorat, forme "hardie" de l'autonomie, se définit sans ambages comme "l'État protégé", la "Domination sans annexion".

En réalité, la méthode britannique ne fut qu'une voie bâtarde, adaptée aux "colonies blanches" du type Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud. C'est d'ailleurs le Canada qui inaugura le "dominion" (1867). On l'adapta ultérieurement aux Possessions proprement dites, comme technique de *"l'autodétermination par voie constitutionnelle échelonnée, transmettre l'autorité aux leaders élus étant le rempart contre le communisme"*.

La mutation de la Possession à l'Autonomie (Dominion) s'était dessinée, suite au carnage de la Grande Guerre : "Les ressources, la main d'œuvre, les combattants de l'Asie et l'Afrique avaient pesé d'un grand poids sur l'issue de la guerre". "Nous pouvons nous demander avec quelque angoisse ce que nous serions devenus si nous n'avions pas eu cet énorme réservoir (colonial) dans lequel nous avons pu si largement puiser" (H. Simon, ministre des Colonies).

Dès 1912, l'"armée noire" du colonel Mangin avait été décrétée. Sur 164 000 Tirailleurs recrutés au Sénégal et au Soudan, il y eut quelques 25 000 "morts pour la France" sans compter les innombrables "disparus" ; soit probablement 20 % de pertes (Suret-Canale). Cette "chair à canon" coloniale fut largement employée comme troupes "sacrifiées" en 1917, là où les "poilus" français commençaient à refuser de marcher.

Au total, 700 000 hommes, maghrébins, noirs d'Afrique, malgaches et annamites ont fait campagne, outre 240 000 travailleurs mobilisés dans les usines de guerre et

l'agriculture. Les troupes indigènes furent intelligemment utilisées à d'autres tâches : être portées dans d'autres parties de l'Empire que leur lieu d'origine respectif, pour "maintenir dans l'obéissance" les naturels de l'endroit ; et *"les troupes indigènes ont permis la conquête des colonies allemandes d'Afrique"* (G. Hardy).

La Métropole n'eut, en définitive, qu'à se réjouir de sa politique : "les populations soumises et pacifiées demeurèrent admirablement fidèles, se prêtaient de bonne humeur à la collaboration, sont venues au secours de la métropole avec un empressement vraiment émouvant" (G. Hardy).

Il n'y avait eu qu'à faire quelques "promesses" politiques d'exception aux survivants : une citoyenneté personnelle conditionnelle et des emplois réservés. Décidément, la France était très allergique à la formule du Dominion.

3- Les indépendances

C'est la reproduction du salariat moderne, appliqué par le capitalisme à des pays en tant que tels. Cette forme est caractéristique de l'"anticolonialisme" à l'américaine, qui prétend fonder son hégémonie en ne s'appuyant que sur le Dollar et la C.I.A.

La méthode du colonialisme par le moyen de l'"autodétermination" avait été préconisée par Wilson, se prévalant de l'exemple philippin dès 1913, et ouvertement affichée dans les "14 points" de 1918. Elle ne devint pleinement d'actualité qu'à la faveur du second conflit mondial. À ce moment, l'occasion était devenue réellement rêvée d'"aider" les *"peuples dont les liens de fait avec leur métropole avaient été rompus, à la suite de la guerre"* (H. Grimal). Ceci visait avant tout les empires français et anglais, dont les gouvernements se trouvaient simultanément gratifiés du "crédit-bail", en attendant le "plan Marshall". Roosevelt, dès 1941, précise les "buts de guerre" de l'Amérique : il dénonce la *"politique coloniale rétrograde"*, prêche *"l'égalité entre les peuples"*, exige d'*"ouvrir à tous les États l'accès aux matières premières du monde"* (Charte de l'Atlantique). En 1942, le message est réitéré : *"L'ère de l'impérialisme est terminée. Le droit des peuples à l'indépendance doit être reconnu"*. La propagande américaine enfonce le clou : *"Aucune nation n'a le droit de subjuguer d'autres peuples"*, il faut *"abattre les vieilles barrières qui empêchaient la circulation des produits à travers toute la terre"*. Les sauveurs de la Démocratie avaient grand souci de l'après-guerre : *"le gigantesque développement industriel (des U.S.A., dopés par la guerre elle-même) exigerait, le moment venu, des marchés de vente et des fournisseurs de matières premières"* (H. Grimal).

Les événements, depuis la guerre du Vietnam, nous font oublier que la "décolonisation" fut une entreprise essentiellement américaine. Encore en 1956, à propos de la crise de Suez, le secrétaire d'État Dulles proclamait : *"On ne peut attendre des États-Unis qu'ils s'identifient à 100 %* (!) *aux puissances coloniales. Il y a, je l'admets, des divergences d'attitude. Le passage du colonialisme à l'indépendance se poursuivra. La tâche des Nations Unies* (!) *est de veiller à ce que le processus se développe de manière constructive* (!)*, sans processus violent"*. A. Eden confirme le phénomène : *"Les fréquentes divergences sur le colonialisme ont constitué un problème permanent dans*

les relations anglo-américaines". Il y ajoute une splendide définition du colonialisme : *"Le point de vue des États-Unis a tendance à différer du nôtre. Selon eux, il n'y a aucun mal à investir des capitaux et à en retirer des bénéfices substantiels, les sociétés américaines n'ayant aucune responsabilité dans l'administration du pays"*. Et Eden maintient les prétentions de la formule anglaise du "dominion", c'est-à-dire de l'autonomie dans le cadre de la chasse-gardée, ce qu'il présente comme la *"conception fiduciaire des responsabilités de l'Empire britannique envers ses territoires coloniaux"*. Déjà M. Déat, en 1928, caractérisait très bien la technique yankee : *"L'Amérique politiquement absente, mais économiquement partout présente : c'est sa manière à elle de faire de la politique"*.

Quelle aubaine, d'ailleurs, pour l'Amérique suréquipée à la faveur de la guerre, que l'ouverture du marché universel des "jeunes nations", que l'on n'aura à traiter que comme de pures "clientèles" formant des "pays" fictifs ! En tout premier lieu, il faudra fournir l'intégralité de leur équipement "politique", c'est-à-dire les envahir de "conseillers techniques" et de matériel pour constituer des "armées" nationales dont le rôle devra être strictement limité à celui de policiers locaux. Avec cela iront les concessions de bases militaires et la série infinie de "préférences" économiques.

La puissance décisive des capitaux devra seulement s'accompagner de quelques précautions politiques. En premier lieu, il faudrait préconiser le soutien des "indépendances" sous la forme de "royaumes" absolument artificiels, qu'il s'agisse de la représentativité intérieure ou de la délimitation géographique. Il suffit pour cela de cueillir les fruits mûris par les vieilles dominations européennes : découpages "au cordeau" et "évolués" de la veille. Ainsi seront assurées les tensions sociales internes et les rivalités "nationales".

L'autre précaution pour que s'opère une décolonisation "constructive", c'est de bien mener la croisade contre la "subversion communiste". Ceci se fera dans l'esprit du "Réarmement Moral" (M.R.A.) de l'américano-suisse F. Buchman : *"dans les pays qui sont au seuil de l'autonomie, empêcher l'infiltration des communistes à des postes où un loyalisme douteux pourrait être dangereux"*. Le but affiché est grandiloquent : *"Faire de l'Afrique ce que Lincoln a fait de l'Amérique"* ; les moyens sont d'une innocence désarmante : l'aspiration à la "Pureté absolue", l'engagement dans "l'Amour absolu", la pratique de "confesser ses péchés"…

En résumé la "décolonisation" à l'américaine signifiait :

• "Condamner" la colonie d'exploitation, au nom de la tradition "humanitariste" ;

• Comme toute influence "politique" ne peut être évitée, elle doit prendre la forme du "**trusteeship** international". Ce serait *"l'O.N.U. qui aurait à assurer la responsabilité spéciale de tuteur chargé de préparer ces peuples à la liberté" ;*

• On professe la théorie de la seule action des "intérêts" économiques, visant, bien sûr, à "assurer le développement" des contrées arriérées.

La "décolonisation" à l'américaine ne s'est jamais privée de moyens auxiliaires de la plus grande violence, tels que l'organisation de complots, "coups d'État" locaux et même d'opération de "policé" ouvertement menées en déployant la "bannière étoilée". Ceci n'a

jamais été dédaigné pour conforter la *"propagande habile et soigneusement orchestrée à laquelle les institutions démocratiques s'adonnent si librement"* (E. Behr).

"Dès avant la fin de la guerre, considérant que la société nippone risquait fort de se désintégrer si l'on devait abolir le titre d'empereur", Roosevelt se faisait du souci. À la capitulation du fascisme japonais, considérant que "le Japon était en Asie un rempart contre le communisme", MacArthur glorifia "tous les services rendus aux alliés" par Hiro Hito, et les "engagements" américains furent respectés, proscrivant tout "Nuremberg asiatique", ceci étant qualifié d'"inqualifiable et déloyale chasse à l'empereur"... De même, les U.S.A imposèrent la création de l'État du "peuple élu" en Palestine (1948) gagnée par le massacre de Deir Yassin ; en même temps, qu'ils commanditaient l'application de l'"apartheid" en faveur du "Herrenvolk" en Afrique du Sud (1948).

La "décolonisation" s'effectua en deux grandes vagues : en Asie de 1945 à 1954, en Afrique de 1956 à 1963. Après la Guerre d'Algérie et l'indépendance du Ghana de Nkrumah (1957), elle était alors pratiquement achevée. Son point culminant peut être situé à la formation de l'"O.U.A." (Organisation de l'Unité Africaine) en 1963.

———————

Les nations-prolétaires

Le sommet de la “décolonisation” se situe vers 1960. Aujourd’hui, nous en sommes à recueillir les fruits de trente années d’“Indépendances”. Ces fruits ne sont autres que ceux du néo-colonialisme en crise. Au lieu du développement “national”, libéral et civilisateur, tel que l’Europe le connut durant les Temps Modernes, il s’avère que la “décolonisation” a enfanté l’océan des nations pour rire du Sud, proprement le monde des “nations-prolétaires”.

———————

“L’impérialisme de mendiants”

Il nous faut commencer par dissiper une ambiguïté concernant l’expression de “nation prolétaire”. C’est le fascisme italien qui lança la formule. Pour le Duce, il s’agissait simplement de la rancœur d’avoir été exclu du club des Puissances et, par suite, de l’ambition très scabreuse de se tailler un empire méditerranéen, en empiétant sur la chasse-gardée coloniale franco-britannique : Tunisie, Libye, outre l’Albanie.

———————

Au printemps 1914, le ministre des Affaires Étrangères allemand, von Yagow, informait l’ambassadeur de France à Berlin : “Les grandes puissances ont seules la force et les ressources qu’il faut pour la colonisation. Il faut que les petites puissances disparaissent ou gravitent dans l’orbite des grandes”. La Belgique, la Hollande, le Portugal, l’Italie étaient visés. Malgré les promesses contenues dans un traité secret de 1915 avec les Alliés, qu’elle aurait part au butin colonial, l’Italie fut laissée de côté à la fin de la Grande Guerre.

C’est alors que Mussolini prêche la “résistance aux nations riches”, “la guerre des pauvres, des déshérités, des prolétaires”. Et l’Italie se militarise pour arracher sa “place au soleil” impérialiste : “Il nous faut de l’air, de la terre, du charbon, des flots, le droit de nous répandre à travers le monde”. Il défie “les nations ploutocratiques”, “les trois richards qui, à Paris, ont dévoré l’univers”.

Dès l’origine, les chancelleries des Vainqueurs ne s’y trompèrent pas : l’argument “social” de Mussolini ne faisait que couvrir le ressentiment “national” de la Finance de la péninsule. Le seul aspect social de l’opération, c’est qu’à ce moment, les Conseils d’Usine s’étaient emparés de Turin, et la cité industrielle risquait de devenir *“le Pétrograd de la révolution prolétarienne en Italie”* (Gramsci). Sous cet aspect, les Puissances ne pouvaient que montrer, dans un premier temps, une “bienveillance active” pour l’“expérience corporative” du fascisme.

———————

Le fascisme italien fut simplement un “impérialisme de mendiants” (Lénine). Le thème de la “nation-prolétaire” doit être rapporté au contexte de l’accouchement tardif de l’unité nationale italienne. L’unité ne s’est réalisée qu’à la suite de l’écrasement du mouvement libéral-radical de Garibaldi-Mazzini. Elle fut un compromis bâtard entre, la Finance débile du Nord, les gros agrariens “aristocrates” du Sud et des Iles, et le “pouvoir temporel” du Pape, visant exclusivement la mise au pas du cœur même de la nation : les masses de paysans, boutiquiers et salariés. À partir de cette unité réactionnaire, s’explique la fuite en avant menant à l’exaspération “nationale”, sous la forme de revendications frénétiques portant sur les arrières coloniaux des Puissances.

Du même coup se trouve mis en lumière ce qui distingue le fascisme italien du “socialisme national” (nazisme) allemand. Chez Hitler, ce sont les prétentions directement industrielles du Reich qui entrent en conflit avec la Finance “démocratique”.

Ainsi, le nazisme est amené à envisager l'affrontement avec les Métropoles mêmes du monde "libre", et opte pour un "espace vital" continental.

L'expression "nation-prolétaire", appliquée aux peuples du Sud ayant vécu 30 ans de néo-colonialisme, a de toute évidence une signification différente de celle que lui donnaient les harangues de Mussolini.

Le “ménage collectif”

Nous prétendons établir l’enchaînement des points suivants :

1- Le Sud dans son ensemble se trouve dans une condition de soumission à la domination colonialiste de l’Ouest dans son ensemble. Il découle directement de ce fait que le Sud souffre d’un **déni total de droit à l’existence politique**.

2- La forme néo-colonialiste de la domination du Sud par l’Ouest s’exerce essentiellement par la contrainte économique, par l’action de la Finance et au moyen de la Dette, et rend la sujétion politique **à la fois radicale et perverse**, puisqu’elle se développe sous le couvert de la “décolonisation”.

3- Chacun des pays du Sud pris à part a, concernant les populations qu’il renferme, la simple **existence civile d’une famille collective**, géante, occupant une part du territoire qui forme la “campagne du monde”, l’Ouest faisant figure de “ville” collective à son égard.

4- Quant à la forme, chaque famille-peuple du Sud se trouve dans la condition d’autonomie civile de la **famille paysanne de l’Occident décadent**.

5- Quant au contenu, la condition de la famille-peuple du Sud est celle du **ménage pur et simple du salarié à l’Ouest**, exploité par l’oligarchie financière.

6- L’émigration à grande échelle des populations du Sud vers l’Ouest, n’est autre qu’un **exode rural planétaire** des paysans chassés du territoire qu’ils cultivent vers la ville expropriatrice.

1- Modernes et contemporains

L’épanouissement civilisé des Temps Modernes coïncide avec l’établissement et la consolidation du marché mondial. Arrivée à ce point, la civilisation, avec les seuls moyens de l’Argent et de l’État, parvient à forger complètement les conditions matérielles et le besoin spirituel de la constitution ultérieure d’une Nation Humaine unique, sous la forme de la République Sociale Universelle. Cette nécessité historique nouvelle s’affirmait, au sein même de l’ordre civilisé accompli, sous deux formes majeures et polaires, d’une part chez les “peuples policés” eux-mêmes, d’autre part dans les contrées “sauvages” offertes à la “découverte” universelle à ces derniers. Chez les peuples policés, la tendance à la Nation Humaine s’affirmait pour ainsi dire qualitativement, par le besoin créé de la

Coopération générale devant se substituer à l'exploitation de l'homme par l'homme qui cessait d'être progressive. Dans les contrées sauvages, la tendance à la nation Humaine s'affirmait pour ainsi dire quantitativement, par le besoin créé d'une fédération générale des peuples, devant se substituer à l'oppression politique. En effet, l'épanouissement moderne de la civilisation produit des effets complémentaires : d'un côté, les familles de propriétaires privés se ventilent en classes d'exploiteurs et d'exploités également "libres" juridiquement ; de l'autre côté, les patries d'États souverains se ventilent en territoires métropolitains et coloniaux également "indépendants" juridiquement. Le mouvement des Indépendances de la colonisation civilisatrice est illustré abondamment : Union Américaine (1776) ; Grande Colombie de Bolivar (1819) ; indépendance du Pérou de San Martin (1821) ; indépendance de la Grèce (1822) ; insurrection de Varsovie libérant la Pologne (1830) ; l'Égypte affranchie du Sultan par Méhémet-Ali (1841) ; fondation du Libéria (1847).

La crise finale de la civilisation, en 1848, posa de manière aiguë le problème de la succession de l'ordre Moderne et du passage progressif à la Nation Humaine dont il avait créé la nécessité à son insu.

Cependant, les forces préhistoriques coalisées, provisoirement renforcées, par les positions acquises depuis 25 siècles, ne voulurent retenir de l'Argent que l'Exploitation de l'homme par l'homme, et de l'État que l'Oppression politique. Ceci ouvrait l'époque Contemporaine de décadence civilisée qui s'est accentuée jusqu'à nos jours, malgré les mouvements héroïques pour s'en délivrer et constituer des points d'appui de la République sociale Universelle. L'établissement de la démocratie dictatoriale à l'Ouest et de la domination colonialiste au Sud furent les deux expressions saillantes de cette décadence civilisée.

Le néo-colonialisme est la forme ultime de la domination colonialiste exercée par la civilisation décadente contemporaine. C'est cet ordre, entièrement constitué il y a trente ans (1962), qui s'effondre aujourd'hui. Le néo-colonialisme se caractérise par l'"indépendance" accordée aux pays du Sud. De ce fait, les contrées du Sud cessent de se trouver sous la domination coloniale d'une Métropole particulière ; mais c'est pour devenir principalement la proie commune de l'Ouest décadent, par le simple effet de l'emploi de l'arme de la Finance parasitaire. Alors, les pays du Sud, rendus indépendants, sont simplement abandonnés à la violence de ce que l'on persiste à nommer le "marché mondial", alors que depuis 150 ans ledit marché mondial s'est mué toujours plus en pure piraterie mondiale. Finalement, le néo-colonialisme donne à l'Ouest tout entier la position de "ville du monde", tandis que le Sud tout entier apparaît comme la "campagne du monde".

La polarisation actuelle du genre humain, en une métropole unique représentée par l'Ouest décadent, et en une colonie unique représentée par les pays du Sud néo-colonisés, indique que la vieille tendance moderne vers une Nation Humaine unique, sous la forme de l'exigence d'une Fédération générale progressive, s'affirme aujourd'hui violemment, dans les conditions barbares de la décadence civilisée.

2- Domination collective

À toutes les époques de domination colonialiste que connut l'ère civilisée, le trait distinctif commun est que la relation entre Métropole et Colonie est purement et simplement assimilée à celle existant entre Humanité et Nature. Ainsi, la Colonie est-elle conçue comme unité naturelle Territoire-Population, le territoire occupant l'aspect principal dans cette unité de deux contraires.

• Au territoire, qui se trouve sous la puissance politique totale de la métropole, il n'est accordé aucune "souveraineté" propre. Il est envisagé comme un fragment de la nature "vierge", virtuellement "inhabité", renfermant essentiellement des richesses agricoles-minières "vacantes", n'ayant aucun propriétaire privé connu.

• La Population, formée de "naturels", est jugée comme occupant le pays de façon tout à fait contingente, ce dernier pouvant aussi bien avoir été un "désert". S'il se trouve que le territoire est "habité", le pays se trouve simplement devoir être "pacifié", et les "peuplades" devoir être amenées à se soumettre.

Entre le maître métropolitain du territoire et les "indigènes" vus comme des "sauvages", il n'est envisagé aucune sorte de "prestations réciproques" possibles, même pas celles existant entre maîtres et esclaves en terre "civilisée", où l'esclave fait l'objet d'un investissement, et où la ration distribuée aux "instruments parlants" fait l'objet d'un calcul de rentabilité. Dans le cadre de la domination colonialiste, il en va tout autrement, le "droit de conquête" pur étant la règle. D'une part, s'emparer des ressources naturelles du territoire est l'essentiel. D'autre part, s'il se trouve que le territoire de la colonie est habité, l'on est amené à tirer parti de cette population, en lui faisant la charité de la pacotille et du rebut des moyens de consommation de la métropole, et en l'enrôlant dans le travail forcé direct ; mais ces deux opérations ne se présentent en aucune façon sous le jour de prestations réciproques, elles sont le simple fait de l'arbitraire du colon décadent, sans lien entre elles. Dans ce cas, les indigènes soumis ne sont même pas vus comme des instruments parlants ; leur sort est seulement comparable à celui de ces singes qui, selon le récit de Philostrate, se dressaient eux-mêmes par imitation à récolter le poivre pour les Hindous, et qu'il fallait simplement protéger avec des chiens, contre les attaques des lions avides de la chair des macaques comme médicament souverain (Apollonius de Tyane). Dans l'antiquité, les esclaves procurés par les rafles accompagnant les guerres étrangères connurent cette condition et formèrent un complément socialement délétère à l'esclavage fondé sur la plèbe asservie pour dettes.

Relativement à la domination colonialiste contemporaine et sa forme extrême qui est le néo-colonialisme frappant les pays du Sud, il ne faut surtout pas se laisser leurrer par les mots d'"État" ou de "Nation". Le caractère "collectif" de la domination qui s'exerce sur chaque territoire rassemblant des communautés autochtones ne se rattache ni de près ni de loin à l'existence d'un État quelconque au sens que la langue civilisée donne à ce mot, et encore moins à l'État moderne qui se nomme Nation. Vis-à-vis de l'Ouest dominant, et à l'inverse de ce qui se passe au sein de ce dernier, le Sud dominé vaut principalement

comme Territoire qui entre “naturellement” dans son domaine, et les populations groupées en chacun des pays du Sud ne peuvent être considérées que comme une Famille collective agglomérée en un district de ce territoire général. C’est seulement à l’égard des uns et des autres, en tant que familles collectives séparées, que les pays du Sud se considèrent illusoirement comme des États.

La colonisation civilisatrice européenne, précédant 1850, a seulement pu accélérer, en certains endroits, la tendance préexistante à fondre les communautés locales pour entreprendre la formation d’un État Rural autonome et à se détacher ainsi d’un empire rural décadent, tel que l’empire turc. Face à la civilisation européenne épanouie, ce processus échoua cependant en général. Méhémet-Ali lui-même, fort du passé égyptien, ne put réussir en définitive. Abd el-Kader, en Algérie, échoua totalement, pris dans des contradictions trop fortes : d’une part le vestige d’autorité nominale du Sultan avec, à l’opposé, l’action vigoureuse engagé par l’Angleterre et la France pour assurer le commerce méditerranéen ; d’autre part, la domination locale des janissaires répartis en quatre beyliks, sous la prééminence du Dey d’Alger et, à l’opposé, l’hégémonie religieuse du Sultan du Maroc ; enfin, les divisions internes entre colonies de Kolouglis et tribus Makhzen alliées de la milice, et tribus arabes et kabyles incontrôlées.

Résumons-nous :

Jamais la domination colonialiste n’a atteint le degré de brutalité impitoyable qu’on lui connaît depuis la fameuse “décolonisation”. Or, les officiels de tous bords, et les pleutres des “oppositions démocratiques” des pays du Sud au premier rang, font les autruches et jouent la comédie des “indépendances nationales”, de l’aide au Tiers-Monde, du développement, et tutti quanti.

En fait, les “indépendances” n’ont rien à voir avec une évolution “nationale” quelconque, et même pas avec une évolution étatique au sens civilisé général. Elles ne sont que la forme extrême de l’exploitation de la campagne par la ville, avec cette seule différence que chaque pays du Sud fait figure, vis-à-vis de l’Ouest décadent, d’un seul lopin rural, renfermant une famille paysanne collective.

Pour les populations du Sud, les espoirs d’évolution étatique ou nationale n’ont existé que jusque vers 1850, lorsque la colonisation civilisatrice était une réalité. Cet espoir prenait la forme des colonies de “peuplement” européennes, suivies par une “assimilation” des populations autochtones. Et la suite de ce “bouturage” civilisé était le détachement ultérieur de la nation nouvelle de la métropole initiale.

Cette voie civilisée fut proscrite avec la crise et la décadence de l’Ouest. Dès lors, il ne fut plus question que de la domination unilatérale de simples Territoires ruraux offerts au pillage des métropoles de l’Ouest. Les “indépendances” finales indiquent seulement que la “contrainte extra-économique” marginale sur les occupants de ces territoires, les opérations de “pacification”, sont devenues théoriquement sans objet, l’action spontanée de la Finance suffisant désormais pour opérer une razzia à grande échelle et accélérée des richesses naturelles du Sud.

———————

Le simple éventail de Familles collectives que constituent les populations occupant chaque pays du Sud doit être analysé plus précisément. Pour cela nous retiendrons deux choses :

• C'est le sort, élevé à l'échelle collective, des familles d'exploités de l'occident décadent, qui est fait à chaque peuple occupant un pays séparé du Sud ;

• La famille d'exploités de l'Ouest qui sert de modèle à la condition qui est faite à tout un peuple au Sud, est celle du "petit paysan" de la décadence ; celui-ci est en principe, juridiquement, "autonome", mais en fait, économiquement, ne peut jouir de son autonomie que pour s'exploiter lui-même, parfois plus sévèrement que ne l'est le salarié de la décadence, lequel ne détient plus, de la réalité familiale, que les débris du ménage pur et simple. Voyons cela.

3- L'autonomie collective du paysan

Quant à la forme, les paysans de l'Ouest sont "à leur compte", dans le cadre de la propriété familiale. Ils sont donc "autonomes" dans la nation, comme les pays "décolonisés" sont "indépendants" au sein du marché mondial. Bref, juridiquement le paysan parcellaire est "son maître" de même que, juridiquement, le pays du Sud est "souverain".

Concernant la question de l'"autonomie" du petit propriétaire, il faut bien voir, tout d'abord, qu'elle ne se pose que dans le contexte de l'ère civilisée, où l'économie unit et oppose à la fois Propriété et Exploitation. Ainsi, par exemple, capitalistes et salariés sont tous également propriétaires, les uns des moyens de production, les autres de leur force de travail. Mais cela montre, du même coup, que la propriété privée est indissociable de la polarisation en exploiteurs et exploités. Et si la propriété est assimilée à la "justice" (le salarié vend sa force de travail à sa valeur), l'exploitation met en relief l'"iniquité" dont est pétrie cette justice (le capitaliste extorque la plus-value créée par le salarié). Ceci dit, la société civilisée connaît nécessairement une classe intermédiaire de petits propriétaires, à la fois autonomes et travaillant de leurs mains, qui appartiennent évidemment à l'ordre général divisé en classes, mais qui, voyant midi à leur clocher, fantasment inévitablement sur un ordre général où la Propriété existerait "sans" l'Exploitation, qui ne serait constitué que de familles autonomes ni-exploiteuses/ni-exploitées. Cette illusion idéologique de "petit-bourgeois", qui fut avant tout celle du paysan durant l'ère civilisée, n'eut pas du tout le même caractère et la même fonction lors du développement général progressif de la civilisation, et lors des décadences intercalaires de l'ère civilisée.

• Le progrès civilisé tirait un parti révolutionnaire de l'illusion du petit propriétaire. Alors, il y avait une réelle unité des deux antagoniques, la Propriété et l'Exploitation. L'unité était garantie par le fait que la Propriété privée constituait la base du système qu'elle formait avec l'Exploitation. Et la vérification de l'unité du système se trouvait dans le développement des forces productives, spirituelles et matérielles qui en était le produit. L'illusion idéologique du petit propriétaire était elle-même subversive, puisqu'à chaque fois qu'il devenait urgent de perfectionner le mode d'exploitation – et donc la sévérité de

l'inéquité – la masse des petits propriétaires se mobilisait pour perfectionner la forme de la propriété privée, persuadée que ce perfectionnement apporterait le règne de la justice. Les "Égaux" et le "communisme grossier" de Babeuf en restaient encore à ce point de vue paysan. Proudhon encore dans les années 1840, réclamant le "crédit gratuit" par une "Banque du Peuple", n'envisageait qu'un ordre social constitué selon les vœux du compagnon artisan "autonome".

• La décadence civilisée présente l'illusion du petit propriétaire sous un nouveau jour. Dans ces conditions, la Propriété ne constitue plus le fondement, mais seulement le prétexte de l'Exploitation, qui devient l'aspect principal du système. L'unité entre Exploitation et Propriété disparaît et la relation entre les deux devient purement manichéenne, ce qui fait intervenir l'oppression politique, la force de l'État, comme élément essentiel du système. Et l'antagonisme simple Exploitation/Propriété n'a pour produit principal que le développement des forces destructives, matérielles et spirituelles.

Dans les conditions présentes de la décadence finale de la civilisation, il est judicieux de reprendre l'analyse que fait Marx de l'évolution de la "propriété paysanne" de 1848 à 1871 (*La Guerre civile en France*). Il déclare : *"La propriété paysanne a depuis longtemps disparu, dépassé le stade normal qui correspondait aux besoins économiques de la société"*. Ensuite il présente le catalogue des puissances conjuguées qui rongent et rendent totalement fictive "l'autonomie" de la famille paysanne au sein du pays décadent. Il est assez facile de mettre en parallèle les puissances qui, à l'échelle mondiale cette fois, minent et rendent totalement nominale "l'indépendance" des pays du Sud.

Concurrence de la grande culture capitaliste ;	**Agro-industrie de l'Ouest ;**
Usuriers de la ville, dette hypothécaire ;	**Banques multinationales, Dette du Tiers-Monde ;**
Visées expropriatrices des propriétaires fonciers sur la parcelle des paysans ;	**Visées des trusts miniers et "majors" pétroliers sur les gisements et plantations, par les concessions, accords de "partage de production", de "partenariat" ;**
Corps judiciaire parasite : notaires, huissiers, etc.	**Injonctions du F.M.I., de la Banque mondiale, etc.**
Avidité du percepteur pour nourrir l'appareil monstrueux de l'État ;	**Contributions aux Organisations internationales, factures des nuées d'"experts" et "conseillers techniques" ;**
Gouvernement de gendarmes ; Impôt du sang (conscription) ;	**Fardeau des achats d'armes, bases militaires ; Menaces d'embargo ; O.N.U. ;**
Action hostile de l'agronomie et de la science ;	**Violence ressentie de la "technologie" occidentale ;**
Abêtissement par le curé (et l'instruction civique chauvine laïque).	**Intoxication par les "valeurs" de la prétendue civilisation, Universités de l'Ouest et les missions type "Réarmement moral".**

Dans l'Occident agonisant, la démagogie n'a jamais cessé à l'égard de la propriété paysanne familiale ; on présente celle-ci comme menacée par les salariés des villes désignés comme "Partageux", alors même que la Ploutocratie démocratique dévore chaque jour l'entreprise personnelle. C'est que, disait Marx, *"le Parti de l'Ordre redoute encore plus que l'émancipation du prolétariat urbain, l'émancipation du paysan"* représentant le grand nombre en 1871. Aujourd'hui, ce que redoute le plus l'Ouest décadent, c'est l'émancipation du Sud. Marx ajoutait : *"Ce qui sépare le paysan du salarié, ce ne sont plus des intérêts, ce sont des préjugés. La Commune avait parfaitement raison en disant aux paysans : notre victoire est votre seule espérance"*. Aujourd'hui, les salariés de l'Ouest démoralisés feraient bien de voir que ce qui les sépare du Tiers-Monde, ce sont des préjugés, et que la victoire de ce dernier est sa seule espérance.

Résumons-nous :

C'est comme une famille géante de paysans de la décadence occidentale que la population, occupant le territoire de chaque pays du Sud, est considérée par l'Ouest dominant. Avec quelque décalage, et sous forme collective, les peuples néo-colonisés du Sud subissent ce qu'ont connu, à l'Ouest, les paysans parcellaires depuis 1850 et, de façon accélérée, depuis 1950. Seule l'autonomie formelle du paysan, par rapport au salarié qui est ouvertement dépendant de son employeur, associée au caractère collectif de cette condition paysanne, justifie le malentendu entretenu sur l'existence des "nations" du Sud. En fait, le Sud dans son ensemble n'occupe que la position de "campagne du monde", dont l'Ouest est le maître véritable, ayant aboli chez lui également toute réalité nationale.

Ce qui consacre totalement l'illusion "nationale" des pays du Sud c'est, outre la délimitation territoriale occupée par une famille paysanne géante, l'existence d'une superstructure d'essence policière, que l'on appelle faussement un État. Il ne s'agit là, en réalité, que d'une autorité du type de nos "préfets", à laquelle on doit donner les moyens d'une armée, du fait du caractère collectif de la "famille" qu'il est nécessaire de tenir en respect.

La condition de décadence du paysan occupant le pays du Sud fait qu'il s'agit de tout autre chose que du "fermier" prospère d'Arthur Young ! C'est au contraire au paysan de la décadence occidentale que le peuple du Sud s'apparente, contraint de s'exploiter lui-même à l'extrême sous prétexte qu'il est autonome. De même que notre paysan parcellaire d'après 1850, le paysan collectif des pays du Sud *"souffre, sous prétexte qu'il est propriétaire, de l'oppression, de la peine et de la misère"* (Marx).

Le caractère collectif de l'oppression paysanne dans les pays du Sud aggrave évidemment violemment les conditions de ce paysan relativement à celui de l'Ouest. Politiquement, c'est de ce caractère collectif que découlent directement et nécessairement les situations de "régime militaire" et de "parti unique" dont les pays du Sud donnent le spectacle.

4- Le ménage collectif du salarié

Quant au fond, l'autonomie de la condition du paysan collectif de chaque pays du Sud, que l'on assimile abusivement à une existence "nationale", est totalement illusoire. Si, juridiquement, le pays du Sud est "souverain", économiquement, la population occupant ce pays est intégralement expropriée du fruit de son travail par la Ploutocratie cosmopolite, au même titre que la masse salariée de chaque puissance de l'Ouest l'est par son oligarchie locale.

Précisons bien les choses. Si l'on met à part l'"indépendance" formelle de la condition du paysan de la décadence civilisée, le contenu de sa condition est celui du salarié exploité ; mais cette exploitation n'est pas celle du salariat civilisateur, il s'agit de l'exploitation salariale sous la forme qu'elle revêt depuis la décadence civilisée. Précisons ce point. Dans les États civilisés, jamais les exploités n'ont formé de Famille à l'état complet, leurs ménages n'ayant pas la maîtrise de l'entreprise, maîtrise qui constituait l'attribut déterminant de la famille complète. Ainsi les ménages d'exploités se trouvaient-ils, indirectement, relever de la famille de l'exploiteur, laquelle se trouvait complète par le fait que son ménage s'appuyait sur la maîtrise de l'entreprise privée. L'absence de famille complète chez les exploités faisait aussi la supériorité de ceux-ci, dans le sens où chez eux l'élément humain était bien obligé de l'emporter sur l'élément matériel, alors que chez les exploiteurs, le ménage était totalement subordonné à la préservation du "bien" privé représenté par l'entreprise.

Seulement tant que la civilisation restait progressive, c'est-à-dire tant que l'exploitation de l'homme gardait une justification historique, l'exploité possédait néanmoins formellement une famille, en tant qu'il était intéressé à l'existence de l'entreprise dont il n'était pas le maître. En effet, dans sa condition même d'exploité, il recevait une contrepartie réellement civilisatrice : d'abord, il participait de manière décisive à l'effort général qui s'exprimait dans l'accroissement de la puissance des hommes sur la nature ; ensuite, il développait par l'entreprise privée son initiative consacrée à assurer sa survie ; enfin, il se trouvait partie prenante du mouvement social exercé par le réseau d'entreprises formant un seul État et s'épanchant en un rayonnement humaniste général à l'extérieur. De même, l'entrepreneur réellement civilisé, quoique asservi par sa propriété privée matérielle, assurait formellement un rôle humaniste, du fait de sa responsabilité dans l'entreprise, qui mettait en jeu le sort de son propre ménage et, avec ce dernier, le sort des ménages d'exploités se trouvant sous sa dépendance.

Cette situation civilisée des Familles privées prit une forme radicale à l'époque moderne d'épanouissement de la propriété privée, s'exprimant dans une différenciation achevée des entreprises et des ménages, associée à la polarisation des ménages en ménages de capitalistes et ménages de salariés. Le rôle intensément civilisateur de l'étape moderne est fondamentalement lié à cette simplification de la propriété privée qui lui est inhérente. La conséquence directe de la nette polarisation de la société civile moderne en familles privées de capitalistes et de salariés est que la puissance publique se différencie nettement, de son côté, de la société civile et prend la forme simple de la monarchie parlementaire. C'est cet ensemble, intégrant les éléments spirituels et affectifs qui lui sont

inhérents (religion-science, mystique-art), qui constitue la Nation Humaniste, caractéristique de l'époque civilisée suprême, celle des Temps Modernes.

Avec la décadence Contemporaine qui fit suite à la crise de 1848 de la société Moderne, les choses changent du tout au tout. Il n'est plus du tout question de Nation Humaniste, et à l'Ouest encore moins qu'au Sud. Alors, aux capitalistes se substitue une Oligarchie de ménages parasitaires des entreprises placées sous le signe du monopolisme ; et aux salariés proprement dits se substitue une "foule solitaire" de "ménages" purs, n'ayant absolument aucun lien avec l'entreprise devenue pour eux une simple caserne, et donc dépouillés de la possession, même formelle, d'une famille complète. Cette situation proprement manichéenne de la société civile, scindée en ménages de purs parasites et ménages soumis au pur travail forcé, que l'entreprise exclut absolument les uns des autres au lieu de les relier, cette situation appelle nécessairement une puissance publique dominatrice, un régime de démocratie dictatoriale, chargée de maintenir ensemble les éléments civils de force, comme on cercle de fer un tonneau. La perfidie sadique du système veut que les masses salariées, interdites de toute expression de leur citoyenneté civile propre, soient appelées à venir encenser leur déchéance forcée en apportant leurs "suffrages" politiques à tel ou tel clan de la ploutocratie régnante qui les méprise d'autant plus. Tel est le véritable sens du passage du libéralisme moderne à la "démocratie" contemporaine. La vieille Nation humaniste ayant perdu toute substance, il n'en reste que la coquille vide, qui se réduit à un État militariste, maître d'un Territoire dont la population est livrée à une mafia jouissant de l'impunité.

C'est à cette condition des salariés de la décadence civilisée à l'Ouest que se rattache la condition d'exploités dont sont frappés les peuples du Sud de façon collective. La différence est que le "ménage géant" qui occupe le territoire de chaque pays du Sud est moins "exploité" que contraint d'aider à exploiter les richesses naturelles du pays, territoire qui est dans son entier grevé d'une "dette hypothécaire qui pèse comme un cauchemar".

La forme collective du "ménage" que constitue le peuple du Sud aggrave violemment sa condition de pur exploité. D'où, économiquement, les famines et maladies qui désolent les pays du Sud.

À notre époque de décadence civilisée aiguë, où les masses salariées de l'Ouest sont placées sous le joug de la démocratie dictatoriale, tandis que les peuples du Sud sont écrasés par le néo-colonialisme, la solidarité des conditions respectives, quant à leur contenu, est devenue des plus étroites. Certes, ces deux pôles du monde contemporain à l'agonie sont en relation contradictoire, les salariés souffrant principalement de la misère morale inhérente à l'insécurité chronique, et les colonisés souffrant principalement de la misère physique inhérente à l'indigence galopante. Cependant, cette contradiction est fondamentalement congénère : des deux côtés l'ennemi est le même, la Ploutocratie mondiale ; chacun est frappé d'un bannissement social qui remonte à la même crise finale de la civilisation de 1850 ; la dégradation de la situation des uns se répercute directement sur les autres et leur perspective de salut est commune. Il n'est pas, en fait, d'issue pour l'humanité si la solidarité profonde entre les Esclaves de l'Ouest et les Barbares du Sud n'est pas cultivée intensément et de façon révolutionnaire.

———————

La bourgeoisie nationale

Un point assez important intervient ici. Dans les pays du Sud, sous le joug du néo-colonialisme, si l'on s'en tient à la situation générale, sans entrer dans l'examen des situations particulières, il n'est pas sérieux de parler de l'existence d'une "bourgeoisie nationale". Ceci est la raison essentielle pour laquelle les tentatives pour s'inspirer de l'expérience chinoise, largement diffusée à partir du Grand Débat International de 1963 – Analyse de classes, Démocratie Nouvelle et "encerclement des villes par les campagnes" –, n'ont finalement rien donné. L'absence fondamentale de bourgeoisie nationale au Sud est précisément la raison de la domination coloniale de cette région depuis 1850.

Quand le Parti Vietnamien disait qu'en Indochine, *"la classe ouvrière a vu le jour avant la bourgeoisie"* et *"la bourgeoisie tard venue est économiquement et politiquement faible"* (Hanoi – 1970), cela ne décrivait encore qu'une situation intermédiaire. Au Sud proprement dit, ne purent réellement apparaître que des embryons de bourgeoisie nationale, étiolés et corrompus par la domination coloniale elle-même. Mis à part des individualités méritant cette appellation, en tant que classe sociale, l'on ne trouve que des "rudiments" atrophiés, semblables à ces organes ataviques que l'homme conserve de ses ancêtres mammifères, sans en avoir aucun usage : une partie caudale résorbée dans le coccyx, les muscles auriculaires permettant de remuer le pavillon de l'oreille, l'appendice vermiculaire du cæcum, ou la préhensibilité du pied…

Ce n'est pas la couche des professions libérales et fonctionnaires (médecins, avocats, sous-officiers…), non pas née du développement propre des communautés locales pour se constituer en État, mais des besoins contradictoires de la domination colonialiste, qui peut tenir lieu de bourgeoisie nationale. Qui dit bourgeoisie nationale, dit entrepreneurs capitalistes civilisateurs. Il ne faut pas tout confondre sous le nom de "bourgeoisie" !

En revanche, il existe dans les pays du Sud une bourgeoisie "comprador", agréée par les "instances internationales", et qui se trouve à la tête de la "nation". Le rôle qui incombe à la bourgeoisie comprador est celui de courtier autochtone des richesses naturelles du pays, produits de base et main-d'œuvre. Elle se doit également de tenir en respect la population : sous-salariés des plantations et des mines, villageois paysans et parentèles d'employés des villes, amas d'"exclus" des bidonvilles.

La bourgeoisie comprador est elle-même divisée sur le mode de bradage des richesses naturelles, en une "droite" et une "gauche", une catégorie penchant vers le "marché" et l'autre vers le "plan". Il ne manque jamais non plus tel ou tel "colonel" dont les sympathies sont acquises à une "place financière" précise, tandis que l'état-major de l'armée d'opérette en place se flatte de maintenir d'autres relations "privilégiées". Quelque colonel ambitieux est toujours utilement tenu en réserve même par la métropole en position avantagée, pour faire face à toute surprise : intrigue des rivaux, violent désaveu populaire, trahison du protégé… Alors, un "pronunciamento" à la tchadienne peut s'imposer. D'ailleurs, les "pères de la nation" de carton, bien que follement

“humanistes”, en arrivent toujours à avouer qu’ils préfèrent “l’injustice” de l’état de siège au “désordre”.

Le néo-colonialisme ajoute, à l’illusion juridique des “indépendances”, la confusion qu’entraîne le fait que les P.V.D. (pays en voie de développement) comportent des extrêmes qui masquent leur condition de prolétarisation collective fondamentale : d’une part ce sont les N.P.I. (nouveaux pays industrialisés), présentés comme “vitrine” du Tiers-Monde, d’autre part ce sont les P.M.A. (pays les moins avancés), pays irrémédiablement insolvables, qui passent pour les “laissés-pour-compte” du développement. Il y a même les “nations” créées de toutes pièces par l’Ouest, pour des raisons strictement stratégiques, tels les Émirats ou Israël. Ici l’on atteint une situation réellement surréaliste et macabre à la fois, et l’on apprend, par exemple, que le sultan (!) du Brunei est “l’un des hommes les plus riches du monde”…

Les syndicats domestiqués de l’Occident jouent la comédie des “négociations” entre “partenaires sociaux”, s’affichent comme “représentatifs” des travailleurs, leur servilité devenant l’indice de leur “attitude responsable”. De même, les “élites dirigeantes” des pays du Sud pratiquent sans vergogne la “collaboration de classes” collective au niveau des “instances internationales” et autres “cartels par produit”. Ainsi, les “quislings” (marionnettes) des nations du Sud, couronnées ou non, tiennent le rôle, sur l’échiquier mondial, des chefs syndicaux “jaunes”, “apolitiques” ou de “gauche”, sur la scène de chaque pays riche. La corruption syndicale entraîne avec elle la division chronique des rangs des salariés, par la concurrence de deux bureaucraties, l’une “planiste”, l’autre “co-gestionnaire”. La même chose se présente au niveau des bourgeoisies compradores du Sud : d’un côté sont les “Pinochet” inspirés par les “Chicagoboys”, de l’autre sont les “Karmal” (afghan), sponsorisés par une Nomenklatura “internationaliste”.

En résumé, les pays du Sud ne répondent en aucune façon à la définition, non pas même d’une Nation moderne, mais simplement d’un État civilisé au sens large, de l’élémentaire Cité antique esclavagiste. À aucun point de vue on n’a l’image d’une organisation sociale civilisée : *“société politique constituée par des groupements territoriaux organisés en État”* (Engels). Ce que l’on a, sous le nom de “nations indépendantes”, ce sont de simples circonscriptions administratives, aux frontières découpées “au cordeau”, datant de l’époque des Possessions simples, fruits des intérêts stratégiques des Puissances et de l’équilibre de leurs rivalités. Et ces territoires, accidentellement peuplés, ne sont indépendants qu’en tant qu’ils sont livrés à tous les vents de la Finance occidentale.

La forme nationale illusoire mise à part, la population des pays du Sud forme un “ménage collectif” relativement au ménage privé du salarié “démocratisé” de l’Ouest, et la caste parasitaire qui domine ces ménages collectifs réunis est également collective : c’est la réunion de tous les parasites qui règnent sur l’Ouest décadent.

Quant à leur base économique, les pays du Sud sont essentiellement prisonniers de la Finance concentrée à l’Ouest, et leur bourgeoisie comprador est récompensée par la perception d’une “rente foncière absolue”, qui est la forme collective du salaire, dont le plus clair équipe les “armées” nationales, le reste refluant dans les paradis fiscaux de l’Ouest.

Quant à la superstructure politique, les pays du Sud se voient concéder la faculté de hisser un drapeau, qui n'est que la forme collective du privilège donné aux salariés des pays "nantis" décadents de posséder une "carte d'électeur"…

Ainsi, de la "décolonisation" sont issues les nations avortées du Sud, simple forme collective donnée au ménage salarié de l'Ouest, auxquelles donc s'applique rigoureusement l'appellation de "nations-prolétaires".

———————

L'immigration

Les ravages effroyables du néo-colonialisme, après seulement 30 ans d'existence, font que les "indépendances", même nominales, et en fait purement civiles, des familles collectives occupant les pays du Sud, ne peuvent même pas durer.

À l'Ouest, la prolétarisation achevée des paysans fut massivement l'issue de l'autonomie familiale, expropriation initiée dès 1848, et accélérée depuis 1945. Nos paysans indépendants se sont défendus pied à pied contre cette destinée, en acceptant même une déchéance matérielle moyenâgeuse, les vieux supportant des conditions d'existence inférieures même à celle de bien des salariés des villes pour rester indépendants jusqu'au bout.

Les perspectives de nos paysans expropriés furent dans l'ordre :

• Tout d'abord, la formation d'un "prolétariat foncier", c'est-à-dire l'embauche, sur place, dans de grandes exploitations agricoles capitalistes ;

• Ensuite, appartenant eux-mêmes à l'Ouest dominant, il y eut l'exutoire de la domination coloniale elle-même, sous forme de fuite dans la Légion étrangère et autres troupes coloniales. Ce moyen de purger la métropole d'une portion de fiers paysans, fut providentiellement complété par les grandes saignées des guerres mondiales, dont la paysannerie paya le tribut essentiel ;

• Enfin, le reliquat de la paysannerie expropriée dut se résoudre à l'exode rural. Cette absorption sur les chaînes de montage de l'industrie occidentale était également rendue possible par la domination militariste et colonialiste des grandes puissances de l'Ouest.

Ce processus de destruction de la paysannerie de l'Ouest, relativement privilégiée, n'empêcha pas qu'il soit placé sous l'empire de la loi pénale, "conservatrice de l'ordre social", traquant le "vagabondage", amalgamé à la "mendicité" et aux "associations de malfaiteurs". "Le vagabondage est délit", dit le code pénal (art. 269). Est jugé "vagabond", ou "gens sans aveu", quiconque se trouve "sans domicile, moyens de subsistance et exercice habituel d'un métier". Le vagabondage, même accompagné d'aucun délit explicite, est considéré en soi comme immoral, preuve de fainéantise et de corruption personnelle. Il peut être frappé de six mois de prison et dix ans de surveillance de haute police ; la peine est ramenée, si le vagabond a moins de 16 ans, à une surveillance de haute police jusqu'à 21 ans… sauf engagement dans l'armée ! Notez que le paysan exproprié vagabond possède la nationalité française et est déclaré "citoyen" !

Au Sud, l'expropriation des peuples néo-colonisés prend la forme d'un ouragan social sans précédent dans l'histoire, qui déchire tout à fait le dernier voile de l'"indépendance" nationale. En vérité, le peuple du Sud exproprié n'est pas même "dénationalisé", puisque sa nation ne fut jamais qu'un mensonge ; il est simplement chassé de son territoire formant la "campagne du monde" qui n'a cessé d'être dominé par l'Ouest décadent.

• Le premier débouché, consacrant le sacrifice de leur indépendance territoriale, auquel les populations du Sud se trouvent contraintes, c'est l'absorption d'une étroite frange de la

population autochtone par quelques filiales étrangères installées dans le pays, ou par quelques autres établissements pour touristes occidentaux, dans des conditions humiliantes et ultra-précaires ;

• L'éviction territoriale massive prend ensuite la forme de la multitude des bidonvilles qui prolifèrent dans le pays d'origine même, auxquels s'ajoutent les innombrables "camps de réfugiés" qui apparaissent dans la campagne du monde. Cette issue est simplement celle de la mort organisée, illustrée par les famines du Sahel, de l'Éthiopie, du Bengladesh, et les maladies endémiques qui en sont l'accompagnement. Ces génocides se substituent avantageusement aux guerres de tranchées qui ont décimé nos paysans…

• Enfin, il y a le vaste mouvement d'"exode rural" planétaire qui porte les populations de la campagne du monde du Sud vers la ville du monde représentée par l'Ouest. Cette Émigration planétaire est la reproduction, à grande échelle et avec retard, de l'exode rural qui a frappé les paysanneries des pays de l'Ouest, tout spécialement depuis le dernier après-guerre.

L'émigration planétaire actuelle, qui ne peut qu'aller en s'accentuant, est tout l'opposé, bien sûr, du mouvement qui porta les glorieux "découvreurs" européens à aller établir "outre-mer" des factoreries, comptoirs, échelles et établissements consulaires : les Jacques Cartier et autres Bougainville…

Malgré la politique du "bunker" adoptée par l'Ouest décadent, destinée à faire barrage à l'Émigration, à cet exode rural mondial qu'il a lui-même provoqué et qui l'effraye, sans pour autant renoncer à l'organiser savamment dans des proportions déterminées, le mouvement déferle irrésistiblement.

Arrivés à l'Ouest, les néo-colonisés frappés d'éviction territoriale découvrent le "luxe" occidental. Ici les attendent : l'abjection du racisme, la menace du sadisme policier, et les rigueurs de la "carte de séjour" qui les exposent à tous les rackets et provocations qui sont attachés à l'activité des prostituées professionnelles. En contrepartie de ces affronts permanents, les émigrés reçoivent le droit de s'entasser entre frères dans un quelconque galetas, d'obtenir un emploi aléatoire, dangereux ou sordide, souvent dans une "clandestinité" soigneusement organisée par des "trafiquants de main-d'œuvre" opérant sous l'autorité bienveillante de la puissance publique. Séparés de femmes et enfants, vieillis avant l'âge, nombre d'entre eux aboutissent, après de longs stages dans les "foyers", dans les "cités de transit" qui précèdent l'"expulsion" fatidique.

Malgré cela, les clowns qui gouvernent l'Occident ne sont pas gênés de commémorer la prise de la Bastille et de claironner que la France est "la patrie des droits de l'homme et terre d'asile". Les porte-parole de la ploutocratie déclarent d'ailleurs sans vergogne, quoique par euphémisme, que *"même aux droits naturels qui sont reconnus à tout homme, des limites particulières sont apportées"* concernant les émigrés : la libre communication des pensées, la liberté de circuler, et tout le reste. C'est sans aucune pudeur que l'on parle d'un "infra-droit" s'appliquant aux émigrés, cette expression savante désignant simplement l'arbitraire administratif, le simple régime des commissaires de la République, des préfets, des milices privées, et des "petits blancs" démangés par la répression du "délit de faciès". Pour avaliser tout cela, on se réfère au Code Civil, qui évoque les mesures "de police et de sûreté" (art. 3), le recours vague et

effrayant à "l'intérêt de l'ordre public" et à la réglementation préétablie visant les "cas d'urgence absolue" ! ! En fait, tout cet édifice pseudo-juridique, parasitaire au point de nourrir même une "action associative" proliférante, qui s'enlise dans la boue de la "maîtrise des flux migratoires", les "seuils" et "quotas", la "préférence nationale", le "refus d'une France composite" et le "droit au retour", ce triste amoncellement décadent n'aboutit qu'à une vaste incitation à des pogromes à une échelle que même la Russie tsariste n'a jamais connue.

Selon les seuls critères civilisés du passé, la moindre des choses, l'obligation élémentaire, pour les peuples de l'Ouest est de contraindre la Ploutocratie dominante, elle-même cosmopolite et apatride, à lever tous les obstacles sans exception à l'immigration des populations du Sud, pour le moins à l'égard des populations des anciens Empires coloniaux respectifs. En tout cas, c'est le premier devoir qui s'impose aux communistes et aux Salariés conscients de l'Ouest, que d'obtenir cette simple faculté de déplacement des paysans vers la ville.

Le prétendu problème des immigrés à l'Ouest est le maillon à saisir pour y entreprendre la lutte pour la République Sociale Universelle. Il s'associe à l'autre tâche de premier plan, proprement interne, concernant le prétendu problème de "l'insécurité", qui n'est que celui d'enrayer la lèpre policière envahissant l'Occident, obstacle décisif au développement de la citoyenneté sociale. C'est à propos de ces deux tâches conjointes que l'avant-garde populaire de l'Ouest "passe ses tests", qu'elle sera jugée sérieuse ou fictive.

L'Émigration planétaire actuelle est la preuve la plus décisive de la nécessité irrépressible d'une Nation Humaine unique qui fut suggérée par la civilisation Moderne ; cette nécessité s'affirme ainsi, même à travers la décadence contemporaine, en prenant seulement alors une forme violente et barbare, déshonorante au seul regard de la civilisation écoulée.

Le pseudo-problème des "immigrés" fait seulement ressortir violemment l'agonie présente de l'ordre civilisé.

Le simple rappel de la voie adoptée au berceau de la civilisation, il y a 25 siècles en Attique, révèle le degré de notre avilissement actuel. Celui qui posa les fondements de l'ordre civilisé, le vrai fondateur de la démocratie esclavagiste à Athènes, fut Clisthène (509 A.C.). Cette création, dit L.H. Morgan (1877), fut le "chef-d'œuvre conçu par un esprit supérieur", le fruit du "génie d'un homme hors du commun". Clisthène réussit son œuvre en brisant résolument les derniers vestiges de l'organisation sociale primitive, gentilice, fondée sur les liens de parenté et de langage. En s'appuyant fermement sur les catégories "nobles" inférieures, il les contraignit à se fondre en une classe dominante de véritables "citoyens". Du même coup, la Cité proprement dite était née, organisation sociale fondée sur la propriété privée et le territoire, dont la classe dirigeante était subdivisée en catégories d'après leurs richesses et réparties en districts dénommés "dèmes". Ainsi furent appelés dans la "Polis" :

• Les résidents de bourgs, où se mêle une plèbe de "gentils" devenus orphelins d'attache tribale : guerriers déracinés et colons d'Ionie exilés ;

• les citadins de sang étranger, les "métèques" ;

• et certains esclaves distingués.

À l'autre extrémité de la trajectoire civilisée, le 6 août 1790, l'Assemblée Constituante française publiait le décret suivant : *"La France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir, sous un gouvernement libre, des droits sacrés et inaliénables de l'humanité".*

La "Déclaration des Droits" de juin 1793, peu après, déclarait : "Un peuple a toujours le droit de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujettir à ses lois les générations futures" (art. 28) ; "La résistance à l'oppression est la conséquence des autres Droits de l'homme" (art. 33) ; "Quand le Gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs" (art. 35).

L'"Acte Constitutionnel" qui faisait suite à cette Déclaration disait : "Tout étranger, âgé de 21 ans, qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, est admis à l'exercice des Droits de citoyen français" (art. 4) ; "Le peuple souverain est l'universalité des citoyens français" (art. 7).

Ces résolutions ne restèrent pas lettre morte, puisque nombre d'étrangers eurent un rôle de premier plan dans la Grande Révolution, sans considération aucune de leur origine.

• Benjamin Franklin était américain : l'Assemblée nationale, à sa mort en 1790, prit le deuil pendant trois jours ;

• Thomas Paine était anglais : il fut élu député à la Convention. Il avait dit dès 1775 : *"Le monde est mon pays, ma religion c'est de faire le bien" ;*

• Toussaint-Louverture était fils d'un esclave noir de Saint-Domingue ; il abandonna les Espagnols et prit parti pour les Français, qui lui reconnurent le grade de général en chef ;

• Anarchasis Clootz était Prussien : il fut élu à la Convention ;

• Théroigne de Méricourt était Luxembourgeoise : présente dans l'action du 14 juillet comme au 10 août, on la nomma "l'Amazone de la liberté" ;

• Jean-Paul Marat était suisse et sarde : il fut élu député à la Convention, qui assistera à ses obsèques et lui décernera les honneurs du Panthéon.

Vingt ans avant l'an II, en Angleterre, eut lieu le célèbre "procès Sommerset", dont le noble Granville-Sharpe fut le héros. Ce dernier avait arraché un esclave noir à son légitime propriétaire. Poursuivi, il força le juge suprême, Mansfield, à déclarer : *"Sitôt que n'importe quel esclave pose les pieds sur la terre anglaise, il devient libre"* (1772).

Le problème, aujourd'hui, est simplement de savoir si nous voulons honorer cette tradition purement libérale, ou si nous acceptons de nous incliner devant la décadence civilisée, avec toutes ses conséquences.

Comme le langage change, à l'Ouest, chez les "savants", au gré des circonstances : c'est ce que montre le discours de J. Garnier en 1857 (Principes) ! Ce faux libre-échangiste et vrai malthusien, qui s'élève contre *"les épidémies morales causées par les aventuriers de la pensée"*, disait alors : *"L'expatriation est providentielle et a rendu d'immenses services*

à la civilisation" ; "il faut laisser aux citoyens toute liberté pour émigrer, car la terre est la patrie commune, alma tellus" ; "il est un cas où l'émigration parait être un moyen efficace de soulagement d'un pays : c'est quand elle est pratiquée sur une vaste échelle, et dans de bonnes conditions pour les populations exportées. J.S. Min le conseille à titre d'entreprise nationale, aux frais du Trésor, qui se rembourserait sur la plus-value de la colonisation".

Adolphe Blanqui, vers 1840, écrivait de même : "Les émigrations conduisent peu à peu les races humaines vers les lieux inoccupés qu'elles fertilisent en les peuplant, et la civilisation pénètre ainsi dans les contrées inconnues, qui rendront au centuple les avances nécessitées par leur exploitation".

Il est vrai qu'à l'époque, c'étaient les "excès de population" des riches pays européens qui émigraient, et l'on s'offrait le luxe de s'extasier devant le *"grand nombre de régions du globe, fertiles et à peines explorées"* (Adolphe Blanqui). Même dans ces conditions, qui sont entièrement opposées à celles des populations actuelles du Sud, on émettait cependant quelques réserves :

• "Ce sont les natures les plus entreprenantes et les plus énergiques qui quittent le sol natal. (Ceci devient une) autre cause de l'affaiblissement et de la misère du pays abandonné. L'émigration des classes nécessiteuses tourne souvent à leur désavantage. (C'est souvent) aller mourir sur des plages lointaines. Sur les quais couverts de pauvres, de mendiants, (les émigrants) livrent tous le peu qu'ils possèdent pour payer le passage, pour s'y entasser à fond de cale comme des nègres, laissant derrière eux le souvenir de l'enfance, les consolations du sol natal, n'ayant devant eux que les dangers et les souffrances, un avenir sombre et menaçant. Sur cette terre de liberté où sont jetés les émigrants, ils arrivent pauvres, inconnus, dépourvus de tout. Il faut donc se vendre à bas prix, loin de sa patrie, de ceux dont les regards seuls seraient une consolation. En quoi ce moyen de l'émigration diffère-t-il, si ce n'est par la lenteur du supplice et par un surcroît d'angoisses, de cet autre moyen bien plus simple, la mort chez soi ?". (J. Garnier).

• Destutt de Tracy, dès 1804, disait : "On a toujours trop de peine à se déterminer à l'émigration. Pour qu'elle devienne un peu considérable, il faut que les vexations soient effroyables".

En définitive, il suffit de se rallier aux propos du vaillant W. Godwin : "On peut être sûr qu'il existe quelque vice dangereux dans l'ordre social, là où un homme n'aura pas une espérance raisonnable de nourrir sa famille au moyen du travail de ses bras, quoiqu'il ne possède rien au moment de se marier" (1820). Les pauvres, restés croyants, à l'époque de J. Garnier, exprimaient la chose naïvement : "Dieu n'envoie jamais des bouches sans envoyer en même temps de quoi les nourrir".

Il est un vieux principe rural, qui prévalut – paradoxalement – jusqu'à l'épanouissement moderne de l'"économie politique" (A. Smith), disant : *"Il n'est de richesse ni de force que d'hommes"* (Jean Bodin). La valeur de ce principe, les peuples du Sud sont appelés à en faire la démonstration, au grand dam de tous les Économistes !

———————

Les problèmes

1- Le faux “écart”

Les problèmes spécifiques que rencontre le Sud doivent être abordés de manière lucide et courageuse. Qu’on le veuille ou non, le point de vue “humanitaire” habituel de l’U.N.I.C.E.F., “Médecins du monde”, etc., est profondément conservateur et stérile, quand ce n’est pas pire.

L’essentiel est de rapporter la situation des pays du Sud à la décadence générale et aiguë de l’ordre civilisé. Le désastre actuel de la “campagne du monde” n’est que l’expression dramatique de cette décadence générale dans cette zone qui fait l’objet de la domination néo-colonialiste.

La première chose est donc d’abandonner totalement les idées en réalité mensongères d’“inégalité”, de “retard” des pays du Sud relativement à l’Ouest que l’on dit riche et qui serait pour cela l’exemple à suivre, le modèle à “rattraper”.

Il faut être aveugle pour ne pas voir qu’à un certain degré d’“écart” entre l’Ouest et le Sud, le fossé en question prend une signification non plus quantitative, mais réellement qualitative. Et cette signification n’est ni plus ni moins que du type exploitation de la campagne par la ville. En un mot, l’“avance” des uns se nourrit bel et bien du “retard” des autres.

Une précision cependant : l’exploitation du Sud par l’Ouest contribue essentiellement à alimenter la puissance de la Ploutocratie de l’Ouest, mais pas du tout fondamentalement la condition des peuples de l’Ouest. La puissance de la ploutocratie de l’Ouest, contradictoire et éphémère, se renforce de l’exploitation du Sud avant tout en ce que cette exploitation est une arme pour corrompre le mouvement d’émancipation sociale des peuples de l’Ouest, démoraliser ces derniers, retarder leur libération et en aggraver les conditions. Finalement, l’exploitation du Sud par l’Ouest provoque un réel appauvrissement de l’Ouest, en comprimant à l’extrême le besoin de citoyenneté sociale des masses populaires qui sont l’élément décisif de la création de richesses. Le développement, à l’Ouest, d’une couche sociale de déclassés pauvres, qui adoptent une mentalité de “petits-blancs” barbares à l’égard des peuples du Sud, ne doit pas désorienter les militants du Front Social à édifier.

Quand on nous répète périodiquement que “l’écart se creuse” entre l’Ouest et le Sud, après avoir baptisé les années 60-70 “décennie du développement” (!), c’est rigoureusement de l’exploitation du Sud par l’Ouest qu’il est question, et ce ne peut être rien d’autre.

Les officiels occidentaux eux-mêmes révèlent que le fameux “écart” entre nations riches et en voie de développement était de 3 à 1 en 1870, et qu’il est passé de 12 à 1 un siècle plus tard, en 1979.

L’Afrique noire, avec 500 millions d’habitants, pèse économiquement autant que le Bénélux, avec 10 millions d’habitants (B. Esambert). La Suède (8 millions d’habitants)

consomme chaque année plus de biens d'équipements que le Pakistan, l'Indonésie et le Nigeria réunis (315 millions d'habitants) ; ou plus que l'ensemble des 130 plus petits pays sous-développés (350 millions d'habitants), disait P. Bairoch en 1971.

Les 3/4 de l'humanité contribuent seulement pour 11 à 12 % de la production industrielle de la planète. Un milliard de riches de l'Ouest voisinent avec six milliards de pauvres du Sud. 1/4 de la population urbaine du Tiers-Monde (300 millions) vit dans un état de pauvreté absolue. La concentration urbaine a créé une bombe de misère qui ravage le sol, l'eau et l'air d'une partie du reste du monde. Des mégalopoles laissent présager de funestes méga-crises (B. Esambert – 1987).

Les 4/5 des ressources naturelles du monde sont contrôlées et consommées par 1/5 de la population du globe. Les Nations Unies avouent que 50 millions d'êtres humains meurent de faim et de malnutrition dans le monde ; que la "croissance" à l'occidentale coûte au Tiers-Monde un Hiroshima par jour (Garaudy – 1992).

L'état d'abaissement radical dont souffre le Sud, dans les conditions de la décadence finale de la civilisation, se présente comme un ensemble de problèmes relevant de la spécificité coloniale. L'unité organique de ces problèmes spécifiques peut être mise en relief en les articulant selon les divers domaines que suggèrent les critères civilisés. Cela donne le tableau suivant :

2- Tableau

DOMAINES (critères civilisés)			**PROBLÈMES** (spécificité coloniale)	
RÉALITÉ	Sommets	Religion	• "Modernité". • Tradition.	Identité
		État	• "Instances Internationales". • Ethnies.	
	Bases	Science	• "Technologie occidentale". • Analphabétisme.	Développement
		Argent	• Commerce internat. • Question agraire. • Services "nécessaires" : logement/santé. • Dette.	
IDÉAL	Général	Humanité	• Écologie. • Démographie.	Horizon
	Particulier	Individus	• Folklore. • Déracinés.	

Le Sud

Si nous sommes contraints de classer les problèmes qui se posent au Sud suivant les domaines structurés d'après les crises civilisées, c'est que, malgré la décadence suraiguë contemporaine, le problème reste celui de l'issue trouvée à la crise générale de l'ordre civilisé qui s'est ouverte autour de 1850, et que tous les autres critères quitteraient le terrain solide de l'histoire pour dériver dans la science-fiction.

C'est la théorie critico-historique qui établit, à partir de l'épanouissement moderne de la civilisation, comment s'organisent les divers domaines entre lesquels se répartissent la condition humaine du point de vue révolu de l'ordre civilisé. Ceci se trouve développé dans la théorie de la Souveraineté (cf. infra). Brièvement, les choses se présentent comme suit : la condition humaine, durant l'ère civilisée, apparaissait comme l'unité antagonique de la réalité et de l'idéal. L'homme réel était celui inséré dans des familles, elles-mêmes limitées dans des patries. L'homme réel devait néanmoins se rapporter à l'homme idéal, c'est-à-dire : d'une part les patries dans leur relation au genre humain ; d'autre part les familles dans leur relation aux personnes qui en sont les unités constitutives. Par opposition à la condition humaine idéale, relevant du "droit naturel", la condition humaine réelle relevait du droit "positif". La condition humaine réelle comportait une double infrastructure : économique et scientifique, tandis qu'une double superstructure la complétait : politique et religieuse.

C'est ce vieux système historico-social qui se trouve aujourd'hui dans un état de décomposition extrême, véritablement à l'agonie, et dont il faut nécessairement sortir par l'instauration de la République Sociale Universelle qui est la seule issue révolutionnaire. En effet, cette issue positive est elle-même inscrite dans tout le développement préhistorique écoulé, et l'auto-destruction de l'humanité est la seule véritable alternative. Marx disait brillamment : *"Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine la réalité, c'est au contraire la réalité sociale qui détermine leur conscience"* (1859). Et : *"Dans la vie privée, on distingue ce qu'un homme pense et dit de lui-même, et ce qu'il est et fait réellement"* (1852). C'est dans cet esprit critico-historique que nous abordons les choses.

Il est une sorte d'"avantage" de la décadence civilisée contemporaine : c'est qu'elle met directement en présence les masses Esclaves de l'Ouest et les peuples Barbares du Sud, confrontés tous deux au même problème qui consiste à trouver une échappée à la fin de la préhistoire actuelle. La seule différence est qu'Esclaves de l'Ouest et Barbares du Sud, salariés et peuples néo-colonisés, sont amenés à relever le défi à partir d'une situation opposée. Les Salariés de l'Ouest ont à "dépasser" l'ordre civilisé obsolète dont ils ont accompagné tout le développement en tant qu'exploités ; les Populations du Sud ont à "sauter" l'ère civilisée, moment de l'histoire humaine que la décadence occidentale leur a finalement interdit de connaître. Cette gigantesque "transcroissance" imposée aux peuples du Sud, contraints d'enchaîner directement d'un développement primitif au communisme n'a pas qu'un côté dramatique ; c'est en même temps une perspective réellement grandiose.

3- Enchaînement des problèmes

La nature des problèmes spécifiques se posant au Sud étant correctement établie, il nous suffit à présent de passer ceux-ci en revue, accompagnés de quelques commentaires.

Religion

La religion se rapporte au problème d'"identité" spirituelle qui travaille intensément les peuples du Sud. L'absence de "repères" philosophiques pour les populations du Sud est fondamentale. On se trouve ici écartelé entre une "modernité" violemment hostile et une Tradition complètement laminée par la domination colonialiste prolongée. Rappelons que la dite "modernité" ne comporte que des débris périmés des "valeurs" européennes. Dès les Indépendances, le désert spirituel pour les peuples du Sud s'est exprimé en ce sens qu'on cultiva simultanément de pauvres idéologies telles que le "consciencisme" et la "négritude", et les détritus occidentaux de la psychanalyse. La crise d'identité spirituelle des peuples du Sud s'exprime violemment dans le désarroi linguistique ; d'où par exemple l'impasse de l'"arabisation" en Afrique du Nord.

L'État

La question de l'État, c'est-à-dire de la souveraineté au sens restreint, présente tous les traits d'une crise d'identité analogue à celle posée sur le plan spirituel. Ici, l'on a un écartèlement entre des ethnies débordant les "frontières" artificielles existantes, et, à l'autre extrémité, le joug lointain mais réel et permanent des "Instances internationales". La privation d'identité politique des peuples du Sud s'est manifestée constamment durant toute la "décolonisation", dans les multiples projets avortés de grands ensembles locaux : République arabe unie, Grand Mali, Union du Maghreb arabe, etc.

Dès l'aube de la domination colonialiste contemporaine, l'Ouest décadent organisa et approfondit la crise d'identité politique des peuples du Sud. Depuis 150 ans, l'Ouest dominant a affirmé le plus clairement du monde sa volonté d'empêcher à tout prix une quelconque évolution vers la personnalité politique au Sud, en soutenant de manière décisive, quand il le fallait, le Sultan, le Tsar, l'Empereur de Chine, les Rajahs ou les "chefferies" locales. De plus, l'Ouest a savamment attisé les divisions internes de toutes sortes, par les démembrements territoriaux, les enclaves, la provocation aux luttes "ethniques", etc. Inévitablement, le système colonial multiplie les contradictions inextricables locales et engendre une instabilité "politique" chronique, ne serait-ce que par la voie des inévitables "émeutes de la faim".

De toute façon, l'Ouest dominant a toujours veillé à ce que les peuples du Sud "respectent les traités" unilatéraux qui n'avaient pour fonction que de fixer provisoirement ses propres contradictions internes. Les modèles de ce type de "Déclarations" et "Conventions" arbitrairement promulguées à l'Ouest furent les suivants :

• Traité de Paris (1856) : suite à la Guerre de Crimée, à la faveur de laquelle le siège de Sébastopol a l'honneur de figurer comme "la première guerre de position" contemporaine, ce traité est l'annonce officielle de la ruée "commune" des Puissances sur la Mer Noire, visant les Possessions de la Russie et de l'Empire Ottoman.

• Traité de Sèvres (1920) : c'est la grande humiliation des peuples coloniaux où, avec la bénédiction de la S.D.N., on se "cède" entre vainqueurs tous les territoires coloniaux imaginables, en agrémentant cette valse des colonies, de "protectorats", "mandats" et autres trouvailles.

• Charte de San Francisco (juin 1944) : ici, l'on proclame tout bonnement la "souveraineté de la communauté internationale" sur les colonies "libres" !

C'est que désormais la honteuse époque "onusienne" a commencé. Les pays "indépendants" auront le droit de jouer les utilités au sein de ce monstre politique et ses filiales cancéreuses. En effet, 80 % des "membres" de l'O.N.U. sont des figurants (130 pays sur 166 membres). Seuls 20 % des "gouvernements membres de l'O.N.U." ne sont pas "d'indéniables dictatures". Et M. Cépède déclare : *"Il n'est plus permis que l'O.N.U., nouvelle Sainte Alliance, puisse parler au nom des peuples"*. Suite à la guerre du Golfe, la presse révèle : les deux lettres "U.N.", on commence à dire "je les vomis" en Irak... Le "gendarme international" a véritablement du plomb dans l'aile !

Mais il ne faut pas croire que l'ordre diabolique en place puisse abdiquer de lui-même ! Au contraire. Si la mise au pas ordinaire des peuples du Sud, par la voie de la coupure des "lignes de crédit", ne suffit pas, l'intervention proprement dite se déchaîne :

• Des clans rivaux de la bourgeoisie comprador sont amenés à l'affrontement, et des complots internes larvés sont entretenus en permanence ;

• Des tensions et conflits régionaux sont orchestrés ;

• Restent enfin les menaces ultimes d'intervention de l'Ouest, se chargeant de "punir" toute velléité de comportement "indiscipliné" : missions de contrôle, sanctions, embargos, "forces d'interposition" et finalement "guerre propre" de type Irak.

La crise d'identité politique des peuples du Sud fait le délice du néo-colonialisme de "gauche", prêchant inlassablement l'"état de droit", la "voie des urnes", le "pluralisme", etc. Sans oublier de couvrir tous les méfaits pratiqués au Sud en invoquant "l'apprentissage difficile de la démocratie" ! Dans le camp opposé, on fait valoir l'argument massue du "réalisme". Un échantillon nous en fut donné en septembre 1991 en Thaïlande ; Anand Panyarachun, alors premier ministre désigné par les militaires déclare, dans le but de *"rassurer les hommes d'affaires étrangers" : "Je suis un fervent défenseur de la démocratie et de la liberté ; par ailleurs je ne prends pas part à la rédaction de la nouvelle Constitution, cela ne m'est pas permis. Un premier ministre ne peut pas être idéaliste, il doit être pragmatique. Je bénéficie en effet de l'absence totale de démocratie. Les décisions du gouvernement sont donc plus rapides, plus transparentes. Vous savez, dans un pays en développement, la démocratie, c'est un luxe"*...

Science

Dans ce domaine, les questions d'identité s'enchaînent avec celles du "développement". Le phénomène colonial se traduit par l'abîme existant entre, d'une part la "technologie" occidentale, étrangère, "exogène" comme on dit, et d'autre part l'analphabétisme endogène galopant.

Pour les peuples du Sud, il n'est bien sûr pas question d'imiter tant soit peu le comportement de la ploutocratie cosmopolite de l'Ouest :

• L'envoi à l'extérieur de ses propres "conseillers" et "experts", qui manœuvrent des fantoches locaux avec des bases militaires à la clef, est impensable.

• Le secteur de la "Recherche-Développement", débouchant sur l'industrie des Brevets, et les "laboratoires de technologie avancée" leur sont par définition fermés. En fait, leur balance économique ne connaît pas le poste "services" : "intérêts et revenus de capital, publicité, droits audiovisuels, brevets et redevances, banque, tourisme, télécommunications, assurance".

• Toute velléité d'accéder à la High Tech "civile" est interdite. "Technologies avancées", composants, céramique, terres rares, robotique, optronique, lasers, matériaux composites, technologies "à double face", T.H.D. (télévision à haute définition), "semi-conducteurs à mémoire vive" (D.R.A.M.) et la suite ne peuvent que briller par leur absence.

• Par-dessus tout, il n'est pas question de tolérer que de telles mains, sans pouvoir même les fabriquer, détiennent seulement les armes dites "sophistiquées" : radars, missiles, satellites, avions furtifs, atome. Marine marchande, porte-avions, sous-marins, flotte aérienne sont compris dans la prohibition de principe, même si ces pays sont privés des escales assurées et du privilège d'exterritorialité qui prolongent ces moyens. Les stations audiovisuelles investissant les cinq continents, les paradis fiscaux et pavillons de complaisance, un coin de Guyane pour lancer des fusées et un coin de Polynésie pour tester la fission nucléaire, tout cela est réservé à l'Ouest intelligent et responsable. En face, au Sud, la règle de la "non-prolifération" s'impose. L'A.I.E.A. (agence internationale pour l'énergie atomique) veille…

Toute tentative, de la part d'un pays du Sud, pour vaincre le blocus scientifique de l'Ouest, si fragile soit-elle, est vue d'un mauvais œil. Elle fait immédiatement soupçonner une orientation "extrémiste" et "xénophobe". Mais, dans le même temps, on peut dénoncer aussi son obstination "fanatique" à s'opposer à la "modernité" !

Ce que l'Ouest apprécie le plus au Sud, tout en versant une larme condescendante, c'est l'analphabétisme. Il y a 800 millions d'illettrés dans le monde (Quid). Le nombre absolu d'illettrés dans les pays sous-développés augmente rapidement (P. Bairoch). La population rurale est largement analphabète ; le taux est certainement supérieur à 90 % en Inde (P. Bairoch). La majorité des diplômés, formés à l'étranger, y retournent faute de pouvoir exercer leur profession. En 25 ans, 1 million de personnes hautement qualifiées du Sud ont quitté leur pays (1991). Ceux formés sur place deviennent souvent des fonctionnaires. Le nombre de diplômés scientifiques est très faible. Le secteur tertiaire est trop élevé par rapport au secteur secondaire : pour l'ensemble des "P.V.D.", il représente 53 % du P.I.B., contre 8 % à l'agriculture.

En 1974, la 29ème session de l'Assemblée Générale de l'O.N.U., ne pouvant qu'émettre des vœux pieux, adopta la Charte des droits et devoirs économiques des États ; les principaux pays occidentaux se sont abstenus ou ont voté contre.

Argent

La question économique est évidemment au cœur des problèmes spécifiques du Sud. Ce qui prédomine ici, c'est que le fameux "décollage" est un mirage. Donnons quelques précisions :

Le commerce international

Ah ! la susceptibilité chatouilleuse que montrent, à l'Ouest, les clans de l'oligarchie financière, n'est pas de mise de la part des pays du Sud ! L'on entend dire, dans le paradis occidental : *"nous ne nous opposons pas à la présence japonaise dans la C.E.E., si elle ne menace pas nos activités stratégiques"*. À l'inverse, le F.M.I. entend obtenir avant tout, de chaque pays du Sud, pour donner le feu vert aux *"programmes de redressement"*, qu'il garantisse une *"politique d'ouverture de son économie sur le monde extérieur"*... Une telle politique de domination cynique ne permet pas de poser le problème du commerce des pays du Sud en termes simples d'"échange inégal". C'est de tyrannie qu'il s'agit.

P. Bairoch écrivait en 1971 déjà : "Fais ce que je dis, mais ne fais pas ce que j'ai fait : tel est le langage des pays développés qui prêchent le libéralisme en matière de commerce international aux pays du Tiers-Monde. Eux-mêmes ont érigé des barrières douanières extrêmement élevées dans leur phase de démarrage et parfois bien au-delà de celles-ci. Pour le Tiers-Monde, il est impossible d'envisager la réussite d'un processus d'industrialisation sans une protection douanière élevée et d'une durée assez longue". Mais l'auteur, en même temps qu'il était dupe de l'"indépendance" politique des pays du Sud, voyant que l'"écart" entre l'Ouest et le Sud était trop grand, et qu'à aucun point de vue les pays du Sud ne pouvaient reproduire l'évolution moderne des pays européens, en restait à suggérer le dirigisme uniquement pour la forme et faute de toute réelle perspective.

Le fait est que le "déficit des échanges" des P.V.D. avec les pays industrialisés est de 20 à 25 %. Quelle recette marchande pourrait renverser la vapeur ?

Le fait est, également, que le taux de dépendance des P.V.D. à l'égard de l'exportation de matières premières est très souvent des 2/3 au 3/4, sinon plus ; que les exportations de produits manufacturés, quoique limités à l'industrie légère ou même l'artisanat, même compétitifs, sont découragées par la politique fiscale et douanière des pays importateurs de l'Ouest.

En définitive, comme chacun sait, le commerce du Sud ne peut se passer de l'"aide" de l'Ouest : ses capitaux et son savoir-faire ! Le problème est donc directement politique, puisque cette aide a pour préalable absolu la négation des attributs fondamentaux de la souveraineté classique : Budget-Défense-Justice.

La pseudo-nation du Sud se trouve "libre" de vendre ses ressources naturelles au C.B.O.T. (Chicago Board of Trade) et au L.M.E. (London Metal Exchange). Ce n'est pas

elle qui y fixe les cours de ses “denrées tropicales”, de ses “matières énergétiques” et autres minerais et métaux, mais la ploutocratie cosmopolite de l’Ouest.

Enfin, les pays du Sud détiennent systématiquement des monnaies inconvertibles, et leurs “réserves métalliques” se trouvent habituellement séquestrées à New York, Londres, Paris ou Tokyo.

Désemparés, les peuples du Sud voient néanmoins les conséquences du système et s’indignent : “Le libre-échange est un leurre”, il n’existe qu’“à sens unique”, s’exclament-ils.

La question agraire

Dans les conditions de simple pénurie néolithique où les pays du Sud sont maintenus, la question agraire reste la clef du problème économique. D’ailleurs les agriculteurs représentent environ 70 % de la population des pays à faible revenu. Et l’agriculture vivrière, secteur dominant et vital, en complet antagonisme avec l’agriculture d’exportation, occupe 65 % des actifs des pays du Sud.

L’agriculture vivrière est spoliée des meilleures terres, les sols les plus fertiles étant accaparés par les plantations de produits tropicaux destinés à l’export. Et elle est abandonnée à l’exploitation à l’aide de technologies traditionnelles, voire primitives (Bairoch).

En ce qui concerne le Tiers-Monde, le stade des rendements décroissants des terres cultivées (passage des terres riches aux terres pauvres) avait déjà été atteint dès les premières décennies de ce 20ème siècle, sinon bien avant (idem).

En 30 ans, de 1936 à 1966, le solde des échanges de céréales des pays sous-développés non communistes est passé d’un excédent à un déficit. L’Afrique importe 1/4 de son alimentation, alors qu’elle vivait en autosubsistance il y a trente ans, au moment des “indépendances”.

Environ 4/5 des territoires sous-développés ont une productivité qui implique le risque de famine.

Les pays du Sud produisent ce qu’ils ne consomment pas, et consomment ce qu’ils ne produisent pas ; n’est-ce pas le triomphe de la “division internationale du travail” ?

Il est évident que le problème agraire est avant tout un problème politique. Il est devenu aussi directement un problème industriel et financier :

• Par le poids déterminant de l’agro-industrie de l’Ouest ;

• Par l’acuité des facteurs industriels : transformation des produits, transport, stockage et distribution, qu’engendre la “monoculture”. Par l’“échange inégal” qui porte sur l’acquisition d’engrais, de semences et du machinisme.

• Par l’insoluble problème du financement, des crédits exigés par les opérations de défrichage/reboisement et de drainage/irrigation.

• Par la formation des cours sur les marchés à terme de l’Ouest, et l’impératif associé des opérations de couvertures en devises.

Il est évident que, à tous les niveaux, la ploutocratie de l'Ouest a les leviers décisifs en main.

Les "services nécessaires"

La condition de pénurie des pays du Sud s'exprime, à côté de l'urgence simple de l'alimentation, pour les questions de logement et de santé, qui sont suffisamment connues comme dramatiques, malgré les opérations juteuses qu'elles offrent aux hommes d'affaires de l'Ouest des Travaux Publics et de la Pharmacie.

La Dette

Tout le système de la domination néo-colonialiste se retrouve finalement dans le nœud unique de la "dette du Tiers-Monde". Il faut prendre garde de ne pas isoler absolument cette question de la question d'ensemble du capitalisme parasitaire régnant depuis 1850. Depuis cette époque, en effet, à l'Ouest même, la relation économique fondamentale entre fonds propres et fonds empruntés s'est inversée, de sorte que l'on est arrivé aujourd'hui à couvrir cette honte à l'aide de la feuille de vigne comptable et l'invention du concept de "capitaux permanents" camouflant ce chancre du capitalisme contemporain. Tout l'édifice de l'économie contemporaine repose sur l'endettement : dette des États, dette des entreprises, et dette des familles. Cette "épée de Damoclès" pesant sur le capitalisme irresponsable contemporain est ressentie de longue date, sans que personne ne puisse proposer d'autre remède que la "fuite en avant". La Dette des pays du Sud n'est que l'expression "dantesque" et effrayante du problème de l'Ouest, qui pense ainsi se délivrer de ses immondices. Ne dit-on pas, déjà, que le Canada lui-même est "dévoré vivant" par les intérêts de sa dette ? C'est une affaire d'une toute autre envergure pour les pays du Sud…

Chacun est tellement conscient du problème que le Pape dut même s'y attarder dans sa dernière encyclique sur le "Centenaire" de la Condition des ouvriers (Jean-Paul II – mai 1991). La manière de traiter le problème est tout à fait typique ; elle se développe en deux temps :

• "Le caractère naturel du droit à la propriété privée" est ré-"affirmé avec force" ; "s'exclure du marché mondial" et "compter sur ses propres forces" mène à "la stagnation et la régression" ; "le marché libre" est "l'instrument le plus approprié" du développement ; "Le principe que les dettes doivent être payées est assurément juste" ;

• "Il n'est pas licite d'exiger un paiement des dettes quand cela revient à imposer des choix politiques de nature à pousser à la faim et au désespoir des populations entières" ; "il faut trouver des modalités d'allégement, de report ou même d'extinction de la dette".

Voilà l'opinion vulgaire répandue en l'occident décadent dans toute sa nudité. C'est dire : la situation est grave, ne touchons à rien, ça va s'arranger, après nous le déluge…

La meute des ploutocrates des pays "avancés", qui s'auto-désigne "communauté internationale", tient solidement dans ses mâchoires sa proie commune des pays du Sud. Le mécanisme de l'exploitation par la Finance et la Dette est bien rôdé et c'est une fusée à trois étages :

• Les Institutions Internationales, le redoutable F.M.I. en tête, couronnent le mécanisme. Avec la Banque Mondiale, le Club de Paris, la B.R.I., la B.I.R.D., appuyés par le G.A.T.T., le G7, la C.N.U.C.E.D. et autres assemblées, il s'agit de pondre, au prix fort et en offrant l'occasion d'"audits" luxueux facturés aux "clients", des "programmes de redressement" aux pays "en difficulté" du Sud, tout en réduisant au minimum les frictions entre gangs de l'Ouest. Ces programmes ont en commun d'imposer des structures budgétaires aux pays du Sud allant dans le sens de l'"austérité" quant aux dépenses publiques, et de faire accorder des garanties par ces "nations" sinistrées, du type "politique d'ouverture de l'économie sur le monde extérieur". Le F.M.I., dans sa sollicitude, sort alors un chèque destiné à faire face aux difficultés de trésorerie du pays réduit à des expédients pour éviter la faillite et qui "racle les fonds de tiroir".

• Ensuite viennent les "bailleurs de fonds" proprement dits, c'est-à-dire l'heure du chacun pour soi parmi les diverses mafias de l'Ouest. En premier lieu, il s'agit des "fonds gouvernementaux" des États-vautours.

• Enfin interviennent les "lignes de crédits" des "banques commerciales" privées.

• Le résultat de cette subtile politique d'aide au développement est illustré par la situation de l'Algérie : la Dette extérieure totale dépasse 27 milliards de dollars, placée à un taux usuraire, puisqu'elle génère plus de 5,5 milliards de dollars d'intérêts annuels. La dette totale a progressé de 50 % en quatre ans. L'"or noir" apporte 95 % des recettes en devises. Les 3/4 de ces recettes sont mangés par le service de la dette, alors que la loi du marché a rendu certaines importations portant sur le nécessaire (aliments, médicaments, logement) incompressibles. Si 10 % du montant des fonds prêtés sont volés par la bourgeoisie comprador et mis à l'abri à l'étranger, que reste-t-il, non pas pour le développement lui-même, mais simplement pour payer la solde mensuelle des mercenaires appliquant l'"état d'urgence" ? (N'oublions pas que, de 1974 à 1988, la France a vendu pour 100 milliards de francs de contrats militaires à l'Irak…).

Au total, la Dette du Tiers-Monde dépasse aujourd'hui 1400 milliards de dollars, ce qui représente près de 40 % du P.N.B. des pays du Sud, et le double de leurs exportations.

Les dépenses militaires, qui n'ont pour objet, aux yeux des Puissances, que de ménager une simple police locale et de consacrer la fiction "nationale" pour les marionnettes locales, ont rendu exsangues nombre de pays du Sud.

La plupart des pays du Sud sont incapables d'assurer le service seul de leur Dette (payer les intérêts et l'échéance immédiate). Ce service représente, dans le meilleur des cas, les 2/3 des gains à l'exportation et, pour les "nations" les moins développées, la totalité de leur produit national, ou bien cinq fois leurs exportations (B. Esambert).

Les débiteurs les plus pauvres sont incapables de payer seulement 40 % du service de la dette. Le nombre de pays condamnés à exporter du capital pour payer les créanciers augmente.

Les restrictions imposées par le remboursement de la dette ont causé la mort de 500 000 enfants en 1988 (Quid).

Afin de se dépêtrer des seules conséquences du système néo-colonial, et en ayant uniquement en vue les préoccupations de l'Ouest décadent se voyant courir à l'impasse,

on parle en tous sens de “ré-échelonner” la dette, de la “restructurer”, la “réaménager”, la “reprofiler”, en pensant avoir trouvé une solution à chaque fois qu’on invente un mot nouveau… Ce que signifie ce jargon, les salariés de l’Ouest peuvent en avoir une faible idée dans le discours qui leur est tenu à propos du “surendettement des ménages”. Il s’agit, à tous les coups, de “refinancer” le crédit… en accroissant la charge des intérêts et la durée d’hypothèque des revenus futurs. Dans l’esprit des sieuresses du genre Neiertz, cette issue est la seule convenable, les pays du Sud s’étant mis dans ce pétrin de la dette, ne pouvant être occupés que de “population cigales”…

En vérité, il faut remonter des conséquences aux causes, c’est-à-dire abattre absolument le système des usuriers de l’Ouest qui martyrise les peuples du Sud. Il est d’ailleurs plus qu’évident que c’est l’Ouest décadent qui a une dette vertigineuse vis-à-vis du Sud. Si les salariés de l’Ouest ne mettent pas, et vite, la main à la pâte, ne s’attellent pas à leur part de travail pour la fondation de la République Sociale Universelle, il est certain qu’on se prépare pas mal de “pleurs et grincements de dents”…

Horizon

Les problèmes d’“horizon” se posant au Sud peuvent être regroupés, faute d’une analyse approfondie qu’ils réclameraient. Globalement, ils doivent être abordés de la façon suivante :

La condition humaine, selon les critères civilisés, évoluait au sein de l’unité antagonique réalité/idéal, ce qu’on exprima par l’opposition entre l’état social et l’état “de nature”. Autrement dit, l’humanité de fait, prise dans les rets de la propriété privée, reconnaissait avoir pour bornes pratiques, d’un côté la Patrie, de l’autre côté la Famille. Mais cette même humanité réelle se référait, précisément dans le but inconscient de perfectionner et simplifier sa propre condition générale, la propriété privée, à une humanité idéale, celle de “l’Homme” tout court, affranchi de la propriété privée et de l’exploitation de l’homme par l’homme qui en était indissociable. C’est ainsi que le corset social civilisé se ménageait des brèches :

• l’“au-delà” de la Patrie, qui permettait d’affirmer l’appartenance de tous au “Genre Humain”. Par ce côté se trouvait proclamée la relation intime de la condition humaine avec l’Ordre général et nécessaire de l’Univers matériel ;

• l’“au-delà” de la Famille, qui permettait d’affirmer les exigences de la “Personne”. Par ce côté se trouvait exaltée la spiritualité active et libre, propre à la condition humaine et reposant sur l’existence des âmes immortelles exclusivement individuelles.

Toute la grandeur, en même temps que les limites, du développement civilisé se trouvent dans cette double relation antagonique entre famille/patrie et humanité/individu, relation que l’ère civilisée vit naître et qu’elle porta à son accomplissement moderne par un effort poursuivi et tumultueux de 25 siècles.

La mission de la République Sociale Universelle, du communisme, n’est rien d’autre que de faire de l’“idéal” civilisé une réalité prosaïque, en s’avançant simplement sur la voie solidement pavée par la civilisation elle-même. Évidemment, faire que l’Individu et l’Humanité soient arrachés à l’“au-delà” social pour être intégrés à l’ici-bas ordinaire, cela entraîne simultanément une refonte totale de la ci-devant condition humaine réelle ; en

l'occurrence, le processus d'extinction de l'exploitation de l'homme par l'homme, exploitation dont famille et patrie étaient sourdement pétries.

Les populations du Sud néo-colonisées se trouvent dans une situation réellement particulière relativement à la condition humaine telle que la conçoivent les critères civilisés. Initialement issues d'un état social où prévalaient les relations primitives, ces populations furent happées par la civilisation décadente, puis toujours plus profondément ravalées à un "état de nature" de caractère barbare par la domination colonialiste. Par suite, les peuples qui occupent aujourd'hui la campagne du monde, mis au ban de la condition humaine civilisée réelle, se trouvent simultanément vierges de toute référence à la condition humaine "idéale" de la civilisation. Si famille et patrie sont pour eux des abstractions, humanité et individu sont obligatoirement des réalités tout à fait immédiates. C'est sur le plan de la défunte condition humaine "idéale" des civilisés que les peuples du Sud sont appelés à prendre leur grande revanche historique, se trouvant contraints par l'histoire coloniale d'envisager cet idéal de la manière la plus bêtement "matérialiste" qui soit !

• La relation des peuples du Sud à l'Humanité générale se trouve établie de façon directe, à travers l'écologie et la démographie.

- L'écologie constitue une malédiction immédiate pour les populations du Sud, comme conséquence directe de l'exploitation économique de leurs territoires. Deux expressions brutales en sont la désertification et la privation d'eau potable.

La désertification menace plus de 20 % des terres émergées. 40 % des forêts tropicales auront disparu en l'an 2000. Conséquences écologiques : inondations et sécheresse, altération du cycle de l'eau, diminution de la capacité d'absorption du C02 par la végétation (Quid). 38 % seulement des habitants du Tiers-Monde ont accès à l'eau potable. De nombreuses maladies sévissent au Sud, associées à la pénurie d'eau ou sa mauvaise qualité (400 millions de gastro-entérites, etc.).

Chacun sait, par ailleurs, que le Sud sert ouvertement de "poubelle" de l'Ouest pour ses déchets, nucléaires entre autres. Sans compter les expérimentations in vivo effectuées discrètement, telles que celles révélées à propos du Sida en Centre-Afrique…

- L'inflation démographique au Sud est la conclusion dernière de cette misère générale. Les habitants du Tiers-Monde comprennent 4,8 milliards d'individus, les 3/4 de la population mondiale. 40 % ont moins de 15 ans. Au Sud, le taux de croissance par habitant de la production agricole a un caractère négatif plus faible en 1970 qu'au début du 20ème siècle, alors que le niveau de départ de la production était, en terme de calories par habitant, voisin du minimum physiologique (Bairoch).

En 1989, l'espérance de vie des P.V.D. à faible revenu était de 58 ans, contre 76 ans dans les pays industrialisés (différence : 18 ans).

Sur la planète, sur 5,3 milliards d'habitants, plus de 1,12 milliards sont sous-alimentés (plus de 20 %). Dès 1985, on annonçait que 500 millions d'habitants du Sud étaient condamnés à mourir de faim d'ici l'an 2000.

Sur les 800 millions d'enfants des pays en développement, plus des 2/3 seront frappés de maladies ou d'incapacités, dues à la malnutrition ou aggravées par elle. Le taux de mortalité infantile peut être, au Sud, 3 à 10 fois plus élevé que celui des pays

industrialisés. Le taux de mortalité des enfants d'âge préscolaire y est de 30 à 50 fois supérieur. 40 mille enfants meurent chaque jour de malnutrition et d'infections. Plus de 300 millions d'enfants présentent tous les signes d'une croissance retardée et nombreux sont les handicapés mentaux (Quid).

• La perspective touchant la Personne, au Sud, est évidemment dénuée de tout fantasme concernant l'"immortalité de l'âme". Même la "djihad" (la guerre sainte) des islamistes est fortement "réaliste" : en tant que combat contre les infidèles, elle est un devoir essentiellement collectif, distinct des obligations essentiellement privées du culte ; et le "chahid" (martyr) reçoit le privilège, dès avant le jugement, de goûter sitôt la mort d'une part des joies du Paradis : aux confins du Paradis, il habite, sous la forme d'un oiseau, des arbres au feuillage touffu, chargés de fruits délicieux (Gaudefroy-Demombynes – 1921).

D'une manière générale, l'horizon individuel, au Sud, se partage entre une poignée de déracinés et la foule attachée au folklore. Les premiers, diplômés de Harvard, Oxford ou la Sorbonne, sont bien souvent jugés en "harkis" par les populations, sans être véritablement respectés par les puissants de l'Ouest. Quant à la foule, elle est directement intéressée par la "libre association" communiste qui se propose de former l'homme "total", qui est simplement l'individu déployant librement ses virtualités.

La Personne, envisagée spontanément au Sud de manière sainement physique et sensuelle, s'exprime dès à présent, quoique de manière perverse, dans le fait que ces populations fournissent à l'empire de l'argent à l'agonie ses nouveaux histrions et gladiateurs, sous la forme des spectacles "exotiques" et des "sports" violents (boxe…).

———————

L'impasse

Quel rapport les "Indépendances", dont se trouvent gratifiées les nations-prolétaires du Sud, peuvent-elles avoir avec le développement historique authentiquement National qui fut celui des pays de l'Europe moderne ? Rigoureusement aucun. Comment peut-on se laisser prendre à cette grossière et indigne baliverne "nationale" à propos des pays du Sud néo-colonisé ? Cependant, les "oppositions démocratiques" du Sud s'y complaisent, en même temps qu'elles se montrent docilement sensibles à "s'insurger" contre le prétendu "totalitarisme", "fanatisme" ou "théocratisme" d'un mouvement légitimement subversif comme celui de l'Islamisme ! Pourtant, s'il y avait des Nations dignes de ce nom au Sud, il nous faudrait aussi les Washington et les Sieyès que cela implique, des "Déclarations de Droits" éclatantes dont l'univers se ferait aussitôt l'écho. Il nous faudrait par-dessus tout que le Sri Lanka, le Lesotho, l'Équateur, la Jordanie, le Laos ou la Papouasie nous montrent leur propre rayonnement colonial, leur "Compagnie des Indes" exclusive, c'est-à-dire ce sans quoi les Nations modernes ne seraient pas même pensables ! Au lieu de cela, les malheureuses populations du Sud en sont encore à recevoir les sempiternelles admonestations hautaines des Puissances de l'Ouest les accusant d'être rétives devant le "difficile apprentissage de la démocratie"… "Jusques à quand", comme disaient les Communards ?

En vérité, les communautés du Sud, sorties de l'ère primitive pour devenir la proie de la domination colonialiste de l'Ouest décadent, se sont vues du même coup ôter tout espoir de s'engager dans le cycle civilisé, à commencer par la possibilité de se constituer en Cité sous la forme antique élémentaire. De l'aveu quasi-officiel, l'Ordre International onusien et néo-colonialiste qui pèse sur le Sud n'est qu'"Une machine à fabriquer du pauvre" (B. Esambert), l'ordre de l'extension de la misère pure et simple et de la mort lente. De fait, il y largement plus de "blancs" en Afrique noire aujourd'hui que du temps des "Possessions d'Outre-mer". Et ces colons "démocrates" font valser des sous-despotes locaux, gardes-chiourmes accrédités qui sont gracieusement autorisés à dilapider les ressources naturelles du pays, et à en évader quelques miettes pour leur usage personnel dans les paradis fiscaux de la ploutocratie cosmopolite, en restant gardés à l'œil par les plénipotentiaires des "Grands Groupes" multinationaux. Ainsi, le Sud est-il le royaume des épidémies et de la famine, de la corruption et des trafiquants, de l'"hyper-inflation" et des coups d'État. Quel triomphe des "valeurs" occidentales !

La "morale" de la domination colonialiste contemporaine, un connaisseur en la matière l'avait depuis longtemps formulée : c'est Albert Sarraut l'un des principaux personnages de la 3ème République française, frère du Président du Parti Radical sous A. Lebrun, après avoir occupé huit fois la dignité de Ministre des Colonies. Ce spécimen de la décadence civilisée écrivait sans détour : *"La nature a distribué inégalement à travers la planète les matières premières, les richesses naturelles"* et en prive *"le génie inventif des races blanches" ; "Faut-il laisser en friche, abandonner à l'ignorance et l'incapacité les*

immenses étendues incultes, trésor commun de l'humanité, contre les droits de l'univers ?" (*Grandeur et servitude coloniales* – 1931).

Bien imprudemment, le sinistre A. Sarraut prêchait, à l'avantage de l'Ouest décadent et au détriment du Sud proscrit de la civilisation, la souveraineté de l'utilité sur la valeur (d'échange) et la règle communiste au profit du capitalisme parasitaire… Il n'est que justice que ceci même soit à présent recherché par les peuples et pour le bien des peuples !

Les Indépendances fictives des pays du Sud ont eu le mérite de susciter le besoin extrême de ces pays de se civiliser, tandis que le système néo-colonial leur signifiait en même temps l'interdiction absolue d'y procéder. Une seule conséquence reste à tirer, qu'on ne peut plus esquiver : le cadre pseudo-national des pays du Sud constitue l'obstacle déterminant à leur émancipation ; se moderniser signifie nécessairement œuvrer à la fondation de la Nation Mondiale dont la civilisation expirante est grosse et dont elle se refuse à accoucher ; le forceps de l'action révolutionnaire devra donc y procéder.

———————

En somme, toute notre réflexion sur les nations-prolétaires du Sud n'est que méditation sur les paroles profondes de H. Kourouma : *"La lutte pour l'unité nationale nous a rendus plus nègres que nous ne l'étions avant"*.

———————

Reconquête

L'évolution catastrophique des 30 années écoulées de "décolonisation" place aujourd'hui le peuple mondial unique devant un nouveau défi. Ce défi, ouvertement lancé par la "guerre du Golfe" est celui de la reconquête coloniale directe, vers laquelle se porte spontanément la mafia cosmopolite de l'Ouest décadent.

———————

Quatre étapes

Un bref survol du développement général du monde depuis la deuxième guerre mondiale (W.W.2) montre comment nous en sommes arrivés là.

1- Les quinze premières années (1945-1959)

Cette période est celle de la Reconstruction, dans le cadre de la Pax Americana. En définitive, durant cette période de "sortie" de la guerre, les U.S.A. s'emploient à maîtriser les bouleversements sociaux, prévisibles et prévus, consécutifs à la prétendue "victoire de la Démocratie".

Il s'agit, en premier lieu, de la "guerre froide", qui se manifeste aux U.S.A. même par le maccarthysme et la loi anti-grève Taft-Hartley. À l'extérieur, c'est la guerre de Corée et la conquête de Taiwan, l'offensive déchaînée contre les démocraties populaires d'Europe centrale, les scissions syndicales orchestrées par la C.I.A. en Italie et en France.

Pour finir, il s'agit de négocier habilement la "décolonisation" du Sud, c'est-à-dire faire accepter leur déclin aux vieilles puissances coloniales européennes et livrer les richesses naturelles du Sud à la Finance anonyme.

2- Les quinze années suivantes (1960-1974)

Cette période est celle où l'on recueille les fruits de la reconstruction ; c'est la première phase du véritable "après-guerre".

Il s'avère que la reconstruction, commandée par l'impératif politique de "contenir le communisme", à l'Est et au Sud principalement, profite avant tout à la montée économique de l'Allemagne et du Japon, les anciens "vaincus" et, par ceux-ci, de l'Europe et du Pacifique. Les U.S.A., sapant ainsi leur "royauté", sont amenés en même temps à perdre totalement leur visage "non-colonial" dans la guerre du Vietnam (1964-1973). L'on assiste ici aux prouesses de la Grande Démocratie, à coup de napalm, de bombes à billes et de défoliants. Outre les destructions vertigineuses de terres arables, forêts et bétail, l'Indochine a droit à 1,7 millions de morts et moitié autant de blessés. Le Sud Vietnam (1,1 million d'habitants) reçoit, par an, 1 million de tonnes de bombes, à comparer avec les 1,5 millions de tonnes de bombes jetées sur l'ensemble de l'Europe durant toute la seconde Guerre Mondiale. Le contrecoup de cet exploit inoubliable est, pour l'Amérique, la nécessité de l'inconvertibilité du dollar (1972) et les fameux "déficits" (budgétaire et commercial), qui vont empoisonner l'économie de tout l'Ouest.

Cependant, au Sud, l'euphorie des Indépendances se traduit par l'organisation à grande échelle de l'endettement, en vue du prétendu "développement". Cette période est

celle de la “Banque Mondiale” de McNamara, qui se félicite de mener la “guerre contre la pauvreté dans le monde”. L’orientation prise consiste à “faire passer l’agriculture de subsistance à l’agriculture commerciale”. L’agro-business se charge d’opérer “l’intégration au marché mondial” des pays du Sud, sous la direction du C.B.O.T. (Chicago Board of Trade) couplé à la F.A.O. La manœuvre est placée sous la protection discrète des G.I.’s répandus sur la planète, prêts à donner la main aux “escadrons de la mort” locaux.

Au total, alors, s’achèvent les “30 Glorieuses” de l’économie mondiale d’après-guerre.

3- Les quinze années ultérieures (1975-1989)

Cette période est celle de la montée des périls au sein de l’ordre onusien. Progressivement, les U.S.A. se voient supplantés dans leur leadership, d’abord commercial, puis industriel, tandis que l’engorgement des marchés mène au Krach de 1987 à la Bourse de New York.

Simultanément se développe la déroute des pays du Sud appliquant le “socialisme réel”, c’est-à-dire ayant pratiqué de prétendues “réformes agraires” bureaucratiques.

Au Sud, c’est surtout le problème de la Dette qui se hisse irrésistiblement au premier plan, de sorte que l’O.N.U. émet le vœu pieux d’un Nouvel Ordre Économique International (1974). Dans le même sens, sévissent les panacées de la C.N.U.C.E.D., étalées à Nairobi (1976) : “programme intégré des produits de base”, assurer “des prix stables et rémunérateurs” par des formules de “quotas”, “stocks régulateurs”, et autre poudre de perlimpinpin.

Inévitablement, des tensions graves se produisent. En 1979, la F.A.O. tient à Rome la “grande conférence mondiale” sur la réforme agraire et le développement, à propos de laquelle on dit “pour la première fois le problème examiné dans son ensemble” ; on avoue simultanément que *“les stratégies adoptées au cours des deux précédentes décennies ont échoué”* (H. Santa Cruz, secrétaire général).

La même année, Khomeyni est accueilli en triomphe par trois millions de personnes en Iran. Le Shah, “empereur” et “lumière des Aryens”, la coqueluche des couvertures de “Jours de France”, est piteusement mis en fuite. Au même moment, naissent les “banques islamistes”, première tentative pour échapper à la fois au diabolique “marché” occidental et au “plan” inféodé à la Nomenklatura soviétique.

4- La période actuelle (depuis 1989)

Cette période est celle où s’envolent toutes les illusions, de la désintégration totale de l’ordre issu de la seconde Guerre Mondiale, de Yalta et de l’O.N.U. Aussi bien à l’Est qu’au Sud, rien ne va plus.

Les fauves de la “communauté internationale”, jusque-là réunis pour dévorer le Sud néo-colonisé, sortent leurs griffes. À qui le leadership ? Au dollar ? au Yen ? à l’ÉCU ? Ces

apprentis-sorciers savent d'instinct que la "belle époque" de la curée concertée est révolue et que l'heure est venue du terrible chacun pour soi.

Plus précisément, au fil des années de moins en moins glorieuses de la stagflation à l'Ouest, et de la dégradation accentuée de la "souveraineté" fictive des pays du Sud, se tissent les conditions d'une nouvelle polarisation des ex-nations unies. Bref, c'est la gestation progressive de deux "blocs" mondiaux qui devront s'engager dans la "Guerre totale", pour conquérir une nouvelle "direction" unique sur de nouvelles ruines.

Chaque Puissance de l'Ouest se lamente, le gibier se faisant rare dans la chasse aux "grands contrats". Chacun proclame la nécessité de "mieux cibler notre aide" (qui ont-ils jamais aidé !). Le "parler cru" de la presse financière fait froid dans le dos : il faudrait s'empresser d'aider les pays de l'Est, "d'autant plus que les Japonais sont déjà là"…

Par ailleurs, l'on pérore plus que jamais à propos des "stratégies de développement". L'on jase à perte de vue sur le "développement autocentré", "l'industrie industrialisante", le "processus entrepreneurial débouchant sur le réel décollage", la "majoration de l'aide publique des pays industrialisés" au-delà des 0,36 % de leur P.N.B., en faveur du Sud. Mais l'Est s'effondre, comment "aider" tout le monde ?

L'Ouest décadent n'est pas démangé par les scrupules ; on assaisonne toutes ses piailleries de projets d'"investissements de type éthique". On n'a même pas oublié de pondre des F.C.P. (fonds communs de placement)/Tiers-Monde, instruments de défiscalisation charitables ornant le marché de l'épargne. En même temps, les "missions humanitaires" s'agitent en hurlant au "droit à l'ingérence" du Président français.

En bref, une nouvelle crise planétaire de l'Ouest se dessine, au sein de la décadence. Cette crise, provisoirement retardée précisément en en rejetant dans un premier temps le plus grand poids sur le Tiers-Monde, n'a à présent plus de dérivatif et s'en trouve aiguisée à l'extrême.

Chez les "riches", le néo-nazisme prolifère, dans de multiples versions, depuis "America First" jusque la "Russie millénaire", en passant par l'"Europe au destin Impérial" (eurodroite). La seule question est de savoir quel "bloc" en fera sa carte maîtresse, tandis que celui d'en face préférera ressortir la loque de la Démocratie comme oriflamme.

L'époque actuelle de désintégration et de repolarisation de la civilisation décadente peut être datée d'octobre 1988, des "émeutes de Bab el-Oued" en Algérie, initiées par les lycéens et les écoliers. À cette date, l'armée, l'A.L.N. jusque-là auréolée de la gloire du combat armé mené durant huit ans (1954-1962) contre cinq millions de soldats français, tira dans le tas, comme un vulgaire roi du Maroc s'y prend à l'égard des bidonvilles de Casablanca. Il y eut 500 morts, avec état de siège à la clef. On peut dire que ce jour-là le mythe de la décolonisation s'est évaporé. À cela s'est ajouté, depuis, l'exploit du massacre de 200 mille Irakiens dans la "guerre du pétrole" (janvier 1991), où la France joua le rôle le plus criminel de tous par la caution morale qu'elle donna, aux yeux du Sud, à l'opération américaine. On ne comprend pas la négligence de la Cour Suprême américaine, qui n'est pas intervenue pour ajouter une 51ème étoile à la "bannière étoilée", celle de l'Arabie Saoudite…

———————

En résumé, relativement au Sud, l'évolution depuis 1945 se dessine assez nettement. La voie du "non-alignement", initiée à Bandoeng (1955), confortée par l'influence de la Chine maoïste (Chou En-Lai), fut finalement balayée par le raz-de-marée néo-colonialiste, dirigé par les U.S.A. maîtres de l'O.N.U. Le néo-colonialisme s'est imposé, à la faveur même de la rivalité américano-russe. Dans la politique des "blocs", le néo-colonialisme "de gauche", de la "bourgeoisie rouge" qui s'était annexée les fractions "intellectuelles" des diverses bourgeoisies compradores, a en effet fortement contribué à brouiller les cartes, en donnant l'illusion d'une alternative.

Aujourd'hui, c'est tout le système néo-colonial, dans ses deux versions droite/gauche, qui s'effondre. Le projet criminel de Reconquête coloniale directe prend prétexte de cet effondrement même. Or, le néo-colonialisme est la forme ultime de la domination colonialiste, puisqu'elle s'appuie sur l'indépendance fictive des victimes. Ce système débouche sur un drame sans précédent, après avoir suscité les illusions les plus insensées. La dérive spontanée de la civilisation décadente vers la barbarie totale de la reconquête promet évidemment des désastres d'une ampleur bien plus grande que ceux occasionnés par les anciens "repartages du monde" qui furent l'objet des précédentes guerres mondiales inconséquentes.

Mais qui est prêt à faire obstacle au mouvement désormais enclenché ? N'est-il pas vrai que la preuve est faite : les loqueteux du Sud "n'étaient pas mûrs pour l'indépendance". Pourquoi donc se gêner pour se lancer dans l'"ingérence" tous azimuts !

———————

Deux méthodes

La reconquête coloniale prend forme en empruntant deux voies opposées et complémentaires : les “privatisations” et les “accords de troc”. La première voie envisage la mainmise sur les “matières premières et énergétiques” du Sud “en valeur” ; la seconde l’envisage en “volume”.

1- Les privatisations

À la faveur de la liquéfaction des autorités de façade des pays du Sud qu’entraîne l’effondrement néo-colonial, les hyènes des multinationales de l’Ouest prêchent la “déréglementation” à outrance concernant les richesses du Sud. Les officiels, tout en faisant état de la “zizanie qui fait rage” entre “pays producteurs” de produits de base, se réjouissent du nouveau “vent de libéralisme” des bourgeoisies compradores aux abois. Ceci est vu comme le triomphe du “libéralisme”.

En fait, il s’agit, sous prétexte de laisser les forces spontanées du “marché” purger les entraves bureaucratiques des “grands accords” antérieurs par produits, de convertir les emprunts irrécouvrables des P.V.D. en “actions”. Tel est le sens des manœuvres type “plan Brady”. Les nouveaux “accords de partenariat” désormais vantés sont d’ailleurs reconnus comme “nouvelle méthode de gestion de la dette”, par la formule des “conversions de créances en actifs”. De cette façon, les richesses naturelles du Sud ne sont plus simplement le “gage” de la Finance internationale apparaissant comme simple banquier, mais sa propriété directe au titre d’entrepreneur. Il est inévitable que le vampirisme néo-colonial se trouve du même coup conduit à un retour direct à la “gun-boat policy” (politique de la canonnière), à l’occasion de la première défaillance du pays “souverain” du Sud. Autrement dit, il y a menace permanente que le pays “partenaire” du Sud se voit arraché son dernier voile juridique d’indépendance politique. Dans le même moment, la méthode des privatisations porte inévitablement les divers rapaces financiers de l’Ouest à rejeter leur unité de façade face à l’océan des “damnés de la terre” du Sud en vue d’un affrontement. Pour cela, il leur faut aussi se coaliser à marche forcée en deux camps ayant chacun les moyens de défendre leur “bien” respectif face à l’autre.

2- Les accords de troc

Le mouvement de privatisation prend encore les dehors “marchands” du G.A.T.T., c’est-à-dire de la décadence sereine. Mais déjà est lancée l’autre méthode, adaptée aux temps agités, celle de l’annexion des “sources d’approvisionnement” en volume (ou en nature).

Il s'agit cette fois du développement ouvertement "autarcique" des "accords de troc" que les Puissances multiplient à l'envie dans le chacun pour soi déclaré. Ici s'affirme la tendance du système-argent, qui fut l'essence même de l'économie civilisée, à se mettre officiellement en opposition avec lui-même.

Déjà la démagogie nazie, face à l'hypocrisie des "démocrates" sournois, proclamait : "l'or n'est plus roi" (Émile Roche – 1942). Les hostilités étaient déclarées contre le parasitisme financier de la "juiverie internationale", on décrétait "l'agonie de l'or", auquel on opposait "la formation de l'Étalon-Travail", la "Traite de Travail" (Francis Delaisi – 1942). Ernst Wagemann, l'homme du "trop de théorie", au nom de "l'État du Peuple", prêchait "la nouvelle éthique économique", concluant hardiment à la "démonétisation de l'or", auquel on substituait la "compensation économique" (1941). Ernst Samhaber s'élevait également contre "la méthode monétaire" et chantait "la forme nouvelle de l'économie dirigée" qui "fait table rase de l'idée de propriété sacrée" et dont le modèle était "l'organisation allemande" où "le travail devient un service national" (1942). Nous savons que ces recettes ne font qu'ériger en système morbide, au sein de l'Occident convulsionnaire, le régime chronique de "l'économie armée" (Kai Sheng Chen – 1940), accompagné d'un "S.T.O." universel.

———————

Moralité

Du côté des “naufragés de la dette”, l’“opposition démocratique”, qui est le nouveau nom donné, dans les conditions du néo-colonialisme, aux anciens “Évolués” du temps des Empires coloniaux, ne se fait pas prier pour prétendre que privatisations et accords de troc sont le remède efficace pour “casser la spirale de l’endettement”. Tel fantoche du Togo clame que l’intervention militaire française pour rétablir l’ordre ne serait “pas du tout choquante”, que “la population la réclame”. Tel autre pantin, argentin celui-là, passionné par la “politique de rigueur libérale”, nous est présenté comme tenant “le discours monétariste d’un classicisme à toute épreuve” ; il joue à fond “la confiance des investisseurs” et la “délocalisation des capitaux formant les fortunes privées de l’Amérique latine”. Cependant, devant la vente d’Hassi-Messaoud, “le principal bijou de famille” de l’Algérie, aux pétroliers Total et consorts, les islamistes, très perspicaces, crient sans hésiter : “Bah El Bled”, c’est-à-dire : les fantoches bradent le pays…

L’évolution actuelle, absurde jusqu’à la démence, vers la Reconquête coloniale directe, visant à restaurer les Possessions d’antan, mais portant sur l’ensemble du Sud et au profit d’une Superpuissance totalitaire unique, les folliculaires de la Finance nous y initient de manière cynique en répandant leur venin idéologique. Et l’on nous distille le discours suivant : le Nord pourrait se passer du Sud mais non l’inverse ; les P.V.D. sont les artisans de leur propre malheur ; ils doivent prendre le dur chemin de l’ardeur au travail dans le cadre de l’économie libérale ; la marche vers le développement comporte une phase intermédiaire de relative vassalisation ; s’il est ennuyeux d’être exploité par les multinationales, il l’est encore plus de ne pas l’être. C’est textuellement ce que monsieur Esambert écrit à l’automne 1991, en ne reculant pas devant l’audace de placer une citation de Trotski en exergue ! Plus crûment, les “petits-blancs” de l’Ouest commentent les désastres engendrés par le néo-colonialisme en ressassant au bistrot : c’est bien la preuve qu’on n’aurait jamais dû abandonner nos colonies…

Les U.S.A., devant faire face à leur déclin stratégique, commercial d’abord et industriel ensuite, ont tout à craindre désormais sur le terrain directement politique. Ils semblent bien décidés à se crisper sur la seule supériorité qui leur reste, l’avantage militaire hérité de leur ancienne puissance économique. Ils y sont d’ailleurs encouragés par le fait que le dollar ne peut rester sur-coté comme monnaie-refuge, qu’en entretenant délibérément le désordre politique international, lequel alimente en même temps leurs initiatives de “gendarme international”. Ainsi donc, à moins de bouleversements inattendus, en particulier une crise sociale interne d’envergure et incontrôlée, l’Amérique a de bonnes chances de devenir le terrain d’élection d’une nouvelle mouture de la croisade totalitaire, visant à installer partout des “gauleiters”, dans un régime portant au premier plan des personnages style “bérets verts” mâtinés de Ku-Klux-Klan. C’est à ce moment que les peuples d’en-face, en Europe tout d’abord, risquent de se laisser subvertir par l’hystérie “démocratique”…

Les monstres aveugles de la mafia financière cosmopolite, qui portent le monde au bord de l’abîme, que seule l’idée de “durer” par tous les moyens habite, n’ont évidemment

pas le moindre soupçon que les peuples peuvent intervenir au point de changer totalement les règles du jeu. Mais il ne faut pas croire qu'ils dorment tout à fait tranquilles. Leur tracas, de ce côté, perce parfois, et cela donne alors des paroles du genre de ce qui suit : *"Il est impératif d'industrialiser le Sud, ne serait-ce que pour maintenir sur place les potentiels immigrants, et pour éviter que les élites ne versent dans le maoïsme ou l'intégrisme"* (Esambert : La guerre économique mondiale). Affaire à suivre !

———————

Conclusion

Les “Barbares”

À l’Ouest, en 1850, se déclencha la décadence de l’ordre civilisé tout entier. La répercussion directe en fut, au Sud, le développement de la domination colonialiste sous sa forme dernière, organisée par le capitalisme parasitaire.

Ce système inédit de domination colonialiste “absolue” comporte deux caractéristiques : premièrement, il vise l’annexion pure et simple des Territoires, sans considération aucune des Populations ; deuxièmement, il porte son action jusqu’aux confins du genre humain, frappant les ultimes communautés où prédominaient antérieurement les rapports sociaux primitifs.

Le néo-colonialisme, qui sévit au Sud depuis trente ans, n’est que la forme achevée de cette domination colonialiste contemporaine sévissant, sous couvert de la fiction juridique des Indépendances, au moyen de l’arme essentielle de la Finance et de l’Endettement. Ainsi s’effectue l’annexion “spontanée” des richesses naturelles de la “campagne du monde”, par la ploutocratie cosmopolite dressant son trône dans la “ville du monde” qui désigne l’Ouest décadent.

Les ravages exercés par trente ans de néo-colonialisme n’ont aucun précédent dans toute l’histoire humaine, par leur envergure, leur brutalité et leur forme galopante. Le génocide avec lequel ils coïncident représente un “crime contre l’humanité” au degré le plus élevé qu’on puisse concevoir.

Reprenons :

1- Une nette polarisation **mondiale** liant l’Ouest et le Sud résulte du déploiement de la domination néo-colonialiste.

“Libres” de toute allégeance à une “métropole” déterminée, les populations du Sud se trouvent directement conduites à affronter “l’Ordre Mondial” existant. Leurs luttes revendicatives les amènent en permanence à solliciter les “institutions internationales”, F.M.I., Banque Mondiale, etc.

L’ultime recours des populations du Sud apparaît toujours dans le “Conseil de Sécurité de l’O.N.U.” Celui-ci se trouve contraint de se montrer sous son vrai jour : organe d’orchestration d’“opérations de police” d’envergure, des entreprises de “sale flic” menées contre le Sud par la ploutocratie cosmopolite. La chose est à peine voilée dans les déclarations d’un “responsable saoudien” durant la guerre du Golfe : “Les opérations de l’Aramco (Compagnie pétrolière U.S. basée à Bahrayn) soutiennent l’action militaire”. Mais cela même ouvre les yeux ; c’est ainsi que l’ex-ministre de la justice des U.S.A. déclara courageusement : “L’O.N.U. n’est qu’une enceinte de corruption où des puissances achètent, par l’argent et la menace, la voix des petits pays. Nous faisons cela avec toute nation susceptible de voter pour nos intérêts ou disposée à maquiller nos coups de force à l’étranger en croisade du Droit” (Ramsay Clark).

2- L'exploitation "**anonyme**" de la campagne par la ville à l'échelle planétaire qui constitue le contenu de la domination néo-colonialiste, met irréversiblement à jour que pour les populations du Sud, la question "nationale" se trouve entièrement absorbée par la question "sociale". De la manière la plus franche qui soit, l'idée s'impose aujourd'hui que la question du Sud relève de la "lutte des classes entre nations" (Lénine). Plus précisément, il est devenu avéré que l'impératif de "modernisation" du Sud – qui est en fait l'impératif de la civilisation tout court – passe par la rupture avec le capitalisme parasitaire trônant à l'Ouest, et son renversement.

3- L'état réel de "**nations-prolétaires**" des populations du Sud découle de la réunion des deux éléments précédents réunis : l'exploitation anonyme et mondiale du Sud par l'Ouest. Ceci met en lumière le véritable caractère de la prétendue "décolonisation", qui ne fut qu'une parodie macabre de 1789 à usage colonial. Les populations du Sud se trouvent tout bonnement dans une situation collective de "prolétaires sans patrie", alors que les salariés de l'Ouest subissent cette condition dans le cadre familial hérité du développement civilisé. Les uns et les autres ne peuvent se découvrir une réelle identité que dans une même "Internationale" se donnant le but unique de l'émancipation du genre humain.

4- Les **pseudo-gouvernements** des pays du Sud n'ont pour fonction que celle d'"intendants" des maîtres de la Finance cosmopolite, chargés de gérer la mainmise sur les richesses naturelles de cette "campagne du monde". De ce fait, les néo-colonisés sont en quelque sorte exploités par leurs propres "compatriotes", dont le rôle réel n'est pourtant que celui de "contremaîtres", d'exécutants aux ordres de la ploutocratie cosmopolite.

Les nouveaux "évolués" à la tête des pays du Sud jouent le rôle de maquereaux, qui prostituent "librement" leurs communautés. Ces "élites" locales forment simplement une maigre bande de courtisans mangeant dans la main de la Finance cosmopolite qui les affuble d'une livrée "nationale". Ce sont des courtiers vénaux, payés à la commission et aux pots-de-vin, employés à solder les ressources naturelles de la contrée et à prendre commande au prix fort du rebut des armes "conventionnelles" des pays se disant "développés". Cet "équipement" permet seulement l'organisation de parades protocolaires, assure la garde personnelle de la camarilla au pouvoir, et entretient la braise des conflits régionaux fratricides.

Les équipes de fantoches qui entretiennent la fiction des Indépendances sont fondamentalement condamnées à appliquer la ligne de "droite" qui leur est dictée par l'Ouest décadent, c'est-à-dire à assumer leur rôle de "gauleiters" régionaux ; accidentellement cependant, certains sont poussés à embrasser une ligne de "gauche", à s'embarquer dans un "bakouninisme" gouvernemental ayant la prétention folle de "faire chanter" les puissants par le moyen d'un terrorisme international condamné à l'avance.

Les gogos des "oppositions démocratiques" du Sud qui mordent à l'hameçon rouillé des "droits de l'homme" qu'on leur lance, sans prendre même la peine de le pourvoir d'un appât, ne méritent évidemment que l'indifférence générale des peuples.

———————

Le Sud

Le développement de la domination colonialiste contemporaine, qui culmina dans le néo-colonialisme, dont nous assistons aujourd'hui à l'effondrement, confère aux peuples du Sud un rôle déterminant dans l'œuvre nécessaire et urgente d'édification de la République Sociale Universelle.

Relevons tout d'abord que les 150 années écoulées de décadence civilisée n'ont pas plus donné l'occasion d'une expérience décisive de pré-socialisme au Sud, qu'elles ne permirent de victoire décisive du communisme à l'Ouest.

Finalement, jusqu'à présent, les entreprises pour échapper à la décadence civilisée et entraîner l'humanité hors de la préhistoire, dans la voie communiste, furent seulement le fait d'États se trouvant dans une situation intermédiaire : d'anciens Empires Ruraux qui refusèrent tout à la fois la "promotion" ploutocratique et la déchéance coloniale. Selon que l'accent est placé sur un aspect ou l'autre de ces deux écueils, tel est le sens des soulèvements épiques dirigés respectivement par Lénine et Mao. À l'inverse, des États se trouvant dans une situation analogue nous donnent l'exemple d'une évolution différente : d'une part, nous avons l'"exception" japonaise, réussissant sa promotion ploutocratique ; d'autre part, nous avons le "cas" Ottoman, n'échappant pas à la déchéance colonialiste.

Signalons à ce propos que Lénine et Mao, partant de leurs conditions historiques et géographiques propres, envisagent essentiellement la lutte contre la domination colonialiste contemporaine comme l'affaire de "pays dépendants" et "protectorats". Cela signifie qu'ils ont principalement en vue des peuples ayant bénéficié d'un développement civilisé antérieur incontestable et de l'héritage étatique accompagnant ce développement, même si cet appui ne concerne que les époques rurales (antique et gothique). Un tel héritage entraîne avec lui l'existence d'éléments d'une bourgeoisie nationale dans le pays, née au contact de la civilisation moderne européenne. Une telle perspective s'affirme encore de manière prédominante dans la célèbre "Lettre en 25 points" du Parti Communiste Chinois du 14 juin 1963. La polarisation planétaire Ouest-Sud issue du déploiement néo-colonialiste des trente dernières années oblige à aborder la question sous un angle nouveau.

L'orientation générale de la République Sociale Universelle est la même, et plus que jamais, pour les masses de l'Ouest et les peuples du Sud. Ces deux forces sont "compagnons de chaîne" depuis la décadence civilisée de 1850 ; si leurs divergences sont parfois vives, elles ne le sont pas plus qu'entre hommes et femmes dans le cadre du patriarcat civilisé : chacun pesait à sa façon propre dans la famille privée, mais ensemble ils faisaient marcher la barque de la "cellule" sociale fondamentale. Envisageons donc de façon couplée, au Sud et à l'Ouest, l'œuvre de fondation de la République Sociale Universelle, en mettant en relief le rôle spécifique du Sud.

Le but qualitatif visé dans les deux cas est la rupture avec la décadence civilisée, aboutissement de la lutte immédiate pour des "réformes", et point de départ vers le "but final" de la société sans Argent et sans État. Tenons-nous en à cette sphère de l'Action, en négligeant le domaine de la Pensée. La situation actuelle d'effondrement du néo-colonialisme met au premier plan précisément les deux exigences consistant à se ménager les conditions préalables du dépérissement de l'Argent et de l'État. Ces deux exigences sont simplement inversées dans leur priorité relativement au Sud et à l'Ouest.

1- Dépérissement de l'État

C'est l'exigence "première" du Sud, souffrant avant tout de l'oppression "mondiale" :

• Au Sud, précisément, revient le privilège de lever haut le drapeau du Gouvernement Mondial, condition première de la suppression de tout État. Le Sud, privé de Cité, trouve ici sa grande cause, propre à notre époque de décadence civilisée. Cette cause de la Nation Humaine ne peut vaincre que sur les ruines des "parlements" mondiaux de la décadence, S.D.N. et O.N.U. Si les Indépendances nationales furent fictives pour le Sud, la Nation Humaine est des plus effectives pour lui.

Ce but de la Nation Humaine par le gouvernement mondial n'est rien d'autre, en ce sens, que la réalisation de l'idéal civilisé, que la civilisation pouvait perfectionner comme idéal, mais point du tout réaliser. Que furent d'autres, en effet, successivement : chez les Anciens, le rayonnement indéfini de l'Hellénisme, ou Sagesse politique conçue sans frontières ; chez les Gothiques, la "catholicité" (ou universalité) de l'Ecclésia, ou Foi révélée expansive ; chez les Modernes, le règne sans limite des Lumières, ou Loi naturelle ?

Dans les conditions présentes du Sud, il est intéressant de signaler la pression puissante exercée dans le sens de la Nation Humaine, sous une inspiration religieuse issue des profondeurs de la civilisation rurale. Par cette voie détournée, la preuve nous est faite qu'au Sud, le levain authentiquement civilisé conserve sa force subversive, à condition précisément que sa forme constitue un "rejet" sans ambiguïté de la domination colonialiste de l'Ouest décadent. En Asie, le Taoïsme joue déjà ce rôle, dans la tradition des "Boxers", et il le peut d'autant mieux qu'il a dû abandonner toute idée de "protéger l'auguste empereur" qui ne reviendra plus. L'Islam joue dès à présent puissamment ce rôle, en invoquant "al Ummah", la communauté super-étatique des craignants-Dieu. Cette fonction de ferment, l'Islam la remplit d'autant mieux qu'il est délivré de l'idée de "rétablir le Califat" qui ne reviendra jamais. En tout état de cause, Musulmans ou Taoïstes sont bien plus au fait des nécessités présentes du Sud d'avancer pratiquement dans le sens de la Nation Humaine, que les rachitiques sous-produits de l'Ouest décadent ânonnant le catéchisme aride de la "laïcité" et de la "tolérance" !

Le combat des populations du Sud pour la Nation Humaine unique comporte réellement un caractère "patriotique", mais nullement au sens classique et libéral du mot. Il s'agit simplement de faire triompher au Sud une succession de "dissidences régionales", relativement à l'Ordre Mondial actuel de la Finance cosmopolite. Les "régions libérées" du Sud n'auront d'autre choix que de se concevoir elles-mêmes comme de simples "bases d'appui" dans le processus prolongé de formation du futur gouvernement mondial, lequel seul est susceptible d'ouvrir solidement l'"ère humaine" succédant à l'ère civilisée révolue.

• À l'Ouest, c'est exactement le même besoin d'amorcer le dépérissement de l'État qui s'exprime d'une autre manière : dans les efforts désespérés pour trouver une issue à la décomposition de la Famille privée, prise dans les chaînes de la propriété privée, situation à présent dépourvue de toute justification historique. Il n'est pas de solutions à ce problème sans l'établissement d'un "pouvoir public ayant perdu son caractère politique" (Manifeste), qui prenne par suite aisément et nécessairement en charge la procréation des

hommes. Cette mesure, brisant avec la “puissance parentale” arbitraire sur les enfants, doit en même temps attaquer à la racine la “prostitution officielle et officieuse des femmes”. C’est aussi réaliser le vieux rêve civilisé de permettre l’épanouissement de la Personne pour elle-même, hors de toute considération de patrimoine familial, “le libre développement de chacun devenant la condition même du libre développement de tous” (Manifeste). Plus largement, c’est la voie de la gestion humaine de la Démographie, la régulation des naissances devenant une affaire principalement morale et non plus médicale. De même en ce qui concerne les drames actuels de l’“euthanasie” relativement aux incurables.

2- Dépérissement de l’Argent

C’est la première exigence des salariés et du peuple de l’Ouest, chez qui résident les Ploutocrates décadents et où se trouvent leurs “sièges sociaux”.

• À l’Ouest, précisément, l’exigence du dépérissement de l’Argent est nécessaire pour aboutir à l’instauration du Minimum Vital Gratuit, qui casse le vieux système périmé de l’exploitation de l’homme par l’homme et constitue le premier pas dans la direction du communisme intégral.

• Le Sud, quant à lui, est loin d’être étranger à l’objectif du dépérissement de l’Argent. Au contraire, la nécessité brûlante pour le Sud d’enrayer le génocide qui y sévit donne à cet objectif une actualité intense. Le Sud est également concerné au premier chef par cette exigence, celle-ci exprimant une conscience aiguë de l’impératif écologique, autrement dit du besoin pressant d’une soumission consciente du Travail humain à la fécondité naturelle.

———————

Le Front Populaire Nord-Sud (“nord” est un autre nom pour “ouest”) est véritablement la clef – et la seule – du renversement de l’ordre mondial présent de la civilisation expirante, dominé par la ploutocratie cosmopolite. À cet ordre “préhistorique” ne peut que succéder l’ordre communiste, entendu comme celui du dépérissement de l’Argent et de l’État, ayant pour base le Minimum Vital Gratuit et le Gouvernement Mondial. Cet ordre, le premier de l’histoire méritant réellement le qualificatif d’humain, sera construit conjointement par les actuels Esclaves de l’Ouest (les salariés) et les Barbares du Sud (les néo-colonisés).

Le monde antique à l’agonie a vu les “Césars” dégénérés se déchirer eux-mêmes en se portant à la tête de légions formées essentiellement de barbares que l’on avait mobilisés pour en contenir d’autres : Germains sur le Rhin, Avars sur le Danube ou Parthes en Orient. Les prétoriens actuels de la “guerre du droit” s’adonnent à quelque chose d’analogue, et cela depuis qu’est née l’idée des “tirailleurs sénégalais”. Ben Bella ne fut-il pas sergent de l’armée française ? Nos prétoriens de l’Ouest décadent mobilisent à présent des armées entières du Sud contre leurs voisins : Syrie contre Irak, et ainsi de suite. Ils n’échapperont pas au sort de leurs prédécesseurs du Bas-Empire, les Honorius/Arcadius (395) et autres Romulus Augustule (476).

Quand le Wisigoth Alaric procéda au sac de Rome, en 410, le grand Saint Augustin, devant le désastre frappant la ville maîtresse du monde et protégée des dieux, n'en fut guère troublé. En tant que simple "pérégrin" dans la décadence antique, Augustin jugea que Rome était punie de ses vices, et qu'Alaric était l'envoyé de Dieu, le vengeur du christianisme.

Nous ne serons pas plus émus le jour où, au nom des peuples du Sud, les "hordes" de Harlem et du Bronx prendront possession, à Manhattan, du World Trade Center et de Wall Street.

Les nouveaux et ultimes Barbares du Sud actuel se trouvent portés, en passant par les pires épreuves, aux avant-postes de la lutte qui a pour objet de tourner, pour le genre humain tout entier, la grande page de la civilisation. Venus directement du monde "primitif" auquel ils appartenaient hier encore, ils apporteront à coup sûr au mode de pensée historico-critique solidaire de la constitution de la Nation Humaine, toute la richesse de la "Sagesse traditionnelle" qui ne peut se perdre. Le péruvien José Carlos Mariatégui, côtoyait le tatar Sultan Galiev au Congrès des peuples d'orient de l'Internationale Communiste, à Bakou en 1920. À l'époque, "Moscou était un véritable bazar de la révolution pour tous les révolutionnaires d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, de toutes les races et de toutes les tendances". Mariatégui disait que les Incas avaient fourni "le plus parfait exemple de communisme primitif, naturel" ; il ajoutait : "Quand l'Indien élaborera son propre socialisme, il le servira avec un sens de la discipline, une ténacité et une force rarement atteints par une autre nation prolétarienne".

"C'est maintenant que va être expulsé le prince de ce monde", Bélial (Saint jean – 12, 31), c'est-à-dire la Finance.

"L'oppresseur, comment l'aiderai-je ? Le prophète répondit : en l'empêchant de faire le mal" (Hadith).

"Ainsi parle l'Éternel : Oui ! me voici en train de former un ciel nouveau et une terre nouvelle. De ce qui était auparavant, on en perdra même le souvenir. Réjouissez-vous !" (Isaïe – 65, 17-18).

"Si vous criez au mensonge, d'autres communautés ont, avant vous, crié au mensonge !
Il n'appartient à l'apôtre que de prêcher clairement la foi" (Coran : Sourate 29, 17).

Annexes

L'Algérie

L'exemple de l'Algérie, à partir de 1853, montre le "retournement" de la colonisation civilisée en colonialisme barbare.

La colonisation civilisatrice

En gros, les 25 premières années de la "conquête" étaient restées dominées par l'idée de fonder "une nouvelle Amérique", exprimée par la devise de Bugeaud : "Ense et aratro" (l'épée et la charrue). En d'autres termes, l'armée et ses "bureaux arabes" ouvraient la voie à un afflux de "défricheurs" européens qui implanteraient la canne à sucre et le coton, ce qui aurait pour effet de "libérer le commerce français du tribut payé à l'étranger pour l'achat des denrées tropicales". Avec l'avantage d'"assurer la tranquillité de la Méditerranée" infestée de pirates, il y avait celui de libérer "les Maures victimes de l'oppression turque", laquelle entraînait au "fatalisme" "l'arabe dépouillé par ses maîtres et n'ayant aucun intérêt à travailler".

Ainsi l'Afrique offrait un "but : former avec les arabes une sorte d'union de famille pour en faire un nouveau peuple français", "le ressentiment du vaincu disparaissant à mesure que le bien-être s'introduira dans le gourbi et que la richesse entrera dans la maison à l'européenne". Telle était la situation en 1852, où la population du pays comprenait 2 millions d'habitants, dont 135 000 Européens, Alger groupant 20 000 habitants. Mais surtout, mis à part les 100 000 soldats et les usuriers parasites, les civils français se composaient, d'une part d'employés civils de l'armée, de spécialistes des Ponts et Chaussées, officiers de santé, négociants et professions libérales (huissiers, avocats, notaires), d'autre part d'artisans de toutes sortes et de "propriétaires" issus de déclassés de la révolution industrielle, quarantuitards survivants chassés de France, et de victimes du "2 Décembre" directement "condamnés" à l'Algérie. De plus, notons que sur 107 000 Européens en 1847, près de 60 % n'étaient pas français, mais sardes, calabrais, maltais ou espagnols. Tous ces Européens réclamaient fortement "d'introduire les lois de la France en Algérie, comme condition fondamentale de notre établissement". On les considéra longtemps comme des adeptes du socialisme (Fourier, Saint-Simon et Owen), affiliés à des sociétés secrètes, Carbonari, "échappés des barricades".

La vieille franc-maçonnerie libérale du 18ème siècle était associée à tout cela, fidèle aux Constitutions d'Anderson (1723), à l'idée que "le maçon ne sera jamais un athée stupide ni un libertin négligent", se considérant comme "la religion de toutes les religions", ou "religion naturelle" (celle du "Grand architecte de l'univers" – GAU) recueillant tout à la fois les lumières de Confucius, de Brahma, de Socrate, de Jésus et de Descartes. Ne prêchant que la "tolérance", aspirant à "confondre tous les cultes dans une seule institution, grande comme le monde", cette maçonnerie disait : *"Il faut amalgamer les Arabes, les Kabyles, les Turks, les Maures et les Chrétiens ; gouverner avec justice,*

respecter la religion, les mœurs, les usages et les femmes musulmanes". Elle pensait d'autant plus être dans la bonne voie qu'elle découvrait que *"l'islamisme, ce culte le plus tolérant de tous, est aussi celui qui embrasse nos principes avec le plus d'enthousiasme"*. Aussi proposait-on d'*"établir pour chaque atelier une succursale arabe dirigée par les F.F. indigènes et les Européens parlant la langue du pays. Seront admis les Arabes de toutes fortunes et conditions. Là, on leur apprendra la religion universelle en leur faisant prêter serment sur le Coran"* (Grande Loge Nationale – 1849, dissoute peu après par le gouvernement). Signalons enfin qu'Abd el-Kader – qui se fera initier en 1864 – avait commencé par prendre les armes contre le Dey turc, puis s'était vu accorder un large État arabe au traité de la "Tafna" (1837), Bugeaud s'engageant à fournir des approvisionnements et même des fusils à l'Émir.

La domination coloniale

La possession

Cavaignac et Napoléon III, maîtres des "rouges" à Paris, inaugurèrent le colonialisme à Alger. À la direction par l'armée d'une Algérie autonome succède le système d'une Algérie "devenue partie intégrante de la France, administrée par le ministre de l'intérieur", nommant un Gouverneur, dont *"une tradition non écrite voulait qu'il ne fût jamais un pied-noir"* (A. Home). Aux défricheurs européens cosmopolites et utopistes succèdent les "gros colons" formés en Sociétés aux immenses concessions, visant à l'exploitation en grand par le moyen d'une main-d'œuvre indigène. Toute représentation politique propre à l'Algérie est définitivement enterrée. *"Pour gouverner l'Algérie, il suffit d'un képi galonné reluisant au bout d'une trique"* (Tartarin). Les Versaillais écrasent la dernière insurrection algérienne avant celle de novembre 1954, celle du Kabyle El Mokrani. La violente loi Warnier (1873) donne l'assaut aux terres communautaires des arabes, dites en "indivision", en même temps que les gros colons ruinent les vieux "émigrés" européens pour les réengager comme fermiers. La Banque d'Algérie associée aux "sociétés" lance la Vigne qui fera la fortune des puissants. On accélère la naturalisation des Européens non français et des juifs locaux, tandis que l'indigène musulman est définitivement considéré comme un fanatique subversif. Après la famine de 1867-1868, E. About prédisait : *"Encore deux mauvaises années et cet élément poétique aura débarrassé l'Algérie"*.

La Maçonnerie, détruite en même temps que le socialisme utopique, fait l'objet d'une reconstruction basée sur quelques principes simples : instrument d'une coterie de politiciens sous contrôle policier, sous la direction du maréchal Magnan, propulsé par décret spécial de Badinguet, Grand Maître échappant à toute élection, et recevant d'un coup tous les grades le lendemain de sa promotion ; épuration soigneuse par l'imposition d'obligations financières et d'amendes qui écartent les "mal famés" et sélectionnent des frères "sans gêne et sans embarras" économique, étant entendu que "le F.M.I. donne mais ne reçoit pas" et que doivent être dénoncés les "abaisseurs" en matière de conditions de recrutement ; enfin, le nouvel Ordre, jure de porter dans le monde "le flambeau et non la torche", revendique "pour base la science la plus positive", c'est-à-dire se constitue en

Église anticléricale. En 1881, on entendra le frère Viguier, grand initié scientiste, déclamer (au "Grand Orient") : *"Allons-nous faire alliance avec le surnaturel venu de la Mecque ? Les religions ne peuvent jamais aider les cerveaux à s'ouvrir à la lumière, leur œuvre consiste toujours à les lui fermer. Les congrégations musulmanes ne sont autre chose que des foyers de révolte politique au profit d'une théocratie qui ne veut pas mourir. La Foi dans la Raison, dans la Science, est la seule qui convienne"*. En 1884, le frère Pierron prêche aux Écossais réunis à Paris : *"La Maçonnerie doit être patriote. Ce n'est pas pour faire plaisir aux Arabes que nous avons pris l'Algérie, il est juste que nous soyons indemnisés. Ce sont nos colons qui ont besoin d'être protégés contre l'Arabe. L'Arabe hait le Français. L'Arabe c'est l'ennemi"*... Le frère Finet, instruit de Darwin, ajoute : *"Le faible, le vaincu est destiné à disparaître, c'est une loi de l'histoire"*. La tradition colonialiste, "républicaine et laïque" s'était donnée de solides fondements...

Le dominion – l'autonomie

La domination coloniale française, fortement attachée à la formule de la Possession, même dans sa colonie "blanche" d'Algérie, dut à la fin faire face brutalement à la nécessité d'embrasser la formule dernier-cri de l'Indépendance. Ainsi, la transition par l'étape du Dominion (Autonomie) n'apparut que sous forme velléitaire à la conférence de Brazzaville de 1945, puis comme recette élaborée en catastrophe de la "Communauté" de 1958. Cette "solution" boiteuse reste liée au nom du général de Gaulle. Les "progressistes" en conclurent ceci : *"La bourgeoisie française, comme les Bourbons, "n'apprend rien et n'oublie rien", ne quittera l'Afrique qu'après une série de désastres comme Diên Biên Phu"* (Padmore – 1955).

L'obstination dans la domination coloniale directe, purement "politique", se reflétait dans la "théorie" du colonel Mangin (1909) : *"En établissant la conscription des indigènes en Algérie, on pourrait compenser en partie l'affaiblissement de nos forces métropolitaines ; mais le projet se heurte à diverses objections venant de la population européenne d'Algérie, qui craint de voir se tourner contre nous, en cas d'insurrection, les Arabes que nous aurions instruits et libérés. Par contre, nos colons algériens seraient rassurés s'ils se sentaient protégés par des régiments de tirailleurs sénégalais, en grande majorité fétichistes"*.

Payée par le sang algérien, l'O.C.A.M. (Organisation Commune Africaine et Malgache) permit la mutation accélérée de l'Afrique noire, du vieil Empire à la nouvelle "Décolonisation" francophone. Le grand "catholique" Houphouët-Boigny et le poète-Académicien Senghor, gratifié de la double nationalité, optèrent avec ardeur pour la "culture" française.

En 1960 encore, de Gaulle misait sur un "Commonwealth" à la française, au nom du "mouvement d'affranchissement qui emporte les peuples de toute la terre". Par les flottements juridiques entre Fédération, Confédération, Communauté, etc., il s'agissait de se donner du temps en se ménageant une "voie moyenne" entre les intérêts acquis liés à "nos grands colonisateurs Galiéni et Lyautey" et les "fureurs anti-françaises" des partisans de l'Indépendance pure et simple.

La formule de la Communauté s'appuyait sur l'expérience antérieure de type "protectorat" du Maroc, où le Sultan était représenté à la S.D.N. par la France. Le principe

en était que la Communauté préservait, au-dessus des "États membres", une instance "commune" gardant pour la métropole les décisions-clefs, celles de l'Exécutif suprême, en bref la Défense et la Monnaie.

Vis-à-vis de l'Algérie, le Général réunit contre lui les foudres des partis "extrêmes" relativement aux "intérêts français" : "traître" pour l'O.A.S. et "putschiste" pour le P.C.F. Mais cette "duplicité" même faisait de l'homme de Colombey l'homme de la situation, "l'arbitre au-dessus des partis" de la finance française, distingué par son auréole "anti-atlantiste".

Nous avions connu un autre "arbitre", en la personne de Napoléon Bonaparte, venu "mettre d'accord" Jacobins et Aristocrates, venu imposer, au profit de la masse paysanne, les acquis de 1789, sans craindre pour cela d'aller ébranler les rapports féodaux sur tout le continent. Auprès de Napoléon Bonaparte, de Gaulle fait piètre figure, celle d'un "petit-bourgeois" de l'Occident décadent qui se surpasse pour "sauver ce qui peut l'être" de la domination coloniale française, prise dans l'étau de la superpuissance néo-coloniale américaine et du Tiers-Monde incité à l'émancipation véritable par l'"esprit de Bandoeng" (1955) du "non alignement", c'est-à-dire dans la voie du pré-socialisme (aux côtés de Chou En-Lai).

L'indépendance

De même que les colonisateurs d'après 1848 enterrèrent définitivement toute idée d'assimilation/intégration, de même la coterie gaulliste ne fut jamais effleurée par l'idée de se porter à la tête des non-alignés pour organiser le pré-socialisme au Sud en alliance avec un vieux pays développé soucieux de rompre avec une "civilisation" expirante. Ceci, évidemment, aurait exigé un "Rassemblement" au-dessus des partis autre que celui s'appuyant sur les paras de Bigeard affublés d'une croix de Lorraine !

Restait donc à s'assurer le soutien massif de la masse métropolitaine, par le "referendum" rééditant le plébiscite modèle 1852, afin de faire pièce à "l'Algérie de papa", celle des vignobles de Borgeaud et de l'armateur Schiaffano. Le "pouvoir personnel" avait à réussir l'opération délicate consistant à trancher en faveur du "Sahara" des pétroliers, la cause du technocrate Delouvrier, directeur de la section financière de la C.E.C.A. à Luxembourg, capable tout à la fois de briser impitoyablement les "généraux félons" et de déchaîner la torture chez les "rebelles".

Reconnaissons que la tâche de "décolonisation" pour le compte exclusif de la finance française n'était pas facile, vus *"les regards envieux des tout-puissants intérêts pétroliers américains en Algérie"* (A. Horne). En effet, dès l'origine eurent lieu de façon occulte des "ventes d'armes britanniques et américaines" au F.L.N. Ensuite en 1957, Kennedy se prononce ouvertement au Sénat en faveur de "la personnalité indépendante de l'Algérie" et les U.S.A. "s'abstiennent" désormais d'appuyer la France à l'O.N.U. Le gâteau de la "décolonisation" était tel que la C.I.A. en vint à tenir un second fer au feu pour la Grande Démocratie. Ce fut le complot final de livraison simultanée d'armes à l'O.A.S., dans l'éventualité d'*"un État indépendant dominé par les pieds-noirs, sur le modèle rhodésien.*

En échange, Salan devait céder des bases militaires et un accès préférentiel au pétrole saharien" (A. Home).

La "décolonisation", finalement, se fit dans la "paix des braves". Mais tous n'étaient plus là pour la célébrer ! Nos "p'tits gars" avaient en effet réussi, au cours de cette "guerre non-déclarée" (1954-1962), à massacrer 1,5 millions des 9 millions d'Algériens, soit 16 % de la population "indigène". La Pologne, suite à la guerre hitlérienne, ne perdit que 14 % de sa population (5,5 millions sur 40 millions)…

Vive la République ! Vive la France !

———————

Le Libéria et la dictature du Dollar

L'espèce de vocation de la "Démocratie Américaine" pour le néo-colonialisme ressort de l'exemple amer du Libéria, décrit magistralement par Padmore.

Inspirés par les abolitionnistes britanniques dans la libération des "noirs indigents" d'Angleterre et des affranchis du Nouveau Monde, les Quakers (Société des Amis) américains décidèrent eux aussi de fonder une "Patrie nationale" sur la côte d'Afrique pour les 20 000 Noirs libres des États-Unis, sur le million de population qu'ils représentaient en 1800.

L'inspiration venait de l'expérience commencée en 1787 en Sierra-Leone et où, à la suite des missionnaires protestants allemands, les Méthodistes Wesléyens se dévouaient depuis 1811.

L'initiative privée de la Société Américaine de Colonisation, créée en 1817 sous la présidence du frère de G. Washington, donnait forme aux propres efforts, développés depuis 1811, de l'éminent Noir libre Paul Cuffe, lui-même affilié à la Société des Amis. La Société obtint une charte du gouvernement américain en 1819.

Après de laborieux achats de terre successifs et de multiples obstacles surmontés, l'initiative aboutit enfin à la Déclaration d'Indépendance du Libéria en 1847. La république se donnait Monrovia pour capitale, en hommage à James Monroe. Douze Représentants de trois ou quatre agglomérations qui réunissaient 3000 Américains ayant effectué le "Retour", pouvaient rêver qu'ils initiaient la Modernisation des peuples de couleur jusque-là semi-barbares.

Tous les espoirs semblaient en effet permis. Peu auparavant, l'Amérique latine était agitée par les "libérateurs" Simon Bolivar et San Martin, qui avaient fait leur jonction en 1821. En 1822, la Grèce proclamait son indépendance. Varsovie s'insurgeait en 1830. Le drapeau tricolore était rétabli en France. La "Jeune Europe" était fondée en 1834. En 1831, Méhémet-Ali triomphait à Konieh et libérait l'Égypte.

En 1834, les autorités britanniques proclamaient l'abolition totale de l'esclavage dans l'ensemble de leurs établissements ; ceci mena d'ailleurs directement à la Guerre de Sécession aux U.S.A., où l'esclavage dut être aboli en 1863.

La Sainte Alliance féodale du Tsar et de l'Autriche se décompose et l'esprit de 1789 anime une nouvelle poussée libérale. D'ailleurs, l'année qui suit l'Indépendance du Libéria, en 1848, la Révolution constitutionnaliste et "démocratique et sociale" embrase l'Europe, touchant Paris, Francfort, Vienne, la Bohème, Milan et Venise ; s'y illustrent Kossuth, Garibaldi et Mazzini.

Hélas, l'apparition des "Rouges" sur les barricades parisiennes sonne le glas du libéralisme. Le spectre des "Partageux" effraie la bourgeoisie moderne. L'ère des Philanthropes s'achève irréversiblement. L'aristocratie de l'Argent prend le relais de celle de la Naissance, de la féodalité expirante à Moscou, Vienne et Constantinople pour prendre en main la cause de l'"Ordre".

Londres et Paris, bientôt rejoints par Washington, choisirent de jouer, contre le libéralisme périmé, la carte des despotes féodaux. La réaction de tous les âges trouvait sa direction dans la réaction "moderne" de l'Europe placée sous le signe de la féodalité financière. De plus, la Finance européenne voyait dans la domination coloniale la "solution" à la domination du salariat dans les métropoles. Enfin, en même temps que les Puissances lorgnaient sur les Empires Ruraux qu'elles poussaient à la corruption accélérée, elles veillaient à s'armer puissamment les uns contre les autres.

Ceci mena les ogres européens aux "alliances" sournoises avec le Tsar Romanov et le Sultan Mehmed, complétées bientôt par celle avec le Fils du Ciel Puyi. On ne négligea pas de miser sur la survie du Vatican, le général Oudinot (1849) prenant sous sa protection le "successeur infaillible du prince des Apôtres, gérant du patrimoine de Pierre", animateur des Zouaves Pontificaux et auteur du Syllabus (1864).

Cependant, l'Allemagne bismarkienne et le Japon de la "constitution Meiji" (2ème époque) assimilèrent de manière accélérée les nouvelles règles du jeu. Ils entreprirent de régler par eux-mêmes le problème féodal, en vue de se tailler une place au soleil dans le nouvel univers de la Finance. La fusion avec des débris féodaux se fit, dans le premier cas, à la manière "jünker" prussien, se subordonnant la "tradition" du Saint Empire des Habsbourg ; dans le second cas, à la manière "samouraï", en préservant la tradition impériale de Taisho.

Sur le plan de l'offensive proprement coloniale, la fameuse exigence cynique de la "porte ouverte" fut inaugurée par quelques événements spectaculaires à la gloire des "civilisateurs" : en 1856, le "Traité de Paris" livrait la Sublime Porte entre les griffes du capital européen ; en 1857, le sinistre Campbell matait l'insurrection des Cipayes en Inde ; en 1860, les canonnières franco-anglaises perpétraient le "sac du palais d'Été" de Pékin.

L'heure était venue de la grande curée colonialiste, et "l'exemple du Libéria était un mauvais exemple pour les Africains qui vivaient sous la domination blanche".

Les U.S.A. se gardèrent, jusqu'à la Guerre Civile, de reconnaître officiellement la jeune République du Libéria, unique en son genre, de crainte d'avoir à accueillir à Washington un diplomate de race noire.

Enserré entre les Possessions coloniales de la France et de l'Angleterre, le pays souffrit bientôt des déprédations de ces derniers dont l'expansionnisme n'avait plus de frein.

Le point clef est que, dès les tous premiers jours de l'Indépendance, le Libéria fut contraint de vivre d'argent emprunté. La dette nationale, associée à la corruption locale, le scandale éclate en 1871 : 27 % seulement du premier prêt des banques de Londres sont effectivement parvenus au Trésor de la République.

En 1884, le partage territorial de la planète approchant de sa fin – les vieux Empires Ruraux en putréfaction mis à part – la "Conférence de Berlin" invite les Puissances à se

ménager mutuellement face aux “barbares”, à régler pacifiquement, pour quelque temps encore, leurs appétits impérialistes respectifs.

La charge financière du Libéria mena à un deuxième emprunt en 1912, exigé pour régler la dette antérieure. Cette fois, le gouvernement libérien était directement escroqué par les opérateurs britanniques. En échange, la République consentait à confier la perception des recettes douanières à un Receveur nommé par les U.S.A.

Comme auparavant, le Libéria recevait en fait très peu d’argent, la majeure partie des titres étant émis pour payer les créanciers. Après avoir acquitté les dettes les plus criantes, le Libéria se trouvait dans une situation plus mauvaise que jamais. Au lieu d’aider au progrès économique et social, chaque prêt enfonçait le pays, le livrait à la finance internationale : les Morgan, City Bank, Fleming, Warburg, Hope, Paribas.

La première Guerre Mondiale éclata. En 1917, sous l’“influence” des U.S.A., le Libéria déclara la guerre à l’Allemagne. Cet engagement entraîna le Libéria dans une situation désespérée. Mais, malgré des appels réitérés, l’Amérique interrompit l’aide financière. En 1919, après beaucoup de marchandages, le gouvernement américain approuva un prêt de 5 millions de dollars. En retour du prêt, le Libéria devait consentir :

• à livrer au contrôle du Receveur américain, non seulement la douane, mais aussi les recettes intérieures du Budget ;

• à confier à un Commissariat désigné par le Président des États-Unis le gouvernement des tribus indigènes de l’intérieur ;

• le Receveur approuverait le Budget avant transmission au Parlement national ;

• il aurait le pouvoir de ventiler les recettes de la République : en priorité les intérêts du prêt et les dépenses administratives ; le solde réparti en deux moitiés, l’une affectée au programme d’enseignement et de travaux publics réclamant le consentement du Receveur, l’autre à la discrétion de la République ;

• la République s’interdisait de consentir aucune concession étrangère sans accord préalable des Américains.

Ainsi le Département d’État des États-Unis imposait au Libéria une dictature du dollar. Cependant, l’indignation populaire interdit au gouvernement de s’incliner devant de telles conditions.

Mais que faire ? De fait, le pauvre Libéria dut passer sous les fourches caudines de la finance “libérale”. Ce que les Américains ne purent imposer par la voie ouverte des exigences de leur gouvernement, ils le réalisèrent par la voie oblique de l’entreprise privée, déguisée en capitalisme “philanthropique”. Après la guerre, l’Amérique se trouvait aux prises avec le monopole britannique du caoutchouc. Firestone apparut sur la scène libérienne. Monsieur Harvey Firestone réussit à obtenir que le Libéria acceptât les conditions mêmes du gouvernement américain, auparavant rejetées.

Le Libéria était pris entre deux feux : l’impérialisme économique des Américains et l’impérialisme politique des Européens. La France voulait incorporer la région de Zinta à sa colonie de Côte d’Ivoire. Pour obtenir l’aide américaine contre la France, le gouvernement libérien dut accorder une vaste concession de plantations de caoutchouc à Firestone. L’accord Firestone fut signé en 1926 : 500 000 hectares étaient cédés, en échange d’un prêt… dont la moitié n’était pas versée en 1945.

Encore une fois, l'argent reçu fut employé à liquider la dette antérieure, l'emprunt de 1912, outre les frais d'une réforme administrative effectuée avec l'aide d'un conseiller… américain. Firestone imposa un Conseiller financier, seul responsable de l'usage des fonds publics. On fut contraint de se féliciter de ce que Firestone épargnait juste à temps au Libéria le sort d'être placé sous la tutelle de la S.D.N.

Ce n'est pas tout. Le Libéria dut s'engager à fournir, de manière planifiée, la main-d'œuvre exigée par les plantations. On s'engagea à effectuer des réquisitions, au moyen de commissaires de districts, qui répartissaient des contingents parmi les chefs de villages. Firestone payait 0,01 dollar par garçon recruté et par jour aux chefs, et autant au gouvernement. Avant la deuxième Guerre Mondiale, le Libéria, trop pauvre pour entretenir des missions diplomatiques, était représenté à Londres et d'autres capitales par des blancs, qui agissaient à titre honoraire comme ministres et Consuls.

En 1954, la société Goodrich obtint à son tour une concession de 300 000 hectares…

Le triste exemple du Libéria, né d'un grand rêve humanitaire, peut nous servir de type de la technique néo-coloniale à l'américaine. À l'abri d'une fiction révoltante de souveraineté locale, la seule pression financière spontanée obtient l'exploitation coloniale la plus inexorable, brutale et systématique. Et le vampire Uncle Sam, armé du seul dollar, devant le corps exsangue de la communauté "retardée" à qui il a consenti d'accorder son "assistance financière", peut s'offrir le luxe de prononcer la parole funèbre de Ponce Pilate : *"je suis innocent du sang de ce juste"*.

Sionisme

Judaïsme

La **Grande Révolution** apporta le "décret d'émancipation" (1791). Alors, tous les espoirs devenaient permis. De fait, Portalis réaffirma : *"La religion juive doit participer comme les autres à la liberté"* (1802).

On n'en resta pas là. Napoléon Bonaparte, "qui ne plaisantait pas" (Talleyrand) en vint à prendre le taureau par les cornes :

• 1806 : "Il faut assembler les États-Généraux des Juifs" ;

• 1807 : Constitution du "Grand Sanhédrin", composé des rabbins les plus éminents de France, Italie et Hollande. C'était la restauration du conseil suprême des anciens Hébreux, dispersé depuis Titus (1800 ans !).

Le miracle se produisit. L'"Assemblée des gens assis", les "71" présidés par le "Nassi", se réunit. Le chef des "Docteurs et Notables d'Israël" (David Sintzheim) ne put retenir son enthousiasme : *"L'Arche est dans le port… O Israël, sèche tes larmes, ton Dieu vient renouveler son alliance… Grâces soient rendues au Héros (l'Empereur) à jamais célèbre…, image sensible de la Divinité… Ministre de la justice éternelle, tous les hommes sont égaux devant lui"* (J. Lémann – 1894).

Voilà comment Napoléon Bonaparte devint le Messie tant attendu, avec dispense spéciale d'appartenir à la "maison" de David. L'Aigle, le "Washington couronné" (Mémorial), méritait bien cela…

Racisme

Quel désenchantement devait s'ensuivre de la putréfaction philosophique postérieure à 1850 ! Certes, le "peuple maudit" n'allait pas en être la seule victime, loin de là. La décadence générale n'a pas amené les catholiques à réclamer un "Refuge" (Nachtasyl) à Rome : ils se contentèrent d'agiter le drapeau ultramontain. Les prolétaires, de leur côté, pourtant seuls à se trouver tout à fait "sans patrie", ne purent s'offrir le luxe de revendiquer une "Terre", autrement dit un "espace vital"… Les juifs, au contraire, finirent par s'engouffrer dans le tunnel du "sionisme politique".

A. de Gobineau sort son "Inégalité des Races" en 1853. La vague antisémite se déchaîne après 1881, au moment même où des partis marxistes se créent de tous côtés. Cependant, un siècle après la Bastille, la société "libérale" et "éclairée" se débat dans la vase de l'affaire Dreyfus. Alors, en 1895, Théodore Herzl fait paraître "Der Judenstaat", le manifeste du sionisme dans sa version coloniale.

Dès sa naissance, le sionisme fut une riposte réactionnaire à la crise aiguë frappant toute la civilisation. Mais c'était avouer que le "problème juif" n'était qu'un "problème d'Occident" (Abdallah Laroui), dont les Arabes en général, et les Palestiniens en particulier, sont tout à fait innocents !

Au départ, l'enjeu du sionisme était le suivant : d'un côté la rivalité arrivant à son paroxysme entre l'Empire des Rothschild et le Reich de Guillaume II ; de l'autre côté, la décrépitude complète de la Russie des tsars, terre des pogroms modernes, et l'agonie du Sultanat ottoman, proie la plus convoitée par les "démocraties".

Les Juifs dans leur "foi" d'un autre âge, se firent assez aisément les otages de ces manœuvres impérialistes d'envergure. Il y a un paradoxe, cependant, et d'importance : ce furent des juifs issus de l'assimilationnisme européen, des déracinés de la Synagogue, d'un agnosticisme prononcé, qui prirent en main l'opération sioniste ! Ceux-ci faisaient bon marché de la langue morte des Hébreux. Et ils se montraient ouverts à toute forme d'aventure coloniale : aussi bien à Chypre, en Ouganda, en Argentine… qu'en Palestine ! (I. Cohen – 1945). La résistance à ce qu'on appelait le sionisme "politique", pour le distinguer du sionisme "spirituel" seul en vigueur jusque-là, était puissante au début. Curieusement, cette résistance venait des rabbins et de la foule des Juifs pieux. Ceux-ci dénonçaient l'opération coloniale en vue comme une violation de la "doctrine messianique", en même temps qu'une flétrissure à leur loyauté de citoyens patriotes appartenant à des pays modernes. Ahad ha-'am faisait aussi remarquer, sans succès, que la Palestine n'était pas un territoire vide… (1891).

Sionisme

Mais, sans qu'on le sache encore, la cause était entendue. L'Occident impérialiste avait trop besoin d'"États-tampons", destinés à protéger Suez et à endiguer bientôt le péril "bolcheviste". En 1933, la jeunesse dorée juive-polonaise paradait en uniformes bruns, chantant : *"L'Allemagne à Hitler ! L'Italie à Mussolini ! La Palestine à nous !"* (Temps Modernes, n° 253 bis – 1967 – p. 52).

L'idée anglaise (le Koweït en est une autre), ce sont les Américains qui finissent par l'imposer, à la faveur de l'Holocauste. L'armée secrète de l'Agence juive, la Haganah, et l'Irgoun dirigée par Menahem Begin, se proposent tout simplement de vider la Palestine, pour y loger les "rescapés des camps de la mort". On inaugure cela par le bain de sang de Deir Yassin (le 10 avril 1948).

L'État sioniste est fondé. C'est la monstruosité politique d'un État sans nation ; une colonie de peuplement établie en pleine seconde moitié du 20ème siècle, porte-avion de la Standard Oil, placé sous la protection d'une administration raciste et théocratique.

Leçons

1- C'est la "Démocratie" expirante qui a accouché du nazisme. Malgré tous ses efforts pour s'avancer masquée, elle ne peut que ré-engendrer sans cesse le racisme. Si les successeurs de McCarthy, d'Hiroshima et du Vietnam, veulent nous en imposer avec les "crimes nazis" pour nous faire avaler le sionisme, nous leur réservons toute prête la réplique de nos vieux paysans : "Le Diable chante la grand'messe !"

2- Le sionisme est une aventure diabolique dans laquelle le Judaïsme s'est trouvé malheureusement entraîné. Elle mène à une catastrophe bien pire que l'Exil à Babylone et la destruction du Temple par les Romains. Cette fois, c'est le gros des Juifs eux-mêmes qui se sont faits les artisans du nouvel "Exil à Tel Aviv". Ce faisant, ils ont forgé l'Idole de l'État d'Israël, assassinant l'idée du Messie.

• Qui doit se lamenter si l'on entend, de nouveau, retentir le cri des pogroms du Moyen Âge : *"Hep ! Hep !"* (Hierosolyma Est Perdita) ?

• Est-il encore temps d'espérer, pour que le sionisme ne puisse donner le coup de grâce au Judaïsme, qu'un nouvel Élie se lève chez les juifs et maudisse l'État d'Israël en criant : *"Saisissez-vous des prophètes de Baal et que pas un n'échappe !"*. La Bible, quant à elle, poursuit : *"On les saisit ; Élie les fit descendre dans la vallée de Kichôn et les égorgea"* (I Rois 18 : 40).

———————

La fin de la Préhistoire

Février 1848 : drapeau tricolore et drapeau rouge

L'Est

La 4ème Défaite du Peuple mondial

Association LE SENS DE L'HISTOIRE – Freddy Malot – sept. 1993

En couverture :

Le 25 Février 1848, à Paris, le peuple se présente en masse devant l'Hôtel de Ville, où siège le Gouvernement provisoire, pour réclamer le remplacement du drapeau tricolore par le drapeau rouge comme symbole du caractère social de la nouvelle révolution. Il faudra les talents d'orateur du "poète" Lamartine pour repousser provisoirement le drapeau rouge… puis ceux du boucher Cavaignac (appelé à la rescousse par Lamartine !), lors du carnage de Juin, pour mâter sévèrement le mouvement populaire pour la république sociale. (note de l'Édition.)

Le défi : la mort de Marx

Le monde officiel, celui de la télévision, de l'école, des églises et des partis, proclame en chœur "l'effondrement du communisme", la "faillite du marxisme". Le consensus à ce sujet est total, englobant même les extrémistes, anarchistes et néo-nazis.

Tel est le défi qui nous est lancé et que nous relevons, convaincus de la nécessité d'évacuer l'atmosphère sociale de cette intoxication générale qui contribue à précipiter le genre humain dans la barbarie intégrale.

Ceux qui crient "Marx est mort", en exploitant la chute du Mur de Berlin et en brandissant l'épouvantail de Staline, ne sont que les agents publicitaires de la Mafia financière dominante qui opprime le peuple. Tout ce bruit n'est le fait que de quelques apologistes du capitalisme parasitaire. Ces faux intellectuels encouragent à l'autocensure, imposée à tous, et attisent la violence destructrice des déclassés qui prolifèrent avec la décomposition sociale.

Face à cette démagogie, il faut bien qu'une avant-garde se signale et dénonce ce procédé qui consiste à jaser sur la déroute du socialisme, pour faire croire que l'on prend à cœur la cause de l'émancipation sociale.

Certes, l'écroulement de la Russie khrouchtchévienne et ses satellites de l'Europe de l'Est, du Vietnam et de Cuba, la faillite des partis, dits communistes, d'Occident et la nullité du communisme dans le Tiers-Monde, constituent le problème clef de notre époque. Mais cela ne fait que démontrer l'urgente nécessité d'une analyse critique des succès et des échecs du mouvement engagé depuis 1848, pour la République Sociale Universelle.

La question se pose même sérieusement, de savoir si l'avant-garde populaire doit ou non conserver la "chemise sale" du communisme, pour reprendre l'expression utilisée par Lénine, en 1919, à propos du socialisme. Mais à cette question, ce ne sont pas les intellectuels de gouvernement qui sont en mesure de répondre. Seuls les marxistes peuvent entreprendre une étude critique de la situation catastrophique du mouvement salarial actuel. Seuls les marxistes peuvent tirer les conséquences pratiques qui en découlent, et faire taire ainsi ceux qui ressassent sans fin et sur tous les tons que "le marxisme est dépassé".

———————

Le 25 Février 1848

25 Février 1848 : drapeau politique et drapeau social s'affrontent

La question sociale éclate avec la Révolution de Février à Paris, sur les barricades de 1848. La révolution Politique, qui avait culminé en 1789 expire, la révolution Sociale s'annonce au grand jour. La chose s'exprime dans l'affrontement des deux drapeaux : le drapeau national tricolore et le drapeau rouge international.

• La République Démocratique

La nuit précédant le 24 Février 1848, Paris élève des barricades. Au matin, les troupes se replient devant la garde nationale. Ensuite, les barricades s'avancent jusqu'auprès des Tuileries. Enfin, les casernes sont forcées à la capitulation et les soldats fraternisent avec le peuple. Alors, le roi Louis-Philippe abdique, le personnel d'ancien régime s'enfuit, les politiciens de Gauche se proclament Gouvernement provisoire.

La Gauche, propulsée au gouvernement par 300 mille hommes soulevés, ergote à propos du régime à substituer à la royauté parlementaire. Chez les classes dominantes, de 1795 à 1840, l'idée de République était devenue tabou, synonyme de "Jacobins", de "Terreur". Depuis lors, ce sont les salariés qui l'ont redécouverte, et réhabilitée dans les rangs populaires. Garnier-Pagès décrit les angoisses du gouvernement provisoire : "proclamer" la République semblait trop affirmatif ; déclarer "désirer" la République était une expression jugée plus convenable ; on décida d'annoncer "vouloir" la République… "sauf ratification par le peuple" !

Néanmoins le gouvernement, prisonnier de l'embrasement populaire, proclame : "Tout citoyen est magistrat" ; "Tous les citoyens font partie de la garde nationale". Chacun magistrat ? Ce n'est pas "donner son avis" de temps à autre dans l'isoloir ! C'est participer directement au gouvernement, maîtriser de façon responsable et permanente l'administration. Tous gardes nationaux ? Ce n'est pas la conscription militaire ! C'est avoir en main l'armée défensive qui est le gage même de la qualité de citoyen-magistrat, c'est subordonner l'armée à la police, la "ligne" à la "milice". Pensons au fait qu'à présent, la soi-disant police est, à l'inverse, essentiellement militarisée !

Le peuple s'était soulevé au nom du droit de réunion. La liberté de presse, de réunion et d'association, tout se concentra dans la floraison des "clubs", c'est-à-dire dans la tenue d'assemblées populaires permanentes. Immédiatement, tout le monde voulut se réunir. On se rassemblait d'abord dans le but de discuter une question spéciale : démarche, pétition, adresse au gouvernement. Le bureau formé, on se déclarait en permanence. Socialistes de Considérant, communistes de Cabet, saint-simoniens de Buchez, révolutionnaires de Blanqui, démocrates de Mazzini, tous avaient leur club. Les Écoles aussi. Les arrondissements avaient le leur. La droite et le clergé ne s'abstenaient pas

d'exercer leur droit de réunion. Enfin, les nationalités se groupaient : Italiens, Allemands, Polonais, Belges. Même les détenus politiques s'assemblaient. Le Club des Droits de l'Homme connut rapidement un accroissement considérable, créa un pouvoir dans Paris et leva des bataillons armés.

Les assemblées passaient en revue tous les systèmes. Chaque assistant parlait à tout propos. La curiosité conduisait au club. Les clubs dans les salles ne suffirent pas, on multiplia les clubs en plein vent. Sur les places publiques, au coin des rues, le jour, la nuit, pauvres, riches, ouvriers, bourgeois, femmes, enfants, s'arrêtaient, s'attroupaient, causaient. À tous était accordée la liberté de répandre ses pensées dans un journal. Nul obstacle à la lumière, plus de chicaneries du timbre et du cautionnement. C'était aux théories à lutter contre les théories. On s'assemblait autour d'une affiche. Les placards de toutes grandeurs et de toutes couleurs furent prodigués à tel point que les proclamations du gouvernement se trouvaient noyées. Pensons au fait qu'à présent, à l'inverse, toute prétendue élection, sans exception, est plébiscitaire !

Au lendemain de la victoire, le 25 Février au matin, l'exaltation régnait, non seulement sur la place et sur les marches de l'Hôtel de ville, mais à l'intérieur même de la maison commune. "La crainte que la République ne fût pas proclamée" était si grande que Martin de Strasbourg ne put parvenir à calmer la méfiance ouvrière qu'en faisant signer par un des membres du gouvernement ces simples mots : "Vive la République". Ce papier, lu par lui, fut arraché de ses mains pour être publié et affiché dans Paris.

• La République Sociale

La République démocratique est peu de chose pour le nouveau peuple salarial. Civiliser (livrer aux civils) la politique n'est qu'un moyen. La fin, c'est de résoudre la Question Sociale, d'émanciper le travail. Et c'est sur cela que portent les "luttes de théories" au sein des Clubs. Les controverses, à ce propos, entre les diverses sections du peuple, sont non seulement inévitables, mais tout à fait nécessaires. Autrefois, les diverses sections d'exploiteurs, elles aussi, débattaient ardûment, au Parlement, de leurs intérêts variés : fermiers et manufacturiers, importateurs et exportateurs ; mais essentiellement quant à l'alimentation du budget de l'État et l'usage qu'il devait être fait des finances publiques.

Le 25 Février, c'est encore par la pression de la rue que le gouvernement provisoire va se voir contraint d'officialiser le véritable caractère du mouvement engagé, la tendance à la République Sociale.

Un ouvrier, homme vigoureux, M. Marche, s'autorisant d'une prétendue (?) délégation et servi par sa force physique, parvient à s'ouvrir un chemin. Il se présente devant le gouvernement provisoire. L'œil en feu, frappant le parquet de la crosse de son fusil, il remet une pétition d'une députation d'ouvriers, appuyée par le journal *La Démocratie Sociale*. Il s'écrie : "Citoyens, l'Organisation du Travail, le droit au travail dans une heure ! Telle est la volonté du peuple. Le peuple attend !". Les atermoiements officiels n'y feront rien, un décret est arraché aux nouvelles autorités :

"Le Gouvernement s'engage à garantir du travail à tous les citoyens ; Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail".

Tel quel, le fameux décret ne règle rien. Il indique même très confusément la voie qui résoudrait la question sociale. Ce qui importe, pourtant, c'est l'aveu solennel que le capitalisme civilisateur a fait son temps, que l'heure est venue du travail associé. Les flots de sang répandus par le Parti de l'Ordre en Juin 1848, et la compression sociale exercée toujours plus sévèrement, depuis lors jusqu'à nos jours, tout cela ne pourra effacer la confession faite au 25 Février 1848 de la nécessité de la république sociale.

• La République Rouge

Quelle journée que ce 25 Février ! Un nouveau flot de peuple se lance sur l'Hôtel de ville. De toutes parts s'élève un cri : "le drapeau rouge !". Veulent-ils un symbole nouveau d'une révolution plus ardente ? s'exclame le vieil homme de gauche. Une véritable panique gagne jusqu'aux appartements où le gouvernement a installé à la hâte ses bureaux.

Garnier-Pagès se porte à la croisée la plus voisine. Il parvient à se faire écouter : "Pourquoi vouloir changer le drapeau tricolore ? C'est le symbole de l'abolition du servage en 1789. C'était le drapeau de la première République. Il doit être pur de tout excès".

Lamartine, de son côté, se fraie un passage à travers les masses armées. Il parvient sous la voûte de l'escalier principal de la mairie. L'on entend, au milieu du retentissement des armes à feu, les cris : "Le drapeau rouge ! Le drapeau rouge !". Au bout d'une perche, en effet, flotte cet emblème, fait d'un morceau de velours rouge. La vue de Lamartine finit par triompher du bruit. Le voilà qui entame une envolée lyrique : *"N'est-il pas indigne de vouloir commander au gouvernement d'arborer en signe de concorde l'étendard de combat à mort entre les citoyens d'une même patrie ! J'aimerais mieux le drapeau noir qu'on fait flotter dans une ville assiégée. Voulez-vous que le drapeau de votre République soit plus menaçant et plus sinistre que celui d'une ville bombardée ? Citoyens ! vous pouvez faire violence au gouvernement, lui imposer une république de parti et un pavillon de terreur. Quant à moi, jamais ma main ne signera ce décret. Je repousserai jusqu'à la mort ce drapeau de sang. Le drapeau rouge n'a jamais fait que le tour du Champ de Mars, traîné dans le sang du peuple en 1791 et 1793 ; le drapeau tricolore a fait le tour du monde, avec le nom, la gloire et la liberté de la patrie."* À peine l'orateur a-t-il fini que l'enthousiasme s'empare des esprits. Lacéré et jeté sur le pavé, le drapeau rouge disparaît. Cette tentative de drapeau rouge se propagea dans Paris. Elle fut renouvelée aux portes de plusieurs édifices et de certains journaux. Partout elle fut enrayée. La Révolution eut-elle à redouter d'expirer dans l'anarchie ? commente l'historien de gauche. Cependant l'agitation n'était pas si bien apaisée qu'elle ne put renaître d'impulsions nouvelles. Aussi le gouvernement provisoire publia-t-il immédiatement une proclamation et un décret : *"Le Coq gaulois et les trois couleurs étaient nos signes révérés quand nous fondâmes la République en France. Ils furent adoptés par les glorieuses journées de Juillet 1830. Ne songeons pas, citoyens, à les supprimer et à les modifier"* ; *"Le gouvernement déclare que la nation adopte les trois couleurs comme elles l'étaient pendant la République. Ce drapeau portera ces mots : République française"*.

Le matin du 26 Février, cependant, ramena la foule et le bruit sur la place de l'Hôtel de ville. Bientôt apparurent les drapeaux rouges, non plus improvisés comme la veille, de lambeaux arrachés au hasard, mais faits d'amples étoffes aux larges plis et à la couleur brillante. On vit alors se renouveler les scènes de la veille : clameurs, accusations de trahison, assaut sur l'escalier principal. À un moment, quelques individus parvinrent à se hisser jusqu'au-dessus de la porte principale et à attacher un drapeau rouge à la statue de Henri IV. Écho des sentiments du dehors, Louis Blanc proposa au Conseil de changer les couleurs nationales et d'adopter le drapeau rouge. Suivant lui, "à toute grande révolution, il faut un drapeau propre". En 1789, argumenta-t-il, le drapeau tricolore fut adopté pour donner un emblème à la conciliation du roi et du peuple : aux rouge et bleu, couleurs du tiers-état parisien, on allia le blanc, couleur de la royauté. Donc le drapeau national porte l'idée d'un compromis, il garde trace des préjugés monarchiques. Pourquoi conserver la couleur de la royauté, à présent qu'on ne reconnaît plus que la souveraineté du peuple ? Pourquoi un drapeau dont la diversité des couleurs laisse manifeste la distinction des classes ? Les ouvriers demandent un drapeau rouge comme signe d'unité sociale. D'ailleurs, le drapeau rouge fut déjà l'étendard des Gaulois en lutte contre Rome ; et il reparaît à présent comme le drapeau des barricades, celui du peuple. On répondit à Louis Blanc : vous voulez déchirer le drapeau de 89, celui de la Marseillaise ! Celui-là même que l'Incorruptible demanda à David de dessiner ! Vous travaillez au désordre, à inaugurer la guerre civile perpétuelle ! Louis Blanc était seul de son avis, mais ne cédait pas. Il fallait mettre un terme aux débats. On décida par décret, qu'au drapeau national maintenu, on attacherait une rosette rouge à la hampe. On ne vit plus alors dans Paris que rosettes rouges à toutes les boutonnières, signe de la nouvelle révolution. Plus tard, la rosette disparut, comme à d'autres époques – ajoute le politicien de gauche – les fleurs de lys, les bouquets de violettes, comme tous les signes d'une heure et de circonstance…

Garnier-Pagès, membre du gouvernement provisoire, notre référence, ne s'avère guère perspicace, ni quant à la nature de la révolution de Février, ni quant à la destinée du drapeau rouge ; c'est le moins qu'on puisse dire ! Évidemment, la sagesse historique exige un choix exactement inverse de celui des officiels de triste mémoire au 26 Février. C'est d'un drapeau rouge orné d'une rosette tricolore, qu'il est besoin, pour désigner la circonscription de France de la République Sociale Universelle. Mais cela, c'est le long purgatoire des luttes du salariat qui doit l'imposer.

L'on sait comment le Parti de l'Ordre, sous la direction de la vedette "républicaine" nommée Cavaignac, écrasa finalement les Rouges en Juin 1848. Depuis cette date, le temps est définitivement révolu où la bourgeoisie progressive a l'audace de pousser les salariés et le peuple dans la rue. Depuis cette date, de même, l'institution libérale de la Garde Nationale est tenue pour périmée. Depuis cette date, le Code Pénal veille à ce qu'on ne puisse évoquer la Question Sociale.

Et pourtant ! La question n'en reste pas moins pendante, et sous le vernis de la démocratie dictatoriale, de l'État policier, elle n'a fait autre chose que s'envenimer. L'enjeu est plus aigu que jamais : ou bien la République Sociale, ou bien la barbarie intégrale !

Le Drapeau Rouge

En 1877, Paul Brousse, ex-communard réfugié en Suisse, écrivit ce chant célèbre :

Refrain :
Regardez, regardez : le voilà !
Il flotte et fièrement il bouge,
Ses longs plis au combat préparés.
Osez, osez le défier,
Notre superbe drapeau rouge,
Rouge du sang de l'ouvrier (bis).

III

Mais planté sur les barricades
Par les héros de Février,
Il devint pour les camarades
Le drapeau du peuple ouvrier.

IV

Noble étendard des prolétaires
Des opprimés sois l'éclaireur ;
À tous les peuples de la terre
Porte la paix et le bonheur.

La Question Sociale

Sa nature : L'aliénation du Salariat

Brutalement, il y a 150 ans, avec l'apparition du drapeau rouge sur les barricades de 1848, surgit un problème que l'on ignorait totalement auparavant et qui reste le seul et unique à résoudre : celui de la Question Sociale. Pour la première fois, en effet, en 1848, la jeune classe sociale des salariés lutte pour son émancipation, et remet en cause les relations de travail et les relations économiques tout entières qui pèsent non seulement sur les salariés eux-mêmes, mais sur les classes moyennes, les entreprises responsables et au-delà, sur les ménages, les femmes, les jeunes et les vieux.

Mis à jour en 1848, le problème social est-il aujourd'hui résolu ? De l'avis même d'une personnalité contemporaine, le général de Gaulle, rien n'est réglé. Voici l'une de ses déclarations prise dans le premier volume de ses **Mémoires d'Espoir** :

"Il manque à la société mécanique moderne, un ressort humain qui en assure l'équilibre. Le système social, qui relègue le travailleur – en fut-il convenablement rémunéré – au rang d'instrument et d'engrenage, est en contradiction avec la nature de notre espèce, voire d'une saine productivité. Sans contester ce que le capitalisme réalise, le fait est qu'il porte en lui-même les motifs d'une insatisfaction massive et perpétuelle. Il est vrai que des palliatifs atténuent les excès du régime fondé sur le laisser-faire, mais ils ne le guérissent pas de son infirmité morale."

"D'autre part, le communisme, s'il empêche en principe l'exploitation des hommes par d'autres hommes, comporte une tyrannie adverse imposée à la personne, sans obtenir, quant à l'ensemble du progrès technique, des résultats égaux à ceux qui s'obtiennent de la liberté."

"Condamnant l'un et l'autre de ces régimes opposés, je crois que tout commande à notre civilisation d'en construire un nouveau qui règle les rapports humains de telle sorte que chacun participe directement aux résultats de l'entreprise, et apporte en dignité d'être responsable de la marche de l'œuvre collective. N'est-ce pas là la transposition, sur le plan économique, de ce que sont, dans l'ordre politique, les droits et les devoirs du citoyen ?"

La panacée sociale gaulliste s'intitulera : "participation des salariés aux fruits de l'expansion" ou troisième voie entre le marxisme "totalitaire" et le capitalisme "sauvage". Il s'agira de la fameuse "réforme pan-capitaliste" des Loichot, Capitant et Wallon qui, en 1967, se proposaient de "désaliéner les travailleurs sans spolier les propriétaires".

L'échec de ce "capitalisme populaire" a fait beaucoup moins de bruit que la soi-disant "faillite du communisme" aujourd'hui. La raison en est simple. Ce que l'on tente d'enterrer, sous le nom de marxisme, et de déclarer périmée, c'est la question sociale, le besoin d'émancipation du salariat, sur laquelle repose la libération du peuple mondial.

———

Son origine : Le libéralisme social

L'origine de la question sociale remonte plus haut que son officialisation, en quelque sorte, dans l'affrontement de Février 1848 qui vit brandir le drapeau rouge. Cette origine se situe, en fait, 50 ans plus tôt, dès le triomphe de l'ordre civilisé qui s'exprima par la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** de 1789. Durant près d'un demi-siècle, en effet, le libéralisme bourgeois s'est vu débordé sur sa propre base, dans le sens du libéralisme social, par vagues successives.

1- Les premiers germes du mouvement qui portera le salariat à supplanter la bourgeoisie industrielle, dans la direction sociale, émergent au sein même du Jacobinisme, au lendemain de la chute de Robespierre en juillet 1794.

2- Le retournement dans le rapport d'influence du libéralisme s'effectue à partir de 1830, quand, à la contestation des "patriotes" sous le drapeau blanc de la Restauration, se substitue celle des "républicains" de la monarchie tricolore du roi bourgeois Louis-Philippe.

Voici quelles sont les phases qui marquent les antécédents directs de la question sociale, envisagées du côté de l'action par le pôle politique, et du côté de la pensée par le pôle philosophique ; suivons le fil rouge de la contestation sociale et de l'expression philosophique qui l'accompagne :

Le Libéralisme Social		
	Politique	Philosophique
1795	Le Mouvement des Égaux illustré par Babeuf et les révolutionnaires, fils de la Constitution de 1793	Claude de St Martin
1820	La Charbonnerie et les patriotes des Sociétés secrètes	Fabre d'Olivet
1830	Les Républicains des Droits de l'Homme représentés par A. Blanqui	Saint-Simon
1840	La Ligue des Justes ou le « communisme ouvrier » de Weitling	Pierre Leroux

Le tournant de 1830, sous l'effet de la montée plus rapide du salariat industriel que du capital industriel, fut remarqué universellement. C'est pourquoi on parle, depuis lors, du "socialisme français". Maxime Leroy écrit : *"De 1830 à 1848, il y a une effusion sociale comme il n'y en a jamais eu"*. Le journal républicain *La Tribune* proclame, en 1829, qu'il faut *"cesser de chercher l'opinion publique dans les clabauderies de salon… Si un député se veut un représentant du peuple, il doit exprimer non pas les idées et les intérêts des 100 mille électeurs possédants, mais des autres citoyens"*. Enfin Michelet s'émerveille de ce "volcan de livres", de cette "éruption d'utopies socialistes".

À partir de 1840, c'est en effet le règne proprement dit de l'"Utopisme", dernier mot du libéralisme social, exprimant les besoins du salariat dans des formes encore bourgeoises. L'échec du coup de main des 500 blanquistes, du 12 mai 1839, ferme une époque, tandis que la vague de grèves de 1840 en ouvre une nouvelle, dans laquelle la lutte se mène explicitement en référence au salariat dont les rangs ont grossi. C'est le début de la Révolution industrielle, illustrée par le chemin de fer et saluée par la véritable naissance de la Bourse des Valeurs, en 1841, qui devient le temple des valeurs industrielles, le marché des actions de Commandite, pour lesquelles l'engouement est extravagant cette année-là. Le surgissement de la force du salariat urbain est attesté par les travaux connus de Villermé (1839 – État physique et moral des ouvriers) et de Buret (1840 – La misère des classes laborieuses en Angleterre et en France). On constate que dans ces deux pays, les plus avancés de la planète, la question sociale, arrivant à maturation, se manifeste de façon complémentaire : politique pour la Grande-Bretagne et économique pour la France.

• En **Grande-Bretagne**, l'expression politique et spontanée des salariés prend la forme du célèbre et historique mouvement chartiste. L'ouvrier **W. Lovett**, fondateur en 1836 de l'**Association des Ouvriers Londoniens**, anime le programme chartiste, consigné dans la Charte du Peuple, rédigée en 1838 par Francis Place. Ce programme revendique un suffrage universel conçu dans l'ambiance libérale, c'est-à-dire des élections à la proportionnelle, un Parlement annuel, la rémunération des députés pour permettre aux gens du peuple d'être tous représentants. Laissons, à ce sujet, s'exprimer Lovett :

"Le droit de vote n'est rien en lui-même ; il n'est qu'un instrument nous permettant d'atteindre notre but. Et ce but doit être de résoudre la question qui n'a jamais été discutée dans aucune assemblée législative : comment utiliser les ressources du pays, de manière à améliorer le bien-être et élever le niveau intellectuel de la population, dans sa totalité ?" (1838).

Par la revendication du suffrage universel, les chartistes anglais proposent une remise en cause totale des trois pouvoirs du libéralisme bourgeois, notamment du pouvoir législatif qui, livré à l'initiative d'assemblées populaires et de clubs, rendrait enfin la politique aux civils, provoquant du même coup l'extinction des fonctionnaires remplacés par des élus.

• Tandis que l'Angleterre défend son mot d'ordre politique, la France simultanément lance un projet d'association économique par l'intermédiaire du fameux pamphlet de Louis Blanc : l'Organisation du Travail, qui parait en 1839. Pour disqualifier progressivement les entreprises capitalistes, où le capital l'emporte sur le travail, Louis Blanc exprime la nécessité de coopératives de production. Encouragées par les pouvoirs

publics, et non pas étatisées, ces coopératives substitueront l'Association des personnes à l'Association de capitaux, et entraîneront, ainsi, l'extinction de l'entreprise commerciale. L'Économie, au lieu d'être livrée aux lois aveugles du marché, se trouvera nécessairement soumise à une direction sociale consciente.

De part et d'autre de la Manche, "une nouvelle catégorie, le peuple des salariés" (M. Leroy), se préoccupe de "civiliser" la politique et de politiser l'économie.

La fermentation sociale qui s'accentue entre 1840 et 1850, s'exprime d'autres manières significatives, à la fois chez les personnages publics, que l'on pourrait appeler les Réalistes, et les Utopistes déjà évoqués.

• Chez les Réalistes, elle se manifeste à travers "la profession de foi radicale" de Ledru-Rollin, en juillet 1841, et par la naissance du journal ouvrier de Buchez : *L'Atelier*, en septembre 1842.

• Chez les Utopistes, qui se radicalisent et se différencient, elle prend une forme nouvelle. Autour de Considérant, se regroupent les "socialistes phalanstériens" (Croyants), et autour de Dézamy, les athées du "Communisme expérimental".

En résumé, le fil conducteur de ces 50 ans de développement du socialisme libéral (environ de 1800 à 1850) est objectivement la **naissance du salariat** et, subjectivement, la référence à la **Déclaration des Droits de 1793** qui, par opposition à celle de 1789, cesse de *"ranger implicitement dans les droits naturels, le droit de propriété, qui est, en fait, un droit social"* (Voyer d'Argenson, en 1834, à la Chambre des députés). Cet examen critique du droit de propriété est la base solide du libéralisme social, qui révèle comme intégralement historique, un droit jusqu'alors dit "naturel". La trilogie célèbre, "Liberté, Égalité, Fraternité", apparaît sous son vrai jour :

• **la Liberté** est celle de commercer : c'est le règne des propriétaires ;

• **l'Égalité**, c'est l'égalité devant la loi, c'est-à-dire la liberté d'accès aux responsabilités gouvernementales, suivant sa fortune, mettant à la tête du pays des politiciens de métier, des fonctionnaires ;

• **la Fraternité**, enfin, chargée de maintenir l'équilibre social entre les propriétaires et les fonctionnaires, ne peut s'obtenir que par le Marché.

"Propriété", "Fonctionnaires", "Marché", sont les trois mots nouveaux pour exprimer le règne de l'Argent, auquel vont s'opposer les quarantuitards.

En définitive, la pression exercée pendant 50 ans, pour la relève de la société bourgeoise par la République Sociale, a pris des formes politiques, économiques et intellectuelles nombreuses. Elle s'est exprimée, de plus, de manière populaire, à travers la poésie et la chanson. Citons, pour mémoire, le poème de H. Heine, Les Pauvres Tisserands (1844), ou l'inoubliable Chant des Ouvriers de P. Dupont (1846). Ce sont autant de manifestations variées et fortes qui s'accumulèrent pour annoncer les affrontements de 1848, affrontements dont les autorités politiques et intellectuelles ne purent nier l'inéluctabilité.

Les pauvres Tisserands

Point de larmes dans leurs yeux sombres,
Assis à leurs métiers ils grincent des dents :
Malédiction au Dieu aveugle, au Dieu sourd.
Il nous a trompés et bafoués et bernés !
Malédiction au Roi, au Roi des riches ;
(Il) nous fait fusiller comme des chiens !
Malédiction à la fausse Patrie,
Ou tout est corruption et odeur de mort !
Nous tissons ! Nous tissons !
Nous tissons la triple malédiction !

Heinrich Heine – 1844
(collaborateur de Karl Marx dans le journal *Vorwärts* – En Avant)

Le Chant des Ouvriers

Nous dont la lampe, le matin,
Au clairon du Coq se rallume,
Nous tous qu'un salaire incertain
Ramène avant l'aube à l'enclume,
Nous qui des bras, des pieds, des mains,
De tout le corps luttons sans cesse,
Sans abriter nos lendemains
Contre le froid de la vieillesse.

À chaque fois que par torrents
Notre sang coule sur le monde,
C'est toujours pour quelques tyrans
Que cette rosée est féconde ;
Ménageons-le dorénavant,
L'amour est plus fort que la guerre ;
En attendant qu'un meilleur vent
Souffle du ciel ou de la terre,

Refrain :
Aimons-nous, et quand nous pouvons
Nous unir pour boire à la ronde,
Que le canon se taise ou gronde
Buvons, (ter)
À l'indépendance du monde.

Pierre Dupont – 1846

La Compression sociale

L'époque contemporaine

Les temps étaient mûrs pour que la question sociale éclate au grand jour et avec violence. La crise économique mondiale de 1847 en fut le détonateur. Elle emporta le monde civilisé tout entier, dans le tourbillon révolutionnaire des journées de 1848. On connaît le résultat de cette confrontation inévitable, entre le salariat et le capital industriel : le désastre de Juin 1848 ouvrit la crise finale de l'ordre civilisé et permit l'instauration de l'état de siège, où nous nous trouvons depuis lors. Le Parti de l'Ordre victorieux instaura la dictature démocratique et le parasitisme économique, dont le coup d'État du 2 Décembre 1851 ne fut que la conclusion (cf. L'Ouest). L'aristocratie financière assurait la direction de ce nouveau régime policier. Devenue réactionnaire, elle prenait le relais de la Contre-Réforme, et la bourgeoisie ruinait définitivement, à partir de ce moment-là, sa fonction civilisatrice.

La Sainte alliance féodale, empereur, tsar, pape, perdait les commandes de la réaction mondiale, dont s'était emparée l'aristocratie financière pour assurer le règne de la compression sociale.

Aujourd'hui, la montée de la question sociale et les suites de la révolution de 1848 nous servent de boussole pour analyser la situation actuelle, car, depuis 150 ans, la démocratie dictatoriale et le capitalisme parasitaire sont, plus que jamais, notre lot.

• **L'opinion dominante** ne reconnaît pas la cassure de 1848 et préfère croire que l'évolution de l'humanité se poursuit, de manière linéaire, vers la lumière civilisatrice et le progrès.

• **Le camp socialiste**, Staline en tête, a proposé une autre présentation de la situation en voulant croire que le rapport des forces, depuis sa création, était en sa faveur, et que le capitalisme parasitaire était déjà relégué à une position subordonnée.

• Enfin, **la théorie la plus vulgaire**, parce que la plus éclectique, reste celle du général de Gaulle, une troisième voie qui réclame un "nouveau système" mixte, dont la mise en place se ferait progressivement. C'est ce qu'évoque Galbraith dans son "Nouvel État industriel".

Le défaut de ces analyses réside en ce qu'aucune ne part de la réalité. Le constat qui s'impose est le suivant : depuis 1848, deux tendances s'opposent et se renforcent mutuellement :

• celle de la Barbarie sociale, incarnée par le capitalisme parasitaire, qui s'exacerbe mais reste dominant et transforme la civilisation en son contraire ;

• celle de l'Émancipation sociale qui rassemble les efforts successifs du salariat pour sortir l'humanité de la Préhistoire. Le "marxisme primitif", dans sa lutte prolongée pour occuper le premier plan, reste encore dans une position subordonnée.

Autrement dit, depuis un siècle et demi, le peuple mondial n'a vécu qu'une seule période historique : une période qui n'est pas celle d'une crise parmi d'autres, mais celle de la crise finale de la civilisation ; cette phase de l'histoire qui est la nôtre, nous la nommons "Époque Contemporaine", ou crise chronique des Temps Modernes, auxquels elle fait suite.

———————

La barbarie sociale

Examinons successivement l'essence, puis le développement de la barbarie sociale.

• *La nature de la barbarie…*

… ou, ce qui revient au même, de l'ordre social actuel, se définit comme la transformation du capitalisme civilisateur en capitalisme parasitaire. Les conséquences de cette décomposition peuvent être envisagées sous l'angle double de l'économie et de la politique.

• Du point de vue **économique**, le capitalisme parasitaire se caractérise par "l'exploitation pour l'exploitation". Auparavant, l'exploitation de l'homme par l'homme s'appuyait sur la base de la propriété privée qu'elle perfectionnait, et qui s'accompagnait d'un idéal de responsabilité. Parvenue à son point d'achèvement, en 1848, par la socialisation objective opérée par le capitalisme libéral, la propriété privée devenait un cadre trop étroit à la responsabilité économique qui exigeait, dès lors, le cadre nouveau de la libre association. Mais, depuis la contre-révolution de 1848, la propriété privée est devenue une fiction juridique monstrueuse qui fait de tous des "salariés". Alors que le personnel exploité (les personnes "physiques", confondant ouvriers, employés et cadres administrateurs) se trouve chargé de toute la responsabilité, les Administrateurs (les actionnaires des personnes "morales", "Anonymes"), pour lesquels l'entreprise est une pure spéculation, sont devenus totalement irresponsables.

Le capitalisme parasitaire rend étrangers l'un à l'autre, les résultats de la production et les conditions de la production. D'un côté, en ce qui concerne les résultats de la production, on continue à soumettre les salariés au travail forcé et on maintient artificiellement le marché du travail, dans le but de fournir une "plus-value" ; de l'autre côté, concernant les forces productives, on considère que la propriété privée est un monopole naturel, comme autrefois celui du seigneur sur sa terre, ou du maître sur ses esclaves.

C'est ce trait de féodalité financière, qui caractérise le capitalisme parasitaire, dont le profit, ou plus-value, prend désormais l'allure d'une rente.

Les relations sociales, qui accompagnent ce nouvel ordre économique, ne sont plus rigoureusement celles de l'exploiteur et de l'exploité, qui restaient propriétaires respectifs, l'un de l'entreprise, l'autre de sa force de travail. Elles opposent une caste de parasites au sommet, qui asservit une multitude d'ilotes à la base. L'aboutissement logique de telles relations, inspirées de Sparte, serait le camp de travail planétaire à la manière nazie, mais sans l'alibi de briser l'étau du bloc hégémonique des "démocraties".

• L'expression **politique** de la barbarie sociale, quant à elle, se caractérise par l'"État de siège". Le mouvement du salariat de Février 1848, suscité spontanément par les conditions mêmes créées par la société bourgeoise, anticipait un ordre social proprement humain ou "communiste". Le regroupement des forces réactionnaires, bénéficiant de 25 siècles d'expérience accumulée et se ressaisissant de leur apathie première, brisa l'ordre

libéral moderne, civilisé, en Juin 1848. La "démocratie", à la sauce "État de siège", couronnée par le coup d'État du 2 Décembre 1851, prit la forme d'une violente oppression de la nation par l'État, qui n'a pas cessé, d'Empire en République et en État Français, de s'aggraver. Cette négation barbare de tout le développement civilisé antérieur a deux expressions :

• La société civile est mise sous tutelle policière, le peuple n'étant plus que l'"ennemi de l'intérieur". C'est ce qu'on appelle le "progrès" du libéralisme "sauvage" à la "démocratie". Le "pouvoir fort" du parasitisme systématique s'est entouré, au cours de ses dégénérescences successives, de véritables corps de guerre civile dont l'apanage, aujourd'hui, revient aux C.R.S. et aux Paras, secondés par le quadrillage policier de l'"îlotage" et par les milices privées liées aux rouages occultes provocateurs de l'État : R.G., Antigang, G.I.G.N. et tous les "corps d'élite" de tueurs professionnels, "police des polices", S.D.E.C. etc.

• En lieu et place du libéralisme social qui s'était insinué, avant 1850, chez les ultra-libéraux, sensibles aux aspirations du salariat, s'est installée une association réactionnaire et parasitaire de sectaires d'extrême-gauche et de politiciens de gauche, fourbes renégats de la cause populaire à la solde des barons de la Finance, rouages de l'État policier des "décrets-lois" et lois d'exception. Les uns sont de type anarchiste, et les autres sont sur le modèle du radicalisme. Ainsi, immédiatement après 1848, sous le second Empire, la tendance sectaire était représentée par Proudhon et la tendance politicienne par Louis Blanc, deuxième manière.

Dans la phase suivante, sous la 3ème République, on peut ainsi opposer Bakounine, et son "paradis anarchiste", à Gambetta l'opportuniste. À la fin du 19ème siècle, ce sont les anarcho-syndicalistes, représentés par Griffuelhes de la C.G.T., qui font face à Millerand.

De la même manière, on trouve, à droite, deux camps : l'un extrémiste, l'autre modéré – expressions parallèles de la décadence politique.

N'oublions pas que l'ordre de la Mafia financière exige l'appui mutuel de la droite et de la gauche qui, toutes deux, baignent dans la même pusillanimité, et ne se différencient guère que par des options sans conséquences réelles. Par exemple, on préconise, à droite, des déductions d'impôts, quand, à gauche, on veut instaurer des réductions de ces mêmes impôts.

Mais l'"échiquier" politique, tel qu'il se présente en période de paix sociale, constitué de l'opposition factice droite-gauche, doit se métamorphoser en période de guerre civile ou étrangère. À ce moment-là, les traditionnels partis de droite et de gauche éclatent pour se regrouper en oppositions géo-politiques, qui mettent aux prises les "démocrates" et les fascistes. C'est le cas de la période actuelle où s'opère une mutation de cet ordre.

Pour notre part, considérant que les problèmes et les motivations du peuple ne sont exprimés nulle part, nous nous garderons de choisir l'un ou l'autre camp, pas plus la droite que la gauche, qu'il s'agisse de Mendès France ou de Pinay, des travaillistes de MacDonald ou des conservateurs de Thatcher, du démocrate Kennedy ou du républicain Reagan. Dans cette période d'avant-guerre, devant la reconstitution des deux coalitions, "démocrates" et fascistes, de même que nous n'aurions choisi ni Hitler, ni Roosevelt (autrement dit, ni Doriot, ni de Gaulle, dans le cas de la France), nous refuserons encore

d'être les otages de l'un ou l'autre bloc, et nous nous efforcerons de constituer une force populaire qui défende sa propre cause.

• *Le développement de la barbarie*

La Barbarie sociale a une histoire : depuis 150 ans, elle favorise la décomposition de la civilisation qui, ainsi, s'approfondit et se renforce par bonds successifs et violents (cf. La Belle Époque, Antimafia – février 1993).

Il est vrai que la distance qui nous sépare, aujourd'hui, de l'époque de Cavaignac, en 1848, est, sur le plan politique et économique, aussi grande que celle qui va de la machine à vapeur à l'atome, en technologie.

En effet, ceux que l'on dénommait "classes dangereuses", en 1848, ne regroupaient que quelques immigrés venus de la campagne. La société restait en majorité rurale. Quelle différence, aujourd'hui, avec la foule écrasante des travailleurs mercenaires, des innombrables salariés (cadres ordinaires y compris) pour la plupart sous la coupe de l'État-Patron ! Quelle différence encore, entre le petit îlot européen en crise, en 1848, et les puissances continentales contemporaines qui sont maîtresses de l'universalité de la planète, autrefois massivement inexplorée !

Si l'on veut, précisément, faire le point sur l'évolution de la Barbarie et l'analyser, on relèvera trois phases distinctes, dans le développement respectif des pays de l'Ouest, dits riches, et des pays du Sud, ou Tiers-Monde :

• **Du côté de l'Ouest**, le capitalisme parasitaire prit successivement trois formes :

- Le *capitalisme spéculatif* des sociétés anonymes consacre **la suppression de la responsabilité de l'entrepreneur capitaliste** et le règne nouveau de l'irresponsabilité déclarée. Les S.A. ne constituent plus des "associations", même au sens de la propriété privée, mais des "institutions" réglementées par la loi et, à ce titre, relevant du droit public et non plus du droit civil. Cela aboutit à la tonte des "petits porteurs" par les gros actionnaires et à l'escroquerie des "parts de fondateurs" (les apports en nature ou en "industrie" qui anticipaient les bénéfices futurs). La loi mit le holà, mais c'était pour passer à un stade supérieur.

- Le *capitalisme monopoliste* des Ententes et des Holdings consacre la suprématie des sociétés privées de droit public, qui vivent désormais sur l'**endettement à long terme**. Il repose sur le protectionnisme avoué et les chasses gardées des "zones d'influences" ; sur les sociétés financières régnant grâce à un minime capital-actions officiel, sur un empire de "capitaux permanents", essentiellement constitué d'emprunts obligataires ; et sur la fixation a priori de l'approvisionnement du marché et des prix. La loi mit fin aux emprunts à long terme, mais c'était pour conduire à une aggravation encore plus grande.

- Le *capitalisme bureaucratique* des Nationalisations et du Plan indicatif consacre le poids décisif des "Investisseurs Institutionnels" et l'endettement chronique des États. Il repose sur les "retombées civiles" de la recherche militaire ; sur le "**secteur public concurrentiel**" et les marchés publics ; et sur la régulation de la croissance par la monnaie dirigée et la "politique des revenus". On vit de la dette de l'État, dans une succession d'emprunts à court terme et à jet continu.

• **Du côté du Sud**, le colonialisme anti-civilisateur (ou impérialisme), qui substitue à la perspective d'assimilation antérieure celle de la domination unilatérale des 3/4 de la planète, a été inauguré il y a 150 ans et s'est développé en trois temps vis-à-vis de ces pays :

- Les *Possessions coloniales* métropolitaines, gérées par les gouverneurs militaires, caractéristiques de la 3ème République, reproduisaient l'esclavagisme antique. Le système consistait à pratiquer l'"association" par la simple vertu de l'assujettissement, au nom de la suppression des luttes inter-ethniques, du brigandage et des razzias des nomades, de l'esclavage domestique et de la "paresse" des indigènes.

- Les *protectorats ou dominions*, c'est-à-dire la vassalisation des pays arriérés à la manière anglaise, reproduisaient le servage féodal. Le système consistait dans la "solution interne" assurée par une assemblée consultative locale domestiquant les "élites" indigènes, au sein de l'Empire, modèle "rhodésien".

- Le *néo-colonialisme*, enfin, reproduit le salariat moderne en s'appuyant sur l'indépendance nominale des contrées pillées. Cette forme est caractéristique de l'"anticolonialisme" à l'américaine, qui prétend fonder son hégémonie en ne s'appuyant que sur le Dollar pour le "développement" économique, et la C.I.A. pour l'équipement politique, c'est-à-dire les "conseillers techniques". La méthode du colonialisme, par le moyen de l'"autodétermination" préconisée par Wilson en 1918, n'est devenue d'actualité qu'à la faveur du second conflit mondial qui vit s'ouvrir à ce qui était, désormais, la plus grande puissance mondiale, le marché universel des "jeunes nations", pures clientèles formant des "pays" fictifs.

On aboutit, ainsi, à la conclusion suivante : À l'Ouest, les salariés-forçats n'ont toujours pas conquis la sécurité des ménages ; et ce n'est pas dans le cadre du capitalisme parasitaire, quelle que soit sa forme, que cette conquête pourra se faire. Au Sud, les pays ex-coloniaux sont encore privés de souveraineté et doivent conquérir leur indépendance réelle.

De part et d'autre s'exprime donc le besoin du communisme, de son expression économique et politique. La sécurité des ménages, à l'Ouest, ne sera jamais obtenue que dans le cadre de la Coopération Générale, que vise la République Sociale Universelle. L'indépendance des pays du Sud ne sera conquise que dans le cadre de la Nation Humaine, vers laquelle tend la République Sociale Universelle.

———————

L'Émancipation sociale

Parallèlement au développement de la Barbarie et à son opposé, la tendance à l'Émancipation sociale s'approfondit et se renforce. C'est ici qu'intervient la notion de quatrième défaite du peuple mondial. L'idée de cette quatrième défaite n'a que très peu de rapport avec l'idée du socialiste réformiste B. Malon qui écrivit "la troisième défaite du prolétariat français", en octobre 1871, c'est-à-dire immédiatement après la défaite des Communards. Il imaginait 3 défaites successives du prolétariat :

- celle des Canuts en 1832 ;
- celle des Quarantuitards en 1848 ;
- celle des Communards en 1871.

Et il définissait le communisme comme "*la lutte de l'affamé contre le spoliateur, et la revendication éternelle de la justice contre l'inique privilégié*", formulation idéaliste qui n'a rien à voir avec notre perspective marxiste.

Les quatre défaites

Les quatre défaites successives du peuple mondial sont quatre défaites du salariat auxquelles fut lié le sort du peuple mondial.

• La première défaite, en Juin **1848**, est caractérisée par la chasse aux Rouges parachevée par le coup d'État du 2 Décembre 1851.

• La deuxième défaite, en mai **1871**, restée dans les mémoires sous le nom de "Semaine sanglante", fut l'écrasement des Communards par les Versaillais.

• La troisième défaite, en août **1914**, est le plus tristement célèbre désastre du peuple mondial, exprimé dans la fameuse Union Sacrée qui mena à la boucherie des tranchées.

• La quatrième défaite, en **1956**, coïncide avec le 20ème Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S., congrès de la dénonciation de Staline par le "rapport secret" de Khrouchtchev. C'est cette dernière défaite, celle de 1956, qui nous intéresse au plus haut point pour en tirer les leçons, car ce n'est pas la chute du Mur de Berlin, ni celle de Gorbatchev, mais bien la "déstalinisation" qui reste le grand événement de notre époque.

———————

Commentaires

● Il apparaît clairement que pour Juin 1848 et mai 1871, il est tout à fait déplacé d'évoquer la faillite du communisme.

Les insurgés de 1848 ou les gardes nationaux de la Commune, soulevés spontanément, défendaient la cause du salariat et ignoraient totalement le marxisme. Mais on peut signaler que le Manifeste Communiste de Marx et Engels, en 1847, est contemporain de la première défaite, et que l'Association Internationale des Travailleurs, la première Internationale, en 1864, est contemporaine de la seconde défaite. Cela nous permet de faire apparaître que le marxisme est le mode de pensée conforme au mode d'action du salariat, dans sa lutte pour résoudre la question sociale.

Ainsi, les deux premières défaites sont étrangères à l'"échec du marxisme". Elles expriment la cause du salariat et, réunies aux deux suivantes par le drapeau rouge, elles représentent, dans les quatre cas, un seul et même mouvement d'émancipation sociale.

● On remarque qu'à chaque défaite est liée une déviation, contractée par le mouvement salarial, bien avant la défaite elle-même :

- Avant Juin 1848, dix ans plus tôt, les "Républicains de sa majesté" attaquent les Banquets, crient à l'anarchie et au terrorisme, dès lors que la réforme électorale portant sur le suffrage universel, objet desdits Banquets, se propose comme un moyen de résoudre la question sociale. Armand Marrast, du journal *Le National*, reste l'illustration de ces républicains nouvelle manière.

- Vers 1860, soit dix ans avant la Commune, de prétendus "Républicains radicaux" provoquent une scission dans le mouvement révolutionnaire. Ralliés au régime dominant, ils combattent le syndicalisme qui se développe alors sous la forme de sociétés de résistance, et l'autonomie salariale qui s'exprime par les candidatures ouvrières aux élections. Le type même de ces "Radicaux assermentés", soumis à l'empereur par serment, est Jules Favre, chef de l'équipe des "Cinq" (Jules).

- Vers 1900, grâce aux "Socialistes de gouvernement", l'Union Sacrée était déjà en germe, et l'on en connaît toutes les conséquences après 1914. En effet, en 1899, Bernstein, que l'histoire désignera comme le fondateur du "révisionnisme", avait organisé une scission et semé le désarroi dans le camp socialiste.

- Enfin, la dernière défaite, celle de 1956, a son origine vers 1935, avec l'apparition du "communisme chauvin" – expression choisie pour caractériser la déviation stalinienne au sein du mouvement communiste international –, déviation que proclamait en 1934 le "Congrès des vainqueurs" du P.C.U.S.

En France, la "défense de la patrie du socialisme" fut le mot d'ordre qui mena à l'anti-fascisme et au soutien, sans principe, du camp démocratique ; ce soutien unilatéral eut pour conséquence de provoquer la ruine du Front Populaire et de la République espagnole. Le représentant du communisme chauvin, Maurice Thorez, patron du Parti

Communiste Français de 1934 à sa mort, fut le premier d'une lignée de dirigeants encore moins recommandables que lui.

● Ainsi, chaque défaite est précédée d'un reniement du côté de l'opposition à la barbarie, et chaque reniement aggrave la démagogie.

L'abaissement moral de la gauche de collaboration de classes se développe proportionnellement au renforcement de la démocratie dictatoriale, de sorte qu'un communiste décadent de 1950 est bien plus avili qu'un simple républicain apostat de 1840. C'est bien la peine de se couvrir des grands noms de Socialisme et de Communisme !

● La dernière observation est la leçon qu'il s'agit de ne jamais oublier : la gauche, principalement modérée (mais aussi extrémiste), est le clan de politiciens (et de sectaires) le plus redoutable pour le salariat.

- Les quarantuitards furent écrasés par d'ex-républicains extrémistes qui avaient pour chef Cavaignac ;

- Les communards le furent par Thiers, qui avait à ses côtés le radical Louis Blanc.

- Ce sont des socialistes, Bernstein et son successeur Kautsky, qui décidèrent d'anéantir, en 1914, le socialisme vivant, et d'entreprendre, en 1919, la chasse aux spartakistes de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

- Enfin, c'est à un communiste, ou prétendu tel, Khrouchtchev, que l'on doit la destruction, en 1956, du mouvement communiste international. La déstalinisation fit exulter la Mafia financière, comme jamais. L'artisan de cette défaite, en France, fut Waldeck-Rochet, secrétaire général du P.C.F. Sous son impulsion, le parti communiste devint un "parti comme les autres", se vantant de "réintégrer la communauté nationale".

Le désastre de 1956 obligea Mao Zedong à concentrer principalement son action sur la défense de Staline. C'est pourquoi, il reste encore aujourd'hui à faire la critique officielle du stalinisme.

———————

Les quatre succès

À l'heure actuelle, le salariat et la cause du peuple mondial s'expriment toujours dans l'opposition, et restent la tendance subordonnée au sein de la barbarie civilisée finale. Mais nous aurions tort de perdre de vue, qu'à ces quatre défaites successives sont liées quatre offensives, et donc indirectement quatre succès.

• Le premier, fut la révolution de Février 1848 qui vit le mouvement salarial dresser le drapeau rouge de son émancipation, guidé par Blanqui.

• Le second succès, la révolution du 18 Mars 1871, vit établir la Commune de Paris pendant 70 jours ; son héros, Charles Delescluze, fut l'un de ses grands artisans.

• Le troisième succès s'imposa avec la révolution d'Octobre 1917, incarnée par Lénine qui, dès 1903, en riposte au révisionnisme, organisait la fraction bolchevique dans le parti russe.

• Le quatrième succès se traduisit par la grande victoire des paysans-soldats de Mao Zedong, en 1949. Ignoré du mouvement communiste international, ce dernier, dès 1934, s'émancipait de la direction russe, et échappait à la déviation stalinienne.

Ces quatre succès ne témoignent pas simplement du rétablissement de l'orientation révolutionnaire dans le camp de l'émancipation sociale. De même que la barbarie change de nature en évoluant, chaque succès du salariat amène un progrès de la cause de l'émancipation du peuple mondial.

• *Les enseignements nouveaux de chaque offensive*

• En Février 1848, l'offensive du salariat reste limitée aux barricades dans la rue. Elle dure 3 jours, du 22 au 24 Février, et ne va pas au-delà de la découverte du drapeau rouge.

• En Mars 1871, une grande différence apparaît, non seulement dans la durée du mouvement, mais surtout dans le fait qu'il instaure le premier gouvernement ouvrier de l'histoire.

• En octobre 1917, le progrès est immense, puisque le succès du salariat dure environ 17 ans et s'accompagne d'une expérience toute nouvelle : celle de la direction économique de la société.

• Enfin, la victoire du Parti Communiste Chinois, se distingue des précédentes par sa stratégie, dès 1935, de guerre prolongée (la "Longue Marche" de l'armée rouge) dont le processus révolutionnaire, initié par Mao Zedong, combine, à la fois, la conquête du pouvoir politique et la direction économique dans les zones libérées.

Les deux dernières offensives du peuple mondial se produisent au nom du marxisme, dénommé "socialiste" d'abord, "communiste" ensuite. Elles tranchent sur les précédentes, parce qu'elles sont le résultat conscient et délibéré de l'action du salariat. Elles témoignent du progrès, continu et par bonds, de l'émancipation sociale au point que la Mafia financière, pour mieux organiser sa lutte réactionnaire contre le peuple, a été obligée d'emprunter, successivement, les noms nouveaux de république, radicalisme,

socialisme ou communisme. Même dans ses victoires relatives, la Mafia financière montre ainsi son impuissance historique à écraser le mouvement social, auquel elle rend, indirectement, hommage.

• *Le tour du monde du socialisme*

Non seulement la cause de l'émancipation sociale, par-delà ses échecs, progresse, mais, de plus, elle a fait, en 150 ans, le tour de la terre.

• Dès 1848, partie de Paris, elle se déplace très rapidement vers l'Est, en Allemagne, en Italie, en Hongrie…

• Plus tard, et toujours plus à l'Est, on la retrouve en Russie, puis en Chine, deux anciens Empires Ruraux civilisés. Ces pays, héritiers d'une longue tradition de souveraineté, ne pouvaient se résoudre à la volonté impérialiste de l'Ouest décadent. Aussi, sautèrent-ils l'étape de modernisation par le capitalisme libéral. Mais, du même coup, ils se trouvèrent confrontés à deux tâches simultanées : la question sociale, proprement dite, et la nécessité d'une modernisation civilisée.

• Aujourd'hui, après son tour du monde, le marxisme, plus d'actualité que jamais, doit revenir en force à l'Ouest, d'où il est parti. C'est parce que nous nous trouvons dans une situation de polarisation du Nord face au Sud, que les conditions de l'émancipation sociale se sont simplifiées à l'extrême. C'est aussi pourquoi, les succès comme les échecs de la Russie, de la Chine et des pays-tampons de l'Est sont, à la fois, très importants et insignifiants.

———————

L'Action Émancipatrice

État et Argent

Résoudre la question sociale, c'est émanciper le Travail. Mais le travail ne se réduit pas à la production matérielle et encore moins à ce que l'ordre civilisé nomme l'Économie, c'est-à-dire finalement, à la production matérielle effectuée par des Propriétaires privés unis socialement par l'Argent. Le Travail est l'ensemble de l'activité intelligente des hommes, en tant qu'elle se distingue de la fécondité aveugle de la nature, c'est-à-dire l'ensemble du travail physique et du travail mental, de l'Action et de la Pensée, donc ce que la société bourgeoise libérale nommait Économie et Politique d'une part, Science et Philosophie d'autre part. Ainsi, émanciper le Travail a peu de chose à voir avec l'idée de prendre le pouvoir pour étatiser les moyens de production. Voyons, dans un premier temps, ce qu'il en est du côté de l'Action.

Il faut, de manière révolutionnaire, relayer par-delà la décadence, le libéralisme moderne. Avant 1850, le travail guidé par l'intérêt privé – l'Argent – à l'abri de l'autorité légitime – l'État – fit exploser les forces productives dans l'association civile objective que représentait le marché concurrentiel, les producteurs liés entre eux par l'Argent. Mais cette œuvre décisive, la civilisation n'a jamais pu la porter au-delà d'un attachement obstiné à l'augmentation du rendement. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la *"grande action civilisatrice du Capital"* (Marx) a pris fin, et que la masse des salariés obéit à la formule brutale du travail forcé, ce qu'est le capitalisme parasitaire maintenu par l'État policier.

• *Éteindre l'Argent*

Il nous faut rompre avec le salariat, pour cesser de *"perdre sa vie à la gagner"* (Marx), et établir le salaire gratuit, pour assurer socialement la simple survie. Aller au-delà, c'est passer à la **gratuité générale**, solidaire d'une activité de tous consistant en pur volontariat. Nous pouvons résumer cette dernière étape dans la lumineuse formule du Manifeste de 1847 : *"de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins"*.

• *Éteindre l'État*

Il nous faut ruiner la condition de "citoyens passifs", assujettis au gouvernementalisme et dont l'assentiment est exigé pour se donner des "élus" irresponsables. L'établissement du Gouvernement Mondial assurera civilement l'ordre public, par la suppression des frontières et des armées permanentes. Aller au-delà, c'est entreprendre la suppression totale du "Gouvernement des hommes" auquel se substituera la simple "**administration des choses**" (Manifeste).

Il ressort évidemment que les révolutions russe et chinoise, préoccupées par la complexité des situations auxquelles elles se sont trouvées confrontées (les nécessités de la modernisation civilisée), et héritières de problèmes coloniaux auxquels s'ajoutait une

centralisation administrative autocratique, n'ont pas pu présenter les objectifs de l'extinction de l'État et de l'Argent avec clarté.

De plus, les peuples russes et chinois devaient défier un "encerclement" parasitaire et impérialiste au comble de sa puissance.

C'est pourquoi, en prenant ces deux expériences comme des modèles à copier servilement, les peuples de l'Ouest et du Sud ont commis une erreur.

L'enseignement que nous pouvons tirer de ces révolutions est que leur œuvre d'émancipation sociale, commencée dans les conditions les plus difficiles qui soient, provoqua un ébranlement de première importance aux conséquences impérissables pour la barbarie dominante. Leur échec relatif et passager fut le prix à payer pour que le combat soit nécessairement plus aisé à poursuivre ultérieurement.

———————

Les caractères de notre cause

• *Un bouleversement inédit*

Par son caractère et son envergure, la cause de l'émancipation sociale ne se réduit pas à une révolution de type 1789, ni même à une crise de civilisation telle que la chute de l'Empire romain.

Elle ne peut être mise en parallèle qu'avec le bouleversement complet qui vit succéder la société civilisée à la société primitive. On pourrait dire, d'une autre manière, que le bouleversement que doit apporter l'instauration du communisme civilisé, **équivaut à l'apparition de l'homme sur la terre**, c'est-à-dire à la naissance de ce que Pavlov nommait "l'anthropogène".

Le communisme, en émancipant le travail de l'ensemble du genre humain, modifie les relations mêmes de l'Humanité à la Nature. En dernière analyse, il n'est que l'organisation délibérée du travail humain, comme se sachant nécessité par la fécondité naturelle. Tel est le souci actuel des écologistes, mais qu'ils ne lient que de façon confuse à la question sociale.

• *L'abolition des révolutions*

En définitive, la cause de l'émancipation sociale consiste en tout autre chose qu'en une "révolution".

• D'abord, parce que l'émancipation sociale n'est pas un état, mais un processus, et **un processus prolongé**. On ne peut évidemment pas tourner la page de la préhistoire en cinq minutes. Le peuple trouvera dans la lutte que les conditions existantes l'obligent à livrer, le but précis et délibéré qu'il doit se donner pour que cette lutte ait une issue.

• Ensuite, le processus de l'émancipation sociale est, d'un autre côté, le contraire d'une révolution, telle que le passé peut nous en donner l'image. Les révolutions appartenaient à l'ordre civilisé ; elles se réduisaient à substituer une minorité dominante à une autre. Par ce trait, les révolutions du passé n'étaient que des formes particulières de guerres, relevant du développement de l'ordre civilisé, qu'il s'agit d'abolir aujourd'hui. Car cette fois-ci, sous l'impulsion d'une avant-garde, il s'agit de mettre l'écrasante majorité au pouvoir, en désarmant la Mafia financière. C'est ce à quoi se réduit l'aspect révolutionnaire de l'émancipation sociale, qui a pour objet d'abolir les révolutions.

• *Le dernier quart d'heure de la barbarie dominante*

Nous sommes, à présent, à l'étape finale précédant le renversement du rapport de forces entre barbarie et émancipation sociale. Cette étape a commencé, précisément, dans l'immédiat "après-guerre", et s'est déroulée en trois phases distinctes :

• La période qui couvre les "25 Glorieuses" (aux dires de nos économistes académiques), de 1945 à 1971, vit, en fait, le développement frénétique sans précédent des

moyens de destruction, sous le règne du dollar avec seulement les "retombées civiles" de la "technologie de défense".

• Les 15 années de crise économique, proprement dite, de 1971 à 1987, issue de la remontée des anciens "vaincus" (Allemagne et Japon), s'exprimèrent par l'éclatement du système monétaire international. Tout le poids en fut rejeté sur le peuple mondial, par la compression sociale des Forçats à l'Ouest, et des Parias au Sud.

• Depuis le Krach de 1987, qui fut le signal de l'effondrement de l'ordre international établi en 1945, la crise de la mondialisation parasitaire de tous les problèmes, à travers l'O.N.U. et le G.A.T.T., s'approfondit. Cette faillite de la mondialisation parasitaire conduit à marche forcée vers la première guerre véritablement mondiale, qui verra une puissance unique – l'Amérique ou l'Europe – se proposer la domination militariste intégrale de la planète tout entière.

Cette situation provoque une nette polarisation entre l'Ouest et le Sud.

• **À l'Ouest**, le Krach de 1987 a été le signal de l'effondrement de la forme dernière du capitalisme parasitaire, le capitalisme bureaucratique établi en 1945, c'est-à-dire de la domination directe ou indirecte de l'État-Patron. Maintenant, toute revendication économique des salariés revêt, immédiatement, un caractère politique et porte atteinte à l'"ordre public". C'est ainsi qu'est développé l'antagonisme "usagers"-grévistes, ces derniers n'étant plus que des "intégristes" (RATP), des "preneurs d'otages" (camionneurs) ou bien encore des "saboteurs de l'économie" (dockers).

• **Au Sud**, le Krach de 1987 a annoncé l'effondrement de la forme dernière de l'impérialisme, le néo-colonialisme, c'est-à-dire de la razzia intégrale, par la Finance, et de l'étranglement impitoyable, par la Dette, des pays fictifs (dont l'indépendance est toute nominale) cyniquement appelés "en voie de développement". La suite de cet effondrement est, aujourd'hui, la ruée des blocs mafieux de l'Ouest, pour la folle reconquête directe des territoires du Sud, comme "sources d'approvisionnement" et "positions stratégiques".

• *Le Parti marxiste*

Pour que soit brisée la barbarie dominante, et que les peuples de l'Ouest et du Sud conquièrent l'hégémonie contre la barbarie, il ne manque qu'un élément, mais de taille : c'est le "facteur subjectif" ; il manque un Parti marxiste mondial, assumant la fonction d'avant-garde et ayant une idée claire de cette fonction.

Ce sont les conditions mêmes de la quatrième défaite qui obligent et permettent, à la fois, d'analyser et de résoudre cette question-clef.

• Incontestablement, le peuple ne peut combattre et vaincre qu'en se donnant une avant-garde consciente et organisée, qui prenne réellement en main la cause de l'émancipation sociale. Ceci dit, l'appellation de "parti", tel que l'entend la démocratie dictatoriale en place, ne convient évidemment pas à l'avant-garde dont nous avons besoin. Notre parti se distingue même essentiellement des organisations militantes qu'utilisa la bourgeoisie révolutionnaire : la franc-maçonnerie et le Club des Jacobins, purement politiques et dominées par des intellectuels.

L'avant-garde marxiste est simplement l'association nécessaire des éléments conscients du peuple, qui possèdent donc une vue d'ensemble de la société et subordonnent toute action immédiate au but final du communisme. C'est aussi l'organisation solide de ces éléments conscients, telle qu'ils puissent intervenir de façon adaptée et diligente dans tous les secteurs de la vie sociale, et échapper à la répression en se trouvant sous la protection du peuple.

• Il existe surabondamment partis, syndicats, associations et organismes officiels qui encadrent la population. Notre parti ne vient pas en concurrence avec ces structures. Il prétend échapper au dilemme des politiciens et des sectaires, qu'ils soient de droite ou de gauche, libre-penseurs ou cléricaux. Nous sommes pour le système de la minorité influente et de la masse agissante. Notre rôle se limite à travailler à ce que les organisations existantes de tout ordre, du club sportif à l'association de militaires, se dépouillent de leur caractère réactionnaire qui paralyse le peuple et le divise, et libèrent la puissance révolutionnaire qu'elles recèlent, du fait même qu'elles rassemblent une section du peuple. Notre parti, contrairement aux organisations électorales de notables existants, doit évidemment obtenir une implantation prioritaire sur les lieux de travail, les localités ou circonscriptions territoriales étant pour lui secondaires.

Notre parti se suicide lui-même dès qu'il cesse de subordonner son rôle à celui du Peuple et de son Front Uni. Ainsi donc, s'il doit légitimement aspirer à remplir le rôle de parti "dirigeant", cela signifie simultanément qu'il doit refuser celui de parti "au pouvoir" en tant que tel. Telle est la grande leçon que nous tirons de la déviation stalinienne, laquelle fournit l'occasion de la défaite khrouchtchévienne.

• L'objection courante que "le communisme, nous ne le verrons pas" est des plus puériles. Avoir un "but final" est une chose, l'histoire des "lendemains qui chantent" en est une autre. L'avenir appartient incontestablement au Communisme civilisé, au genre humain réuni en une seule famille, où il n'y aura place ni pour l'argent ni pour la police.

En attendant, faire rayonner la libre activité intelligente au sein même des conditions qui l'asservissent, c'est vivre un "aujourd'hui qui chante". Et inversement, dans l'avenir, réunir les conditions du communisme civilisé épanoui, ce ne sera pas mener la grève des bras croisés. Tout sera à faire, pour chacun et à tout moment.

• Lorsque l'hégémonie du peuple sera conquise, sous le gouvernement mondial, nous aurons d'autres défaites partielles, relatives, passagères. Après la victoire du christianisme sous Constantin, il y eut le bref rétablissement du paganisme par Julien l'Apostat. Marx notait, dans des manuscrits relatifs à la Commune de Paris, qu'il fallait envisager, sous le gouvernement ouvrier lui-même, des révoltes désespérées d'esclavagistes.

———————

Hitlérisme et Stalinisme

L'enseignement le plus directement lié à la quatrième défaite du Peuple mondial, celle de 1956, porte sur l'hitlérisme et le stalinisme.

• *Hitlérisme*

Rétrospectivement, il apparaît que l'Internationale Communiste fut déroutée par l'hitlérisme (ou fascisme, dans le langage ordinaire pas exactement adapté). Après avoir identifié le phénomène comme étant essentiellement une protestation des classes moyennes contre le capitalisme et une révolte contre l'humiliation nationale, l'I.C. s'arrêta à l'analyse inverse, voyant dans l'hitlérisme la politique de la fraction la plus réactionnaire du capital financier, de caractère militariste et chauvin extrême.

Le défaut commun de ces deux analyses, entre lesquelles, finalement, l'I.C. ne cessa jamais complètement de flotter, c'est qu'elles abordent l'hitlérisme sous l'angle étroitement "social", d'après une analyse de "classes" mécanique, comme un problème simplement interne à un quelconque État capitaliste parasitaire, ayant seulement des prolongements internationaux. En définitive, l'hitlérisme est envisagé, dans les deux cas, selon le schéma Droite/Gauche, soit comme une variante de l'extrême-gauche, soit comme une variante de l'extrême-droite, et susceptible donc de s'imposer dans chaque puissance placée sous le règne du capitalisme parasitaire.

L'expérience historique montre que l'hitlérisme doit être abordé de manière différente. Il s'agit d'une mutation du système de la barbarie dominante qui, entrant en crise, doit abandonner le clivage droite/gauche, à usage interne en période de "paix sociale et internationale", pour enfanter dans la douleur une nouvelle démarcation, à caractère géopolitique, la démarcation démocrate/fasciste scindant le système barbare en deux blocs en rivalité pour l'hégémonie mondiale et l'asservissement social. Ainsi, l'hitlérisme n'a rien à voir avec une "extrême-droite" quelconque, ses sources sociales relevant nettement de l'extrême-gauche au contraire ; et il est inévitable que les Puissances "rentières" du conflit mondial précédent (les anciens "Vainqueurs") repoussent la politique fasciste au lieu d'envisager de l'adopter, qu'ils préconisent la "Démocratie" comme seule enseigne valable pour leur bloc militariste et chauvin.

C'est relativement à son orientation géopolitique, internationale, que le bloc parasitaire "anti-fasciste" s'arroge le titre "démocratique" ; mais relativement à ses sources sociales, c'est bel et bien lui qui puise dans l'héritage "d'extrême-droite". Le peuple mondial doit bien sûr maîtriser la tactique, savoir diviser l'ennemi, "louvoyer" ; mais en aucun cas, il ne doit se faire le jouet d'un camp ou de l'autre, pas plus des "démocrates" géopolitiques que de la "gauche" sociale. C'est cependant ce dans quoi tomba finalement Staline, sacrifiant son indépendance politique en se faisant l'instrument de Roosevelt, comme nos "F.T.P." se soumirent finalement à de Gaulle par C.N.R. interposé, gaullistes et "communistes" se trouvant ensemble otages du "2ème front", donc de Roosevelt.

Le problème de l'"Europe politique", précipitant l'éclatement de tous les partis sans exception, comme on l'a vu à propos de Maastricht, problème à l'évidence inséparable de l'anti-américanisme, nous met dans le cas d'une métamorphose droite/gauche en "démocratie"/fascisme. Il s'agit de ne plus retomber dans les pièges antérieurs de l'anti-fascisme ou du "socialisme européen".

• *Stalinisme*

Tout converge, dans les leçons à tirer de la "4ème défaite", vers l'analyse critique exhaustive du stalinisme.

• Notons que **Staline ne fut pas toujours "stalinien"**, la déviation stalinienne, dans le sens du socialisme d'État, datant seulement de 1934.

• Rappelons que la déviation stalinienne, quittant la voie du socialisme à l'instant même où le Parti russe proclamait la "victoire du socialisme", n'est **pas étrangère à l'arrivée de Hitler au pouvoir** en Allemagne et à la perte de sang-froid de Staline face à cet événement, les vues officielles des nazis étant de se tailler un empire colonial continental, en s'étendant sur l'Ukraine. Cet objectif était tout à fait admis par les puissances dites démocratiques, qui voyaient ainsi leurs empires exotiques ménagés et, en outre, le rêve commun des oligarchies allemande et anglaise d'écraser le détestable "bolchevisme" en son cœur, enfin réalisable. C'est ainsi que le stalinisme se matérialisa immédiatement dans le pacte Laval-Staline de 1935.

• Sur le fond, l'établissement du socialisme d'État, ou communisme chauvin, en Russie, manifestait **l'épuisement de l'expérience du pré-socialisme soviétique**. Alors que la collectivisation agraire, c'est-à-dire les kolkhoz, donnait enfin à la Russie le moyen de commencer réellement la modernisation non-capitaliste, donc de réunir progressivement les conditions du socialisme, le juridisme stalinien à l'égard des rapports de propriété en conclut, au contraire, que la construction socialiste se trouvait achevée dans son principe. On annonçait alors, sous couvert de construction du socialisme "en grand", que l'on s'avançait désormais vers le communisme intégral, la gratuité complète.

La notion confuse de construction du socialisme "en grand" permettait d'ailleurs de voiler l'empirisme le plus total par une phrase ronflante. Car tout en annonçant le dépérissement complet, imminent, de l'Argent, on revendiquait la nécessité du renforcement maximum de l'État, et parallèlement à la gratuité annoncée, on intensifiait le fonctionnarisme, ce qui est absolument contradictoire selon le point de vue marxiste.

C'est cette faille politique du socialisme d'État qui éclatait dans la promulgation de la "Constitution stalinienne" de 1936. L'argument selon lequel on pouvait détruire l'argent tout en étatisant à l'extrême, à cause de "l'encerclement capitaliste", n'avait évidemment aucune valeur de principe. C'est ainsi que les coopératives agricoles de production, les kolkhoz, se virent immédiatement placées sous une direction administrative de fait, assujetties au "plan impératif", tout comme s'il s'agissait d'unités de production industrielles, alors même que les fermes d'État les sovkhoz, à qui le plan impératif pouvait être appliqué, révélaient une absence totale de vitalité expansive. Parallèlement, les rapports de production dans l'industrie se réduisirent à une pure et simple fonctionnarisation, et le constitutionnalisme tant vanté débouchait sur une

administration foncièrement policière que traduisaient les grands "procès de Moscou". En définitive, le socialisme d'État stalinien montrait que l'on butait, en Russie, sur la question de savoir comment construire le socialisme dans un pays paysan exigeant simultanément sa modernisation dans les conditions non-libérales, c'est-à-dire comment construire le socialisme tout en édifiant les conditions préalables. D'où toutes les confusions à propos de la N.E.P. de 1921, qu'on ne cessa jamais complètement d'envisager comme une "retraite", de traiter comme une concession faite pour sauver le pouvoir politique, alors que l'établissement contrôlé des relations marchandes devait être considéré comme une offensive, une nécessité économique imposée par le caractère pré-socialiste des tâches à accomplir en Russie.

La révolution russe, qui avait été exigée par le caractère arriéré du pays, mais suffisamment fort politiquement, en tant qu'autocratie impériale, pour refuser héroïquement son abaissement au rang de protectorat colonial de la Finance parasitaire mondiale, cette révolution déviait en socialisme d'État pour les mêmes raisons qui avaient fait son succès.

• En quoi consiste réellement **le côté négatif de Staline**, la déviation dans le socialisme d'État après 1934, qu'on nous grossit vicieusement, au nom du "goulag" ? À y regarder de près, le véritable reproche qu'on peut lui faire, c'est de s'être abaissé au rang d'un grand chef civilisé, tel que Louis XI ou Pierre le Grand, fondant d'une main de fer l'État Moderne. Nos politiciens décadents qui jouent les horrifiés devant la brutalité stalinienne renient par-là même l'enfantement douloureux qui fut celui du "monde libre" qu'ils prétendent défendre ; outre qu'ils savent eux-mêmes se montrer d'une cruauté cynique, totalement gratuite, pour écraser les salariés-forçats ou les colonisés-parias qu'ils poussent à bout, dès qu'ils bronchent. Ce que démontre vraiment la Terreur stalinienne et son échec, c'est que les méthodes qui furent utilisées pour fonder l'ordre bourgeois et national ne sauraient convenir pour fonder l'ordre salarial et international. La dénonciation critique du stalinisme ne va pas plus loin que cela. On est bien loin, évidemment, des amalgames repoussants du type Staline = Hitler !

• Finalement, le socialisme d'État stalinien n'était qu'une solution petite-bourgeoise au défi que l'histoire lançait à la Russie d'édifier le pré-socialisme. La déviation stalinienne se ramenait à une panique de l'équipe stalinienne à l'égard de la paysannerie, panique complémentaire du culte insensé de la paysannerie pratiqué par Boukharine.

Le socialisme d'État qu'en Europe de l'Ouest les politiciens de gauche se contentaient de prêcher en 1900, Staline l'appliqua une génération plus tard, ce qui en fit une politique de secte de gauche au pouvoir. Ainsi se trouvaient identifiés les deux pôles petits-bourgeois, le réformisme et le révolutionnarisme.

Le socialisme petit-bourgeois sous forme de socialisme d'État, comme toute politique petite bourgeoise, n'était pas durable, parce qu'on ne peut se tenir longtemps à mi-chemin de l'émancipation sociale et de la barbarie sociale.

• Sous cet angle, le stalinisme a **quelque-chose à voir avec l'instauration ultérieure du capitalisme d'État** par la bourgeoisie rouge khrouchtchévienne. Cependant, cela ne permet pas de confondre stalinisme et khrouchtchévisme, le premier étant une déviation hors de la voie du socialisme, et le second une réaction tournant au

capitalisme parasitaire. Une déviation laisse la porte ouverte au redressement, ce qui n'est pas le cas d'une réaction complète. Le stalinisme a simplement rendu possible la 4ème défaite de 1956 ; cette possibilité devenant réalité, il a déterminé la forme prise par la réaction, c'est-à-dire le capitalisme parasitaire sous forme de capitalisme d'État, et la modalité d'évolution "pacifique" du socialisme d'État au capitalisme d'État.

La dénonciation de la déviation stalinienne de 1934 fut abandonnée, pour l'essentiel, à la réaction, aux politiciens de droite et de gauche et aux sectes opposées, anarchistes et fascistes.

• **Mao Zedong** seul, donna une riposte marxiste à la déviation stalinienne. Mais la critique du stalinisme par Mao resta presque exclusivement une condamnation dans la pratique, et ne parvint pas à se traduire théoriquement de façon systématique, point dont elle se rapprochait toujours plus à la lumière de l'expérience accumulée, sans pourtant l'atteindre. D'abord Mao se dissocia radicalement du stalinisme dès la Longue Marche, en prenant en compte le potentiel révolutionnaire de la paysannerie et en envisageant l'encerclement des villes par les campagnes. Ensuite, Mao se dissocia totalement de Staline en échappant au piège de l'anti-fascisme unilatéral (contre le Japon) et en combattant, le moment venu, avec la même vigueur le camp des "démocrates" en la personne des mercenaires américains de Tchang Kaï-Chek. Ensuite, après la victoire de 1949, Mao rompit avec le stalinisme en proscrivant le système fonctionnariste, la planification impérative, et la priorité donnée à l'industrie lourde "exploitant" la paysannerie. Enfin, Mao chercha immédiatement à tirer les leçons des révoltes de Pologne et de Hongrie de 1956, attaché indéfectiblement à parer à la déviation du socialisme d'État qui menace tout pays agraire, au moyen de la mobilisation politique des masses, sans égard pour les privilèges du Parti et de ses cadres. C'est ainsi que fut déclenchée la Révolution Culturelle. Mais la réponse théorique au stalinisme restait encore à systématiser, sans compter le retard de 35 ans pris sur sa critique nécessaire. De fait, les "maoïstes" extérieurs à la Chine ne donnèrent l'image que d'une nouvelle forme de sectarisme, succédant à l'anarchisme et au trotskisme. La réaction de Mao au stalinisme ne s'en tint pas néanmoins strictement au terrain de l'action. Nombre d'éléments théoriques épars furent déjà dégagés, et le fruit s'en trouve tout spécialement dans les œuvres philosophiques de ce grand maître, qui développent la théorie de la contradiction comme "noyau de la dialectique", c'est-à-dire la méthode attachée au mode de pensée émancipée requis par l'œuvre d'émancipation sociale du salariat.

———————

Conclusion
Le prophète Marx

La mafia aux abois

Depuis 1848, les 150 ans de tourments qui opposent l'Émancipation Sociale et la Barbarie, au profit de cette dernière, constituent l'époque contemporaine.

Depuis la 4ème défaite de 1956, cette époque est en voie d'achèvement. L'analyse des événements permet d'envisager la victoire de la République Sociale dans un pays "riche" de l'Ouest, victoire qui se consolidera ensuite par l'établissement, au moins dans le principe, d'un Gouvernement Mondial.

Aujourd'hui, l'on peut dire que la Mafia financière dominante sur la planète se trouve réellement aux abois, et qu'un retournement décisif du rapport de forces en faveur du Peuple mondial, mettant fin au pré-marxisme, s'annonce sérieusement. Le conflit entre le Peuple et la Mafia financière ne sera pas pour autant achevé ; il se développera dans des conditions neuves.

• *La faillite de la bourgeoisie rouge*

Une fois saisi le véritable caractère de l'époque contemporaine, et une fois comprise la signification de la 4ème Défaite du Peuple, qui consista en l'instauration du capitalisme parasitaire en Russie sous la forme de l'accession au pouvoir de la "bourgeoisie rouge" khrouchtchévienne, quelle portée réelle ont les déclarations officielles concernant la "faillite du communisme" ? En quoi ce bavardage confusionniste et démagogique est-il conforme à la réalité des choses ? Il n'y a là que myopie historique, amalgame indigne entre République Sociale et Capitalisme d'État et, finalement, inversion intéressée de la nature des problèmes.

La débâcle des pays de l'Est, consacrée par la chute du Mur de Berlin, sert à évoquer indéfiniment la "faillite du marxisme".

L'intoxication officielle va son train, tout en évitant soigneusement de définir ce qu'il faut entendre par "marxisme". Léon Blum se disait marxiste ; Lénine et Mao revendiquèrent le marxisme, mais aussi Pol Pot et les Brigades Rouges ! Alors où en sommes-nous ? Il est donc temps de procéder à l'analyse critique de la chute des pays de l'Est, c'est-à-dire de restituer cet événement relativement à la question sociale posée en 1848, et de l'évoquer comme un incident de la lutte finale qui se déroule depuis lors, pour donner une réponse à cette question.

Parmi cent autres spécimens, le bulletin de la Société de Bourse Meeschaert de juin 1993, donne une illustration de la myopie, de l'amalgame et de l'inversion des choses qu'affectionne la Mafia dominante :

"N'est-ce pas merveilleux ! Il y a dix ans, des populations autrefois civilisées étaient privées de liberté et maintenues dans la stérilité économique et l'autarcie par le régime communiste. Or, ce que nul n'avait rêvé s'est passé. Le communisme s'est déstabilisé de l'intérieur. Ces peuples (russe et Chinois) se sont convertis à notre régime économique, sans qu'ils l'aient d'ailleurs parfaitement compris ; ils sont fascinés par notre abondance. Les dirigeants russes nous demandent de les aider. En achetant leurs produits (aux

chinois), nous les intégrons dans le réseau des peuples libres et leur permettons de progresser sur le chemin de notre civilisation. Hélas, ils concurrencent des producteurs européens et les mettent au chômage. Un peu de concurrence externe c'est stimulant, trop c'est traumatisant".

Où est la question sociale dans tout cela ? En Occident, nous bénéficions de la liberté, de l'abondance, donc le problème n'existe pas. Et pourtant il y a eu des communistes, sans qu'on sache pourquoi ; il y a des peuples convertis au capitalisme parasitaire, mais qui curieusement ne le comprennent pas ; et il y a un chômage effrayant à l'Ouest, qu'il faut pourtant considérer sans importance ! Les économistes, à la solde des financiers, exorcisent le combat pour l'émancipation sociale en récitant, comme des illuminés, le psaume à la mode : "Marx est mort".

• *Un vieux refrain*

La politique de l'autruche n'est pas chose nouvelle. Voilà, entre autres, ce que déclarait en 1910 G. Sorel, grande vedette médiatique de son temps, à propos de la parution des "Prémisses" de Bernstein **en 1899** :

"Bernstein signalait les incohérences du système de Marx ; la vie était introduite dans une doctrine jusqu'alors condamnée à la stérilité, mais c'était une décomposition du marxisme". De fait, au moment du coup d'éclat de Bernstein, au sein du parti socialiste, on raillait ceux qui attendaient le "grand chambardement". Les expressions telles que "la lutte émancipatrice de la classe ouvrière" ou "la conquête révolutionnaire du pouvoir" n'étaient plus comprises, surtout, à vrai dire, dans les milieux des permanents syndicaux ; on y accusait même le parti de paralyser les syndicats par ses rêveries entretenues pour la forme sur l'État futur (cf. Aryel : Bernstein). En 1900 donc, à la vague du marxisme succédait la mode d'un anti-marxisme attaché à ridiculiser ceux nommés désormais les tenants de "dogmes périmés" (V. Pareto).

Plus tôt même que cela, et avant qu'il soit question du "croquemitaine marxiste", au lendemain de la 1ère Défaite du Peuple mondial de Juin 1848, parachevé par le coup d'État du 2 Décembre 1851 de Napoléon III, G. Weill raconte : "Le socialisme parut complètement ruiné **après le 2 Décembre**", et Louis Reybaud (expert en socialisme !) écrit en 1854 : "parler de lui, c'est faire son oraison funèbre". On se souvient de Garnier-Pagès jugeant le drapeau rouge de Février 1848 : "une toquade ridicule"… C'est ce qu'on appelle prendre ses désirs pour la réalité ? On le voit, ce n'est pas la première fois qu'on nous annonce la faillite du socialisme ou du marxisme. Le malheur est que ces fausses prophéties aboutissent à une vraie démoralisation, et qu'elles réussissent à désorienter et à diviser, pour un temps, certaines fractions du peuple. C'est d'ailleurs leur objectif ; la mafia financière n'ayant aucun avenir à proposer à l'humanité, elle doit se contenter de durer par tous les moyens.

La seule part de vérité que comportent les slogans de "faillite du socialisme" et de "ruine du marxisme", c'est qu'ils se rapportent à une défaite populaire à laquelle ont pris part, à chaque fois, des dirigeants du salariat, arborant drapeau rouge, faucille et marteau. Mais il faut avoir la vue très courte pour ne pas s'être aperçu que ces politiciens

corrompus avaient rallié le camp de la mafia financière, dont ils constituaient "le clan de gauche", et que leurs batailles perdues – ironie de l'histoire – étaient celles du capitalisme parasitaire.

Cependant, il faut convenir que, d'une part, le peuple prisonnier de la gangue préhistorique ne sait pas très bien distinguer ses amis de ses ennemis ; d'autre part, les éléments qui se proposent de remplir la fonction d'avant-garde, ne tiennent pas suffisamment compte de la réalité en plongeant leurs racines dans les profondeurs populaires. Les défaillances de la direction de l'émancipation sociale, les "déviations", se révèlent, toujours après coup, dans la volonté d'aller trop vite ou trop lentement au but final : le communisme. Elles sont surtout le résultat d'une analyse qui rapetisse l'objectif de l'émancipation sociale : la prise sur le présent n'est fragile que lorsque les chefs ne voient pas assez loin et assez grand.

• *La tradition républicaine*

Dans la période où se manifesta le libéralisme social, de manière toujours plus forte et plus précise, de 1800 à 1850, il s'agissait de transformer l'idéal civilisé en réalité. Or, l'incarnation de cet idéal civilisé, que l'on nomme aujourd'hui "Socialisme" ou "Communisme", portait simplement le nom de République (1794). Cela, nous l'avons complètement oublié. Quand nos politiciens décadents ressassent leur attachement à la tradition républicaine, ils sont, comme en toute occasion, des truqueurs hypocrites.

Pour appuyer nos dires, citons G. Weill qui décrit l'état d'esprit régnant sous la Restauration, après l'élimination de Napoléon Bonaparte en 1815 :

"L'idée républicaine, qui se trouvait à l'origine des Sociétés secrètes, n'apparut presque jamais au dehors. Un des complices de Berton, **Sangé**, au moment de mourir sur l'échafaud, poussa le cri de "Vive la République" (1822). Les journaux de droite et de gauche le rapportèrent avec étonnement, tant le public étranger aux sociétés avait oublié le mot".

"Les étudiants évitaient de le prononcer ; le seul qui en parla un jour devant les juges fut **Rouen**, accusé d'avoir, lorsqu'on expulsa Manuel de la Chambre, crié "Vive Manuel ! Vive la liberté ! Vive la République !". Il dit au Tribunal correctionnel (1823) : "Vive la République ? Ces paroles, proférées devant le public, et devant un public ignorant et à préjugés, seraient une inconséquence dans ma bouche. La majorité croirait qu'il s'agit du régime de 1794, et quelques prétendus savants, d'une parodie de Sparte ou de Rome. Il ne serait donc pas raisonnable à moi de proclamer publiquement que j'attache un prix à cette forme de gouvernement plutôt qu'à toute autre. Le public ne pouvait que se méprendre sur ma pensée. Au reste, je ne tiens nullement aux dénominations, et ce n'est jamais dans le titre du pouvoir central que je ferais consister le bonheur des citoyens et la prospérité du pays". Cette déclaration fit du bruit dans la jeunesse, on imprima le plaidoyer de Rouen, et plus tard les républicains le citèrent comme un précurseur (Raspail en 1835)".

Pour éclairer ce document, quelques observations s'imposent :

• L'opinion vulgaire, avant 1850, voyait dans la République le "régime de 1794", c'est-à-dire la dictature plébéienne de l'An II, celle du Comité de Salut Public. Car, nos politiciens hypocrites, qui se réclament de la tradition républicaine, se gardent bien de réveiller ce

souvenir de nos aïeux qui les effraie au plus haut point ! En bref, avant 1850, on diabolise dans l'opinion l'idée de République, comme on le fait aujourd'hui pour le communisme, et pour les mêmes raisons fondamentales.

• Les militants républicains de l'époque, du type de l'étudiant Rouen, savent très bien que la Terreur était un régime de guerre, exigé par la lutte contre l'alliance des émigrés et des monarques absolus d'Europe, lutte doublée de celle contre les Vendéens et Fédéralistes à l'intérieur, lutte entretenue par les subsides de la perfide Albion comptant bien tirer les marrons du feu. Ce à quoi les républicains sont alors attachés, c'est la Constitution de 1793, adoptée officiellement par le pays, mais dont l'application était suspendue jusqu'à la paix. Bien après, dans les rangs des Communards, on retrouvera cette référence à l'An II, seule réelle référence que l'on ait pour inventer la forme du gouvernement ouvrier. C'est donc au **contenu social égalitaire de la Constitution** que l'on est attaché, en avouant ouvertement que la "forme du gouvernement" n'a qu'un intérêt subordonné.

• Concernant la *forme politique*, on retient alors le terme de République, non pas dans le sens barbare que ce mot a pris depuis Cavaignac en Juin 1848, de régime du suffrage universel s'exerçant dans le cadre de l'État policier, mais dans le sens tout simple et inverse qui est le suivant : faire que la République ne soit pas une forme juridique de gouvernement, mais la "chose publique" qui consiste à prendre au mot la "souveraineté du peuple", proclamée par la bourgeoisie libérale, et à imposer donc une forme d'organisation politique civilisée, réellement conséquente. Autrement dit, faire que la République soit un système "représentatif", ne souffrant plus de restriction quant à la propriété privée, où la multitude est confinée dans la position de citoyens "passifs". Ainsi les fameux "trois pouvoirs" à l'anglaise, glorifiés par Montesquieu, se trouvent-ils métamorphosés :

- le pouvoir législatif devient celui des **"Clubs"**, ou assemblées populaires permanentes ;
- le pouvoir exécutif se matérialise dans la **Garde Nationale**, ou milice citoyenne ;
- le pouvoir judiciaire se traduit par le **jury**, ou jugement de chacun par ses pairs.

De cette façon, la République devient le régime même qui fait dépérir l'État. Tous les anciens fonctionnaires et les politiciens de métier deviennent de simples spécialistes embauchés par les civils, maintenus sous le contrôle permanent de ces derniers, responsables et révocables. Administrateurs, Militaires et Magistrats deviennent de simples agents techniques.

• Le *contenu économique* de la République républicaine va de soi. Étant donné que la réalité du pouvoir repose sur l'affranchissement de toute condition de fortune, sur l'abolition du "cens", le nouveau pouvoir ne peut qu'être l'instrument de la métamorphose planifiée de la propriété privée en propriété sociale. Les républicains de l'époque du libéralisme social abandonnent en fait, quoique encore confusément, les vieilles conceptions de la propriété sociale que sécrétait la société rurale, dans le sens de **l'égalitarisme grossier**, armé de la "loi agraire" et des "lois somptuaires", contraint d'exalter la médiocrité vertueuse. C'en est fait définitivement de l'idée de la propriété

sociale selon le modèle du couvent généralisé, du **despotisme communiste** dont la dernière expression fut la république des Guaranis du Paraguay dirigée par les jésuites.

C'en est même fait, au fond, de la conception des Montagnards de l'An II de Robespierre, Saint-Just et Couthon, d'un collectivisme de petits propriétaires, de paysans individuels. Cela, certes, était l'idée de la Rome républicaine sans les esclaves, c'est-à-dire chaque famille ayant réellement son bout de champ. Et cet idéal systématique de la Propriété privée sans l'Exploitation, on le voyait clairement comme exigeant l'action de la force collective, la dictature politique frappant sans relâche l'hydre inévitable de la différenciation en exploiteurs et exploités, à partir de la petite production imposée. Néanmoins, cette Terreur permanente, ne s'exerçant qu'au profit de la préservation de l'indépendance de chaque famille, était plus une dictature religieuse que politique.

La propriété sociale vers laquelle tendent secrètement les républicains de la période 1795-1848 est tout à fait celle qu'exige la société salariale. Prohibant tout étatisme par la souveraineté du peuple poussée à ses dernières conséquences, et excluant en même temps toute idéalisation de la petite propriété, ils s'orientent vers la seule forme progressive possible de propriété sociale, la seule cohérente avec la relève du système-argent du libéralisme bourgeois : la libre association économique, par laquelle les salariés se mettent collectivement à leur compte.

———————

Marx et le communisme

L'étude sociale de l'époque contemporaine, depuis 1850, montre que Marx, loin d'être "mort", est plus actuel que jamais et réserve les plus grandes surprises à ceux qui l'ont trop rapidement enterré. Ceci, cependant, ne vaut qu'autant que sont tirées toutes les leçons de la 4ème défaite du peuple mondial, de l'avènement de la bourgeoisie rouge en Russie, et de la déviation stalinienne, celle du socialisme d'État qui fournit l'occasion de cette réaction dans le capitalisme d'État parasitaire, fardé du drapeau rouge.

Du fait de ce long égarement de 60 ans, à travers Staline et Khrouchtchev, et de l'idée du communisme des plus embrouillée et négative qui en a découlé, est-ce que la cause du salariat, celle de l'émancipation sociale, peut rester associée à la "chemise sale" du communisme ? Rien n'est moins sûr ! L'on pourrait dire, avec l'étudiant Rouen, que l'on "ne tient nullement aux dénominations".

Mais en attendant, à l'intention des fossoyeurs du communisme, nous reprenons les paroles de Pillot, compagnon de Dézamy, qui a organisé en juillet 1840 le premier banquet communiste : *"L'empire de la sottise est à son terme ; donc celui de la science commence. Mais nous dira-t-on, si l'humanité ne veut pas du communisme ? Mais répondrai-je, si les pensionnaires de Bicêtre ne voulaient pas de douches ?"*

De la même manière, nous reprendrons les paroles que d'Argenson lançait en 1834 à ceux qui agitaient le spectre de la "loi agraire" – comme en 1848 on ameuta les paysans en brandissant la menace des "partageux" – en disant du communisme qu'il ne peut être que le "croque-mitaine des imbéciles".

Qu'on le veuille ou non, et nous en reparlerons probablement plus tôt que certains ne pensent, Marx est, dans ces 150 années d'efforts douloureux pour résoudre la question sociale, celui qui vit réellement les choses en profondeur et plus loin que quiconque. Grégoire le Grand, ce pape imposant, disait : "Il faut être prophète pour comprendre les prophètes" ; c'est ce que ne seront jamais, évidemment, les détracteurs du communisme.

———————

Annexes

HISTOIRE HUMAINE

La double activité matérielle de l'univers : intelligente et intelligible ; travail humain et fécondité naturelle ; de la sauvagerie au communisme libre.

Plan de publication

Fascicules disponibles

	Vol.	Parution
1. PENSEE (Dieu et la Science)		
1. SAGESSE TRADITIONNELLE	(30p)	05/1991
(Annexe : l'Hindouisme)		
2. SYSTEMES PHILOSOPHIQUES		
a)- Le Problème philosophique	(23p)	09/1992
b)- (Les Mots et les Choses)		
.....		
(Annexe : l'Islam) ;		
(Annexe : Freud et Einstein)		
(Annexe : Esotérisme et Occultisme)		
3. PENSEE EMANCIPEE		
(Dieu et la révolution)		
.....		
La Pensée	(19p)	05/1991
.....		
(Annexe : Staline et le "matérialisme athée")		
(Annexe : le Riénisme de Dom Deschamps)		
2. ACTION (l'Etat et l'Argent)		
1. COMMUNAUTE		
2. CITE		
a)- La Souveraineté	(51p)	08/1992
(Annexe : crises périodiques et avant-guerres)		
3. SOCIETE		
3. CREATIVITE (Mystique et Art)		
TRAVAIL (Travail privé complet)		
.....		
L'Orientation (République Sociale Universelle)	(26p)	10/1992
(Annexe : Guerre et Civilisation)		
(Annexe : Ecologie et Démographie)		

---oOo---

LA FIN DE LA PREHISTOIRE

La barbarie contemporaine : de 1841 à nos jours

Plan de publication ➡ Fascicules disponibles ➡

	Vol.	Parution
1. L'OUEST *********	(64p)	04/1992

(Annexe : Nazis et Terroristes (nihilistes) ; Millénaristes (Témoins de Jéhova, etc) et Non-violents (Ahimsâ).
Réformistes et Révolutionnaristes).

(Annexe : les Verts (Ecologie).

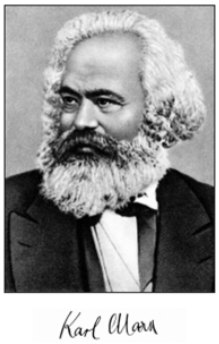
2. LE SUD *********	(71p)	04/1992

(Annexe : l'Islamisme).

3. L'EST
****

1/- La 4° défaite du peuple mondial	(43p)	09/1993
2/- (Bourgeoisie rouge et Gardes rouges : Krouchtchev et Jiang Qing)		
3/- Le socialisme à la chinoise de Deng Xiaoping	(18p)	05/1993

Antimafia



Je m'aperçus qu'à bien des égards nous imitions inconsciemment le grand exemple de l'Ami du Peuple. D'abord, dévoilant ceux qui se préparaient à trahir la Révolution, Marat arracha sans pitié le masque des idoles du moment ; d'autre part, comme nous, (..) il voulait que la Révolution fût proclamée permanente. (Engels)

NUMÉRO SPÉCIAL - Février 1993

La Belle Époque

(Le nouvel Ordre mondial)

À la suite du Krach financier de 1987, que nos endormeurs officiels ont voulu nous faire passer pour l'éclatement salutaire d'une "bulle financière", c'est en réalité une période de tous les dangers qui s'est ouverte pour la planète. Cette période est celle de la crise aiguë et décisive de **l'ordre onusien** de démocratie dictatoriale sous leadership américain, qui fut établi il y a 50 ans (1945).

Dans l'ensemble, la nouvelle période est celle de **l'avant-guerre** déclarée, où la mafia financière internationale entraîne une nouvelle fois le peuple mondial. Il y avait eu tout d'abord **l'après-guerre**, ce que les crétins académiques appellent les "25 Glorieuses" (1945-1971). Ce n'était que le développement frénétique de moyens de destruction sans précédent, sous le règne du Dollar, avec seulement des "retombées civiles" de la "technologie de défense". Puis il y eut 15 années de **crise** économique proprement dite (1971-1987), issue de la remontée des anciens "vaincus" : Allemagne et Japon. La crise s'exprima par l'éclatement du "système monétaire international". Tout le poids en fut, bien sûr, rejeté sur le peuple mondial, par la compression sociale des Forçats à l'Ouest et des Parias du Sud.

Depuis 1988, c'est donc une nouvelle période de fuite en avant, le développement de l'avant-guerre proprement dit. Seulement, il ne peut plus s'agir à présent que d'une marche forcée vers la Première guerre véritablement mondiale. Du même coup, le conflit en perspective ne peut être que la **dernière Guerre Mondiale** : ayant pour la première fois comme but l'hégémonie militariste intégrale de la planète, l'embrasement sans précédent qui nous est promis, verra l'aspect guerre **civile** prendre nécessairement très vite le pas sur l'aspect guerre étrangère.

À l'Ouest, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du **capitalisme bureaucratique** ("économie mixte") mis en place il y a 50 ans. Il s'agit de la forme dernière du capitalisme parasitaire inauguré il y a 150 ans, succédant donc au capitalisme **spéculatif** (les sociétés anonymes et la Bourse) puis au capitalisme **monopoliste** (les ententes, holdings et la monnaie dirigée ou Open Market policy). Le capitalisme bureaucratique se caractérise par les Nationalisations et le Plan indicatif, l'hégémonie des Investisseurs Institutionnels.

La faillite du capitalisme bureaucratique nous porte directement vers l'économie de guerre, l'autarcie et la conscription officielle des salariés dans les **entreprises-casernes**. La faillite du capitalisme bureaucratique élimine l'ancien clivage politique à usage interne, en droite/gauche de la Mafia dominante et sa redistribution en deux clans à préoccupation géopolitique, sur le modèle **"démocrates"/fascistes**.

Le capitalisme bureaucratique, ayant produit les Familles de salariés-forçats à l'Ouest, est la preuve décisive que la "sécurité" des ménages de l'Ouest ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Coopération Générale** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

———————

Au Sud, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du **néo-colonialisme**, c'est-à-dire de la domination colonialiste "à l'américaine", s'exerçant de façon "anonyme" sous le couvert des "indépendances", sous la forme déchaînée de la razzia intégrale effectuée par la Finance et l'étranglement impitoyable par la Dette.

La suite de l'effondrement du néo-colonialisme est la ruée des blocs mafieux de l'Ouest pour la folle Reconquête directe des territoires du Sud, comme "sources d'approvisionnement" et "positions stratégiques".

La domination néo-coloniale est la forme dernière de l'impérialisme inauguré il y a 150 ans ; elle fait suite aux **Possessions** métropolitaines gérées par des gouverneurs militaires, auxquelles succédèrent les **Protectorats** (ou Dominions) c'est-à-dire la vassalisation "à l'anglaise". Le néo-colonialisme, lui, s'appuie sur l'indépendance nominale des contrées pillées, donc ouvertes à tous les vents de la Finance, le "sale boulot" de la gestion locale étant laissé à des équipes de fantoches indigènes.

Le néo-colonialisme, ayant produit les États-prolétaires complets du Sud, est la preuve décisive que l'"indépendance" des peuples du Sud ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Nation Humaine** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

Freddy Malot – février 1993

———————

Les Métamorphoses de la Foi

700 000 Pithécanthrope
300 000 Sinanthrope
100 000 Néandertal
25 000 Cro-Magnon

Primitifs

EN-DEÇA

1

Homère, 800 A.C.

Civilisés

Le Maître

Destinée

- 590
Solon

ANCIENS

Pythagore 530
Parménide 465
Socrate 410
Platon 380
Aristote 335
Cicéron 60 (AC)

500 { **Confucius** / Bouddha

Saint Paul, + 60

Le Père

Jugement

+ 313
Constantin

GOTHIQUES

C. d'Alex 200
Augustin 400
St Grégoire 600
Damascène 740
S. Erigène 870
Anselme 1075
St Thomas 1260
Duns Scot 1300

622 **Mahomet**
1010 Ibn Sina
1175 Tchou Hi
1300 I. Taimiya

2

La Divinité qui voit tout

AU-DELÀ

Wiclef, 1373

L'Auteur

Providence

1531
Henri VIII

MODERNES

Luther 1525
Newton 1675
D. Deschamps 1760
Kant 1790

1775 Weishaupt
1825 Saint Simon

Marx, 1845

Humains

HISTOIRE

2000
?
Convention
Mondiale

1864 1ère Internationale
1903 Lénine
1935 Mao Zedong
. . . . . .

3

"Nous forgerons nos épées en socs de charrue"
– Ésaïe –

Intelligence effective de
LA RÉALITÉ DU TEMPS
- ou Mouvement : spontanéité, vie ; conscience, créativité.
- ou Prophétisme lucide.

Le grand Guignol

I
Tous les partis avaient promis,
La liberté, celle des banquiers.
Tous les partis avaient promis,
Des marchands d'armes, l'égalité.
Le Peuple en a assez,
C'est eux les étrangers !

II
Ils avaient dit : trompons les gens,
À droite les gros insolents.
Ils avaient dit : c'est des enfants,
À gauche les caméléons.
Le Peuple en a assez,
Les voilà démasqués !

III
Les syndicats, faux mécontents,
C'était bla-bla et division.
Ils prétendaient : "on vous défend",
C'était chantage et diversion.
Le Peuple en a assez,
Vive nos délégués !

IV
Il fallait être corrompus,
Autrement c'était la prison.
Être intégrés, c'était vaincus,
Autrement gare à la Légion.
Le Peuple en a assez,
Courrons les désarmer !

V
On nous vantait le Capital,
L'État-patron, les trafiquants.
Fallait rester, c'était normal,
Méprisés et troupeau mendiant.
Le Peuple en a assez,
Faisons-nous Associés !

Refrain :

À bas le grand guignol,
Plus d'illusions, il est grand temps,
À bas le grand guignol,
Faisons l'union en combattant !

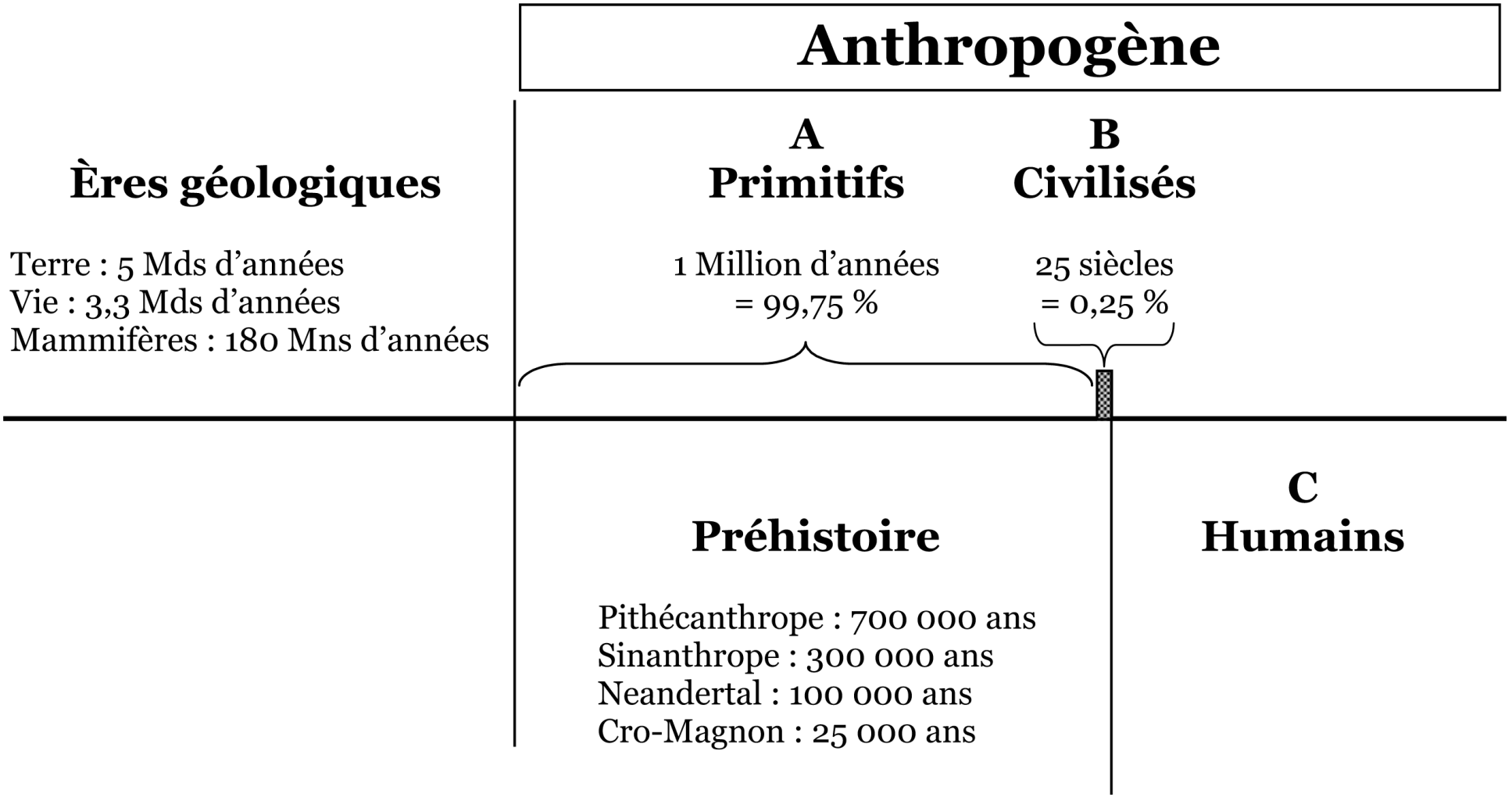
Oui on est là, c'est comme ça, fallait pas,
Mettre en colère le salariat !
Ah, ça plait pas, tant mieux, va !
Les ploutocrates, on les vaincra !

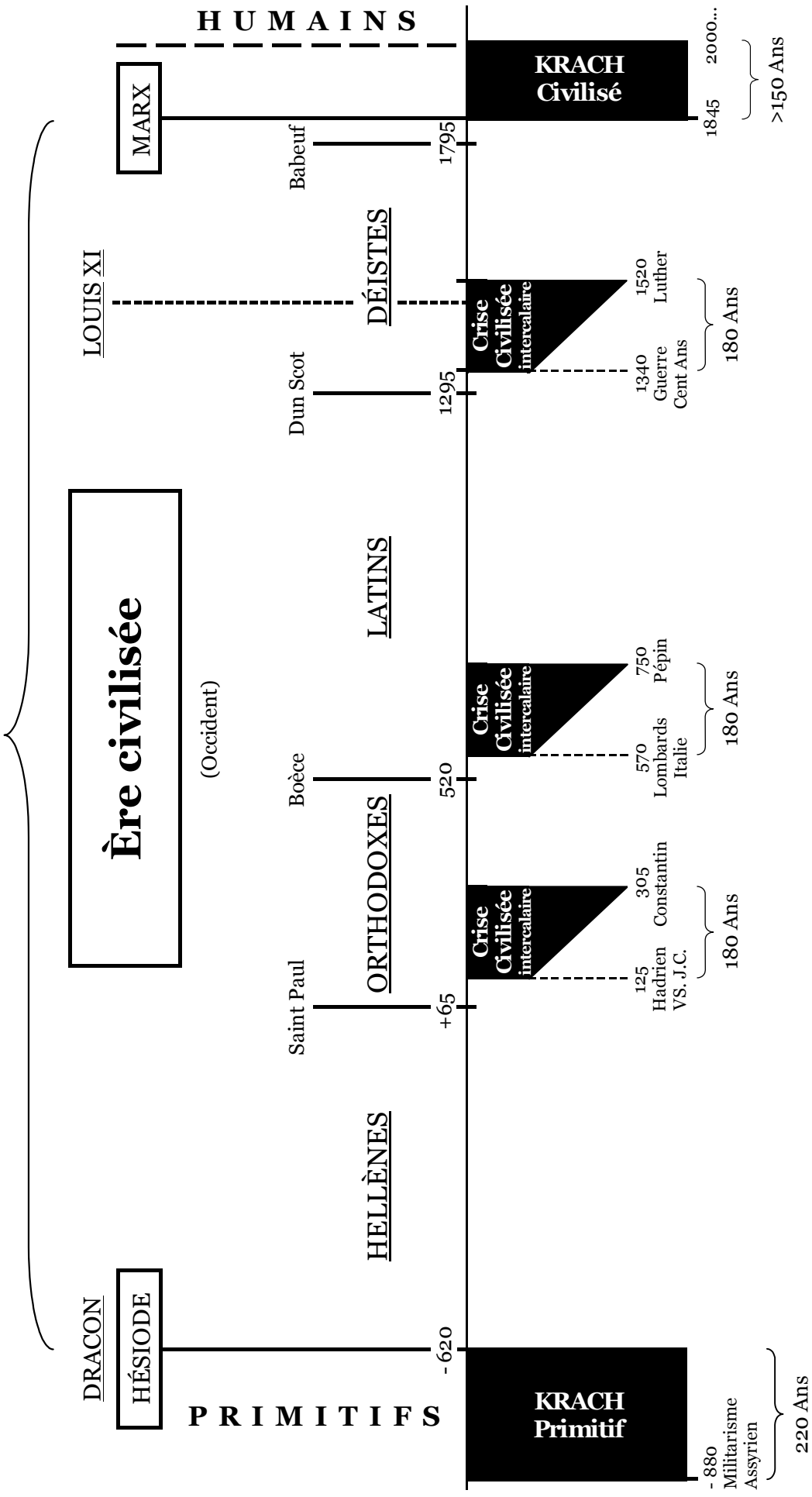
Freddy Malot – 17 octobre 1995

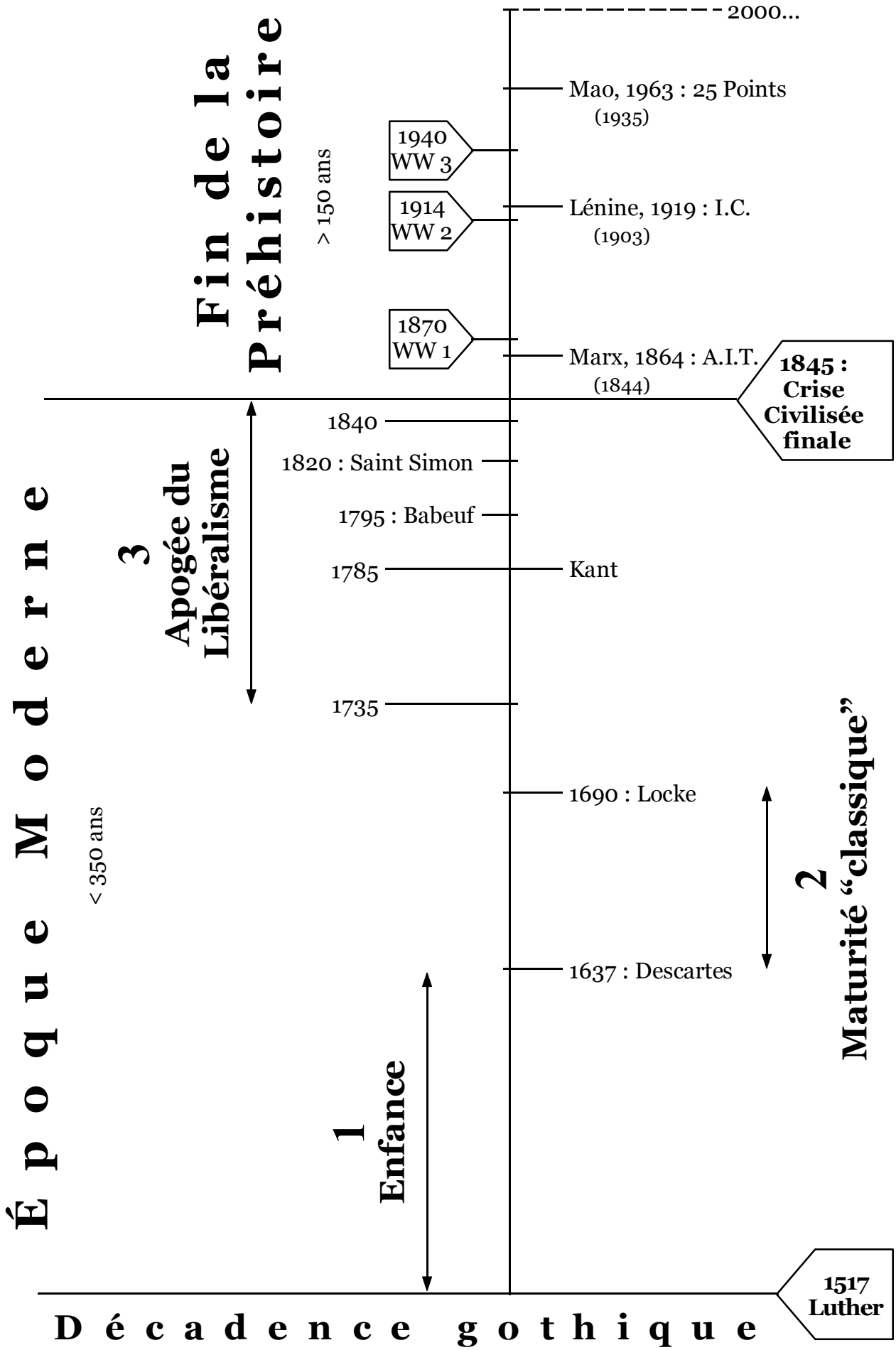
Le grand Guignol se chante sur l'air de la Carmagnole.

La Carmagnole a été la chanson la plus populaire de la Révolution française. Elle date de 1792 au moment où l'Assemblée vote la convocation de la Convention et l'emprisonnement du roi. Mais depuis, elle a reparu à toutes les périodes révolutionnaires du 19ème siècle, en 1830 comme en 1848 et 1871, avec de nouveaux couplets à chaque fois. Le ça-ira est à l'origine une chanson bien distincte mais qu'on a l'habitude de chanter comme le refrain de la Carmagnole.

Voir la version complète en 10 couplets (juin 2000), vol. 7 p. 278.


Anthropogène
Ères géologiques
Terre : 5 Mds d'années
Vie : 3,3 Mds d'années
Mammifères : 180 Mns d'années
A
Primitifs
1 Million d'années
= 99,75 %
B
Civilisés
25 siècles
= 0,25 %
Préhistoire
Pithécanthrope : 700 000 ans
Sinanthrope : 300 000 ans
Neandertal : 100 000 ans
Cro-Magnon : 25 000 ans
C
Humains


HUMAINS
MARX
KRACH Civilisé
1845
2000...
>150 Ans
Babeuf
1795
LOUIS XI
DÉISTES
Dun Scot
1295
Crise Civilisée intercalaire
1520 Luther
1340 Guerre Cent Ans
180 Ans
Ère civilisée
(Occident)
LATINS
Boèce
520
Crise Civilisée intercalaire
750 Pépin
570 Lombards Italie
180 Ans
ORTHODOXES
Saint Paul
+65
Crise Civilisée intercalaire
305 Constantin
125 Hadrien VS. J.C.
180 Ans
HELLÈNES
DRACON
HÉSIODE
- 620
PRIMITIFS
KRACH Primitif
- 880 Militarisme Assyrien
220 Ans


2000…
Mao, 1963 : 25 Points
(1935)
1940
WW 3
1914
WW 2
Lénine, 1919 : I.C.
(1903)
1870
WW 1
Marx, 1864 : A.I.T.
(1844)
1845 :
Crise
Civilisée
finale
Fin de la Préhistoire
> 150 ans
1840
1820 : Saint Simon
1795 : Babeuf
1785
Kant
3
Apogée du
Libéralisme
1735
1690 : Locke
2
Maturité "classique"
1637 : Descartes
1
Enfance
1517
Luther
Époque Moderne
< 350 ans
Décadence gothique

La fin de la Préhistoire

Hong Sieou-tsiuan.

L'Est

Le "Socialisme à la Chinoise" de Deng Xiaoping

Association LE SENS DE L'HISTOIRE – Freddy Malot – mai 1993

Hong Sieou-tsiuan

Hong Sieou-tsiuan, converti au protestantisme, fonde en 1843, après la Guerre de l'Opium, "la Société des Adorateurs de Dieu". Il se proclame lui-même fils de Dieu et frère de Jésus-Christ, descendu en ce monde pour sauver le genre humain.

Hong est indigné à l'extrême contre la dynastie impériale corrompue des Tsing : "Tous les bambous des monts du Sud transformés en papier ne suffiraient pas pour écrire le récit de cette dépravation et de cette iniquité, ni les flots de la mer de l'Est à laver les crimes de toute cette ordure".

L'insurrection est décidée à Kintien, en 1850. C'est la date de naissance de la révolution des **Taiping (Égalité Suprême)**.

Hong chante :

"Saisissons le pouvoir qui régit le ciel et la terre ;
Détruisons l'infâme, protégeons le juste,
soulageons la détresse du peuple.
Je brandis l'Épée de trois pieds pour conquérir fleuves et montagnes ;
Je capturerai tous les démons et les monstres pour les livrer aux enfers ;
Aux clameurs des tigres et des dragons s'illuminera le monde ;
Comment décrire la joie de l'univers unifié dans la Grande Paix !"

Pour la première fois dans l'histoire de la Chine, la natte, symbole du culte des empereurs mandchous, fut coupée.

Les dix mille "soldats du ciel" de Kintien seront un million en 1853, paysans et artisans ou mineurs, marchant sur Nankin, dont ils firent la Capitale céleste. *"Confucius et Mencius en pleurent amèrement dans l'autre monde".*

Seule l'intervention des **bandits étrangers**, **anglais et français**, suite aux Conventions de Pékin de 1860, eurent raison de la révolution paysanne chinoise anti-féodale. Comme partout, le capitalisme parasitaire de l'Ouest déchirait le drapeau de la liberté dont la société bourgeoise était pourtant redevable, mais que le drapeau rouge des salariés insurgés de 1848 avait épouvantée. Ainsi, après que l'esprit libéral européen, véhiculé par l'évangélisme, eut précipité et inspiré le mouvement anti-féodal chinois, c'est l'Europe basculant dans la décadence qui se fit ensuite l'agent de la réaction mondiale.

Après même la chute de Nankin en 1862, les Taiping de Hong Sieou-tsiuan poursuivirent le combat jusqu'en 1868. La défaite provisoire mettait nécessairement à l'ordre du jour pour le peuple chinois l'association de la **lutte anti-coloniale** à la lutte anti-féodale. Telle fut la leçon tirée par Sun Yatsen, et c'est cette lutte que Mao mena à bien en assimilant de manière créatrice le point de vue de Marx et Lénine.

Où va la Chine ?

Où va la Chine ? C'est une question qui intéresse très fort chaque membre du peuple mondial.

La Chine représente 1/5 de la population mondiale avec 1,2 milliard d'habitants et c'est le pays de la seconde grande révolution communiste victorieuse en 1949 avec 50 millions d'adhérents au Parti (1992).

• Aux yeux de l'Ouest, la Chine, qui se refuse à prendre en compte la faillite du communisme, est un régime totalitaire en sursis ; mais en même temps, on dit que la Chine est aux mains de capitalistes rouges et l'on est impressionné par le taux de croissance de l'économie chinoise qui contraste avec la grande dépression actuelle du monde "libre" déjà engagé dans la formation de blocs autarciques et militaristes.

• La Chine, quant à elle, se contente de déclarer : *"le mouvement communiste international se trouve actuellement en perte de vitesse"*, le socialisme est un *"régime social tout récent"*, il triomphera certainement du capitalisme et les succès retentissants remportés en Chine par la cause socialiste apportent une grande contribution en ce sens. Mais en même temps, il n'est jamais fait mention de quelconques partis communistes dans le monde, ni de révolution mondiale, et seulement de la *"théorie du socialisme à la chinoise"* qui donne une *"autre dimension au marxisme"*, prolongement et développement de la pensée de Mao Zedong. D'ailleurs le parti chinois n'exerce plus aucune attraction révolutionnaire à l'extérieur, au point que l'on ignore jusqu'aux noms de ses principaux dirigeants, et à l'intérieur du pays la démobilisation idéologique est générale.

Alors où est la vérité ? La Chine est-elle un bastion de la révolution mondiale pratiquant le "marxisme créateur" ? Y-a-t-il au contraire, le capitalisme sous forme de l'État-Patron à la manière de Khrouchtchev ? Serait-ce un pays néo-colonisé puisque le 14ème Congrès du P.C.C. persiste à déclarer *"la Chine est un pays en voie de développement"* ? Ou bien pratique-t-on le "socialisme d'État" analogue à la déviation stalinienne d'après 1934 ?

Pendant que le monde a son destin étroitement lié à celui de la Chine et s'interroge, à Beijing, du 12 au 18 octobre 1992, s'est déroulé le 14ème Congrès du Parti Communiste Chinois.

Ce congrès s'est proposé non pas d'évaluer le travail effectué depuis le 13ème Congrès de 1987, mais de faire le bilan des 14 dernières années. Or cela reporte non pas à un congrès antérieur : le 11ème de 1977 en l'occurrence, mais à la 3ème session plénière issue de ce 11ème Congrès tenue en décembre 1978.

En vérité, la période qui sert de référence réelle est celle qui commence en octobre 1976 où, ni le congrès ni le Comité Central, mais le Bureau Politique écrasa par un coup d'état la bande des quatre et mit fin à la Révolution Culturelle ; on le voit, les congrès en tant qu'organes suprêmes de direction n'ont pas l'importance qu'on en attend. Le 10ème

Congrès de 1973 n'avait rien prévu de ce coup d'État du 06/10/1976 qui fit 45 000 morts et survint juste après la mort de Mao : septembre 1976.

Aujourd'hui, le parti a vu ses effectifs augmenter depuis 1987, de 31 %. Des purges sévères ont renouvelé les dirigeants. La Révolution Culturelle et la *"clique contre-révolutionnaire"* de Jian Qing ont été condamnées à 100 % comme erreurs gauchistes.

———————

Le 14ème Congrès du Parti Communiste Chinois

"(L'État commercial fermé est) l'idéal d'un État auquel tout fonctionnaire a le devoir de tendre".

(Le ministre des finances prussien Struensée, à Fichte – nov. 1800)

"(Le roi de Prusse) Frédéric (le Grand) a pour ainsi dire tracé le premier une esquisse du collectivisme agraire et industriel".

(Jaurès – 1890)

Le 14ème Congrès s'est déroulé sous le signe de la théorie du *"socialisme à la chinoise"* de Deng Xiaoping.

Voici comment, dans le rapport publié par *Pékin Information*, les Chinois présentent eux-mêmes leur nouvelle stratégie politique.

Au cours de son histoire, le communisme chinois a traversé deux grandes phases :

La première fut celle de la lutte pour **l'indépendance** politique, marquée par la direction de Mao, de 1921 à 1976.

La seconde est celle de la **modernisation** économique, entreprise par Deng Xiaoping à la lumière de sa théorie du *"Socialisme à la Chinoise"* qui se résume dans le *"système socialiste d'économie de marché"*.

Ce sont les deux étapes d'un seul et même combat : consacrer et rendre irréversible l'indépendance politique de la Chine par la conquête de son indépendance économique ; Deng Xiaoping poursuit la tâche de Mao en faisant de la Chine *"un pays puissant"*, un *"État riche et prospère"* qui saura résister à la domination étrangère. La voie qui mène au développement économique est celle de la *"modernisation sociale"*. La modernisation est *"la seconde grande révolution"* qui, en opérant une transformation radicale du système économique, va permettre au régime de réaliser son auto-perfectionnement et prouver que *"socialisme n'est pas synonyme de pauvreté"*.

La modernisation sociale : tâche principale

La Chine se dit aujourd'hui à la phase inférieure du socialisme. Cette phase qui doit la conduire logiquement à la phase supérieure du communisme, sans État et sans argent, est caractérisée par ses dirigeants comme une étape très longue *"qui prendra au moins un siècle"*.

À ce stade, la "contradiction principale est entre les besoins matériels et culturels croissants du peuple et la production insuffisante de la société", selon la formule stalinienne.

C'est pourquoi la tâche centrale consiste dans la modernisation, qui a pour objet de libérer les forces productives, développer la technologie et améliorer le niveau de vie général.

"Le socialisme, c'est développer les forces productives et parvenir à la prospérité commune".

Pour cela, il faut rompre avec l'ancienne méthode de gestion stalinienne qui assimilait socialisme et planification centralisée, confondait gestion économique et pouvoir politique, subordonnait la direction des entreprises à l'appareil administratif, l'agriculture à l'industrie, et *"cherchait uniquement à augmenter la valeur de la production au mépris de la rentabilité"*.

Briser avec ce système, c'est ce que les Chinois appellent *"amplifier la réforme et développer l'ouverture sur l'extérieur"*, autrement dit : renouer avec le marché à tous les niveaux.

L'Économie de Marché Socialiste

Il est temps pour la Chine, de prendre sa place dans le commerce international et, à l'intérieur, de faire jouer au marché son rôle fondamental de régulateur des activités économiques et agent de la répartition des ressources.

"L'économie planifiée n'est pas synonyme de socialisme parce que la planification existe aussi dans le capitalisme ; l'économie de marché n'est pas, elle non plus, synonyme de capitalisme parce que le marché existe aussi dans le socialisme".

Libéré des idées traditionnelles opposant *"économie de marché"* et *"économie planifiée",* le socialisme chinois devient donc le système économique qui combine le marché et le plan ; c'est le **macro-contrôle de l'état socialiste** sur l'économie qui va faire la différence.

Comment s'exerce ce macro-contrôle de l'État ?

⇨ **À l'extérieur**, la Chine va participer de manière contrôlée au marché mondial ; mais elle va s'efforcer d'accroître les exportations et de rechercher des débouchés à l'étranger. Elle va surtout continuer à développer des zones économiques spéciales, les villes côtières et toutes les régions frontalières ouvertes, et encourager les provinces intérieures à s'ouvrir par *"divers canaux et dans toutes les directions"*.

⇨ **À l'intérieur**, l'État va surveiller la libération des prix, éviter les déséquilibres entre les différents secteurs de la production ou les discordances entre régions riches et régions pauvres ; il va tenter de structurer l'économie par un marché national unifié et d'harmoniser les *"intérêts particuliers"* et *"l'intérêt général"*.

• **À la campagne**, après avoir détruit les communes populaires et les brigades de production, on ne garde que l'équipe qui correspond à une coopérative, sorte de kolkhoz qui va fonctionner comme une personne morale, c'est-à-dire comme une entreprise.

• **Au niveau des entreprises**, c'est le triomphe de la rentabilité. L'état leur accorde une complète *"autonomie de gestion"* et leur permet de devenir de *"véritables entités économiques"* qui jouissent d'un *"statut de personne morale"*. Il se réserve la responsabilité d'assurer entre elles *"une concurrence loyale"* en disciplinant le marché. Le plan, indicatif et non plus impératif, intervient à posteriori.

• **Au sein des ménages**, c'est le "rendement" qui règle les rémunérations dans l'industrie comme dans l'agriculture, et l'on "doit maintenir à long terme, le système de responsabilité centré sur la prise en charge par la cellule familiale".

La stimulation matérielle est la clef *"pour encourager les éléments d'avant-garde, stimuler le rendement"*. Mais l'État veille à ce que l'écart des revenus connaisse un *"élargissement rationnel",* évite les *"extrêmes"*, la polarisation qui déborde la règle : à chacun selon son travail, de sorte que la stimulation par le rendement fonctionne dans

des conditions d'*"équité"* avec un accroissement régulier des revenus des ouvriers et des paysans.

• **Enfin, comment résoudre la contradiction entre les villes et la campagne ?** *"Quitter la terre sans quitter la campagne"* doit devenir possible, en encourageant les entreprises d'industries légères et textiles à s'implanter dans les bourgs et les cantons, pour absorber le trop plein de population dû à la mécanisation de l'agriculture.

La Chine espère ainsi réaliser le **programme** qu'elle s'est fixé jusqu'en 2050, pour effectuer la modernisation ; concernant les 20 premières années, de 1978 à l'an 2000, elle se propose de :

• **quadrupler le P.N.B.**, objectif atteint aux 3/5 dès 1992, puisque la croissance prévue de 7 % est largement dépassée et s'élève à 10 %.

• **industrialiser l'agriculture** et passer de la production extensive à la production intensive. La Chine comporte encore 80 % de paysans et doit sortir d'une situation semi-féodale très arriérée ; l'étape de la modernisation va lui permettre de rattraper dans un contexte social nouveau, ce qu'avait fait l'Europe de 1550 à 1850.

• **donner un niveau "d'aisance moyenne"** à la population. On a réglé le problème de la nourriture et des vêtements. Il faut résoudre ceux du logement et de l'équipement des ménages.

• **généraliser l'école primaire** et obtenir une scolarité obligatoire d'une durée de 9 ans ; à la fin de ce siècle, tous les Chinois, jeunes et vieux, devront savoir lire : *"La science et la technique constituent la première force productive. Il est temps d'accorder une autonomie accrue aux écoles et de songer à mettre fin au monopole de l'éducation par l'État".*

Poursuivre l'édification du Socialisme

"Le socialisme à la chinoise" déborde de vitalité. **La réforme**, **l'ouverture** sur l'extérieur et **la modernisation** ont acquis, grâce à Deng Xiaoping, un contenu neuf. Le **macro-contrôle** de l'État sur l'économie, et l'exercice sans défaillance de la **dictature démocratique populaire**, sont les garanties du développement socialiste. *"Le pouvoir est dans les mains du peuple et la propriété publique occupe la position dominante".*

De quelle manière le pouvoir du peuple et le respect de la propriété publique s'exercent-ils ?

Tout d'abord, par une restructuration du système politique sur deux plans : la démocratisation et le perfectionnement de la loi.

Démocratisation :

Il n'est pas question d'introduire le pluripartisme et le parlementarisme à l'occidentale. La Chine applique toujours le centralisme démocratique. Mais il faut améliorer le pouvoir

des Assemblées populaires, favoriser la coopération entre les Partis et le Parti Communiste dirigeant et faire jouer la Conférence Consultative du peuple.

Légalité :

Il faut renforcer le travail législatif, et perfectionner les lois et les décrets nécessaires à la gestion macro-économique.

Les tribunaux et les parquets doivent travailler en toute indépendance, mais fonctionner avec plus de rigueur et *"poursuivre les éléments hostiles et les délinquants"*.

Avec la restructuration du système politique s'impose une réforme du système administratif.

Il y a pléthore au niveau des organes du Parti et du Gouvernement : trop d'échelons intermédiaires et trop de personnel coupés des masses. Il est temps de séparer les pouvoirs entre l'administration et la direction des entreprises, et de mettre en place un système de fonctionnaires d'État.

Enfin, la restructuration de l'appareil gouvernemental doit s'accélérer si l'on veut adapter la superstructure à l'infrastructure économique.

La séparation des pouvoirs publics de la direction des entreprises est l'une des clefs de cette réforme. Les autorités gouvernementales ne doivent pas intervenir dans les domaines où les entreprises exercent des pouvoirs qui leur sont reconnus par les lois et décrets de l'État.

L'appareil gouvernemental a pour tâches principales *"d'assurer une planification d'ensemble"*, d'élaborer des directives politiques, d'effectuer *"un travail de supervision et de contrôle"*. Il faut perfectionner *"le système et les méthodes scientifiques de macro-contrôle"*.

Dangers de droite et de gauche

Le développement économique est devenu la tâche centrale du Parti. La lutte des classes qui se poursuivra encore longtemps n'est plus la contradiction majeure de la société chinoise.

Maintenir la ligne fondamentale du Parti consiste à éviter les déviations de droite et de gauche.

• La droite prône le libéralisme bourgeois, les privatisations.

• La gauche rejette le projet de développement économique à l'aide du marché qui fait naître le danger de *"l'évolution pacifique"* du socialisme au capitalisme, c'est-à-dire la contre-révolution.

Les conceptions de gauche sont les plus à craindre. La priorité sans cesse donnée à la lutte des classes depuis 1957 a entravé le développement des forces productives.

———————

L'Analyse Critique

"Notre tâche principale sur le front idéologique n'est pas encore la critique de la pensée bourgeoise, mais c'est d'abord l'élimination de l'influence du féodalisme".

(Li Weihan à Deng Xiaoping – 31/05/1980)

"Les pouvoirs sont trop concentrés, les postes sont occupés à vie. On ne peut connaître que des promotions et jamais redescendre. Pour n'importe quoi, nous avons besoin de l'accord du chef, faute de quoi rien ne se fait. Pourquoi ceux qui pratiquent la corruption sont-ils si audacieux ? Parce qu'ils s'appuient sur le féodalisme pour jouer aux mandarins. Sous tous ces aspects nous ne valons pas la bourgeoisie. Nous n'avons pas eu le baptême de la démocratie bourgeoise, or cette dernière représente un très grand progrès par rapport au despotisme féodal".

(Hu Yaobang – 10/06/1980)

"Staline a gravement porté atteinte à la légalité socialiste. Une telle chose n'aurait pas pu se produire, déclara un jour Mao Zedong, dans des pays occidentaux comme la Grande-Bretagne, la France ou les États-Unis".

(Deng Xiaoping – 18/08/1990)

"Chaque fois que la Chine faisait face à des problèmes apparemment insolubles par la voie administrative, Mao Zedong recourait aux mouvements politiques de masse".

(Ruan Ming – 1991)

"Mao Zedong déclenchait année après année des "rectifications du style de travail", des "mouvements d'éducation socialiste" ou les "quatre assainissements", poussant les paysans à utiliser la lutte des classes pour chasser les mauvais éléments qui détenaient le pouvoir. Mais la situation ne faisait qu'empirer : les nouveaux vainqueurs de la lutte des classes devenaient de nouveaux mauvais éléments".

(Ruan Ming – 1991)

"Le système des quotas de production par famille touche 40 % des paysans de la province de l'Anhui. Il y a soi-disant une compétition entre la production collective et la production individuelle ; mais en réalité cette dernière règne. Mais enfin ? Suivons-nous la voie du socialisme ou celle du capitalisme ? Certains secrétaires locaux, ou même provinciaux, se veulent les représentants des paysans moyens-riches. C'est en fait une contre-révolution".

(Mao Zedong – 09/08/1962)

"Mao était encore dans les grottes de Yan'an qu'il osait déjà défier le socialisme de Staline en déclarant que la Chine ne pouvait sauter par-dessus l'étape du développement capitaliste. Quand il attaquait les "tendances populistes qui voudraient que l'on saute directement de l'économie féodale à l'économie socialiste", il visait aussi Staline.

La réforme chinoise aurait pu se référer à la théorie de la Démocratie Nouvelle prônée par Mao, mais que celui-ci n'a jamais mise en application. Lors du 7ème Congrès de 1945, Mao avait expliqué que les règles de la Démocratie Nouvelle : "la terre à ceux qui la cultivent" et la "limitation du capital", convergeaient avec le programme des "trois principes du peuple" de Sun Yatsen. La "limitation du capital" s'opposait au capitalisme monopoliste et bureaucratique ; mais ne s'opposait pas au capitalisme en général".

(Ruan Ming – 1991)

On connaît maintenant l'orientation chinoise telle qu'elle est envisagée par les dirigeants, il est nécessaire dans un second temps de tenter de l'interpréter et d'en faire l'analyse critique.

Pour cela la 1ère précaution à prendre est de ne pas se laisser aveugler par les mots ; décodons le vocabulaire employé et bien connu de *"marxisme"*, *"socialisme"*, *"pouvoir du peuple"* ou *"propriété publique"* et tâchons de découvrir la réalité cachée sous les mots, en faisant l'analyse concrète de situations précises, historiques et géographiques.

Quelle est la position intérieure des Chinois ?

Elle se résume dans les phrases suivantes : "il faut cesser de s'empêtrer dans des discussions abstraites sur la nature capitaliste ou socialiste de telle ou telle initiative. Ce qui distingue le capitalisme du socialisme ce n'est pas le marché d'un côté et le plan de l'autre". Cette déclaration appelle immédiatement deux critiques fondamentales :

• Le capitalisme ne connaît pas à sa manière la planification, à moins qu'il ne s'agisse de la forme bureaucratique du capitalisme parasitaire.

• L'économie socialiste n'a pas besoin du marché, à moins qu'il ne s'agisse du pré-socialisme.

Si on met en relation le capitalisme bureaucratique qui effectivement a besoin de la planification et le pré-socialisme qui effectivement a besoin du marché, on est en plein confusionnisme idéologique et c'est seulement en partant de cette confusion que l'on peut dire que planification et marché ne sont, l'un comme l'autre, que des techniques de gestion.

En fait, quel est le problème qui se pose à l'économie chinoise ? Il est contenu dans le terme de "marché". Il faut donner au marché un rôle primordial. Les Chinois affirment : *"l'économie marchande est une étape par laquelle le développement d'une société doit passer obligatoirement"*. Autrement dit, la tâche urgente et légitime est la

modernisation ; c'est-à-dire, l'industrialisation qui doit supprimer la situation initiale, féodale et paysanne du pays. **Cela revient à avouer que la Chine n'est pas à la phase inférieure du socialisme** : effectuer une modernisation non-bourgeoise, sur une longue durée, c'est réunir les conditions de la richesse et de l'abondance, conditions préalables pour passer au socialisme. La modernisation c'est la *"transition du capitalisme au socialisme"* selon la formule classique des manuels d'économie politique, et non la construction du socialisme.

Étant donné que les Chinois préconisent le marché et prétendent, simultanément, se distinguer de l'occident en parlant *"d'économie socialiste de marché",* comment comprendre cette combinaison et définir de manière plus précise la situation concrète, interne de la Chine actuelle ?

Elle se caractérise, en effet, par deux aspects contraires : d'une part, elle est dans une position de libéralisme de gauche, et d'autre part elle se réfère au capitalisme bureaucratique. Par le **libéralisme de gauche** elle s'apparente à la modernisation bourgeoise d'avant 1850. En se référant au **capitalisme bureaucratique**, elle adopte les méthodes de la finance parasitaire en vigueur aujourd'hui.

⇨ En quoi consiste le libéralisme de gauche ?

Le meilleur exemple en est donné par la théorie de **Carey**, aux États-Unis avant la Guerre de Sécession (1861).

Contre A. Smith et l'économie libérale cosmopolite du *"laisser faire, laisser passer"*, et de la libre concurrence, Carey prône la théorie de **l'économie nationale**. Un grand pays qui a besoin de se moderniser professe un protectionnisme provisoire pour être compétitif dans un second temps sur le marché mondial. Il est amené dans ces circonstances à préconiser l'essor des entreprises en liaison étroite avec la prise en compte de la souveraineté nationale.

Imitant l'Amérique d'il y a un siècle, les Chinois recherchent un essor économique accéléré ; mais hormis l'importance donnée au facteur national, pour se protéger de la finance parasitaire, on ne voit pas comment est assurée l'orientation socialiste. L'aspect progressiste de cette position consiste à se mettre à l'abri du néo-colonialisme ; mais la menace néo-coloniale signifie précisément que l'heure est révolue de la formation de nouvelles grandes nations modernes au sens bourgeois du terme.

⇨ Le capitalisme bureaucratique ou PLANISME :

Le fait que les circonstances historiques ont complètement changé, que l'environnement international est complètement parasitaire, se manifeste par l'autre référence des dirigeants chinois : celle des méthodes de gestion du capitalisme bureaucratique, c'est-à-dire celle du capitalisme parasitaire dans sa forme dernière ; la théorie de cette gestion, illustrée par **Henri de Man**, est connue sous le nom de PLANISME. Il s'agit d'un capitalisme parasitaire qui maintient les conditions marchandes et le salariat pourtant révolus, au moyen d'un dirigisme gouvernemental qui oriente le marché.

Cette théorie perce sans ambiguïté dans les documents chinois qui citent Gilbert Blardone, économiste français, pour affirmer que la forme de la propriété est sans importance. Le statut juridique n'est pas un problème. Seule compte la responsabilité de l'entrepreneur : c'est la fameuse *"autonomie de gestion"*.

Finalement, il s'agit de passer, dans le domaine industriel, d'une situation où les entreprises sont **étatisées**, gérées de manière administrative par des fonctionnaires, à une situation où elles sont **nationalisées** ; chez nous les nationalisations se traduisent par ce grand secteur hégémonique, appelé le **secteur public concurrentiel**.

La propriété juridique est celle de l'État, mais on fonctionne d'après les règles du marché. Ce sont des entreprises d'État qui travaillent pour le profit.

En conclusion, la Chine veut se développer, grâce à cette théorie économique qui comporte deux aspects contradictoires et unis : donner libre cours au marché à l'intérieur, et appliquer des méthodes bureaucratiques destinées à maîtriser les mécanismes de ce marché dont elle ouvre les vannes. Compte tenu de sa situation concrète de pays arriéré et paysan qui a besoin de se moderniser, on peut dire que, dans cette démarche, c'est l'aspect libéral qui est principal relativement à l'aspect bureaucratique, si bien que la Chine ne peut pas apparaître comme l'équivalent d'une super-puissance parasitaire occidentale, telle que l'Europe, l'Amérique ou le Japon.

Quelle est la position chinoise vis-à-vis de l'extérieur ?

De la même manière qu'ils existent dans l'économie du pays, deux aspects contradictoires apparaissent dans la diplomatie chinoise. Pour aborder les problèmes internationaux, elle prêche la *"paix"* et le *"développement"*. Autrement dit, au regard de la situation polarisée dans le monde : **à l'Ouest**, le règne de la mafia financière, au **Sud** l'océan des pays privés de souveraineté, la Chine adopte une position intermédiaire :

⇨ **Vis-à-vis de l'ouest**, elle joue la carte de l'O.N.U. (cf. guerre du Golfe), comme à partir de 1934 Staline avait joué la carte de la S.D.N. (accords Laval-Staline). Elle espère en échange un remerciement économique, c'est-à-dire obtenir des crédits et pouvoir importer des technologies de pointe qu'elle remboursera en inondant les pays occidentaux de son industrie légère : bicyclettes, jouets, textiles… C'est ignorer que la dépression des pays de l'Ouest les conduit à des mesures protectionnistes sévères.

⇨ **Vis-à-vis du sud**, elle joue discrètement la carte de l'unité qu'elle prêche entre les gouvernements fantoches et non pas entre les peuples, et tente de disséminer du matériel de semi-souveraineté en exportant des armes de moyennes technologies (la Chine : 5ème marchand d'armes).

Autrement dit, sur le plan des relations internationales, comme sur le plan des relations intérieures, la Chine a une position d'entre-deux : elle joue le **marché** en même temps que le **plan**, **l'Ouest** en même temps que **le Sud**. Concernant les relations extérieures et leur polarisation, on voit mal comment cette pseudo-neutralité pourrait l'empêcher de tomber dans un bloc ou dans un autre. C'est en tout cas une position qui la

conduit à appliquer de manière dévoyée la **théorie des trois mondes** ; la théorie des trois mondes voulait faire jouer son rôle de pays intermédiaire à la Chine entre les pays néo-colonisateurs de la métropole occidentale et les pays néo-colonisés du Sud, d'une manière active, en faisant pencher la balance du côté du Sud. Sous couvert de neutralité apaisante, la Chine joue son propre jeu et croit que cette politique a un avenir. En fait elle applique une **théorie petite-bourgeoise** qui n'est ni durable, ni révolutionnaire, et compromet, au fond, la préservation de l'indépendance politique présentée comme la priorité absolue.

Théorie politique petite-bourgeoise de la Chine

Au siècle dernier, des socialistes petits-bourgeois se sont illustrés dans l'opposition : les Proudhoniens et les Blanquistes, les Possibilistes et les Anarchistes, ou les Jauressistes et les Anarcho-syndicalistes.

Aujourd'hui, depuis les expériences russe et chinoise, on a deux exemples de socialisme petit-bourgeois (ou populisme) au pouvoir. Celle de Staline de 1934 à sa mort en 1953, ou stalinisme, et celle de Deng Xiaoping depuis 1976-78 que l'on pourrait caractériser comme du stalinisme à l'envers, théorie connue sous le nom de **boukharinisme**.

Examinons comment se présentent ces deux expressions différentes du socialisme petit-bourgeois au pouvoir à travers, tout d'abord, leurs points communs :

• Dans les deux cas, on a affaire à un pays à moderniser. Étant fondamentalement paysan, ce pays prétend être déjà à la phase inférieure du socialisme. **Il s'agit donc d'édifier le socialisme**.

• Sous ce socialisme, **il n'y a pas de classes sociales**. Ouvriers, paysans et intellectuels sont les nuances d'une seule classe sociale, celle des travailleurs. Paradoxalement on parle de maintenir, voire de renforcer, une dictature démocratique populaire ou une dictature du prolétariat, alors qu'il n'y pas de contradictions de classes.

• Il s'agit, dans les deux cas, de **développer les Forces Productives** avec pour slogan de *"rattraper les pays avancés"*. Mais on ne signale pas que ces *"pays avancés"* sont en pleine décadence sous le régime du capitalisme parasitaire.

• De la même manière, ces deux formes de socialisme petit-bourgeois prêchent la **légalité socialiste** (Constitution stalinienne de 1936) et jouent à fond les organismes internationaux : 1935, la S.D.N. pour Staline, actuellement l'O.N.U. pour Deng Xiaoping.

• Tous les deux ont des **positions nationalistes** (patriotiques) et fonctionnent avec le système d'un **parti unique** dirigeant et au pouvoir (Club des Jacobins de Robespierre, ou Université de Napoléon Bonaparte).

• Enfin, il faut remarquer que cette **politique de neutralité passive** adoptée entre l'Ouest et le Sud, entre la voie capitaliste et la voie socialiste, est un luxe que peuvent s'offrir l'U.R.S.S. et la Chine en tant qu'**ex-Empires Ruraux**. Riches d'un héritage civilisé que ne possèdent pas les pays du Sud, riches aussi d'immenses régions et d'une population énorme, ils peuvent se permettre de résister à l'encerclement impérialiste de la Finance parasitaire dont ils sont victimes depuis leurs révolutions respectives de 1917 et

1949. L'avantage que comporte la situation d'ex-empires paysans civilisés, comporte aussi son revers : les problèmes internes de minorités nationales et de religions gothiques vigoureuses sont délicats à gérer.

Examinons maintenant les différences qui opposent ce que l'on a convenu d'appeler le stalinisme et le boukharinisme.

• En U.R.S.S., le Stalinisme consiste en un **socialisme d'État**, autrement dit, c'est le socialisme petit-bourgeois qui adopte le point de vue du fonctionnaire.

La clef de ce socialisme d'État est de considérer que le socialisme est réalisé dès que la propriété est collectivisée ; c'est une conception juridique qui ne tient pas compte des rapports de production que ce nouveau cadre juridique doit permettre de développer.

• En Chine, le Boukharinisme est un **socialisme d'entreprises**. Notons, au passage, que Boukharine n'a jamais pu appliquer son programme élaboré en 1928, puisqu'il a été éliminé à ce moment-là. Ce programme s'inspirait du sociologisme de Bogdanov. Sa réalisation en Chine est en quelque sorte un succès posthume. Le point de vue du fonctionnaire est remplacé ici par celui du paysan moyen, le volontarisme stalinien par le spontanéisme boukharinien, le juridisme stalinien par le technicisme boukharinien.

Les forces productives sont dissociées des rapports de production. Au sein des forces productives, les instruments priment sur les hommes. La fameuse théorie des forces productives permet de comprendre comment les Chinois évacuent le problème des classes sociales et comment ils ont cessé d'évoquer le mouvement salarial et communiste international, et par conséquent, celui de la révolution mondiale.

La "Démocratie Nouvelle"

Une fois que l'on a examiné les deux formes polaires du socialisme petit-bourgeois au pouvoir, se pose la question de savoir comment envisager, de manière marxiste, ce fameux problème du pré-socialisme.

L'U.R.S.S. de Staline, aussi bien que la Chine de Deng Xiaoping ont un réel problème de modernisation.

Ils sont contraints de se doter rapidement des acquis de l'étape moderne de la civilisation et de le faire de manière différente de celle qui fut pratiquée en Occident dans le cadre du rapport Capital-Salariat. **Le problème du pré-socialisme est donc celui de la modernisation non-bourgeoise**.

Cela signifie que la tâche doit être entreprise à partir d'une analyse de classes et qu'il faut encore mener la **lutte de classes**. Mais cela n'a rien à voir avec une guerre civile permanente, car ces classes ne sont pas nécessairement antagoniques. Pour mener cette lutte de classes, il faut un **parti marxiste**, dirigeant mais non au "pouvoir", et un Front uni dont les composantes de classes sont clairement déterminées, à chaque étape de ce pré-socialisme.

Cela signifie aussi la nécessité du **Marché** et du **Plan** et donc l'existence de l'Argent et des Prix ; en même temps, on a les moyens, avec le pouvoir populaire et la lutte des classes bien menée, de contenir la tendance spontanée qu'a l'argent à se transformer en Capital, et les entrepreneurs en capitalistes.

En résumé, dans cette période de pré-socialisme, ou transition au socialisme, on conserve **l'Argent** et on supprime le **Capital** alors qu'en période socialiste, on garde la loi de la **valeur** et on supprime **la monnaie**. Ce n'est évidemment qu'avec la phase inférieure du communisme que le principe de répartition "À chacun selon son travail" peut s'imposer de façon hégémonique.

Dans le passé, avec la **N.E.P.** (Nouvelle Économie Politique, lancée par Lénine en 1921), nous avons une illustration du pré-socialisme ou de la modernisation non-bourgeoise. Mais dans cet exemple, la théorie ne fut pas adaptée à la pratique puisqu'au départ, la N.E.P. fut considérée comme une concession passagère faite au capitalisme et non comme une stratégie offensive de longue durée.

Dans la **Démocratie Nouvelle** que préconisait Mao Zedong en 1940, on en retrouve une seconde illustration – qui ne put être mise en pratique – ainsi que dans la notion de **Démocratie Populaire** qui apparut après la seconde Guerre Mondiale.

Dans la mesure où l'indépendance politique des pays concernés a été conquise de manière révolutionnaire, il faut envisager la modernisation de manière révolutionnaire aussi. Ni le juridisme, ni le technicisme, ni Staline, ni Boukharine ne pourront permettre d'éviter la voie révolutionnaire. Toutefois, bien qu'il y ait une contradiction entre le pré-socialisme et la phase inférieure du socialisme, il est possible d'envisager le passage d'une étape à l'autre de manière pacifique et harmonieuse, à condition de gérer la lutte des classes de manière congénère.

On ne peut accepter le point de vue des dirigeants chinois lorsqu'ils affirment que la Chine est à la phase inférieure du socialisme. On ne peut adhérer à l'analyse formaliste qu'ils donnent des dangers de droite et de gauche dans le rapport du 14ème Congrès, c'est-à-dire de privatisations d'un côté (et donc recolonisation par la Finance parasitaire), de guerre civile et d'anarchie de l'autre. Le véritable danger, à gauche, est le "stalinisme" ou socialisme d'État et, à droite, le khrouchtchévisme ou capitalisme d'État.

On ne peut enfin reconnaître la filiation qu'ils établissent entre Mao Zedong et Deng Xiaoping. Si Mao fut un révolutionnaire et un marxiste, Deng représente une déviation "boukharinienne" du marxisme en Chine.

Une analyse comme la nôtre, fondée sur une enquête rapide et quelques documents, ne peut nous permettre d'aboutir à des jugements catégoriques et absolument hostiles, tels que les exprime par exemple le Mouvement Révolutionnaire International (Sentier Lumineux au Pérou).

On peut simplement dire que le socialisme petit-bourgeois, déviation marxiste menée par Deng Xiaoping, n'a rien à voir avec une restauration du capitalisme. Deng Xiaoping n'est pas Khrouchtchev ; il personnifie Boukharine face à Staline en 1934. Cette déviation serait même progressiste si elle était viable. Mais une solution intermédiaire, telle que celle-ci, est inquiétante car elle est nécessairement instable. Elle enfante à court terme une orientation précise qui peut être :

• soit l'**évolution vers le capitalisme d'État** avec nécessité ultérieure d'une nouvelle révolution y compris politique ;

• soit la **restauration d'une politique révolutionnaire**, d'un pré-socialisme conscient qui met en accord les réalités économiques avec la politique qui est menée, évitant l'excès de "gauche" stalinien.

L'issue révolutionnaire est une éventualité qui a de grandes chances de voir le jour en Chine, car le cadavre de Mao est encore tiède. Les générations et l'esprit de la Révolution Culturelle sont toujours vivants. Il est possible, à l'inverse, que la conjoncture internationale de dépression économique et d'avant-guerre prolonge cette déviation, comme le Krach de 1929 et le nazisme à l'Ouest ont prolongé le stalinisme.

La déviation stalinienne, ou socialisme d'État, n'a pas été critiquée en temps voulu, et de manière théorique par les révolutionnaires. On a laissé le monopole de la critique stalinienne à la réaction khrouchtchévienne. Pour ne pas recommencer les mêmes erreurs, tâchons de faire la critique de la déviation petite-bourgeoise de Deng Xiaoping en Chine, sans confondre l'ami et l'ennemi.

"Depuis la défaite de la Chine dans la Guerre de l'Opium de 1840, les hommes de progrès chinois ont passé par d'innombrables épreuves alors qu'ils recherchaient la vérité auprès des pays occidentaux".

(Mao Zedong – 30 juin 1949)

La fin de la Préhistoire

L'Indigène et le Plébiscite

Freddy Malot – mai 1995

Dissidence Civique !

"La vérité est toujours bonne à dire".

(auteur : l'élite populaire)

1- Notre société est celle du mépris et du mensonge. Voilà comment la minorité dominante officielle traite l'immense majorité réelle qui se nomme le peuple.

Pourquoi la Constitution de la République peut-elle donc déclarer impunément que "son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple" ?

2- Le peuple en question va-t-il enfin cesser de consentir à se faire le jouet alternatif de clans rivaux de despotes parasitaires ? Il n'est pas, en effet, d'autre cause aux maux qui le frappent. Tant il est vrai que les hommes ne vivent jamais que sous le régime qu'ils méritent. Hier nous étions les jouets des gangs de droite ou de "gauche", demain nous le serons de bandits "démocrates" ou fascistes.

Ce jeu sinistre n'aura-t-il donc pas de fin ?

3- Notre régime du mépris et du mensonge à l'égard du peuple, en vérité de Nouvelle Barbarie, ce système se maintient, il est vrai ! Il dure, d'abord par l'impuissance spontanée que les simples nécessités économiques imposent aux classes populaires. Il dure ensuite par la crainte que répand la menace de répression politique. Mais le besoin et la contrainte, la faim et la peur, s'ils expliquent le maintien du régime, ne sauront jamais justifier son existence.

En tout cas, la condition d'humiliation et d'insécurité qui est faite au peuple condamne absolument ceux qui s'en prétendent les guides et les chefs.

★

4- Dans les circonstances présentes, les "candidats" qui se présentent aux suffrages du peuple, tous les candidats sans exception, nous les tenons non seulement pour méprisables, mais encore pour un réel danger public.

Pourquoi cela ? Essentiellement parce que ces candidatures autorisées sont néfastes, en tant précisément qu'elles accréditent l'idée que l'institution d'un véritable "suffrage universel", exprimant réellement la "volonté générale", existe dans notre pays.

Or ceci est une immense et honteuse supercherie contre laquelle nous nous élevons. Et les candidats qui contribuent, consciemment ou non, à entretenir cette illusion anti-populaire commettent un véritable crime moral.

5- La supercherie "démocratique" actuelle crève les yeux si on y regarde d'un peu plus près. Comment donc ! Où est la volonté générale du peuple issue des scrutins actuels ?

Nous affirmons que les intérêts du peuple, salariés en tête, eux, sont fondamentalement communs. Nous sommes persuadés que des idées convergentes peuvent et doivent découler de cette communauté d'intérêts. Nous savons que la

coïncidence des besoins et opinions du peuple amène inévitablement la découverte de la toute-puissance populaire, et la manifestation d'un enthousiasme durable correspondant.

Pourquoi donc le "verdict des urnes" et ses suites engendrent-ils systématiquement tout le contraire : la division, le désarroi, le désarmement et le découragement aggravés du peuple ?

6- Le crime légal qui consiste à cautionner la tromperie infâme de la démocratie actuelle, au travers des candidatures autorisées, se prouve sans peine. Il ressort des effets profonds du système en place.

En premier lieu, du côté du peuple, en le conduisant progressivement à s'enfoncer dans la plus sombre démoralisation, on le pousse du même coup à se laisser emporter, un jour ou l'autre, par une rage désespérée et destructrice. Alors, sans l'avoir voulu, le peuple provoque un état d'anarchie sans véritable perspective ni issue.

En second lieu, du côté de la coterie néo-barbare dirigeante, celle-ci est coupable du forfait qui consiste à avoir progressivement suscité le discrédit total, dans les rangs du peuple, à l'égard du principe électoral et représentatif. Elle a ainsi travaillé obstinément à la ruine du meilleur héritage politique civilisé. Or, quand se déclenche l'inévitable soulèvement populaire sauvage, la clique dominante se prévaut alors, sans le moindre scrupule, du discrédit général de la démocratie, pour mettre en action la répression la plus brutale et la persécution la plus haineuse contre les meilleurs enfants du peuple. Ces derniers sont en effet alors désignés comme boucs-émissaires du chaos, sous les noms d'oiseaux habituels : agitateurs, etc. Bref, les brigands gouvernementaux établissent à ce moment la dictature, en jurant comme le Diable y avoir été forcés.

Comment, après cela, éviter de reconnaître que les "candidats" actuels sont tous, à un degré ou un autre, de mauvais bergers politiques du peuple, et que leur action se conjugue, de fait, avec celle d'autres loups ravisseurs économiques du peuple ?

★

7- Reste que la perversité de la fausse démocratie établie actuellement est un mystère qu'il est absolument vital de percer. L'affaire se tranche en quelques mots.

C'est le premier dictateur européen de l'époque contemporaine, notre premier Président de la République devenu ensuite Napoléon III, qui nous a "accordé" le suffrage universel que nous connaissons. Or, pour commencer, la sagesse veut qu'on ne possède vraiment que ce qu'on conquiert soi-même, et non point du tout ce qui nous est "octroyé".

Mais c'est la question du contenu réel du "droit de vote" qui clôt définitivement le débat. Ce fameux droit nous fut concédé dans le cadre de l'instauration simultanée de l'État policier. Cela seul éclaire toute l'affaire. En résumé, l'opération se réduisit à la manipulation diabolique suivante : l'ombre de la citoyenneté politique fut abandonnée au peuple, en échange de l'abandon qu'on lui imposait de la véritable proie : le libre exercice de l'association civile. En même temps en effet, on proscrivait absolument l'association libre, en plaçant toute organisation populaire sous la coupe du préfet et du commissaire de la République. Toute association populaire libre se trouvait désormais suspectée a priori d'être une "société secrète", pour reprendre le langage de la démagogie officielle.

Bien sûr, des clubs de vieilles dames pour jouer au bridge en mangeant des gâteaux pouvaient toujours se constituer librement !

Signalons pour mémoire un point qui n'est pas sans intérêt : le suffrage était gracieusement offert au peuple, en même temps qu'on légalisait la forme juridique irresponsable de l'entreprise : la Société Anonyme…

8- Il est simplement fou de croire que la loi ultérieure de 1884, qui autorise la "libre constitution des syndicats", fut un coup porté au nouveau système de démocratie dictatoriale. Le dépôt obligatoire des statuts et des noms des dirigeants, mis à jour, à la Préfecture de police, et la prison prévue pour quiconque "porterait atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail", tout cela prouve surabondamment qu'il ne s'agissait au contraire que d'une simple sophistication du système de l'association préfectoralisée. Le perfectionnement continu du régime qui tient le "peuple-citoyen" pour intrinsèquement délinquant, c'est pourtant ce que des tas de gogos et de filous nous chantent comme des "acquis sociaux" ! Notons que la prétendue "conquête" du droit syndical était décrétée sous le règne de "Ferry-le-tonkinois" ; les victimes de la ruée coloniale de l'époque n'ont pas manqué de juger la plaisanterie macabre…

9- Au fond la "ruse" diabolique du suffrage universel de la démocratie dictatoriale est on ne peut plus grossière. D'abord, on institue la préfectoralisation de la liberté civile. Dans la foulée, on soudoie les éléments les plus vénaux et éhontés du peuple ; on trouve toujours de tels personnages, sélectionnés à rebours, qui sont effectivement "candidats" à la gestion du système de la décadence civilisée.

Alors le panorama social se présente de la façon suivante : d'une part, la citoyenneté libérale antérieure, telle que l'entendaient les citoyens déclarés "actifs" (les propriétaires "censitaires"), cette citoyenneté réelle se trouve à présent dépouillée de ses attributs essentiels : la garde nationale (le droit de porter des armes), le jury (le droit d'être jugé par ses pairs) et les clubs (la liberté des assemblées populaires permanentes). D'autre part, on peut proclamer maintenant sans danger un "suffrage universel" qui se contente de ravaler la masse de la population au rang de citoyens "passifs" à perpétuité, petits propriétaires y compris !

Le rôle attendu des gens du peuple, promus miraculeusement "citoyens", est alors d'être appelés périodiquement à plébisciter la bande de tyrans au pouvoir. Ces derniers n'hésitent d'ailleurs pas à se déclarer de la manière la plus officielle comme absolument "irresponsables" vis-à-vis des pseudo-commettants que nous sommes. On dit que cette irresponsabilité est la rançon nécessaire de tout État "moderne", qui ne peut se passer d'un "pouvoir fort" !

En définitive, tels un troupeau de masochistes, il nous faut donc à présent venir applaudir cérémonialement nos propres oppresseurs, à l'occasion de chaque parade électorale planifiée. C'est ce qui nous fit tomber jusqu'à l'état présent d'avilissement civique : celui d'une masse d'"indigènes" simplement "sondés". À ce titre, nous jouissons du grand privilège de pouvoir "donner notre avis" à propos des luttes de clans qui agitent les extra-terrestres gouvernementaux.

Reste une dernière "conquête" démocratique à espérer, selon le modèle belge, grec, ou turc : obtenir que la contrainte légale menace ceux qui cherchent à échapper au devoir

d'immolation morale, incarné par la participation aux "consultations électorales", avec un barème d'amendes à l'appui !

10- Nous sommes-nous bien fait comprendre ?

La tâche présente n'est pas d'utiliser d'une manière ou d'une autre, en faveur de monsieur Machin ou de madame Chose, un "droit de vote" qu'en fait nous n'avons pas. La tâche est au contraire de conquérir ce droit réel, la liberté effective et non illusoire d'exprimer et de faire appliquer notre volonté populaire. Cette volonté du peuple, les maîtres de la démocratie fictive actuelle s'en fichent comme de l'an 40 !

Qui oserait défendre l'absurdité selon laquelle la "voix" d'un clochard pèse autant dans l'État que celle d'un patron d'une multinationale !

Mais il y a plus grave. Certains se gargarisent comme des abrutis, du fait que nous autres, contrairement à de malheureux étrangers, nous devons nous féliciter de l'avantage insigne "d'être en démocratie", de connaître le "pluralisme", et d'autres choses de la même farine. Cela prouve, non pas le "haut degré de développement politique" de notre pays, mais seulement le lamentable bas niveau de conscience sociale des serins ou malandrins qui tiennent ce langage.

Notre peuple, il est vrai, s'est fait corriger comme un enfant dévoyé chaque fois qu'il fit mine de s'engager dans la voie de la démocratie sociale. Ces défaites appartiennent indiscutablement à notre tradition sacrée. Mais regardons les choses en face : la cause de la citoyenneté sociale n'a connu jusqu'à présent que des défaites !

Pourquoi cela ? Parce que notre peuple a toujours fini par se laisser submerger par l'esprit servile du "petit blanc chauvin", ayant le malheur d'appartenir passagèrement à une Puissance mondiale, militariste et colonialiste. En d'autres termes, notre peuple s'est trouvé privé jusqu'à présent d'une émancipation sociale qui lui était nécessaire, mais qu'il n'a pas su encore mériter.

Pourtant, notre propre abaissement nous a fait un tort incalculable. Et pensons-y : le tort immédiat que nous nous sommes faits à nous-mêmes, par notre immaturité historique, est inséparable du tort direct consécutif que nous avons fait, d'un côté à nos "ennemis héréditaires" successifs d'Europe, de l'autre côté à la "francophonie" du tiers monde colonisé. Au bout du compte, notre propre nullité a lésé gravement l'ensemble des sections du peuple mondial unique, dont nous sommes partie prenante.

★

11- Résumons-nous :

a) Le système électoral/parlementaire authentique, la citoyenneté "active" d'autrefois, cela n'a jamais été que l'instrument spécifique de la bourgeoisie civilisatrice dominante, du temps de la monarchie constitutionnelle d'avant 1850. Les classes populaires, manuels et exploités, n'ont jamais joui de cette démocratie qu'indirectement. Mais outre l'avantage indirect que le peuple retirait du régime libéral bourgeois, ce régime avait de plus le mérite de la franchise : c'est officiellement et sans complexe qu'on nous reléguait alors parmi la masse des citoyens "passifs".

b) Depuis 150 ans, la féodalité financière s'est substituée à la bourgeoisie libérale comme puissance dominante. Sa première opération a été de saborder et enterrer le

régime politique antérieur de démocratie parlementaire. Cette opération fut précisément solidaire de la proclamation de la fiction juridique du "suffrage universel" ; et elle ne fut en fait possible que par ce tour de passe-passe.

Depuis lors, la masse de la population est réduite au statut d'une masse indigène, parquée "nationalement", confinée au rôle pervers de citoyens "passifs". En effet, du même coup, la qualité de citoyen "actif" fut interdite à qui que ce soit. Il n'y eut droit de cité que pour le seul arbitraire de faux représentants du peuple, et vrais colons oppresseurs, essentiellement irresponsables, mais ayant en outre le culot de vouloir qu'on les plébiscite régulièrement ! C'était l'avènement du régime que nous connaissons, et qu'il faut bien appeler par son nom : la démocratie dictatoriale, ou République despotique.

c) Le peuple a le devoir de se proclamer l'héritier légitime du principe électoral et représentatif, qui est le "clou" de l'évolution politique civilisée. Le peuple se doit de placer ce principe démocratique authentique sous sa protection spéciale et indéfectible, étant seul à y être attaché. Peu importe qu'il n'ait encore jamais pu appliquer ce principe pour son propre compte. Peu importe l'usage perfide et insultant qui est fait de la démocratie dans l'État policier actuel.

d) Nous renvoyons dos-à-dos tous les partis et syndicats rivaux, quels qu'ils soient, dans la mesure où ils prêtent tous leurs concours à la perpétuation de la supercherie électorale et "démocratique" actuelle. Nous mettons en demeure les dirigeants de ces organisations, assermentées de fait au régime, de se prononcer publiquement et catégoriquement, vis-à-vis de leurs militants et sympathisants de bonne foi, sur ce sujet du système de démocratie dictatoriale qui est le nôtre.

e) Nous exigeons, par voie d'une Pétition générale de la part des Officiels de la République despotique, qu'ils procèdent à une première réparation morale, sous forme d'un remboursement de tous les frais parasitaires qu'entraîne la comédie électorale ; ce gaspillage de monarques décadents n'a d'autre effet que d'aggraver encore la charge ordinaire supportée par le peuple.

★

12- Décisions pratiques :

a) Face au système de démocratie dictatoriale en place, nous nous déclarons solennellement en Dissidence civique organisée. Ceci est évidemment tout le contraire d'une démarche "abstentionniste". C'est purement et simplement obéir au devoir essentiel de la Citoyenneté Sociale, comprise au sens populaire.

b) Nous déclarons de salut public, que les vils "sondés" que nous étions jusqu'à ce jour, se constituent en Comités de Dissidence civique permanents, à établir prioritairement dans les entreprises, et appelés à se confédérer. Ces Comités doivent s'engager à donner l'exemple nouveau du respect des suffrages en leur sein. Les membres qui se verront portés à un poste de direction doivent engager et démontrer leur responsabilité dans l'accomplissement de leur fonction.

c) Le mouvement des comités de dissidence civique a pour but naturel la convocation d'un Congrès général des délégués des comités.

Le Congrès ne peut évidemment avoir d'autre mandat que celui de faire triompher la citoyenneté active du peuple dans l'État, autrement dit de ménager l'avènement d'une République Sociale. Un tel événement marquera bien sûr un tournant de l'histoire européenne, et même de l'histoire occidentale et mondiale.

L'affirmation de la citoyenneté sociale, qui passe nécessairement par la dissidence civique se veut foncièrement pacifique. Elle restreint d'ailleurs son objet immédiat à une seule insurrection spirituelle et morale déclarée, contre la prostration populaire que provoque le régime de la démocratie dictatoriale.

Il n'appartient qu'au peuple, ultérieurement constitué en Assemblée Sociale constituante, de tirer toutes les conséquences, économiques, scientifiques et autres, de la conquête de la citoyenneté sociale. Les questions de "programme politique" au sens étroit, c'est-à-dire de "propositions alternatives" portant sur la gestion matérielle de la société (questions que chacun peut et doit creuser dans toutes les directions), ne peuvent en aucun cas être prises en compte pour l'appartenance au mouvement de dissidence civique, et porter atteinte à son union. Dans les conditions présentes, faire valoir des divergences déplacées à ce propos, prendrait nécessairement le caractère d'une diversion tortueuse et malsaine, ce serait une source de division mortelle pour la cause de la Citoyenneté Sociale.

d) Il est de notre devoir d'alerter tous ceux qui se proposeront comme missionnaires de la cause de la Citoyenneté Sociale. La libre association civile qu'il s'agit d'imposer coûte que coûte, en face du suffrage politique frauduleux, cette action arrache obligatoirement le masque de la démocratie dictatoriale.

Point d'illusions donc : les voyous qui dominent l'État policier actuel ne peuvent voir dans notre entreprise que le projet de constituer une association à "objet illicite", un "attentat" prémédité contre la "légalité républicaine", visant à "changer le régime constitutionnel". Évidemment, leur régime de despotisme parasitaire est en jeu ! Et ils font ainsi par avance l'aveu, dans leur Code Pénal, qu'ils envisagent tout germe de libre association populaire comme la catastrophe sociale suprême.

La cause de la Citoyenneté Sociale victorieuse est ce qui peut seul nous préserver des drames menaçants de l'anarchie et de la dictature, qui s'engendrent l'une l'autre. Notre cause s'expose pourtant directement à subir la répression des corps de guerre civile existants, dénommés C.R.S. et gendarmes mobiles. Par-dessus le marché, une épée de Damoclès est suspendue au-dessus de la tête du peuple : c'est l'intervention ultime des corps de tueurs professionnels, dénommés "troupes d'élite" : parachutistes et légionnaires.

★

13- Nous savons très bien que nos avertissements nous feront traiter de prophètes de malheur. Hélas ! la peur n'évite pas le danger. Et c'est bel et bien à s'imposer des sacrifices qu'il faut nous préparer. Qu'on le veuille ou non, la question cruciale reste pendante : acceptons-nous, oui ou non, l'état de déchéance du peuple qu'impose la démocratie dictatoriale ? Voulons-nous, oui ou non, abattre enfin ce régime, le plus tôt

possible étant le mieux, c'est-à-dire œuvrer à l'avènement libérateur de la démocratie sociale ?

Quand les classes populaires manifestent leur mécontentement, les aigrefins gouvernementaux et autres le prennent aussitôt de haut et répliquent : de quoi vous plaignez-vous donc ? N'avez-vous pas vous-mêmes légitimé l'état de chose contre lequel vous prétendez protester à présent ? Est-ce que la "majorité de la nation" n'en a pas décidé ainsi aux élections ? Est-ce donc le désordre que vous cherchez ? Que répondre à cela ? Une seule chose raisonnable : menteurs insolents ! nous n'avons jamais pu vraiment nous éclairer mutuellement, ni pu arrêter effectivement notre volonté générale, ni pu sélectionner d'authentiques représentants, ni pu réellement sanctionner ceux qui se seraient montrés défaillants dans la mission que nous leur aurions confiée ! C'est pourquoi nous nous rallions désormais au mouvement de dissidence civique pour la citoyenneté sociale !

Autre chose : combien eûmes-nous, depuis 150 ans, de candidats de "l'espoir" qui devinrent peu après les représentants de la désillusion intégrale ? Mais à qui doit-on s'en prendre finalement ? À nous-mêmes et à personne d'autre ! La faute fondamentale est d'avoir endossé notre statut imposé de citoyens passifs, et cela jusqu'au point de pratiquer le culte superstitieux des urnes préfectoralisées. Pourtant, comment pouvions-nous croire un seul instant que le bulletin de vote avait pour fonction celle de la lettre que les enfants déposent dans leurs souliers et qui, de là, arrive sous les yeux du père Noël, lequel s'empresse aussitôt de délester sa hotte de cadeaux comblant nos vœux ! Ce qui est naïveté charmante chez un bambin, devient bigoterie ridicule chez un électeur salarié adulte. Est-il souhaitable qu'il s'entête dans sa crédulité, et en vienne à imaginer que son malheur est mérité, que le père Noël "n'est pas passé" parce qu'il n'a pas été sage ! Un citoyen actif véritable, un salarié conscient en premier lieu, est aussi un vrai croyant ; son précepte est : "Aide-toi, le Ciel t'aidera !".

Il nous semble bon de conclure en rappelant une parole, prononcée il y a longtemps, à l'autre bout du monde, par un grand ami du peuple :

"Chassez vos illusions, et préparez-vous à la lutte !"

(Mao Zedong)

★

Citoyenneté Sociale !

★

Freddy Malot – 6 avril 1995

Histoire

1830 – 1840 : L'âge d'or libéral

L'échauffourée des Trois Glorieuses, en Juillet 1830 était venue introniser irréversiblement les Principes de 89 du parlementarisme. La société en commandite par actions et la machine à vapeur rappelaient par la base la superstructure politique aux réalités de la prédominance incontournable de la bourgeoisie moderne. En un instant fut dissipée la puissance factice, honorifique, du système de la Sainte Alliance en vigueur depuis 15 ans, système représenté par les "trois autocrates" : le tsar, l'empereur et le sultan. Ainsi fut installé en France le "roi des barricades", fils de Philippe-Égalité le "régicide", rétablissant le drapeau tricolore de Robespierre et Napoléon Bonaparte. En Angleterre, le même mouvement fit triompher la Réforme électorale par le Bill de 1832. Ce n'étaient là, cependant, que les dernières conquêtes du libéralisme moderne. C'est l'appui décisif des "radicaux" anglais qui avait permis d'imposer la Réforme – de même, c'est l'engagement des "républicains" français qui avait permis l'installation du "roi bourgeois" à Paris.

La **crise de 1825** fut la première crise de surproduction caractérisée. Mais elle était encore essentiellement anglaise. Pour la première fois cependant on voulut déceler les causes de ce type de dérèglement du marché qui manifestait une interdépendance des places financières. La difficulté était que depuis la paix de 1815, les grandes opérations se trouvant au 1er plan étaient des opérations portant sur les finances publiques : règlement de la dette de guerre française, financement des dettes publiques russe et autrichienne, emprunts des nouvelles nations nées de l'écroulement de l'Empire espagnol sud-américain.

Le triomphe du libéralisme, consécutif à **la révolution de Juillet à Paris** en 1830 mit au premier plan la grande aventure de la révolution "industrielle". La réforme politique anglaise de 1832 ouvrait cette nouvelle ère donnant priorité à l'expansion commerciale. L'Angleterre, reine de l'économie mondiale, avait procédé à de spectaculaires conversions de sa dette publique : en 1822, réduction du 5 % en 4 % ; en 1826, réduction du 4 % en 3,5 %, complétée en 1830 (en 1844, le 3,5 % passa à 3,25 % et en 1854 on arriva au 3 %). Ainsi bien que la Rente réduite continuât à dépasser le pair, l'épargne publique se tournait désormais vers les Actions commerciales. Simultanément, en 1833, l'Angleterre abolissait l'esclavage. La même année, la Banque d'Angleterre se donnait de nouvelles règles, donnant le cours légal à ses billets d'un côté, tandis que de l'autre elle se voyait donner la faculté d'élever son taux d'escompte au-delà du taux légal de 5 %. Les sociétés commerciales proprement dites allaient prendre leur grand élan, que permettait la forme de **commandites par actions**, ou "sociétés à fonds unis" : *joint-stock banks* d'une part, *joint-stock companies* d'autre part. Sur la base des métiers à vapeur dans l'industrie textile, ce fut un déluge d'affaires de banques d'escompte d'un côté, de chemins de fer et par suite de fonderies et de mines de l'autre. En même temps, l'Europe occidentale finançait le "pays neuf" qu'était l'Union américaine, fournisseur

général du coton et où régnait la fièvre de construction des villes et d'équipement en voies de communication.

L'effervescence de 1830 ruina définitivement l'ordre de la Sainte Alliance "mystique" établi 15 ans plus tôt avec la chute de Napoléon Bonaparte. Même si les fantasmes moyenâgeux de la Russie et de l'Autriche, de Nicolas Ier et de Metternich, n'en furent qu'exaspérés sur le moment, la chose était acquise. D'ailleurs, les grands empires semi-féodaux, l'Autriche, la Russie et la Turquie se trouvaient, au sortir de la tourmente mondiale dans laquelle ils avaient été enveloppés, à la fois rongés irrémédiablement par la finance anglaise et contaminée irréversiblement par le virus "constitutionnel" français. D'autre part, la Prusse, l'Espagne et l'Italie se trouvaient dans un état de bouleversement absolu. La Perse, de son côté provoquée simultanément par la Russie et la Turquie, et tenue à l'œil par l'Inde Anglaise, se trouvait dans l'impasse. En fin de compte, alors que la Sainte Alliance se trouvait définitivement disqualifiée par le libéralisme triomphant en France et en Angleterre, le résultat immédiat fut une sorte de dédoublement de cette même Sainte Alliance, l'établissement de deux forces rivales du même organe, d'autant plus déchaînées physiquement qu'elles étaient condamnées moralement : ce furent l'"intégrisme" Catholique de l'Autriche et l'"intégrisme" Orthodoxe de la Russie.

L'Autriche marchait idéologiquement avec l'Espagne qui venait de subir un désastre colonial gigantesque en Amérique latine. De 1817 à 1824, l'immense empire sud-américain, du Chili au Pérou, échappa d'un coup au ci-devant Roi Catholique, San Martin et Bolivar étaient les héros de cette épopée. En 1830, le monarque espagnol, Ferdinand VII, refusa de reconnaître le gouvernement de Louis-Philippe et rompit même les relations diplomatiques avec la France. La tentative des libéraux en 1831 pour appliquer enfin la constitution "française" de 1812 qu'on n'avait jamais pu faire entrer en vigueur, cette tentative échoua encore. Le parti de "l'armée apostolique" et la direction de la "camarilla" carliste engagèrent une guerre fanatique contre le libéralisme, menée par les moines, les jésuites et l'Inquisition, de sorte qu'en 1843, l'Espagne parut plongée dans un coma définitif. L'âme de la réaction catholique frénétique était le pape Grégoire XVI, que les Trois Glorieuses portèrent jusqu'au délire dans l'idée d'effacer Luther, Locke et Rousseau ! En 1832, ce pape qui avait été désigné par Metternich l'année précédente, osa pondre l'absurde Encyclique "Mirari Vos" qui dénonçait le spiritualisme achevé des Temps Modernes, sous le nom de "libéralisme", comme une "affreuse conspiration des impies" ! Ce vieillard de 66 ans flanqué de sa maîtresse de trente ans plus jeune – "la très sainte putain" – était spécialement rendu hystérique par les "Carbonari" qui combattaient pour la constitution de la Nation italienne. Le nouvel Alexandre Borgia fulminait donc anathème contre "ce délire, la liberté de conscience" et liberté de la presse "si dommageable et qu'on ne peut assez exécrer". La pauvre momie médiévale du Vatican visait en même temps le saint catholique solitaire Félicité de Lamennais, réincarnation socialiste de Jérôme Savonarole, qui répondit par les cinglantes et immortelles "Paroles d'un croyant".

La Russie s'engageait de son côté dans une folie réactionnaire rivale, sous la direction du tsar "Nicolas la Trique" et avec la devise : "Orthodoxie-Autocratie-Impérialisme". Le tsarisme a été ébranlé de manière décisive par l'insurrection des Décembristes de 1825. Les nobles héroïques Pestel et Ryléev, organisés dans la franc-maçonnerie déiste comme les libéraux espagnols, rendirent un véritable culte à leur frère San Riégo, le "champion de

la liberté" espagnol, exécuté en 1823 à l'autre bout du continent. Vraiment, Napoléon Bonaparte, décédé à Sainte-Hélène en 1821, avait vaincu ses vainqueurs ! À la nouvelle de la révolution de Juillet en France, Nicolas Ier, tel un chien qui a contracté la rage, rassembla une armée de 250 000 hommes en vue d'envahir la France ! La révolution polonaise (nov. 1830 – août 1831) rappela durement l'autocrate aux réalités du temps ! Varsovie aux mains des insurgés à l'occident, le Caucase à l'orient soulevé par les "murides" de l'imam Ghazi-Mohammed, les marins de Sébastopol maîtres de la ville, la guérilla en Ukraine… ; quelle tâche désespérée que celle d'un despote se proposant de vaincre la grande épidémie libérale !

Mais ce n'est pas dans les vieux empires semi-féodaux vermoulus, colosses aux pieds d'argile, que se décidait le sort du monde en 1830, mais en Europe occidentale libérale, l'Angleterre d'abord, la France ensuite.

Au lendemain des guerres de la révolution, Londres s'imposa comme la grande place financière d'Europe : son monopole presque absolu à partir de 1822 est illustré par la royauté cosmopolite des Rothschild. La débauche de crédit public amena directement la "terrible crise" de 1825, première crise de **surproduction** vraiment caractérisée, quoique encore essentiellement anglaise. Comme ce devait être la règle désormais, la "purge" effectuée par la crise fut le tremplin d'une croissance échevelée sur une nouvelle base. En 1826 commence en Angleterre la grande fièvre des chemins de fer (lesquels restèrent ailleurs une curiosité jusque vers 1835). Ceci fut l'occasion de l'explosion de "l'association par le crédit", des "entreprises à fonds unis", d'une part dans le domaine du Crédit, ou commerce de l'argent, d'autre part dans le domaine du Commerce général des marchandises.

En 1826, les banques privées habilitées à émettre des billets de circulation (monnaie fiduciaire), interdites depuis 1708, deviennent libres. Ce sont les "joint stock banks", qui peuvent comprendre un nombre indéfini d'associés, lesquels sont, en contrepartie, indéfiniment responsables juridiquement. Le nombre de ces établissements explose en 1836/1837 à la veille du premier grand Krach mondial de 1838-1841.

Parallèlement, dans le domaine du commerce général, l'association par le crédit fait fleurir les Commandites par actions, que l'on ne conçoit pas autrement que comme comprenant des associés indéfiniment responsables mais, fait nouveau, qui ont la possibilité de grouper un nombre indéfini d'associés.

C'est encore en 1826 que la loi anglaise autorise le lancement historique du chemin de fer Manchester-Liverpool. En 1828, la "locomotive" de G. Stephenson est adoptée, la célèbre "Fusée". L'ère nouvelle des railways et steamers est en marche.

Ce grand chambardement économique, triomphe suprême du développement civilisé des forces productives, matérielles et humaines, naturelles et sociales, débouche nécessairement par le couronnement des institutions politiques modernes, libérales. Dans la foulée de la révolution de Juillet en France, l'Angleterre, patrie du système représentatif, fait passer la Réforme électorale et parlementaire de 1832. Cet acte porte à son sommet l'œuvre de la bourgeoisie moderne, sommet qui s'avérera bientôt indépassable. Pour "sauver l'Angleterre d'une révolution", les libéraux anglais n'ont pas hésité à menacer les conservateurs de l'appel aux masses, des grèves et du refus de

l'impôt. C'était le beau temps de la tradition révolutionnaire civilisée où l'ordre classique de la propriété privée trouvait le moyen de se régénérer lui-même par la poussée hardie d'une nouvelle classe dominante qui se savait répondre aux vœux de la masse exploitée, osait s'appuyer sur cette dernière, de même qu'elle ne se faisait pas scrupule à prêcher quand il le fallait le défaitisme national contre la réaction sociale. C'est ainsi que les libéraux anglais – les Whigs – imposèrent le Bill de 1832 avec le soutien du libéralisme Radical, l'équivalent de ceux que la France désignait depuis 1792 sous le nom de "républicains". C'est en Angleterre qu'était né ce "républicanisme", dès 1775 avec Cartwright, dans l'Angleterre des "clubs" où s'éduqua Marat. Ce courant se maintint durant la tourmente de 1789-1815, représenté par J. Bentham (fait "citoyen français" par la Législative), Thomas Payne (naturalisé français et membre de la Convention) et W. Godwin. De 1815 à 1830, c'est la figure de W. Cobbett qui incarne cette tradition "radicale". En 1831, les conservateurs parlèrent en vain contre le Bill de Réforme bourgeois, par la voix de Wellington qui agitait l'épouvantail de l'anarchie : "Il ne s'est jamais instauré de démocratie qui ne fut entrée aussitôt en guerre contre la propriété". En fait, cette gesticulation était complètement déplacée. La Réforme politique anglaise sanctionnait l'hégémonie économique de la bourgeoisie moderne en lui remettant la maîtrise correspondante de l'État. Cet épanouissement complet de la forme moderne de la société civilisée, si importante sur le fond, ne sortait pas des bornes imposées par l'horizon civilisé, celui de la Famille et de l'État. Le résultat de la conquête libérale-radicale de la Réforme politique, fut que de 10 % de la population adulte mâle, les électeurs légaux passèrent à 15 %. Le libéralisme, à toutes les époques civilisées sans exception, n'est jamais allé au-delà de cette proportion. Mais ce n'est pas cette proportion numérique qui importait, c'était que les 10 à 15 % de "décideurs" devenaient à chaque bond en avant de l'ordre civilisé qualitativement différents, que la nouvelle classe dominante se trouvait être une bourgeoisie différente, que la nouvelle classe dominante se trouvait être une bourgeoisie "plus bourgeoise". La chose était donc tout à fait légitime dans le contexte de l'ordre social où la propriété privée, quoique métamorphosée, restait la base générale et s'acheminait simplement vers sa perfection.

La classe dominante, celle des propriétaires exploiteurs, détenteurs des moyens de production, avouait d'ailleurs avec une candeur fondée sur sa légitimité historique, qu'elle revendiquait la véritable responsabilité civile qui justifiait sa direction politique ; et elle reconnaissait de la manière la plus officielle que cela lui conférait en même temps la charge, l'obligation, d'assurer la protection physique et morale de la masse des propriétaires exploités, finalement simples détenteurs de la force de travail, placés sous leur dépendance. Il était cependant une conséquence lourde pour l'avenir du Bill de Réforme, c'est que la gauche anglaise, "les Whigs avaient vidé leur carquois", comme dit Churchill. En d'autres termes, tout développement social ultérieur devait nécessairement échapper à la direction de la bourgeoisie, remettre en question la propriété privée elle-même, déborder du cadre traditionnel civilisé se trouvant maintenant au bout de son latin.

En attendant, la victoire du libéralisme politique à Londres ne concernait pas que l'Angleterre elle-même. C'était en même temps une victoire "internationale". En effet, elle s'associait tout autant à l'émancipation des catholiques irlandais d'O'Connel (1829) qu'au décret solennel d'abolition de l'esclavage aussitôt promulgué (1833).

Dès lors, de 1830 à 1840, le débordement du libéralisme moderne ne fit que se dessiner de plus en plus nettement, parallèlement au mûrissement de la Question Sociale. En Angleterre, Owen prêche une réforme économique générale : une coopérative nationale complétée par un syndicat unique ; le radicalisme, lui, préconise une réforme politique générale : un parlement national fondé sur le suffrage universel. Sur le continent, les saint-simoniens proclament que "l'exploitation de l'homme par l'homme" doit achever de manière conséquente son atténuation que traduit la succession esclavage-servage-salariat, par une organisation politique rationnelle de la production et des échanges. Les fouriéristes, de leur côté, veulent régénérer civilement la société par l'éclosion d'associations libres constituées par la seule force du travail "attrayant" et amenées spontanément à former une fédération générale.

———————

1840 :
La Crise Civilisée se noue

Tous les problèmes qui travaillent aujourd'hui la planète, sans exception, ne peuvent se comprendre correctement si on ne saisit pas le caractère fondamental de l'époque contemporaine à laquelle nous appartenons. Cette époque n'est autre que celle de la crise générale de l'ordre civilisé, crise qui a éclaté avec la révolution mondiale de 1848 et sa défaite matérielle générale. À ce moment, les Puissances dominantes européennes n'ont pu ni voulu résoudre de manière "révolutionnaire" – c'est-à-dire audacieuse et créatrice – le problème du Paupérisme salarial qui se posait à l'intérieur et le problème des Nationalités paysannes qui se posait à l'extérieur. Par suite, depuis 150 ans toute notre histoire mondiale est celle de la lutte s'aiguisant par vagues successives entre le régime dominant de Nouvelle Barbarie et la pression du peuple mondial pour faire triompher l'ordre nouveau du Communisme Libre.

Il est un fait qui semble troubler l'analyse que nous présentons de l'époque contemporaine c'est que l'Angleterre, première puissance mondiale en 1848, parut relativement épargnée par l'ouragan de la révolution civile et politique, familiale et patriotique de type nouveau qui enflamma alors le continent. L'éclaircissement de ce fait est du plus grand intérêt théorique pour tous les combattants conscients du Communisme Libre de notre planète. En effet, il apparaît que si la crise générale de la civilisation fut pour ainsi dire déclarée de manière irréversible en 1850, en réalité elle fut nouée dix ans auparavant, en 1840 et, précisément, en Angleterre. C'est à cette date que l'Angleterre procéda pour son propre compte au revirement décisif qui substituait à l'ordre civilisé dominant l'ordre dominant néo-barbare. Au premier abord, le phénomène peut rester inaperçu, du fait de son caractère local immédiat, cependant, à cause de la situation hégémonique de l'Angleterre sur le marché mondial de l'époque, et parce que le retournement néo-barbare du pouvoir anglais se produisit dans le contexte du Krach économique mondial de 1838-1841, dater les prémices de la crise générale de l'ordre civilisé en 1840 revêt une importance de principe indiscutable.

Nous nous arrêterons donc ici à détailler le "tournant anglais" de 1840.

Le Krach mondial, de fait, commença en 1836 dans l'Union américaine. De 1832 à 1836, ça avait été une euphorie sans précédent : le coton américain, de 1833 à 1836 avait grimpé de 31 %, et le fer anglais, de 1831 à 1836 de 41 %. En Amérique, où il y avait liberté d'émission de billets, les banques privées donnaient sans réserve leur concours aux commerçants qui importaient à tout va. Alors qu'elles ne pouvaient prêter, théoriquement, que 3 fois leur capital, elles avancèrent jusqu'à 20 fois celui-ci, les émissions sur escompte à court terme déguisant évidemment de gros engagements à long terme. On arrive, en 1836, au point que le fort déficit commercial américain impose des sorties importantes de métal précieux. Ce fût, en quelque sorte, une première "ruée vers l'or" qui se déclencha, les billets de banque se trouvant dépréciés de 10 à 20 %. Les prix

s'effondrent, les faillites se déclarent, les exportateurs anglais font d'énormes pertes. Fin 1836, la Banque d'Angleterre recourt pour la première fois à l'élévation du taux d'escompte, de 4 % à 5 %. Cependant, dans l'Union américaine, le directeur de la banque fédérale, le célèbre BIDDLE, tente de faire face à la chute des cours du coton et à l'évasion de l'or, en organisant une immense opération de "corner" sur le coton : il s'agit d'accaparer toute la récolte par une inondation de billets, afin d'étrangler les manufacturiers européens par des prix de monopole et faire ainsi affluer le métal jaune. Il est vrai que mi-37, par rapport à mi-36, les cours du coton avaient chuté de 45 % et ceux de la fonte de 44 %. Biddle se trouve piégé par une récolte inespérée de coton. Mais la victoire des manufacturiers d'Europe n'arrangea pas les choses. La débâcle en Amérique, avec une dépréciation de 20 à 30 % des billets de banque émis en masse, fit s'effondrer les actions et obligations américaines dont la Bourse de Londres était chargée. Les titres invendables mirent 33 000 maisons en faillite. La Banque d'Angleterre, sollicitée de tous côtés et voyant son encaisse métallique s'évanouir, dut utiliser pour la première fois la faculté qu'on lui avait conférée en 1833 d'élever son escompte au-delà du taux légal et le fixa à 6 % (janvier 1839). La crise bancaire était jugulée, y compris les effets de la mauvaise récolte de grains de 1838 qui avait nécessité l'importation de 10 millions de livres de céréales. Mais la purge industrielle qui s'en suivait était encore une autre affaire !

En 1836/1837, la frénésie de créations de commandites, en Angleterre comme en France, recouvrait pour une large part la création de sociétés anonymes sous forme déguisée. De plus, nombre de commandites avaient un capital-action purement théorique, simple prétexte à l'émission d'emprunts, dont la responsabilité du versement des intérêts était reportée sur les pouvoirs publics accordant des "concessions" de toutes sortes : rail, canaux, éclairage, messageries. La crise avait amené une destruction du réseau bancaire américain, elle amenait la déconfiture générale des sociétés commerciales en Europe. En 1841, 18,5 % des salariés des fonderies se trouvaient au chômage en Angleterre. On relève qu'en Angleterre de 1836 à 1842, pour 100 000 habitants, les mariages tombèrent de 192 à 157, tandis que les criminels grimpent de 152 à 265, et le coût de l'assistance publique par habitant s'envole de 13 à 21 shillings.

C'est dans cette conjoncture que se produisit la grande **agitation historique du Chartisme** ou mouvement pour une Constitution Populaire. Ce mouvement d'une importance historique décisive est malheureusement évoqué seulement en quelques lignes par les historiens "ouvriers" français, contaminés à son égard du même chauvinisme qu'à l'égard des mouvements révolutionnaires coloniaux. La première crise mondiale du capitalisme industriel, issue de la fabrique et de la banque d'escompte, de la locomotive et du steamer, mettait en même temps en branle pour la première fois le mouvement authentiquement salarial de la démocratie sociale. Dans le Chartisme convergeait en effet à la fois un néo-radicalisme représenté par Th. Attwood et Francis Place (le rédacteur de la Charte du Peuple) et un mouvement syndicaliste inconnu auparavant. Les Radicaux, qui avaient dès 1838 pesé de façon significative dans l'adoption de la Réforme politique de 1832, préconisaient à présent ni plus ni moins que l'établissement du suffrage universel masculin, affranchi de toute condition censitaire, comme condition préalable à toute solution de la Question Sociale, c'est-à-dire commerciale, civile ou familiale. Il était entendu, évidemment, que l'universalisation du

suffrage entraînait celle de ses attributs au sens libéral : la **garde nationale** (armement populaire), le **jury** (jugement des masses par leurs pairs) et les **clubs** (sociétés populaires libres). Cette prétention des manuels et exploités à jouir de la liberté bourgeoise provoqua immédiatement une scission du monde libéral, et le regroupement accéléré de sa fraction réactionnaire qui s'imposa sans grande difficulté, s'affichant désormais comme une nouvelle féodalité dominante, l'aristocratie financière. Les authentiques libéraux se trouvèrent paralysés par les événements, les radicaux fidèles à James Mill et J. Bentham et les petits propriétaires désorientés par le fait nouveau du syndicalisme, et les syndicalistes privés de tradition, d'organisation, de chefs propres et de doctrine.

L'aristocratie financière, elle, sût immédiatement ce qu'elle voulait et comment unir à elle en une même cause les vieux hobereaux du parti Tory. Pour le "Parti de l'Ordre" se constituant sous la direction de l'aristocratie financière, l'idée même de la Constitution Populaire équivalait à livrer la liberté aux ennemis de la liberté. Macaulay, parlant en 1842 contre les Chartistes au Parlement, ne trouva pas mieux que reprendre l'argument invoqué 10 ans auparavant par Wellington contre la bourgeoisie libérale ! "Je m'oppose au suffrage universel. Je considère que la civilisation repose sur la sécurité de la propriété". Des conflits sanglants, prenant une forme pré-révolutionnaire, étaient dès lors inévitables. La masse mobilisée par la Charte du Peuple ayant pour chefs O'Brien, O'Connor et Stephens, présenta au Parlement une Pétition légitimée par de grands rassemblements de masse pacifiques. Le pouvoir y répondit par la répression de l'armée, appuyée par le recrutement de "forces de police spéciales", les "constables" précurseurs des sections d'assaut (SA) nazis. L'animation du mouvement chartiste par des "émigrés" irlandais qui peuplaient les fabriques et les mines permit en outre de susciter une hostilité "raciste" dans la couche arriérée de travailleurs anglais, chez qui l'on répandait que ces "étrangers" étaient les vrais responsables de l'atteinte portée au niveau de vie d'ensemble ! Toujours est-il que le pouvoir anglais désormais despotique criait haut et fort que l'agitation sociale avait son "sûr remède dans la fermeté efficace du gouvernement". Le mouvement Chartiste fut écrasé, la démocratie dictatoriale instaurée. Le temps du Radicalisme, sous sa vieille forme de simple libéralisme radical commandant à un syndicalisme qu'il ne comprenait pas réellement, ce temps était en fait terminé. Il ne brilla encore une dernière fois qu'au cours de la Guerre de Sécession en Amérique (1861-1865), chez les ultimes héritiers de Jefferson, connus sous le nom de "carpet-baggers" et "scalawags", eux aussi finalement neutralisés par les "majors généraux" de l'Union, profitant de l'existence du soi-disant extrémisme opposé du Ku-Klux-Klan.

L'étouffement du mouvement chartiste de 1838-1839 ne résolvait évidemment en rien le problème soulevé, celui de la Question Sociale ; il ne faisait que la rendre chronique et l'aggraver. Le radicalisme appuyé sur le syndicalisme se mua en syndicalisme faisant éclore des dirigeants marxistes. Cependant, dans un premier temps, l'expérience salariale de l'Europe occidentale profita principalement aux grands États paysans multinationaux de l'est, la Russie puis la Chine, menacés de désintégration politique par l'impérialisme européen. Quant à la question civile pendante de l'Angleterre, la politique de superpuissance de John Bull, s'ouvrant à la canonnière débouchés et matières premières, permit d'en reculer l'échéance, des carrières se trouvant ouvertes à la vieille aristocratie terrienne, des sinécures offertes aux politiciens "travaillistes" de la nouvelle aristocratie ouvrière, et un canal d'évacuation du paupérisme aménagé par l'émigration. On a pu

raconter que le salariat anglais et après lui le salariat américain étaient marqués d'un "exceptionnalisme" qui les rendaient allergiques au communisme libre. Ce sont là des fadaises répandues par la néo-barbarie pratiquant la méthode Coué. C'est précisément pour les pays les plus civilisés, où pourtant il n'a pas "pris" en un premier temps, que le marxisme était le plus adapté. Les temps qui viennent nous en répondront !

Le Krach mondial de 1838-1841 toucha la France directement. On vit ici également l'ordre public porté à un point d'équilibre instable, la civilisation parachevée semblant hésiter quant à son destin, ne sachant si elle devait basculer vers le communisme civilisé ou bien se retourner en néo-barbarie.

D'abord, la crise se fait sentir brutalement fin 1839. En décembre, il y a 30 000 tailleurs au chômage à Paris, et au total 150 000 ouvriers sans ouvrage. Des grèves et le désordre en découlent toute l'année 1840, l'apogée du mouvement arrivant début septembre. Le pouvoir fait afficher la loi contre les "attroupements", perquisitions et arrestations commencent, deux régiments sont amenés à Fontainebleau, des agents provocateurs entrent en scène, la police fabrique un "complot", on accuse aussi bien la "main de la Russie" et "l'or anglais" ! Le préfet de police menace les "mauvais ouvriers" du Code Pénal et les arrestations en masse sont à l'ordre du jour.

En 1840 apparaissent donc les premiers éléments de notre ordre actuel néo-barbare : en même temps que l'on met en place **une "société disciplinaire"**, on élabore un **"Code du Travail"** qui prétend faire du salarié un mendiant intégré. C'est en effet en 1841 que paraît notre première "loi sociale", qui porte sur le travail des enfants dans les manufactures. Quant à la société disciplinaire exigée par les "honnêtes gens", elle prend forme de la façon la plus nette. En premier lieu, on fabrique officiellement une "police spéciale" qui donnera notre police d'État. Avec la police spéciale, on met en place le "Cabinet noir", c'est-à-dire l'espionnage du public, qui s'associe au contrôle et à la direction de l'opinion, les mouchards n'étant pas négligés.

L'illustration la plus frappante de la tendance nouvelle à la dictature démocratique, c'est la formation du système carcéral. Que l'on peut dater, dit Michel Foucault, très précisément du 22/01/1840, jour de l'ouverture officielle du pénitentiaire de Mettray fondé par Demetz. Le système carcéral nouveau, avec ses "quartiers" n'est rien moins que l'effondrement de tout l'idéal humaniste moderne que cultivait le monde libéral depuis 75 ans, depuis le Traité de Beccaria (1764). Auparavant donc, on parlait de "prévention" primordiale des délits, par "les lumières qui accompagnent la liberté", de "douceur des peines" nécessaire, et de "récompense de la vertu". Maintenant, le discours à la mode est l'incarcération "véritablement expiatoire". D'ailleurs, vers 1840, on ne parle que de programmes "d'architecture des prisons", qui doit traduire "dans la pierre l'intelligence de la discipline". Le système de la "prison cellulaire" est décrété par la Chambre des Députés en 1840, il inaugure le suicide chronique des détenus. Le ministre de l'Intérieur Duchâtel, celui-là même qui organise, au sein du régime censitaire la corruption électorale à grande échelle, invente en 1841 le "Panoptique pénitentiaire", le modèle parfait de prison cellulaire. Delessert, déjà, avait découvert les mérites de la "voiture cellulaire" en 1837, la bonne société trouvant que la prison roulante épargnait à ses regards les cortèges de

forçats enchaînés, qui provoquaient en outre par monts et par vaux, la population paysanne par ses chants collectifs.

Le régime de l'internement cellulaire vise effectivement la classe salariée, que l'on dit ouvertement manipulée par des criminels. Il s'agit de "terrasser l'armée du désordre par la loi". C'est en 1840 que paraît, justement "Les classes dangereuses" de Frégier, couronné par l'Académie ! 1840 est aussi l'année de naissance de la "psychologie scientifique", ancêtre de "l'anthropologie criminelle". En 1841 paraît également "l'Ethnographie des prisons" (!). Le "bon" Raspail y va aussi de son projet sur les prisons. C'est ainsi que naît en 1840 ce que nous appelons la Prison, aveu social de faire primer la répression sur la prévention. En fait, ce système pervers produit "l'effet exactement inverse" de celui affiché par les autorités : les délinquants deviennent une masse de manœuvre pour la nouvelle police clandestine, un personnel embauché pour les provocations de la rue, des agents indispensables d'une haute pègre gouvernementale décidée à une politique de la terre brûlée plutôt que de reconnaître l'existence d'une quelconque Question Sociale. Finalement, c'est en 1844 que la loi adoptera l'internement cellulaire comme principe.

L'ordre politique est en accord avec l'ordre civil. Dans le feu de la crise mondiale, l'année 1838 se distingue à Paris comme celle des fondations extravagantes de Commandites et l'année de l'agiotage par excellence (on dit spéculation aujourd'hui). En fait, c'est de ce moment que date la fondation de notre Bourse des valeurs parasitaire. En réalité, ce sont alors de fausses commandites par actions qui pullulent, couvrant des Sociétés Anonymes non autorisées, c'est-à-dire des sociétés de capitaux ayant l'irresponsabilité pour principe. Puisqu'il est exclu d'affronter courageusement l'exigence forgée par le libéralisme même de régler la Question Sociale en s'engageant dans la voie du communisme libre, il n'est qu'une solution : tuer le libéralisme et imposer le parasitisme ! Les sociétaires de la compagnie en commandite par action étaient investis d'une responsabilité solidaire et indéfinie sur leurs personnes et sur leurs biens, pour toutes les dettes contractées sous la raison sociale. La féodalité financière proteste âprement. On supprime la prison pour dettes. Surtout on déclare que la commandite par actions entraîne une "solidarité fâcheuse autant qu'injuste, qui a longtemps étouffé l'esprit d'association, entrave singulièrement son essor" (Coquelin). L'on décide que le commanditaire (bailleur de fonds irresponsable) se trouve désormais "tyrannisé" par le commandité (sociétaire responsable). Que l'association commerciale doit être "abandonnée aux règles du droit commun, à l'initiative individuelle", pour libérer "l'esprit d'entreprise énervé par l'asservissement administratif", que "l'association se débat dans les entraves d'un zèle inconsidéré pour les intérêts des tiers et contre la suspicion dont le législateur se complaît à frapper quiconque s'immisce dans l'administration d'une société commerciale" (c'est-à-dire les commanditaires irresponsables). Pour cela, il suffit de "faire descendre la société anonyme des hauteurs aristocratiques où la maintenait la Restauration", "affranchir la société anonyme", abolir les "lois entachées d'un esprit rétrograde et restrictif". La pression dans le sens du parasitisme économique était donc d'une violence extrême. Aussitôt la crise de 1836-1842, l'irresponsabilité de fait des Commandites fonctionnant comme des Sociétés Anonymes illégales, en 1844 le Parlement anglais autorise la Couronne à déroger cas par cas (!) à la responsabilité illimitée des actionnaires de commandites. Mais la chose ne sera véritablement sanctionnée qu'après 1848.

Le bilan de la révolution démocratique et sociale avortée est alors finalement le suivant : manu militari la féodalité financière "accorde" aux masses le suffrage universel faisant de tous des citoyens "passifs", en échange de quoi on consacre la victoire de la société anonyme de droit commun, victoire du parasitisme économique. La loi consacrant toujours le fait établi à retardement, c'est la loi anglaise du 14 juillet 1856 qui proclame le nouveau système économique : le Parlement anglais généralise les "dérogations" royales antérieures, élimine les "lettres patentes d'incorporation" exigées auparavant, et toute commandite peut désormais se constituer "à son gré" sans ou avec responsabilité limitée de ses membres. En France, notre loi fondamentale des sociétés commerciales de 1867 donnera le même résultat.

Mais rien n'est définitivement joué en 1840 pourtant. À la vieille entreprise privée responsable, il n'est pas que l'issue de rendre de droit commun l'entreprise irresponsable nommée S.A. L'autre issue, ouvrant au communisme libre, celle de la Coopération générale encouragée par un Parlement populaire, **Louis Blanc** la propose précisément avec éclat dans son **"Organisation du Travail"** de 1840. La même année, l'effervescence républicaine et socialiste est grande : Proudhon fait paraître son pamphlet sur la "propriété", Cabet son "Icarie", Corbon le journal "*L'Atelier*", et Metternich se voit contraint de faire condamner Lamennais par le Pape. 1839-1840 voient se succéder des crises de Cabinet. Et si Louis-Napoléon voit avorter son premier putsch du débarquement de Boulogne en août 1840, en mai 1839 Blanqui a de même manqué sa tentative de coup de main républicain à Paris. Le fait saillant c'est qu'avec la fermentation socialiste, qui comprend Leroux, Considérant, etc., naît un nouveau parti Républicain, celui de *La Réforme* de Ledru-Rollin en 1841, disqualifiant définitivement celui du *National* de 1830. Si donc les éléments de l'État policier se regroupent, ceux de la démocratie populaire se rassemblent également. Le grand affrontement de Février 1848 se prépare.

Le "tournant de 1840" ne concerne pas que la situation civile et politique interne des deux grandes nations libérales et constitutionnelles que sont l'Angleterre et la France. À partir de ces deux pays, il met véritablement en jeu **l'avenir du monde entier** : celui des empires semi-féodaux d'une part (Autriche, Russie, Turquie, Chine) et celui des nationalités en éveil dans l'ensemble du monde semi-primitif qu'on appellera bientôt "colonial".

Le nœud de cette situation internationale d'ensemble, c'est précisément la rivalité anglo-française, qui se manifeste en deux "Points chauds" bien précis : la Belgique et l'Égypte. Les deux problèmes réunis amènent l'Angleterre et la France au bord de l'affrontement. Mais la "fermeté" de l'Angleterre conjuguée à la "faiblesse" de la France amènent dans les deux cas à briser le patriotisme libéral, à faire avorter la formation de ces deux pays en Nations modernes souveraines. En nov.1840, la Belgique a dû accepter ses frontières avec la Hollande et le Luxembourg et la Société générale belge soumise à Londres supplante la Banque de Belgique.

En juillet 1841, le traité de Londres brise l'œuvre de Méhémet-Ali et de son fils Ibrahim visant à régénérer l'Empire Ottoman.

L'Angleterre a déclenché en 1840 la Guerre de l'Opium qui provoque l'Empire chinois. La guerre se termine en 1842 par le "Traité" de Nankin imposé sous la menace du canon.

En 1839, les anglais refusent de reconnaître la République du Natal en Afrique du Sud et en font par la force la "province du Cap".

En Nouvelle-Zélande, même chose : un vaisseau de guerre "amène les Maoris à traiter" en 1840, c'est-à-dire à reconnaître la souveraineté britannique.

Au Sind (Pakistan), Nasir ud-dîn et ses "Farâidî" combattent victorieusement les anglais, et en Afghanistan Dost **Mohammed** leur inflige une défaite humiliante.

La France marque son tournant néo-barbare en 1840 tout autant sur le plan social intérieur que sur le plan colonial.

Les libéraux portés au pouvoir en 1830 manifestaient une nette hostilité à l'idée coloniale. Le débarquement à Alger était le fait de la monarchie "blanche" aux abois tentant une dernière diversion pour se sauver. Aussi la monarchie nouvelle, "tricolore", fait immédiatement interrompre les opérations à Madagascar. Le régime de Juillet préconise une forme de commerce international étrangère en principe à l'idée de conquête coloniale. C'est le système des "points d'appui", qui vise à constituer des routes maritimes par une chaîne de comptoirs permanents, avant tout escales de navires et entrepôts de cargaisons. L'Angleterre, évidemment, voyait d'un mauvais œil ce système français des points d'appui qui la concurrençait. En revanche, elle tolérait l'aventure française en Algérie, parce qu'elle coûtait cher à Paris et risquait en fin de compte de décourager le "rayonnement civilisateur" de la France. D'ailleurs, après 1830 au gouvernement français s'opposaient le ministère des Affaires étrangères, saisi par les libéraux, et le ministère de la marine, place forte des hommes d'ancien régime, liés au vieux Pacte colonial reposant sur les épices et les nègres, la canne à sucre et la traite.

La politique algérienne est ce qui nous éclaire le mieux concernant le tournant colonial de 1840. Abd el-Kader avait été initié à Damas en 1828 à la confrérie Nashbandiyya, alors en pleine révolution suscitée par l'école chiite des Schaykis. En mai 1837, on avait signé le traité de la Tafna reconnaissant la souveraineté d'Abd el-Kader. En 1840, dans l'atmosphère de Krach mondial, des grèves et du Chartisme anglais, de tension anglo-française tous azimuts, Thiers décide de "rompre avec les errements antérieurs", "d'en finir avec Abd el-Kader". On déclare cyniquement que l'émir a violé le traité, en ajoutant cependant que ce traité était une "cote mal taillée", une "faute", un accord "déshonorant" pour la France. Pour les besoins de la cause, on truque le texte même du traité. Bugeaud est nommé gouverneur général en décembre 1840. Il s'agit de procéder à "une grande invasion derrière laquelle s'établiraient des colons militaires". L'aveu est même d'une brutalité sans nom : "les traités n'ont jamais lié les nations que lorsqu'ils sont conformes à leur intérêt".

La veille encore, les français étaient acquis à l'idée de "civiliser les Arabes par la paix, par le bienfait de nos lois, par le frottement de notre civilisation", on discutait encore de l'abandon des "Gibraltar" occupés.

En 1838/1839 l'armée d'Afrique avait perdu **6000 hommes**, 15 % de son effectif, par la dysenterie et la malaria.

Depuis huit ans (1830-1838) une nationalité algérienne se créait, et le traité de la Tafna constituait un Royaume à Abd el-Kader.

Le tournant colonial est donc pris. En février 1841, Bugeaud dispose de 78 000 hommes à lancer contre le corps régulier de 4500 soldats d'Abd el-Kader. C'est, nous dit-

on, "commencer à tendre l'oreille à l'appel de l'Afrique, la vocation africaine s'éveiller". Au discours du Trône de fin 1841 le roi Louis-Philippe déclare l'Algérie "terre désormais et pour toujours française". Nos bons historiens s'émerveillent : c'est enfin "adopter un système, une politique algérienne". Cela vaut plus généralement. "À la fin de 1842, une note toute nouvelle apparaît dans l'histoire de notre politique africaine" : la politique essentiellement commerciale des "points d'appui" est abandonnée, on y substitue la politique essentiellement militaire des "comptoirs fortifiés, comportant droit de souveraineté française", échelonnés sur toutes les côtes du golfe de Guinée (du Sénégal au Gabon).

C'est en vain que Abd el-Kader luttera désespérément jusqu'en décembre 1847.

Au total, la nouvelle politique coloniale, non plus civilisatrice mais néo-barbare, que traduit et le plan "d'invasion" algérienne et le système des "comptoirs fortifiés comportant droit et souveraineté", donnera les horribles "avantages" suivants :

• C'est la décision irréversible de broyer impitoyablement tous les peuples coloniaux ;

• Cela inaugure le militarisme et l'affrontement inter-impérialiste qui débouchent sur les boucheries sans nom des Grandes Guerres pour le repartage du monde ; avec, à la clef, le virus raciste inoculé à l'Occident ;

• C'est une **diversion diabolique à la Question Sociale intérieure**, ouvertement posée cette fois, autrement plus sérieuse dans la crise de 1840 que les révoltes de Canuts de 1831 et 1834 ;

• C'est enfin rompre **définitivement avec la démocratie libérale de 1830** et, par-là même avec la tradition civilisée tout entière. On nous déclare sans aucune pudeur que la nouvelle politique coloniale élimine "ce régime où n'importe qui a le droit d'exprimer son opinion sur n'importe quoi, régime incapable de concevoir de grands desseins". Notons que ce qui est dénoncé ici est le régime libéral censitaire, la monarchie constitutionnelle, le système représentatif bourgeois !

Dans **les empires semi-féodaux** d'Occident, Russie et Autriche, on peut noter le renversement de 1840. Désormais les nations modernes virant au despotisme démocratique prennent sous leur aile ces monstres vermoulus, interdisant toute amorce de modernisation interne, en même temps qu'elles s'emparent de leurs positions périphériques, en attendant de se dévorer entre elles pour dépecer ce qu'ils diront des "hommes malades" ultérieurement !

Le Russe Nicolas et l'Autrichien Metternich sont épouvantés par la ruine de la Sainte Alliance consécutive aux Trois Glorieuses de 1830, revanche posthume de Robespierre et Napoléon Bonaparte, d'autant que le venin libéral s'est insinué à l'intérieur de ces empires.

Le Tsar tremble sur son trône, avec la Pologne de Mickdevicz insurgée, avec la guérilla de Shamyl (3ème imam Naqushbandi) nommé l'Abd el-Kader du Caucase, avec les héritiers des Décembristes agitant Moscou même : Herzen et Khomiakov. Les despotes démocratiques anglo-français compatissent activement.

L'empereur d'Autriche tremble sur son trône, avec l'indépendance de la Belgique, le Zollverein qui s'est constitué en Allemagne du Nord depuis 1834 et que Frédéric List veut généraliser avec son "Économie Nationale" parue en 1841 (nos intellectuels

d'occident s'obstinent à traduire cet ouvrage sous le nom d'Économie politique ! C'est sa critique par Engels fin 1843 qui décide de la conversion de Marx au marxisme !), enfin par le puissant mouvement national italien de Mazzini-Garibaldi. Ici encore, les despotes démocratiques anglo-français compatissent activement.

Un mot encore à propos du grand État civilisé méconnu de l'Occident qui est **la Perse**. Depuis l'aube des temps modernes, le milieu du 15ème siècle, le monde musulman est scindé entre la Turquie ottomane sunnite et l'Iran chiite des Safavides (1499). Depuis le milieu du 18ème siècle ces deux puissances sont en crise, les Ottomans depuis la guerre russo-turque de 1768 et les Safavides depuis la chute de Nadir Shah en 1747. Mais c'est en Iran chiite que l'esprit créatif proprement musulman a continué de se développer, jusqu'à l'école des "shaykis" de Kirman. En 1839, sous le pouvoir de Mohammed-Shah, c'est le mollah Hadji Mirza Hagassi qui détient la réalité du pouvoir. La Perse déclare la guerre à Hérat, capitale Afghane. La ville est défendue par un officier du génie anglais, la contrée étant importante sur la route des Indes. Hérat est sur le point d'être prise par le Shah, l'ambassadeur anglais lance alors un ultimatum à l'Iran : menace d'invasion des provinces du royaume par le sud, c'est-à-dire une descente dans le golfe ; le Shah doit céder. C'est alors, dans la crise politique aiguë de l'Iran, que dans le Fars, la partie occidentale, en marge de l'autorité du Shah, Mirza Ali Mohammed, issu de l'école des shaykis, se proclame nouveau Prophète, le "Bâb" (la porte du salut) en 1843. Chez les sunnites, ç'avait été en vain que l'amiral du Sultan d'Istanbul, le capitan-pacha Fevzî avait rallié avec sa flotte la cause de Méhémet-Ali à Alexandrie. De même, ce fût en vain que le ministre du Shah lui-même, Vahid, se convertit au nouveau Livre, le "Bayan" de Mirza/Bâb qui rénovait l'Islam, le bâbisme fut noyé dans le sang en 1850. Soulignons au passage que c'est à l'issue de la grande boucherie de 1914-1918 que les deux vieilles puissances musulmanes, auxquelles l'occident néo-barbare avait interdit toute modernisation interne depuis 80 ans, que c'est alors que l'on procéda à l'élimination "officielle", d'une part de la dynastie Kadjar iranienne en 1925 et d'autre part du sultanat Ottoman en 1922.

Notons enfin qu'en Amérique, **les Sudistes** de l'Union imposèrent, avec la complicité des financiers de l'Est, l'annexion du Texas, république indépendante depuis 1845, suivie de l'annexion du Nouveau-Mexique en 1847, cela en opposition de ceux qu'on dit "archi-abolitionnistes" du Nord, qui ne sont que les véritables héritiers du radicalisme libéral de Jefferson.

Tout concourt donc à déceler le tournant de 1840 concernant le destin de la planète, aussi bien la politique menée face au Paupérisme en Europe que la politique menée face aux Nationalités à l'extérieur.

Une affaire qui fit un énorme bruit à l'époque concentre toute la question de ce tournant : c'est **l'affaire des "fortifications de Paris"** en 1840. La crise générale qui règne alors, politique, sociale, diplomatique et coloniale, est utilisée par Thiers pour faire passer un plan de "forts" destiné prétendument à protéger Paris. En fait, les nouveaux républicains dévoilent que ces forts ne sont que démagogie chauvine, et des "bastilles" dirigées en fait contre le peuple de Paris. En décembre 1840, alors que Louis-Napoléon vient de manquer son opération du "camp de Boulogne" (août), Thiers fait procéder au

spectaculaire "retour des cendres" de l'empereur. Louis-Napoléon annonçait que, face à l'humiliation de la France, il allait "reprendre l'épée d'Austerlitz", et il nommait par avance Thiers président du gouvernement provisoire. On peut dire que Thiers et Hugo (élu à l'Académie en 1841) firent le lit du futur prince-Président Louis-Napoléon dix ans avant l'heure par l'exploitation chauvine du souvenir du grand Empereur.

En 1830, le drapeau tricolore était celui du patriotisme. En 1850 il devient irréversiblement celui du **chauvinisme**. En 1840, la question est en suspens, il est celui d'un nationalisme tiraillé entre les deux tendances de la démocratie sociale et de la dictature démocratique.

Le Krach économique mondial de 1838-1841 donna une acuité toute nouvelle à la Question Sociale. La bourgeoisie libérale se trouvait maintenant véritablement à la croisée des chemins. En 1840, l'agitation est intense à Paris : 40 000 ouvriers sont en grève. À Londres, en 1839, la "Convention générale des classes industrielles" recueille 600 000 signatures de la Grande Pétition qui réclame une constitution populaire (Chartisme). La même année, Louis Blanc publie "l'Organisation du Travail", qui propose l'élimination de la concurrence meurtrière par une refonte de l'économie sur la base "d'ateliers sociaux" encouragés et codifiés par le pouvoir parlementaire. Le système ébranlé répondit par la répression brutale, déconcertant la bourgeoisie radicale, les philanthropes libéraux et les socialistes sentimentaux. La reprise économique pût faire illusion, les classes dominantes ignorant qu'elles couraient à l'explosion décisive de 1848. Cependant, le clan de la féodalité financière se constituait solidement. Ensemble, les monarchies constitutionnelles décidaient de faire front avec les monarchies absolues, comme le déclara Guizot à Metternich en 1844 : "Il n'y a qu'une affaire en Europe, et la même pour tout le monde : la répression de l'esprit anarchique et le maintien de la paix dans ce dessein". Cependant, alors que l'on décidait périmé le vieux clivage libéralisme-absolutisme, comme aveu de l'inauguration de l'absolutisme bourgeois plaçant sous son aile l'absolutisme féodal, dans le même moment s'étalait la montée de la rivalité impérialiste des nouvelles puissances industrielles, l'Angleterre et la France : affaire d'Égypte en 1840, affaire du "droit de visite" en 1841.

———————

La Question Sociale

Depuis 150 ans, c'est la Question Sociale qui constitue la racine unique de toute la vie politique.

1- Économie

En effet, la question sociale est avant tout économique.

Autrement dit : étant donné le rapport fondamental du capital au salariat ayant rempli sa mission civilisatrice, quel peut être l'avenir de la **Famille** entendue au sens large comme rapport des **Ménages** employés à **l'Entreprise** employeuse.

En effet, étant donnée l'irréversible liberté du travail et la liberté d'entreprise, toute la vie sociale se trouve gouvernée par le marché, lequel se résout dans l'unité antagonique du marché du capital et du marché du travail, ou unité organique des propriétaires des moyens d'exploitation et des propriétaires de la force de travail, exploités. La "main invisible" de la loi du marché, en même temps qu'elle présuppose la liberté respective des acheteurs et vendeurs de force de travail, liberté consacrée juridiquement, cette même loi spontanée proclame la socialisation objective des rapports civils qui lient l'ensemble des employeurs capitalistes propriétaires d'entreprises et l'ensemble des ménages d'employés salariés en une Seule Famille Sociale ayant une seule et même destinée.

Dès lors, les crises économiques de surproduction – surproduction simultanée de marchandises et de marchands, que le système de la "main invisible" rend non seulement inéluctables, mais dont les conditions échappent même absolument à toute collectivité d'entrepreneurs dont la nation n'occupe pas une position hégémonique sur le marché mondial, dès lors ces crises mettent en demeure l'ensemble des employeurs capitalistes de se regarder comme une seule Entreprise nationale responsable civilement vis-à-vis de l'ensemble de la population salariée apparaissant alors, employés directs et les personnes à charge qu'ils représentent comme un Ménage national unique. Il apparaît alors que la responsabilité personnelle illimitée des associés d'une commandite par actions isolée nécessite d'être couronnée par la responsabilité avouée de tous les chefs de commandites de la nation. Le nombre incomparable que forme la classe des employés salariés, leur concentration dans les centres manufacturiers, les souffrances sans parallèle dont souffre cette classe vivant au jour le jour lors de ces crises, relativement à la classe des employeurs capitalistes, cette situation fait que la classe salariée se trouve absolument libre d'envisager la socialisation objective de l'économie de marché, alors que la classe capitaliste ne peut s'y résoudre que relativement ; cette situation fait que la classe salariée se trouve spontanément investie de la mission qui consiste à forcer la classe capitaliste à endosser la responsabilité collective qui lui incombe à l'égard du grand Ménage salarié, cette situation porte enfin irrésistiblement la classe salariée à s'emparer de la direction

économique, c'est-à-dire institutionnaliser la grande famille sociale où les anciens employeurs commandités sont appelés à se fondre comme simples organisateurs associés.

Le processus de promotion du salariat à la direction de la nouvelle Famille sociale représente le retournement historique du rapport antérieur en lequel les ménages étaient subordonnés à l'entreprise, le marché du travail à celui du capital, la propriété privée indissociable de l'exploitation de l'homme par l'homme, le marché solidaire d'une direction aveugle, a posteriori de l'économie, la consommation des masses assujettie à l'impératif de l'accumulation des moyens d'exploitation.

Face à cette situation sociale cruciale, inédite depuis 25 siècles d'existence de l'ordre civilisé, que seuls avaient nettement anticipée la Conspiration des égaux de Babeuf en 1796, et les Utopistes socialistes Saint-Simon et Fourier entre 1820 et 1830, situation théorique qui devint un fait pratique avec le déclenchement de la grande crise économique mondiale de 1839-1841 ; quand, en Angleterre, la petite bourgeoisie unie aux salariés qualifiés, sommèrent le pouvoir de donner une Constitution Populaire (Chartisme), que firent les autorités sociales ? La vieille bourgeoisie libérale (Whigs) se scinda alors de façon décisive en deux tronçons : le parti des commanditaires irresponsables se dissocia résolument de celui des commandités responsables, faisant bloc avec la réaction terrienne traditionnelle (Tories), imposant l'ordre définitif de la démocratie dictatoriale. Au lieu d'assumer la responsabilité civile collective qu'elle devait prendre pour rester fidèle à la tradition civilisatrice mais qui, du même coup revenait à accepter que les exploiteurs et intellectuels acceptent dorénavant l'hégémonie des manuels et des exploités, la bourgeoisie libérale adopta la voie du parasitisme et du despotisme. Ceci donna, d'une part, que la tâche de protection civile des ménages exploités fut transmise aux bons soins du Bureaucratisme politique et, d'autre part, que la tâche de développement des forces productives matérielles des entreprises exploiteuses se mua en pur Parasitisme économique, en rendant de droit commun la société anonyme irresponsable. "L'anomalie" du roi-sterling planétaire, relayée plus tard par celle du roi-dollar, fut à la base de la théorie frauduleuse de "l'exceptionnalisme" anglo-saxon relativement à la lutte des classes. Mais l'histoire, en attendant, se vengeait d'une autre manière : immédiatement après 1850, l'hégémonisme anglo-saxon était la cible du "racisme blanc", sous forme de campagne contre "la finance juive"… Fourier lui-même s'y engageait depuis 1808 et son "disciple" Toussenel donna carrément dans l'antisémitisme.

Finalement, la vieille unité antagonique de la société civilisée se métamorphosa en manichéisme social déclaré néo-barbare. La crise générale de l'ordre civilisé à ce moment initiée irréversiblement, quoique déclenchée en Angleterre, se cristallisa néanmoins en ce pays dans une douleur atténuée, du fait de la domination commerciale internationale incontestée qu'il exerçait et qu'il se trouvait désormais conduit à développer de façon intense, par une fuite en avant absolument vitale dans le sens du colonialisme et du militarisme.

Proudhon n'était pas si sot quand il disait : "l'Angleterre paraît se trouver bien, tant qu'elle exploite le monde : mais changez sa condition économique, et elle tombe en combustion" (Mouvement Constitutionnel – 1864).

2- Politique

C'est ici en effet qu'il nous faut mettre en relief l'interaction politique de la crise proprement civile de l'ordre civilisé, c'est-à-dire la mutation de l'État conjointement à celle de la Famille dans le sens néo-barbare. Si la famille civile, au sens plein du terme, comprend la relation d'ensemble qui unit l'Entreprise et les Ménages, parallèlement, l'État politique, au sens plein du terme, embrasse le rapport qui lie la Nation au Gouvernement, les citoyens posés comme "égaux" quant à l'admission aux emplois publics, à la seule condition qu'ils justifient être détenteurs de moyens d'exploitation, et la magistrature imposée comme "libre", c'est-à-dire totalement distincte des autorités civiles directes (le père dans le ménage et le maître dans l'entreprise), sous la forme d'agents "constitutionnels" de l'autorité publique, dite encore forme "représentative", "parlementaire" des institutions gouvernementales qui incarnent "l'intérêt général". Le défi, précisément que lança le Chartisme en 1840 était d'abolir le fossé libéral antérieur entre citoyens "actifs" et citoyens "passifs", d'élever à la majorité politique parlementaire la multitude des salariés qui n'offraient à la société comme garantie de leur civisme que leurs simples "capacités" personnelles et, avec ceux-ci la masse des petits propriétaires ne remplissant pas les conditions légales du "cens" parce que ceux-ci finalement, quoique "à leur compte" juridiquement, n'étaient considérés par la loi que comme des entrepreneurs s'exploitant eux-mêmes, destinés à la prolétarisation ultérieure.

En 1840, les chartistes anglais lançaient un défi solennel à l'ordre libéral moderne en réclamant une Constitution Populaire (charte du peuple), ce qui signifiait consacrer l'universalisation du suffrage, éliminer officiellement toute distinction entre citoyens "actifs" et "passifs", barrière qui en était arrivée à être perçue comme un "privilège" détenu par la minorité détentrice des moyens de production sur la masse possédant la force de travail. Il s'agissait d'une exigence du libéralisme radical que déjà Cartwright percevait nettement en 1775, que les Jacobins de la révolution française avaient porté au niveau d'un courant politique organisé, et que la réforme électorale et parlementaire de 1832 avait puissamment propagé chez les salariés qualifiés et petits-propriétaires anglais dont la mobilisation avait été décisive pour imposer ladite réforme purement libérale en elle-même. Le combat des chartistes ne les conduisait nullement à fétichiser le suffrage universel, à faire de celui-ci une fin en soi ; tout au contraire ils y voyaient un simple moyen d'apaiser le conflit des classes sociales sur le terrain économique, un pur instrument susceptible de s'attaquer aux injustices et aux désordres du capitalisme manufacturier. Le Chartiste Lovett dit : "le droit de vote n'est rien en lui-même, il n'est qu'un instrument nous permettant d'atteindre notre but : comment utiliser les ressources du pays de façon à améliorer le bien-être et élever le niveau intellectuel de la population".

Mais cette position, conséquente théoriquement du point de vue libéral de Bentham et James Mill, renfermait une inconséquence pratique qui devait finalement jeter dans le trouble et la paralysie la belle phalange des radicaux. En effet, pousser le système représentatif de telle sorte que le privilège de la minorité dominante soit "étendu" à la masse dominée, et cela en conservant les attributs libéraux attachés au suffrage, c'était du même coup généraliser le jury, la garde nationale et les clubs, une telle mesure

"démocratique", "républicaine" conduisait à rien moins qu'à la ruine de l'ordre politique civilisé, existant depuis 25 siècles, à se lancer dans la voie inexplorée de l'extinction de l'État.

En outre, étendre le droit de vote et de députation à l'universalité des chefs de ménages avait ce résultat très déplaisant de livrer aux non-possédants, échappant à l'impôt les finances publiques : pouvoir de fixer l'assiette et le taux de taxation, choix des emplois de la manne budgétaire… cela pouvait mener loin ! C'est ce qui fit le drame de la deuxième flambée de Chartisme, celle de 1842. Alors, le rejet de la Deuxième Pétition en faveur de la Charte du Peuple provoqua la décision syndicale d'une Grève Générale illimitée, "jusqu'à ce que la Charte devienne loi du pays". Cette initiative syndicale rencontra la perplexité et le désaveu de fait des chefs radicaux de l'Association Nationale Chartiste. Une deuxième fois le mouvement tourna court, et la "reprise" économique permit de laisser penser que le Chartisme était un épiphénomène, que la Question Sociale soulevée par lui n'avait pas à être prise au sérieux. La Bourgeoisie parasitaire tira un trait sur la question, par la bouche de Macaulay au Parlement : "Je m'oppose au suffrage universel. La civilisation repose sur la sécurité de la Propriété". Ainsi définitivement, c'est le seul aspect préhistorique, révolu, de l'ordre civilisé qu'on proclamait digne d'être retenu, tandis que l'œuvre véritable de la civilisation, qui consista à rassembler les conditions de la république sociale universelle était publiquement désavouée. L'âge de la néo-barbarie commençait. Cependant, nier la Question Sociale, c'est-à-dire l'actualité de la perspective du communisme libre, cela ne pouvait qu'envenimer le problème. C'est à Paris, en 1848, que les choses prirent enfin la tournure que les néo-barbares jugent "normale". La crise de 1847 déclencha l'insurrection. Les bavards impuissants, en fait criminels, qui se firent arracher la proclamation de la République tout en posant ridiculement aux "Montagnards" de 1793 ressuscités, donnèrent au monde la "formule" de la démocratie dictatoriale actuelle : le suffrage universel accouplé à l'État policier ; **autrement dit la recette "géniale" qui consista à établir un "suffrage universel" qui abaisse l'ensemble du peuple-citoyen au rang d'électeurs "passifs"**.

Proudhon note : "Le gouvernement ne voit dans le suffrage universel qu'un instrument politique dangereux à manier, et qui réclame la haute direction du Pouvoir" (Mouvement Constitutionnel – 1864)

Tous les attributs inhérents au suffrage deviennent une pure dérision, et le parlement lui-même devient un hochet subordonné à l'exécutif. Un tel régime ne peut se soutenir longtemps, même au moyen d'une armée d'argousins et de traîneurs de sabres, qui ne fait, fondamentalement que le miner plus encore. Le seul secours immédiat, mais qui est lui aussi à double tranchant à long terme, c'est la fuite en avant dans une "expansion" étrangère militariste et colonialiste, organisant donc tout à la fois la lutte entre Grandes Puissances et la compétition de celles-ci dans l'asservissement des petites nations modernes, des États ruraux d'envergure, et des immensités occupées par des peuples primitifs. **Dans cette voie seulement la néo-barbarie peut entretenir une "prospérité" industrielle artificielle**, **à caractère foncièrement destructeur**, et se ménager des "soupapes de sécurité" sous la forme de couches diversement parasitaires

d'affranchis du salariat, de bureaucrates, de technocrates, d'expatriés et de colons et missionnaires (cléricaux ou "libre-penseurs" !). Au total, le régime du mépris et de la brutalité, au prix de boucheries mondiales, de carnages coloniaux, de régimes totalitaires, de guerres civiles anarchiques, ce régime se survit douloureusement. Mais la Question Sociale ? À ce propos, on en est toujours à "reculer pour mieux sauter"…

Qui aura le dernier mot : les voyous gouvernementaux unis à la pègre interlope, ou bien le salariat conscient de sa mission historique ralliant à lui toutes les forces attachées à l'héritage civilisé ?

———————

Cavaignac et Louis-Napoléon

Le peuple est naïf. Le peuple est oublieux. Le peuple est le jouet de "mauvais bergers" depuis 150 ans, trompé par une bande d'escrocs politiques de Gauche, qui s'échelonnent depuis Victor Hugo jusqu'à Jacques Duclos. Ce parti "du mouvement", de "la générosité", spécialiste dans la "défense des travailleurs" est le principal responsable de tous nos malheurs. Cette bande d'hypocrites, de démagogues, sont de purs spéculateurs qui exploitent l'humiliation et l'insécurité du salariat, de sales voyous politiques dont il faut absolument arracher le masque pour qu'un quelconque espoir d'émancipation sociale puisse se dessiner. Que ceux qui prennent leurs désirs pour des réalités, qui reportent leur propre candeur sur des chefs corrompus jusqu'à l'os, se scandalisent de nos propos autant qu'ils le veulent : nous ne reculerons pas devant notre devoir, étant convaincus que "la vérité est toujours bonne à dire".

Les personnages répugnants de la Gauche ont continuellement à la bouche les grands mots des **Droits de l'Homme**, **de la Laïcité**, **de la République**. Qu'est-ce qui se cache derrière ces belles paroles ? Simplement la plus grande fraude intellectuelle de toute l'histoire civilisée.

Le point essentiel est que la marchandise frelatée qu'on veut écouler dans le peuple au nom de ces "principes" est absolument étrangère et contradictoire avec la "Révolution de 1789" comme on veut de toute force nous l'insinuer :

• Les Droits de l'Homme d'août 89 sont rédigés par des monarchistes, à une époque où absolument personne n'a la moindre idée d'un régime "républicain". C'est le premier point ! Le second, c'est que l'on a alors une monarchie révolutionnaire. Ainsi, à ce moment, les éléments hésitants veulent bien d'une Constitution, qui n'a après tout qu'une valeur politique. Ils refusent toute Déclaration, laquelle comporte un caractère philosophique, d'agitation populaire, échappant donc des mains des techniciens. Mirabeau même, rapporteur du projet de Déclaration, est secrètement hostile à toute Déclaration, un tel document posant des principes absolus rendant irréversible le mouvement révolutionnaire, alors qu'une Constitution est un document administratif essentiellement contingent sur lequel on peut revenir. Ainsi, tout un parti pusillanime considère "inutile et dangereux" d'insérer une Déclaration des Droits dans une Constitution. Par-dessus le marché, n'oublions pas que la Déclaration des Droits se place avant tout, dans son préambule, "sous les auspices de l'Être suprême", ce qui laisse quand même songeur quant à l'amalgame actuel fait avec la "laïcité" ! L'ironie de l'histoire, donc, c'est qu'en 1789 le peuple réclame à tout prix une Déclaration des Droits, tandis que les hommes du pouvoir y sont résolument hostiles, alors que, de nos jours, les hommes du pouvoir sont intarissables sur les Droits de l'Homme, tandis que le peuple n'y voit plus que du bruit fait avec la bouche, fatigant jusqu'à l'écœurement !

• Que peut donc signifier l'idée de "laïcité" en 1789 ? Absolument rien du tout ! Le mot même ne figure pas encore dans le Dictionnaire Universel de Larousse en 1873 ! D'autre part, la France révolutionnaire ne se gêna pas pour adopter un "calendrier révolutionnaire" qui rompait hardiment avec celui du Pape, tout en se proclamant

officiellement et résolument Déiste, et en aucune façon "laïque". Ce calendrier resta en vigueur 12 ans, du 7 octobre 1793 au 31 décembre 1805, et même le tsar de Russie avait décidé de l'adopter ! Aujourd'hui la "république laïque" date tous ses décrets et organise ses vacances scolaires d'après le calendrier du pape de la contre-réforme Grégoire XIII, de 1582, calendrier que l'Angleterre n'adopta qu'en 1772 ! Si la révolution française ignora tout de la "laïcité", par contre elle vota la "Constitution civile du clergé" le 12 juillet 1790, conséquence directe de la Déclaration des Droits. Quelle est la signification de cette déclaration historique ? À aucun titre il n'y est question, ni d'athéisme dogmatique, ni de cet athéisme honteux qu'on nomme "laïcité", deux choses qui auraient révolté nos bourgeois révolutionnaires. Il s'agit simplement d'établir les choses suivantes :

1- Une église catholique "gallicane" politiquement, relevant d'abord de la nation française, et en second lieu seulement du pape ;

2- Donner à la France une religion philosophiquement tolérante, qui met sur pied d'égalité catholiques, protestants et juifs ;

3- Organiser un clergé libéral, supposant l'abolition des vœux monastiques perpétuels, et l'élection des prêtres par les citoyens actifs.

Faut-il donc le rappeler à nos sommités décadentes d'aujourd'hui : **"laïc", fondamentalement, signifie le simple fidèle, qui n'est point un clerc** – c'est un croyant authentique, qui n'a rien à voir avec le "laïc" d'aujourd'hui qui abdique toute conception du monde et laisse la police remplir cette obligation !

• Il nous reste à mettre les points sur les "i" concernant l'idée de République. Une République au sens positif à la manière des cantons suisses, apparaissait inconcevable à tous en 1789 pour un "immense" pays comme la France. L'entraînement des circonstances obligea le peuple français à procéder à une "deuxième" révolution dans la révolution, à se soulever dans l'insurrection du 10 août 1792 qui abattait la royauté. Ce fut la révolution de l'Égalité, succédant à celle de la Liberté de 1789. L'ancienne devise : "Le Roi – la Loi" devenait périmée par la force des choses. Orphelins de roi constitutionnel, les Français eurent d'abord recours au mot République dans son sens général de forme quelconque de système politique civilisé, comme Platon, Saint Thomas ou Jean Bodin pouvaient utiliser ce terme. Par la suite, c'est faute de mieux que l'on garda cette appellation, à laquelle les circonstances attachèrent naturellement un sens positif radical qui n'est pas du tout celui qu'on lui donne de nos jours. L'on date l'an I de la République du 22 septembre 1792, en rejetant expressément la formule antérieure "an IV de la Liberté" : "Nous n'étions pas libres sous un roi", dit-on alors. La république française devint immédiatement le régime entraînant la ruine des Girondins "fédéralistes", la condamnation de Condorcet dont nos despotes de 1989 firent l'emblème de leurs festivités commerciales du "bicentenaire" ! Il ne faut pas nous étonner, par suite, que l'on fit un silence total en 1992 sur le bicentenaire de la République ! Pas si sots, nos politiciens charlatans : cette république-là, celle de nos ancêtres sans-culottes, elle leur flanque une trouille pas possible ! Elle est synonyme de "gouvernement révolutionnaire", de "Terreur", de "guillotine" ! C'est le régime sous lequel le "Ça ira !" faisait concurrence à la Marseillaise, qui officialisa une deuxième "fête nationale" à côté du 14 juillet, en l'occurrence le 21 janvier, anniversaire de l'exécution de Louis Capet, "ci-devant roi de France et de Navarre", "dernier des rois" régnant depuis 14 siècles.

• Ajoutons un détail encore, pour compléter le tableau, deux mots sur la célèbre "devise républicaine" : Liberté-Égalité-Fraternité, dont nous sommes si fiers. L'on serait tout à fait dans l'erreur en pensant que les monarchistes rédacteurs de la Déclaration des Droits se sont mis à peindre sur les murs des mairies ce slogan le soir du 14 juillet 1789. Cette devise fut en réalité inventée au sein de l'équipe "d'anarchistes" gravitant autour d'Hébert, rédacteur du *Père Duchêne*, les Chaumette, Vincent, Ronsin, etc.… qui dominèrent un moment la Commune de Paris et s'illustrèrent par le dévergondage du "culte de la Raison" qu'ils voulaient opposer à celui de l'Être suprême de Robespierre. Un membre de l'équipe, l'imprimeur Momoro, proposa cette devise au Club des Cordeliers en juin 1791 comme insigne à porter sur les uniformes des soldats et gardes nationaux. Momoro, devenu ensuite membre de l'administration départementale de Paris, rendit la devise officielle en la faisant inscrire en 1793 sur les édifices ; peu après, on y ajouta "ou la mort".

Voilà donc ce qu'il en est de la réalité historique des expressions creuses utilisées de nos jours par les gangs politiciens qui nous dirigent. Comment est-il possible qu'on nous mène à ce point en bateau ? C'est que nos vicieux hommes d'État ont en tête une toute autre tradition qui leur permet de brouiller les cartes, quand ils parlent des Droits de l'Homme et du reste : quand ils parlent de 1789, ils pensent en fait à 1848, par ce tour de passe-passe, tout s'éclaire : par "démocratie" il ne faut entendre d'autre que le despotisme démocratique, anti-salarial ayant reçu le baptême par le sang des "Rouges" sous la "république" de l'Ordre. À partir de ce moment, effectivement, les slogans prennent une allure tout à fait convenable !

• **Les Droits de l'Homme** respectables, c'est la mouture infecte de la déclaration "universelle" de 1948, inspirée par le Maccartisme américain, la Grande Démocratie qui sévit à Hiroshima et Nagasaki en août 1945. Il s'agit d'une version positiviste ridicule, selon laquelle les "droits" de l'homme réclament la "Protection par un régime de droit" ! ! **Autrement dit, au lieu de reconnaître l'Être suprême** comme **souveraineté primant sur toute autorité humaine, on fait simplement l'apologie de l'arbitraire politique humain**. Quant aux "droits" eux-mêmes, contentons-nous de dégager du fouillis immonde de la déclaration onusienne la référence vaseuse et condescendante à la "dignité de la personne", qu'on substitue à l'impératif absolu de la Liberté que la bourgeoisie libérale de 1789 plaçait au-dessus de tout.

• **La "laïcité" à la mode de nos jours, c'est simplement la "libre-pensée" étalée après 1850**, marchant en tandem avec le cléricalisme décadent. C'est Jules Ferry, en 1882, qui en fit son arme de diversion politique destinée à diviser le peuple de France. Jules Ferry "le tonkinois", redoutable rapace colonial, substitua donc à l'école "l'instruction civique" à la place de la religion. Cette manœuvre de revanchards impérialistes de la Guerre de 1870 devait nous mener à l'hécatombe de 1914. L'horrible de cette laïcité, c'est qu'elle instituait le culte obligatoire de l'idolâtrie païenne et chauvine du monument aux morts, du militarisme barbare. Il ne faut pas croire cependant que les serpents de la république "radicale" étaient des ennemis absolus du cléricalisme décadent, déjà acquis au Ralliement à la forme républicaine de gouvernement, qu'imposera Léon XIII en 1892 ! Tout au contraire, il ne s'agissait que de lutte de clans politiciens pour les postes de la haute administration, de la diplomatie, de l'armée, etc.

D'ailleurs, la "laïcité" métropolitaine s'accordait tout à fait avec le traitement de faveur fait aux cléricaux par ailleurs, véritablement choyés en tant qu'éclaireurs tout désignés des canonnières coloniales. Au plus fort de "l'œuvre anticléricale", Émile Combe publie la loi du 7 juillet 1904 "relative à la suppression de l'enseignement congrégationniste". Or, cette loi dit tout net dans son article 2 : "À partir de la promulgation de la présente loi, les congrégations exclusivement enseignantes ne pourront plus recruter de nouveaux membres, et leurs noviciats seront dissous de plein droit, À L'EXCEPTION de ceux destinés à former le personnel des écoles françaises dans les colonies et les pays du protectorat". On voit que tous ces messieurs s'entendent comme larrons en foire !

• **La République à présent**. C'est tout simplement celle née le 23 Juin 1848, date de remise des "pleins pouvoirs" au boucher "africain" Cavaignac, chargé d'écraser les salariés et le peuple, dont l'audace est de prendre au sérieux l'idée d'une république au sens populaire, "démocratique et sociale". Comme le dit si bien la canaille Adolphe Thiers, qui préconisait en 1848 que l'armée abandonne Paris pour revenir lui donner l'assaut comme à une place assiégée, plan qu'il mit à exécution 20 ans plus tard contre les Communards : "La République est, de tous les gouvernements, celui qui nous divise le moins". Il est clair qu'on est, en Juin 1848, aux antipodes de préoccupations quelconques concernant les "valeurs républicaines" ! D'ailleurs, de qui s'agit-il quand Thiers dit "nous" ? Tout bonnement de la coalition de tous les néo-barbares dont l'autre nom est "Parti de l'Ordre".

Notre République, notre Démocratie, toutes nos Institutions, toute notre histoire sociale contemporaine, commencent donc en Juin 1848. C'est le point qu'il ne faut jamais perdre de vue si on ne veut pas s'égarer. Disons quelques mots des deux pères fondateurs de notre système néo-barbare, Louis Eugène Cavaignac et Louis-Napoléon. Attention ! nos aigrefins politiques, de droite comme de gauche, voilent soigneusement cette ascendance honteuse qui est la leur ! Ce n'est rien moins que le mystère du "péché originel" de notre État que nous dévoilons…

Cavaignac

Comme de juste, ce grand mitrailleur de prolétaires commence avec une auréole sans tache d'homme de gauche, de révolutionnaire même. Pensez donc, il est fils de Conventionnel ! On en a pris l'habitude depuis, bien qu'on n'en ait peu tiré de leçon : ce sont des "socialistes" bon teint, les jauressistes Albert Thomas et Cie qui se firent les fanatiques de l'Union Sacrée en 14-18, les croisés du "cordon sanitaire" contre les bolcheviks russes de 1917, et les matraqueurs des cheminots en 1920 ; ce sont les "communistes" bon teint, les Thorez, Tillon et Cie qui trempèrent jusqu'au cou dans le massacre de Sétif en 1945, qui aiguillèrent les ex-F.T.P. dans le corps expéditionnaire d'Indochine dès la Libération, et qui votèrent à tour de bras les "crédits militaires" pour la Guerre d'Algérie après 1954, la "plus grande France" oblige ! (Le 8 mai 1945, jour même de la "victoire contre le nazisme", le massacre de Sétif fait 45 000 morts. Le P.C.A. condamnant "vigoureusement" le soulèvement nationaliste, considéré universellement

comme raciste, suspecté sérieusement d'avoir pris part au bain de sang, le secrétaire local du parti fut kidnappé par les "rebelles" qui lui coupèrent les mains. Dès l'insurrection de "la Toussaint" 1954, le 9 novembre, l'*Humanité* dénonce les "terroristes". En septembre 1958 encore, Thorez dénonce : "Le F.L.N. soulève l'hostilité contre lui-même". Quels "internationalistes" que ces hommes !)

Revenons à notre "dictateur républicain" Cavaignac. La révolution de 1830 rétablissant le drapeau tricolore et le système représentatif ne suffit pas à notre républicain exalté, comme on disait. Il s'avère "affligé de l'issue monarchique des Trois Glorieuses". En 1831, il adhère à "l'Association Nationale", société démocratique et républicaine. À Metz, en tant que capitaine du génie, son colonel le questionne : "Si le régiment avait à marcher contre les républicains, vous battriez-vous ? Non !" répondit le téméraire révolutionnaire, cependant protégé par un oncle vicomte et commandeur de Saint Louis sous la Restauration. C'est pourtant comme cela que se créent des légendes funestes au peuple. Victor Hugo n'avait-il pas chanté le retour des Bourbons et les héros de la Vendée en 1815, ne fut-il pas fait Pair de France en 1845 par Louis-Philippe ? Tout le monde pleurnichera avec lui pourtant sur les "misérables" !

Voilà donc Cavaignac envoyé en Algérie "jeter sa gourme" par Louis-Philippe. En 1836, il s'empare de Tlemcen, bastion de la civilisation "au milieu de la barbarie musulmane". Il organise des "auxiliaires" indigènes, technique infaillible de l'invasion coloniale. Ce sont des Kolouglis, algériens nés d'un soldat et d'une femme du terroir, dont le nom vient du turc *koula* (= esclave).

Fait chef de bataillon aux Zouaves, Cavaignac est reconnu comme sabreur de talent. L'histoire coloniale officielle osant dire que "Abd el-Kader ayant rompu le traité de la Tafna" (!!), Cavaignac commande un bataillon de Zéphyrs. Que sont ces oiseaux qui "apportent la civilisation" comme des oiseaux de proie dans un poulailler ? Tout simplement des "compagnies spéciales" organisées en Afrique, qui recrutent les soldats parmi des détenus condamnés à des peines correctionnelles, nommés ainsi pour leur réputation de voleurs !

En 1841-1844, on dit de Cavaignac, le "pur républicain", qu'il est "un de nos meilleurs officiers de l'armée d'Afrique". Alors, on le propulse commandant de la subdivision de Tlemcen… "malgré ses opinions" ! D'ailleurs, on nous raconte qu'il fut "accueilli par le plus grand enthousiasme par les Maures, les Kolouglis, les Juifs, tant de fois pillés par les bandes d'Abd el-Kader" !

En 1847, Abd el-Kader pris, Cavaignac est nommé Gouverneur de la province d'Oran. La Révolution de Février 1848 éclatant, la gloire augmente : il est nommé Gouverneur de l'Algérie et général de division. On avait pensé à lui comme ministre de la Guerre, mais il refuse le poste, n'ayant pas obtenu la condition qu'il y mettait : la rentrée des troupes dans Paris, disant que l'armée avait été humiliée par les émeutiers de Février. Mais Cavaignac paraît encore "républicain modéré".

Le 24 Juin, la féodalité financière commandant le Parti de l'Ordre ayant décidé "Il faut en finir" avec le salariat et les petites gens soulevées, Cavaignac obtient "tous les pouvoirs". Cavaignac va devenir "le vainqueur de Juin" : 4000 parisiens trucidés, 11 000 prisonniers, 4300 déportés. Paris inondé de sang républicain, malgré le serment du républicain Cavaignac à Metz en 1831. Les multitudes de prisonniers entassés dans les

prisons, les casemates et jusque dans les carrières. Et le dictateur républicain s'offre le luxe de distribuer à profusion des légions d'honneur aux bandits en uniforme qui ont remporté une telle bataille… De plus, Cavaignac nomme Changarnier, ce Monk haineux de la République, chef de la garde nationale de la Seine ; c'était son collègue d'Algérie peu avant, il est vrai…

Le massacre de Juin réglé, Cavaignac est élevé à la Présidence du Conseil, le 28 Juin 1848. Six mois plus tard, le 10 décembre 1848, il subit une défaite écrasante de la part de Louis-Napoléon, aux "élections" pour la présidence de la République. "L'alternance" se fit de la façon la plus courtoise du monde entre l'ancien Montagnard de 1793 et le futur Hitler français : "Le Général accepta avec dignité l'arrêt du suffrage universel, le vainqueur du scrutin rendit un hommage public à son adversaire". Admirons l'éducation soignée de ces hommes d'État ! Malgré tout, l'aventurier de gauche cacha son dépit en une phrase filandreuse : "Nous ne sommes pas tombés du pouvoir, nous sommes descendus". "Nous", à la royale !

Au 2 Décembre 1851, quand le prince-président cueillit l'Empire que les républicains de comédie avaient fait mûrir, Cavaignac fut arrêté un mois. Il épouse la fille d'un banquier, Odier. Puis une bonne vie politicienne va son train : il est élu député de Paris en 1852 et 1857, avec Carnot, Goudchaux et "d'autres républicains". Mais ces messieurs, ne pouvant "en conscience", prêter le serment requis au dictateur, sont tenus pour démissionnaires. À dieu ne plaise ! Cavaignac a la haute direction du journal "*Le siècle*" qui prospère en toute légalité.

Méditons bien ce bref rappel des premiers bâillements de notre "tradition républicaine", qui fiche par terre le roman à dormir debout que nous déclame la gens politicienne dominante.

Louis-Napoléon

Nous voici en présence du "premier Président de la République" française. Il est bien vrai en effet, que de 1792 à 1848, aucun républicain ne pouvait imaginer une république dotée d'un Président que comme une hérésie républicaine, une mesure relevant purement et simplement du monarchisme ! Des légions de benêts aujourd'hui se déclarent incapables d'imaginer une république sans président, cela prouve seulement que la maladie du despotisme politique a fait de graves ravages. Un point c'est tout.

Louis-Napoléon fut Président de la République 4 ans, de novembre 1848 à novembre 1852. Ce fut ensuite notre "empereur social" 18 ans, de décembre 1852 au 4 septembre 1870. C'est avant tout la Gauche sanglante de Juin 48 qui fit Louis-Napoléon Président, cela ne fait aucun doute, tout comme la 3ème République se hissa sur les cadavres des Communards.

Louis-Napoléon enlève la présidence de la République par 79 % des voix sur Cavaignac. Lui aussi revendique fortement le tempérament d'un homme de gauche. D'abord, c'est le neveu du "petit caporal". Ensuite, il a pondu "l'Extinction du Paupérisme" en 1844. Enfin, il se présente comme le "restaurateur du suffrage universel", qu'il améliore en se faisant l'inventeur du "référendum". Que veut-on de plus ?

Cependant, la vérité vraie diverge quelque peu de ces simples "faits bruts". D'abord, Louis-Napoléon arrive dans un climat de terreur tricolore déchaînée depuis Juin 1848. Ensuite, il est lui-même déjà un homme expérimenté en matière de terreur démocratique. Il en a donné la preuve à Londres, le 6 avril 1848, où il se trouvait "réfugié". À cette date, la révolution de Février a provoqué une nouvelle flambée ouvrière et radicale, "causant de vives inquiétudes au gouvernement anglais". Mais ledit gouvernement a déjà pris le pli néo-barbare en 1840 en brisant le mouvement pour une Constitution Populaire (Chartisme). On ne lésine pas, le pouvoir ouvre des bureaux d'embauche de supplétifs, "miliciens" militarisés, qu'on nomme "constables spéciaux". Le 6 avril 1848 donc, Louis-Napoléon le démocrate, l'extincteur du paupérisme, s'est porté volontaire comme "constable spécial" pour deux mois, à la cour de police de Marlborough Street entre les mains de P. Byngham, écuyer, et il était en fonction de constable pour la paroisse de Saint Jacques le 10 avril, pendant le meeting chartiste sous le commandant du comte de Grey. La leçon anglaise n'est pas perdue : en 1849, Louis-Napoléon fonde la sinistre "Société du 10 décembre". C'est, peut-on dire, la première "Ligue" fasciste de l'époque contemporaine, bande de nervis de type Sections d'Assaut tricolore, composée "d'intrigants et d'hommes tarés" selon le préfet de police lui-même ! Pourtant, cette Ligue échappe à la prohibition légale des "sociétés secrètes", étant tenue par le pouvoir pour… une société de secours mutuel ! Comme les lois sont bien faites, et élastiques à souhait !

Puis, c'est le Coup d'État du 2 Décembre 1851, sorte de nouvelle édition de Juin 48, mesure de précaution supplémentaire vis-à-vis de la canaille populaire. 300 morts, 6642 arrestations, 9530 déportés en Algérie, 2804 internés, 1545 expulsés, 5000 coupables placés sous surveillance. "L'Angleterre, la première, en haine de la démocratie, applaudit au 2 Décembre", dit Proudhon (Justice – 1838).

Au total le règne de Louis-Napoléon, de la terreur tricolore, c'est avant tout celui de déclassés de gauche, forçant la vieille réaction terrienne à se ranger à ses côtés. Deux types sont réunis dans cette mafia qui se permet de s'afficher comme républicano-bonapartiste-saint-simonienne : les profiteurs de guerre à la Ouvrard et les traîneurs de sabre à la Chauvin, que Napoléon I^{er} faisait rentrer dans le droit chemin de manière énergique, mais que le neveu Louis-Napoléon installe comme clique gouvernante officielle.

———————

Bilan du régime :

• Louis-Napoléon, greffé sur Cavaignac, inaugure le premier régime totalitaire de l'époque contemporaine. L'ancien constable et chef de la Société du 10 décembre est fait chef de l'État.

• C'est cet individu qui lance "l'expédition de Rome", qui brise l'unité italienne libérale pour laquelle luttent Mazzini et Garibaldi au profit de l'empereur d'Autriche et du Pape. L'avènement, bien plus tard, de Mussolini ne sera qu'une conséquence dernière de l'avortement libéral de l'unité italienne.

• L'Empire se signale dans le vandalisme organisé au Sénégal sous Faidherbe, par le "sac du Palais d'Été" de Pékin, par l'odieuse "expédition du Mexique" en conjonction avec les sudistes américains esclavagistes.

• Le régime de Louis-Napoléon est celui de "Sedan", c'est-à-dire de la Guerre de 1870 pour l'hégémonie européenne, véritable première "guerre mondiale" en réalité.

• Napoléon III est l'homme qui eut pour grand diplomate le comte de Gobineau, auteur de "l'Inégalité des Races", le premier traité systématique du racisme à l'époque contemporaine. D'ailleurs, Louis-Napoléon prêche lui-même le "Panceltisme", pouvant espérer s'emparer, avec la France de 36 millions d'habitants en 1859, de 10 millions d'hommes supplémentaires : la Belgique wallonne, la Suisse romande, la Catalogne, l'Irlande et, sur cette base, de l'Espagne au Rhin, faire une superpuissance continentale (cf. Proudhon : Manuscrits sur Napoléon III – 1900).

Louis-Napoléon, traditionnellement ancêtre honteux de notre "État républicain", est un homme dont se dispute la "réhabilitation" beaucoup de monde, depuis que les pétainistes de Tequi ont fait paraître "Napoléon III empereur social" en 1980. L'on doit y voir un signe des temps, une confirmation sans appel que nous avons basculé dans l'avant-guerre depuis le Krach mondial de 1987 :

• Le gaulliste "Pur et dur" Philippe Seguin se distingue évidemment, avec son "Louis-Napoléon Le Grand" de 1990.

• En 1993 naît l'association "Les Amis du Patrimoine Napoléonien".

• Jean-Noël Jeanneney, grand apôtre mitterrandien, ressusciteur des "grands ancêtres" de la République despotique : Hugo, Jaurès, Clemenceau, Blum regrette que "à gauche, le bonapartisme avait été constitué en épouvantail". ("L'avenir vient de loin" – 1994).

• Chevènement, l'homme du "refus de l'Europe de l'Argent", de la "Citoyenneté laïque et républicaine", pour "un régime présidentiel avec arbitrage populaire", dit tout net : "La France a tenté d'instaurer en 1848 (ce régime de ses rêves) et qui a fonctionné trois ans". Ainsi, notre chevalier du bloc militariste européen cultive Louis-Napoléon comme Président, inséré entre Cavaignac et l'Empereur. Ce même croisé anti-américain est spécialement affectionné par Jimmy Goldsmith, le milliardaire "franco-britannique" qui finance intégralement les compagnes du vendéen "Philippe de Villiers". C'est ce que nous confirme une interview du grand idéaliste de la finance européenne :

Question : "Ne vous sentez-vous pas proche d'autres leaders politiques français (que Philippe de Villiers) ?"

Réponse : "Si. J.P. Chevènement. J'aurais beaucoup aimé pouvoir l'aider. Mais c'était difficile à faire : comment l'aurions-nous expliqué ? Je trouve tragique de constater que la voix de Chevènement a littéralement été étouffée aux dernières élections européennes".

Morale générale : C'est très précisément au 24 Juin 1848 que remonte notre régime actuel de démocratie dictatoriale.

Salarié : garde-toi à gauche !

Persigny

Organisateur de la démocratie dictatoriale, ou liberté publique surveillée.

Persigny fut le grand ministre de l'Intérieur – chef flic – de Napoléon III. Ex-républicain et carbonaro de 1830, c'est le "Compagnon" intime de notre premier Président de la République, mué ensuite en "empereur social". Il se fait le théoricien du régime stable de néo-barbarie qui est le nôtre depuis le massacre des Rouges en Juin 1848. Dans la deuxième partie du second Empire, à compter de 1860, il se paie le luxe de déclarer la guerre aux cléricaux, puis expose un soi-disant programme libéral ayant les allures de favoriser la démocratie, opérant un "coup de barre à gauche", dans son écrit "L'outillage de la France".

Au nom des "Idées napoléoniennes", Persigny organise l'État dit moderne, en fait modèle de l'État décadent de l'époque contemporaine. C'est une dictature tempérée par l'opinion publique, faisant notre bonheur sans nous, au besoin malgré nous. Théoriquement, Persigny ne se déclara pas le moins du monde hostile à la liberté, mais prétend que la liberté exige précisément l'abdication des partis. Il s'affirme ouvertement comme adversaire acharné du régime parlementaire, qui subordonne le pouvoir exécutif au pouvoir législatif, cause d'impuissance politique du pays. Persigny n'hésite pas à déclarer que le régime parlementaire ne convient qu'à une société aristocratique, et qu'il est contraire au génie de notre race !

Le régime de Louis-Napoléon se veut réellement populaire, le vrai Système de progrès qu'exige notre société industrielle. N'est-ce pas lui qui a organisé le "suffrage universel" ? Qui a légalisé le "droit de grève" ? Mais une société policée doit veiller à ce que la liberté ne dégénère en licence ! Aussi le droit de vote doit-il être "complété" par l'autocratie des préfets, et le droit de grève par l'irresponsabilité de la société anonyme. C'est ainsi que l'État populaire nouveau met à son actif dans la même année 1867, la loi qui établit les "préfets à poigne" et la loi sur les "sociétés commerciales" à aigrefins.

Le mécanisme de notre République absolue, de droit laïque, nous est révélé par la circulaire de Persigny envoyée aux préfets en 1861 :

Ministre de l'Intérieur

(Très confidentielle et pour le préfet seul)

Paris, le 26/09/1861

Monsieur le préfet,

Mon prédécesseur vous a prescrit les mesures à prendre dans le cas où un événement grave amènerait la transmission du pouvoir.

En vous confirmant ces instructions, je crois devoir les compléter par les suivantes :

Aussitôt après la réception de cette lettre, vous établirez une liste de tous les hommes dangereux, quelles que soient leurs opinions et leur position sociale.

Vous désignerez les hommes qui, ayant une valeur quelconque soit pour la délibération, soit pour l'action, pourraient, à un moment donné, se faire le centre d'une résistance ou se mettre à la tête d'une insurrection.

Vous formulerez personnellement et vous signerez des mandats d'arrêt pour chacun des hommes annotés sur votre liste, afin que, au premier ordre qui vous serait donné, leur arrestation eût lieu sans perdre une minute.

Vous me donnerez communication de la liste dressée par vous. Tous les mois, vous réviserez cette liste, ainsi que les mandats d'arrêts qui s'y rapportent.

F. de Persigny

———————

Note annexée – Très confidentielle

1- Les listes comprendront tous les hommes dangereux : républicains, orléanistes, légitimistes, par catégories d'opinions.

2- Elles seront tenues exactement à jour, au fur et à mesure que quelque fait nouveau parviendrait à la connaissance du préfet. Les personnes inscrites sur ces listes devront être l'objet d'une certaine surveillance.

3- Les formules de mandat d'arrêt seront imprimées à Paris, et remises à messieurs les préfets qui n'auront qu'à les remplir de leur main et à les signer.

4- Les préfets conserveront ces mandats par de vers eux, en les divisant par circonscriptions de commissaires de police.

5- Les préfets, dans leurs réunions, détermineront le mode qui sera employé pour faire opérer sans perte de temps les arrestations dans les divers arrondissements.

6- Prévoir, dans chaque département, les lieux où seraient transférées les personnes arrêtées.

———————

La Société du Code Pénal

Depuis 150 ans, les salariés et le peuple sont soumis au régime politique du despotisme "démocratique". Dans les faits, c'est le régime des Devoirs de l'homme substitué à celui des Droits de l'homme. Sur le plan du droit positif cela se traduit par la primauté effective du Code Pénal sur le Code Civil. La règle pratique n'est plus "tout ce qui n'est pas interdit est autorisé" mais, à l'inverse, "tout ce qui n'est pas autorisé est interdit". Seulement, nos juristes obtus et vicieux n'ont même pas la pudeur de refondre et simplifier tous les textes officiels, en prenant en compte ce retournement de toute la tradition civilisée dans le sens néo-barbare, qui caractérise l'état de choses actuel.

LIBERTÉ

"On est quand même en démocratie, on a le droit de s'exprimer", etc. ; c'est ce que chantent quelques naïfs inoffensifs, qui reprennent le refrain lancé par d'autres roublards redoutables. La seule chose sensée à tirer de ces insanités, c'est que le despotisme démocratique se soutient fondamentalement de lui-même jusqu'à ce qu'il craque, et que le peuple est endormi jusqu'à ce qu'il s'éveille.

Effectivement, le système en place du capitalisme parasitaire maintient spontanément le peuple dans un état d'humiliation et d'insécurité qui l'enferme dans l'impuissance et la désillusion. Faut-il pour autant idéaliser un tel ordre social lamentable ? Bredouiller "on est quand même en démocratie" ne peut signifier que deux choses : primo, "ça pourrait être pire", donc je choisis de me taire et je suis fier d'être un lâche ; secundo, "ça ne pourrait guère être mieux", donc je n'ai rien à dire, et je me vante d'être un abruti. Moralité à quatre sous : quel bonheur de ne pas se compter dans les "exclus" qui dorment dans les gares, ou parmi les "inclus" hébergés dans les Prisons-Bouygues !

Ce qu'il y a de plus sérieux, c'est que le despotisme démocratique mène inéluctablement à une situation d'avant-guerre ou une situation pré-révolutionnaire où l'atmosphère "d'Union Sacrée" aidant alors, il sera réellement question à ce moment d'instaurer un "régime spécial de restriction des libertés", prévu dans le Code. Ce jour-là, il y en aura toujours qui changeront de disque et viendront nous chanter "tout va très bien madame la marquise, soyons contents de rester entiers, d'autres se font trouer la peau".

Notre fameuse liberté, c'est donc celle de ne pas broncher, et elle est consignée dans le Code Pénal. N'oublions pas cependant que le Code du Travail et le Droit Administratif confortent gaillardement le despotisme démocratique.

LUMIÈRES

Les lumières, c'est-à-dire ce qui a vocation de former et informer nos petites têtes, c'est l'École et la Presse qui en revendiquent le privilège. Qu'est-ce que ça donne dans notre démocratie dictatoriale ? Étant entendu que ce que l'on désigne traditionnellement sous le nom de "presse" comprend de nos jours l'ensemble des "média", télé en tête, dans l'état actuel, le couple École-Presse n'a qu'une fonction : le viol des foules comme organe des ténèbres.

École

L'école présente est essentiellement une institution disciplinaire. La première discipline enseignée est "savoir se vendre", la servilité et la duplicité. Pour remplir cette mission, l'école se fait le lieu où l'instruction tue l'intelligence ; elle se glorifie de se restreindre rigoureusement aux opérations de gavage, en vue du "diplôme". C'est l'horrible "laïcité" qui signifie : dans nos murs, toute question de spiritualité, d'idéal, est interdite. L'école est donc un double de la "Grande Muette", "neutre" comme la caserne vis-à-vis de toute pensée vivante authentique. C'est ce qui fait de l'école caporalisée un royaume "austère", répulsif et fatigant.

Presse

Heureusement existe l'autre foyer de lumière obscurantiste, presse et télé, royaume compensateur du "licencieux", attractif et prodigue d'évasion.

Les Média actuels sont essentiellement prostitués. C'est l'horrible "liberté" de l'information. D'abord, c'est le déluge "distrayant" de faits divers, chiens écrasés, incidents biographiques de "vedettes" en tous genres ; ceci enchaîne avec les "variétés", où le porno alterne avec Cendrillon et les gangsters avec Zorro ; le clou du délassement est cependant avec le Mondial et la Roue de la Fortune. Mais c'est la fonction de manipulation idéologique qui est la mission fondamentale des média : au travers du flot intarissable des commérages de politicaillerie, il s'agit à la fois d'engluer la "masse" dans des considérations qui ne la concernent nullement, et de l'amener à "prendre parti" dans la guerre des gangs dominants. Diviser pour régner ! Diversion c'est domination !

ASSOCIATION

Les conditions matérielles d'insécurité et d'humiliation qui sont faites au peuple dans le cadre actuel néo-barbare, ces conditions suffisent à paralyser à la base tout "droit" éventuel du peuple. Les conditions intellectuelles de ce même ordre, Presse vendue et École imbécile, ces conditions organisent le dévoiement de tout "droit" éventuel du peuple.

Resterait la seule issue de l'Association : c'est-à-dire que les personnes du peuple elles-mêmes, quoique dépourvues de temps, de culture et d'argent, fassent jouer le génie

collectif pour faire percer quelque chose ressemblant à un "droit" du peuple. Mais c'est là que les choses deviennent sérieuses, ce que les tyrans "républicains" qui tiennent les commandes craignent comme la peste, ce qui les conduit à rappeler brutalement le peuple à ses "devoirs", en soumettant le droit d'association aux conditions juridiques qui sont celles de l'État policier.

Mais le despotisme démocratique réussit ce tour de force qui consiste à nommer "droits" ce qu'il impose comme "devoirs" et, finalement, à n'avoir à montrer sa force que pour ne pas s'en servir car non seulement il autorise, mais encourage même toutes les associations possibles et imaginables, à la seule mais décisive condition qu'elles rendent un hommage préalable au Code Pénal. De telles associations, a priori "assermentées" au régime, peuvent alors fleurir à volonté : syndicats, partis, organisations humanitaires, etc. Il n'y a de limite à la débauche associative que le montant des subventions officielles et des dons de gens "qui comptent", à se partager avec, à la clef, les sinécures de "permanents" et autres "planques" que procurent les "relations". Dans ces conditions, l'association jugée dangereuse dans l'absolu, devient très avantageuse au despotisme démocratique : d'abord, s'agitant pour ne pas agir, s'adonnant à des simagrées qui "animent" l'ordre décadent, elle occupe le terrain social et représente un réseau de "kapos" dans la masse, qui donnent à chaque instant le niveau de la "température" qui y règne à la Préfecture de police ; ensuite, par la foire d'empoigne que l'association assermentée organise pour les postes de porte-serviettes et les livrées de laquais, la masse harcelée pour payer son timbre par des sectes concurrentes qui promettent de la "défendre", se voit solidement rivée dans son impuissance.

Réunion

La forme la plus élémentaire de l'association est la réunion. Le Code Pénal veille tout particulièrement à faire la chasse à ce qu'il nomme "réunion illicite", "réunion séditieuse". On nous dit : "Les réunions publiques sont libres sous conditions : les clubs interdits ; les réunions ne peuvent être tenues sur la voie publique. Réunions électorales : ne peuvent y assister que les électeurs de la circonscription ; elles ne peuvent se prolonger que jusqu'à l'heure fixée pour la fermeture des établissements publics. Chaque réunion doit avoir un bureau composé de trois personnes, responsables des infractions aux prescriptions suivantes : interdire tout discours contraire à l'ordre public. Un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire peut être délégué par le préfet pour assister à la réunion : il choisit sa place. Est qualifié de "complot contre l'autorité de l'État, l'attentat dont le but aura été de changer le régime constitutionnel ; il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée entre deux (!) personnes". "Seront dissoutes toutes les associations qui auraient pour but d'attenter par la force à la forme républicaine de gouvernement, ou de faire échec au rétablissement de la légalité républicaine". "Cris et chants séditieux proférés dans les lieux de réunion publics seront punis". "Seront punies comme réunions de rebelles celles formées sans armes et accompagnées de menaces contre l'autorité administrative ou contre la force publique". "Porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance sera puni", "L'association de malfaiteurs est l'entente établie dans le but de préparer des crimes contre les personnes ou les propriétés, quelle que soit la durée

ou le nombre de l'association, et cette entente n'exige pas le dessein spécialement formé de commettre un crime (!)".

Est attentat la "Coalition de fonctionnaires concertant des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du gouvernement ; les fonctionnaires qui auront arrêté de donner des démissions dont l'objet serait d'empêcher l'accomplissement d'un service, seront coupables de forfaiture". La "démoralisation de l'armée est atteinte à la défense nationale".

Manifestation

Sont soumis à "obligation d'une déclaration préalable tous cortèges, défilés, rassemblements ; la déclaration indique le but de la manifestation, le lieu, la date, l'heure, l'itinéraire. Si l'autorité estime que la manifestation est de nature à troubler l'ordre public, elle l'interdit". "Sera punie toute provocation à un attroupement non armé, soit par discours, soit par écrits". "Est interdit sur la voie publique ou dans un lieu public tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique". Sera puni qui "provoque à un rassemblement ayant pour objet la remise de pétitions aux assemblées parlementaires". Est punie la "résistance, désobéissance ou autres manquements (!) envers l'autorité publique". Il y a "crime de résistance envers la force publique" à "détourner les militaires de leurs devoirs et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs". Il y a "crime de mouvement insurrectionnel : aider à faire des barricades, empêcher la réunion de la force publique, désarmement de la force publique."

EXPRESSION

Le peuple étant privé de liberté et de lumières, l'association qui pourrait y remédier, si elle ne travaille pas à consolider le despotisme démocratique, étant immédiatement qualifiée d'association de malfaiteurs, "société secrète", "menées anarchistes à réprimer", le régime arrive à son but. Il se glorifie alors de ce que le cher monde libre accorde à tous le "droit d'expression". Or, non seulement le système fait en sorte que nulle parole ne puisse se traduire en action mais "l'expression" même est conduite à se renfermer dans la pure liberté de conscience muette, qu'il n'est au pouvoir d'aucune dictature d'interdire ! La pensée purement passive et personnelle, dès qu'elle tente de devenir active et collective, doit prendre les formes perverses prévues par le régime.

L'Homme

L'individu privé, isolé, se trouve contraint à l'autocensure. Si sa pensée secrète contient un mécontentement, s'il s'aventure à "exprimer" effectivement ce dernier, il tombe immédiatement sous le coup : s'il s'agit de particuliers, de "diffamation" ou "injure" et, s'il s'agit de l'autorité publique "d'outrage". L'auteur d'outrages envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique, par paroles, gestes (!!), écrits ou dessins, non rendus publics (!!), visant tout officier ministériel ou agent de la force publique, sera puni". Tout ceci ne peut évidemment que pousser à bout le pauvre particulier, à l'engager dans les "voies de fait" et se voir traiter de "forcené".

Le Citoyen

Le même individu absolument isolé se trouve appelé à faire "acte de citoyen" dans le "secret de l'isoloir", non plus contraint à l'autocensure cette fois, mais en pouvant se féliciter maintenant de pouvoir plébisciter le système de façon "franche et massive" ! S'il se trouve mécontent ensuite, n'est-ce pas lui qui est censé l'avoir voulu ! D'ailleurs, l'affichage tombe immédiatement sous le coup de "dégradation de monuments"; il est "interdit de distribuer des documents le jour du scrutin" ; et "seront punis ceux qui auront déterminé un (!) électeur à s'abstenir de voter."

Des lendemains qui déchantent

Tenir un peuple sous le joug, si sophistiqué que soit ce joug, ne mène qu'à des drames. Un système de parasitisme, de féodalité financière pour lequel le peuple n'est qu'un troupeau à tondre, qui demande à être gardé par des bandes de mercenaires "anti-émeutes" et de domestiques "sociaux", un tel système ne se maintient qu'en marchant toujours plus vite vers l'abîme. C'est l'ordre même des Technocrates de la Finance et des Bureaucrates du "partenariat social", gardés par ses C.R.S. et ses paras, qui conduit tout droit à la révolution et la guerre. La mafia au pouvoir envisage froidement ces échéances de "purge générale de l'ordre néo-barbare" qu'elle sait inéluctable, convaincue que la bête "humaine" impose ces "solutions finales", après lesquelles on se lancera dans la carrière jugée éternelle de plus de parasitisme et plus de despotisme jusqu'à la consommation des siècles. Depuis Spengler, ne sait-on pas que le peuple "ruminant" désire lui-même être dévoré par ses maîtres "carnassiers" ?... Le Code Pénal a ainsi précisément prévu que doit venir un temps où il faudrait infliger une bonne correction à la canaille populaire par les moyens de **l'État d'Urgence** et de **l'État de Siège**.

ÉTAT D'URGENCE

Il est bon de noter que le "régime spécial" d'État d'urgence inventé en 1955, suite à la "rébellion" algérienne, est conservé en bonne place dans le Code d'un pays qui dit ne plus avoir de colonies !

L'innovation républicaine est instructive :

"L'État d'Urgence peut être déclaré en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public. L'État d'Urgence donne pouvoir au préfet d'interdire la circulation des personnes aux heures fixées, d'instituer des zones de sécurité où le séjour des personnes est réglementé, d'interdire le séjour dans le département à toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics. Le préfet peut ordonner la fermeture des salles de spectacles, débits de boisson et lieux de réunion, et les réunions de nature à entretenir le désordre. Le décret déclarant l'état d'urgence peut conférer aux autorités administratives le pouvoir d'ordonner des

perquisitions à domicile de jour et de nuit, le contrôle de la presse, de la radio, du cinéma et des théâtres". Lorsque "L'état d'urgence est institué, un décret pris sur le rapport du ministre de la justice et du ministre de la défense, peut autoriser la juridiction militaire à se saisir des crimes et délits connexes relevant de la cour d'assise".

ÉTAT DE SIÈGE

L'État d'Urgence est un "acquis social" récent, puisque auparavant l'on ne connaissait que le passage brutal de l'autorité "parlementaire" à l'autorité militaire. On n'arrête pas le progrès ! L'État de Droit découvre toujours mieux les vertus de la Force ! Ainsi sommes-nous à présent dotés d'un état préparatoire à l'État de Siège qui date, lui, du 9 août 1849, date de naissance de la "légalité républicaine" vénérée par tous nos hommes d'État responsables. Il n'est rien de mieux, il est vrai que de s'abreuver à la source même de la démocratie dictatoriale. Le chef d'œuvre de l'État de siège mérite bien de couronner notre Code Pénal. Il vaut bien mieux que toutes ces lois précieusement conservées dans le Code, prises de tous côtés, mais qui ne sont qu'à usage partiel contre ces esclaves révoltés en puissance qui forment le peuple ; telles les lois de 1936 contre les "Ligues", ou celles de 1943 contre la Résistance… Les juristes, qui sont gens pointilleux, nomment notre joyau légal qu'est l'État de Siège, État de siège "politique" ou "fictif", soulignant qu'avant 1848, on n'avait jamais imaginé déclarer ce "régime spécial" que contre l'ennemi étranger…

Quoi qu'il en soit, l'État de Siège se formule brièvement, comme tout ce qui est grand :

"L'État de Siège est décrété en conseil des Ministres. Le maintien de l'ordre passe tout entier à l'autorité militaire. L'autorité militaire a le droit de faire des perquisitions de jour et de nuit dans les domiciles, d'interdire les publications et réunions".

Un détail qu'il n'est pas inutile de mentionner est le suivant : la loi sur l'État de Siège d'août 1849 ne faisait que régulariser la pratique de l'État de Siège de Juin 1848… C'est que nos bons démocrates dictatoriaux ne s'embarrassent pas de formalisme ; avec leur sens très aigu des réalités, ils appliquent d'abord le Code et le rédigent ensuite ! L'essentiel, d'ailleurs, pour eux ne se trouve jamais dans aucun Code : ni les nuées d'indicateurs, ni les pratiques de provocateurs, et les réjouissances de tortionnaires.

Toujours est-il que notre République des Devoirs de l'Homme, dont le fleuron consiste dans la loi sur l'État de Siège, fait l'unanimité de tous nos politiciens, qu'ils soient sortants ou candidats, d'un bord ou de l'autre, se prévalant tous du même "sens de l'État", "dévoués à la chose publique". Aujourd'hui comme à l'aube de notre démocratie despotique, toutes les brouilles qui divisent ces messieurs se tiennent dans les variations que nous connûmes de Juin 48 au 2 Décembre 1851 ; ce sont celles qui distinguent le "dictateur républicain" Cavaignac du "Prince-Président" Louis-Napoléon et "l'Empereur social" Napoléon III. Ce sont simples variations dans la manière de confesser la haine des classes populaires, que ces messieurs désignent depuis cette époque sous le nom de "rouges".

———————

Théorie

Civilisation et Nouvelle Barbarie

Soyons nets : notre monde est malade. La maladie dont souffre notre monde n'est pas un "bobo", c'est un mal "incurable" : celui de la crise générale de l'ordre civilisé. Notre monde a contracté ce mal il y a quelques 150 ans maintenant.

Curieusement, peu après que l'ordre civilisé, vieux de 25 siècles, eut atteint son summum. Il y eut, tout d'abord, l'accouchement douloureux des "principes de 1789", immense parachèvement philosophique et politique de l'aventure civilisée. Puis il y eut le ressac tout à fait contingent et superficiel de la "terreur blanche" et de la Sainte Alliance, de 1815 à 1830. Ensuite, dans les années 1830, ce fut le triomphe absolu de la grande bataille des Temps Modernes, avec l'enracinement irréversible des principes de 1789 dans l'ordre matériel, par la révolution industrielle et scientifique, la commandite par actions et la machine à vapeur, le tout enveloppé par le "free-trade", le libre-échange planétaire. C'était l'époque où l'on proclamait : "le commerce, c'est la paix, et la civilisation répandue pacifiquement sur toutes les contrées arriérées". Le perfectionnement achevé de l'ordre civilisé avait aussi sa rétro-action philosophique et politique : la grande époque de culmination du libéralisme bourgeois déclarait en effet simultanément que seul le régime parlementaire, représentatif, était acceptable pour un État réellement civilisé, et que les peuples primitifs devaient être définitivement affranchis de l'esclavage (1832 et 1833 en Angleterre).

Pourquoi donc, 20 ans plus tard, l'humanité sombra-t-elle dans le régime dominant d'une Nouvelle Barbarie, Régime qui est la caractéristique fondamentale de l'état actuel général de notre planète aujourd'hui ? En effet, l'orientation néo-barbare prise vers 1850 est non seulement restée dominante depuis cette époque, c'est-à-dire chronique, mais cette domination s'est encore aggravée par bonds successifs ces 150 dernières années. Ainsi :

• Du rationalisme déiste, on a basculé dans le positivisme, puis dans la laïcité scientiste-cléricale, et enfin dans l'obscurantisme et l'idolâtrie cynique-occultiste.

• Du libéralisme économique, on a basculé, d'abord dans l'orgie spéculative, puis le protectionnisme, et enfin l'autarcie officielle.

• De la monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire le système parlementaire, on a basculé, d'abord dans l'arbitraire gouvernemental, puis le régime officiellement antiparlementaire du "chef de l'Exécutif", et enfin l'État totalitaire.

• Du patriotisme cosmopolite antérieur on a basculé, d'abord dans le nationalisme, puis le chauvinisme, et enfin l'État "racial" (grégaire-totalitaire).

• Du "colonialisme" civilisateur, on a basculé dans la domination brutale, d'abord des Possessions, puis des Dominions, et enfin du vampirisme Néo-colonial par la Dette.

Depuis 150 ans, l'ordre civilisé est mort et enterré. Depuis cette époque, l'humanité tout entière vit sous le régime dominant d'une Nouvelle Barbarie qui a son siège en Occident. Depuis cette époque, une seule et unique Question Sociale est posée en tous les

points de la planète. Depuis cette époque, le peuple mondial relève le défi de la néo-barbarie, par vagues successives et sous les formes les plus variées. Mais toujours, en dernière analyse, le combat populaire accumule de nouvelles expériences en recueillant les débris de la tradition civilisée, découvrant la mission de "garder ce beau dépôt" (II Tim. 1 : 14) ; et cette base solide apparaît au peuple comme le tremplin pour s'élancer dans la voie de la République Sociale Universelle, du néo-communisme qui est la seule issue possible à la crise générale de l'ordre civilisé. C'est ainsi que le combat du peuple mondial, quelles que soient les péripéties et les détours, se retrouve toujours mené derrière le drapeau rouge hissé en 1848, et inspiré par la pensée libre de Karl Marx, "lumière du monde" de notre époque. Le combat unique que livre le peuple mondial depuis 150 ans contre la Nouvelle Barbarie dominante ne présente qu'une grande différence fondamentale : au Nord, dans les pays dits "riches", la lutte est menée sous l'angle principalement civil, comme une recherche de la Sécurité économique ; au Sud, dans le "Tiers-Monde", la lutte est menée sous l'angle principalement politique, comme une recherche de l'Indépendance politique. Mais ce n'est là, évidemment que les deux faces de la même médaille de la Question Sociale planétaire.

Chez nous, **en Occident**, ou au Nord comme on dit aujourd'hui, le problème de la Nouvelle Barbarie dominante s'analyse de façon assez simple au bout du compte :

Tout d'abord, donc, c'est la question civile, c'est-à-dire celle de l'Entreprise, qui constitue le contenu de la Question Sociale ; la question politique, celle du Gouvernement représente ici simplement la forme de la Question Sociale.

Dans les conditions proprement civilisées, autrement dit avant 1850, le problème de l'Entreprise était celui de l'exploitation du personnel salarié par les employeurs capitalistes. Mais, précisément, "l'exploitation" qu'il ne faut pas juger de manière "morale" mais de façon historique, était civilisatrice. Et l'exploitation était civilisatrice pour la raison bien précise qu'elle reposait explicitement sur la propriété privée et la promotion de cette même propriété privée, sur la "liberté du travail", sur la responsabilité de l'Homme en général : responsabilité du capitaliste propriétaire de la matière du travail et responsabilité du salarié propriétaire de la force de travail.

Depuis 1850, à notre époque caractérisée par la décomposition de l'ordre civilisé, époque de domination néo-barbare, la face des choses se trouve totalement transformée. En lieu et place de la simple exploitation, nous avons un régime économique de pur parasitisme. On ne saurait trop insister sur l'importance de ce changement véritablement qualitatif de la situation. Il ne s'agit nullement d'une "aggravation" de l'exploitation antérieure, mais au contraire d'une "négation" barbare des conditions économiques civilisées antérieures. Depuis 1850, c'est l'entrepreneur capitaliste essentiellement irresponsable de la Société Anonyme qui domine l'économie. C'est le parasitisme qui est la règle de l'entreprise, parasitisme qui se définit comme l'exploitation émancipée des contraintes de la propriété privée et se faisant l'ennemie de la propriété privée. Enfin, le parasitisme n'a plus comme mobile le "profit" classique, obtenu par le marché de la concurrence ; le moteur du parasitisme économique est exclusivement la spéculation prédatrice, combinée avec le prélèvement de la "rente" du capital par la technocratie.

En ce qui concerne la question politique, cette fois, en Occident, c'est une analyse tout à fait analogue qui s'impose. Avant 1850, nous avions simplement le règne de l'oppression politique civilisatrice. Cela signifie que le Gouvernement – l'Exécutif – reposait alors sur la Nation. Le pouvoir était essentiellement constitué selon le modèle du système "représentatif", "parlementaire", "constitutionnel". En d'autres termes, nous avions un véritable "État de Droit", un ordre public tel que pouvait le concevoir la bourgeoisie moderne, avouant franchement et officiellement la direction d'une masse de citoyens déclarés "passifs" par une minorité de citoyens reconnus "actifs". Quoi qu'il en soit, l'oppression politique reposait réellement sur le socle de la citoyenneté civilisée parvenue à son achèvement, et la sûreté du Citoyen en général s'exprimait par "l'égalité devant la loi".

Depuis 1850, dans les conditions présentes néo-barbares, l'ordre public ne se caractérise plus du tout par l'ancienne oppression politique, mais par quelque chose de tout à fait différent qui consiste dans le pur despotisme politique. Ces nouvelles conditions politiques n'ont rien, absolument rien, à voir avec un quelconque État de droit. Notre régime politique ne peut être nommé que celui de la démocratie dictatoriale, régime d'une camarilla dominante divisée en gangs rivaux, et qui domine toute une population ravalée au rang de citoyens passifs. Ce régime des préfets et gouverneurs militaires est celui de l'arbitraire officiel, agrémenté de prétendues "consultations électorales" qui ont toutes un caractère essentiellement plébiscitaire. De même, ce qu'on nommait légitimement autrefois Police, chargée du maintien de l'ordre, de la protection des personnes et des biens, ceci est supplanté aujourd'hui par de véritables corps officiels de guerre civile qu'incarnent nos C.R.S. et gendarmes mobiles, corps qui tiennent à priori le peuple pour "l'ennemi de l'intérieur".

Finalement, l'ordre néo-barbare actuel, tel qu'il se présente en Occident, s'apparente à une situation de domination coloniale : les parasites qui règnent sur les entreprises décisives s'imposent au peuple comme des colons à des populations "soumises", et les despotes politiques qui veillent au maintien de cette économie de pillards se conduisent comme une puissance "tutélaire" qui a pour objet de "maintenir dans le devoir" une masse d'indigènes "pacifiés".

Plus la putréfaction du monde civilisé s'accentue, plus l'ordre établi prend l'allure nette d'un "grégarisme barbare", c'est-à-dire qui cumule les côtés négatifs de la société primitive et de la civilisation, ne retient que l'aspect "préhistorique" pur de ces deux grandes phases écoulées de l'histoire de l'humanité, et tend rien moins qu'à porter l'espèce humaine au suicide. D'où d'horizons divers les hurlements qui s'élèvent de plus en plus contre le "mondialisme", accusé d'être destructeur de l'identité de tous les peuples et de nous jeter tous dans un enfer totalitaire. Selon nous, cet état de choses est peut-être la preuve la plus imposante de la justification historique et de l'urgente nécessité de son contraire : le communisme civilisé.

———————

La Néo-Barbarie

Depuis 150 ans, l'évolution du monde tout entier se trouve marquée par la crise générale de l'ordre civilisé. L'ordre planétaire dominant emporte le peuple mondial dans la spirale de ce qu'on doit appeler une Nouvelle Barbarie. C'est seulement par cette perspective et ce critère solide que tout, absolument tout, ce qui nous arrive peut s'expliquer, et qu'une direction claire de la lutte à mener se dessine.

À partir de ce point d'appui général une précision décisive est à apporter : la crise générale de l'ordre civilisé se développe selon deux pôles contraires et solidaires, polarité aujourd'hui désignée par l'expression du "fossé Nord-Sud". De quoi s'agit-il ? Le "fossé" en question se rapporte à la relation qui oppose, d'une part, les quelques 20 % de la population mondiale se trouvant dans les pays dits "développés", "industrialisés" et, d'autre part, les 80 % restant appartenant à ce qu'on appelle le "Tiers-Monde". Bref, il s'agit d'un rapport colonial planétaire par lequel se font face, d'un côté la Métropole "occidentale", de l'autre côté l'Outre-Mer "oriental". La disproportion numérique entre le Nord et le Sud a évidemment une importance capitale pour le long terme. Seulement, la nature de l'opposition géographique en cause réclame d'être correctement analysée, ce qui suppose d'éviter deux écueils. En premier lieu, il ne s'agit nullement d'une opposition manichéenne qui ferait des peuples du Nord – salariés et petit-bourgeois – les "exploiteurs" des couches dominantes du Sud. En second lieu, il ne s'agit pas non plus d'une simple différence congénère qui désignerait la féodalité financière dominante du nord comme uniquement "plus riche" que les masses innombrables de paysans et déracinés du sud. La nature véritable de l'opposition Nord-Sud est toute autre, elle consiste fondamentalement dans la confrontation manichéenne entre, d'une part la Mafia dominante à l'échelle planétaire et, d'autre part, un seul et unique Peuple Mondial. La Mafia dominante mondialement a seulement son siège au Nord, mais elle est présente au Sud par ses prête-noms et fondés de pouvoirs, sous-traitants et sous-officiers multiples. Le Peuple Mondial, lui, se répartit au Nord et au Sud sur le modèle de la relation ville du monde et campagne du monde, ouvriers et paysans, également écrasés et dévorés par les rapaces planétaires et ayant entre eux des intérêts contradictoires mais congénères. La différence, bien réelle, qui sépare la majorité du peuple mondial qui se trouve au Sud et la minorité du même peuple mondial qui se trouve au Nord, c'est que ces deux armées du peuple mondial sont conduites à mener la même lutte contre la Nouvelle Barbarie dominante de façon planétaire, mais avec un angle d'attaque différent. L'armée du Nord se trouve contrainte de livrer bataille civilement, sur le plan de la Famille, avec pour objectif la vraie Sécurité Sociale ; l'armée du Sud se trouve contrainte de livrer bataille politiquement, sur le plan de l'État avec pour objectif l'Indépendance Nationale. Ces deux combats sont évidemment complémentaires et même absolument indissociables ; la preuve en est que quand deux blocs militaristes se forment dans la zone Nord, le devoir suprême des salariés est d'y organiser le "défaitisme révolutionnaire", de même le devoir suprême des paysans du Sud est alors de proclamer "la patrie en danger".

———————

Pour bien saisir le caractère de notre Époque Contemporaine, de la Nouvelle Barbarie avec ses deux pôles Nord-Sud, il faut se rapporter à l'époque immédiatement antérieure, celle des Temps Modernes (1500-1850) qui fut la phase suprême de l'ordre civilisé. En effet, l'époque Moderne est l'époque même où se développe le marché mondial, et où l'Europe élève les rapports civilisés au niveau de leur forme simplifiée, pure : libre-examen et déisme, légisme et parlementarisme, science expérimentale et machinisme, liberté du travail et banque d'escompte, tels sont les éléments, organiquement liés, de ces rapports civilisés achevés.

Les 350 ans de l'ordre moderne européen sont ceux de l'affermissement croissant de la Raison et de la Liberté, tout spécialement en Angleterre et en France. Cette victoire des Lumières est l'histoire d'une conquête que l'Europe remporte à la fois sur elle-même et sur le monde extérieur : d'un côté, c'est la corrosion interne de tous les vieux rapports patriarcaux civils, rapports de dépendance personnelle directe, du type servage-corporations de métiers ; d'un autre côté, c'est la corrosion externe de tous les vieux rapports hiérarchiques politiques, de domination exercée en vertu de "privilèges" directs, rapports des autocraties et de leurs populations tributaires.

Au terme du développement civilisateur moderne, dans la période 1825-1845, la "révolution industrielle" vient compléter et former le fruit direct de la Révolution Française de 1790-1815. Alors surgissent spontanément deux problèmes aigus qui sont la rançon du succès ultime de tout l'ordre civilisé : en Occident (l'on dit aujourd'hui au Nord), c'est le problème interne du Paupérisme, en Orient (nous disons aujourd'hui au Sud), c'est le problème des Nationalités. Comment l'Europe va-t-elle relever ce double défi, que personne n'avait finalement prévu ? Toute la question de la Nouvelle Barbarie qui va s'instaurer, et du Communisme Libre qui va immédiatement la contre-battre, trouve ici son explication.

La décade 1830-1840 fut celle de la "lune de miel" de l'esprit civilisateur, celle où tout semblait possible, au nom de la "perfectibilité indéfinie" de l'homme et de la société. La double action du libéralisme "radical" républicain et du romantisme "socialiste" philanthropique faisait penser que l'on n'était pas loin de toucher au port, à la veille même du grand jour où serait promulguée la Constitution sociale parfaite incarnant les Droits Naturels de l'homme et prodiguant le "bonheur commun". Ceci s'avéra rétroactivement comme un dramatique malentendu. Cependant ce malentendu était néanmoins fondé : le splendide coucher de soleil civilisé était pris pour la riante aurore du communisme libre à venir.

Les derniers feux de la lumière civilisée, l'Europe les fit éclater dès 1830, en son sein et vis-à-vis du monde en même temps.

En Europe même, ce sont les Trois Glorieuses parisiennes, qui installent un "roi des Français" au drapeau tricolore qui déclenchent tout. En fait, c'est la Sainte Alliance qui est effacée d'un coup. Outre l'indépendance de la Belgique (1830), l'insurrection de la Pologne contre le Tsar (1830) et l'insurrection italienne contre l'Empereur d'Autriche et le Pape (1831) qui viennent rappeler qu'il ne s'agit plus de ruser avec les principes de 1789. En Angleterre, le Bill de Réforme électorale et parlementaire de 1832 intronise la monarchie constitutionnelle, le régime représentatif libéral censitaire. L'agitation des associations ouvrières depuis 1830 a puissamment pesé sur la Réforme, ces associations

ayant conquis, depuis la loi de 1824, le droit d'organisation et de grève, grâce à l'action de l'artisan Francis Place, relayée par le radical Joseph Jume aux Communes.

Hors de l'Europe, le libéralisme triomphant se traduit par l'abolition de l'esclavage des noirs, adopté par l'Angleterre en 1833. En France, on se préoccupe de suivre l'exemple anglais, malgré les protestations des vieux colons qui affluent au Parlement. Le régime du roi bourgeois met très sérieusement la question à l'étude et discute le projet présenté par Tocqueville en 1839. La loi française prit forme dès la chute de la Monarchie de Juillet : le 4 mars 1848 huit jours après la constitution du gouvernement provisoire, l'esclavage fut déclaré aboli, une commission dirigée par Schœlcher est chargée d'en régler l'application. Le 27 avril, un décret met en liberté tous les esclaves, les propriétaires devaient recevoir l'indemnité prévue par Louis-Philippe. Du jour au lendemain, 500 000 esclaves étaient libérés. Que signifiait la victoire de la cause abolitionniste ? On nous l'explique en disant : "Il apparaissait de plus en plus clairement que le commerce, pour se développer, ne pouvait plus compter sur les anciennes colonies. Le sucre de betterave l'avait décidément emporté sur le sucre de canne ; le mesures de protection douanières que demandaient armateurs et planteurs n'auraient servi à rien. Seulement, l'extinction de la servitude enlevait aux vieilles colonies leur meilleur élément de fortune, détournait d'elles les grands courants commerciaux". Que prévoyaient les mesures françaises décidées fermement en 1844 ? L'abolition organisée sur une période de 10 ans contre indemnités versées aux colons ; l'affranchissement collectif des esclaves du domaine de l'État et des facilités données pour l'affranchissement des esclaves privés ; la suppression de la mutilation et de la marque pour les esclaves rebelles, la création de tribunaux spéciaux pour les crimes commis par les esclaves contre les hommes libres et réciproquement ; l'ouverture d'un crédit pour l'introduction de travailleurs européens destinés à remplacer les esclaves dans les vieilles colonies. Voilà où on en était en France à la veille de Juin 1848 c'est-à-dire quand la République de Février restait encore marquée par le libéralisme de la monarchie de Juillet. En définitive, l'abolition de l'esclavage, devenue un impératif universel en 1840 consacrait en pratique une nouvelle phase du colonialisme civilisateur, que la révolution de 1789 avait déjà proclamée en principe. C'était le vieux système, officialisé en France 170 ans plus tôt, celui du Pacte Colonial, ou Régime de l'Exclusif colbertiste, qui s'effondrait. Dans ce vieux système, les colonies étaient tenues pour des "Provinces du Royaume", ces provinces étant seulement privées d'Assemblées, de paroisses, estimant que les colonies n'étaient pas mûres pour jouir des franchises que la monarchie de droit divin admettait en métropole. Les colonies étaient confiées à la direction spéciale du ministère de la Marine. L'objet de la colonisation se définissait par la "politique des galions" : double mouvement "d'épices" et de "nègres". Les épices étaient les denrées tropicales que la métropole tempérée ne pouvait produire ; les nègres se rapportaient à la traite, permettant seule la culture des plantations. C'est ainsi que Colbert considérait la traite des nègres comme "le plus nécessaire et le plus louable des trafics". Le "Code Noir" date de 1685. Ceci étant posé, il s'ensuit que les étrangers sont rigoureusement exclus du commerce que le royaume entretient avec ses colonies, et la colonie ne doit d'aucune manière concurrencer la métropole par ses productions.

L'écrasement de la révolution mondiale en 1848 est le grand drame qui inaugure notre époque contemporaine, époque où se livre et s'approfondit la grande lutte planétaire entre les forces de la néo-barbarie dominante et celles du néo-communisme primitif

dominé. Le 26 Juin 1848, la démocratie socialiste est terrassée à Paris, le 31 octobre 1848, le patriotisme internationaliste est abattu à Vienne. La féodalité financière, prenant sous sa tutelle l'aristocratie terrienne, répand la terreur sur l'Europe et le monde. Les premiers signes de cette transformation de l'ordre civilisé en son contraire néo-barbare, on les avait eus déjà en 1840, l'Angleterre ayant pour son compte pris une longueur d'avance dans le revirement réactionnaire irréversible, par l'éradication musclée du mouvement chartiste.

La victoire matérielle de la néo-barbarie signifiait globalement que la puissance dominante européenne lançait directement l'anathème sur les Lumières, Rousseau et Condorcet, et sur la Révolution, Robespierre et Napoléon Bonaparte ; indirectement, c'était la guerre déclarée contre tout l'héritage civilisé, depuis Socrate et Hésiode.

À l'usage de l'Europe elle-même, on décrétait le règne des Devoirs de l'Homme en lieu et place de celui des Droits, et le régime de l'Ordre en lieu et place de celui de la Liberté. Les apôtres de la Nouvelle Barbarie étaient Auguste Comte en politique, l'ennemi de Fichte, le "positivisme" proclamant le droit des forts à dominer les faibles ; en économie, c'était la gloire de Malthus, l'ennemi de Godwin, annonçant que le Vice des masses était la cause de leur Misère.

Vis-à-vis du monde "extérieur", l'oracle de la Nouvelle Barbarie n'est autre que le comte de Gobineau lui-même, l'auteur de "l'inégalité des Races" (1853). Gobineau est légitimiste avec le journal *L'Union Monarchique* de 1847, qui devient *L'Union* tout court en 1848, "l'orgie" de 1848 imposant une seule profession de foi : "Nous, défenseurs de l'Autorité". C'est ainsi que Gobineau devint l'âme de la diplomatie du dictateur Napoléon III. Sa théorie bio-sociologique complète admirablement les doctrines partielles de Comte et Malthus manquant d'envergure "métaphysique". Le point fondamental de la théorie de Gobineau, c'est l'affirmation que le seul facteur racial détermine en dernière analyse la réalité sociale. Il faut donc proscrire décidément le vieux préjugé civilisé selon lequel l'humanité se distingue en tant que telle par son hétérogénéité par rapport à la nature "inanimée", privée d'esprit actif et de liberté. L'idée d'une humanité "une" et, par suite, d'une religion et d'une morale universaliste, n'est pas soutenable ; au contraire, ce sont les inégalités ethniques qui sont la clef de l'histoire humaine. Le facteur racial, cependant, se dédouble fondamentalement :

1- Les nuées des peuples de couleur, noirs et jaunes, constituent ensemble un simple océan d'animaux domesticables. Ces êtres, inoffensifs si on sait les subjuguer, attendent même de la race blanche, proprement sociable, composée réellement d'animaux politiques, qu'elle les fasse bénéficier des effets de la civilisation.

2- La race blanche, de son côté, ne peut remplir sa mission que si est mené à bien le combat incessant qu'en son propre sein les Aryens doivent livrer aux Sémites. Seuls, en effet, les blancs Aryens sont véritablement d'essence divine, constructeurs de civilisation. La branche Sémite des blancs, de nature satanique, groupe des parasites nomades et apatrides, une horde d'usuriers mercantiles, qui végète au milieu des peuples de couleur tout autant qu'elle prospère comme des vampires dans le monde arien dont elle suce la substance abondante. Seulement, contre le ténia social des blancs sémites, se lève inévitablement une élite de "fils de roi", non résignée, faite pour la lutte, élite qui se fait le guide de la race sainte, l'entraîne au combat vital qui consiste à enrayer la confusion

ethnique. Les chefs ariens ne font en cela que répondre à la voix de la nature, qui veut que la race se défende contre l'hybride, comme la vie proteste nécessairement contre la mort.

La Nouvelle Barbarie ainsi équipée de pied en cap intellectuellement, on vit naturellement Napoléon III embarquer la France dans l'aventure mexicaine, en renfort des esclavagistes Sudistes dans la Guerre de Sécession. De la même façon, le ministre de la Marine Théodore Ducos est le maître d'œuvre de la politique de pillage colonial systématique du régime. Cet individu, négociant de Bordeaux, notons-le, siégeait résolument à gauche sous la monarchie de Juillet. On le retrouve au premier plan du "Parti de l'Ordre" en 1848, faisant liquider les ateliers nationaux. Peu après, c'est un membre de l'équipe dirigeante du coup d'État du 2 Décembre, avec Morny et Cie. C'est ce personnage donc, qui organise la conquête de la Nouvelle-Calédonie, et dirige le sinistre Faidherbe dans celle du Sénégal.

Si on veut avoir un tableau complet de l'ordre néo-barbare à sa naissance, on ne peut mieux que se référer au régime de Louis-Napoléon, qui dura 22 ans, de nov. 1848 à sept. 1870, notre "premier Président de la République", "restaurateur du suffrage universel" et "empereur social". Ce qui saute tout d'abord aux yeux, mais que les histoires officielles, surtout "ouvrières" passent soigneusement sous silence, c'est ceci : alors que le grand empereur de la Révolution, qu'on a nommé "Robespierre à cheval" avait, selon sa propre expression, "fait rentrer la révolution dans son lit", son neveu, l'aventurier Napoléon III ne fut qu'un Cavaignac politicien, qui fit "rentrer la contre-révolution dans son lit", c'est-à-dire l'institutionnalisation de manière irréversible. C'est pourquoi ce régime se présente, de manière paradoxale au départ, comme l'association de clans dégénérés, issus à la fois de l'extrême gauche et de l'extrême droite antérieure : d'ex-républicains et socialistes d'un côté, d'ex-jésuites de la contre-réforme et ultramontains néo-thomistes médiévaux de l'autre côté. On eut il y a peu quelque chose de ce genre, durant la "révolution nationale" de l'État Français (1940-1944) : Doriot (P.C.) et Déat (P.S.) grouillant avec Tessier (C.F.T.C.) et Maurras (A.F.).

Le tableau de la néo-barbarie se développe complètement dès sa naissance : à l'intérieur, **despotisme** politique et **parasitisme** social ; à l'extérieur, **chauvinisme** et **colonialisme**.

1- Despotisme politique

C'est le système de la démagogie dictatoriale. Ce point est décisif, puisqu'il s'agit par-dessus tout d'assurer l'Ordre. C'est le triomphe d'Auguste Comte. Le principe est simple : parodie de suffrage universel, dans le cadre de l'État policier, de sorte que la pression historique portant à détrôner les citoyens "actifs" et par suite à dissoudre le vieil ordre étatique est absorbée quant à la forme, mais pour être convertie en son contraire, en dictature de fait qui "universalise" la qualité de citoyen passif ! L'ordre manichéen ainsi mis en place se traduit évidemment par l'hégémonie de principe de l'Exécutif sur le Législatif. Nous en sommes bien là ! Dans de telles conditions, qui l'État "représente"-t-il donc ?

2- Parasitisme civil

C'est le parasitisme civil qui répond à la question qui vient d'être posée. Désormais, toute la vie civile est livrée à la spéculation technocratique, à des entrepreneurs que la loi elle-même admet comme irresponsables et que, pour cela même, doublent à présent des technocrates prévaricateurs. C'est ainsi que la néo-barbarie à sa naissance s'empresse de légaliser la société anonyme de droit commun (loi de 1867), en même temps que fleurissent les baron Haussmann, Crédit Foncier et compagnie. Ce nouvel "ordre" économique, pur brigandage légal en réalité, c'est le triomphe de Monsieur Malthus dans le domaine social. Le défi du paupérisme que devait affronter la société libérale épanouie est relevé très simplement : code du travail qui gendarmise le mouvement salarial, avec comme règle la socialisation de l'insécurité et objectif de manœuvrer un troupeau de "smicards". D'où ce qu'on n'a pas honte de nous présenter comme les premiers "acquis sociaux" : Prud'hommes, légalisation de la grève (coalitions), etc.

3- Chauvinisme

L'instauration du chauvinisme, négation directe du patriotisme de l'époque antérieure, n'a pas besoin d'être prouvée. Louis-Napoléon commence par "l'expédition de Rome", continue avec la Guerre de Crimée, et finit comme "l'homme de Sedan" dans la Guerre de 1870 pour l'hégémonie européenne. 1914-1918 et 1939-45 seront la suite normale. La nouvelle religion du "monument aux morts" eut son grand-prêtre en la personne du "poète officiel" du régime de Louis-Napoléon, nommé Belmontet. Celui-ci déclame : "l'armée, c'est l'élite de la nation". Il préside chaque 5 mai le banquet des Médaillés de Sainte-Hélène, et glorifie inlassablement le conscrit La Cocarde et le fusilier Chauvin.

4- Colonialisme

Si l'on s'arme à outrance entre Puissances, c'est évidemment pour résoudre le second défi qu'avait le libéralisme, celui des "nationalités", dont on trouve la solution dans le "rayonnement" colonial. Ici c'est Ducos, spahis et tirailleurs qui sont à l'œuvre. Du Mexique à Pékin, on s'en donne à cœur joie ! Nos légionnaires et parachutistes actuels poursuivent "l'œuvre" commencée, avides "d'ingérence humanitaire" comme jamais…

À ce propos, disons ce qu'il en fut de l'abolition de l'esclavage, "consacrée" par la Constitution du 4/11/1848. On nous le raconte de la façon suivante : "L'application plaça soudain dans une situation difficile. Ce fut la débâcle. Les noirs affranchis confondirent esclavage et travail et refusèrent de demeurer sur les plantations ; livrés à eux-mêmes, affamés et excités par des meneurs, ceux des Antilles se livrèrent à des forfaits, et il fallut proclamer l'état de siège. À la Guyane, sous couleur "d'association du capital et du

travail", l'esclavage fut remplacé par un travail forcé de douze ans, sans salaire régulier. À la Réunion, 1/4 des esclaves demeurèrent sur les plantations à titre "d'engagés à temps", ce qui constituait une traite déguisée ; les autres prétendant disposer pleinement de leur liberté, l'autorité locale résolut d'assimiler l'affranchi sans domicile au vagabond et lui impose un "engagement de travail".

Au total, il nous faut bien nous rallier à Philippe Seguin, et reconnaître au régime de Louis-Napoléon une place exceptionnelle, rejeter donc définitivement l'image que lui ont fabriqué les roués et roquets politiques de Gauche, depuis Victor Hugo jusqu'à Jacques Duclos, qui le dénoncent comme "régime de pouvoir personnel" et en font ainsi un repoussoir qui masque du même coup leur propre nature de fourbes et traîtres au peuple de France. Seulement, la place marquante que mérite Louis-Napoléon et son règne, c'est celle qui consiste à marquer le point de départ de la néo-barbarie contemporaine ; le "gaulliste" Seguin ne l'entend pas du tout de cette oreille ! D'abord, Seguin déclare que l'historien Dansette est bien loin d'apprécier comme il faut son Louis-Napoléon "le Grand" en écrivant : "Napoléon III est l'homme de son temps qui a le mieux prévu l'avenir. Il fut l'un des seuls à avoir la prescience de la civilisation moderne. Il prévit la constitution de nouvelles unités nationales et la transformation de la vie urbaine – il se montra favorable à l'instruction obligatoire, au service militaire universel, aux retraites ouvrières. Mais il ne sut hausser ses moyens au niveau de ses projets". Aussi Séguin corrige-t-il le portrait : "Louis-Napoléon est le premier président de la République de notre histoire. Son œuvre est impressionnante. Il refait Paris, conduit notre expansion coloniale, lance le libre-échange, triomphe à Suez, mène à bien la réforme financière. Le second Empire est un temps fort, une étape imposée dans la construction de la France moderne. Son bilan est probablement inégalé. L'homme qui fut à sa tête est en avance sur son temps, il ne fut pas bien servi par ses proches. Il n'a pas été bien compris parce qu'il voyait trop loin, trop grand et, surtout trop tôt. Cet homme a voulu servir la France, il s'y prépara et accomplit sa tâche avec une force personnelle digne d'admiration". Si l'on se place dans l'optique de l'apologie de la néo-barbarie et qu'on est résolu à briser coûte que coûte tout mouvement qui prétendrait enrayer l'approfondissement de la crise de la civilisation, il n'y a évidemment rien à dire à cette "réhabilitation" du premier dictateur de l'époque contemporaine. Ajoutons qu'il nous faut considérer comme un signal d'alerte que l'ouvrage de Séguin soit paru en 1990, et qu'il nous confirme absolument dans la conviction que depuis le Krach de 1987, notre monde décadent roule une fois de plus dans l'avant-guerre. Lui-même précise : "en janvier 1988, pour la 1ère fois depuis 1870, un gouvernement français, discrètement, se fit représenter à une cérémonie organisée à la mémoire de Louis-Napoléon. En 1990, la Ville de Paris décida de donner son nom à une de ses places". Affaire à suivre !

———————

Le Système Néo-Barbare

Nous tirons les leçons des 150 dernières années marquées par le déclenchement et l'approfondissement de la crise finale de l'ordre civilisé de la façon suivante :

1- Un seul système néo-barbare

C'est sur la base du marché mondial édifié durant les Temps Modernes que s'opère le retournement néo-barbare de 1850. Par suite, la crise civilisée finale revêt spontanément un caractère planétaire, enveloppe le genre humain tout entier, que la néo-barbarie dominante place dans une même impasse. Le siège de la néo-barbarie se trouve évidemment en Occident, du côté des gangs de la féodalité financière.

2- Polarisation du peuple mondial

C'est la même crise civilisée qui frappe l'ensemble du peuple mondial, crise de l'organisation civilisée dans ses deux éléments civil et politique à la fois, met en cause simultanément ses deux organes que sont la Famille et l'État. Seulement, au Nord, dans le monde "industrialisé", c'est la question civile, celle de la Famille, qui se trouve au premier plan, objet de décomposition ; au Sud, dans le "Tiers-Monde", c'est la question politique qui est aiguë et se manifeste comme avortement de l'État. En 1840, l'Europe libérale se trouvait devant les deux défis : le Paupérisme chez elle, les Nationalités à l'extérieur. L'issue progressive, c'était donner libre cours à l'éveil coopératif en économie au Nord et à l'éveil représentatif en politique au Sud. Cependant, choisir ainsi de faire honneur à son passé signifiait pour le monde civilisé moderne accepter de s'engager dans la voie de l'extinction des deux moyens civilisateurs antérieurs : l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, avouer que la civilisation avait achevé son œuvre et s'effacer devant la tâche nouvelle d'édification du communisme libre.

Il ne faut pas nous étonner que l'élite de la bourgeoisie libérale – républicains et socialistes – ne fit pas le poids face aux forces attachées unilatéralement à l'aspect purement "préhistorique" de l'ordre civilisé visiblement menacé. D'où la cristallisation du "Parti de l'Ordre", avec pour noyau la féodalité financière plaçant sous ses ordres l'aristocratie terrienne à l'intérieur, de même que les Puissances semi-féodales et les Notabilités asiatiques et tribales moribondes réparties sur toute la planète.

3- Le manichéisme néo-barbare

La domination néo-barbare sur le genre humain tout entier, ce fut véritablement l'ouverture du règne manichéen, les Lumières civilisées étouffées par les Ténèbres, après le monde civilisé inspiré par Dieu, la puissance de Satan, de l'Antéchrist autrefois annoncée matérialisant la prédiction. Notons au passage que, précisément, le Millénarisme contemporain en Occident date de la fondation des Adventistes du 7ème Jour par William Miller – en 1845, et que, parallèlement, l'Occultisme contemporain prend naissance avec le Spiritisme que la famille Fox découvre en déc. 1847 en Amérique. Nos Témoins de Jéhovah et adeptes des O.V.N.I. disposent donc d'un état civil en règle.

Le règlement manichéen du problème du Paupérisme et, par suite de la Famille au Nord fut le suivant : l'Entreprise devenue société anonyme est reconnue officiellement irresponsable directement vis-à-vis des Ménages salariés qu'elle occupe. Pour elle, le paupérisme est un simple problème "d'ordre public", politique, finalement policier et bureaucratique. L'Entreprise ouvertement parasitaire ignore en tant que telle les Ménages productifs ; maîtresse absolue de la Force de Travail, la main-d'œuvre (nommée aujourd'hui "ressource humaine") n'est pour elle qu'une simple proie à saigner.

Le règlement manichéen du problème des Nationalités et, par suite de l'État au Sud fut le suivant : le Gouvernement des pays "riches" devenu un pur Exécutif plébiscité est reconnu officiellement irresponsable vis-à-vis des Nations paysannes qu'il "protège". Pour lui, les nationalités sont un simple problème de "croissance" économique, finalement commercial et spéculatif. Le Gouvernement, ouvertement despotique, ignore en tant que telles les Nations fécondes : maître absolu de la Terre, les ressources naturelles du Tiers-Monde ne sont pour lui que territoire vierge à ravager.

La règle, dans l'ordre néo-barbare, c'est : pacifier/apprivoiser. On pacifie prioritairement au Sud, on apprivoise prioritairement au Nord. Mais, bien sûr, le couple répression-corruption est en vigueur partout, et les circonstances peuvent faire que la carotte prime pour quelque émir du Sud, tandis que le bâton prévaut pour des émeutiers de Los Angeles !

Dans ses deux pôles, de toute façon, le peuple mondial se trouve ravalé au rang de simple troupeau biologique de l'espèce animal domesticable. La seule différence est que, d'une part le ménage salarié au Nord et d'autre part la Nation paysanne au Sud se trouvent diversement frappés physiquement et moralement, par l'insécurité et l'humiliation, civilement et politiquement.

4- Collabos et Traîtres

Sous le joug de la néo-barbarie, on assiste à une situation des plus paradoxales, qui trouve son explication dans la technique "d'administration indirecte" de la civilisation décadente. Au Sud, il apparaît que plus on "décolonise", plus donc s'impose un Gouvernement local proclamé "indépendant", plus cet exécutif immédiat ôte toute

perspective à l'affirmation d'une réalité nationale, dont cependant, ledit gouvernement devrait être le représentant. De la sorte, on a une fiction d'État tout à fait scandaleuse. C'est que le Gouvernement en question n'a pas d'autre rôle que de faire remplir par des "indigènes" la fonction qui incombait autrefois aux Gouverneurs Militaires de la métropole. D'une manière analogue, au Nord, plus le Code du travail se perfectionne, plus donc s'imposent des Institutions civiles se portant garantes de la "protection sociale", plus ces organismes "d'élus des travailleurs" ôtent toute perspective à l'affirmation d'une quelconque sécurité sociale, dont cependant, lesdits organes de "défenseurs" des salariés devraient être les agents. C'est que le Syndicalisme en question n'est institutionnalisé et toléré que dans la mesure où il assure le rôle autrefois assuré par le chef du personnel et ses contremaîtres, l'arbitraire patronal étant désormais transféré à une couche d'"affranchis" du salariat.

La situation finale est que le système néo-barbare se soutient tendanciellement, d'une part par le moyen de purs traîtres politiques au Sud, qui singent le "nationalisme" ; d'autre part par de purs collabos civils au Nord, qui singent le "syndicalisme". D'où l'impression que l'on court après la Sécurité Sociale au Nord et vers l'Indépendance Nationale au Sud, comme après un mirage qui s'éloigne d'autant plus qu'on se croit toujours plus près de le saisir. Du côté des ménages salariés, la Propriété de la force de travail devient toujours plus une ombre, de même que du côté de la nation paysanne, la Souveraineté de la terre s'évapore à l'extrême. Il faut noter que dans le cynisme néo-colonial, la France de "gauche", "pays des Droits de l'Homme", se distingue tout particulièrement puisque, coup sur coup, elle se fit remarquer par l'invention du "droit d'ingérence humanitaire" et par la revendication de l'insertion d'une "clause sociale" dans les accords devant se substituer à ceux de feu le G.A.T.T.

Le développement infamant, à la suite de 150 ans d'aggravation de la domination néo-barbare sur le peuple mondial, développement décoré des beaux noms de "décolonisation" au Sud et "d'acquis sociaux" au Nord, nous l'expliquons par le fait que les deux armes de la répression et de la corruption ont su exploiter la division populaire de part et d'autre de manière spécifique. Au Nord, la masse populaire n'est pas simplement composée initialement de ménages salariés, mais aussi de familles de paysans "indépendants". Contre les salariés, la féodalité financière put tirer parti du côté purement préhistorique que comporte la situation du paysan parcellaire : la division civile patriarcale de ceux-ci entre eux, et leurs habitudes de filouterie politique, vis-à-vis du fisc et des fonctionnaires. Ces tares historiques déteignent relativement sur les salariés qualifiés et, par ces derniers, donnent son caractère au carriérisme syndical. Au sud, la masse populaire n'est pas composée uniquement de communautés paysannes, mais aussi d'une couche de notables traditionnels, chefferies ou marabouts, dont la féodalité financière sut admirablement tirer parti. L'esprit de potentats de lignage ou de village fut partiellement inoculé à la frange soigneusement choisie des intellectuels européanisés et, de là donnèrent son caractère au carriérisme nationaliste. Ceci rend compte des conséquences perverses de la néo-barbarie, qui produit à la fin : des conflits dits "ethniques" au Sud, et des émeutes de "vandales" au Nord.

5- La Justice immanente

L'ironie quelque peu macabre de la chose, c'est que la nécessité historique ne cesse de se renforcer, y compris dans le mouvement de décomposition de l'ordre civilisé, à la manière de ce qu'on appelait autrefois la "justice immanente". Cela nous porte même, dans l'état actuel de ruine avancée de la néo-barbarie, jusqu'au seuil d'une inversion de ses pôles. Expliquons-nous. À mesure que la crise principalement civile se développe au Nord, elle mène toujours plus à un ordre policier dans lequel le peuple est plus ouvertement traité comme "l'ennemi de l'intérieur", placé dans une position qui est celle d'"indigènes" de l'Occident soumis à une bande d'Entrepreneurs dont le visage devient purement et simplement celui de colons pillards. À ce moment, le salariat se trouve provoqué à ne mener rien d'autre qu'une lutte "d'indépendance" civile. Inversement, à mesure que la crise principalement politique se développe au Sud, elle mène toujours plus à un ordre rapace dans lequel le territoire est plus ouvertement traité comme "inoccupé", dépouillé de ses richesses naturelles hypothéquées par des montagnes de "Dettes". À ce moment, la paysannerie se trouve provoquée à ne mener rien d'autre qu'une lutte pour la "sécurité sociale" politique, de délivrance d'une communauté "prolétaire", soumise à une poignée de Gouvernements dont le visage devient purement et simplement celui de despotes sadiques. Ceci n'est pas pour surprendre puisque, dès l'origine, la lutte des ménages salariés contre le paupérisme est indissociablement liée à la conquête des attributs effectifs du suffrage universel, c'est-à-dire la domination politique dans l'État de la masse populaire et donc, à terme, l'extinction subséquente du Gouvernementalisme oppresseur. De la même manière, dès l'origine, la lutte des nations paysannes contre le colonialisme est indissociablement liée à la conquête de la "modernisation" industrielle, c'est-à-dire à la domination économique sur le Marché mondial par l'océan populaire du Tiers-Monde et donc, à terme, l'extinction subséquente de l'Entreprise exploiteuse.

———————

Exploitation et Parasitisme

Chez les Puissances du monde, qu'on appelait autrefois l'Occident et à présent le Nord, puissances que l'on dit "pays riches" et qui ne sont que le siège de la domination néo-barbare de la planète, faisant la loi à l'O.N.U. il n'y a qu'un seul et unique problème fondamental, clef de tous les autres : c'est ce que l'on nomme depuis 150 ans la Question Sociale, ou problème des "relations dans l'entreprise". Plus précisément, il faut dire que la question fondamentale à l'Ouest est la question civile, celle des relations des ménages à l'entreprise. C'est dire que ce qui ronge par-dessus tout la société "occidentale" est le parasitisme économique dominant, qui s'est substitué à l'exploitation capitaliste civilisatrice depuis la même époque. Depuis 150 ans en effet, la forme motrice d'entreprise qu'était la commandite par actions, responsable et concurrentielle, fut évincée au profit de la Société Anonyme technocratique et parasitaire. L'aggravation par bonds successifs du parasitisme dominant nous a amenés au point actuel où c'est l'État-Patron lui-même qui est devenu le principal organe du parasitisme actif. D'où l'insoluble problème nouveau grévistes/"usagers", signifiant seulement que les conflits économiques sont à présent directement politiques.

Les forces néo-barbares ne font pas mystère que cette Question Sociale est le problème fondamental de la société occidentale. Depuis 150 ans, c'est en effet de la manière la plus officielle que l'on triture toutes les "formules" possibles et imaginables tournant autour de cette question pour l'esquiver en même temps, la soulever pour n'y donner que des réponses perverses qui l'aggravent encore. Nationalisations, participations, autogestion, corporatisme, tout a été envisagé et pratiqué tour à tour, ne faisant finalement qu'intensifier et élargir le problème lui-même, que renforcer les mobiles manichéens du parasitisme : la spéculation et la technocratie. Toujours est-il que l'aveu est fait, par les despotes politiques qui se disent gouvernants, et par les empoisonneurs publics qui se disent l'élite intellectuelle, que la Question Sociale est notre enjeu occidental fondamental décisif, qui conditionne la paix sociale et la guerre sociale et donc, finalement le sort de tout notre édifice social.

Depuis 1850 cependant, c'est-à-dire les origines mêmes de la Question Sociale, la véritable réponse fut exprimée. Dès cette date, le mouvement de démocratie civile déclara qu'une seule issue était possible : le "droit au travail" assuré par la substitution de l'Association à la Concurrence. Et en 1902, cette issue fut même incorporée dans l'article 1er des Statuts de la C.G.T., proclamant que "le but fondamental du mouvement syndical était l'abolition du salariat et du patronat". Donc, ni la jungle de l'économie privée parasitaire, ni la caserne de l'économie publique parasitaire, mais le "travail associé" reposant sur la prédominance établie des ménages sur l'entreprise et absorbant tout à la fois les anciennes fonctions d'employeur et d'employé. L'ensemble des "agents économiques", comme disent nos académiques, se trouvant collectivement à leur compte, seule forme possible d'économie pouvant succéder à l'économie marchande généralisée, donc objectivement socialisée à travers la "main invisible" du marché exerçant sa sanction à travers le couperet des prix, la coopération générale succédant à ce mécanisme

conservant la liberté du travail mais dépouillée de l'exploitation et du développement aveugle. Le système nouveau d'Association économique ne peut avoir pour règle que : "De chacun selon sa contribution libre, à chacun selon la consommation disponible", étant entendu que les conditions de survie considérées comme essentiellement gratuites, sont élevées au rang de priorité absolue par l'autorité sociale.

Le fond de la crise civilisée occidentale est la Question Sociale. Celle-ci, qui accuse les relations civiles, le rapport existant entre les ménages et l'entreprise, doit s'aborder, dans le contexte de la néo-barbarie dominante depuis 150 ans, sous l'angle du parasitisme économique.

À ce propos, il faut souligner le fait que ce qu'on appelle le "mouvement ouvrier", qui date précisément depuis 150 ans lui aussi n'a jamais très bien compris, de manière claire et ferme, ce qu'il fallait entendre par l'expression "exploitation de l'homme par l'homme". Il nous faut très nettement distinguer l'exploitation économique et le parasitisme économique.

L'exploitation de l'homme par l'homme, au sens strict, constituait l'essence même du régime économique de l'ordre civilisé. Ce régime économique s'est développé et perfectionné durant 25 siècles, en parcourant les grandes étapes de l'esclavage (productif), du servage et du salariat. Il fut le moteur même du développement civilisateur. Si nous sommes justifiés de la "condamner moralement", c'est uniquement dans la mesure où la phase civilisée de l'histoire humaine apparaît aujourd'hui comme contradictoire, transitoire, et finalement périmée et "préhistorique". Ce n'est pas une raison pour y voir, avec une illusion rétrospective déplacée, un système de violence arbitraire, reposant essentiellement sur la "contrainte extra-économique", relevant du "travail forcé", tel qu'on peut l'imposer aux bagnards, aux condamnés de droit commun dans les prisons, dans les camps de prisonniers en temps de guerre, ou aux populations coloniales livrées aux négriers par la traite et soumis plus tard au système de la main-d'œuvre forcée de "l'indigénat". Si l'on écarte les situations de crise intercalaire auxquelles l'ordre civilisé ne pouvait échapper pour se perfectionner, l'exploitation était purement et simplement le régime économique qui établissait une relation "d'unité antagonique" entre l'exploiteur et les exploités. Ce régime était authentiquement civilisateur, dans les limites assignées historiquement à l'ordre civilisé, c'est tout ce qu'on peut dire ! Il se justifiait historiquement, précisément parce qu'il était le moyen simultané de perfectionnement de la propriété privée qui le fondait, propriété privée non seulement de l'exploiteur maître de la matière du travail, mais parallèlement propriété privée de l'exploité maître de la force de travail. "Tout le monde" gagnait à l'existence et au perfectionnement de l'ordre civilisé, c'est-à-dire de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ceci peut surprendre les adeptes du romantisme social, mais ce n'en est pas moins la réalité historique pure et simple. Durant la phase civilisée de l'histoire humaine, l'exploitation n'était pas un phénomène superficiel, mais le moteur économique lui-même ; ce n'était pas un système arbitraire, mais historiquement fondé de la façon la plus solide. Ne pas comprendre cela, c'est ne rien comprendre aux 25 siècles de civilisation. Nous devons finalement bien nous convaincre que des deux "partenaires", l'exploiteur et l'exploité, c'est en dernière analyse l'exploité qui devait être le bénéficiaire final de l'exploitation, comme il en avait été le véritable promoteur initial à l'époque de la décomposition de la société primitive.

Pour bien comprendre la relation "dialectique", c'est-à-dire contradictoire, à double face du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme il faut bien saisir que l'enchaînement esclavage-servage-salariat manifeste l'union de deux tendances diamétralement opposées : d'une part, quant à la forme, il s'agit d'un progrès continu de la propriété privée, qui mène au terme du processus à la proclamation officielle de la "liberté du travail", l'exploité devenant alors un salarié, c'est-à-dire lui-même "commerçant", totalement responsable de son entretien en tant que vendeur de sa force de travail et, par suite, ne pouvant s'engager "qu'à temps" chez un employeur ; d'autre part, quant au contenu, la même évolution allant de l'esclavage au salariat manifeste l'intensification de l'exploitation, jusqu'au stade final de sa gestion "scientifique", intégrale, ce qui constitue une aggravation progressive de l'exploitation, et non point du tout l'inverse comme le comprennent les purs apologistes vulgaires du capitalisme industriel.

Le perfectionnement successif de l'exploitation a, sans le vouloir bien sûr, mis au monde une classe, les salariés, qui est formée d'exploités "libres", c'est-à-dire qui sont eux-mêmes des marchands, en tant que négociateurs de leur force de travail. C'est ce qui fonde précisément le fait que le capitalisme industriel soit un monde de systématisation de l'économie marchande. Mais il s'agit plus que d'une simple extension quantitative de la part prise par le commerce dans l'économie. C'est d'un changement qualitatif qu'il est question : la circulation des marchandises et la loi du marché, au lieu d'être le moteur indirect de l'économie comme auparavant, principalement par le commerce des produits de luxe touchant les classes dominantes, et par les échanges internationaux concernant l'État, devient explicitement, directement, le moteur interne de l'économie. Or, la loi du marché triomphante amène avec elle une socialisation objective ouverte des rapports économiques, puisque le sort de tous les entrepreneurs dépend désormais de la "main invisible" de la règle des prix et du taux de profit moyen dont ils ne sont pas personnellement maîtres mais qui, au contraire fixe leur destinée aveuglément.

Cependant, du côté du marché du capital, l'intérêt exclusif de chaque entrepreneur prend le pas sur toute concertation possible entre eux pour ambitionner de "planifier" l'économie. Au contraire, du côté du marché du Travail, la même socialisation objective est ressentie mais du fait même que les salariés subissent absolument la loi du marché, qu'ils se trouvent en concurrence entre eux non pas avec l'espoir d'accumuler et au contraire seulement pour freiner la dépréciation de leur force de travail, il y a de ce côté une prédisposition spéciale à pouvoir et devoir se proposer que la socialisation objective préexistante devienne délibérée. Toute la nécessité historique du communisme civilisé, et le rôle électif des salariés pour ce faire, sont là finalement. Le grand obstacle à la promotion communiste de l'économie bourgeoise, ce qui est la grande menace de dévoyer la société bourgeoise civilisée dans le sens barbare, et la mission historique du salariat en même temps, c'est que l'héritage politique de la civilisation soit tourné contre son héritage civil. En effet, le handicap, l'incapacité historique des entrepreneurs capitalistes privés, en ce qui concerne la maîtrise du marché, leur offre une issue réactionnaire qu'ils ont sous la main : traiter le marché général, c'est-à-dire les rapports humains, comme l'État collectif se conduit envers le territoire national, qui est simple monopole naturel collectif. Du coup, soit on étend par la force l'hégémonie économique par le militarisme et le colonialisme, soit on rompt avec le marché mondial, dans le sens nationaliste et

chauvin, par le protectionnisme et l'autarcie. Dans les deux cas c'est évidemment une évolution barbare, négatrice de la civilisation ; et dans les deux cas le vrai mobile fondamental est non plus la Propriété et la Liberté, mais le refus de s'incliner devant la pression historique du salariat, de diviser, avilir et dompter ce dernier.

Ce qui rend d'autant plus impérative l'entreprise de décomposition de l'ordre civilisé par la féodalité financière, c'est que le salariat a encore un immense avantage sur les classes exploitées du passé : sa concentration dans des agglomérations industrielles géantes. Cette classe a donc toutes les qualités pour abolir l'exploitation civilisée et lui substituer le travail associé. Mais il est clair aussi qu'il doit entreprendre de réaliser sa mission en affrontant d'énormes difficultés.

En tout cas, le caractère même de la mission du salariat montre très nettement qu'elle ne va pas dans le sens du fonctionnarisme et de l'Étatisation, tout au contraire ! Et le fait que le salariat ait toutes les qualités pour atteindre son but ne veut pas du tout dire que le salariat exploité, dans les conditions subsistantes de l'exploitation ou du parasitisme, établit déjà un dépérissement spontané de l'exploitation, comme le laissent entendre les "chefs ouvriers" vendus au système. Au contraire ! Le salariat, en tant que tel, doit être reconnu comme le système de l'exploitation porté à son comble, systématique et scientifiquement organisé, par le fait même qu'il est "libre", intégralement responsable de son entretien et de celui de son ménage, et que l'employeur capitaliste n'a plus à se soucier que de tirer parti de la façon la plus rationnelle possible de sa force de travail, à l'atelier, à la ferme ou au bureau.

En tout état de cause, le parasitisme économique, qui succède à l'exploitation vers 1850, est tout autre chose. Ce nouveau régime, qui est celui de la société anonyme appuyée par le préfet de police, substitue à l'unité antagonique capitaliste-salarié un rapport purement manichéen, celui d'une bande de "colons" métropolitains, qui dévorent unilatéralement la substance de la masse salariée dorénavant traitée comme une simple population "d'indigènes" nationaux. En d'autres termes, l'exploitation devenue parasitisme se développe désormais de manière autonome, sans plus aucune relation avec le développement de la propriété privée et de la responsabilité qui seule la justifiait historiquement. D'où, d'un côté, la bande parasitaire dominante exclusivement marquée par la spéculation et la technocratie et, de l'autre côté, la socialisation de l'insécurité de la masse indigène soumise de fait au travail forcé, condition illustrée à la fois par l'institution du "minimum vital" et la mal nommée "sécurité sociale". C'est ce même système d'insécurité socialisée, indissociable du parasitisme dominant, que ces mêmes parasites se permettent de vilipender sans la moindre pudeur en rabâchant à satiété que les salariés sont devenus de misérables "assistés", ce qui est quand même un comble ! Nous ne devons pas pour autant nous masquer la double décomposition néo-barbare de la condition du capital et du salariat dans les conditions présentes, et nous laisser aller à une apologie réactionnaire de la socialisation de l'insécurité des salariés, laquelle constitue finalement un avilissement de ceux-ci, les ravalant, à travers le double mécanisme du S.M.I.G. et du "salaire indirect" des prestations sociales, au niveau des bestiaux d'un fermier auxquels ce dernier prodigue plus ou moins consciencieusement ses soins, qui veille plus ou moins à leur auge et leur étable ! Plus précisément, le système économique du parasitisme est celui que nos néo-barbares ont expérimenté lors de nos "Grandes Guerres" et "adapté" au temps de "paix" : système des travailleurs "requis",

soumis au "rationnement". N'oublions pas que notre S.M.I.G. est le système de la ration établi sous Pétain sous le nom de "minimum vital".

On pourra dire que nous "noircissons le tableau" à plaisir, que nous poussons "l'exagération jusqu'à la caricature", au point de "desservir nous-mêmes notre cause", et… Nous faisons notre devoir : secouer la naïveté néfaste et démasquer trop de gens intéressés à entretenir la somnolence d'autrui. Bien sûr que le régime du parasitisme arrive à se tenir et durer ! Mais à quel prix ! Au prix de quel pillage néo-colonial ? Au prix de quelle humiliation populaire métropolitaine ? Au prix de maintenir un ordre social assis sur un volcan ?

Un peuple salarial fier et digne ne peut se résoudre à rester prostré dans une condition institutionnalisée de "mendiants" actifs, ce qu'on taxe "d'insertion sociale" et qu'on glorifie en parlant de travailleurs ayant le bonheur d'échapper à "l'exclusion".

Il nous faut délivrer à tout prix le mouvement salarial de la perspective qui était celle des saint-simoniens, tout à fait unilatérale, concernant "l'exploitation de l'homme par l'homme", qui se serait simplement adoucie progressivement en passant de l'esclavage au servage puis au salariat. Cette opinion se justifiait en 1825, dans le cadre du capitalisme civilisateur ; elle devient absolument négative dans le cadre actuel du capitalisme parasitaire. Aujourd'hui continuer à prêcher cet évangile a un double défaut : d'un côté on diabolise verbalement "l'exploitation", comme quelque chose qui aurait été "anormal" pendant 25 siècles et qui, fort heureusement s'est évaporée presque intégralement de nos jours, grâce aux mensongers "acquis sociaux" ; d'autre part on fait implicitement une honteuse apologie du parasitisme dominant actuel, qui n'est autre qu'une corruption de l'exploitation civilisatrice d'antan.

Nous avons à détruire le parasitisme dominant depuis 150 ans. Et dans le même mouvement nous abolirons le régime économique de l'exploitation civilisée qui a duré 2500 ans et ne répond plus aux exigences économiques actuelles.

———————

Sécurité sociale et Indépendance nationale

Il y a 150 ans, l'Europe de la bourgeoisie libérale, maîtresse du marché mondial, se trouvait à la tête du genre humain tout entier. Elle justifiait cette position en ayant assuré la victoire du parlementarisme à l'intérieur, et celle de l'abolitionnisme à l'extérieur. Mais aussitôt, la bourgeoisie moderne se trouvait devant deux défis à relever : en Europe, c'était le défi du Paupérisme de la classe salariale ; dans les contrées arriérées, c'était le défi des Nationalités des communautés paysannes.

Effrayée par ces deux défis, dont la solution réelle réclamait le remaniement complet de l'ordre civilisé traditionnel dans le sens du communisme libre, l'Europe s'engagea dans la voie d'une réaction sociale systématique, manifeste aux environs de 1845. L'Europe répondait à son problème intérieur par le despotisme politique, la primauté de l'Exécutif sur le Législatif, l'État policier. Le peuple salarial se voit livré au pur parasitisme économique, qui se substitue à l'exploitation civilisatrice traditionnelle. L'Europe répondit au problème extérieur qui se pose à elle par la razzia coloniale, la finance européenne tenant les contrées arriérées pour des "pays vacants", offerts au pillage. Les communautés paysannes du Tiers-Monde se virent livrées au despotisme politique déclaré, qui se substituait à l'oppression civilisatrice traditionnelle. En somme, la féodalité financière européenne appliquait en Europe la politique de Malthus, la politique du S.M.I.G., qui traite les ménages salariés ni plus ni moins que comme des esclaves indigènes ; et elle appliquait aux colonies la politique du tsar Alexandre 1er, celle des "colonies militaires" et du "Code allogène"… qui considère que les territoires envahis sont à priori "vierges".

Durant les 100 ans qui suivirent l'adoption par l'Europe du régime néo-barbare, de 1845 à 1945, l'Amérique ôtant entre-temps la direction du mouvement à l'Angleterre, ce ne fut que le "progrès" de la décrépitude civilisée. Alors, à l'issue de la seconde Guerre Mondiale, dite "victoire de la démocratie" et avènement des "nations unies", une sorte d'état indépassable de la néo-barbarie sembla atteint, sous la forme d'un système "universel" d'Administration Indirecte. Au Nord, dans le monde "riche", on instaure la Sécurité Sociale et les Comités d'entreprise ; au Sud, dans le Tiers-Monde, on accorde les Indépendances Nationales et "l'aide au développement".

En fait, depuis 1845, la domination de la féodalité financière étant admise, les ménages salariés du Nord courent après la "sécurité sociale", et les nations paysannes du Sud courent après "l'indépendance nationale". Cent ans plus tard, la démocratie triomphante onusienne prétend que tous sont arrivés au port, que les vœux des uns et des autres sont comblés. Par suite, personne n'a plus rien à réclamer. Qu'en est-il en fait ? L'euphorie initiale du "monde libre" a pu faire illusion pendant un temps mais, 45 ans plus tard, le résultat final est une véritable catastrophe planétaire.

1945

À l'Ouest, en France précisément, octobre 45 est la date de l'Ordonnance créant la Sécurité Sociale création de l'A.G.I.R.C. (retraites complémentaires).

Au Sud, la "décolonisation" démarre en trombe avec la partition de l'Inde (1947).

1960

Au Nord, en France précisément, en décembre 1961, un accord C.N.P.F./syndicats crée l'A.R.R.C.O. ; les retraites complémentaires obligatoires.

Au Sud, c'est la fin de la Guerre d'Algérie en 1962 et la fondation de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine), marquant le sommet de la "décolonisation".

1975

Au Nord, en France précisément, 1974 est l'année de mise en place de la compensation financière entre les différents régimes de Sécurité Sociale, et de l'extension de l'assurance vieillesse et des prestations familiales à tous. Mais depuis le "plan Durafour" de 1975, il ne se passe quasiment pas une année sans "plan de redressement" de la Sécurité Sociale !

Au Sud, les derniers restes de colonisation directe disparaissent, avec l'indépendance de l'Angola et du Mozambique en 1974. Mais depuis la même époque se déclenchent des conflits au Sud qui ne feront que s'envenimer : Guerre du Kipour en Israël en 1973 ; Guerre du Liban en 1975 ; révolution de Kadhafi en 1973 en Libye ; Guerre entre Maroc et Espagne en 1975 ; guérilla au Mexique en 1974 ; coup d'État au Nigéria en 1975 ; Guerre anti-Kurdes en Irak en 1974 ; scission du Pakistan et du Bangladesh en 1974 ; coup d'État militaire au Rwanda en 1973 ; Front Polisario en 1973 au Sahara occidental ; coup d'État au Tchad en 1975 ; coup d'État militaire en Thaïlande en 1975 ; intervention à Chypre de la Turquie en 1974.

1990

Avec la chute du Mur de Berlin en 1989 et les émeutes de Bab el-Oued en Algérie fin 1988, en même temps que les suites du Krach financier à Wall Street d'octobre 1987, on peut dire que c'est la catastrophe générale de la Sécurité Sociale au Nord et des Indépendances Nationales au Sud qui se déclare. Chômage massif et chronique chez les riches, conflits "ethniques" chez les pauvres, Guerre du Golfe, tout nous place désormais dans l'atmosphère "avant-guerre"…

Ce qui est le plus significatif c'est de comparer la situation initiale de l'ordre néo-barbare en 1845 et celle qui est la nôtre 150 ans plus tard, en 1995. Au départ, l'Occident avait à faire à un problème civil à l'intérieur, celui du Paupérisme, et à un problème politique à l'extérieur, celui des Nationalités. Aujourd'hui, la situation se trouve comme inversée, du fait que la Sécurité Sociale a fait faillite à l'Ouest, et que les Indépendances Nationales se révèlent un désastre au Sud. Désormais, les "riches" souffrent par-dessus tout du despotisme politique, broyés dans une "société sécuritaire" qui porte l'humiliation

morale à l'extrême ; les "pauvres" du Tiers-Monde, eux, souffrent par-dessus tout du parasitisme économique, saignés par la "dette" qui porte l'insécurité physique à son comble. C'est ainsi que les ménages salariés du Nord, ne découvrant dans la Sécurité Sociale que la socialisation de l'insécurité, sont amenés à se proposer la lutte pour "l'indépendance" civile, contre l'État policier, comme priorité, lutte qui porte avec elle l'objectif pur et simple du Salaire Gratuit, seule forme désormais concevable d'une réelle sécurité sociale. Réciproquement, les nations paysannes du Sud, découvrant dans l'Indépendance Nationale une simple fiction juridique, une pure socialisation de la dépendance économique, elles sont amenées à se proposer la lutte pour la "sécurité" économique contre la pieuvre financière, comme priorité, lutte qui porte avec elle l'objectif pur et simple du Gouvernement Mondial, seule forme désormais concevable d'une réelle indépendance nationale.

Il est curieux de signaler combien la "sécurité publique" devient une obsession en Occident, la lutte contre la "délinquance", la "sécurité dans le métro", la "situation explosive des banlieues", la panique officielle devant l'évolution du "taux de criminalité", les "révoltes dans les prisons", etc.

Il est bon également de mentionner le délire des officiels vis-à-vis du monstre qu'est le "déficit de la sécurité sociale" ! Le Dr Jean Defontaine, dans *Le Figaro* du 25/06/1991 en "avançait les raisons" de la façon la plus plaisante : "Anxiété et dépression : 50 % des médicaments vendus en France ; la perte de la religion chrétienne laisse les gens sans consolateur ni perspective d'une vie meilleure dans l'au-delà ; le déprimé recherche le médicament qui lui procure une satisfaction buccale et donc psychanalytiquement très primitive". Voilà ce que sont les autorités de référence de notre néo-barbarie.

———————

Le peuple mondial : Nord et Sud

Depuis 150 ans, la planète comme un seul tout doit faire face à un seul et unique problème, celui de la crise générale de l'ordre civilisé. Cette crise qui est allée s'aiguisant par bonds successifs, pose le problème de la nature de l'ordre mondial qui doit succéder à celui de la civilisation. Cette crise met aux prises la puissance dominante qui s'oriente vers un ordre néo-barbare intégral et suicidaire, et la puissance populaire dominée qui s'oriente vers un ordre néo-communiste émancipateur.

La lutte gigantesque et absolument inédite qui oppose les forces de la Nouvelle Barbarie à celles du Nouveau Communisme, prend deux expressions à la fois opposées et identiques, complémentaires et convergentes, au Nord et Sud, chez les puissances dites "riches", fortes des armes et de l'argent, et dans le Tiers-Monde dit "sous-développé", fort du nombre et de l'intelligence.

• **Au Nord**, le problème saillant est le problème civil, celui de la crise de l'élément Famille de l'ordre civilisé antérieur, étant entendu que ce que nous désignons par "Famille" est le rapport civil global qui unit l'Entreprise et les Ménages. Ici, depuis 150 ans, la crise civilisée et son approfondissement se traduisent par une recherche éperdue, par la masse des ménages de manuels et d'exploités, de la SÉCURITÉ économique. Sous la néo-barbarie dominante, cette recherche de la Sécurité apparaît aujourd'hui comme un mirage qui s'est toujours plus éloigné dans la mesure même où on pensait s'en emparer. L'aboutissement de cette poursuite échevelée de la sécurité nous a amenés à un régime d'insécurité socialisée nommé "sécurité sociale", régime à présent en crise ouverte à son tour… Arrivés à ce cul de sac, il faut bien que la section du peuple mondial située au Nord de la planète découvre que sa poursuite de la sécurité économique est indissociable de la conquête de l'INDÉPENDANCE politique. Il s'avère donc au bout du compte que le parasitisme dominant qui ôte tout espoir de conquête de la sécurité économique oblige le peuple à renverser le despotisme dominant qui proscrit toute indépendance politique du peuple. À son tour, l'objectif désormais élevé au premier plan d'indépendance politique, c'est-à-dire le renversement de l'État policier, présuppose que le peuple se dote d'une véritable identité spirituelle et morale, qu'il manifeste un mode de pensée complet qui lui soit propre, méthode mentale et conception du monde tout ensemble, et qu'il manifeste une conduite morale complète qui lui soit propre, appréciation des intentions et qualification des actes tout ensemble. L'indépendance spirituelle et morale du peuple, clef de sa souveraineté politique, et par ce moyen, de sa sécurité économique, doit être trouvée par le rassemblement de la masse populaire autour du salariat et de la bourgeoisie libérale, les deux sections avancées du peuple qui à leur tour sécrètent une avant-garde restreinte qui forme le "parti" du communisme civilisé.

• **Au Sud**, le problème saillant est le problème politique, celui de l'élément État de l'ordre civilisé antérieur, étant entendu que ce que nous désignons par "État" est le rapport politique global qui unit le Gouvernement et la Nation (cette dernière étant le nom donné à la collection des chefs d'entreprises, eux-mêmes chefs des familles au sens

large). Ici, depuis 150 ans, la crise civilisée et son approfondissement se traduisent par une recherche éperdue, par la masse des familles de diplômés citadins et de paysans ruraux, de L'INDÉPENDANCE politique. Sous la néo-barbarie dominante, cette recherche d'indépendance apparaît aujourd'hui comme un mirage qui s'est toujours plus éloigné dans la mesure même où on pensait s'en emparer. L'aboutissement de cette poursuite échevelée de l'indépendance nous a amenés à un régime de dépendance socialisée nommé "décolonisation", régime à présent en crise ouverte à son tour… Arrivés à ce cul de sac, il faut bien que la section du peuple mondial située au Sud de la planète découvre que sa poursuite de l'indépendance politique est indissociable de la conquête de la SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE. Il s'avère donc au bout du compte que le despotisme dominant, qui ôte tout espoir de conquête de l'indépendance politique, oblige le peuple à renverser le parasitisme dominant qui proscrit toute sécurité économique du peuple. À son tour, l'objectif désormais élevé au premier plan de sécurité économique, c'est-à-dire de rupture avec le mécanisme de vampirisme néo-colonial auquel on donne le nom de commerce international, cet objectif présuppose que le peuple se dote d'une véritable identité spirituelle et morale. L'identité spirituelle et morale de la fraction immense du peuple mondial se trouvant au Sud, clef de sa sécurité économique et, par ce moyen, de son indépendance politique, doit être trouvée par le rassemblement de la masse populaire autour de la bourgeoisie libérale et du salariat, les deux sections avancées du peuple, qui à leur tour sécrètent une avant-garde restreinte qui forme le "parti" de la civilisation communiste.

C'est ainsi que le communisme civilisé au Nord et la civilisation communiste au Sud convergent en une seule avant-garde du peuple mondial unique. Ainsi, le peuple mondial, de concert au Nord et au Sud, se trouve entraîné au même but fondamental, lequel se présente seulement sous deux faces indissociables : le Gouvernement Mondial d'une **Nation humaine unique**, et la gratuité du salaire (des moyens de survie) acquise aux employés d'une seule **Coopérative universelle**.

Les Prédateurs Coloniaux

Le tournant décisif qui fit passer la France de la politique de colonisation civilisatrice au colonialisme purement prédateur fut acquis en principe le jour même où, en Juin 1848, on écrasait les "Rouges" à Paris. Les premiers germes de ce retournement se laissent déceler 10 ans plus tôt, lors de la crise mondiale de 1838-1841, date où l'Angleterre brise le Chartisme et imprime déjà fermement pour elle-même l'orientation néo-barbare. Sur le continent, c'est le prince-Président Louis-Napoléon seulement qui donnera en 1852 une application systématique à la politique décidée par les "hommes d'Ordre" de 48. Reprenons ces trois moments.

1840

Les historiens sans complexe de "l'œuvre coloniale" commencent à déplorer la pusillanimité de la royauté bourgeoise d'avant 1840 : "La France s'absorbait dans le rêve médiocre d'un peuple sans histoire" (G. Hardy – 1943). Dans l'esprit de la décadence civilisée contemporaine, en effet, ne pas se ruer dans la néo-barbarie, c'est se complaire dans l'esprit étriqué d'épicier ; et Louis-Philippe n'est que le "roi podagre" (qui a la goutte aux pieds). Mais vers 1840, avec la tension internationale anglo-française, le battage sur les fortifications de Paris puis le "retour des cendres" de Napoléon Ier, la féodalité financière voit une issue en perspective. En particulier, il faudra casser le traité de la Tafna de 1837 avec Abd el-Kader. On nous dit : "Deux courants bien nets s'affirmaient de jour en jour à travers la grisaille politique : l'un représentait la vieille ardeur française, nourrie de grands souvenirs et rajeunie, par les exploits de nos soldats en Algérie ; l'autre, c'était l'opinion des commerçants et qui demandait la création de marchés extérieurs". Dans la "vieille ardeur française", il nous faut voir l'esprit du grognard Chauvin au Ier Empire se muant en républicanisme dévoyé à la Bugeaud ; dans "l'opinion des commerçants", l'on pense aux malversations du munitionnaire Ouvrard de Napoléon Bonaparte qu'il s'agit maintenant d'ériger en système, à la manière du socialisme dévoyé du banquier Pereire. Les choses prennent donc tournure : "À la fin de 1842, une note toute nouvelle apparaît dans l'histoire de notre colonisation africaine : des comptoirs fortifiés, comportant le droit inséparable de souveraineté, seraient échelonnés à courte distance sur toutes les côtes du golfe de Guinée, du Sénégal au Gabon".

1848

"La République de 1848 n'est nullement hostile à l'idée coloniale. Bien plus, ses principes l'amenèrent dans les colonies, non plus de simples annexes de l'État, tout juste commodes pour les entreprises commerciales, mais des parties intégrantes du territoire national ; elle proclame : on défendra le sol de l'Algérie et des colonies comme le sol même de la France".

Ce qu'on nous nomme comme le "rajeunissement des principes" de la colonisation est désormais acquis et consiste en deux points : primo, le Gouverneur Militaire est définitivement substitué à l'Intendant d'autrefois ; secundo, le Colon pillard, suzerain collectif du pays conquis, a carte blanche pour s'emparer de la Terre, des ressources naturelles d'outre-mer.

1852

"La République de 1848 avait rompu avec l'ancien système, le second Empire adopta la même ligne". Le ministre de la Marine Chasseloup-Laubat, successeur de Ducos définit le programme de la façon la plus nette : "Il ne s'agit pas de fonder une COLONIE telle que nos pères l'entendaient, avec des colons d'Europe, avec des institutions et privilèges locaux. Non ! c'est un véritable EMPIRE qu'il faut créer, une suzeraineté avec un commerce accessible à tous". Ainsi donc "Ce n'est plus à contrecœur que le gouvernement

aborde les entreprises de colonisation ; l'œuvre coloniale prend un caractère d'ampleur et de méthode".

Mais quelle est la méthode adaptée à ce but ? Elle tient en deux mots : d'abord "PACIFIER" ; ensuite "APPRIVOISER". Pacifier ne fait pas problème, c'est affaire de canons et de baïonnettes. Apprivoiser est plus subtil. D'abord, il faut détruire toute forme d'autonomie administrative des communautés indigènes, placer les régnicoles sous administration française, sauf pour le "statut personnel" musulman. Ensuite, il reste à charger, sous contrôle des autorités françaises, des chefs indigènes de veiller à la sécurité publique et de faire rentrer les impôts, ce qu'on appelle "ouvrir aux indigènes intelligents et dévoués l'accès des affaires du pays". En résumé, le tournant à prendre, c'est celui de "l'administration indirecte".

———————

Politique

Indigènes et Béni-oui-oui

Dans nos pays dits "riches", en Occident, au Nord de la planète, il n'y aura pas d'éveil du peuple, de perspective sérieuse d'émancipation sociale, sans que l'on acquière une conscience solide que depuis le début de l'"époque contemporaine", depuis 1848, précisément depuis cette date où naquirent à la fois le "suffrage universel" et la "législation sociale" (Code du Travail), c'est également depuis ce moment que le sort fondamental des salariés est devenu celui de simples **"indigènes"** écorchés par quelques familles de **"gros colons"**, appuyés dans leur tâche par une bande de béni-oui-oui qui n'est autre que l'armature des "centrales syndicales". Par suite, le fond de la Question Sociale, c'est simplement le fait que couve dans la société une véritable "guerre d'indépendance", mais une guerre d'indépendance civile.

Jules Guesde, le fondateur du premier parti marxiste en France (1879), parlait déjà d'un "1789 ouvrier" ayant pour but d'"abolir la traite des blancs" (juin 1880). Dès 1872, il disait : "il existe une nation dans la nation, une France dans la France".

Evidemment, dans l'état présent d'abaissement sans précédent de la conscience sociale, nos propos ne peuvent manquer d'apparaître comme des plus fantaisistes ou dangereusement provocateurs. Raison de plus pour nous élever avec force contre le mensonge et l'hypocrisie ambiants, rompre le charme du régime néo-barbare en place, autrement plus affirmé que du temps des guesdites ! En effet, en 1880, le capitalisme parasitaire était loin encore de prendre la forme que nous lui connaissons en 1995, celle de la technocratie dominante du "secteur public" et celle de la bureaucratie tentaculaire des "assistantes sociales" répandues à tous les niveaux.

Le critère absolu, la pierre de touche qui permettront de garantir le réveil social, c'est qu'une élite du salariat proclame courageusement, et sans complexe aucun, que tout le barvadage officiel des syndicats sur les "acquis sociaux", la "démocratie" et le reste ne sont qu'un tas d'immondices, du terrorisme intellectuel de pharisiens dont le seul objet est l'apologie indigne du statut d'"indigènes" sociaux qui est imposé au salariat actuel. Malgré le risque évident que cela comporte, arracher le masque des "affranchis" du salariat qui se posent en "défenseurs" patentés des travailleurs, cela est la tâche la plus sacrée, de salut public. La simple revendication du respect de la "nation salariale", la seule conquête de son "identité" sociale, exigent de la manière la plus impérative que **les syndicats et partis de gauche**, tels que nous les connaissons, sont la première ligne de défense du régime néo-barbare en place.

L'apologie obscène et arrogante de l'indigénat salarial a une longue tradition, depuis Victor Hugo jusqu'à Jacques Duclos ; nous avons la nôtre, il ne faut pas l'oublier, celle de la dignité salariale, depuis les Quarantuitards jusqu'aux Soixantuitards ! Néanmoins, nous avouons la domination continuée et renforcée des béni-oui-oui sur le salariat jusqu'ici. Jusqu'ici, messieurs ! "Gare à la revanche", comme dit la chanson des communards… "Jusques à quand" diraient-ils encore, aurons-nous des Syndicats qui prospèrent en se plaçant sous la tutelle du Préfet de police ? Jusques à quand aurons-

nous des partis de Gauche qui prospèrent sous la tutelle du Président de la République, "chef des armées" ?

Si on fait bien attention, l'apologie du statut d'indigènes imposé au salariat imprègne intégralement toutes les **histoires officielles du "mouvement ouvrier et socialiste"** pondues par les Syndicats et la Gauche prostitués. Ceci apparaît dans le fait que tout comme le manuel du ministre de l'Intérieur (le code pénal), les manuels "ouvriers" des "négociateurs sociaux" ne veulent connaître comme époque "sérieuse", "vivante", que celle qui commence avec le massacre des "Rouges" en Juin 48 ; alors commence pour eux la société réellement "moderne" du "progrès social". Pour glorifier cette ère nouvelle où les béni-oui-oui entrent dans la carrière, on utilise deux arguments principaux : vilipender la "loi Le Chapelier" de 1791, et le "capitalisme sauvage" d'avant 1840. Il nous faut apprendre à déjouer cette perfidie, car il ne s'agit là que d'une dénonciation profondément réactionnaire du régime de la bourgeoisie libérale et du capitalisme civilisateur et, finalement, de tout l'héritage civilisé depuis Socrate et Périclès. C'est ainsi que sous couvert de "lois sociales, d'attachement de jésuites à la protection sociale", ces individus se révèlent comme de dangereux dégénérés sociaux, liés corps et âme à l'ordre civilisé décadent qui domine depuis 1848.

Qu'en est-il de la **loi Le Chapelier ?** La nuit du 4 août 1789 avait aboli tous les "privilèges", entraînant donc celui des vieilles corporations de métiers. En mars 1791, on supprime solennellement tout régime corporatif : "Il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier, qu'elle croira bon". La loi était bien, comme nous le dit un auteur, "la Marseillaise du travail". Le rapport résumant les motifs de la loi déclarait : "l'âme de l'industrie est la liberté". Pour travailler, il n'est plus qu'une condition unique et simple à l'extrême, simplicité que seules les grandes révolutions font éclore : se faire inscrire au rôle des patentes, et payer l'impôt des patentes correspondant. Tout achat de privilèges, les multiples taxes anciennes, tout cela disparaît d'un trait. Aussi, dès 1789, des ouvriers n'attendirent pas pour s'établir à leur compte, malgré les protestations des patrons, clamant : "Nos garçons nous enlèvent les pratiques (clients)". Simultanément, toutes les entraves au commerce intérieur sont brisées, et l'importation adopte des tarifs modérés de droits de douane, et on établit la propriété des brevets d'invention : "la propriété d'une idée est aussi sacrée que celle d'une terre". Trois mois plus tard, en juin 1791, Le Chapelier produit cette loi qu'on nous dit odieuse, qui conteste qu'il y eut des intérêts communs aussi bien entre ouvriers qu'entre patrons, et interdit aux uns et aux autres de former des associations. Que dire de cela ? Le Chapelier, qu'on veut faire passer pour un monstre, disait : "dans une nation libre, les salaires devraient être assez considérables pour que celui qui les reçoit se trouve hors de cette dépendance absolue que produit la privation des produits de première nécessité". En fait, la loi de juin complète celle de mars : Déraciner les monopoles, faire triompher la concurrence. Il fallait vaincre les compagnonnages accusés de manœuvres aussi bien contre les maîtres que contre les compagnons et apprentis rebelles à leur action, et il fallait faire la chasse à la reconstitution indirecte des corporations. Quoi de plus nécessaire à l'époque, du point de vue de la mission historique qu'avaient à remplir les roturiers révolutionnaires, dans une France paysanne de façon écrasante et où les "ouvriers" étaient essentiellement des artisans ? Les bureaucrates du salariat actuel font cependant la fine bouche, veulent

paraître surenchérir vis-à-vis des révolutionnaires de 1789, eux qui ne connaissent que la fonction de plats valets du capitalisme parasitaire, quand ils ne se font pas les mitrailleurs du salariat poussé aux insurrections du désespoir ! En réalité, les coups-bas contre les lois de 1791 qui donnent le ton aux "histoires ouvrières" subventionnées des béni-oui-oui ont une origine bien connue : c'est simplement la démagogie anti-89 que cultivait le Corporatisme mussolinien de l'entre-deux-guerres, corporatisme dont les principes triomphèrent dans la Charte du Travail du Maréchal. Tout à l'inverse de la domesticité "ouvrière" de la féodalité financière, le salariat se doit de bien comprendre qu'il lui incombe d'applaudir à la "liberté du travail" proclamée en 1789, que c'est sur la base de cet héritage seulement qu'il peut prétendre instaurer un régime économique propre de coopération générale, qui doit les mettre à leur tour "à leur compte", mais collectivement comme l'exige la socialisation objective antérieure se traduisant par le marché.

Les béni-oui-oui syndicaux et de gauche dénoncent dans le même esprit **le "capitalisme sauvage"** d'avant 1840. La première de nos "lois sociales" fut en effet celle de 1841 concernant le travail des enfants dans les manufactures. On oublie seulement de nous dire que les entrepreneurs libéraux étaient des commandités solidairement et indéfiniment responsables, et que l'armée parasitaire de bureaucrates syndicaux chargés de la mendicité salariale, sont devenus le complément indispensable du nouveau type d'entrepreneurs qui a succédé, celui des technocrates eux aussi parasitaires, des sociétés anonymes irresponsables. En définitive, notre syndicalisme "de paix sociale", qui s'illustre dans le "paritarisme" multiforme, remplit la seule fonction de "clergé d'entreprise", tandis que la rue est tenue par une institution-sœur, les mercenaires du régime type-C.R.S. Invoquer le "capitalisme sauvage" d'antan comme un repoussoir ne sert qu'à vanter insidieusement notre système actuel d'insécurité socialisée, l'interdiction totale de tout droit d'association réel dans les conditions actuelles, en même temps que l'absence complète de réel régime représentatif. Ici, nos béni-oui-oui en même temps qu'ils s'avouent secrètement contaminés par le corporatisme, se camouflent derrière une soi-disant tradition socialisante qu'ils trouvent dans le Colbertisme, lui aussi porté au pinacle avant-guerre par des "réformateurs" aux intentions malsaines.

Veut-on faire un tableau comparatif de l'indigénat colonial et du salariat indigène métropolitain ?

Toute la question est, d'un côté, d'asseoir la domination des **gros colons** et des compagnies concessionnaires ; de l'autre côté, il s'agit d'assurer l'impunité de la bancassurance et du complexe militaro-industriel. La seule différence est que notre féodalité financière ne doit plus trôner sur l'"outre-mer" mais sur le peuple métropolitain lui-même, devenu outre-mafia, réduit à une masse de "sujets coloniaux" intérieurs ; ce sont les nouveaux "protégés français" que nous sommes.

Evidemment, le régime néo-barbare se pare de toutes les qualités que l'on faisait éclater naguère dans les inoubliables **Expositions coloniales**. Voici donc ce qu'on pense réellement de nous autres dans les hautes sphères : "Ces populations dont les destinées nous sont soumises n'étaient pas de vrais peuples capables de se conduire eux-mêmes ; elles étaient en proie aux convoitises des voisins, écrasées par la tyrannie de dynasties indigènes ou d'aventuriers féroces, menacées de disparition par toutes sortes

d'infériorités : la colonisation les a sauvées". Ainsi, l'écrasement des Rouges en 1848 et l'instauration du despotisme démocratique, du régime des Devoirs de l'Homme, nous devons nous-même les bénir, nous ayant délivré du funeste régime des partis, de l'emprise des démagogues, de l'anarchie qui nous menait à la mort.

Mais, précisément, tout le problème était de commencer à **"dompter"** le peuple, avant de penser l'"apprivoiser" ! Ce ne fut pas mince affaire d'arriver à obtenir des "populations pacifiées et soumises". C'est même au fond une tâche continuellement à reprendre et de plus en plus délicate ! Enfin, on y parvient à l'aide de l'état de siège, des généalogies qui vont des "bonnets à poil" de 1848 jusqu'aux "pacificateurs" d'aujourd'hui nommés compagnies de C.R.S. et "brigades anti-émeutes", constamment sur le qui-vive. D'ailleurs, il y a toujours la réserve principale discrètement sur pied de guerre : ainsi les "tirailleurs et saphis" d'outre-mer deviennent paras et légionnaires, susceptibles de "libérer" énergiquement le pays conquis sur le peuple salarial. On a effectivement fait "donner la troupe" en 1947, et la chose était tout à fait au point en Mai 68. Bref, ceci prolongé par le régime permanent des préfets, superpréfets et l'essaim des indicateurs, l'on organise "une colonie cohérente", "un territoire d'un seul tenant", rendu libre aux rapaces des "gens d'affaires", nomenklatura de l'État-Patron y comprise.

Le "maintien de l'ordre" reste néanmoins un apostolat, demandant une intervention qui doit ne connaître aucun relâchement. Car il est toujours des **îlots d'insoumis** du salariat, patents ou latents. C'est ce qu'on appelle les catégories "tout à fait frustes, qui vivent dans des conditions proches de l'animalité, incapables de se prêter au désir de progrès de la métropole, des dévoyés hostiles à la fois à leurs congénères et aux européens". Dans ces demi-brutes, il faut naturellement entendre les banlieues chaudes, les troupes de chômeurs, les incorrigibles "groupuscules gauchistes", les familles immigrées qui "refusent de s'assimiler", etc. Quant aux "européens", ils se réduisent à la bande de parasites dominante et ses satellites. Ils sont résolus et l'avouent sans détour à maîtriser par tous les moyens toute cette population d'indigènes toujours plus ou moins "insoumis", traitée pêle-mêle d'"esclavagistes, persécuteurs de missionnaires, incapables de respecter un traité, s'entêtant dans la mauvaise foi, se fermant obstinément à l'influence française dispensatrice de la civilisation moderne". "Veillons tout spécialement à soumettre au contrôle du gouvernement les écoles coraniques, à traquer les confréries pénétrées de xénophobie, les dynasties tribales et les sorciers", car il suffit d'un rien pour qu'il en sorte des "bandes fanatisées par les derviches terrorisant la mère patrie". Tout cela encore, il faut savoir le décoder ; mais une fois percée la diablerie du régime de République absolue et de droit divin, c'est un jeu d'enfant. Les "esclavagistes" sont ceux-là même qui osent avouer vouloir mettre hors d'état de nuire les loups ravisseurs qui dévorent la chair du peuple ; "les persécuteurs de missionnaires" sont ceux qui osent résister à l'insolence des politiciens de gauche et bureaucrates syndicaux ; les "confréries coraniques", ce sont ceux qui se permettent de prêcher l'évangile communiste, de l'émancipation sociale ; le reste à l'avenant… Mais que les bravaches de la "modernité", de la "démocratie" et de la "laïcité" se rassurent : des chances se présenteront encore de "sièges héroïques", tels ceux des communards ou des spartakistes ; l'"épopée coloniale" intérieure, l'"Œuvre française" continue ! Surtout pas de "timidité sans excuse", de "scrupules par trop naïfs" : "Ces peuplades désirent être assujetties" ! Dira-t-on que la conquête coloniale intérieure et la consolidation de "nos Possessions" sont contraires aux

principes de 1789 ? C'est là, répondait le foncièrement républicain Jules Ferry, "l'homme des audaces et des vastes plans", "Ferry-le-Tonkinois"… de la "métaphysique politique" ! On a le grand exemple, dans la "der-des-der" de 14-18, des "socialistes" Albert Thomas et Gustave Hervé rivalisant de zèle pour galvaniser les "poilus" dans la boucherie. Cavaignac le boucher de 48, Clemenceau "briseur-de-grèves", Georges Séguy en juin 1968 qui appelle à la chasse aux sorcières contre les "protagonistes de l'anarchie", les étudiants "provocateurs", les "groupuscules gauchistes", fait dissoudre ceux-ci en rappelant la loi contre les Ligues fascistes de 1936, fait interdire les manifestations de rue, expulser les étrangers "indésirables", évacuer la Sorbonne et l'O.R.T.F., licencier les grévistes obstinés ; ces professionnels de la "cause des travailleurs" n'oublient pas d'appliquer aux indigènes métropolitains du salariat leur politique antérieure de votes renouvelés des "pouvoirs spéciaux" contre le peuple algérien soulevé !

Car, on ne saurait trop insister sur ce point, la "politique indigène" appliquée au salariat par la féodalité financière ne saurait réussir sans s'assurer la collaboration des **béni-oui-oui et "indigènes instruits"** que représentent les leaders syndicaux et des partis de gauche. Notre régime de démocratie dictatoriale a une très riche et longue expérience en ce domaine de corruption et d'embrigadement de l'"élite indigène" du salariat, depuis qu'on fit figurer "l'ouvrier Albert" dans l'équipe des criminels "républicains" de 1848, jusqu'à l'annexion actuelle de "S.O.S. racisme"… Il est toujours assez aisé de mettre dans sa poche tels ou tels apostats du mouvement des salariés, et les plus "forts en gueule" sont évidemment les plus recherchés. Chacun connaît les tristes destinées des arrivistes du journal *Libération* de 68, celle des Régis Debray "conseiller de sa majesté le Président", etc. Du temps de la colonie, on avait de tels "chasseurs de têtes" subversives, qui se faisaient une spécialité de choisir parmi les "dirigeants tribaux", tels "chefs suprêmes" ou ce qu'on nommait des "hommes de substance" (ayant une certaine influence), dont on éprouvait avec soin le "sens de la responsabilité". Les colons pillards du salariat goûtent lesdits éléments "fidèles", auxquels ils savent ouvrir de bonnes carrières de kapos des "sujets non assimilés", ce qui s'appelle "ouvrir l'accès aux affaires du pays aux hommes dévoués".

Le grand art de la pacification est, en effet, de "passer des conventions" avec des "tribus fidèles", lancées ensuite contre les autres ; entendez : lancer les paysans contre les salariés, les cadres contre le personnel de base, une clique syndicale contre l'autre, etc. Par cette tactique, "le bienfait de la France" se fait sentir, l'on dit qu'on a "fait cesser les vendettas et razzias" tribales, tout en laissant subsister le "droit coutumier". Bref, la "licence" de la presse est éliminée par la censure, le "désordre" des réunions publiques et défilés supprimé par l'état d'urgence, et on a laissé en vie quelques "sociétés de secours mutuels" et les Prud'hommes. C'est l'histoire de 1848. On "montait" autrefois aux colonies les métis-mulâtres contre les noirs, à l'avantage des blancs ; aujourd'hui la mode est d'exciter les professions indépendantes et libérales, et surtout "l'encadrement" contre le salariat proprement dit. Ceci est grandement facilité, il est vrai, par le fait que c'est la foire d'empoigne inévitable parmi les laquais du parasitisme dominant ; d'où les guerres sournoises et byzantines du genre cégétistes contre cédédistes… Un bon volant de tels "auxiliaires indigènes", disait-on, est "vraiment utile au prix de quelques précautions", c'est-à-dire, en clair, une fois qu'ils ont donné des gages sérieux de servilité, et tant que le sale boulot qu'on leur confie ne les a pas menés à un discrédit évident.

Supposons enfin l'état jugé "normal" établi grosso modo, celui de "**l'Union française** une et indivisible", le peuple mis au pas et serrant son poing dans sa poche, l'orgie des belles affaires allant son train. L'on chante la joie des "acquis sociaux", c'est-à-dire le fait que les "notables indigènes" qui "assistent l'autorité administrative" sont bien casés, accroissant encore la charge qui pèse sur le salariat ligoté – toutes les miettes jetées à l'armée des laquais arrivent à faire une bonne assiette ! Voilà de belles années de "croissance" en vue, sans menace de quelconque "entrave à la liberté du travail", le bondissement de la rentabilité et de la compétitivité étant admirablement "négocié". Le "collège électoral" indigène s'est engagé, par des "accords" triomphants, de type Matignon ou Grenelle, l'"administration indirecte" pour dépouiller à l'aise les salariés et autres couches populaires fonctionne à merveille. Il y a "collaboration organisée de l'administration française et indigène", autrement dit des "partenaires sociaux". On se félicite hautement du "rapprochement des colonisateurs et des colonisés", de la féodalité financière et du salariat indigène. Ce rapprochement, claironne-t-on, est accepté joyeusement par les indigènes ; la "puissance tutélaire" se loue de ce que "l'atmosphère de défiance et d'hostilité soit heureusement dissipée". Qui oserait se plaindre, d'ailleurs, tant éclate que la "société tutrice" assume ses devoirs envers le salariat indigène ? N'a-t-on pas une "Assemblée consultative" territoriale qui plébiscite régulièrement les autorités dans les échéances électorales réglées de façon parfaite, et qui enregistre ponctuellement ce qu'avait établi préalablement l'expression de la masse des "sondés" ? N'a-t-on pas le pullulement des "Conseils" dont le type est le comité d'entreprise, qui s'échine à éplucher les comptes sociaux de la boutique pour en remontrer aux managers, puis ne manque pas de signaler si la peinture des vestiaires commence à s'écailler et enfin exulte dans la distribution tant attendue du "colis de Noël". Une telle émulation ne peut que produire des miracles, et les colons pillards ne manquent pas de vanter le "bienfait apporté à l'hygiène et l'assistance médicale de ces malheureuses populations" qui forment le salariat indigène. La "société tutrice" ne craint pas d'être démentie : elle a véritablement "rendu la colonie vraiment productive". Dans l'euphorie du moment, l'aristocratie du capitalisme parasitaire se laisse aller à un élan d'amour pour ses protégés : "on croit trop volontiers que l'indigène de nos colonies est un incurable paresseux" !

Tout le beau monde de gros colons de la finance et de béni-oui-oui syndicaux tombe évidemment des nues à chaque 1er novembre 1954 ! L'indigène "fidèle" paraît d'un coup un **maudit "fellagah"**, d'une ingratitude diabolique pour "tout ce qu'on a fait pour eux", agent sournois au "coup de couteau dans le dos", "fanatique" terroriste, agent d'une "rébellion" infâme, certainement attisée par "l'étranger", qui se propose de "déchirer la patrie". Décidément, nous voilà revenus aux "pétroleuses" de 1871 ! Quelle terrible affaire de diriger un Empire ! Il y a des moments où on serait tenté de tout laisser tomber et de renoncer tout à fait à "donner du travail" à cette masse d'indigène. On verrait bien, sans nous, ce qu'ils deviendraient ! Ah ! ils ne seraient pas longtemps avant de nous rappeler ! Ils nous étaient si chers : peut-être avons-nous été trop bons pour eux. Non ! Nous n'accepterions de les reprendre que s'ils venaient réellement à résipiscence !

———————

Syndicats : Les Affranchis du parasitisme

L'ordre planétaire néo-barbare, dans sa forme occidentale, ne saurait se maintenir par le seul parasitisme économique appuyé par le despotisme politique. Il lui faut, de toute nécessité, trouver le moyen de retourner l'intelligence et la force du peuple contre lui-même, se servir de la corruption même de la société civile comme d'une arme. C'est ce que la tradition coloniale nomme "**l'administration indirecte**", c'est-à-dire l'utilisation perverse d'"auxiliaires indigènes", ou utilisation des éléments les plus lâches et les plus vénaux du peuple, que l'on qualifie pompeusement d'"élite indigène", d'éléments "évolués" ou "fidèles".

La fonction capitale d'"auxiliaires" du parasitisme économique occidental ce sont les "forces de gauche" qui la remplissent, et tout spécialement ce qu'on appelle frauduleusement le "**syndicalisme de paix sociale**", organisation systématique de la démagogie et du servilisme, prisée par les maîtres néo-barbares sous le nom de "partenaires sociaux".

Il faut certes avoir du courage pour dénoncer la horde des **sous-parasites syndicaux** comme la première ligne de défense de la néo-barbarie occidentale ! Dans les milieux de la gauche prostituée, c'est même le pire sacrilège qui puisse être commis que de désigner les hauts-fonctionnaires syndicaux comme de **vulgaires marabouts** du parasitisme économique, du parasitisme de l'État-Patron en premier lieu. Mais il faut bien appeler un chat un chat ! Si nous ne voulons pas périr sous cet ordre occidental fait d'humiliation morale et d'insécurité pour le peuple, si le peuple veut affirmer sa fierté et sa dignité, combattre pour son indépendance civile, il est absolument nécessaire de mettre franchement le doigt sur la plaie et de stigmatiser audacieusement la dépravation du fameux "syndicalisme de concertation". Il n'y a aucune perspective possible de conquête de la citoyenneté sociale pour le peuple tant que nous ne serons pas délivrés de l'emprise du pur et simple **carriérisme** "**social**", du syndicalisme "collaborateur" du parasitisme dominant. Toute cette horde de "négociateurs" professionnels, qui prétend faire métier de "nous défendre", le Code du Travail à la main et la rengaine des "avancées sociales" ou "acquis sociaux" sans cesse accumulés aux lèvres, ces gens ne font finalement que perfectionner la division et la démoralisation du salariat, outre le fait que le réseau inflationniste des "planqués" qu'ils se font accorder au passage pour leurs loyaux services, ne font qu'alourdir la charge que le parasitisme dominant fait peser sur le peuple.

Que l'on s'y prenne comme on veut : il n'y a qu'en crevant l'abcès du **faux syndicalisme**, sans hésitation, qu'on peut y voir clair dans toute notre histoire sociale depuis 150 ans, qu'on peut trouver la clef de nos combats passés systématiquement avortés. Il nous faut suivre, d'un côté la marche de nos aspirations et sacrifices, en 1848, 1871, 1920, 1936, 1945 et 1968, et de l'autre côté la lignée des pharisiens promus bonzes syndicaux, qui ont dévoyé ces aspirations et sacrifices : Tolain, Pelloutier, Griffuelhes, Jouhaux, Saillant et Séguy.

Et quoi ! Bien sûr qu'il y eut des combats finalement incessants du salariat pour l'émancipation sociale, et qu'une précieuse expérience se trouve amassée à cet égard ! Mais ce dont il faut bien se convaincre est ceci :

C'est systématiquement à l'insu et contre même l'engeance des larbins syndicaux que ces mouvements se sont déclenchés, ces derniers n'ayant toujours fait que "**prendre le train en marche**", comme on dit en Mai 68, s'arrogeant au passage le titre de "porte-parole des travailleurs" et ceci pour faire tourner le mouvement en "queue de poisson".

Ce que les salariés et le peuple tiennent pour "sacré" dans cette chaîne de combats successifs, c'est en vérité leur phase initiale, celle où précisément les domestiques syndicaux du parasitisme se trouvaient "dépassés par les événements", brève période de quelques jours en fait, où le peuple était tout à la joie, non pas des "accords signés" ultérieurs, mais simplement d'avoir passagèrement suspendu le **cynisme des parasites** de l'Entreprise et le **sadisme des despotes** du Gouvernement.

Parlons-en, précisément, de ces "accords" finaux qui furent systématiquement le signe de la désillusion populaire ! À chaque fois il s'est agi de la même vilenie, lassante par sa grossièreté : d'un côté, on "négocie" pour la masse traitée comme une misérable foule de mendiants, dont on mesure le "minimum vital", et qui doit rentrer dans le rang comme un troupeau d'animaux domestiqués ; de l'autre côté, la bande des fantoches syndicaux se fait payer par la multiplication des "délégués" spécialement "protégés". Ainsi, tandis qu'on revoit à la baisse de façon ordonnée, la ration des salariés, relativement à la productivité historique du travail, on développe, dans la foulée, de façon cancéreuse, l'encadrement oppressif de ces mêmes salariés par la prêtraille syndicale à la charge de la collectivité. Voilà ce qu'il en est des "acquis sociaux", vus du côté amer de la conclusion de chacune des luttes du passé, quand la "liesse populaire" du début se trouve étouffée par la défaite et la trahison.

La dénonciation ouverte du **fonctionnarisme syndical** comme une véritable institution de satellites du parasitisme économique dominant, avec toutes les prébendes qui y sont rattachées (comités d'entreprise, villages de vacance, secteur mutualiste, maisons de la culture, etc.) constitue un véritable tabou de notre ordre néo-barbare. De cette forme essentielle de la décomposition civilisée, tout le monde en est pourtant témoin dans les profondeurs du peuple : qui n'a point vu certains payer leur "timbre" en vue d'obtenir un coup de "piston" quelconque, ou d'autres priser le poste de "délégué" dans le seul but de s'offrir des "heures de délégation" ou un "stage" plus ou moins fictif qui permettent le partage des loisirs en attendant celui du travail ! La corruption syndicale, qui prend figure d'un auto-asservissement pour la masse des salariés aux effets démoralisateurs à l'extrême, n'est cependant évoquée par aucune des candidatures politiques qui se proposent à nos suffrages ; ceci manifeste le degré de gravité de la déchéance morale auquel nous sommes parvenus.

Faudra-t-il attendre que des forces extra-parlementaires, les "extrémistes" anarchistes ou néo-nazis, mettent le problème sur le tapis ? Ce serait alors, hélas, trop tard et sans aucun profit…

Il est un vieux dicton qui conseille à chacun de "balayer devant sa porte" préalablement à l'émission de tout grief envers autrui. Il est évident que rien ne sera jamais obtenu dans

le sens de l'émancipation sociale, laquelle ne peut être que l'œuvre du peuple lui-même, si on ne proclame pas l'impérieuse nécessité d'épurer les syndicats, qui se veulent les organes mêmes du combat que doit mener le peuple salarié. À quoi bon, par exemple, à l'occasion des élections, parler d'un "troisième tour social", si le salariat est dépourvu de toute organisation qui le représente réellement ? Dans ce cas, ou bien l'on fait implicitement l'apologie des organes actuels de sous-parasites syndicaux, ou bien on fait appel de façon irresponsable au déchaînement de mouvements "sauvages".

L'épuration des syndicats n'est pas, avant tout, une affaire qui concerne l'existence de "permanents" ou non ; c'est principalement la **question de l'orientation syndicale** elle-même. Il s'agit de rompre de manière décisive avec le syndicalisme prostitué au parasitisme dominant, que la tradition salariale respectueuse d'elle-même a toujours désigné comme syndicalisme de "collaboration de classe". Il faut rompre de manière décisive avec le juridisme servile qui propage l'idée de "la table de négociations" où l'on marchanderait d'égal à égal avec les grands parasites qui dominent l'économie, sous l'arbitrage prétendument "impartial" de l'État. Autrefois, quand un roturier plaidait avec un grand, on disait : "C'est le pot de terre qui heurte le pot de fer". Il serait bon de retrouver cette sagesse première, et de cesser de nous seriner des boniments.

Il faut cesser de conclure un mouvement revendicatif par une trêve obligée en nous faisant passer cela comme une victoire effective. Terminons-en avec des mouvements qui ont pour objectif, d'une part de sanctionner la dépréciation des salaires, envisagés en termes de "relèvement du S.M.I.C.", avec pour contrepartie la seule extension du carriérisme syndical.

• En 1936, les fameux **accords "Matignon"** ont ainsi, d'une part institué des "délégués" dans les établissements comportant plus de 10 ouvriers et, d'autre part, produit un ajustement des salaires immédiatement rongé par l'inflation, et une réduction d'horaires annulée par les heures supplémentaires. Cela, pour courir aussitôt aux réquisitions et au rationnement de la guerre, et à l'applaudissement massif de la "révolution nationale" de Pétain ! Et c'est ce qu'on nous claironne comme les "grandes conquêtes" du Front Populaire !

• En 1968, les **accords de "Grenelle"** présentèrent la même chose en pire. Pour la masse des salariés, on s'en tint à un aménagement du "taux horaire du S.M.I.G.", les journées de grèves devant être récupérées. Pour la clique des affranchis syndicaux, on offrit la "liberté de constitution de sections syndicales d'entreprise", avec "protection des délégués assurée", "un crédit attribué aux délégués" et un "congé éducation payé pour les délégués"… L'ami Georges Séguy pouvait se glorifier de "l'étendue des succès revendicatifs remportés" !

Epurer les syndicats exige de renouer avec la **véritable tradition de la classe salariée**, remettre à l'honneur la fierté des salariés, gage de leur solidarité. Il suffit pour cela de se rappeler en quels termes le 7ème Congrès de la C.G.T. (Montpellier – 1902) adoptait l'Article premier des Statuts, celui-là même, donc, qui exprime la raison d'être fondamentale du syndicat :

"**Art. 1** : La C.G.T. a pour but :

1- Le groupement des salariés pour la défense de leurs intérêts moraux, matériels.

2- Elle groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat."

Qu'advint-il de cet Art. 1 des statuts de la C.G.T. ? Il fut éliminé au 37ème Congrès de la C.G.T. (Vitry – nov. 1969). À ce moment, le tripotage Séguy-Pompidou qui mit fin à Mai 68 venait d'avoir lieu, et la bourgeoisie rouge du P.C.F., maîtresse de la C.G.T., chantait "Quand nous serons ministres". Il y avait donc urgence de transformer la C.G.T. en machine électorale pour politiciens respectables. C'est ainsi que la bureaucratie confédérale de la C.G.T. pondit un nouvel Art. 1 des Statuts, entortillé à souhait :

"**Art 1** : La C.G.T. a pour but :

La suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange."

Si l'on n'y prend garde, au premier abord, on se demande pourquoi le changement de formulation apparut comme une affaire d'État ! C'est qu'il faut lancer de la poudre aux yeux de la masse des salariés, ne pas paraître se renier, mais seulement adopter un vocabulaire plus "moderne". Les parasites dominants et les "grands commis" de l'État, eux, savent lire entre les lignes, savent de quoi il retourne réellement, se comprennent à demi-mot. D'ailleurs, pour qui a deux grains de cervelle, il n'est que de se rapporter aux commentaires faits au Congrès de Vitry pour lever le lièvre du capitalisme bureaucratique qui se cache derrière l'aménagement apparemment anodin des Statuts, malgré la "gêne" évidente des intervenants :

André Berteloot : La modification des Statuts est une "mise au point en vue de moderniser les structures et les adapter aux conditions nouvelles" ; c'est une "rédaction plus claire". Il s'agit d'en finir avec "les formules creuses", le "verbiage soi-disant révolutionnaire". Le bonze syndical clame que le but est de construire enfin un syndicat "de classe" ! La "socialisation" évoquée, voyez-vous, "n'exclue pas l'éventualité d'étapes intermédiaires, d'où le document d'orientation et son annexe consacrés aux nationalisations". "Certains carcans remontant à l'origine de la Confédération ont éclaté, l'expérience conduit à faire des modifications allant dans le sens du renforcement de la démocratie syndicale". Devenue sérieuse, la C.G.T. n'exclue plus, désormais, grâce aux nationalisations, des "étapes intermédiaires vers le socialisme".

René Buhl : "À la forme vieillotte de la disparition du salariat et du patronat, nous avons substitué la disparition de l'exploitation notamment par la socialisation. Dans cette voie, les nationalisations démocratiques constituent une étape décisive mettant un terme à la domination des monopoles les plus puissants."

Que de contorsions, pour dire que la C.G.T. veut les nationalisations, mais sans le dire directement dans les Statuts ! Et, bien sûr, les nationalisations sont présentées comme une des étapes multiples intermédiaires qui doivent précéder le socialisme, mais en même temps on nous chante que les nationalisations brisent immédiatement la domination des monopoles !

Que dire d'un tel jargon qui pue l'escroc intellectuel ! Il y a vraiment du travail si on veut faire le **ménage dans le mouvement syndical !** Mais a-t-on le choix ? Et, après tout, le salariat en a vu d'autres.

———————

La **corruption syndicale** constitue la véritable assise civile de la Nouvelle Barbarie occidentale. Mais cette écume des esclaves salariés, dont le seul rôle est de dévoyer le mouvement vers l'émancipation sociale, doit être relayée dans son action par les organes proprement politiques de la démocratie dictatoriale que représentent les partis de "Gauche".

Parallèlement donc à la généalogie des bonzes syndicaux, on voit opérer successivement depuis 150 ans la lignée des démagogues de gauche qui gesticulent sur les tribunes électorales, se rendant habilement "indispensables" au système néo-barbare en période critique, et sachant au besoin mettre sur pied une "garde mobile" destinée à réduire les îlots de contestataires obstinés. C'est ainsi que nous pouvons suivre la lignée des rhéteurs cyniques qui ont ponctué les désillusions populaires depuis 1848 : Garnier-Pagès, J. Favre, Gambetta, Clemenceau, Jaurès, Blum, Mendès France, Thorez.

La crise générale de l'ordre civilisé, qui s'approfondit depuis 150 ans, s'accompagne ainsi du **perfectionnement de la démocratie dictatoriale**, elle-même reflet du renforcement du capitalisme parasitaire ; et l'ordre civilisé en décomposition, marchant à toute allure vers le despotisme gouvernemental pur et simple, expression du capitalisme d'État pur et simple, montre la montée continue de la gangrène des "affranchis" du capitalisme parasitaire par la voie des syndicats et des partis de gauche. Ceci est de plus en plus net depuis 1945, depuis que le capitalisme parasitaire a pris la forme ouverte du capitalisme bureaucratique, depuis que l'État-Patron s'est élevé au premier plan. L'ère actuelle des "organisateurs", des "managers", pousse en effet, à l'extrême, la nécessité de l'administration indirecte du régime par le moyen d'une Nomenklatura et de sous-parasites de tous genres.

Le système global de la néo-barbarie dominante, appuyé sur la corruption syndicale et la démagogie des partis de "gauche", trouve ses thuriféraires adéquats pour l'encenser affectivement. Ce sont peut-être, finalement, lesdits littérateurs et artistes décadents, auxquels on décerne inévitablement le "Nobel", quand on ne les voiture pas solennellement au Panthéon, qui sont les individus les plus redoutables. Il est véritablement de salut populaire que nous parvenions à nous délivrer de **l'emprise affective de ces faux amis du peuple**, depuis Victor Hugo jusqu'à Albert Camus, en passant par Zola, Anatole France, Victor Margueritte et Aragon. Il faut de toute nécessité que la créativité populaire réussisse à produire une désintoxication culturelle décisive, qu'elle disqualifie ces professionnels de la pitié condescendante, apprêtée à la sauce laïque, véritables spéculateurs en misère du peuple. Il faut qu'un discrédit général parvienne à ces gens qui font commerce de kilomètres de feuilleton mélo-misérabiliste. Il faut que l'on découvre que ces œuvres sont un véritable poison, qu'elles couvrent un réel et profond mépris du peuple, en même temps qu'une attirance secrète malsaine pour la canaille et le monde interlope. Ce n'est pas ainsi que se présente la véritable moralité et une forte sensibilité, digne, respectueuse, retenue, qui ne "compatît" pas mais se raidit en une sainte colère.

La gangrène des "affranchis" du capitalisme parasitaire actuel est caractéristique de la crise finale de l'ordre civilisé que nous vivons. La civilisation a connu des phénomènes

analogues, en moins "définitif" lors des deux effondrements intercalaires qui ont marqué son développement : À la fin du monde antique et à la fin du moyen-âge.

La décomposition du monde gréco-romain s'accompagna, on le sait, de l'invasion des "affranchis" dans l'ensemble du corps social.

L'époque romaine classique avait été marquée par l'ascension des citoyens romains non nobles, les plébéiens, qui s'imposèrent dans l'État face aux vieux patriciens. L'élévation de la plèbe s'effectua de la façon suivante : un plébéien se choisit un patricien comme protecteur, l'un devenant le "patron" et l'autre le "client". La décadence de Rome se déclara quand on en vint à admettre des esclaves "patronnés", ce qui est la définition des affranchis. C'est sous le règne de Claude (41-54) que les affranchis envahirent le Sénat et les hautes charges. Certains devinrent très riches, mais, jusqu'au bout, les affranchis se signalèrent au mépris général d'en-haut et d'en-bas, pour leur servilité, leurs crimes et leur avidité. N'oublions pas que l'affranchi est celui qui "reçoit" de son maître la liberté ! Le maître remettait en public le bonnet d'affranchi à son esclave, et déclarait devant le préteur : "Je veux qu'il soit libre". Napoléon Bonaparte rappelait fort à propos le "caractère déshonnête et bas" de l'affranchi.

Des figures honteuses d'affranchis nous sont restées en mémoire de la décadence romaine : Narcisse, l'affranchi de Claude, Pallas, le concurrent impitoyable du précédent, et le frère de ce dernier, Félix, ces deux-là s'étant "illustrés" sous Néron.

Il est tout à fait significatif que l'affranchi Félix, fait gouverneur de Judée, s'y rendit odieux par ses exactions, cruautés, débauches, la terreur qu'il y organisa. C'est lui qui trama l'assassinat du grand-prêtre juif Jonathan, et qui fit emprisonner Saint Paul. En effet, toute la question est là : l'esclave affranchi peut sembler manifester l'émancipation sociale effectuée par l'ordre romain lui-même, alors qu'il n'illustre que la décomposition de cet ordre usé ; au contraire, c'est le chrétien Saint Paul, persécuté par ces mêmes affranchis, qui représente l'issue réelle à la crise finale du monde antique. Au cours des révolutions de palais de la Rome décadente, César obligeait parfois de grands affranchis à se suicider. Qu'est devenu Bérégovoy !

La décomposition du monde médiéval, du Saint Empire chrétien papiste, montre un phénomène tout à fait comparable.

L'époque féodale classique avait été marquée par l'ascension de la noblesse de "robe", celle des "légistes" et parlementaires, qui s'imposa dans l'État face à la vieille noblesse d'épée, les "barons" primitifs. La décadence de la "république chrétienne" latine se déclara quand on en vint à recourir à des serfs affranchis pour défendre le système des ordres privilégiés contre la pression du tiers-état, des roturiers. Dans cette situation de décomposition de l'ordre féodal, une masse de serfs deviennent de purs "gueux". C'est parmi cette écume des gueux, en même temps que chez des aventuriers recrutés dans la noblesse déchue, que l'on organise une armée de sous-parasites qui manifeste la corruption finale du régime. Ainsi se signalent, après 1350, une horde de Baillis, Ecuyers, Pages, qui seront l'objet de la haine de la paysannerie roturière acculée à la "Jacquerie". Ces affranchis de la décadence gothique, qu'on nommera "quasi-gentilshommes", "viles personnes" inférieures aux "valets", sont en fait les ennemis jurés de la bourgeoisie moderne qui affirme sa maturité historique à partir de l'insurrection d'Étienne Marcel. "Les valets d'un homme méchant sont pires que leur maître", dit le proverbe. Ce ne sont

pas de tels parvenus, sur le terrain de la décomposition féodale et attachés à cet ordre à l'agonie, qui représentent la marche irrépressible de la bourgeoisie moderne, mais ce sont leurs opposés directs, les "réformateurs" roturiers constitués à partir de Wyclif et Jean Hus, menant à Luther.

À notre époque de crise finale de l'ordre civilisé, ce sont les "affranchis" du salariat, ceux que représentent depuis 150 ans l'"aristocratie ouvrière", sous-parasites syndicaux en tête, qui s'avèrent les ennemis jurés de la cause de l'émancipation du travail. Ce ne peut être qu'en face de cette bande de "kapos" du salariat, et contre eux, que peut se forger la véritable avant-garde du salariat : la tradition de combat pour la République Sociale le démontre suffisamment ! L'aristocratie ouvrière se distingue par **l'opportunisme et la démagogie** ; l'élite salariale se distingue par le désintéressement matériel et l'exigence intellectuelle.

Partis d'après-guerre et Blocs d'avant-guerre

L'organisation civilisée de la société humaine, ramenée à sa plus simple expression, et vue du côté pratique des choses, ce n'était rien d'autre que le groupement des Familles dans l'État. C'est ce régime social qui constitua le côté inédit du "miracle grec" en Occident, relativement à l'ordre traditionnel du communisme primitif, où la société reposait sur les liens de parenté (du sang) et la possession collective du sol. C'est cela, l'ordre civilisé organisant les familles dans l'État, qui trouva sa forme accomplie, indépassable, dans les Droits de l'Homme et le Code Civil.

Depuis 150 ans, depuis que les "Rouges" parisiens levèrent le drapeau de la République "démocratique et sociale", nous vivons **la crise générale de l'ordre civilisé**. Et suite à l'écrasement des Rouges, c'est sous la domination d'une **Nouvelle Barbarie** que nous nous trouvons, régime qui est la négation réactionnaire de l'ordre civilisé antérieur, qui en détruit tout l'héritage, régime au travers duquel la civilisation ne fait que se dévorer elle-même, de façon manichéenne et suicidaire.

Du temps de la civilisation progressive et révolutionnaire, les **Familles** constituaient **l'ordre civil**. Ce qu'il faut entendre par Famille est le rapport qui lie et oppose à la fois les Ménages à l'Entreprise, autrement dit les personnes physiques à la personne morale. Sous la civilisation, le rapport des ménages à l'entreprise était commandé par l'exploitation de l'homme par l'homme et le perfectionnement continu de cette exploitation. Mais il ne faut pas comprendre l'exploitation dans un sens unilatéralement péjoratif dans les conditions de la civilisation, l'exploitation était historiquement nécessaire, c'est-à-dire finalement chérie du peuple lui-même qui en était le plus ferme soutien. Voir les choses autrement n'est que puérilité sentimentale anachronique, et ne conduit en fait, sous couvert d'idées généreuses, qu'à l'apologie indirecte de la domination actuelle néo-barbare, qu'on voudrait présenter comme affranchie pour l'essentiel de l'"horrible" régime d'exploitation régnant autrefois ! Le fondement solide de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui commandait la relation des ménages à l'entreprise sous la civilisation, c'est que l'exploitation était le moteur même du perfectionnement de la Propriété privée, autrement dit de la Liberté civile et de la Responsabilité économique, développement dont bénéficiaient simultanément et chacun pour sa part, le maître et l'esclave. C'est ainsi que, par le levier de l'exploitation, non seulement se développaient puissamment les forces productives matérielles, la puissance de l'homme vis-à-vis de la nature, mais aussi et surtout les forces productives humaines, l'instruction de la classe dominante et l'intelligence pure de la classe dominée. Quand l'ordre civilisé parvint à son épanouissement suprême, avec la société bourgeoise moderne, le régime civil des Familles parvint à sa perfection à deux points de vue : d'une part, en proclamant la "liberté du travail", l'ordre civil s'émancipait totalement et définitivement de l'ordre politique : d'autre part, en n'admettant plus que la règle du "marché", marché du travail et marché du capital, le vieux rapport d'exploitation de l'homme par l'homme se plaçait

lui-même explicitement dans des conditions de socialisation objective : les entrepreneurs capitalistes exploiteurs, soumis à la seule loi commune des prix, et exposés ensemble aux aléas des crises de surproduction, se devaient désormais de reconnaître leur responsabilité civile collective, de classe, en ce qui concerne le maintien de la survie et la reproduction de la classe entière des employés salariés exploités.

Du temps de la civilisation progressive et révolutionnaire, **l'État** constituait **l'ordre politique**. Ce qu'il faut entendre par État est le rapport qui lie et oppose à la fois le Gouvernement et la Nation (terme moderne pour désigner la collectivité des Familles). Sous la civilisation, le rapport du gouvernement à la nation était commandé par l'oppression de l'homme par l'homme, et le perfectionnement continu de cette oppression. Mais il ne faut pas comprendre l'oppression dans un sens unilatéralement péjoratif. Dans les conditions de la civilisation, l'oppression était historiquement nécessaire, c'est-à-dire chérie du peuple lui-même qui en était le plus ferme soutien. Voir les choses autrement n'est que puérilité sentimentale anachronique, et ne conduit en fait, sous couvert d'idées généreuses, qu'à l'apologie indirecte de la domination actuelle néo-barbare, qu'on voudrait présenter comme affranchie pour l'essentiel de l'"horrible" régime d'oppression qui régnait autrefois ! Le fondement solide de l'oppression de l'homme par l'homme, qui commandait la relation de la nation au gouvernement, c'est que l'oppression était le moteur même du perfectionnement du Droit, autrement dit de l'Égalité devant la loi et du civisme politique, développement dont bénéficiaient simultanément et chacun pour sa part, le gouvernant et le gouverné. C'est ainsi que, par le levier de l'oppression, se développait puissamment, non seulement la technique administrative assurant l'ordre social, mais aussi le sentiment de la citoyenneté et du patriotisme. Quand l'ordre civilisé parvint à son épanouissement suprême, avec la société bourgeoise moderne, le régime politique de l'État parvint à sa perfection à deux points de vue : d'une part, en proclamant le régime "constitutionnel" ou "représentatif", l'ordre politique s'émancipait totalement et définitivement de l'ordre civil ; d'autre part, en n'admettant plus pour règle que celle de la "volonté générale", du "peuple souverain", le vieux rapport d'oppression de l'homme par l'homme se plaçait lui-même explicitement dans des conditions de "dépolitisation" objective : les "agents publics" bourgeois oppresseurs, soumis à la loi unique de la majorité parlementaire des députés représentant des citoyens "actifs" ayant chacun une voix égale, ces fonctionnaires de l'administration, de la police et de la justice, livrés ensemble aux aléas des troubles publics suscités par les affrontements de classe, se devaient désormais de reconnaître leur responsabilité politique collective, d'organe dirigeant, en ce qui concerne l'attachement et la participation de la masse des citoyens "passifs" au maintien de l'ordre public.

Sous le régime de la Nouvelle Barbarie, qui s'est établi il y a 150 ans, et dont la domination n'a fait que se "perfectionner", si l'on peut dire, depuis lors, ce n'est plus le perfectionnement de l'ordre civilisé qui est à l'ordre du jour, mais au contraire la **putréfaction** aggravée de ce même ordre. Dans le domaine civil, c'est la **décomposition de la Famille** que nous avons, et dans le domaine politique, c'est la **perversion de l'État**.

Concernant la Famille, la relation des ménages à l'entreprise n'est plus commandée par la simple exploitation, mais par le **parasitisme économique pur et simple**. Les "chefs d'entreprise", essentiellement irresponsables, à la tête de sociétés anonymes,

spéculateurs du "privé" ou technocrates du "public'", pratiquent en fait une exploitation manichéenne, totalement émancipée de la propriété privée et du développement de cette dernière qui faisait seule sa justification historique. L'exploitation manichéenne, ou parasitisme, n'est plus réellement gouvernée par la recherche du "profit" capitaliste, conditionné par la concurrence, mais par la recherche d'une "rente" du capital que se déchirent les membres d'une féodalité financière dominante. La population civile simplement écorchée par les parasites dominants ne constitue plus véritablement une masse d'exploités, mais une masse à qui on applique les critères coloniaux, un troupeau d'indigènes, qui occupent indûment le territoire national, qui y sont fondamentalement indésirables, qu'on traite a priori comme l'ennemi intérieur virtuel, et dont on peut organiser l'extermination officielle s'ils ne se laissent pas simplement tondre à volonté.

Concernant l'État, la relation de la nation à l'État n'est plus commandée par la simple oppression, mais par le **despotisme politique pur et simple**. Le personnel gouvernemental, essentiellement irresponsable, à la tête d'un Exécutif incontrôlé né de la corruption, "représentants" plébiscités ou hauts fonctionnaires cooptés, pratiquent en fait une oppression manichéenne, totalement émancipée des régies du Droit et du développement de ce dernier, n'est plus réellement gouverné par la recherche du "pouvoir" dirigeant bourgeois, conditionné par la rivalité électorale, mais par la recherche du monopole de l'autorité comme pure force de coercition, que se déchirent les clans de l'autocratie policière dominante. Vis-à-vis des autres États despotiques rivaux, en fait vis-à-vis de l'émergence éventuelle d'une Superpuissance pouvant contester l'hégémonie mondiale, l'État despotique national traite ses propres "citoyens" fictifs comme une masse disponible de chair à canon, et tout autre État néo-barbare se voit appliquer les critères coloniaux : il est désigné comme un rassemblement de sauvages qui fait le siège de nos frontières et s'en prend à nos "intérêts" illimités sur la planète.

Dans le contexte occidental qui est le nôtre, de Nouvelle Barbarie dominante, fondée sur le parasitisme économique et le despotisme politique, ce sont les **Guerres Mondiales** qui rythment fondamentalement ce qu'on appelle du nom mensonger de "vie sociale". Du coup, la "vie politique" au sens étroit bascule selon les situations successives respectives de "l'après-guerre" et de "l'avant-guerre". Dans l'après-guerre, ce qui "anime" ladite vie politique est la **rivalité des Clans** en fait jumeaux Droite/Gauche. Dans l'avant-guerre, ce qui "anime" la vie politique est la **rivalité des Blocs** en fait jumeaux Démocrates/Fascistes. Pour ne pas s'égarer, il ne faut pas perdre de vue qu'en passant de l'après-guerre à l'avant-guerre, la politique néo-barbare change qualitativement de registre, tout en poursuivant le même but vis-à-vis du peuple mondial : le maintien et l'aggravation de l'ordre dominant de la Nouvelle Barbarie. Ce qui change est uniquement le fait suivant : dans l'après-guerre, où est affirmée une hégémonie planétaire néo-barbare "unique", la politique est centrée principalement sur les problèmes internes, civils de chaque pays qui entre dans l'orbite de la Métropole occidentale, vis-à-vis des autres pays qui ne bénéficient ouvertement que d'une souveraineté fictive : satellites ou contrées néo-colonisées ; dans l'avant-guerre, l'hégémonie unique initiale se trouve finalement contestée, de sorte que l'on assiste à la polarisation progressive de la Métropole mondiale en deux Blocs militaristes, la vie politique devenant centrée principalement sur les problèmes extérieurs, géopolitiques, en vue d'un affrontement général pour la domination du monde.

Droite/Gauche

La polarisation politique Droite/Gauche reflète essentiellement l'opposition entre Clans de parasites, qui sont par ailleurs unis pour piller le peuple (outre la domination exercée sur les pays vassalisés et les peuples néo-colonisés). La "division" droite-gauche recouvre essentiellement les intérêts contradictoires existants entre **spéculateurs** et **technocrates**. Ces deux clans rivaux et en même temps inséparables, de rapaces dominants, affichent leurs divergences en se disant, les uns "libéraux", les autres "dirigistes". Étant acquis que l'heure bénie de la politique orchestrée par l'opposition droite-gauche est la situation d'après-guerre, il faut souligner que la situation "normale" est celle de la droite "au pouvoir" et de la gauche "dans l'opposition". Mais ceci doit être corrigé par le fait que la dérive néo-barbare entraîne avec elle la nécessité pour la droite au pouvoir d'avoir de plus en plus recours à des méthodes "interventionnistes" historiquement inspirées par la gauche. Ceci dit, on a toujours un système économique unique caractérisé par le parasitisme, droite et gauche se trouvant complices pour taire ce côté fondamental, et c'est de la même manière frauduleuse donc que la droite se dit le parti de l'entreprise, et la gauche le parti des ménages. Cela laisse entendre mensongèrement que nous sommes toujours dans des conditions civilisées, et que l'ordre civil est toujours de nature "familiale".

• Le parti de droite, dit "de l'entreprise" :

Il prêche inévitablement le credo de la **"libre entreprise"**, de la responsabilité et de l'initiative, de la "privatisation" maximum et de la "fonctionnarisation" minimum. Ses refrains sont de "diminuer les charges" de l'entreprise, "les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain", intensifier la "compétitivité", exporter plus et se lancer à la conquête des marchés. Tout ceci se résume doctement par la ligne de "relance par l'offre" et la "monnaie forte". Malgré le couplet du "moins d'État", on préconise ouvertement le renforcement incessant de la police et de la "défense nationale", ces attributs de la sécurité intérieure et de la souveraineté extérieure devant être financés par l'impôt plus que par l'emprunt.

Les gens de gauche rétorquent systématiquement que c'est là un régime de **capitalisme "inhumain"**, qui manifeste l'"égoïsme" patronal, qu'on ne prête pas suffisamment attention à la "réduction des inégalités", au mieux-être des ménages. Et l'on préconise, de ce côté, une politique de "relance par la consommation", par la "demande", d'expansion des secteurs non-marchands, improductifs, des services publics, politique qui ne doit pas hésiter à faire prévaloir l'emprunt sur l'impôt, à alourdir la dette publique.

• Le parti de gauche, dit "des ménages" :

Il prêche inévitablement le credo de la **"réduction des inégalités"**, des "avancées sociales", d'une "meilleure répartition des richesses", de perfectionner la concertation et les négociations avec les bureaucraties syndicales. En effet, en dehors de l'inflation de la population de sous-parasites dans le carriérisme "social", qui se développe d'elle-même par la tendance spontanée du parasitisme régnant à étendre le cancer de la technocratie, les gens de gauche s'en tiennent toujours prudemment à préconiser un "progrès social" qui se tient dans les limites du relèvement du S.M.I.G. (ce qu'on nomme pudiquement

élévation "maîtrisée" des salaires) et d'une habituelle "réforme fiscale" qui fait tout bonnement prévaloir les réductions d'impôt sur les déductions. Reste à la politique de gauche à attendre l'heure inévitable où elle peut se dresser sur la scène politique avec un programme de "nationalisations", simple technique budgétaire passagère par laquelle, au prix d'un endettement massif du pays, on peut sauver quelques entreprises-clefs de la faillite et préparer leur réintégration partielle dans le secteur "privé", le jour où elles auront retrouvé leur "rentabilité".

Les gens de droite rétorquent inévitablement que c'est là un régime de **collectivisme niveleur**, qui fait des "assistés", tue l'esprit d'entreprise, engendre le fonctionnarisme et menace la compétitivité internationale. De plus, le programme de gauche est présenté comme attisant la haine de classes, poussant au désordre et affaiblissant donc l'unité nationale.

Démocrates/Fascistes

La polarisation politique Démocrates/Fascistes reflète essentiellement l'opposition entre Blocs de despotes qui appartiennent à la Métropole occidentale. Il est significatif, à ce sujet, d'observer à quel point les peuples coloniaux se sont montrés absolument indifférents à la démagogie "démocratique" qui intoxique gravement les populations occidentales, la raison première de ce fait étant, précisément, que le bloc fasciste, était celui qui était dépourvu d'empire colonial et, à ce titre, le moins manifestement "raciste" ! Les Blocs démocrate et fasciste, qui se cristallisent dans les circonstances de l'avant-guerre, sont effectivement militaristes au même titre, et sont attachés au même objet exactement ; qui est celui de l'hégémonie mondiale, les premiers voulant simplement conserver coûte que coûte leur position acquise hégémonique, alors que les seconds pensent s'être constitués la puissance nécessaire pour déloger les anciens vainqueurs de leur situation de "rentiers" planétaires. La "division" démocrates/fascistes recouvre essentiellement les **intérêts contradictoires de tyrans** dominants sous forme de Superpuissances, qui affichent leurs divergences en se disant, les uns défenseurs de la Liberté et du Droit théorique du citoyen spirituel, les autres défenseurs du Devoir et de l'Ordre pratique de l'homme corporel. Les démocrates se font les chantres du droit "naturel", brodent sur l'égalité de chaque Personne abstraite et l'Unité idéale du genre humain. Les fascistes se font les hérauts de l'originalité de chaque Famille réelle et de l'identité particulière de chaque État concret. Cela laisse entendre mensongèrement que nous sommes toujours dans des conditions civilisées, et que l'ordre politique général est toujours celui du patriotisme cosmopolite. En fait, il n'est plus question que de s'arracher l'hégémonie mondiale despotique, à partir du chauvinisme et de l'impérialisme.

• Le bloc démocrate, qui se dit camp de la "Liberté" :

Il prêche inévitablement le **"libre-échange"**, la nécessaire "libre circulation" du capital et du travail, le respect des contrats et le maintien de la "confiance" que suppose le crédit. Pour cette Superpuissance qui dispose de l'hégémonie, il faut la croire quand elle chante que l'Humanité forme quasiment une seule Nation.

Les gens du camp fasciste rétorquent que ce n'est là que le langage du **parti des Usuriers**, de la finance apatride, du cosmopolitisme dégénéré, de la filouterie "juive". Il faut souligner, à ce propos, que le thème de la Finance Juive esquive adroitement le problème du parasitisme "de classe" à l'intérieur puisqu'il y a tout aussi bien des juifs pauvres que des juifs riches, et de la même façon évite le problème du despotisme colonial à l'extérieur – puisque les juifs ne forment précisément pas un peuple compact, en un territoire propre, où ils livreraient une lutte pour l'indépendance nationale. En fait, le "racisme" fasciste n'est point du tout un racisme direct au sens colonial, puisque les fascistes posent explicitement que les juifs forment une variété de la race blanche. L'"antisémitisme" fasciste est justement le racisme colonial des démocrates qui se retourne contre les néo-barbares de l'Occident "blanc", que le bloc fasciste utilise comme arme contre le bloc démocrate. Ceci montre seulement à quel point la corruption de l'ordre civilisé atteint ses limites extrêmes.

• Le bloc fasciste, qui se dit le camp du "devoir" :

Il prêche inévitablement la **valeur suprême du "travail"**, la primauté de la production sur les échanges, de l'industrie sur la finance, la défense des emplois contre les jeux d'argent et de Bourse. Le but affiché est de préserver la cohésion et l'intégrité du peuple, l'exigence d'un espace vital nécessaire à une économie organique et à une souveraineté effective, serait-ce au prix du protectionnisme et de l'émission d'une monnaie inconvertible. Au nom de la primauté de l'"intérêt général" sur les intérêts "particuliers" au sein de la Superpuissance fasciste, on dit que l'État doit se constituer dans une Entreprise unique, une seule "communauté de travail" affranchie à la fois des grèves et du lock-out, des luttes stériles et du gaspillage que représentent les conflits de classes.

Les gens du camp démocrate rétorquent à cela que le fascisme établit un **ordre "totalitaire"** à l'intérieur, qu'il brise le progrès économique et les échanges entre peuples en officialisant l'autarcie, que ce régime n'engendre qu'une prospérité factice, appuyée sur des assignats et la production de canons plutôt que du beurre. Bref, le fascisme menaçant l'hégémonie en place des démocrates est dénoncé comme le camp du militarisme qui porte atteinte à la paix mondiale.

———

L'Occident néo-barbare, depuis le Krach de 1987 et la Guerre du Golfe de 1990, engage décidément la planète dans un nouvel avant-guerre. Ceci s'est manifesté de la manière la plus officielle depuis l'affrontement politique à propos du traité de Maastricht, où le clivage droite/gauche de l'après-guerre fut d'un coup et irréversiblement balayé pour laisser place à une nouvelle polarisation scindant tous les anciens partis et regroupant les politiciens en deux camps nouveaux : celui du Oui et celui du Non au traité sur l'Europe. Sous cette appellation du Oui et du Non à Maastricht, les deux camps en présence ne disent pas encore leur véritable nom, qui est celui des démocrates et fascistes ! Les enfants politiques de l'avant-guerre sont pourtant nés à présent, leur baptême officiel n'est plus qu'une question de temps.

Ce dont nous devons nous convaincre, de la façon la plus résolue, est le point suivant : les deux camps du Oui et du Non à Maastricht sont également de forcenés partisans de la constitution d'un bloc militariste européen, qui doit se proposer de détrôner par tous les

moyens l'hégémonie mondiale de l'Amérique héritée de la dernière guerre. Le camp des Oui et celui des Non ne désignent absolument pas ceux qui seraient "pro" et ceux qui seraient "anti" européens. Tous deux veulent un bloc militariste européen, conquérir l'hégémonie planétaire, renverser la superpuissance américaine, et soumettre le peuple mondial à leur domination néo-barbare exclusive, aussi bien dans la "métropole" occidentale que dans la colonie générale que constitue le Tiers-Monde. La seule différence entre les deux camps du Oui et Non à Maastricht est la suivante :

• Le **camp des Oui** est celui de **l'hégémonisme "démocrate"**. Il estime plus intelligent et plus efficace, en tant que porte-parole de la Bancassurance, de pousser l'ennemi américain à attaquer le premier l'ordre international établi en 1945, et pour commencer à prendre la responsabilité de casser l'O.N.U., et à se laisser entraîner à arborer le drapeau du fascisme.

• Le **camp des Non** est celui de **l'hégémonisme "fasciste"**. Il estime plus intelligent et efficace, en tant que porte-parole du complexe militaro-industriel, de prendre les devants, d'engager la croisade contre les parvenus incultes d'outre-atlantique, au nom d'un quelconque "socialisme européen". Pour ces gens, l'Europe ne peut attendre, menacée d'explosion sociale, elle doit se doter de toute urgence de la superstructure politique et militaire qui lui manque, quitte à se replier, en un premier temps, sur un "noyau-dur" franco-allemand qui lui donnerait le moyen solide nécessaire pour se déployer, en un deuxième temps, à la fois en Europe de l'Est et au-delà de la Méditerranée.

Rien n'est encore joué quant au visage que doit prendre le bloc du chauvinisme européen, maquillé en "démocrate" ou tatoué dans le style fasciste. Une chose est sûre : les Oui et les Non à Maastricht sont tous les deux les partis néo-barbares de l'avant-guerre, et le devoir de la fraction européenne du peuple mondial est de combattre le bloc européen en formation sous quelque forme que ce soit.

———————

La Gauche et les Chauvins

Il est plus que temps de tirer toutes les leçons de 150 ans de néo-barbarie occidentale. Une de ces leçons, fondamentale et, de plus, d'une actualité brûlante avec la question de l'Europe, c'est d'éclairer une bonne fois la relation spéciale qui existe entre la Gauche et les Chauvins. Nous avons tant été égarés jusqu'ici sur ce sujet ! Et avec des conséquences tellement dramatiques…

La clef, pour s'y retrouver à ce sujet, consiste à bien se pénétrer de quelques points qui donnent le fil conducteur :

• Depuis que s'est déclarée la crise générale de l'ordre civilisé, depuis 1850 (disons 1840-1860), ce n'est plus l'alternance de la Prospérité économique et de la Dépression qui rythme l'évolution occidentale, mais l'alternance des périodes d'Avant-guerre et d'Après-guerre. C'est pourquoi ce n'est plus le conflit civil des classes sociales qui détermine principalement la situation internationale, diplomatique, la guerre ou la paix ; au contraire, c'est le conflit impérialiste qui détermine la situation intérieure, sociale, la révolution ou le progrès. En Occident, on présente l'après-guerre comme la victoire de ceux qui ont mené la "guerre du droit", comme en 1914, ou la "croisade des démocraties", comme en 1940. En fait, c'est la situation acquise de l'hégémonie mondiale d'un bloc militariste, ce qu'on a connu comme la suprématie de l'Angleterre autrefois, puis de l'Amérique. Dans ce contexte d'après-guerre, il n'est permis au conflit civil des classes sociales que de se laisser enfermer dans l'alternative Droite-Gauche, le peuple devant accepter d'être le jouet de clans rivaux du capitalisme parasitaire. Cependant, ce même après-guerre dans l'Occident néo-barbare, durant lequel la rivalité politicienne droite-gauche occupe le premier plan, se mue fatalement au bout d'un certain temps en un contexte d'avant-guerre, de polarisation en blocs militaristes, la question géopolitique de la domination mondiale se reposant une nouvelle fois, contexte dans lequel la rivalité politicienne "démocrate"-fasciste se substitue à l'ancienne rivalité droite-gauche.

• Comment s'effectue la métamorphose politicienne néo-barbare droite-gauche en démocrate fasciste ? La grande erreur dont il nous faut désormais nous préserver définitivement, c'est l'idée que, dans l'avant-guerre, le nouveau parti fasciste est celui de l'extrême-droite, tandis que le nouveau parti "démocrate" serait celui de l'extrême-gauche. La réalité est toute autre. En fait, pour que le passage du tandem droite-gauche au tandem démocrate fasciste puisse se produire, il faut une période intermédiaire où l'on voit chacun des vieux partis de droite et de gauche éclater, comme nous le voyons depuis "Maastricht" chez nous. Et c'est à partir de cette scission irréversible de tous les vieux partis sans exception que se produit une recomposition du paysage politique en démocrates-fascistes. Or, dans cette nouvelle polarisation en cours, nous voyons chaque nouveau parti recruter dans les deux bords antérieurs, démocrates et fascistes, chacun pour sa part regroupant les morceaux disloqués des anciens partis de droite et de gauche. De plus, et c'est cela qui importe le plus, il faut bien observer que l'aile marchante du nouveau parti fasciste vient systématiquement de l'ancien parti de gauche, tandis que l'aile marchante du nouveau parti "démocrate" vient systématiquement de l'ancien parti

de droite. Il y a deux raisons principales qui contribuent à nous égarer à ce sujet. Premièrement, il est vrai que, dans un tout premier temps, ce sont des gens d'extrême droite qui pavent la voie au futur parti fasciste ; il n'en est pas moins vrai que, par la suite, ce sont des chefs venus de la gauche qui viennent donner la solidité au parti fasciste et qui en prennent inévitablement la direction. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler l'époque dite de l'Occupation : dans la Collaboration, Maurras fit figure bien pâle au regard de Doriot… La deuxième raison qui contribue à nous faire perdre les pédales à ce sujet, c'est que, finalement, le bloc "démocratique" finit toujours par l'emporter et que la France réussit à chaque fois à se trouver du côté des "vainqueurs". Par suite, on a pu laisser accréditer l'idée que la présence de gens de gauche comme Doriot ou Déat du côté des fascistes n'était pas significative, que ce n'était que le fait d'égarements individuels, de brebis galeuses, de "traîtres" à la gauche. Il faut radicalement nous chasser cette idée de la tête. Il suffit seulement de se mettre deux minutes dans la peau d'un salarié qui se trouvait dans le bloc des "vaincus", dans la peau d'un Allemand en l'occurrence, pour se décrasser les méninges du même coup. D'ailleurs, dans l'ensemble du monde colonial, c'est tout à fait spontanément que l'on met dans le même sac démocrates et fascistes, qu'on se trouve préservé de tous nos préjugés de "gauche", tellement il est évident que le camp des fascistes a toujours été celui qui n'avait pas de colonies.

Si l'on survole les 150 dernières années de notre histoire sociale occidentale, c'est-à-dire depuis le début même de la crise générale de l'ordre civilisé et la domination néo-barbare, on voit immédiatement combien cette histoire sociale a été empoisonnée par une mauvaise conception de la relation qui existe entre la Gauche et les Chauvins. Continuellement, nous avons été handicapés par une mauvaise compréhension du rapport existant dans la Question Sociale entre le problème civil et politique, le problème de la Famille et de l'État, le problème du chauvinisme et de l'internationalisme, des Clans de gauche et de droite à l'intérieur et des Blocs démocrates et fascistes à l'extérieur, de la nation humaine anti-coloniale et du gouvernement mondial impérialiste. Ce ne sont là en réalité que des facettes différentes d'un même problème, celui de la domination néo-barbare planétaire depuis 1850. Vis-à-vis de ce seul et unique problème fondamental, une seule perspective se justifie : la classe salariée exploitée par le capitalisme parasitaire ne forme, en définitive, qu'une seule classe civile du peuple mondial, par-dessus toutes les frontières ; de même, la nation humaine opprimée par la bourgeoisie despotique ne forme, en définitive, qu'une seule nation politique de l'humanité mondiale.

Il est relativement aisé de suivre nos errements depuis 150 ans en ce qui concerne le rapport de la Gauche au Chauvinisme :

• En 1838/1841, ce sont des hommes de Gauche, les Thiers et Hugo, qui dirigent le nationalisme réactionnaire en formation, en s'appuyant sur un "bonapartisme" de mauvais aloi, dirigé aussi bien contre la "perfide Albion" que contre les peuples à coloniser.

• En 1848/1851, ce sont des gens de Gauche, Cavaignac et autres démagogues qui exploitent soit le souvenir de la Convention, soit le saint-simonisme, qui dominent le Parti de l'Ordre et de la Grandeur chauvine.

• Sous ce qu'on nomme "l'Empire libéral", qui n'est que l'avant-guerre de 1870, les deux extrêmes ultra-"républicain" et ultra-royaliste préparent leur fusion, mais il faut bien voir que les légitimistes appelant l'avènement d'Henri V sont aisément supplantés par le mouvement que représente l'ami de Jules Grévy, Maurice Joly. Cet individu méconnu, qui domina l'opinion publique de l'époque, est l'auteur, en 1864, du "Dialogue aux Enfers" et il part en guerre contre la "conspiration juive", ouvrage dont les célèbres Protocoles des Sages de Sion de 1897 furent un simple plagiat.

• Le Boulangisme, de 1886-1889, rappelons-le, n'eut pas de meilleurs partisans que les vedettes de Gauche Henri Rochefort et Alfred Naquet.

• Dans le mouvement anti-Dreyfus, de 1894-1906, qui est le signal du nouvel avant-guerre, de l'Alliance franco-russe, ce sont les ténors de gauche, Félix Faure et Camille Pelletan, qui mènent le ballet militariste de la "Revanche", qui débouchera sur l'Union Sacrée de 14-18 contre le "pangermanisme" et la prostitution immonde des socialistes à la Longuet, Albert Thomas et Gustave Hervé.

• En 1934, le néo-socialiste Déat et le néo-communiste Doriot se constituent, promis à un autrement plus bel avenir fasciste que les Croix de Feu de La Rocque et les Camelots du Roi de Maurras !

• Aujourd'hui enfin, depuis l'éclatement de tous les partis gauche-droite d'après-guerre, à la suite du Krach mondial de 1987 et plus précisément depuis l'affaire Maastricht de 1991, il est certain que le néo-socialiste Chevènement et le courant déclaré du national-communisme au P.C.F. ont le vent en poupe pour se fondre en un grand parti fasciste qu'ils dirigeront, avec le "vendéen" de Villiers et le "gaulliste" Philippe Séguin. Quoi qu'il en soit, sachons que les partisans les plus actifs du Bloc militariste européen appartiennent au clan anti-Maastricht, que les pro-Maastricht visent exactement le même but, avec cette seule "nuance" tactique qu'ils préfèrent pousser l'Amérique à brandir le drapeau du "fascisme" plutôt que de s'en emparer eux-mêmes, et que notre seule attitude possible est de nous déclarer absolument anti-européens, quel que soit le drapeau adopté pour édifier ce bloc militariste, en laissant au peuple américain le soin de mener comme il faut, de son côté, la lutte anti-américaine.

———————

De la Gauche au Fascisme

Nous ne cesserons de le répéter : depuis 150 ans, l'ordre civilisé traditionnel est entré en crise. Par "Ordre civilisé", il faut entendre la constitution sociale qui organise les Familles dans l'État. C'est cet ordre-là, perfectionné durant 25 siècles, qui s'est trouvé remis en cause dans ses fondements mêmes à une date que l'on peut précisément fixer à Juin 1848, quand fut menée la chasse aux "Rouges" dans les rues de Paris et la répression décisive du mouvement déclaré alors pour la "république démocratique et sociale". Si l'on ne s'accroche pas inébranlablement à ce point de repère de la crise générale de l'ordre civilisé déclarée il y a 150 ans, rien de ce qui s'est déroulé depuis cette époque ne peut s'éclairer, et le combat populaire est condamné à se mener à l'aveugle, dérivant sans boussole. Seul le fait de la crise finale de l'ordre civilisé permet d'expliquer pourquoi, depuis 150 ans, le monde est livré aux guerres civiles, aux régimes totalitaires, aux boucheries mondiales et au vandalisme colonial.

Il ne suffit pas d'en rester à l'idée générale de la crise de l'ordre civilisé que nous vivons, mais préciser encore le caractère que revêt cette crise. En premier lieu, il nous faut souligner que c'est en Europe que cette crise s'est déclarée, c'est-à-dire dans cette contrée privilégiée où, depuis le 16ème siècle, l'humanité s'était hissée au stade Moderne du développement civilisé. À la suite de 350 ans d'épanouissement de la civilisation moderne, l'Europe anglo-française se trouvait portée à la tête de l'humanité tout entière, par la propagation même du marché mondial dont ces deux nations porte-drapeau de la liberté bourgeoise s'étaient fait les agents. En second lieu, il faut bien avoir en tête que la panique provoquée en 1848 par le défi lancé par les Rouges aux classes dominantes européennes provoqua l'éviction de la bourgeoisie libérale comme puissance dirigeante, et l'annexion du pouvoir par la féodalité financière qui rameutait autour d'elle tous les débris des classes réactionnaires antérieures déchues, féodales ou esclavagistes. Ainsi, à l'ordre antérieur de la Civilisation, se substituait la domination aujourd'hui encore en vigueur et accentuée d'un ordre qu'on ne peut qualifier que de Nouvelle Barbarie. Par la position privilégiée qu'occupait à ce moment l'Occident, l'ordre de la Nouvelle Barbarie s'imposa du même coup à la planète entière. En troisième lieu, il nous faut prendre fermement conscience du contenu réellement "satanique" de l'Ordre de la Nouvelle Barbarie qui aujourd'hui domine le monde et a son siège dans les pays dits "riches" de l'Occident. Passons sur l'Obscurantisme spirituel qui caractérise notre Nouvelle Barbarie, bien que cet aspect soit tout à fait déterminant : "laïcité" philosophique et amoralisme culturel. À cela correspond le caractère profondément Asocial du régime matériel imposé au monde par la Nouvelle barbarie, et ce fait est évidemment fondamental : c'est le régime du Parasitisme économique, couronné par le Despotisme politique.

Le système de la domination néo-barbare qui pèse sur le peuple mondial depuis 150 ans et accentue son caractère satanique, n'est évidemment pas de tout repos pour les monstres qui trônent comme membres permanents du conseil de sécurité à l'O.N.U. Si de larges secteurs du peuple mondial nourrissent les plus douces illusions à l'égard de cet ordre qui se dit celui du "monde libre" et des "droits de l'homme", les maîtres néo-

barbares, eux, savent très bien que l'Occident dégénéré est assis sur un volcan ! En Occident même, depuis 150 ans, dans toutes les grandes métropoles, des plans d'état "d'urgence" sont tenus constamment prêts, et mis à jour soigneusement, pour remettre sans délai le pouvoir aux gouverneurs militaires. Ainsi, les cliques néo-barbares dominantes mènent en permanence un double jeu répugnant vis-à-vis du peuple de la métropole mondiale occidentale lui-même : d'un côté, on prodigue à ce peuple les plus immondes flatteries "électorales" et "démocratiques", en affichant hypocritement que l'on tient pour sacré l'État "de droit", aux seules fins d'obtenir de toute force le plébiscite populaire ; de l'autre côté, l'on se cache à peine pour tenir ce même peuple occidental pour un pur ramassis de "basses classes", sales et sans éducation, une masse proprement méprisable dont l'existence même est odieusement gênante. C'est ce qui fait d'ailleurs que, quand les choses en viennent à se gâter – ce qui arrive inévitablement – quand s'amorce "l'agitation sociale", quand donc les "loups ravisseurs" dominants se trouvent dérangés dans leur festin d'anthropophages, c'est alors, que ces gens mettent bas le masque. On voit alors la bande de néo-barbares dominants se muer en dragons échappés de l'enfer : ils hurlent à présent que le peuple "qu'ils aimaient tant" jusque-là, qu'ils "faisaient vivre" en lui "donnant" du travail et qu'ils croyaient plus "dévoué", que ce peuple n'est finalement qu'une foule ingrate, une "populace révoltée contre ses bienfaiteurs". De ce fait, les maîtres néo-barbares déclarent très sérieusement qu'ils sont prêts, dans ces conditions, à pratiquer la "terre brûlée" manière O.A.S.

Mais tout est nécessairement faux sous le régime de la Nouvelle Barbarie. Quand les maîtres du régime flattent le peuple au nom de la "liberté" quand il ne s'avise pas de broncher, ils se montrent seulement avec le visage de saltimbanques politiques obscènes ; quand ils menacent le peuple de lui infliger une bonne correction et de la "ramener dans le devoir" en le soumettant au purgatoire d'une bonne "dictature", ils se montrent seulement sous le visage de matamores politiques ridicules. Voudraient-ils émanciper le travail, ce qu'exige impérativement 25 siècles écoulés de civilisation, ou voudraient-ils faire marcher le peuple à la trique durablement, ce qu'interdisent absolument 25 siècles écoulés de civilisation, ces messieurs ne peuvent que s'avouer disqualifiés par l'histoire. Dans les deux cas, que l'on envisage l'émancipation populaire pure et simple ou bien l'écrasement populaire pur et simple, cela signifie identiquement, pour les maîtres néo-barbares, tuer la poule aux œufs d'or. Ils doivent donc se contenter de poursuivre leur politique de fuite en avant, d'approfondissement de la néo-barbarie, en ayant pour seule règle "après nous le déluge". Ils peuvent seulement rêver, ce faisant, Aristote étant mis en langage contemporain d'atelier, à un ordre qui serait l'idéal des satrapes de la finance, où "les bécanes se tiendraient elles-mêmes les manettes"…

———————

Il est un point tout à fait essentiel sur lequel nous devons nous arrêter à présent. Du temps de la domination sociale par la bourgeoisie moderne, le développement social était rythmé par les crises économiques périodiques. Il en va tout autrement sous le régime établi depuis 150 ans de Nouvelle Barbarie : désormais, ce sont les guerres politiques mondiales qui rythment la décomposition de l'ordre civilisé, et les crises économiques ne figurent plus que comme le prélude des Krachs diplomatiques et militaires mondiaux. Depuis 1848, date de la mise en lumière complète de la crise générale de l'ordre civilisé, la

Dépression économique n'est plus la conclusion d'un cycle. Cette destruction économique des forces productives, matérielles et humaines, est devenue désormais un simple phénomène intercalaire, qui mène au véritable terme du cycle : la guerre, ou auto-destruction politique de l'ordre néo-barbare. De même, ce n'est plus la révolution qui précède la guerre, mais la guerre qui inaugure les convulsions révolutionnaires. La bourgeoisie moderne proclamait que son règne, étant celui du commerce, avait un caractère intrinsèquement pacifique et travaillait au rapprochement indéfini des peuples, à l'extérieur, comme au perfectionnement des mœurs policées, à l'intérieur, contrairement au règne des aristocraties rurales antérieures, qui reposait intrinsèquement sur le culte de la noblesse d'épée et donc de la force. Le revirement néo-barbare de 1848 a bien changé la face des choses !

Du fait de la "périodisation" historique essentielle de l'ordre néo-barbare contemporain par les Guerres Mondiales, les maîtres du régime ont tout spécialement à faire face à deux "transitions" extrêmement délicates ; ces deux moments où l'ordre néo-barbare se montre particulièrement vulnérable sont, d'abord, la situation d'immédiat "après-guerre", ensuite, le moment ultérieur où la situation bascule de l'après-guerre en un nouvel "avant-guerre". Ces 150 dernières années, le phénomène que nous décrivons se trouve confirmé, tout d'abord, à l'occasion de la révolution associée à la guerre européenne de 1848 ; ensuite, nous eûmes successivement les guerres de 1870, 1914 et 1940 ; enfin, l'on peut considérer qu'à la suite du Krach mondial de 1987, une nouvelle situation d'avant-guerre caractérisée s'est affirmée depuis 1990 (voir tableau annexé).

Les deux transitions néo-barbares délicates, l'après-guerre et l'avant-guerre, présentent chacune des traits distincts ; elles doivent donc être examinées séparément.

L'après-guerre

À un moment donné, la Guerre Mondiale constitue la seule issue possible pour l'ordre néo-barbare. En même temps, la Guerre Mondiale représente le plus grand danger pour la perpétuation de la domination néo-barbare ! Les Guerres Mondiales sont essentiellement des "guerres totales", elles frappent et impliquent avant tout la masse des populations civiles. Celles-ci, comprimées à l'extrême par "l'économie de guerre", cultivent à la fin une immense soif de "liberté" que la soldatesque craint de ne pouvoir maîtriser au jour de la paix. De plus, la guerre, toujours conçue au départ comme devant être une "Guerre éclair", vu le niveau acquis par les armements, finit au contraire par s'enliser interminablement, ce qui engendre des multitudes de survivants que l'on sait définitivement "déshabitués" au travail, comme on dit, ce qui constitue un second handicap grave pour le jour de la paix. Enfin, les Guerres Mondiales mettent nécessairement en jeu une masse croissante de "maquisards" ou "partisans" qui représentent un immense péril pour les maîtres néo-barbares au jour de la paix. Du temps de l'histoire civilisée, on voyait des masses civiles armées lors des guerres civiles révolutionnaires, ces masses servant de bélier à une fraction montante d'exploiteurs pour élever l'ordre civilisé à un degré supérieur. À la fin des guerres néo-barbares, on voit au contraire une masse de civils armés portée à s'engager dans une tourmente

révolutionnaire où elle aspire à mener son propre combat, à arracher l'ordre social hors de l'ornière millénaire de la préhistoire, le but étant la République sociale à vocation universelle, autrement dit le communisme.

La Guerre Mondiale périodique, inhérente à l'ordre néo-barbare dominant, est donc un souci lancinant pour les maures de ce régime. Comment s'y prendre pour assurer le "retour à la normale", telle est l'obsession que les brigands chauvins ruminent, pratiquement depuis le jour même où les hostilités sont déclarées ! Or, le peuple une nouvelle fois envoyé à la boucherie est justement travaillé par une aspiration brûlante diamétralement inverse : comment balayer une fois pour toutes le régime honni d'avant-guerre qui a mené à la catastrophe, comment empêcher par tous les moyens que se rétablisse, sous une autre forme, le système exécré de la "2ème" ?, la "3ème" ? ou la "4ème" ? république despotique et parasitaire !

Les maîtres néo-barbares ont fort à faire quand ils ont en face d'eux de véritables chefs populaires tels que Lénine ou Mao Zedong. Cependant, ce sont des gens aux ressources extraordinaires, de véritables démons qu'il serait fou de croire pouvoir abattre par une seule prise du Palais d'Hiver ou un seul Diên Biên Phu ! Contrairement au bon peuple, ces gens ont un avantage énorme : ils savent exactement ce qu'ils veulent, rétablir à tout prix la "belle époque" néo-barbare d'avant-guerre ; et ils savent mener leur affaire avec une adresse et une obstination que le vice ancré jusqu'à l'os suffit à leur inspirer, à défaut d'intelligence et d'humanité.

Le but décidé est de restaurer l'ordre politique despotique sur le modèle droite-gauche, et l'ordre économique parasitaire sur le modèle spéculation/technocratie. Ceci dit, le fait même de la guerre exclut la solution d'une simple "restauration", reste une seule voie : "avancer" encore plus dans la néo-barbarie. Pour cela, on ne perd rien des "acquis" de la Guerre Mondiale elle-même, issus de la "mobilisation économique" de la période de boucherie "héroïque" ; et on ne se gêne pas pour emprunter le meilleur de ces acquis à l'"ennemi héréditaire" lui-même ! C'est ainsi que le nouvel ordre de paix néo-barbare s'installera en officialisant successivement : les Prud'hommes de Napoléon III, les Assurances Sociales de Bismarck, le Minimum Vital de Foch, le ministère des loisirs de Mussolini et les Auberges de Jeunesse de Hitler ! C'est ainsi que triomphe la "guerre du droit" ou la "croisade des démocraties" !

Durant la dernière boucherie mondiale néo-barbare qui opposa le "démocrate" Roosevelt et le fasciste Hitler, on se prépara soigneusement en France, au moins dès avant 1943, à négocier adroitement le "retour à la paix". C'est dans ce but qu'en avril 1943 fut conclu l'"accord du Ferreux" qui "réunifiait la C.G.T.". En mars 1944, le "programme d'action" du C.N.R. (conseil national de la résistance) vit gesticuler les signataires, pour ne pas paraître "des hommes du passé", s'adonnant par avance à la démagogie et caquetant qu'ils avaient pour projet "une nouvelle révolution française"... Quand on en vint aux choses sérieuses, tout ce bavardage se réduisit à assurer comme il faut l'autorité des "préfets" de Michel Debré. Pour le reste, on rebaptisa les "comités sociaux" de Pétain en "comités d'entreprise" de Gaulle, et les G.M.R. de l'Occupation en C.R.S. de la Libération ! Ceci étant acquis, on peut dire que la transition d'après-guerre qui avait tant inquiété était réussie. Faire revenir sur terre quelques rêveurs qui avaient pu croire à un autre "progrès" que celui de la néo-barbarie, et maîtriser quelques "maquisards" forcenés s'égarant dans le pur banditisme, cela n'était qu'un jeu d'enfant... La néo-barbarie, dans la

France de 1944, roula vraiment sur du velours ! Autrement coriace avaient été l'écrasement des Rouges en 1848, le massacre des Communards en 1871, la maîtrise même de la situation en 1920, où il avait fallu décréter l'état de siège, faire intervenir la troupe contre les cheminots et en révoquer 20 000. En 1947, cependant, il fallut une fois encore lancer la troupe contre de prétendues "grèves insurrectionnelles", ce qui donna l'occasion de créer les Super préfets, les Igames.

L'avant-guerre

L'avant-guerre est autre chose. D'une certaine façon, on ne le voit pas venir. Malgré la montée des périls, jusqu'à la dernière minute pour ainsi dire, tout le monde dit ne vouloir que la paix, que la guerre est "maintenant impossible" et qu'in extremis on a "sauvé la paix" !

Une chose est certaine : après un certain nombre d'années "glorieuses" de l'après-guerre, essentiellement soutenues par les nécessités de la "reconstruction", forte de l'abaissement politique et militaire du bloc rival vaincu, et de la "prospérité" essentiellement factice obtenue par le développement fulgurant non pas principalement de nouvelles forces productives mais surtout de forces destructives bien supérieures à celles du passé, l'essoufflement économique ne tarde pas à se faire sentir, puis un engorgement du marché mondial d'une envergure bien plus puissante qu'autrefois, ceci menant tout droit à un Krach historique. C'est que l'hégémonie militariste et coloniale qu'une superpuissance dominante avait conquise à l'issue de la guerre précédente en vient à être terriblement contestée par un nouvel ensemble commercial et industriel, que l'on dit faire l'objet d'un "miracle" économique, et à qui il ne manque que la superstructure politique et militaire correspondant à son "poids" financier international. C'est ainsi que notre monde décadent connut successivement l'hégémonie de l'Angleterre et de l'Amérique, du sterling et du dollar.

En tout cas, la guerre économique cette fois déclarée par le Krach se trouve émaillée par des "scandales" politico-financiers retentissants : ainsi connut-on successivement en France, l'affaire des Bitumes, celle du Crédit Mobilier, le Panama, Stavisky et, pour finir, le scandale du financement occulte des partis, avec auto-amnistie des parlementaires à la clef…

Krach boursier, scandales nauséabonds qui s'accompagnent de quelques "suicides" mystérieux dans les hautes sphères, désordres sociaux et agitations extrémistes, tout cela ne fait que marquer la course à marche forcée vers une nouvelle polarisation néo-barbare du monde en deux "blocs" rivaux pour la domination mondiale. Car on s'est maintenant bel et bien engagé dans l'aventure militaire, dans un conflit général, à base évidemment économique mais dont le but est dorénavant explicitement géopolitique.

Dans les conditions de l'après-guerre, les rivalités de clans néo-barbares dominants se confinaient, en dernière analyse et globalement, au domaine "civil", leur thème principal était la "paix sociale", c'est-à-dire des classes, et leur expression typique était la rivalité des partis de Droite et de Gauche. Dans les conditions d'avant-guerre, au fur et à mesure que des conflits, considérés tout d'abord comme "mineurs", s'allument et s'accumulent

sur la planète, les rivalités de clans néo-barbares prennent de plus en plus un caractère "politique" officiel, au sens international du terme, des frictions entre États, qui aboutissent à la formation de "blocs" rivaux se disputant l'hégémonie mondiale. Le thème principal devient donc la "paix mondiale", et l'expression typique de ce bras de fer planétaire est l'affrontement des partis que l'on nomme de nos jours Démocrate et Fasciste.

Comment s'opère le passage de la polarisation néo-barbare Droite-Gauche, à usage "intérieur", à la nouvelle polarisation néo-barbare Démocrate-Fasciste, à usage "extérieur" ? Cette mutation ne s'opère pas en un jour, et elle présente de sérieuses difficultés pour les maîtres néo-barbares eux-mêmes. Le nouveau schéma qu'impose la dérive d'avant-guerre réclame maintes révisions déchirantes chez les despotes dominants, qui gèrent cette métamorphose plus qu'ils ne la comprennent réellement. En fait, il faut que surgissent des "hommes neufs" pour que la néo-barbarie accouche de façon décidée de la nouvelle orientation d'avant-guerre.

Dans la période "calme" de l'après-guerre, on avait de "grands partis", dits "modérés", de style droite-gauche, qui dominaient la "vie politique". Les "extrémistes" de chaque bord, à droite ou à gauche, ne manquaient pas d'exister cependant à cette époque ; mais ils se trouvaient en fait marginalisés, avaient une allure de "nostalgiques" : par exemple, dans le dernier après-guerre les nostalgiques "pétainistes" de la L.V.F. (légion des volontaires français) et les nostalgiques "résistants" des Brigades Internationales.

Dans la période agitée de l'avant-guerre, et cela en est précisément un signe certain, les vieux partis "modérés" se scindent tout d'abord de manière spectaculaire et irréversible. Ensuite, l'heure est venue où les "extrémistes" ont le vent en poupe et, finalement, commandent l'évolution future. Bref, l'on assiste à une crise générale sur l'échiquier politique et l'on conçoit que cela ne se fasse pas sans de forts tiraillements ni sans quelques "cafouillages" ! Quoiqu'il en soit, le double mouvement de cassure des anciens "grands" partis et de montée des "groupuscules" extrémistes mène tendanciellement à une "recomposition" générale du panorama politique. La recomposition en question consiste précisément dans l'avènement de deux nouveaux pôles dominants de type "démocrate" et fasciste, chassant les anciens pôles droite-gauche de la scène principale.

Les nouveaux "grands" partis en formation – ils sont grands vis-à-vis des maîtres néo-barbares et point du tout vis-à-vis du peuple mondial – ne sortent évidemment pas du néant. Ils sont simplement le produit de la fusion des éléments disloqués des anciens partis de droite et de gauche, chacun de ces éléments se trouvant en outre inspiré par les anciennes idéologies extrémistes, dictatoriales ou "anarchistes". De plus, dans chaque pays, les forces "démocratiques" ou fascistes reçoivent l'"aide" et donne leur "allégeance" à la puissance internationale qui sert de "noyau" à chacun des deux blocs qui se préparent à en venir aux mains. Dans chaque pays, en tout cas, la recomposition politique, qui s'opère par le processus double de scission-fusion, amène d'anciens personnels politiques opposés de l'après-guerre à se découvrir soudain des "convergences" imprévues. Les vieilles "répugnances" respectives sont évidemment difficiles à lever, mais arrive un moment où l'on rit des anciens scrupules ! C'est ainsi que, dans l'histoire française de la force "fasciste" (militariste) montante, on relève les embrassades successives suivantes : Cavaignac/Veuillot, Ernest Picard/Palikao, Henri Rochefort/Déroulède, Gustave Hervé/Maurice Barrès, Marcel Déat/Maurras. De la même façon, nous assistons

aujourd'hui à la convergence réellement "inattendue" Chevènement/Philippe Séguin à propos de l'Europe…

Il nous reste à relever un point de la plus grande importance, à propos de cette émergence d'une polarité politique néo-barbare caractéristique de la conjoncture d'avant-guerre : ce point est la filiation fondamentale qui existe entre la Gauche dans la période d'après-guerre et le Fascisme dans la période d'avant-guerre. La chose peut sembler surprenante, si ce n'est révoltante ; elle n'en est pas moins réelle et s'explique assez aisément. Ce qui peut seulement égarer à ce sujet, c'est la situation particulière de la France, laquelle, finalement, ne participa pas sérieusement à la guerre, ni d'un côté ni de l'autre : de Gaulle ne fut qu'un fantoche de Roosevelt, comme Doriot ne fut qu'un fantoche de Hitler, aucun ne parvenant à se faire admettre comme partenaire à part entière. Il reste, quoiqu'on dise, des faits indiscutables et saillants, qu'on peut mettre sur le compte de simples égarements personnels : Mussolini était un ancien chef du parti socialiste, Doriot un ancien chef du parti communiste et René Belin était un ancien chef cégétiste, qui devint artisan de la Charte du Travail de Pétain.

Si ce sont des hommes de "gauche" qui s'avèrent inexorablement comme l'aile marchante des partis fascistes d'avant-guerre, cela ne peut surprendre que les citoyens qui restent intoxiqués par la démagogie des "démocrates" et ne voient pas que le camp desdits "démocrates" est non moins militariste que le camp adverse fasciste. D'ailleurs, si l'on se rappelle que, dans l'après-guerre, les partis de gauche ont fondamentalement un rôle d'"opposition" et ne sont que passagèrement "aux affaires", et si, mettons cela en relation avec le fait que, dans l'avant-guerre, les partis fascistes ont également un rôle d'"opposition" – opposition en l'occurrence à l'hégémonisme mondial des "démocrates" – alors le fait que d'anciens "leaders" de gauche deviennent les principaux tribuns du fascisme étonne beaucoup moins. Ensuite, les politiciens de gauche ont fait toute leur carrière d'après-guerre en pratiquant la collaboration de classes en criant contre la brutalité sociale du "libéralisme" économique ; il ne faut pas s'étonner de les retrouver très à l'aise dans un fascisme qui prêche le syndicat unique, la communauté de travail et le "socialisme" national…

———————

Aujourd'hui, après le Krach mondial de 1987, après les "scandales" à répétition, après la scission de tous les vieux partis d'après-guerre sans exception à l'occasion du traité de Maastricht, et avec la multiplication des conflits dits "locaux", en Yougoslavie, en Algérie et ailleurs, il faut bien nous convaincre que le basculement de l'après-guerre à l'avant-guerre est définitivement inscrit dans les faits.

Deux faits dominants confirment notre dérive actuelle de type avant-guerre, avec la polarisation politique correspondante démocrate-fasciste : c'est, d'abord, la guerre du Golfe de 1990, par laquelle l'Amérique montra sa décision d'utiliser ses atouts monétaires, politiques et militaires pour résister à son déclin financier, commercial et industriel et conserver l'hégémonie mondiale dont elle s'était emparée en 1945 ; c'est, ensuite, le problème de Maastricht, c'est-à-dire la volonté européenne de former un bloc militariste décidé à relever le défi de l'hégémonie mondiale américaine, avec les attributs monétaires et politiques correspondants. Toute une série de faits se rattachent à la guerre géopolitique actuellement en marche : marche forcée vers la constitution d'une armée

franco-allemande, destruction de la zone franc, explosion du G.A.T.T., qui doit dominer la Méditerranée et l'Europe centrale, éclatement de fait de l'O.N.U., qu'il reste seulement à officialiser de la même manière qu'éclata la S.D.N. autrefois.

Une seule chose reste en suspens : qui, de part et d'autre de l'Atlantique, choisira le drapeau de la "démocratie" et qui choisira celui du "fascisme" ? Ceci n'a qu'une importance relative, finalement, pour les peuples américain et européen ; ce qui importe, c'est que l'affrontement géopolitique est engrené, et que deux blocs militaristes sont en formation pour se disputer la domination mondiale. D'ailleurs, il ne faut pas s'attacher aux noms du passé : le nouveau fascisme saura bien trouver un "nom" exaltant qui peut être "socialisme européen" ou autre chose. La "fronde" qui s'est ébruitée du "national-communisme" chez les "cubains" des Jeunesses du P.C.F. nous réserve probablement de joyeuses surprises ! De même, il ne faut pas s'attacher aux personnalités qui actuellement "animent" l'orientation militariste européenne ; la direction une fois prise, de jeunes "hommes d'action" aujourd'hui inconnus se lèveront nécessairement à la hauteur de la "croisade" que le militarisme européen entend livrer. De la Rocque lui-même, avec tous ses Croix de Feu, apparut bien vite on ne peut plus "timoré" aux disciples du socialiste Henri de Man qui s'organisèrent dans le fascisme flamand ou derrière les Wallons de Léon Degrelle !

Une seule règle : l'Europe, qu'elle se dise "libérale" ou "socialiste", démocrate ou fasciste, n'est pas notre cause, mais celle du militarisme européen. Et laissons au peuple américain le soin de se dresser contre le militarisme américain.

Ceci dit, on ne peut avancer qu'une seconde règle : soyons prêts à tout, en sachant que l'avenir proche ne pourra qu'être "surprenant" à tous égards. D'un jour à l'autre, un grave incident, avec les U.S.A. ou à l'O.N.U., peut éclater et précipiter les choses. D'un jour à l'autre, les néo-barbares qui nous dominent peuvent nous engager dans une opération de débarquement en Afrique du Nord, en vue de faire de la Méditerranée un lac européen, ou dans une opération sur le "glacis" de l'Europe de l'Est, en vue d'arrondir notre "espace vital"…

Qui vivra verra !

———————

Les secousses de 150 ans de néo-barbarie dominante

Après Guerre	Krach	Avant Guerre	Guerre
------	1839	1843 (1)	1848
1850 (a)	1857	1866 (2)	1870
1873 (b)	1890	1905 (3)	1914
1920 (c)	1929	1935 (4)	1940
1947 (d)	1987	1990 (5)	? ?

(a) "Rouges" et patriotes écrasés en Europe.

(b) Communards massacrés.

(c) Spartakistes et Bela Kun écrasés. France : Paris en état de siège en 1919.

(d) Insurrection grecque écrasée. Algérie : massacre de Sétif ; guerre d'Indochine. France : la troupe lancée contre les "grèves insurrectionnelles".

---

(1) Tension chauvine anglo-française : "affaire Pritchard".

(2) Sadowa.

(3) Guerre nippo-russe. Entente cordiale : la "grande République" française s'allie avec le tsar de la "prison des peuples" contre le "pangermanisme" !

(4) Après l'annexion de la Mandchourie par le Japon en 1932 ; Hitler prend l'offensive contre l'humiliation du traité de Versailles.

(5) Guerre du Golfe.

Rappels utiles

Gustave Hervé

Avant la "Grande Guerre" (14-18), Gustave Hervé était à l'extrême gauche du parti socialiste. La guerre venue, il verse dans l'hyper-chauvinisme et, dans la mauvaise tradition blanquiste, lance *La Patrie en Danger*, au nom des soldats de l'An II (1793-1794) !

Au moins, il nous dégonfle la baudruche de Jaurès, ce grand bourgeois perfide et brouillon, ennemi juré du salariat. Décidément, il suffit, dans notre République despotique, de donner son nom aux grandes avenues pour se signaler comme un sale individu !

• *La Patrie en Danger*, 29 juillet 1914 :

"Ce journal a été le premier ou le plus énergique à préconiser la grève générale et l'insurrection en cas de guerre" ; "Nous ne connaissons qu'un devoir – nous, socialistes internationalistes – c'est de défendre le foyer de liberté, que nos pères, les révolutionnaires de 1789, de 1792, de 1848 et de 1870 et de la Commune ont créé au prix de tant d'efforts et de tant de sang ! Entre l'Allemagne Impériale et la France Républicaine, pas d'hésitation, notre choix est fait. Vive la France républicaine et socialiste !".

• *La Patrie en Danger*, 31 juillet 1914 :

"Tous, nous avons rayé de notre Internationale le couplet des généraux. Et notre Internationale, ainsi expurgée, qu'est-ce qu'elle dit, au fond, sinon ce que disait la Marseillaise que nos pères chantaient il y a 120 ans ? Amis socialistes, amis syndicalistes, amis anarchistes, … la patrie de la Révolution est en danger !".

• *La Patrie en Danger*, 24 août 1914 (Lettre à ma Mère) :

"Tu ne vas pas t'imaginer, je suppose, que les balles dum-dum soient d'un usage courant dans l'armée allemande ! La preuve que l'immense majorité des soldats allemands n'emploie pas des balles dum-dum, c'est que, dans nos hôpitaux, tous les médecins sont frappés de la facilité avec laquelle guérissent les blessures faites par les balles des fusils allemands. Lorsqu'elles n'atteignent pas un organe essentiel ; elles ne causent, paraît-il, que des désordres insignifiants. Leur extrême vitesse fait que les tissus se referment d'eux-mêmes après leur passage, leur chaleur stérilise la blessure".

———————

Henry Ford

Henry Ford, celui des automobiles et des chaînes de montage, fit campagne en Amérique pour le fascisme. Se trouvant à contre-courant de l'évolution géopolitique, il eut quelques difficultés à rétablir sa position.

Ford figure même comme un précurseur du fascisme. En 1924, il publie "Ma vie et mon œuvre" où il part en guerre contre "les usuriers et les spéculateurs".

"La banque ne sera plus la maîtresse de l'industrie, mais sa servante".

"Les gens riches se plaisent à bercer trois ou quatre mois par an leur oisiveté insolente dans des résidences d'agrément". "Si dans nos industries nous ne concourons pas à résoudre le problème social, nous ne remplissons pas notre tâche principale". "L'industrie organisée en vue de l'intérêt général fait disparaître la nécessité de la philanthropie".

"L'œuvre que nous intitulons "Études sur la question Juive" n'a pas besoin d'explications. Ce qui se manifeste est une perversité orientale qui a insidieusement imprégné tous les modes d'expression de la pensée. Il appartient aux personnes intelligentes de la race en question d'en tenir grand compte. Il est à notre honneur d'avoir commencé à retirer notre protection aux violateurs les plus audacieux de l'hospitalité américaine, mais il y a encore beaucoup à faire pour en finir avec une guerre de subversion économique et morale dirigée contre la société chrétienne. Les juifs avisés feront leur possible pour américaniser les juifs, au lieu de s'efforcer de judaïser l'Amérique".

"Il n'y a pas de classes déterminées, mais seulement des gens qui veulent travailler et des gens qui s'y refusent. Moi qui ai appartenu et qui appartiens encore à la classe ouvrière, je sais bien que ces assertions sont fausses. Le capitaliste qui spécule sur les fruits du travail des autres mérite tous les reproches qu'on lui adresse. Les patrons incapables font plus de mal que les ouvriers. Nos salaires sont plus élevés et notre journée de travail plus courte qu'un syndicat quelconque ne pourrait raisonnablement l'exiger. Des agitateurs extrémistes ont de temps en temps essayé de susciter du désordre chez nous, mais en général les ouvriers les ont pris pour de simples monstres de foire. Nous ne voulons avoir affaire qu'à notre personnel et jamais aux représentants d'organisations étrangères. La démocratie n'a rien à voir avec cette question-ci : Qui doit être le patron ?".

"Que gagnerait le capital à écraser le travail ? ou le travail à écraser le capital ? Non, la concurrence destructrice ne profite à personne. C'est la fiction de l'argent qui entrave, en général, l'écoulement des stocks. L'industrie deviendra un jour honnête". "Le rôle des affaires est de produire en vue de la consommation et non en vue de l'argent". "Je tiens à donner les salaires les plus élevés possibles ; cela aussi tend à abaisser le prix de revient". "Quiconque fait quelque chose mieux que les autres devrait être le seul à le faire. Il est criminel de tenter d'enlever des affaires à son voisin".

———————

Extraits de Gustave Hervé : "*La Patrie en Danger*"

"La Patrie en Danger, c'est le nom du journal qu'il y a quarante-quatre ans, le révolutionnaire Blanqui, qui avait passé sa vie en prison pour avoir trop aimé le peuple et la République, publia dans Paris assiégé, et où chaque matin il claironnait ses appels aux armes.

Il reste dans mon parti socialiste des survivants de cette année terrible, dont Édouard Vaillant est la plus grande figure, vieux Communards qui se jetèrent dans la Commune par passion patriotique et républicaine parce qu'ils voulaient la guerre à outrance, et refusaient d'accepter la défaite.

Je serais heureux si dans les pages qui suivent ils retrouvaient quelque chose de la flamme patriotique, républicaine et socialiste de leur vieux Blanqui.

Gustave Hervé – août 1915

Samedi 1er août 1914 :

Jaurès est mort !

Jaurès, notre grand Jaurès est mort !

Il a été assassiné, au moment où il revenait de tenter une suprême démarche auprès des ministres des Affaires Étrangères, en faveur de la paix !

Il a été assassiné au moment où il revenait de demander au gouvernement de supplier la Russie de faire un dernier effort de conciliation pour éviter l'horreur d'un égorgement général.

Il avait su que l'Angleterre avait fait une nouvelle proposition de médiation à la Russie et à l'Autriche. Il avait appris que la Russie l'avait déclinée. Alors, il fut épouvanté pour la France, à l'idée que l'Angleterre, qui n'est liée par aucun traité avec la Russie, ne voudrait pas la soutenir, si la Russie se montrait aussi intransigeante que l'Autriche elle-même.

Il trembla de voir le concours de la flotte anglaise nous manquer brusquement, à la minute tragique où nous avons tant besoin de son aide.

Fou de douleur patriotique, il courut au quai d'Orsay pour représenter au Gouvernement que si attachée que fût la France à son alliée, quelque répugnance qu'elle eût à paraître la lâcher à l'heure du péril, il valait mieux rompre l'Alliance russe que d'engager la France dans une guerre où la Russie ne mettrait pas jusqu'au bout le bon droit de son côté.

Quels accents, il dut trouver pour dire au gouvernement : "Nous nous battrons ! Le peuple socialiste se battra comme un lion s'il a la sensation qu'il vole au secours d'une Russie qui aura tout tenté pour épargner à l'humanité la honte d'une guerre européenne au 20ème siècle. Ne lui infligez pas la honte, n'infligez pas la honte à notre France immortelle de l'engager dans une guerre où elle peut disparaître, sans vous assurer que son allié n'a pas commencé par se mettre lui-même au ban de l'humanité".

Assassiné au retour d'une mission si sainte, que toutes les femmes de France, que toutes les mères de l'Europe entière lui auraient baisé les genoux si elles l'avaient connue ! Quelle plus belle mort pour le chef du Parti Socialiste, pour l'homme qui était la gloire du Parlement français et du socialisme international.

Soyez contentes, vipères, qui, depuis des années siffliez aux oreilles de tous les imbéciles que cet homme était vendu à l'Allemagne !

Mais vous, les patriotes intelligents, pleurez ! La France a perdu le meilleur et le plus grand de ses enfants !

Mais vous, les mères de France, pleurez : vos fils ont perdu celui qui, depuis dix ans, à la tête de notre Parti, a le plus lutté pour leur éviter l'horreur de la boucherie qui nous menace.

Nous, mes pauvres amis socialistes, ne pleurons pas : l'heure n'est pas aux gémissements.

Ne pleurez pas ! Et surtout étouffez pour le moment vos cris de rage et vos rugissements de colère.

Oui, vous aviez raison, mes amis, quand vous suiviez la voiture funèbre qui portait son cadavre encore chaud de crier, haletants : "Vive Jaurès ! Vive Jaurès !". Il vit. Alors, il est plus vivant que jamais.

Prêtez l'oreille. Il vous parle. Vous l'entendez ? Vous reconnaissez sa voix, vous qui l'avez entendue tant de fois dans les meetings ? Vous reconnaissez son enseignement, vous qui savez bien comment il savait concilier dans son cerveau puissant, ce que nous devons à la paix et à l'humanité, et ce que nous devons à la patrie !

Écoutez ! Écoutez ! Reconnaissez Sa voix : "Mes amis, mes enfants, la patrie est en danger.

Ils m'ont assassiné ! En voulant me venger, n'assassinez pas la Patrie !"

Samedi 1er août 1914 :

Haut les cœurs !

L'Assassinat de Jaurès ne change rien à notre ligne politique.

Il travaillait, lui, à sauver la paix : c'est le premier devoir, la première mission du socialisme. Jaurès est mort en l'accomplissant, mort au champ d'honneur.

Pendant qu'il se battait pour sauver la paix, nous ici, depuis cinq jours, nous nous battions pour rappeler à notre parti que les socialistes ont un deuxième devoir aussi sacré : c'est, s'ils n'ont pu sauver la paix, de sauver au moins le pays de l'invasion !

L'armée allemande est à nos portes, menaçante !

Cette nuit la mobilisation sera commencée en France ; demain ce sera la guerre !

Jaurès est mort !

Au moins que la France, elle, ne pleure pas !

Quand la tourmente sera passée, il faut que la France républicaine tout entière dise : "Les socialistes ont lutté jusqu'à la mort de leur chef pour sauver la paix !

Ils ont été les premiers à crier au pays : "La patrie est en danger !"

Les socialistes français ont bien mérité à la fois de l'Humanité et de la patrie !"

———————

Dimanche 2 août 1914 :

L'âme de la Patrie.

Le char de la guerre, traîné par des chevaux emportés, roulait aux abîmes dans une course vertigineuse.

Un million et demis de socialistes français – on les avait dénombrés au champ de Mai dernier – accoururent pour se jeter à la tête du sinistre attelage.

Leur chef s'avança : c'était un bon géant, aux larges épaules, au cerveau immense et dont le cœur était assez vaste pour contenir l'humanité tout entière.

Il voulut saisir au passage les chevaux emportés, mais un fou qui était assis sur le siège se leva, les yeux Hagards, et de deux balles de revolver terrassa le bon géant, qui roula sanglant sous les roues du char maudit.

Les 1 500 000 socialistes poussèrent un hurlement de douleur, et, ce qu'on aurait jamais cru, la France entière, sans distinction de parti politique, se mit à sangloter avec eux.

Tout à coup, le spectre de la guerre se dressa devant la nation en larmes !

Aussitôt les larmes séchèrent jusqu'aux paupières des mères, des épouses et des sœurs, et un mur de plusieurs millions de poitrines viriles sortit du sol comme par enchantement, barrant la route de Dunkerque à Belfort.

Soudain, dans la nuit, on vit apparaître une forme imprécise qui portait un drapeau.

C'est Turenne, crièrent quelques camelots du roi ; voyez, il y a du blanc sur son drapeau.

C'est le maréchal Ney, s'exclamèrent quelques vieux débris du parti de l'Empire ; voyez l'aigle qui plane à sa hampe.

Non, c'est Danton, à moins que ce ne soit Hoche, protesta en chœur le gros de l'armée.

Danton ? fit avec un haussement d'épaules un jeune garde révolutionnaire : vous ne voyez pas qu'il ne montre que le rouge de son drapeau tricolore ? Danton, cela ? Mais non, c'est Jaurès.

À ce moment, une immense clameur retentit à travers les airs. De ces millions de poitrines, s'échappait un seul cri, le cri qui déjà avait retenti en 1792 à Valmy : "Vive la Nation !"

Devant le spectacle de cette union nationale, dont on n'avait jamais vu un pareil exemple, le spectre de la guerre recula épouvanté.

———————

Mardi 4 août 1914 :

Adieu à Jaurès.

Jaurès, vous êtes heureux de ne pas assister à l'écroulement momentané de notre beau rêve de paix universelle ; vous êtes heureux de vous en être allé avant d'avoir vu l'Europe se plonger jusqu'au cou dans un bain de sang et piquer une tête dans la barbarie.

Mais je vous plains d'être parti sans avoir vu comment notre race nerveuse, enthousiaste et idéaliste, a accepté d'aller accomplir le douloureux devoir !

Vous auriez été fier de nos ouvriers socialistes, mon cher ami, si vous aviez vu avec quelle simplicité ils quittaient l'atelier au fur et à mesure qu'ils étaient touchés par leur ordre de mobilisation, et quelle sérénité ils sentent en eux depuis qu'ils ont conscience que la France a tout fait pour éviter la guerre, et qu'elle est victime de la plus brutale des agressions.

Vous auriez pleuré d'émotion de voir avec quelle gravité, exempte de forfanterie, chacun va offrir sa poitrine pour barrer la route aux von Forstener allemands et autrichiens.

Et vous auriez été attendri de voir avec quelle sublime résignation nos mères, nos femmes, nos filles, nos sœurs, supportent l'amer sacrifice.

N'est-ce pas, Jaurès, que vous nous permettez de chanter la **Marseillaise** aujourd'hui derrière votre cercueil ? N'est-ce pas que la **Marseillaise** chantée gravement, par nos bouches socialistes, à cette heure où les monarchies et les aristocraties féodales d'Autriche et d'Allemagne viennent de commettre contre l'humanité le plus lâche des attentats, n'est pas un chant bassement nationaliste, mais le grand hymne révolutionnaire qu'il était en 1792 ? N'est-ce pas, que tout en gardant notre cœur et notre haine contre le peuple allemand, contre nos frères socialistes allemands, nous pouvons chanter hardiment :

Qu'un sang impur abreuve nos sillons !

N'est-ce pas, Jaurès, que votre grande voix nous ordonne de chanter aujourd'hui le sublime **Chant du Départ ?**

La République nous appelle,
Sachons vaincre ou sachons périr !

N'est-ce pas, Jaurès, que lorsque les nôtres la chanteront, la **Marseillaise**, en face des soldats allemands, nos frères les socialistes allemands sentiront qu'ils ne doivent pas déposer les armes, eux, avant d'avoir proclamé la République allemande !

N'est-ce pas que la République française, ce jour-là, ne doit pas empêcher la République allemande d'englober la partie allemande de l'Autriche ?

N'est-ce pas que la République allemande ainsi agrandie ne devra pas trouver mauvais que la Pologne prussienne soit détachée de l'Allemagne, soit jointe à la Pologne autrichienne et à la Pologne russe pour reconstituer la République de Pologne !

Car, n'est-ce pas, Jaurès, qu'en nous entendant chanter la Marseillaise, la Pologne sortira vivante de son tombeau ?

N'est-ce pas, Jaurès, vous dont le grand cœur fut sans haine, vous qui avez pardonné à votre assassin au moment même où cet aliéné vous portait le coup fatal, n'est-ce pas que j'ai raison sur toute la ligne ?

N'est-ce pas qu'il faut cimenter avec votre sang de martyr le bloc de la défense nationale, et que j'ai raison d'appeler les patriotes à venir se mêler à nos jeunes gardes révolutionnaires derrière votre cercueil ?

N'est-ce pas vrai enfin qu'aujourd'hui le drapeau tricolore porte dans ses plis glorieux les mêmes espérances qu'il portait à Valmy, et qu'aujourd'hui il vous semble aussi beau, aussi sublime que le drapeau rouge de notre Internationale !

N'est-ce pas que puisque nous avons pris les armes, il faut que ce soit pour fonder, avec l'aide de la République allemande, la République des États-Unis d'Europe.

C'est la lutte finale,
Groupons-nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain.

———————

Marx

Saint Paul et Marx

Dans les conditions présentes de prostration mentale où se trouve l'Occident, il est décisif que se lève une élite d'intellectuels vrais, décidés à rompre résolument avec la prostitution cérébrale des autorités officielles : "docteurs" académiques, écrivains, journalistes, philosophes et artistes. La tâche consiste à voir plus loin que le bout de son nez, à se retourner audacieusement contre l'état existant de décomposition générale de l'esprit civilisé, et d'indiquer nettement au peuple mondial pourquoi et comment la seule issue concevable réside dans le communisme libre, sous peine d'abandon de l'humanité sur la pente du suicide.

D'un côté, le rôle des vrais intellectuels d'aujourd'hui s'apparente à celui des apôtres, du temps de l'effondrement de l'Empire romain, époque où beaucoup pouvaient penser que l'on courrait ni plus ni moins que vers la fin du monde. Saint Paul et ses amis, au contraire, sentirent puissamment que par-delà la ruine de l'ordre antique, c'était l'occasion et l'exigence d'une promotion gigantesque de l'ordre civilisé qui se présentaient, l'avènement d'une nouvelle jeunesse pour la société humaine, ce que devint effectivement l'ordre chrétien médiéval.

D'un autre côté, il ne nous est pas possible de nous en tenir à l'exemple du christianisme primitif. Précisément, notre tâche n'est plus d'œuvrer en sorte que l'idéal civilisé sorte d'une immense crise de croissance pour le faire s'élever à un degré qualitativement supérieur. Notre tâche est "infiniment" plus grave et ambitieuse : elle consiste à nous émanciper de l'ordre civilisé lui-même dont nous vivons les tourments de sa décomposition finale. À ce titre, il ne s'agit plus du tout de travailler au perfectionnement de la vieille organisation civilisée, qui apparaît aujourd'hui comme fondamentalement "préhistorique", dont l'horizon était borné par les rapports sociaux de l'exploitation économique et de l'oppression politique, par l'argent et les gendarmes, que l'on tenait pour des rapports "naturels" intangibles. Chose absolument "renversante" pour beaucoup, il se trouve que notre tâche est au contraire de travailler à l'édification d'un ordre "final" sans gendarmes et sans argent, et qu'il n'est finalement pas d'autre but positif et constructif que l'humanité puisse réellement se proposer de nos jours, malgré les difficultés évidentes et la durée prolongée inévitable que demandera la réalisation de ce projet.

Du même coup, les nouveaux apôtres dont l'humanité a besoin de nos jours ne peuvent être que des intellectuels qui, simultanément, doivent être conscients de travailler à l'abolition même de la position traditionnelle dominante des intellectuels sur les manuels. Saint Paul, en dernière analyse, n'était qu'un intellectuel ; les missionnaires qu'il nous faut aujourd'hui doivent être de type nouveau, on ne peut les désigner que comme des "non-intellectuels". Tels doivent être les cadres marxistes chargés d'éduquer et d'organiser la grande armée mondiale des combattants de la cause du communisme civilisé.

Ce que désigne l'expression de "communisme civilisé" n'est rien d'autre que la société réellement humaine de l'avenir, ce que l'on concevait en quelque sorte autrefois comme

l'état humain en Éden d'Adam et Ève avant la "chute", avant que le travail soit tenu pour une punition et l'enfantement nécessairement accompagné de douleurs. Les croyants d'autrefois – en est-il encore, en effet, en Occident ! – auraient inévitablement tenu le projet du communisme civilisé comme l'expression même de l'"orgueil" diabolique et du "matérialisme" judaïque. Nous avouons que l'horizon actuel ne peut plus être l'horizon "préhistorique" de la civilisation. Néanmoins, en quoi notre cause présente, qui se reconnaît dans le rêve d'autrefois de "rétablir l'innocence primitive", est-elle si satanique ? Adam, au Paradis terrestre, n'avait nullement la prétention de se considérer comme l'égal de Dieu. On peut très bien se proposer sérieusement de "laver l'homme du péché originel", mystère qui n'est que celui des limites historiques de l'ordre civilisé, et revendiquer que nous sommes les véritables héritiers du spiritualisme civilisé, ceux qui, en ce sens, forment le vrai "Parti de Dieu" que les musulmans nomment Hezbollah.

———————

Barbarie scientifique et Communisme civilisé

Il n'y a qu'un seul et unique problème depuis 150 ans : c'est celui de la crise de la civilisation. Cette crise est générale et chronique, et elle embrasse l'ensemble de l'humanité et de la planète. Elle est la tâche d'un seul peuple mondial et que lui seul peut résoudre.

La civilisation a connu 25 siècles de développement. En Occident, cela a commencé par le "miracle grec" (550 A.C.) en Méditerranée orientale ; et cela s'acheva en Occident atlantique avec le triomphe des "droits de l'homme" (1850 P.C.).

Immédiatement après le parachèvement de l'ordre civilisé, dans la première moitié du 19ème siècle, œuvre spécifique de la civilisation Moderne "européenne" (ce terme englobe alors l'Union américaine), ce même ordre civilisé parut au bout de son latin. Le triomphe des droits de l'homme semblait apporter la solution définitive du "bonheur commun", celui de l'individu et du genre humain, la liberté et le bien-être. Or, aussitôt après, les maîtres de l'ordre civilisé virent se dresser devant eux un immense et effrayant défi, qu'ils avaient patiemment forgé sans jamais s'en être doutés, défi qui les laissait pétrifiés en même temps qu'il les rendait affolés à l'extrême.

Le défi tout à fait pratique, et non plus seulement théorique comme il s'exprimait auparavant, qui fut lancé à l'ordre civilisé dès 1840 était le suivant : la civilisation qui avait été constamment dirigée par une mince minorité d'intellectuels et d'exploiteurs, en définitive, avait, par son perfectionnement, accumulé les conditions préalables complètes pour que l'immense masse du peuple, les manuels et les exploités, se proposent le nouvel objectif de leur émancipation générale. C'est la civilisation elle-même qui avait forgé à son insu le besoin et les moyens de cette nouvelle perspective. Mais, en même temps, l'horizon nouveau qui s'ouvrait à l'humanité dévoilait brutalement le côté purement transitoire et contradictoire, étroitement "préhistorique", de l'ensemble de la phase civilisée écoulée. Et aux yeux de toute une fraction de la classe dominante la nécessité qui s'imposait à présent de tourner la page de la civilisation apparaissait nécessairement comme une pure et simple éventualité de "fin du monde". Du côté de la masse du peuple, lui aussi pétri par la civilisation, la perspective d'un ordre supérieur devant se substituer à la civilisation se présentait inévitablement de la façon la plus trouble.

En fait, Marx lui-même, le seul qui parvint à débrouiller fondamentalement les fils de la situation nouvelle, ne parvint qu'à la suite d'un effort acharné à préciser l'enjeu réel. En définitive, l'épuisement civilisé signifiait deux choses : l'émancipation de la masse populaire, des manuels et des exploités, c'était d'un côté la nécessité d'un "néo-communisme", c'est-à-dire la résurrection relative de l'ordre qui avait précédé celui de la civilisation, celui de la société primitive, avec sa solidarité essentielle ; de l'autre côté, le néo-communisme à présent possible et nécessaire devait être nourri de tout l'héritage civilisé : la spiritualité et la science, la liberté et l'abondance, l'individualisme et l'universalisme. Ainsi était fixée la nature et le but de la nouvelle phase historique post-

civilisée : le Communisme Civilisé. Il était en même temps évident, le peuple et la classe dominante étant ensemble handicapés à tous points de vue par les vestiges de la civilisation préhistorique, que le communisme civilisé (ou libre) devait être envisagé comme un processus, et non comme un état qu'il aurait été possible de simplement "proclamer" officiellement. Une période de transition prolongée était inévitablement à envisager, qu'on vint à nommer "phase inférieure du communisme" ou "socialisme", période en quelque sorte de "despotisme éclairé" du peuple dominant sur l'ex-minorité dirigeante renversée. Plus précisément, c'est du point de vue du "salariat conscient" qu'on devait concevoir le régime transitoire de despotisme populaire éclairé, le salariat étant le pôle social antérieur se trouvant directement porté à exiger la perspective du communisme civilisé, et sa conscience lui venant nécessairement d'individualités dominantes antérieures dissidentes, d'intellectuels et d'exploiteurs isolés assez distingués pour ne pas se cramponner au caractère exclusivement "préhistorique", c'est-à-dire désormais périmé, de la civilisation.

Mais un regroupement adverse, assimilant le communisme civilisé avec une "fin du monde" absolue et non pas seulement avec la fin de la préhistoire humaine, se constituait encore plus vite ! Le caractère essentiel de ce camp déclarant la guerre à l'avenir, camp qui se nomma immédiatement "Parti de l'Ordre" (le premier journal portant pour titre "*L'Ordre*" parut en 1836, le second en 1844), c'est qu'il se mobilisait en tant que défenseur de la civilisation menacée. En fait, sans que ce soit clair pour les gens d'"ordre" eux-mêmes, c'était strictement le côté préhistorique de la civilisation qui était effectivement "menacé", et cela était au fond à la gloire de la civilisation en tant qu'elle avait été positivement civilisatrice, c'est-à-dire une étape progressive et révolutionnaire de l'histoire humaine. La cristallisation du Parti de l'Ordre au nom de la défense de la civilisation, traînait évidemment avec elle des manuels et des exploités idéologiquement arriérés, dévoyés de ce côté. La crise de la civilisation une fois déclarée, elle ne pouvait que s'approfondir, s'aiguiser, et cela par des "bonds" dramatiques ou "vagues" successives manifestées par les guerres civiles et les dictatures totalitaires, les guerres mondiales et le vandalisme colonial.

Avec l'aggravation par à-coups violents de la crise civilisée, il fut progressivement mis en lumière que le Parti de l'Ordre, dans sa défense de l'aspect purement préhistorique de la civilisation, se trouvait conduit, bon gré mal gré, à gérer une mondialisation croissante économique et politique en même temps qu'un individualisme intensifié, intellectuel et moral. Les nécessités historiques ne se laissent pas, en effet, annuler, anéantir, du fait que ceux qui sont interpellés font l'autruche. Comment revenir sur le marché mondial, le libre-examen, la nation moderne reposant sur le parlementarisme, le déchaînement complet de la science, tout cela inauguré dès le 16ème siècle ! On peut seulement donner à ces forces irrésistiblement mises en mouvement une direction perverse, manichéenne, destructrice, suicidaire, et rendre plus difficile et douloureuse la métamorphose incontournable de l'ordre périmé depuis l'origine de la "crispation" de ses chefs. Ce qui apparaît finalement, c'est que plus la crise civilisée s'enkyste, laissant la domination du Parti de l'Ordre, plus apparaît que ce parti développe de façon monstrueuse les aspects purement préhistoriques de la civilisation, l'oppression politique et l'exploitation économique comme purs despotisme et parasitisme, en donnant à ceux-ci la forme de plus en plus évidente de ce qui constituait également le côté strictement préhistorique du

communisme de la société primitive, la forme grégaire, "ethnique", totalitaire et malthusienne (culte de la pénurie), avec les formes de consciences correspondantes du fétichisme et de l'occultisme. C'est ainsi que l'époque contemporaine, de crise générale de l'Ordre civilisé, met aux prises deux partis : le peuple mondial unique combattant pour le communisme civilisé, et le Parti de l'Ordre mondial s'obstinant à "perfectionner" le régime établi dans le sens d'une Barbarie scientifique. L'enjeu objectif de tous les combats de la terre, c'est de renverser la néo-barbarie, processus de renversement qui est celui-là même de l'avènement du néo-communisme. Chaque bord s'appuie sur l'aspect inverse, net et clair, tout à la fois de la phase primitive et de la phase civilisée de l'histoire de l'humanité. Tel est le fil conducteur qui, seul, peut guider chacune de nos pensées et de nos actions.

Ce fut bien l'épanouissement complet de l'ordre civilisé qui a élaboré le besoin et forgé le moyen d'un ordre ultérieur nécessairement sans argent et sans armes !

Même si l'élite bourgeoise libérale avait pu réellement prendre la direction de l'opération de métamorphose de la Civilisation en Communisme libre, c'était à une énième révolution civilisée qu'il fallait s'attendre, n'épargnant pas plus que les précédentes le sang et les larmes. Mais il s'agissait de tout autre chose cette fois ! ni plus ni moins que prolonger la civilisation en la renversant, assurer son immortalité en l'enterrant ! Dans cette perspective, le fameux "critère" de la "violence révolutionnaire", sans cesse allégué par le marxisme sectaire, devient tout à fait accessoire ; d'autant plus que le communisme, par essence, combat même les "révolutions" comme des phénomènes réellement préhistoriques à abolir. Pour cela, l'élite bourgeoise, républicains radicaux et socialistes romantiques réunis, ne possédait pas véritablement l'instrument intellectuel qui était requis. De plus, ces deux phalanges étaient au fond séparées par un abîme immense. Les républicains radicaux apportaient le sens de l'action mais en réduisant à l'extrême la portée de l'entreprise communiste vue comme une simple aspiration du "4ème État" venant après celle du tiers-état, un dernier coup de collier venant en renfort de 1793, et qui se résolvait en une pure conspiration de Carbonari chez les militaires ou un coup de main décisif opéré par des étudiants blanquistes. Les socialistes romantiques apportaient la pensée et sentaient bien que l'enjeu était hors de comparaison avec 1793 et même avec les grands effondrements prolongés qui s'étaient produits à la fin de l'antiquité et à la fin du moyen-âge : mais, pour cela même, ils étaient persuadés que le moyen infaillible d'embrayer sur le communisme libre était la persuasion rationnelle des autorités sociales en place, façon Leroux, ou bien la valeur démonstrative d'expériences d'Icaries à la Cabet, en marge de l'ordre existant. Il était dit que le mouvement pour le communisme, c'est-à-dire pour l'abolition de la civilisation qui ne pouvait plus apparaître désormais que comme une phase préhistorique du développement de l'humanité, ce mouvement devant enfin apporter le règne des manuels et des exploités, devait se donner à lui-même sa propre direction intellectuelle. L'élite bourgeoise libérale avait naturellement sa place réservée dans l'avant-garde communiste à constituer, trouvant là, en même temps que l'explication de ses insuffisances antérieures, la raison de l'échec de ses propres aspirations.

———————

Le Communisme, la Famille et l'État

Le nœud de la question sociale, en Occident, est la question civile, c'est-à-dire la question de la Famille prise au sens large de la relation des ménages à l'entreprise, et finalement la relation du salarié au capitaliste au sein même de l'entreprise. Toute notre histoire, depuis 150 ans, prouve surabondamment ce fait. Encore faut-il bien préciser que ceci est le fruit de l'analyse théorique, et donc ne s'applique rigoureusement qu'à une situation occidentale "typique". Une telle situation ne se trouve jamais que dans le seul pays d'Occident qui se trouve occuper la position transitoire de superpuissance hégémonique et, à la rigueur chez la puissance rivale occidentale qui ne manque pas de se dresser. Ici, la question politique ne se présente que sous la forme négative nécessaire du défaitisme révolutionnaire, de l'anti-militarisme.

Dès que l'on s'écarte de cette situation typique, l'élément inverse de la question sociale, l'élément politique, celui de l'État pris au sens large de la relation de la Nation au Gouvernement, et finalement la relation du Législatif à l'Exécutif (de l'élu au nommé) au sein du Gouvernement, commence à interférer de façon de plus en plus puissante avec la question civile. Par exemple, des pays pourtant "occidentaux" comme l'Espagne ou la Belgique, et bien qu'ils parvinrent à se doter d'un empire colonial, ne parvinrent pas à se dépêtrer de la question politique, de l'État et du Gouvernement : l'Espagne ne parvint pas à se constituer en État moderne et souverain du fait qu'elle venait de "trop loin", héritant de sa puissance du moyen-âge ; la Belgique ne parvint pas à se constituer en État moderne et souverain du fait qu'elle venait "trop tard" à l'indépendance, en 1830.

À l'inverse donc, au Sud (Tiers-Monde), la question sociale trouve son nœud dans la question politique. Mais là encore, ceci ne s'applique qu'à une situation "typique". Une telle situation ne se trouve jamais que chez un peuple sortant absolument vierge de la société primitive, dépourvu complètement de toute trace d'organisation en État, ne serait-ce qu'au titre des échanges avec un État civilisé, de colonie proprement dite d'un tel État, ou de protectorat. Peu nombreux sont les peuples, depuis l'antiquité, en Orient ou en Occident, qui ne furent point du tout "frottés" par des influences civilisées quelconques que celles-ci fussent esclavagistes, féodales ou capitalistes. Ici la question civile ne se présente que sous la forme négative nécessaire du rejet des échanges usuraires du commerce international, et de priorité donnée à l'auto-subsistance communautaire.

Dès que l'on s'écarte de cette situation typique, où la constitution politique en Cité civilisée au sens le plus élémentaire l'emporte sur tout, l'élément inverse de la question sociale, celui de la propriété privée et des classes, de la promotion des rapports civils, commence à interférer avec la question politique de façon de plus en plus puissante. Par exemple, des pays comme les États-Unis et le Japon, bien qu'ils eurent un développement industriel accéléré et des luttes ouvrières très vives, ne parvinrent pas à se dépêtrer de la

question civile, celle de la Famille et de l'Entreprise. Les États-Unis (1865), dévoyés par la "ruée vers l'or" et en fait conquis par l'esclavagisme sudiste, formèrent une société civile dominée par des gangs d'aventuriers sans foi ni loi. Le Japon (1868) forma une société civile dont une aristocratie de clans d'adjudants des affaires domina le pays.

———————

À ce propos il faut bien noter que les premières expériences "réussies" de communisme, en Russie et en Chine, se produisirent dans les contrées où les deux aspects de la question sociale, l'aspect civil ou de la Famille et l'aspect politique ou de l'État, étaient extraordinairement entremêlés. L'on avait là deux vieux Empires au long passé civilisé, dotés d'un long héritage de puissance politique, eux-mêmes travaillés à l'intérieur par de graves problèmes "multinationaux" qui englobaient des populations restées en l'état quasi-primitif ; et ces puissances furent amenées plus ou moins à s'emparer de l'arme intellectuelle du marxisme pour préserver leur souveraineté menacée par l'impérialisme occidental, en même temps qu'elles avaient à assimiler le développement politique de la civilisation moderne, c'est-à-dire le développement politique" national" de la société bourgeoise. On voit par-là que l'expérience du communisme en Russie et en Chine dût relativement reléguer au second plan l'aspect civil, Familial, de la question sociale tel que doit l'envisager le communisme civilisé, alors même que cet aspect doit pouvoir être élevé au premier rang pour qu'on puisse en venir à parler d'édification proprement dite du communisme. D'où toutes les difficultés rencontrées par les entreprises russe et chinoise, et les déviations auxquelles elles ont pu donner prise.

Mais le communisme civilisé doit triompher en tenant compte de la réalité concrète du monde, et non pas espérer être fonction de situations typiques théoriques ! Dans l'Occident "très-riche", si la question sociale civile se trouve nettement à la base, les difficultés n'y manquent pas non plus ! Précisément elles viennent de la puissance politique des pays concernés, qui démoralise et corrompt le mouvement communiste. Dans le Tiers-Monde "très-pauvre", la question politique est prioritaire, ce qui doit également "radicaliser" la lutte pour le communisme civilisé théoriquement par le biais de la motivation "patriotique" aiguë ; en pratique, les difficultés sont immenses, du fait de l'impuissance civile, économique, des peuples concernés, qui désarme et égare le mouvement communiste.

Rien ne sert donc à esquiver le fait que le communisme ne peut s'établir nulle part sans que soient affrontées d'énormes difficultés, en recherchant une situation objective "typique" absolue qui ne peut exister nulle part, et en fabriquant des théories ad hoc faisant fonction de recette révolutionnaire. Ce sont les mêmes pseudo-révolutionnaires petit-bourgeois, notons-le bien, qui ont donné dans des travers de ce genre, en des sens complètement opposés : on a posé d'abord que le communisme ne pouvait s'établir que dans un pays très développé ; ensuite qu'il ne pouvait naître que dans un pays arriéré ! D'où le trotskisme condamnant la révolution russe sans l'Allemagne, puis se lançant à corps perdu dans le "guévarisme" qui "exporte" la révolution à l'envers, chez les Indiens d'Amérique…

———————

Moralité : Le communisme civilisé s'impose partout, au monde entier qui forme un système unique à tout point de vue ; la lutte, toujours internationale par essence et dans

sa finalité, doit se mener en chaque endroit et en permanence ; les communistes, s'ils veulent avancer vers la victoire, doivent seulement articuler convenablement les facteurs civil et politique, selon la région où ils se trouvent et l'étape du combat.

———————

Non !
Nous ne sommes pas représentés !

Depuis 150 ans, la fraction française du peuple mondial devient la victime toujours plus désarmée du régime dominant de la Nouvelle Barbarie. Elle est le jouet toujours plus impuissant du capitalisme parasitaire et de la démocratie dictatoriale.

Ce n'est pas que la résistance à la crise générale de l'ordre civilisé ait fait défaut, au contraire : le mouvement pour sauver l'héritage civilisé, associé au but de l'émancipation du travail, fut repris sans relâche, à commencer par les Quarantuitards pour se poursuivre avec les Communards, les premiers Socialistes et enfin les premiers Communistes.

Cependant, au total, il semble que plus la cause du travail précisait théoriquement son objectif, moins elle devenait pratiquement agissante. C'est ainsi qu'aujourd'hui le mouvement pour la République Sociale Universelle semble quasiment anéanti, orphelin idéologiquement et dépouillé de toute organisation.

Il s'agit donc pour nous, en quelque sorte, de reprendre à zéro la Question Sociale correspondante. Ceci évoque une situation qui fait date dans notre histoire militante : celle de la publication du célèbre "Manifeste des Soixante", en février 1864.

Quelles étaient les circonstances qui amenèrent cet acte décisif d'une poignée de salariés parisiens ?

Quinze ans auparavant, en 1848-1849, la première révolution du drapeau rouge avait été sauvagement écrasée par la nouvelle féodalité financière prenant sous son aile la vieille aristocratie terrienne. Ce fut donc la double défaite de la démocratie socialiste à Paris et du patriotisme internationaliste à Vienne.

En France, le régime du despotisme militaire instauré depuis Juin 1848 connut un premier ébranlement en 1857, l'année du "Krach" boursier autrichien, avec l'entrée au Corps Législatif du "Groupe des Cinq". Cette insinuation d'une opposition respectueuse et "assermentée" dans le système du dictateur Napoléon III n'était rien d'autre qu'une offensive de revenants de la République de l'état de siège de 1848, dont Jules Favre, le futur héros de la "3ème République versaillaise".

Un nouveau coup fut porté à la dynastie régnante par le Traité de Commerce de 1860. Dans l'atmosphère nouvelle du prétendu "Empire libéral", l'Exposition Universelle de Londres de 1862 vit se rencontrer des délégués ouvriers français au pays du Chartisme et des réfugiés de 1848. L'événement se produisait en plein réveil salarial, que manifestait la grève parisienne des typographes.

En juin 1863, les républicains de sa majesté à la Jules Favre, groupés autour du journal *Le Siècle*, se voient contrés par une autre bande, qui affiche un "socialisme" de comédie, équipe de "saint-simoniens" d'alcôve impériale qui est menée par le "prince rouge" Jérôme Napoléon, dit Plon-Plon, et a pour organe *L'Opinion Nationale*.

Le nouveau clan "oppositionnel" à l'Empire jette alors dans les jambes de ses rivaux des "candidatures ouvrières", en prévision des élections complémentaires de 1864. C'est ainsi que parut le "Manifeste des Soixante" en février 1864. Le manifeste, rédigé par le démocrate Henri Lefort, ami de Marx, au nom de 60 ouvriers parisiens, allait finalement se retourner contre ses promoteurs, et irréversiblement fausser le jeu des clans de "gauche" jouant aux républicains ou aux socialistes.

Cette même année 1864, en effet, en septembre à Londres, était lancée la Ière Internationale (A.I.T.), à l'occasion d'un congrès en faveur de la Pologne opprimée. Alors le drapeau rouge, surgi 15 ans plus tôt dans l'action, rencontrait la pensée qu'il recherchait pour se soutenir, celle de Marx et Engels.

Quoiqu'il en soit, à l'échelle française, le Manifeste des Soixante, rompant avec les diversions des clans de "gauche" de politiciens face au despotisme militaire dominant, devait mener 7 ans plus tard, le 18 Mars 1871, à la proclamation du premier gouvernement ouvrier du monde, la Commune de Paris. Ici, le drapeau rouge, apparu sur les barricades de 1848, se maintint 72 jours au sommet de l'Hôtel de Ville d'une grande capitale du monde civilisé.

———————

Le Manifeste des Soixante, dès sa parution, prit à contre-pied la gauche impérialiste, qui entra dans une rage révélatrice.

Perfide comme à son habitude, la Gauche se trouva immédiatement 80 "ouvriers" pour signer un contre-manifeste. Bien que ce texte et ses prête-noms soient tombés dans les oubliettes de l'histoire, il nous faut exhumer de quoi il retournait. Hautains et roués à souhait, ces Messieurs du contre-manifeste menaçaient :

- Les Soixante "n'expriment que l'opinion d'un petit nombre" ;

- Dans la lutte qui se développe contre l'Empire, il faut considérer que "depuis 1789, il n'y a plus que des citoyens" ; présenter des candidatures ouvrières reviendrait à abolir les "principes" de la Grande Révolution, consisterait à restaurer une conception corporative, de "castes" ; "nous n'avons pas détruit les privilèges en haut pour les rétablir en bas" ;

- "Lorsqu'on veut tout résoudre à la fois, on trouble son pays, on l'inquiète, on le jette dans les bras de la dictature" : poser des candidatures ouvrières, c'est "soulever mal à propos une question sociale, alors qu'il ne s'agit que d'une question politique" ;

- Bref, "les candidatures ouvrières n'aboutiraient qu'à diviser" ; "restons unis, repoussons énergiquement tout ce qui pourrait nous diviser", en soutenant exclusivement les candidats de la Gauche !

On le voit, l'engeance des politiciens de Gauche, "Montagnards" en 1848, "républicains" en 1864, reste égale à elle-même : une coterie de pêcheurs en eau trouble, un essaim de frelons ultra-"respectables" qui spéculent sur le mouvement populaire. C'est cette même race maudite que nous avons retrouvée en Mai 1968, n'hésitant pas à déverser des saletés du genre : "Cohn-Bendit juif-allemand" ; les étudiants sont des "fils de bourgeois" associés à des "casseurs", manipulés par un "chef d'orchestre international". Hâtons-nous de tirer la leçon, grand dieu ! À notre tour de crier : "plus jamais ça !", plus

jamais de ces voyous politiques à vocation de kapos du salariat ! Vomissons une fois pour toutes ce qui peut réincarner des Mendès France ou des Georges Séguy !

Reprenons tout au contraire, l'esprit fier et audacieux du Manifeste des Soixante, nourri de l'expérience accumulée, adapté aux conditions présentes :

Manifeste

"Non ! nous ne sommes pas représentés ! La classe la plus nombreuse, le travail manuel n'est pas représenté". Tel est le cri des salariés qui domine et résume le Manifeste des Soixante.

"On nous dit qu'il n'y a plus de classes. Nous qui n'avons d'autre propriété que nos bras, nous affirmons que l'égalité écrite dans la loi est à réaliser dans les faits. Il nous reste à nous émanciper socialement."

"Les infirmités de la nature laisseront toujours à l'assistance un vaste champ pour s'exercer. Mais la maladie, le salaire insuffisant, le chômage, le travail des femmes et des enfants amenant la destruction de la famille ; bref, la misère imméritée, peut disparaître et elle disparaîtra. Nous repoussons l'aumône, nous voulons la justice."

"Nous qui avons le droit de nommer des députés, nous vivons sous des lois exceptionnelles. Faute de pouvoir nous réunir, nous associer librement, nous sommes impuissants. Ne pouvant résister par la liberté et la solidarité, nous entendre pour défendre le salaire, nous assurer contre le chômage, nous subissons la domination du capital."

"Par l'effort poursuivi en matière d'organisation du crédit, en organisant l'instruction professionnelle, nos rêves se réaliseront : il n'y aura plus ni patrons ni ouvriers, ni bourgeois ni prolétaires."

"Vous ne connaissez pas les ouvriers en nous supposant un culte de l'esprit d'antagonisme, de la grève, qui épuisent leurs forces et où les adversaires ne trouvent en définitive que la misère pour les uns et la ruine pour les autres. Les ouvriers veulent marcher à la conquête de leurs droits avec énergie et persistance, mais pacifiquement."

"Nous ne disons pas : l'ouvrier est Rien, il doit être Tout. Avec la même ardeur que la bourgeoisie démocratique, nous voulons le suffrage universel dégagé de toute entrave, les libertés de presse et de réunion régies par le droit commun, etc. Parce que nous y sommes plus intéressés, nous sommes seulement ceux qui voulons plus énergiquement la vraie démocratie. Sans nous, la bourgeoisie démocratique ne peut rien asseoir de solide ; sans elle, l'émancipation du salariat démocratique peut être longtemps retardée. Unissons-nous !"

En résumé :

"Les députés actuels, qui se disent nommés par tous et représentants de tous, ne parlent qu'au nom de la minorité : industriels, commerçants, militaires, journalistes. Bien que sans moyens ni fortune ni relations, il y a nécessité de candidatures et d'un groupe de députés salariés au Parlement."

"Il y a encore plus nécessité de syndicats libres de salariés ; non pas de syndicats mixtes, sortes de Prud'hommes professionnels qui nous donneraient un tribunal où nous juger, mais de syndicats composés exclusivement de salariés, élus au suffrage universel formant, face à la Chambre de Commerce, une Chambre de Travail."

"Nous ne haïssons pas les hommes, mais nous voulons changer les choses."

_____

1789 et 1936

Depuis 150 ans, le monde occidental, ce que l'on appelle mensongèrement les "pays riches", est tourmenté par un seul et unique problème fondamental qui est celui de la Question Sociale. Cette question, toujours lancinante et paraissant toujours insoluble, avait surgi au premier plan en 1848, en même temps que le drapeau rouge du salariat, avec le mot d'ordre du "droit au travail".

La bourgeoisie moderne légitima sa position dans la direction sociale par une lutte de 350 ans (1500-1850) qui fut couronnée par la publication des "Droits de l'Homme" en août 1789. Il reste au salariat à légitimer sa position dans la direction sociale en se montrant apte à faire triompher le "Droit au Travail". C'est pourquoi il est du plus grand intérêt de comparer les comportements respectifs des chefs de la bourgeoisie et des chefs du salariat. À ce titre, le meilleur enseignement peut être tiré en examinant parallèlement les événements de 1789 et ceux de 1936.

1789

La Révolution de 1789 se décida en l'espace d'un mois et demi, entre le 5 mai 1789, date d'ouverture des États-Généraux, et le 20 juin 1789, date du serment du Jeu de Paume. Entre ces deux dates, en effet, se produisit un renversement décisif de la situation : début mai, les députés du Tiers-état se présentaient en humbles solliciteurs devant tout l'appareil intact de la monarchie absolue ; fin juin, ils se dressaient fièrement comme la représentation populaire fondamentale, à partir de laquelle on devait nécessairement procéder à une refonte générale de l'ordre politique, édifier le nouveau système de la monarchie constitutionnelle, représentative.

La crise de la monarchie de droit divin remontait évidemment bien au-delà de la convocation des États-Généraux en mai 89. La cause dernière de la Révolution était même que la France, pourtant patrie de Jean Calvin, avait "loupé" sa Réforme au 16ème siècle et, partant, sa transformation décidée en nation moderne. L'échec de la Réforme en France fut marqué par la formation de la Sainte Ligue contre la France par le pape Jules II (1511) ; la domination des Guise à la mort de François Ier (1547) ; le massacre des protestants à la Saint Barthélemy (1572) ; l'assassinat de Henri IV par les Jésuites (1610). La faiblesse de la bourgeoisie française la condamnait à être prise dans l'étau d'un système où une masse de métayers obtus était tenue en bride par une dictature royale. D'où la forme boiteuse adoptée par l'État moderne français, que caractérise le "gallicanisme" ; d'où encore la coloration typiquement "paysanne" des économistes français, de Boisguillebert à François Quesnay, forme contrebalancée par le "dirigisme" mercantiliste, de Barthélemy Laffemas au "colbertisme". Le retard français dans la modernisation du pays eut l'avantage de faire de la France le lieu de la dernière révolution bourgeoise, la plus radicale, celle qui en formula les principes achevés dans sa Déclaration

des Droits, au nom du Déisme pur. Ainsi vit-on s'instaurer, en septembre 1792, la République française, qui résuma en elle toutes les expériences antérieures : La Fraternité de la République de Genève de Calvin (1541), la Liberté de la République batave de Guillaume d'Orange (1579), et l'Égalité de la République anglaise de Cromwell (1650). La révolution française fut conduite, avec Robespierre, à pousser jusqu'à ses dernières conséquences la lutte contre toutes les formes de l'absolutisme féodal ; de plus, elle fut amenée, avec Napoléon Bonaparte, à élever le combat récemment livré par la République américaine de Jefferson (1776) contre l'hégémonisme bourgeois de l'Angleterre au niveau d'une véritable croisade mondiale.

La cause "prochaine", immédiate, de la révolution française, ce fut la crise financière insoluble déclarée après les guerres étrangères et les "dragonnades" intérieures contre les Camisards, saignant le régime du Roi Soleil (1715). Cette crise éclata immédiatement par la banqueroute de Law et ses "mississipiens" (1720). Louis XV dit "Après nous le déluge". Dès l'avènement de Louis XVI (1774), la "guerre des farines" prend des proportions menaçantes ; la crise commerciale et industrielle de 1787 propulse la crise financière à un état aigu, de sorte que fin 1788, les insurrections paysannes amorcées en 1750 se reproduisent à un niveau ultime, faisant des provinces un brasier, tandis que des troubles plébéiens surviennent dans plusieurs villes. Le Trésor est à sec ; à l'Assemblée des notables, convoquée en janvier 1787, la noblesse se refuse à payer, et le roi se trouve acculé à convoquer les États-Généraux en août 1788 pour mai 1789. Les élections de députés et la rédaction des cahiers de "doléances" se déroulent dans une atmosphère d'intense fermentation sociale.

Mais la monarchie, à bout d'expédients, n'entend précisément que recevoir les "doléances" des "États" et faire voter les "subsides", c'est-à-dire entretenir à tout prix le vieux système qui s'enfonce dans son aveuglement. Les États-Généraux doivent être inaugurés par des "prières publiques" pour la clique de dégénérés qui pillent le pays ; on doit s'y rendre "par déférence au désir de sa majesté" ; ils doivent se tenir à la manière du "roi séant en son lit de justice", chacun étant, comme devant "appelé à parler au roi à genoux" avant d'être "sommé de se retirer de sa présence à reculons". Les "lettres de cachet" menacent tout protestataire, de quelque "rang" que ce soit. D'ailleurs, les États sont convoqués dans le cadre de paroisses et baillages en lesquels le roi répartit "ses" peuples. Ces États, assemblés par le "bon plaisir" du monarque, doivent "naturellement" se répartir en trois chambres séparées délibérément par "Ordres" : les ordres "privilégiés" d'un côté, bénéficiant de toutes les "exemptions" fiscales désirables, et l'ordre des roturiers de l'autre, vache à lait des impôts et des emprunts. Six mois avant les États-Généraux cependant, par l'"arrêt royal" du 27 décembre 1788, Necker a fait accorder le "doublement du tiers", c'est-à-dire l'adoption de la règle selon laquelle le Tiers aurait autant de députés que les deux ordres privilégiés réunis. C'est l'ultime "sacrifice" que peut faire le régime aux abois, tolérer une "égalité" individuelle et théorique, contenue dans l'inégalité pratique du vote "par ordre", que l'on espère consolider par ce tour de passe-passe. Pourvu qu'on fasse cracher les "subsides", toutes les audaces de forme sont permises ! C'est la morale de tous les régimes à l'agonie : accorder tout ce qui peut être repris une fois l'orage passé. Ce qu'il est tout à fait hors de question d'admettre, alors, et qui parait même inconcevable à tous en un premier temps, c'est que se substitue à

l'égalité qualitative des Ordres dans le cadre des États-Généraux, une égalité quantitative du vote "par têtes" au sein d'une Assemblée Nationale.

Les députés du Tiers-état aux État-Généraux n'étaient nullement "révolutionnaires". La plupart étaient riches, notables, avocats, négociants, hommes d'ordre. N'eut été l'impasse objective de la situation et la provocation "jusqu'auboutiste" des privilégiés irréductibles, nous n'aurions jamais eu la Grande Révolution. Personne ne soupçonnait l'abolition ultérieure de la monarchie, et beaucoup persistaient à déclarer : Le roi est bon, mais il a de mauvais ministres. La majorité des députés roturiers parlait simplement de lutter contre les "abus" et de "rétablir le peuple dans ses droits". Mais les choses prirent une autre tournure et aboutirent à la ruine définitive d'un régime qu'on se plaisait frauduleusement à dire exister depuis "14 siècles", depuis Clovis (500) ! C'est que face à l'épreuve, une phalange solide de députés populaires sut déployer le drapeau bourgeois tissé par 500 ans de combats depuis Étienne Marcel (1350).

En janvier 1789, l'abbé Sieyès, appartenant à l'ordre du Clergé, publia anonymement "Qu'est-ce que le Tiers-état ?". On y lit :

"Qu'est-ce que le Tiers-état ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent ? Rien. Que demande-t-il ? À devenir quelque chose.

"– Mais, dira-t-on, ce sont là des choses impraticables pour le temps. Je ne me charge point de les pratiquer, mon rôle consiste à présenter la vérité.

"– Les esprits, dites-vous, ne sont pas encore disposés à vous entendre, vous allez choquer beaucoup de monde. Il le faut : la vérité la plus utile à publier n'est pas celle dont on était déjà voisin".

Un dialogue célèbre vient compléter le discours décisif qui précède :

"– Malouet : Auriez-vous donc le dessein de détruire la noblesse ?

– Sieyès : Oui, certainement.

– Malouet : Et vos moyens ?

– Sieyès : Nous en trouverons ! Ce que nous ne pourrons pas faire, nos successeurs l'exécuteront".

À l'ouverture des États-Généraux, le roi parle du ton hautain traditionnel. Il blâme "l'esprit d'innovation" et déclare que les ordres "supérieurs" sont disposés à accorder au Tiers, à titre d'aumône, l'égalité de l'impôt.

Devant l'hypocrisie, les subterfuges et la morgue menaçante de la camarilla d'Ancien Régime, les chefs du Tiers ripostent par la franchise et la fermeté. De jeunes nobles enthousiastes entraînent les roturiers dans une attitude de vigueur. Le 10 juin, Sieyès déclare : "Coupons le câble, il est temps". Le 17 juin, l'Ordre du Tiers-état se proclame unilatéralement "Assemblée Nationale".

La clique des courtisans fait venir des mercenaires étrangers pour assiéger la jeune Assemblée. Celle-ci, au lieu de céder, se galvanise, déclare "ne pas se croire assez libre pour délibérer". Sous la présidence de Bailly, c'est, le 20 juin, l'historique serment du Jeu de Paume : l'engagement solennel des députés de ne point se séparer avant d'avoir donné une Constitution au pays. Ce coup de force intolérable de la bourgeoisie, qui "somme" les ordres privilégiés de se réunir à son Assemblée et, par suite, d'accréditer la règle irréversible du vote "par tête", déclenche la réaction féodale.

Le 23 juin est le jour de la cruciale Séance Royale, véritable déclaration de guerre à l'Assemblée, face aux défections du bas-clergé et des petits nobles ralliés à la roture. C'est l'habituel double-jeu des réactionnaires incorrigibles. D'abord, le monarque "accorde", "consent" tout ce qu'on veut, et multiplie même "généreusement" les concessions de détail, tous les aménagements possibles portant sur des broutilles, telles les lettres de cachet et la corvée, afin d'en imposer, embrouiller, diviser, et finalement ne rien céder d'essentiel, d'irréversible. Malouet conseille le roi : "Il ne faut pas attendre que les États-Généraux vous ordonnent, il faut vous hâter d'offrir tout ce que de bons esprits peuvent désirer de raisonnable". Et le "souverain" Louis Capet y va de son radotage doucereux : j'ai tout fait "pour le bien de mes peuples" ; aux députés : "je vous ai assemblé…, je me dois de faire cesser les funestes divisions", etc. Ensuite, ce sont les injonctions insolentes : "le roi veut", "le roi déclare nulles et illégales" les décisions du Tiers-état. Le roi, ayant dénoncé toutes les décisions de l'Assemblée, se déclare seul juge des réformes à opérer ; il maintient expressément "l'institution de l'armée" qui exclue les roturiers des grades. Enfin, le despote ordonne : "je vous ordonne de vous séparer de suite" ; "Si vous m'abandonnez, seul je ferai le bien de mes peuples" ! Pendant ce temps, les fanatiques moyenâgeux, à l'abri des régiments de Sa Majesté, répandent leur bave, accusant les "usurpateurs" roturiers, le "parti démagogue", les "meneurs", les "êtres féroces" et la "vile populace" qui applaudit à chacun des actes des députés populaires. C'est alors que Mirabeau, membre dissident de la noblesse, répond au domestique officiel de l'absolutisme qui prétend disperser l'Assemblée : "Esclave, allez dire à votre maître que nous, députés de la France, nous sommes ici par la volonté du peuple, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes".

En quelques semaines, oui, le présage de Sieyès s'est réalisé : le câble est tranché ! Des antiques institutions, Assemblées de "Notables", Ordres du Royaume convoqués en États-Généraux, l'on a basculé soudain dans un nouveau monde : celui d'une Assemblée Nationale résolue à se former en Constituante. "Les" peuples du passé se sont mués en un éclair en une Nation, qui se donnera le cadre qui lui est adéquat, les communes et les départements du système représentatif nouveau.

Un premier enseignement mérite d'être gravé de manière indélébile dans nos mémoires : alors que parmi les Constitutionnels se trouveront des "grands noms" de France : Montmorency, etc. ; parmi les intraitables ennemis de la Nation se verront des plébéiens, tels que l'abbé Maury.

Deuxième remarque capitale : en relevant audacieusement le défi lancé par l'absolutisme décadent, le Tiers-état opère un saut dans l'inconnu. Il n'est pas véritablement conscient qu'il s'expose à avoir contre lui, et une Vendée intérieure, et toute l'Europe semi-féodale ; sans oublier les intrigues redoutables de l'hégémonisme de la libérale "perfide Albion", comptant bien tirer les marrons du feu ! Mais la bourgeoisie moderne française se soucie peu de ces obstacles formidables, et elle fait bien. Chaque chose en son temps ! Forte de son droit historique, elle sent intensément qu'il n'y a plus réellement le choix. Faiblir, ce ne serait que reculer pour mieux sauter. Et elle saura montrer que le mérite est d'autant plus grand que les épreuves sont sévères, qu'il y a une gloire inégalée à se montrer les pionniers universels d'une lutte qui n'est elle-même que nationale.

Notre dernière observation est la suivante : du 5 mai au 20 juin 1789, tout s'est déroulé encore à Versailles, dans l'antre même des courtisans et des laquais. La menace de la garde suisse et autres satellites du despotisme impose désormais aux députés de la Nation de se placer sous la protection populaire, de se transporter à Paris et y appeler à la création d'une "garde bourgeoise". Les déclamations ne sauraient suffire à briser l'arrogance des parasites de l'ancien régime : il avoue ne connaître que la force ? Il va sentir celle des piques des faubourgs !

Depuis 150 ans, nos historiens décadents, prétendument républicains ou socialistes, tout en faisant la moue quand ils évoquent la monarchie constitutionnelle, ne se lassent pas en sous-main de "déplorer" la révolution, sous couvert d'en dénoncer les "excès". Et nous les voyons rabâcher qu'il est bien triste qu'on n'ait pu "éviter" la tourmente, aux seules fins de discréditer les "grands ancêtres" qu'ils veulent cependant "commémorer" tous les siècles avec des sanglots dans la voix. Cette technique bien au point, dont le but est de démoraliser le peuple qu'ils dominent à leur tour, se joue en nous repassant la même rengaine : Ah ! Si on avait écouté Turgot, au lieu de le "disgracier" en 1776 ; Ah ! Si on avait écouté Necker, au lieu de le "renvoyer" en 1789. Nos despotes démocratiques pensent-ils conjurer ainsi éternellement l'orage communiste qui menace l'ordre présent du capitalisme parasitaire ?

1936

Le Front Populaire occupe une place à part dans le légendaire de la classe salariée : l'écrasante victoire électorale de la Gauche qui obtient la majorité absolue à la Chambre des députés, les Ligues fascistes étouffées, les occupations d'usines bon-enfant, avec orchestres et femmes qui font la popote pour leur Jules faisant la grève sur le tas, les 40 heures et les congés payés, le million de personnes qui défilent de la Bastille à la Nation le 14 juillet 1936, venant acclamer Daladier, Blum et Thorez fichés sur l'estrade. Malheureusement, la réalité est très différente de cette image d'Épinal. Il y a en fait deux Fronts Populaires : d'un côté celui des classes populaires, ayant le salariat à sa tête, de l'autre côté celui des politiciens de Gauche qui se posent en représentants du premier. Un abîme sépare ces deux faces du Front Populaire.

Du côté du peuple, on peut dire que le Front Populaire dure à peine 15 jours : du 26 mai 36, début des occupations d'usines, au 8 juin, date des Accords Matignon.

Les occupations d'usines se développent du 26 mai au 3 juin. Le 5 juin, on compte 500 000 grévistes mais, déjà, de nombreux mouvements du début cessent après la "capitulation des patrons", capitulation obtenue sans la moindre nécessité d'un gouvernement de Gauche – Blum présente son gouvernement le 6 juin – ni par conséquent sans besoin de quelconques Accords Matignon ou de vote consécutif des "lois sociales" par le Parlement.

Le fait essentiel à retenir, c'est que les occupations d'usines furent totalement spontanées. Même la presse de "droite" déclara : "Les communistes ont été dépassés par certains agents syndicaux inférieurs, agents doubles au service de l'Allemagne hitlérienne". En fait, le mouvement spontané des occupations d'usines, commencé chez

les "métallos", la fraction la plus représentative du salariat en tant que classe, ce mouvement avait la signification objective de l'aspiration générale au renversement du régime néo-barbare en place, régime du despotisme démocratique et du capitalisme parasitaire. Les occupations d'usines revenaient sur l'opération électorale qui s'était achevée 3 semaines plus tôt, le 3 mai 1936, tenaient cette opération pour nulle, et procédaient à un "second vote", réel celui-là. La voie "constitutionnelle" était tout simplement méprisée, avec ses circonscriptions territoriales et son vote "secret", les élections "à deux tours" et le système des "deux Chambres". Surtout, l'objectif des occupations changeait du tout au tout avec celui des élections. En 1789, l'obsession de la féodalité terrienne était de trouver une issue au Déficit et à la Banqueroute menaçante, en tirant à tout prix des "subsides" de la bourgeoisie, sans qu'il soit porté atteinte au système de la monarchie absolue. En 1936, l'obsession de la féodalité financière était de trouver une issue à la "paralysie des affaires" et à la "fuite des capitaux" menaçante, en relançant à tout prix la machine à produire la rente capitaliste, au moyen d'un New Deal appuyé sur le "syndicalisme organisateur", qui ne touche en rien au système de la République de l'État de Siège consolidée depuis 90 ans (1848). La démagogie politicienne du Front Populaire électoral, pour "le pain, la liberté et la paix", depuis 3 ans déjà Roosevelt s'en était fait une spécialité, dans des discours du genre suivant : "Le rétablissement économique est possible dans la mesure où nous appliquerons des valeurs sociales plus nobles que le simple gain d'argent" (4 mars 1933). Ne nous étonnons donc pas des aveux de Léon Blum, commentant juin 36 dans sa prison dorée de Riom, sous l'Occupation : "Dans le monde patronal on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur". Par suite, l'objectif inconscient mais manifeste des occupations, qui était de "changer de régime" et non pas de "changer de majorité", fut-il simplement tué par les Accords Matignon. Ceux-ci ne firent que généraliser et officialiser les "capitulations" spontanées partielles préalables : on se rendait maître du mouvement populaire en le contraignant à se résorber dans une question de satisfactions de simples "doléances" ouvrières, arrêtées selon le "bon plaisir" de sa majesté républicaine.

Du côté de la clique de Gauche au pouvoir, l'opération Front Populaire avait une toute autre signification que pour le salariat ; pour elle, la chose sérieuse était les élections, les occupations étant un simple accident de parcours qu'il fallait savoir gérer adroitement. Les occupations révélaient la nécessité, avec le renversement de l'oligarchie financière, de la refonte du régime politique. La vieille représentation territoriale, sur la base des communes, adaptée au recensement de propriétaires isolés et à l'élection de mandataires de ces censitaires dans un Parlement souverain, ce système était éliminé dans les faits depuis 90 ans. Depuis 1848, le préfet disqualifiait le maire, les régimes policiers spéciaux des grandes villes tournaient en dérision le suffrage universel, et le régime des "décrets-lois" ridiculisait le parlementarisme à l'extrême. L'extrême droite montant à l'assaut du "régime pourri" et de la "république des camarades" manifestait suffisamment le dégoût profond de la singerie démocratique. En tout état de cause, les occupations d'usine et les "comités de front populaire d'usine" qui devaient théoriquement les compléter, révélaient spontanément la nécessité historique d'une nouvelle représentation sociale, basée fondamentalement désormais sur les lieux de travail, ayant un caractère essentiellement collectif et non individuel, et donnant une réalité à l'universalité du suffrage en se délivrant de toute tutelle policière. En perspective, la momie parlementaire devait tomber

en poussière par le simple surgissement d'un Congrès national des délégués d'entreprises, lequel devait naturellement s'emparer du pouvoir réel détenu en fait à présent par une aristocratie financière opérant en coulisse.

Il était hors de question que les saltimbanques de Gauche élus en mai 36 tiennent compte de ces tendances sociales pourtant aveuglantes. Le mouvement populaire sombra parce qu'il n'eut pas de chefs à lui. L'action spontanée de masse était plus avancée que ses dirigeants. L'on eut un Front Populaire où des aveugles malfaisants conduisirent des borgnes naïfs. Dans un premier temps, début juin, les pantins signant les Accords Matignon se donnaient à eux-mêmes une autre fessée. En effet, alors que la France officielle continuait de jouer à fond la comédie selon laquelle la population avait une représentation complète dans son personnel constitutionnel parlementaire de députés, sénateurs et autres "élus" des collectivités locales, Matignon faisait sans aucune pudeur l'aveu que toute cette engeance ne représentait rien du tout, par le fait que la crise sociale ne pouvait être traitée que par la voie d'une "grande confrontation" des "forces économiques", patronat et syndicats, au Ministère du Travail, organe de l'Exécutif ! Les historiens dociles de notre néo-barbarie ne font pas mystère de cette incongruité ; ils nous avouent : "En juin 36, les juristes étaient demeurés perplexes devant la nature de l'accord Matignon, qui n'entrait dans aucun des cadres juridiques connus" ! C'est simplement que les magistrats obtus de la décadence moderne n'ont pas pensé à aller consulter les archives de leurs homologues des décadences précédentes, les registres de Vespasien qui rasa Jérusalem (70) ou ceux de Sigismond, l'empereur assassin de Jean Hus (1415).

À Matignon s'assemblèrent donc les représentants de la C.G.P. (Confédération Générale de la Production, patronale) et ceux de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail, salariale), sous l'arbitrage gouvernemental du Ministre du Travail. Cette grande confrontation "tripartite" nous replace dans quelque chose d'analogue à la convocation des "trois ordres" d'ancien régime en États-Généraux, le salariat occupant maintenant la place du Tiers-état en 1789. Hélas, en la personne de Léon Jouhaux, chef de la C.G.T., le salariat a pour le représenter un Necker et non pas un Sieyès capable d'ordonner : "coupons le câble, il est temps !". Et, dans la personne de Maurice Thorez, chef du P.C.F., qui se dit déjà "premier parti de France", la rue n'a, pour crier son aspiration, qu'un "plébéien" du type abbé Maury, et non pas un Mirabeau, capable de dire au chef-flic de Léon Blum : "Esclave, allez dire à votre maître que nous n'évacuerons les entreprises qu'à la force des baïonnettes" ! En 1789, en un mois et demi, "les peuples" du roi s'étaient métamorphosés en une Nation, les États-Généraux se trouvant retournés en Assemblée Nationale. En 1936, la réunion "tripartite" de Matignon ne s'est pas métamorphosée en Assemblée Sociale, le salariat étant persuadé de concentrer les intérêts généraux de la société, et appelant à se joindre à lui les forces saines de l'administration et du patronat qui figurent maintenant le bas-clergé et la petite noblesse.

Pris globalement le Front Populaire représente l'exemple le plus flagrant de notre histoire de République Sociale avortée. Les Rouges de 1848 avaient été vaincus dans l'honneur, de même les Communards de 1871. Le Bloc des Gauches de 1900 et le Cartel des Gauches de 1925, tout comme l'Union de la Gauche de 1981, se réduisent à de répugnantes grandes manœuvres politiciennes. La Résistance, elle, vit d'emblée les "maquisards" s'engager comme supplétifs de la Superpuissance américaine contre la superpuissance allemande, par de Gaulle et Staline interposés. Mai 1968, enfin, ironie de

l'histoire, montra la féodalité financière inciter activement les "chefs ouvriers" à se parquer dans les entreprises occupées, afin de prémunir le salariat du "virus" étudiant !

En 1789, la bourgeoisie moderne voulait par-dessus tout la terre, rendue stérile et instrument de génocide, par la domination des ordres privilégiés dégénérés. En 1936, le salariat voulait par-dessus tout entrer en possession des entreprises, du capital productif, rendu stérile et instrument de génocide par la domination des clans irresponsables de technocrates spéculateurs et de bureaucrates prévaricateurs.

Les Accords Matignon et les Lois sociales consécutives réussirent à contenir le salariat dans des "doléances" de mendiants, forçant la masse des exploités et des manuels à se considérer eux-mêmes comme un troupeau voué pour l'éternité à supporter le joug. Le Front Populaire fut l'avortement de la République Sociale, victime de la trahison honteuse de ses chefs. Cet avortement coupait à la racine toute expérience possible d'avoir à relever le défi de l'oligarchie dominante et, par suite, la possibilité pour les classes populaires de s'instruire par le combat de la véritable nature de la mission du salariat. Enfin, cet avortement interdisait toute dissidence éventuelle de fonctionnaires et de directeurs d'entreprises avides d'épouser la cause du salariat, et susceptibles de faire bénéficier ce dernier de leurs capacités intellectuelles et techniques.

À quoi se réduisent donc les "acquis et conquêtes" de 1936 ?

• Les salariés eurent droit à un "réajustement des salaires, commençant à 15 % pour les moins élevés, pour arriver à 7 % pour les plus élevés". Avec cela, les "quarante heures" et les "congés payés". Pour le salariat, qui avait avant tout desserré l'étau du despotisme des contremaîtres et des policiers et s'apprêtait à muer cette bouffée d'oxygène en ambiance normale de son existence en se dressant pour s'emparer de la direction sociale, ces soi-disant "conquêtes" consistaient évidemment à lâcher la proie pour l'ombre. D'ailleurs, ces "avantages" étaient du même type que ce que le roi, en 1789, consentait à "offrir" à ses "sujets" dans le cadre des États-Généraux : tandis que l'essentiel, l'absolutisme, restait intangible, la "générosité" du monarque ne portait que sur des concessions annulables le lendemain. C'est ce que les faits montrèrent immédiatement. D'abord la police de Blum intervenait énergiquement pour faire évacuer les îlots de grévistes irréductibles. Ensuite, l'heure était venue où, à son tour, l'oligarchie dominante se mettait à "voter une seconde fois", les bureaucrates gouvernementaux invoquant les "exigences" rigoureuses de la compétitivité internationale, et les technocrates des trusts se retranchant derrière la loi impitoyable du marché du travail. Bref, l'application même des accords ne correspondit en rien à leur rédaction. Des entreprises, supprimant des avantages acquis antérieurement, reprenaient d'une main ce que les "textes" les contraignaient d'accorder de l'autre. L'engagement politique des élus du Front Populaire d'instaurer un impôt progressif fut tout simplement oublié. Enfin, dès septembre 36, Blum procédait à une dévaluation du franc qui tranchait violemment dans les "ajustements" de salaires et d'horaires. Au même moment, le gouvernement décrétait la nécessité de la "Pause" dans l'application du Programme sur lequel il avait été élu ! D'ailleurs, Blum démissionna peu après (juin 37), non sans avoir préparé une 2ème dévaluation qu'appliquera son successeur. En août 1938, Daladier proclama que des "dérogations" aux 40 h étaient nécessaires, et l'on "autorisa" joyeusement les heures supplémentaires pour la Défense nationale, mettant à mal sans aucun scrupule les "lois sociales". Quand un "communiste"

comme Marcel Prenant osa dire, à propos des congés payés de 1936 : "pour la première fois, en cet été, les travailleurs allaient pouvoir passer 15 jours au bord de la mer aux frais de leurs patrons", on mesura à quel point le mépris pour le salariat avait pu s'insinuer partout dans notre ordre néo-barbare ! En tout cas, les congés payés, que le dictateur Mussolini avait déjà institué depuis 10 ans, tombaient à pic pour disperser les grévistes et rafraîchir les têtes échauffées par les occupations !

• Du côté des chefs ouvriers, là, on peut en effet parler d'"avancée sociale" : "dans chaque établissement de plus de 10 ouvriers, il est institué deux ou plusieurs délégués", et "la délégation patronale admet l'établissement de contrats collectifs de travail". Ceci, c'est la rémunération spéciale des domestiques de l'oligarchie, étant entendu que "la délégation ouvrière demandera aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail". L'on enjoint donc aux chiens d'ouvriers qui ne sont pas au chômage de rentrer à la niche. La bonté princière de l'oligarchie va même jusqu'à l'engagement de ne prendre "aucune sanction pour fait de grève". Comment donc "sanctionner" un pays entier ? Il est facile de renoncer à appliquer ce qu'on n'est nullement en mesure de faire. Et puis, renoncer à punir les grévistes ne leur paie pas leurs journées perdues. Enfin, il sera toujours loisible, plus tard, les choses étant rentrées dans l'ordre, de dégraisser en s'y déclarant contraint par la concurrence, de muter les indésirables ou bien de pousser qui on veut à se mettre dans le cas de "faute grave"…

Faire évacuer les entreprises, revenir à la "normale" concernant le régime du parasitisme et du despotisme, tel était le seul objectif de l'oligarchie. Les chefs ouvriers, nantis de délégations, ne vont pas manquer de zèle pour justifier leur plat de lentilles. Le parti communiste se place à l'avant-garde du mouvement pour régulariser la situation, lui qui a sauté de 10 à 72 députés en mai 1936. Dès le 11 juin, le Bureau politique dénonce les "provocations des éléments troubles qui parlent d'aller jusqu'au bout". Thorez, lui, crache sa parole historique : "il faut savoir terminer un mouvement revendicatif" ; "tout le monde sait que notre but reste invariablement la République des Conseils. Mais ce n'est pas pour ce soir, ça n'est même pas pour demain. Camarades, toutes les conditions ne sont pas réunies. Nous n'avons pas encore derrière nous la population des campagnes. Nous ne jouons pas, nous, avec la classe ouvrière. Les militants du Parti doivent réagir contre les tendances gauchistes. Les camionneurs en grève, c'est le ravitaillement de Paris qui est compromis". Dès ce jour, ces salades de braillard brouillon n'auront plus de cesse. Les crétins de Garnier-Pagès et consorts, du "gouvernement provisoire" de 1848, ayant rempli la fonction qu'on attendait d'eux de torpiller le mouvement populaire, se trouvèrent aussitôt pris d'affolement, sentant qu'ils devenaient de simples hochets encombrants, dépassés par la Société du 10 décembre préparant l'avènement de "l'homme providentiel", le tyran totalitaire Napoléon III. De même, les gredins communistes de 1936, dès la rentrée des "congés payés", sentirent le sol s'échapper sous leurs pieds, et commencèrent à gesticuler comme des laquais ivres pour persuader la galerie qu'il fallait encore compter avec leurs services. Et Duclos se mit à agiter à la Chambre l'épouvantail de la "carte d'identité fiscale", à y assener que c'en était "assez d'un système dans lequel l'État est pauvre" et autres contes à dormir debout. Quoiqu'il en soit, il fallut que tout le monde avale un chapelet de couleuvres : la "non-intervention" dans la "rébellion franquiste"; entretenir sans fin les salariés des faits divers à propos de "l'unification organique des deux partis" socialiste et communiste ; prier sans succès pour

obtenir "la participation communiste au gouvernement" qu'on avait exclue par principe en janvier 36 ; supplier Blum de rester au pouvoir ; dériver du Front Populaire au mot d'ordre d'un "Front des Français" ; drapeau tricolore déployé et Rouget de Lisle statufié ("Unir tous les Français dignes de ce nom", "La France aux Français" – décembre 1937). Mais rien n'y fit, la barque des communistes en peau de lapin prenait l'eau. En matière de "vrais" Français, la Cagoule qui se constituait s'y connaissait mieux que "Momo" (Thorez). La guerre impérialiste s'annonce, dénouement véritable de la crise de 1929, et un nouveau "sauveur", Philippe Pétain, n'est plus loin. En novembre 1938, la grève de la C.G.T. est interdite, le pays mis en état de siège. Cheminots et travailleurs des services publics sont "requis", aux portes des usines, "gardes mobiles" mousqueton au poing "assurent la liberté du travail". Puis on licencie ces mêmes requis et d'autres par centaines de mille et l'on renvoie des dizaines de mille pour fait de grève. En décembre 1938, 430 journaux publient un "appel aux députés" réclamant la dissolution du P.C.F. Le 25 août 1939, enfin, le gouvernement de Front Populaire décrète l'interdiction de l'*Humanité* ; le 26 septembre 1939, c'est le décret de dissolution du Parti Communiste, la C.G.T. "réunifiée" à son de trompe cinq ans plus tôt (1934) expulse tous ses éléments communistes. Il était bien loin le grandiloquent "Serment du Front Populaire" du 14 juillet 1935. Et le radical Daladier, qui avait peu avant (25 juin) déclaré publiquement sa "haine des 200 familles qui asservissent la France", devait bien se rire des clowns "communistes" bien payés de leur nullité tonitruante et de leur veulerie arrogante.

Quelques enseignements décisifs
ressortent des événements du Front Populaire :

1- Un point de toute première importance, qui est systématiquement éliminé des histoires "ouvrières", c'est qu'en 1936 la France possède le deuxième empire colonial du monde. Or, ceci est le dernier des soucis des apologistes de Juin 36, de ceux qui se pâment à propos des congés payés et s'émeuvent benoîtement de ce que les "prolétaires" bambochent dans les guinguettes. En 1924, le califat politique ottoman, qui survivait nominalement depuis 1840, est aboli. Le lendemain de cet événement clarificateur, le cheikh Ben Badis lance le mouvement réformateur algérien qui va faire flamber la conscience nationale. Cela débouche, en 1931, sur la création historique de l'association des Oulémas qui mène une lutte acharnée contre les marabouts et lance le mot d'ordre qui électrise le peuple définitivement : "L'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie". Le mouvement, précisément, culmine avec la tenue du Congrès musulman du 7 juin 1936. Ces faits ne tiennent aucune place, évidemment, dans la harangue des Jouhaux et Thorez. En réponse à la fermentation anti-coloniale, le projet "Blum-Violette" réussit seulement à briser le mouvement des Oulémas, à tuer le Congrès, en appelant une fraction du mouvement à venir faire procession à Paris derrière leurs protecteurs "intellectomanes-politiciens" (Malek Bennabi).

2- Le deuxième point, capital, à souligner, c'est que les hagiographes patentés du "mouvement ouvrier" se gardent soigneusement de pénétrer dans l'arrière-cour du Front Populaire, de nous décrire l'état de l'Armée, métropolitaine ou coloniale, de ces légions

intouchables "en réserve de la République". Qui sait que Pétain était le chef d'État-major du gouvernement du Front Populaire ?

3- Les filous de la "démocratie" n'hésitent pas, périodiquement, à "inaugurer religieusement les chrysanthèmes" de 1789, aux seules fins de couvrir leur propre lâcheté et de brouiller les cartes. Le modèle, en ce genre de malversations historiques, nous est donné depuis 60 ans par le P.C.F. Il ne faisait, d'ailleurs, que reprendre la tradition de fraudeurs de la S.F.I.O. (socialiste), lesquels succédaient aux charlatans de la "république radicale". La manœuvre est la suivante :

- On fait une surenchère éhontée dans la guimauve "tricolore", Jeanne d'Arc et la Marseillaise ficelées ensemble ;

- Et on se veut simultanément, plus "durs" que Robespierre, apologistes de Jacques Roux et Hébert, de purs "enragés"… doctrinaux !

Sortons enfin de cette ornière où l'on joue sur les deux tableaux du réformisme réactionnaire et du révolutionnarisme tout autant réactionnaire ! Notre tâche est beaucoup plus simple et plus nette : c'est de faire autre chose que les Constituants de 1789, de la même façon que ces derniers ; c'est d'imiter en social ce que Sieyès pratiqua en politique.

———————

Le Parti Communiste

Il nous faut dire quelques mots sur le P.C.F. Non pas que nous ayons un quelconque parti pris pour la Gauche, qu'elle soit modérée ou extrémiste, mais uniquement parce que le régime en place de despotisme démocratique est hanté par le "péril rouge", et qu'il nous faut résolument mettre au clair le lien officiel établi entre les deux choses.

En réalité, sous la même étiquette de "parti communiste", il y eut trois périodes historiques complètement différentes, qui recouvrent trois partis totalement distincts. Une telle chose ne doit pas nous étonner outre mesure puisque, au contraire, il n'y a là rien que de très habituel ; en particulier une chose analogue se produisit à propos de ce qu'on appela d'abord le "mouvement républicain" et, ensuite le mouvement "socialiste", depuis 1840. Ce n'est pas le nom que l'on se donne qui importe, mais ce qu'on est véritablement.

1- La première période du parti communiste va de sa fondation, en décembre 1920, à 1934. Ce sont les 15 années de la S.F.I.C., Section Française de l'Internationale Communiste, du "bolchevisme" français. Durant cette première phase, et c'est ce qui est à souligner, "communiste" signifie précisément un mouvement qui se place ouvertement hors de l'ornière droite/gauche, "au-dessus des partis" autorisés de la dictature démocratique. Mais il est une autre tendance qui, elle aussi, se présente comme "au-dessus des partis" : c'est celle qui préconise la république de l'état de siège, c'est-à-dire le banditisme institutionnel, qui fait appel à la soldatesque au sommet, appuyée par la populace en bas. Lors de la décomposition de l'Empire romain, cela correspond à la période des "empereurs syriens", ou période des "Sévères" (193-235), où l'Empire est aux enchères, entre les mains de prétoriens, période qui précède immédiatement celle de "l'anarchie militaire" proprement dite. Le régime des empereurs syriens fut honteusement représenté par Caracalla, cette "bête féroce" qui massacra le peuple d'Alexandrie jusqu'à faire rougir les eaux du Nil, du sang des victimes. À l'opposé des empereurs syriens se tenaient les Chrétiens, eux aussi au-dessus des partis, mais faisant appel à la société civile, au peuple dévoyé par ses partis, que les fractions honnêtes de l'administration étaient sommées de rejoindre. À ce titre, les chrétiens de l'Empire à l'agonie pouvaient être dits "en-dessous" des partis plus encore que "au-dessus". Telle fut, au fond, la position des communistes de la S.F.I.C.

Ce premier parti communiste fut avant tout l'organisation des Jeunesses communistes. Ceci donna évidemment au mouvement une allure révolutionnariste, semi-anarchiste, en faisait plus un mouvement de Zélotes que de chrétiens, un mouvement de Blanquistes plus que de marxistes. De plus, comme le mouvement pour la République Sociale ne faisait que renaître en France, n'avait pas encore plongé ses racines dans les profondeurs du peuple, trouvé sa ligne propre et dégagé ses cadres, l'adhésion à la III^{ème} Internationale comme parti "mondial" unique obligeait la section française à adopter pour chef provisoire un délégué de Moscou, Manouilsky. Ces faiblesses étaient en elles-mêmes inévitables. Il y avait seulement le sentiment dangereux que la révolution russe avait déclenché la "lutte finale" de manière absolue, que la guerre contre la néo-barbarie

occidentale allait se gagner en une seule bataille ininterrompue. Or, la bolchevisation française se développait en plein reflux révolutionnaire, après le "communisme de guerre" en Russie et l'écrasement spartakiste en Allemagne (1923).

Quoiqu'il en soit, la période de la S.F.I.C. fut la seule époque honorable du parti communiste de France, entretenant la flamme des combattants de 1848, de la Commune de Paris (1871) et du P.O.F. (parti ouvrier français – 1880-1895). Alors s'affirme la volonté nette d'ouvrir une perspective réellement socialiste tournant la page de la préhistoire humaine, de construire un monde où les manuels et les exploités deviennent les maîtres. Ceci s'exprima catégoriquement dans le programme du "Bloc ouvriers-paysans" de 1924, qui se dissociait tout autant du Bloc National que du Cartel des Gauches. Ceci se traduisait par une ligne cohérente, la politique intérieure visant clairement à ce que le ménage supplante l'entreprise parasitaire, et la politique extérieure visant clairement à ce que la nation supplante l'État despotique. À l'intérieur, on travaillait à organiser les salariés dans les "syndicats rouges" de la C.G.T.U. et les paysans selon le principe : "la terre à ceux qui la cultivent ; expropriation des grands propriétaires fonciers ; remise des fermes et métairies expropriées soit aux coopératives agricoles, soit aux familles qui les cultivaient précédemment". À l'extérieur, on s'engageait ardemment, à la fois contre le militarisme et le colonialisme : d'une part, action résolue, au moyen de cellules clandestines dans les régiments, contre l'occupation française de la Ruhr ; d'autre part, engagement enthousiaste en faveur d'Abd El-Krim dans la guerre du Rif.

2- La deuxième période du Parti Communiste Français se déroule de mai 1934 à février 1956 (20ème Congrès russe de "déstalinisation" de Khrouchtchev). Durant ces 22 ans, que traverse la guerre inter-impérialiste pour la domination mondiale entre Hitler et Roosevelt, ce qu'on nomme encore "parti communiste" n'est qu'un lamentable **parti petit-bourgeois** : le "communiste" Thorez figure comme le digne continuateur du tortueux "républicain" Gambetta et du roué "socialiste" Jaurès.

Suite à l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933, le 17ème Congrès du parti russe en février 1934, dit "Congrès des vainqueurs", inaugure le socialisme d'État. En France, le Krach de 1929 produit ses effets ravageurs à compter de juillet 1932. En fait le monde néo-barbare a basculé une nouvelle fois de la conjoncture d'après-guerre à celle d'avant-guerre. Le parti communiste, dont la politique révolutionnariste se trouvait à contre-courant dans la période précédente, verse cette fois dans une autre politique à contre-courant, celle du démocratisme réformiste, au nom de l'"anti-fascisme". Dans les conditions concrètes de l'Empire français, le discours thorézien selon lequel le régime envisage, au moyen des Ligues, de recourir au fascisme pour surmonter la crise ; que la situation se résout "dans la course de vitesse engagée entre nous et le fascisme", ce discours engage simplement le parti communiste à se faire l'instrument du parti Radical de Daladier, à cautionner le pacte de Laval avec Staline (mai 1935). Le seul résultat est d'amener le P.C.F. à voter les crédits militaires de l'impérialisme français, outre que le programme de Front Populaire mettait au premier rang la "Défense de la Constitution" despotique de la France. Il n'est pas étonnant que la pilule amère du gouvernement de Front Populaire de Léon Blum en Juin 36, suivie par le coup de théâtre du pacte de "non-agression" germano-soviétique d'août 1939, aient disloqué et discrédité le parti thorézien.

La tournure prise par la guerre, opposant le faux "monde libre" aux "puissances de l'Axe", permit au parti communiste petit-bourgeois de se refaire une santé en offrant ses

services au parti de la "grandeur française", de janvier 1943 à mai 1947. Cette fois, cependant, le parti thorézien ne se limita plus au "soutien sans participation" du Front Populaire, mais obtint "toute sa place" dans l'opération de sauvetage de l'empire colonial français de seconde zone : depuis l'incorporation de Fernand Grenier dans le gouvernement provisoire du Général en septembre 1944, jusqu'à la promotion de Thorez au rang de vice-président du Conseil à compter de janvier 1946. Hélas, les 900 000 membres du P.C.F. de 1947 ont une valeur nulle relativement aux 75 000 de 1925.

3- La troisième période de l'histoire du soi-disant Parti Communiste Français commence en réalité à la mort même de Staline, en 1953, avec l'exclusion de Marty et de Tillon, l'homme des "mutins de la Mer Noire" et celui des F.T.P. Cette période, qui se prolonge jusqu'en 1987, c'est-à-dire pendant 35 ans, est celle de la mutation du parti communiste en **parti grand-bourgeois**, **parti du capitalisme d'État**. Cette tendance s'affirma librement à partir du coup d'État de Khrouchtchev en 1956 ; elle put s'avouer sans pudeur aucune après la liquidation de la Guerre d'Algérie, en 1962, date à laquelle le P.C. propose un "programme commun" de gauche. Les choses sont tout à fait claires au 18ème Congrès du P.C.F., en mai 1964, où Waldeck-Rochet est propulsé secrétaire-général, fermant l'ère thorézienne, et où l'on prêche la "démocratisation du parti", le nettoyage des vieux statuts staliniens. Rétrospectivement, nous ne pouvons nous étonner que la "lettre en 25 Points" de 1963, par laquelle le parti de Mao lançait un défi aux communistes du monde entier, analogue à celui lancé par le parti de Lénine aux socialistes du monde entier par ses "21 Conditions" en 1920, que ce nouvel appel laissa cette fois totalement de marbre un parti corrompu jusqu'à l'os. On vit les fruits de cette métamorphose dans la politique sauvagement anti-"étudiante" du parti communiste en Mai 1968 et le rôle ouvertement réactionnaire de la C.G.T. dirigée par le "communiste" G. Séguy, digne successeur du socialiste Léon Jouhaux en 1936, dans les conditions nouvelles du capitalisme parasitaire à forme bureaucratique. D'ailleurs, en décembre 1968, le P.C.F. part à l'offensive pour l'instauration dudit capitalisme bureaucratique, dénommé "démocratie avancée", en lançant le Manifeste de Champigny. C'est l'époque où les énarques, polytechniciens et inspecteurs des finances qui gouvernent le P.C.F. partent en guerre contre le "capitalisme monopoliste d'État" et claironne le "passage au socialisme par la voie pacifique et démocratique". En 1972, le sénile François Billoux s'illustre dans l'obscénité sociale en publiant son testament intitulé : "Quand nous étions ministres" ! En 1976, au 22ème Congrès, le P.C.F. efface la dernière vieillerie faisant mauvais genre dans ses documents officiels, la référence à la "dictature du prolétariat" depuis bien longtemps dépourvue de toute signification. Enfin l'heure des "ministres" arriva avec la répugnante "victoire" de l'Union de la Gauche en 1981. Nous connaissons la suite de cette triste aventure.

Le Krach mondial de 1987, nous a fait entrer dans une nouvelle période d'avant-guerre, où le P.C.F. a dégénéré de façon accélérée à l'état de secte politique, la scission de cette dernière, prononcée depuis 1989, en fraction "refondatrice" prédestinée à jouer le bloc militariste "démocratique" et en fraction des "nostalgiques" prédisposée à s'agréger au bloc adverse de type fasciste, cette nouvelle donne annonce une quatrième période de l'histoire du parti communiste que l'on peut clairement anticiper.

———————

Drapeau rouge déployé

Si cela peut apaiser les craintes de quelques individus, parmi les nombreux "citoyens" bourrés de préjugés, qui craignent comme la peste de se laisser "endoctriner", nous déclarons ce qui suit : les circonstances ayant voulu que nous apprenions de quoi il retourne vraiment dans le monde actuel, ce que nous nous apprêtons à exposer se réduit en quelque sorte à passer aux aveux et à libérer notre conscience. Après cela, que chacun se détermine en son âme et conscience !

Par respect donc pour le lecteur, annonçons la couleur : c'est Marx qui est dans le vrai, c'est Marx qu'il nous faut ! Le marxisme n'a pas du tout la cote à l'heure présente. Bon. Et après ? En fait, à y bien regarder, il n'a jamais eu la cote dans les pays pour lesquels il était "fait" par-dessus tout, dans ce qu'on appelle les pays les plus "riches" et qui furent les superpuissances de l'Occident néo-barbare, l'Angleterre d'abord, l'Amérique ensuite. Ici, le marxisme n'exista jamais que sous la forme de groupuscules. Donc le "discrédit" actuel du marxisme n'a rien de nouveau de ce point de vue. Quels furent, en Occident, les "grands partis" marxistes ? Ce furent le parti allemand au 19ème siècle et le parti français au 20ème siècle. Dans les deux cas on avait une situation ambiguë et malsaine : des pays fondamentalement compromis dans la Nouvelle Barbarie planétaire dominante, et en même temps écartés de la position hégémonique proprement dite, occupée par les Anglais, puis les Américains. L'Allemagne avait "raté" sa constitution en nation moderne civilisée ; appuyée sur une armée de fonctionnaires, elle se lança follement dans l'entreprise consistant à s'élever au rang de grande puissance néo-barbare ; elle s'y cassa les dents. Le parti marxiste, dans cette histoire, s'enfla comme une baudruche, se peupla d'intellectuels bavards et de bureaucrates serviles, sans jamais trouver sa voie. La France, devenue pour ainsi dire trop tôt une grande nation moderne civilisée, restait un pays de paysans, crevant dans sa graisse coloniale ; elle s'épuisa à maintenir sa position de grande puissance néo-barbare subordonnée, s'accrochant sur la pente du déclin sur laquelle elle glissait inexorablement. Le parti marxiste, dans cette histoire, s'enfla comme une autre baudruche, se peupla de bureaucrates brutaux et d'autodidactes obtus, sans jamais trouver sa voie. Quels furent les pays où le marxisme "réussit" ? La Russie d'abord, la Chine ensuite. C'étaient de grands empires paysans et multinationaux, qui s'emparèrent du marxisme comme de l'arme leur permettant de livrer bataille à la Nouvelle Barbarie planétaire : leur arriération industrielle interdisait qu'ils puissent aspirer à s'élever au rang de superpuissance : leur puissant héritage civilisé les obligeait à briser toute entreprise impérialiste visant à leur démembrement et à les ravaler au rang de colonie. Le marxisme était effectivement le bon instrument pour cela, et les partis russe et chinois remplirent admirablement leur rôle pour faire face à cette urgence. C'est ensuite que les choses se compliquèrent ! Comment s'assimiler les acquis de la civilisation moderne, en empruntant une autre voie que celle qu'avait adopté la bourgeoisie moderne ? Comment, face à la nouvelle barbarie toujours en place en Occident et plus puissante, servir de base au communisme universel, tout en ayant à découvrir de nouvelles voies pour résoudre le problème paysan et celui des nationalités à l'intérieur ? Vis-à-vis de ces difficultés

gigantesques, les partis russes et chinois accumulèrent une expérience précieuse. Néanmoins le parti russe s'égara dans le socialisme d'État avec Staline, et le parti chinois s'égare aujourd'hui dans le socialisme d'Entreprise. Dans le premier cas, Staline fut lui-même renversé par le capitalisme d'État, le système de la bourgeoisie rouge, lequel s'effondra récemment pour finir. Du côté chinois, on ne sait si la déviation du capitalisme d'Entreprise mènera à un redressement dans le sens du communisme civilisé, ou bien si elle livrera le pays à la néo-barbarie.

Reste, après tout cela, le grand problème du "Tiers-Monde". Cette zone, comprise au sens strict du terme, comprend les immenses étendues de la planète, issues d'une situation semi-primitive, dont l'Occident néo-barbare s'est emparé, sans jamais tolérer leur promotion proprement civilisée. Ce statut inouï du Tiers-Monde est, pire que jamais, celui qui frappe aujourd'hui la nuée de "nations" fictives représentées à l'O.N.U. et que ravage d'autant plus sévèrement le néo-colonialisme. Dans ces contrées, tout comme dans le pôle opposé des puissances hégémoniques néo-barbares successives, le marxisme n'a finalement jamais réussi à s'implanter.

Au total, le drame de la néo-barbarie dominante n'a jamais été aussi aigu qu'aujourd'hui. C'est depuis son instauration, il y a 150 ans, que le marxisme est né. Quelle autre issue que celle du communisme scientifique fut mise en avant durant ces 150 ans ? Est-ce celle du parasitisme et du despotisme occidental, source précisément de tous les maux ? La Russie en ce moment à la dérive est bien placée pour en parler ! Il reste, au contraire, de cette expérience de 150 ans de combat contre la Nouvelle barbarie dominante, que seul le marxisme, théoriquement en Allemagne et en France, et pratiquement en Russie et en Chine a paniqué et ébranlé sérieusement le diabolique système planétaire établi. Ceci dit, il nous faut bien prendre conscience des limites nécessaires que représentèrent les expériences allemande et française, russe et chinoise, par la position même qu'occupaient ces pays dans le système mondial d'ensemble. Les déviations et les échecs qui découlèrent de ces circonstances ne sont nullement pour nous ébranler : les leçons à en tirer sont au contraire appelées à devenir une arme foudroyante pour nous acheminer au triomphe du communisme civilisé.

Il est bien vrai que dans le chaos intellectuel actuel, la dernière chose à faire est de mettre son drapeau dans sa poche. Le besoin le plus brûlant, au contraire, est de gens qui savent ce qu'ils veulent et où ils vont. Et, encore une fois, affichons le plus sereinement du monde la nécessité absolue de la lumière marxiste pour le salut du genre humain. Pour le reste, remettons-en nous au proverbe arabe : on ne donne pas à boire à l'âne qui n'a pas soif !

Nous ne nous résignons pas, loin de là, face au problème que représente l'idée répandue dans le public selon laquelle "le marxisme a fait faillite". Nous le réaffirmons, selon nous, en dernière analyse, le marxisme est bien plutôt "victime de son succès", dans les conditions historiques et géographiques bornées où ce succès fut acquis, que dans l'état de "faillite" où certains, pratiquant la méthode Coué en même temps que l'intoxication, voudraient qu'il soit. Bien sûr aussi que vis-à-vis de la "faillite" du marxisme, certains débris de sectes ou d'officines dites "communistes" sont plutôt gênés aux entournures.

En tout état de cause, nous jugeons déplacée et stérile la position qui consiste à "défendre" le marxisme en arguant : d'accord, le communisme a mal tourné partout, mais le "vrai" marxisme n'a rien à voir avec les "applications" qui en ont été faites jusqu'à présent. Pour commencer, il n'est jamais bon de "se défendre" : si on a fauté, on se critique d'abord soi-même, et on montre ensuite aux autres dans l'action qu'on s'est corrigé. C'est pas plus compliqué que ça. Il n'y a pas de romans à faire sur la question, sinon, c'est qu'on n'est pas net. Le bon salarié de base, comme le reste du peuple, et cela depuis toujours, ne s'embarrasse pas des phrases creuses et des étiquettes : il juge l'arbre à ses fruits. Et c'est la sagesse même.

Ne nous en tenons pas à l'idée générale selon laquelle le marxisme a fait faillite. En fait, l'opinion publique, sous cette idée, nourrit deux idées très différentes. Il y a d'abord l'idée que le communisme "pur et dur" est un bel et grand idéal, qu'on tient malheureusement pour "irréalisable". Selon cette opinion, c'est précisément parce que le marxisme "pur" est trop exigeant, qu'il est conduit à violenter la fameuse "nature humaine", et enfante des "dictateurs" du type Staline, avec "purges", procès de Moscou et Goulag à la clef. Il y a ensuite l'idée tout opposée, idée d'un communisme qu'on pourrait dire "impur et mou", celui des Khrouchtchev et Waldeck-Rochet. On voit ici dans le communisme un parti finalement "comme les autres", celui des fameux euro-communistes du "rigolo" Georges Marchais. Un communisme qui a sa place dans la gauche de l'Union de la Gauche. Bref, on a en tête dans ce second cas un parti de politiciens qui donnent comme tous les autres, "les hommes étant ce qu'ils sont", dans les fausses factures et une nuée de planqués des comités d'entreprises.

Voilà en gros le problème au niveau de "l'opinion publique". Il y a évidemment contradiction entre les deux idées qui circulent sous couvert de la même expression de "faillite du communisme". Mais si on en reste là, pas moyen de s'en sortir. Dans les deux cas il est vain de vouloir accréditer l'idée que c'est Marx qu'il nous faut. Dans un cas comme dans l'autre, ce serait entreprendre une mission impossible. Heureusement, il y a une issue : et elle est précisément dans ce fait que les deux idées du communisme des "purs" et du communisme des "impurs" relèvent ensemble du même préjugé trivial. Celui précisément de la "nature humaine". On dit : "l'homme", ce sacré homme-en-soi, immuable dans sa "nature profonde", est à la fois ange et bête. Il est certes capable d'élan altruiste, tendance qu'on veut bien tenir pour indestructible, mais – car il y a un "mais" – cet altruisme est toujours impuissant à déraciner l'égoïsme encore plus profond qui constitue notre nature. Voilà pourquoi les choses commencent toujours avec des héros du genre Lénine, mais ça ne dure pas, et on se retrouve toujours finalement avec des petits malins comme Robert Hue sur les bras. Malheureusement, cette idée triviale de l'ange et la bête – qui n'est d'aucune façon celle de Pascal d'où on prétend la tirer –, ne fait que refléter les conditions d'une époque d'abattement et de désespoir profond qui sont celles de notre décadence civilisée générale actuelle. Une telle démission indigne de l'intelligence, qui présuppose une stagnation absolue de l'humanité, depuis l'homme des cavernes jusqu'à Mao Zedong, laisse totalement en l'état les problèmes aigus qui se posent à notre époque, et qu'il nous faut bien affronter et résoudre. Ainsi, en tant que telle, l'objection en question, qui se réduit finalement à utiliser le privilège que nous avons en tant qu'hommes de savoir et devoir parler, uniquement pour propager l'idée que nous ne sommes pas des animaux, des brutes qui grognent, cette objection ne mérite même pas,

au fond, qu'on y réponde. Nous relevons donc sans crainte le défi. Prenons le taureau par les cornes, et entreprenons de prouver que c'est Marx qu'il nous faut aujourd'hui.

Rappel général

En premier lieu, nous prétendons qu'un marxiste n'est autre qu'un esprit libre. C'est quelqu'un qui brise les idoles, celle de la "nature humaine" bien sûr, mais aussi celle de Marx au besoin. C'est clair : si Marx ne tenait pas la route, nous serions les premiers à le jeter aux orties. Et si c'est le marxisme qu'il nous faut, tant mieux pour Marx, mais s'il n'avait pas existé, nous nous chargerions de l'inventer.

En second lieu, un marxiste est celui qui proclame : l'état présent du monde est celui de la crise générale de l'ordre civilisé, avec domination du peuple mondial par une bande de néo-barbares depuis 150 ans ; que face à cette situation historique concrète, inédite "depuis que l'homme est l'homme", une tâche spécifique, originale, et la plus grandiose qui se soit posée à l'humanité dans le passé, nous incombe : travailler à l'avènement "final" de la société sans Argent et sans État. Car il s'agit bien, maintenant, de clore tout le développement antérieur de l'humanité, qu'on ne peut plus désormais tenir que comme "préhistorique" ; et grâce à cette préhistoire même parachevée de l'humanité, on a les moyens précis et on ne peut qu'éprouver le besoin brûlant d'organiser le genre humain tout entier en une "société" au sens plein du terme. Une telle société, enfin digne de ce nom pouvons-nous dire rétrospectivement, quand elle sera pleinement épanouie, ne pourra évidemment pas souffrir, ni les marchandises ni les prisons, ni les banques ni les armes, ni les serrures ni les lois. Une telle société ne pourra admettre, sous le nom de "travail", que le strict volontariat, volontariat dont le "paiement" ne peut consister que dans la gratuité.

Utopie ! Douces rêveries irréalisables ! Folies de sectaires dangereux ! C'est bien sûr le genre d'exclamations qui nous est réservée. Gardez votre calme, messieurs les rabat-joie. Examinons froidement les choses. Qu'est-ce que vous appelez au juste une "utopie" ? Autrefois, du temps de la préhistoire humaine, précisément durant l'époque civilisée, il y avait effectivement des utopies. Mais, pour commencer, il y avait en fait deux catégories d'utopies.

La première catégorie, les utopies au sens strict, "extravagantes" peut-on dire, que faut-il en penser ? La première remarque à faire, c'est qu'elles n'ont jamais cessé d'accompagner le développement civilisé, depuis la République de Platon jusqu'à l'Icarie de Cabet. Ceci suffirait à prouver que la civilisation "nécessitait" en quelque sorte ces utopies, donc qu'elles avaient une base historique et n'étaient pas si extravagantes qu'on se l'imagine. Ensuite, quiconque se plonge un peu dans l'univers des utopies voit immédiatement que les utopies ont une histoire : la Cité du Soleil de Campanella (1630) est nettement moins évoluée, par exemple, que la Basiliade de Morelly (1753). Finalement, l'utopie extravagante elle-même, à bien y regarder, est toujours très nettement datée et localisée, pas du tout absolument hors du temps comme on pourrait le croire. On doit la juger très sérieuse, en ce sens précisément, que l'ordre civilisé engendre inévitablement, surtout à la faveur de ses crises inéluctables, l'idée qu'un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre, la civilisation devra se dépasser en enfantant quelque-

chose qui ressemblera nécessairement à une organisation sociale de type communiste, s'affranchissant de la propriété privée. Cette tendance constante, et toujours dans le même sens, mérite la plus grande attention. Quant au côté extravagant de la chose, il se réduisait en fait à ceci : on ne s'appuyait que sur une certitude intuitive et morale pour prouver la nécessité future du communisme, et cela entraînait une description de l'ordre communiste qui transpirait par tous ses pores les conditions de moment et de lieu où vivait l'auteur, conditions absolument bornées et arriérées qui feraient dire – et là est le paradoxe – que l'auteur manquait totalement d'imagination ! Cette analyse s'applique encore intégralement au plan élaboré par Babeuf en 1796.

La deuxième catégorie d'utopies est encore plus intéressante, car c'est le nom que nous choisissons de donner à la tournure d'esprit des gens les plus sérieux, les plus raisonnables, qui ont guidé et édifié tout l'ordre civilisé. Ne dit-on pas du christianisme le premier, qui a sauvé la société occidentale en perdition, et hissée d'un bond puissant à un niveau supérieur, qu'il était "folie pour les gentils et scandale pour les juifs" ? Certes, ce fut là une forte, solide et efficace utopie ! C'est par de telles "utopies", mais qui cette fois méritent mieux le nom d'idéaux, que tout le développement civilisé a pu se dérouler, et uniquement par ce moyen. Luther, Rousseau et tous les autres inspirateurs de l'aventure civilisée en sont la preuve. Qu'y avait-il donc d'utopique dans la démarche raisonnable de la civilisation ? C'est le fonctionnement même selon un "idéal", c'est-à-dire qu'on ne savait pas frayer la voie à l'avenir, fabriquer du neuf, sans être persuadé qu'on travaillait à "restaurer" une situation primitive quelconque, qu'on peignait à son insu à l'image des besoins concrets du temps des "réformateurs" révolutionnaires ; c'est-à-dire qu'on était absolument convaincu qu'on s'acheminait, cette fois, enfin vers l'établissement d'un état social fixe, définitif, conforme à la morale et à la raison, alors qu'on ne faisait que promouvoir d'un degré l'ordre civilisé degré transitoire comme la civilisation elle-même.

Que dire donc de l'accusation d'"utopistes" qu'on nous jette à la figure ? Quant à la forme, nous ressemblons aux bâtisseurs sérieux de la civilisation, animés d'un "idéal" ; quant au contenu, nous ressemblons aux utopistes "extravagants" de la civilisation. Où est le mal ? Tout cela est à notre avantage, au contraire. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus donner à nos projets pour l'humanité la forme d'un "idéal" au sens que nous avons donné à ce mot ; mais est-ce que l'humanité ne doit plus avoir d'avenir ? "L'homme ne vit pas que de pain", disait l'Évangile. Plus précisément, quand l'homme n'est pas privé du pain de l'esprit, il ne peut manquer de pain pour son corps. Aujourd'hui comme autrefois, les hommes ont besoin, pour vivre, de connaître l'avenir, de savoir ce qu'ils ont à faire. Nous, marxistes, nous avons un idéal lucide, c'est la seule chose qui nous distingue des bâtisseurs de la civilisation. Nous nous proposons une tâche, une raison de vivre et, par-dessus le marché, ce n'est plus sous la forme d'un "idéal" mais de façon complètement transparente que l'orientation à prendre se présente désormais mentalement, et non plus "à l'envers" comme autrefois ; ne devrait-on pas nous applaudir deux fois pour cela ? Quel avenir la Nouvelle Barbarie dominante propose-t-elle à l'humanité ? Néant ! Et c'est de ce néant qu'on meurt actuellement. On meurt non seulement de non-lucidité, mais même d'idéal sous la forme civilisée ancienne. On meurt de foot, de pastis, de porno, de loto, de drogue, de délinquance, d'astrologie, de somnifères, d'hallucinations de princes charmants. Notre utopie lucide est donc on ne peut plus bénéfique ; elle seule peut guérir

notre monde malade, et même sauver l'humanité du suicide, car elle donne son vrai sens à la vie présente.

Ceci dit, on peut toujours répondre : comment peut-on proposer de mener à bien une tâche aussi "invraisemblable" que l'édification d'une société sans chéquiers et sans mitraillettes ? La lucidité, précisément, n'exige-t-elle pas de se proposer un "idéal" plus réaliste ? Cette fois, il est précisément question du contenu de notre idéal lucide. Parlons-en. Nous affirmons que le véritable fruit des 25 siècles de civilisation que nous avons connus, fruit que la civilisation n'a jamais consciemment recherché à produire mais qui est là qu'elle le veuille ou non, c'est d'avoir amené la foule des manuels et des exploités au niveau où ils se trouvent enfin capables de prendre directement en main l'organisation sociale. C'est de ce point précis qu'il faut discuter si on veut réellement tester le bien-fondé de notre but de société communiste civilisée. Est-ce que, oui ou non, les multitudes formées des manuels et des exploités ne furent pas, durant toute la civilisation, que les artisans et les bénéficiaires indirects du régime social ? Est-ce que, oui ou non le parachèvement de l'ordre civilisé n'a pas enfin rendu ces multitudes capables de se rendre maîtres de l'ordre social ? Quand les tyrans néo-barbares sont contraints de jaser continuellement de la "démocratie", ne font-ils pas eux-mêmes l'aveu de ces deux choses ? Parlait-on de "pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple" comme dans notre Constitution officielle, dans les siècles passés. Le malheur est qu'on a les mots, avec tout le contraire de la chose ! Il reste que si l'on est forcé de nous payer de mots, c'est que le besoin de la chose est présent. Ainsi, il nous faut à tout prix, de toute force résolument et urgemment, nous engager dans la voie du communisme, qui est celle que formule notre constitution même. Ceci dit, qu'on ne nous fasse pas passer pour des écervelés : nous savons qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Mais qu'on n'espère pas nous égarer non plus. La "coupe" est là : c'est les moyens humains et matériels du communisme, engendrés par la civilisation elle-même. Les "lèvres" sont là : c'est le besoin vital de rompre avec la néo-barbarie dominante pour ouvrir en grand la porte du communisme. Que manque-t-il ? Il manque l'effort intelligent du bras pour porter la coupe jusqu'aux lèvres, rien de plus. Nous disons que la masse des manuels et des exploités a été rendue "capable" d'enlever la position dominante dans l'ordre social à la minorité des intellectuels et des exploiteurs de leur position millénaire. Le but n'est nullement de les exterminer ! La tâche sera-t-elle longue et difficile ? Évidemment. Mais c'est la tâche de notre époque, et nous ne pouvons nous dérober. La vraie difficulté est la suivante : de simplement "capable" qu'est le peuple (manuels et exploités) au départ, qu'il se rende lui-même, patiemment et courageusement, effectivement "compétent" : que de la simple "aptitude" à diriger l'ordre social, il se fasse réellement "spécialiste" en ce domaine. En un mot, il faut pouvoir apporter la preuve de ses prétentions, et cela, on ne le peut qu'en se mettant à l'ouvrage. C'est en forgeant qu'on devient forgeron, et on n'apprend pas à enfoncer un clou sans se taper sur les doigts.

Le peuple a besoin du communisme. Il "veut" le communisme, même s'il ne lui donne pas ce nom-là. Et il faut s'y engager avec fermeté et enthousiasme, vu seulement l'état présent de putréfaction avancée de l'ordre civilisé. Le peuple ne craint pas de se mettre au travail, le travail est son domaine, il connaît. Il y aura pas mal de sang et de larmes, n'en doutons pas. Mais il est sûr que plus nous tarderons, plus l'accouchement sera douloureux. Établir la domination du peuple dans la société est difficile, semé

d'embûches. Ce dont on manque vraiment, finalement, c'est d'une avant-garde aux vues élevées, adroite et inébranlable ; ensuite, tout est affaire de circonstances à bien apprécier, de tactique. N'oublions pas non plus que la domination du peuple dans la société, ce n'est pas encore le communisme développé : dans le communisme développé, il n'y aura plus ni peuple ni domination, mais simplement l'humanité libre. Il y a donc bien des étapes concrètes à définir successivement.

Leçons de l'expérience

1- La civilisation était l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce point est indiscutable. Mais on y pense moins, la réciproque est vraie également : l'exploitation de l'homme par l'homme était civilisatrice.

Le premier aspect, pris unilatéralement, est le fondement de la conception anarchiste, ou révolutionnariste en général, trotskiste ou maoïste.

Le second aspect, pris unilatéralement, est le fondement de la conception des radicaux français, ou réformistes en général, socialistes ou communistes.

Un marxiste est celui qui rejette ces deux perversions, mais tient compte des deux aspects à la fois. Le premier aspect est principal vis-à-vis du second : le temps de l'exploitation est révolu, la civilisation est notre héritage. En Mai 68, ce point fondamental n'était pas du tout clair.

Il faut s'en tenir fermement aux deux aspects contradictoires de l'exploitation de l'homme par l'homme ; c'est cela la réalité, c'est cela la "dialectique". Depuis que les marxistes se sont fait connaître en France – depuis le Parti Ouvrier de 1879 –, quand ils ne s'enfermaient pas dans un révolutionnarisme unilatéral, c'est-à-dire réactionnaire, ils sombraient dans l'extrême opposé, le réformisme réactionnaire. C'est tout le drame de Jules Guesde le premier, commençant dans le gauchisme et finissant lamentablement dans l'Union Sacrée de 1914, c'est-à-dire le répugnant opportunisme politicien.

L'exploitation des salariés, et des travailleurs en général, "indépendants" y compris, durant la période civilisée, ce n'était pas le Mal en soi. Tout au contraire. Durant 25 siècles, l'exploitation, expression nécessaire de la propriété privée, fut tout ce qu'il y a de plus fondé. Elle était rigoureusement révolutionnaire, dans la limite précisément où un champ lui restait ouvert pour se perfectionner. Il ne faut pas tout confondre : depuis 150 ans, nous sommes fondés à proclamer que la civilisation, ou société divisée en classes ennemies et solidaires, relevait de la préhistoire humaine, et qu'elle s'est depuis lors transformée en cauchemar pour l'humanité. Ce n'est pas une raison pour diaboliser rétrospectivement, de façon anachronique et enfantine, cette phase brillante de l'histoire de l'humanité à laquelle nous devons tout ! Nous lui devons, justement, de nous avoir élaboré les moyens et le besoin de construire le communisme civilisé. L'exploitation n'est pas un "mal", sorte de substitut laïque du péché originel des chrétiens. Ceci est, paradoxalement, la vision des anarchistes, une vision purement religieuse qui couvre de ridicule les apôtres du "ni dieu ni maître". Au contraire, à y regarder de près, il s'avère qu'en définitive l'exploitation fut principalement "voulue" au départ par la masse populaire, de même que c'est la masse populaire qui en recueille principalement le fruit au terme de son perfectionnement final sous la forme du salariat.

Cette leçon de l'histoire ne concerne pas seulement la base de l'ordre civilisé, les rapports d'exploitation économiques. Tout se tient. La leçon vaut pareillement pour tout ce qui fit l'ordre civilisé, et le constituait en un tout cohérent : Dieu, la Famille, l'État, la Science, l'Art, la Mystique. Certes, tout cela apparaît aujourd'hui, après coup, préhistorique et révolu ; mais, en même temps, comme c'est grâce au parachèvement de cet ordre civilisé que nous en venons à cette perspective, tout le développement civilisateur doit nous apparaître, pour être justes, comme comportant un noyau impérissable. Et ce noyau impérissable de la civilisation périmée appartient effectivement au peuple, il lui est interdit de le maltraiter. Il en va de même avec d'autres aspects qui étaient inséparables de la civilisation : la Colonisation exprimait l'authentique rayonnement civilisateur ; les grandes épopées guerrières, comme celles d'Alexandre le Grand ou de Napoléon Bonaparte aussi. Qu'y pouvons-nous ? Les choses sont ce qu'elles sont. L'ordre civilisé, tel la lune, avait tout à la fois une face lumineuse et une face sombre.

Résumons-nous. L'ordre civilisé, sous un premier aspect, apparaît de nos jours comme principalement préhistorique. Sous un deuxième aspect, secondaire, il n'en est pas moins vrai que la civilisation, en tant que préparation nécessaire au communisme libre, constitue notre héritage le plus précieux. Sur quoi d'autre nous appuyons-nous ? Cet héritage est le bien exclusif du peuple, c'est le dépôt qu'il a pour mission de sauver de la destruction à laquelle s'évertue la néo-barbarie dominante.

2- Il y a 150 ans, en même temps que surgissait le drapeau rouge du salariat et de la république sociale, la crise générale de la société bourgeoise moderne se déclarait. C'était en même temps la crise générale de l'ordre civilisé établi depuis 25 siècles, dont la société bourgeoise était la phase culminante : dans ce premier affrontement général, celui de 1848, la république sociale fut vaincue matériellement, et on nous infligea la domination d'une Nouvelle Barbarie. Mais l'exigence historique de la république Sociale, héritière légitime de la civilisation, ne pouvait que s'en trouver accentuée. La défaite matérielle du communisme civilisé ne pouvait que mettre plus fortement en relief sa victoire morale. Nous en sommes là, quoi qu'on en dise, quoique qu'on fasse.

Ne cessons pas de le rappeler : en 1848, l'apparition du drapeau rouge sur les barricades parisiennes eut lieu sans qu'aucun parti marxiste ne fut présent dans le mouvement. C'est bien pour cela, finalement, que nous devions passer par le purgatoire de la domination néo-barbare avant de faire triompher le communisme civilisé. Depuis 150 ans, une lutte gigantesque et décisive se livre et s'aiguise sur la planète, lutte qui met aux prises deux tendances diamétralement opposées : la première tendance est celle qui nous entraîne en-deçà de l'ordre civilisé, en ruine tous les acquis et nous enfonce dans la néo-barbarie ; l'autre tendance vise à nous élever au-delà de l'ordre civilisé, en en sauvant tous les acquis et en s'appuyant sur eux, dans le but de tourner la grande page de la préhistoire humaine. Du côté de la décadence civilisée, tout est mis en œuvre, et à une échelle de plus en plus vaste et planétaire : répression, corruption, diversions, divisions. L'arme magique de la néo-barbarie, c'est de se jouer du peuple, en retournant sa propre force contre lui-même. D'où les manœuvres écœurantes, du genre de la "guerre des écoles" ; d'où les débouchés révoltants offerts à l'aristocratie salariale, dans le carriérisme "social" ou le fonctionnarisme colonial ("coopération" actuelle comprise). D'où les excitations chauvines redoutables, dans le style "produisons français", les "ingérences humanitaires" à coups de légionnaires, et les guerres de "blocs" produisant des boucheries

sans nom, glorifiées au nom du "droit" ou de la "démocratie". Tout cela aboutit à river l'ordre dominant de la néo-barbarie, tout en discréditant le "socialisme" qui fournit les domestiques qui permettent le succès de ces opérations sataniques.

La lutte chronique que se livrent néo-barbarie et communisme civilisé traîne en longueur, elle est compliquée, pleine de détours, le plus souvent obscurcie. La lutte pour le communisme civilisé remporte parfois de vifs succès en un point, puis de sévères défaites sont subies en un autre. Mais la nature de l'enjeu ne fait pas de doute pour les gens clairvoyants et qui gardent leurs nerfs. C'est le rôle, précisément irremplaçable, du parti marxiste, de débrouiller sans cesse l'écheveau, de convertir les revers en leçons fructueuses, de "corriger le tir" et de maintenir le bon cap sous l'orage.

3- Il importe de préciser un point qui peut sembler accessoire au premier abord, mais qui est cependant vital. Contrairement aux dires staliniens, développés ensuite de manière obscène par les clowns Khrouchtchéviens, il n'est pas vrai que, jusqu'à présent, le socialisme ait jamais été l'ordre prédominant dans le monde. Nous ne sommes à aucun moment sortis de la période de crise générale de l'ordre civilisé. La domination néo-barbare n'a pas un instant cessé de prévaloir sur la tendance communiste. Si l'on nous permet un parallèle avec la chute de l'Empire romain, c'est-à-dire la ruine du monde antique tout entier, disons que le communisme n'a pas eu encore son "Constantin". Le communisme civilisé vit encore sa période des "catacombes". Babeuf était, si l'on veut, notre Jean-Baptiste, et Marx notre Saint Paul. Lénine et Mao figurent comme de grands Pères de notre "église primitive" avec leurs défauts inévitables, tout comme Tertullien et Origène.

Ce point étant précisé, ainsi s'annule la question mal posée et qui, pour cela, n'a pas reçu de solution, qui était discutée il y a 20 ans et plus : est-ce que Mao personnifie ou non une "troisième étape du marxisme", après Marx et Lénine ? Les choses ont diablement avancé depuis Marx, qui ne connut que la brève expérience, en fait suicidaire matériellement, des 72 jours de la Commune de Paris. Néanmoins, Lénine et Mao ne donnèrent encore que de violents ébranlements à l'ordre civilisé en putréfaction, lequel ordre reste dominant sur la planète. Nous n'avons connu jusqu'à présent qu'une seule grande "étape" du marxisme, dont nous ne sommes pas encore sortis : celle du communisme "primitif".

Situer ainsi exactement où en est notre effort pour le salut communiste de l'humanité, c'est d'une importance qu'on ne saurait sous-estimer pour fixer rigoureusement la nature de nos tâches présentes.

4- Encore une précision importante. Si Marx est très bon, Lénine et Mao ne sont pas mauvais du tout non plus. Ces grands maîtres du communisme sont plutôt mal vus à l'heure actuelle. Leurs insuffisances, relativement aux besoins présents, peuvent les faire utiliser dans des sens divergents. Cela n'a pas grande importance. Laissons courir. Les chiens aboient, la caravane passe. Disons seulement que dans ces deux expériences de marxisme victorieux, expérience russe et expérience chinoise qui restent douloureusement dans la gorge des monstres néo-barbares qui trônent à l'O.N.U., nous ne voyons qu'une lacune fondamentale : on n'a pas su distinguer clairement et associer en conséquence les deux nécessités de la préservation de l'ordre civilisé d'une part, et de

l'édification de l'ordre communiste d'autre part. Ceci a pour corollaire direct la confusion relative qui a été faite entre les deux fonctions de parti "dirigeant" et parti "au pouvoir".

Quoiqu'il en soit, la "chute du Mur de Berlin" n'a rien à voir avec une quelconque "faillite du communisme", comme les maîtres du monde actuel voudraient s'en persuader et, plus encore, nous en imposer l'idée. Nous ne nions pas qu'il y ait un lien indirect entre cet événement capital et la déviation stalinienne du "socialisme d'État" établi en 1934, c'est-à-dire 55 ans plus tôt. Il reste, cependant, quant au fond, que la chute du Mur de Berlin est bien plutôt une faillite de l'ordre bourgeois en décomposition ; en effet ce fut directement l'effondrement du capitalisme d'État khrouchtchévien, qui succéda en 1956 au socialisme d'État de Staline. Ce qui embrouille les choses, c'est que nous n'avons pas été capables de critiquer à temps et à fond le socialisme d'État de Staline, et en avons laissé le soin à des forces non qualifiées pour le faire : des libéraux, des anarchistes, des nazis, des ci-devant tsaristes, des néo-barbares "démocrates". Mao lui-même n'en est pas venu à une critique officielle et systématique du "stalinisme". La fameuse "déstalinisation" apparut donc comme une victoire à mettre à l'actif de la "bourgeoisie rouge", de la Nomenklatura russe, un succès de Khrouchtchev et de son compère Kennedy. Mao brûlait toujours plus de se lancer dans la critique du stalinisme. Il se vit acculé à deux reprises, par la guerre de Corée (1950) et par le social-impérialisme soviétique au Vietnam (1963), à prendre la défense de Staline contre les gredins impérialistes. Malgré tout, à long terme, la chute du Mur de Berlin (1989) est résolument une bonne chose pour le peuple mondial et non pas pour les néo-barbares dominants qui s'en réjouirent trop vite. Cet événement élimine la saleté khrouchtchévienne une fois pour toutes, et nous contraint enfin à procéder à une critique révolutionnaire définitive du socialisme d'État de Staline. Il est dès à présent démontré que les satans onusiens déchantent chaque jour un peu plus, même en l'absence d'une renaissance organisée et agissante du communisme, depuis que leur "gauche" internationale des Khrouchtchev, Brejnev et Kossyguine a mordu la poussière.

Un mot sur la Chine, celle qui se présente comme "post-maoïste", la Chine de Deng Xiaoping. Après la mort de Mao (1976), il fut mis un terme à la dernière phase de la Révolution Culturelle par un coup d'État qui brisait la "Bande des Quatre" la même année. Les turbulences de l'événement apaisées, la Chine se lançait en 1978 dans ce qu'on appelle aujourd'hui le "socialisme de marché". C'est, dans des conditions nouvelles, une réédition de la "N.E.P." (Nouvelle Économie Politique) que Lénine décréta en 1921 pour rompre avec le "communisme de guerre". C'est aussi un retour à la ligne de "Démocratie Nouvelle" que le parti chinois avait défini en 1940. La N.E.P. fut une mesure empirique judicieuse, mais qui ne parvint pas à trouver son point d'équilibre, à se mettre en accord avec la théorie marxiste telle qu'on la concevait à l'époque ; cette incertitude mena à la déviation du socialisme d'État de Staline. La Démocratie Nouvelle ne trouva à s'appliquer que dans la guerre contre le fascisme japonais, et elle fut écartée après la victoire de 1949, l'influence soviétique se trouvant mise au premier plan pour organiser le pays. La même chose, au fond, était arrivée au programme bolchevik de "République démocratique", ou "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans" (1903-1919)[1]. Le

[1] Le programme de "république démocratique" de Lénine (1903-1919), ou "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans". Il s'agit d'un régime qui doit se substituer à l'autocratie

"socialisme de marché" de Deng Xiaoping, qui reprend ces expériences, ne trouve pas non plus son point d'équilibre. Dans le cataclysme qui frappa les pays de l'Est en 1989, se produisit "l'incident de Tien An-Men" à Pékin. Cet événement n'a pas débouché, comme l'espéraient les apologistes de la néo-barbarie occidentale, sur une chute du "mur de bambou" à Pékin. Mais le désordre entre la théorie marxiste et le "socialisme d'Entreprise" en Chine s'est trouvé aggravé. Où mènera la déviation de type Boukharine en Chine ? On ne sait.

Le "socialisme de marché" du parti chinois n'est pas une "restauration du capitalisme", un khrouchtchévisme oriental, comme l'affirment les gens du Sentier Lumineux du Pérou et autres Khmers Rouges ou gens du P.K.K. turc. C'est cependant une déviation du socialisme, déviation inverse à celle du socialisme d'État stalinien, que nous nommons pour cela socialisme d'Entreprise. C'est de cette déviation que Boukharine menaçait la Russie en 1928. Ici, elle fut heureusement enrayée par l'équipe de Staline qui déclencha la collectivisation agricole, grande initiative créatrice du parti russe, malgré ses "bavures". Le véritable "excès" russe n'eut pas lieu en 1928, mais en 1934, date où la victoire de Hitler en Allemagne précipita Staline dans la déviation du socialisme d'État, dont on chantait aussi les succès en Occident : il hypothèque de la même façon l'avenir du parti et du régime chinois. Mais l'on ne peut dire encore si cette déviation pourra être corrigée par un retour à la direction communiste, ou bien si elle mènera à une contre-révolution caractérisée ramenant la domination néo-barbare.

Que conclure des deux expériences tumultueuses, russe et chinoise ? Nous luttons pour abattre l'ordre préhistorique de la civilisation, fort de 25 siècles de développement. Comment s'étonner que ce régime millénaire trouve les moyens de contaminer nos propres victoires, et de reprendre matériellement et passagèrement le dessus ? Seuls des gens sans conviction et sans détermination peuvent s'en trouver déroutés et découragés. Nous en verrons d'autres ! Et rira bien qui rira le dernier ! Est-ce que l'évolution irrépressible du parlementarisme moderne fut en quoi que ce soit remise en cause quand, en Angleterre, Monk prétendit effacer l'œuvre de Cromwell en rétablissant passagèrement la royauté médiévale catholique ? Quand, en France, après Robespierre et Napoléon Bonaparte, les "fourgons de l'étranger" nous imposèrent passagèrement le rétablissement de la monarchie absolue, avec Louis XVIII et les aristos à perruques, est-ce que 1789 fut anéanti ? N'est-il pas démontré que c'est dans les "restaurations" archaïques que l'ancien régime achève au contraire définitivement de se montrer impossible ? La révolution russe, chose inouïe, expérimenta la voie socialiste sur 1/6 des terres émergées de la planète durant 17 ans. La révolution chinoise fit plus encore, soulevant 20 % de la population mondiale durant 30 ans contre la néo-barbarie planétaire dominante. Qui

---

tsariste, adapté à un pays paysan et multi-national, préparant les conditions ultérieures de la "dictature du prolétariat" stricte, régime politique de la phase inférieure du communisme.

Comme la "Démocratie Nouvelle" chinoise, on "oublia" ce programme ultérieurement, allant d'une extrémité dans l'autre :

- "dictature du prolétariat" de 1919 (communisme de guerre) ;

- "Constitution" de 1936 (socialisme d'État).

La phase de correction empirique de la "NEP" (1921-1934) ne fut pas théorisée, conçue comme un mal nécessaire, situation "subie" n'entrant pas dans le schéma marxiste. Alors que c'était la confirmation même du Programme de 1903…

effacera des précédents pareils, avec leurs enseignements inappréciables ? Il faut rêver éveillé pour croire que les peuples concernés vont à présent tomber amoureux du modèle de société-bidonville du Tiers-Monde ou du modèle de société mafiosi du G7 !

Tenons-nous donc fermement au fil rouge de l'émancipation humaine, à la voie du combat salarial et marxiste, que ponctuent les dates de Février 1848, Mars 1871, Octobre 1917, Octobre 1949. Hors ce sentier qui est celui du peuple, tout est bel et bien foutaise !

Conséquences pratiques des leçons

1- Un marxiste n'a de sens que comme militant du parti marxiste. C'est le B.A. BA. Ce parti marxiste n'est pas, et son Internationale non plus. Il faut donc les construire.

La particularité du parti marxiste est qu'il se constitue nécessairement sous forme d'une sorte d'église politique, ou d'une armée civile. Autrement dit, c'est une association dont les membres forment "corps". Il n'y a rien de mal à cela, tout au contraire. Personne n'est contraint d'y adhérer ; et il n'est pas donné à n'importe qui d'y être admis. Ceci bien posé, il n'y a guère à épiloguer.

On voit déjà que le parti marxiste ne se constitue pas pour s'ajouter à ceux existants et leur faire "concurrence". Notre parti n'est pas un parti comme les autres, au point même qu'on peut être membre de notre parti "spécial" tout en étant adhérent d'un parti "ordinaire" quelconque.

Le parti marxiste groupe simplement l'avant-garde sociale en un corps unique et distinct, groupement "à part" qui n'a de sens que s'il s'associe à la liaison intime de ses membres pris individuellement avec les organisations du peuple nées sur le terrain préhistorique existant.

La raison d'être du parti marxiste est d'œuvrer par tous les moyens à l'avènement de la société communiste civilisée universelle, à l'organisation sociale délivrée de l'Argent et de l'État. Sa méthode d'action propre est celle dévolue à un catalyseur et à un médiateur.

Le parti marxiste ne se propose pas de "convaincre" à une doctrine par des discours, pour gagner des "élections". Il ne se propose pas non plus d'"exciter les masses" par des exhortations enflammées à risquer le tout pour le tout, à gagner une guerre prolongée par le miracle d'une "action héroïque" unique, ou la répétition d'"actes exemplaires". Il s'agit de faire la preuve pratique que nos prophéties concrètes s'avèrent raisonnables et efficaces aux yeux de la multitude. C'est ainsi que les idées du peuple finiront par rejoindre ses intérêts.

Le parti marxiste se tient à la perspective consciente et décidée du communisme civilisé, qui passe par la domination du peuple. Il n'est pas plus à gauche qu'à droite, pas plus démocrate que fasciste, pas plus modéré qu'extrémiste, pas plus réformiste que révolutionnaire, pas plus croyant qu'athée, libéral que dirigiste, etc.…

L'avant-garde marxiste se propose de défier les partis et syndicats existants, en les sommant sans relâche de s'unir et pour cela, de s'épurer de leur captation par la néo-barbarie dominante. Tout préhistoriques et décadents qu'ils soient, ces partis et syndicats, dans la mesure où leur existence n'est pas absolument artificielle et sont tolérés par des fractions du peuple faute de mieux, nous jugeons qu'ils renferment nécessairement quelque-chose de bon, qu'il nous faut cerner et faire fleurir.

Il est inévitable que l'avant-garde marxiste soit une minorité. Elle le restera très longtemps. Son nombre, d'ailleurs, importe moins que son influence. Le jour lointain où le parti marxiste sera "majoritaire", sera celui où il aura déjà commencé à devenir inutile et s'apprêtera à disparaître. À ce moment, en effet, le peuple, qui comprend jusqu'à présent 95 % de la population, sera en voie de se confondre avec l'humanité entière.

Il est prévisible que le parti marxiste, minoritaire socialement, se recrutera en faisant fusionner deux groupes en son sein : d'un côté une "masse" relative constituée par l'élite des salariés ; de l'autre côté un petit nombre absolu d'individualités en rupture avec le système néo-barbare dominant, précisément des intellectuels et des exploiteurs.

Le regroupement de l'avant-garde, son renforcement en qualité et en quantité, son allure modifiée à chaque étape de la lutte, cela se fera dans le processus même où la malveillance déchaînée des malveillants dissipera l'ignorance des ignorants.

Étranger à toute idée de "parti de masse", le parti marxiste n'a évidemment pas non plus le culte de la secte. Simplement, il y a des moments où l'on doit activement faire appel à un afflux de nouveaux éléments, et d'autres moments où il est impératif d'épurer le parti d'éléments devenus indésirables. Faut-il préciser que tout indésirable n'est pas pour autant un "ennemi du peuple" ; le plus grand nombre, au contraire, c'est le cas de gens qui se trouvent à l'étroit chez les marxistes, et peuvent libérer une activité intense en faveur de l'émancipation sociale à l'extérieur.

2- L'essentiel est que le parti, forcément minoritaire dans une première phase très prolongée, se lie de manière vivante à toutes les couches populaires. Dans le même moment, c'est arriver à maîtriser la nature réelle et l'état précis de la mafia dominante. Se faire l'écho réel et l'oracle effectif de 95 % de la population, cela se juge par des critères distincts à chaque étape de la lutte. Évidemment, le caractère d'avant-garde est presque tout entier théorique au début, dans la proclamation de la dissidence initiale ; il ne devient pleinement pratique que le jour du triomphe sur la néo-barbarie.

Finalement, si la néo-barbarie est dominante, c'est que le peuple n'a pas les idées de ses intérêts. Mais il n'y a pas à tourner autour du pot : se lier au peuple, c'est pourtant se lier d'une manière ou d'une autre à ces "idées fausses" du peuple ! Concernant ces opinions populaires le parti marxiste ne fait de concession à qui que ce soit. Par exemple, la gauche serait soi-disant "meilleure" que la droite, etc. En revanche, le parti marxiste ne nourrit aucune répugnance à l'égard de qui que ce soit. S'il faut trouver du bon chez les décadents, Doriot vaut bien de Gaulle ; et si l'on tolère que ce dernier ait un monument à Colombey, il est vraiment "injuste" que le premier n'ait pas le sien à Saint-Denis !

Nous mettons exactement, quant au fond, sur le même plan toutes les influences et idéologies existantes. Il y a des distinctions tranchées à faire, mais elles ne peuvent être motivées que par la conjoncture et la tactique. Toutes les idées qui ont cours dans notre système néo-barbare ont bien une justification quelconque, à partir du moment où elles ont un impact réel dans telle ou telle section du peuple. Par exemple, il n'y a pas à "choisir" entre Roosevelt et Hitler. Pour ne pas nous égarer, sous prétexte qu'on découvre autant de "bon" chez Doriot et Hitler que chez de Gaulle et Roosevelt, il suffit de ne pas perdre de vue un instant que la néo-barbarie, le parasitisme économique et le despotisme politique en vigueur, ne favorisent que la perversion de tendances populaires positives.

À la base et paradoxalement, notre régime néo-barbare se soutient par la condition même d'humiliation et d'insécurité qui est faite au peuple. En ce sens, les néo-barbares aux commandes du système partent gagnants ! L'ironie amère du régime, c'est que depuis l'instauration du suffrage universel, les partis ne servent plus à rien du tout, et sont même principalement nuisibles. Mais il y a l'autre côté de la question. Le passé civilisé, parlementaire et libéral, tout mort et enterré qu'il soit, persiste à hanter la démocratie dictatoriale actuelle, obligeant les politiciens à jouer en fanfare une comédie électorale totalement privée de sens, mais qui doit être d'autant plus éclatante ! On pourrait bien alléger le budget "national" des frais d'impression des bulletins de vote, ce qui serait tout bénéfice pour le peuple qui les paie, sans compter qu'on serait libéré des tracas causés par le "financement occulte" des partis devenus sans objet ! Mais il faut que la maudite tradition civilisatrice empoisonne la politique néo-barbare. C'est une preuve de la victoire populaire finale nécessaire. Ceci dit les singeries électorales mises de côté, les argousins et la chiourme des "mal-aimés" veillent au grain, pour le cas où un accroc accidentel se produirait dans le système d'auto-asservissement du peuple existant, et s'il se trouvait que le peuple se mette à "mal voter". La passivité populaire organisée qui forme l'essence de l'électoralisme actuel a aussi ses failles !

La reine Hortense, mère de Napoléon III, livre le secret de notre démocratie pour rire : "Il y a un art des princes, pour faire miroiter les phrases de manière à ce que, par un phénomène d'optique, elles fassent voir aux peuples tout ce qui leur plaît. Chacun selon son préjugé, de ses yeux y aperçoit la couleur qui le flatte".

C'est comme cela que notre "classe politique" part en campagne, avec ses discours sur l'Ordre et la Liberté. On ne prêche, évidemment jamais le désordre et la dictature ! Comment ne pas se prononcer en faveur de ces belles choses, que le bon peuple prend évidemment, lui, au sérieux ? Mais si on en restait là, le décalage serait trop vite choquant entre les discours et les actes. Pour que l'opération fonctionne, on a donc deux gangs rivaux de politiciens en lice, l'un prêchant l'Ordre contre la Liberté, et l'autre la Liberté contre l'Ordre. Mais ensemble, aucun des deux gangs ne nous dit que ces notions sont également de la fausse monnaie sous la domination néo-barbare qu'ils gèrent fraternellement. Pour parer à cela, une fois au pouvoir, chaque clique dira que son programme n'avait pas autant d'importance que nous le pensions, que l'on a mal compris, le "sens de l'État" primant sur tout le reste. D'un autre côté, on n'oublie pas de gémir, de se montrer frustré de n'avoir pas pu appliquer son programme comme on l'aurait souhaité, du fait des bâtons dans les roues mis par l'opposition. Toutes ces contorsions pour nous faire comprendre que les beaux discours électoraux à propos de la Liberté et de l'Ordre ne sont que des discours ! Si quelqu'un a jamais imaginé qu'il put en être autrement, il est désigné immédiatement à la vindicte publique, comme un dangereux rêveur privé de réalisme, si ce n'est pas comme un bandit de grand chemin.

Toujours est-il que les deux moitiés du peuple que leur sens civique a amené, l'une à appuyer le candidat de l'Ordre, l'autre celui de la Liberté, ont amené le résultat suivant : 1- la consultation populaire n'a consisté qu'en une mobilisation négative de la population, un simple plébiscite du système ; 2- chaque moitié du peuple a bien plus voté contre l'autre moitié populaire que pour des programmes différents. Par le moyen de la messe électorale, on a tenu à ce que le peuple vienne lui-même placer la cerise sur le gâteau de la néo-barbarie ; et les deux moitiés du peuple sont entraînées à s'amuser un instant à se

paralyser mutuellement, en se passionnant pour les factions byzantines des Bleus et des Verts.

Les tendances très positives du peuple en faveur de la Liberté et de l'Ordre, dans les conditions présentes, ne peuvent trouver qu'une expression pervertie, et mener à une aggravation de la dictature et du désordre du système. C'est à cause de ce double sens de la "vie politique" dans les conditions présentes, que nous disons que dans tout parti existant, un diamant est enfoui sous un tas d'ordures. Les marxistes ne craignent pas de se couvrir de crasse et de puanteur, pour aller s'emparer du joyau. L'adepte sincère de n'importe quel parti, celui surtout qui ne fait pas métier de la politique, nous disons que nous adhérons avec lui à son parti. De l'anarchiste au néo-nazi, du Témoin de Jéhovah au "refondateur" communiste, du drogué du tiercé au C.R.S. syndiqué. On doit connaître de près, par un contact vivant, le grain d'aspiration positive, de motivation légitime qui le conduit. Prêcher des convaincus n'est-il pas du temps perdu ? En revanche, ce sont les convertis initialement les plus hostiles qui donnent souvent les militants les plus combatifs.

3- Ce qui fait le plus de mal au peuple, c'est indiscutablement les "partis sociaux", ceux qu'on dit "réformateurs", du "mouvement", de "Gauche". Ces officines de larbins sournois et insolents, purs démagogues sans scrupule aucun, se donnent pour carrière de sauver la mise aux Grands seigneurs "de Droite" qu'on dit "réactionnaires" au moment opportun, moment qui ne manque évidemment pas d'arriver vu le caractère profondément chaotique et instable du système. Tout ce beau monde, d'ailleurs, "alterne" et "cohabite" allègrement au vu et au su de tout le monde sans qu'on s'en émeuve outre mesure. La séquelle des gens "de gauche", soupape de sécurité du système, depuis 150 ans, est vraiment ce qui constitue l'opium du peuple. Peu importe d'ailleurs que ces charlatans soient du modèle libre-penseur ou clérical, dirigiste ou libéral, etc. Les plus perfides ne sont pas non plus ceux qu'on pense. La filiation maudite par excellence, en France, est effectivement celle de la gauche-gauche, "républicaine" à tout crin, la très grande "amie des travailleurs" : Cavaignac, V. Hugo, J. Favre, Gambetta, Clemenceau, Zola, Jaurès, Blum, Mendès France, Thorez. Quant à notre loque politique présidentielle, elle n'a de parallèle qu'avec les personnages de la "3ème" du type Sadi Carnot, Président de la "République du Panama", dont on ne se gêne pas pourtant pour dire qu'"il se distingua par son intégrité", et qu'on mit au Panthéon ! Dans les festivités nationales programmées, nos autorités sont vraiment coupables d'avoir manqué de commémorer le centenaire du fameux scandale de 1892 !

Les gens du peuple "de droite", petits entrepreneurs, paysans, syndicalistes de sensibilité religieuse, menés par les héritiers indignes des vrais libéraux, se sont bien fait avoir par la féodalité financière depuis 150 ans ! Sous prétexte que Marx ne voyait d'autre issue que dans la généralisation de la responsabilité civile, par l'organisation de la coopération économique systématique, les gens du peuple de droite n'ont pas vu qu'il était tout le contraire de la bureaucratie et de l'étatisme. Ils furent bien punis par l'expropriation réelle, économique et politique, que leur ont fait subir le parasitisme et le despotisme dominants. Bref, les gens du peuple de droite se sont faits les otages de leurs ennemis jurés, et ils ont privé le marxisme de leur contribution civilisatrice. D'où leur part de responsabilité, qu'il faut bien les obliger à endosser, dans le fait que le marxisme s'est acquis la double image odieuse de la "chienlit" et du fonctionnarisme.

Il faut se faire une bonne fois à l'idée que les manuels et les exploités, la masse du peuple, est devenue majeure. Travailler dur pour que cela se concrétise par l'avènement de la République Sociale, finalement, ce ne sera pas du tout plus mal pour tout le monde. Ces anciennes "puissances sociales" craindraient-elles que le nouveau régime révèle qu'ils manquent de capacités réelles pour se rendre utile et trouver une place dans une société réellement humaine ? Voudraient-elles nous démontrer que seul le vice et le privilège justifiaient leur position dominante d'antan ?

À chacun de réfléchir soigneusement, et que chacun fasse son choix. Le peuple est patient et généreux. Quant à nous, notre chemin est tracé : c'est celui de Marx et du communisme.

Par où commencer ?

Mise au net

Passer au crible d'une critique sans concession de toute l'expérience marxiste authentique depuis 150 ans, spécialement en Occident. Pour ne plus en parler. Le nettoyage mental opéré, le feu sacré peut rayonner.

Le but

Porter le peuple de notre contrée européenne au niveau de la domination sociale. Les limites géographiques de cette zone libérée de la domination néo-barbare seront fonction des circonstances. La question prioritaire en Occident est que les ménages soient maîtres des entreprises, c'est la question économique et civile.

Qui mobiliser ?

Nous repartons en quelque sorte à zéro. L'urgence est de parvenir à constituer le noyau d'une avant-garde. Ceci appelle la fusion de deux éléments : d'une part des individualités en rupture avec la Nouvelle Barbarie, qui représentent des gens d'expérience dans les questions sociales : hommes d'affaires et administrateurs ; d'autre part la couche des jeunes salariés manuels. En finir avec les "groupuscules étudiants".

Pour quoi faire ?

L'heure est principalement à la dissidence spirituelle et morale organisée.

Comment procéder ?

Forcer tous les syndicats et partis à s'unir et, ce faisant, à s'épurer de la néo-barbarie qui les domine à l'heure actuelle. Se montrer impitoyables envers la démagogie et les diversions.

Refus de se lier les mains ; pas de dogme : ni de voter ni de s'abstenir, ni du pacifisme ni de la violence. On ne s'attaque aux hommes que parce que la destruction du système nous y force.

———————

Du Radicalisme au Démocratisme

L'époque Moderne, phase suprême du développement civilisé, embrasse 350 ans d'histoire. Cette époque fut tout à fait particulière à l'Europe occidentale, cette localisation devant être entendue au sens "atlantique" puisqu'elle comprend l'Union américaine constituée en 1776.

———————

Le parachèvement de la civilisation moderne s'effectua durant les dernières années de la période considérée, de 1760 à 1850. Le départ est marqué tout à la fois par la constitution proprement dite de la science économique (Quesnay : Tableau économique – 1758) et par la constitution proprement dite de la science politique (Rousseau : Contrat Social – 1762). La grande époque des "Lumières" que nous évoquons se présente finalement de la façon suivante : une première révolution économique entraîne à sa suite une révolution politique, laquelle rejaillit à son tour sur l'ordre économique en mettant en branle ce qu'il est convenu d'appeler la "révolution industrielle". La première révolution économique, qui ébranle les conditions antérieures de la Propriété, peut être datée de 1765, avec l'avènement de la filature mécanique du coton, grâce à la "spinning Jenny" de Thomas High. L'amorce d'une révolution analogue en France ne se manifesta qu'en 1780. La révolution politique qui découla de ce phénomène, et remit donc en cause les conditions antérieures de la Liberté, c'est évidemment la Grande Révolution française de 1789-1815. La suite directe de la révolution des Droits de l'Homme, ce fut la "révolution industrielle", que l'on peut faire commencer avec le chemin de fer à vapeur, qu'inaugura la machine mobile ("l'Expérience" de Stephenson en 1825).

La crise de croissance ultime de la société bourgeoise moderne peut être datée de 1760. C'est la fin effective de la Guerre de 7 ans, que Churchill nomme "la première guerre mondiale de l'histoire", qui oppose tous azimuts l'Angleterre et la France. Elle est menée en Angleterre par William Pitt, le "grand député" (The great commoner), "Années grandioses", "chargées de gloire", d'"Ivresse" nationale, dit Churchill. 1759 : "cette année vit le triomphe des armes britanniques d'un bout à l'autre du monde". Walpole dit : "Les romains ont mis 350 ans à conquérir le monde. Il nous a fallu trois campagnes pour subjuguer le globe, et un globe autrement plus vaste". En effet, l'Angleterre s'empare des navires français en Orient : elle s'apprête à dépouiller l'Espagne en Amérique et en Asie : elle brise la puissance française au Canada, en Amérique et aux Indes, au Sénégal, et fait abattre les fortifications de Dunkerque. Mais Pitt, celui dont Carlyle dit qu'il "fut durant 4 ans le monarque d'Angleterre", voulait encore écraser la France sur le continent européen. L'Angleterre s'y refuse et il doit démissionner. Aussi, en 1761, le ministre des affaires étrangères français, Choiseul, peut conclure le "Pacte de Famille", qui lie la France et l'Espagne, tandis que l'Angleterre va se trouver avec la Guerre d'Indépendance de l'Union américaine sur les bras. C'est pourquoi. à la conclusion officielle de la Guerre de 7 ans au Traité de Paris de 1763, Pitt dit : "Cette paix ne vaut rien".

La nouvelle époque d'apogée du libéralisme bourgeois européen se signale aussi par la scission des Maçons anglais. Laurence Dermott a lancé une Grande Loge rivale, celle des "Maçons primitifs", démocratisée et aux rituels simplifiés, qui prend son essor en 1760.

Parallèlement, la nouvelle époque est marquée par l'expulsion des Jésuites en France en 1762, supplantés par le néo-jansénisme des Oratoriens.

Ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, c'est de signaler que, durant les 90 années de perfectionnement final de la société bourgeoise moderne, parallèlement au courant dominant qui peut être dit celui du libéralisme pur et simple, un courant subordonné se développait, courant qui apparaît comme celui du "libéralisme social". La particularité de ce mouvement, c'est qu'il anticipe en quelque sorte sur le défi "communiste" que rencontrera l'ordre civilisé au terme de son développement en 1850, et qu'il se propose de surmonter les limites virtuelles du vieil ordre de choses par la mise en œuvre des moyens mêmes qu'offre la civilisation. La tendance au "libéralisme social" qui nous occupe n'a donc rien à voir avec l'utopisme communiste, qui préconise a priori la suppression de la Propriété et de l'État, et que nous voyons également prendre sa forme achevée dans la même période. L'utopisme communiste aura comme représentants typiques : en économie le français Babeuf (1796), en politique l'anglais Godwin (1798).

Précisément, ce qu'il nous faut souligner en premier lieu, c'est que le libéralisme social, durant cette période 1760-1850, vit son côté politique développé en Angleterre tandis que son côté économique fut développé en France.

Ceci dit, au cours de ces 90 années, le libéralisme social, et aussi bien sous sa face politique que sous sa face économique, apparaît commencer sous la forme du Radicalisme, pour finir sous la forme de Démocratisme. Que signifie cette évolution ? Au stade Radical initial, la petite bourgeoisie, qui regroupe essentiellement des petits commerçants et paysans indépendants, exige de la bourgeoisie libérale qu'elle s'appuie sans réserve sur les intérêts de la masse des manuels et exploités, et assume la défense des intérêts économiques et politiques. Au stade Démocrate final, la petite bourgeoisie, qui regroupe essentiellement des artisans et des ouvriers qualifiés, combat pour que la masse des manuels et exploités bénéficie effectivement de la liberté civile et de l'égalité politique bourgeoises.

Les principes civilisés modernes, libéraux, se présentent très clairement sous leur forme pure, achevée : en économie, c'est la trinité Propriété privée/Liberté des contrats/Concurrence ; en politique, c'est la trinité Constitution/Égalité devant la Loi/Volonté générale.

Le libéralisme social, en passant du radicalisme au démocratisme, atteint finalement l'extrême limite de ce que peut tolérer le régime civilisé sans que ses bases mêmes soient remises en question. Au début, avec le radicalisme, il s'agit simplement que la masse du peuple, les exploités et les opprimés, bénéficient d'une tutelle efficace, en restant dans leur position de propriétaires privés non-possédants et de citoyens publics passifs. À la fin du processus, on aboutit à tout autre chose : la revendication que les propriétaires privés non-possédants accèdent à la possession d'instruments de travail, et que les citoyens passifs accèdent à la possession d'instruments de gouvernement. Au terme donc du processus du libéralisme social, on en vient à opposer la Propriété privée à l'Exploitation,

à considérer l'exploitation comme un "privilège" anormal, et on en vient à opposer la Citoyenneté publique à l'Oppression, à considérer l'oppression comme l'expression de l'"arbitraire". C'est pourquoi la phase finale démocratique du libéralisme social pourra prêcher l'association économique devenue admissible par l'esprit civilisé lui-même, alors qu'on ne pouvait manquer autrefois de l'assimiler au "communisme" barbare ; de même, on pourra prêcher la démocratie politique, devenue admissible, alors qu'on ne pouvait manquer autrefois de l'assimiler à l'"anarchie" barbare. Tout au long de la civilisation, on avait en effet considéré que le communisme économique et la "démocratie" politique ne pouvaient se présenter que comme des états passagers, au cours des grandes crises révolutionnaires de l'ordre civilisé ; et l'on pensait que ces situations dramatiques exceptionnelles avaient pour pendant inévitable une réaction opposée passagère, sous forme de dictature économique et de "tyrannie" politique, également révolutionnaires.

Il ressort du mouvement de libéralisme social, radical-démocratique, les enseignements suivants :

• On n'envisageait absolument pas alors, et à juste titre, nos conditions présentes de parasitisme économique et de despotisme politique. Ce qui était en vue, c'était simplement les désordres périodiques socialisés qu'entraînait l'ordre de la bourgeoisie moderne : crises économiques et crises politiques.

• La riposte aux troubles périodiques socialisés de l'ordre bourgeois moderne était essentiellement envisagée au point de vue de la petite bourgeoisie, cette expression ne comportant aucun sens péjoratif, et en englobant à la fois des petits propriétaires dépourvus de moyens d'exploitation, et des salariés détenteurs d'une "force exploitable" privilégiée, comme de "métiers". L'horizon petit-bourgeois du libéralisme social ne pouvait donc aller au-delà de la perspective d'un Parlement placé sous l'hégémonie de Propriétaires privés qui ne soient ni exploiteurs ni exploités. Et on voyait nécessairement que l'État démocratique à instaurer devait s'arroger la fonction nouvelle décisive de Commanditaire de la coopération générale, c'est-à-dire l'extension civile de l'ancien rôle des Finances publiques. Ce point de vue petit bourgeois vis-à-vis des désordres généraux engendrés par la société civilisée moderne, resta longtemps très puissant au sein même du mouvement ouvrier et socialiste. Ainsi, en 1870 encore, Vallès et Eugène Pottier ne voulaient pas dissocier Proudhon et Marx. Ceci se ressent dans le texte de l'Internationale.

• Le point de vue du libéralisme social, radical-démocratique, si l'on met de côté les conditions présentes de Nouvelle Barbarie dominante, qui donnent des contraintes particulières à la lutte pour instaurer le communisme civilisé, et si l'on s'en tient au fait que ce dernier régime est la suite révolutionnaire nécessaire de la société bourgeoise moderne, le point de vue petit-bourgeois en question n'est pas absolument à condamner. Il faut seulement bien considérer que la perspective du démocratisme correspond à un point où la "quantité" du développement civilisé doit inéluctablement se changer en "qualité". Ce n'est plus l'ordre civilisé, avec ses propres moyens, qui peut se muer en communisme ; ce ne sont pas des petits-bourgeois indépendants ou salariés s'arrêtant à la perspective de "tous citoyens actifs" et "tous propriétaires possédants", qui peuvent être les agents du communisme civilisé ; ce sont au contraire la masse des salariés authentiques, sans "métier", que doivent rejoindre pour se mettre à leur service les bourgeois authentiques (intellectuels et exploiteurs) dissidents. C'est donc par les deux

pôles de l'ancien ordre civilisé que le communisme doit s'instaurer, et non pas par l'action d'une classe intermédiaire petite-bourgeoise.

• Ceci dit, une fois l'ancien ordre civilisé renversé, les nouveaux maîtres ne peuvent se proposer d'édifier le communisme qu'en envisageant une période de transition qui a pour fonction de faire dépérir l'ancien ordre des choses et, de ce point de vue, c'est bien une politique "petite-bourgeoise" de "tous propriétaires et tous citoyens" qui doit être développée, jusqu'à l'extinction complète de la propriété et de la citoyenneté. C'est bien cette nécessité, durant la période de transition, d'une politique petite bourgeoise devant être conduite par de purs salariés aidés de purs bourgeois, qui rend fragile au départ l'ordre communiste et qui rend possible des restaurations passagères de l'ordre civilisé préhistorique.

———————

Notes, à propos du libéralisme social, politique et économique :

Politique :

John Wilkes

À partir de 1768, et durant la moitié d'une génération, le slogan "Wilkes et la Liberté" fut le plus populaire et agita toute l'Angleterre. C'est la révolution américaine qui suscite la naissance du Radicalisme anglais. Même abandonné par les riches, et une part du peuple entraîné par la fièvre nationaliste, Wilkes continue et intensifie le combat en faveur des insurgés américains. Il combat simultanément pour le peuple irlandais. Et il constitue un parti, avec son programme, qui anticipe le Chartisme : brefs parlements, exclusion des pensionnés, claire et égale représentation civique, il fonde le journal *The Northern Star*.

William Cobett

Après 1803, il passe aux Radicaux, Il fonde le journal *Political Register*. Et il crée la presse à 4 sous, pour les classes Populaires : le *Two penny tract*, qui a 100 000 souscripteurs en 1816. Condamné en 1804, en 1810, finalement le Parlement anglais fait passer en 1817 le bill des "Six Actes" pour briser sa plume et l'arrêter. Il doit fuir aux États-Unis. En 1831, il affrontera un 8ème procès en Angleterre.

Feargus O'Connor

C'est l'homme central du Chartisme, le premier mouvement national des salariés. Le droit du Timbre se trouvant réduit à un penny par journal en mars 1836, Feargus lance à Leeds, en novembre 1837, le journal *The Northern Star*, qui sera celui des chartistes.

Économie :

Mercier de la Rivière

En 1767, il publie "L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques", synthèse définitive et populaire de la Physiocratie. On y proclame qu'il y a une véritable Science humaine de la société, comme il y en a une de la nature, de la matière. Déjà, les Droits de l'Homme sont ici formulés : Liberté et Propriété. Contre le despotisme arbitraire, il est nécessaire d'instituer un régime politique de "despotisme légal". Le pouvoir nouveau est l'instrument indispensable pour élever la classe moyenne et les fermiers au rang de classe dominante. La classe des grands propriétaires fonciers doit être subjuguée. Les finances publiques doivent être alimentées par un impôt unique sur la propriété foncière, à laquelle doit être arrachée la rente absolue du sol. La propriété foncière ne se justifie que par la perception de la rente relative, c'est-à-dire si elle assume réellement la charge d'aménagement du sol qui le rend arable : défrichage, installations fixes, etc. Ceci acquis, des baux à long terme sont possibles, dans le cadre desquels les fermiers jouissent de la liberté entière en matière de clôturage des parcelles, choix des cultures, etc.

Saint-Simon

Il lance le journal *L'Organisateur*. Il préconise une exploitation économique organisée, sous direction d'un pouvoir politique d'essence intellectuelle. Il faut faire primer l'intérêt national sur l'intérêt familial, juguler la concurrence aveugle et sans but commun : "Il faut organiser la paix industrielle" (économique). Pour cela, terrasser l'aristocratie terrienne improductive et libérer pleinement les forces productives spirituelles et matérielles. L'ordre nouveau fera prévaloir, à terme, l'intérêt du genre humain sur celui de chaque État, abolira les guerres. L'organisation économique proprement dite est dirigée par les trois corps modernes civils des industriels, savants et banquiers. Les entrepreneurs sont essentiellement usufruitiers du capital national : d'ailleurs l'héritage familial est aboli. Seule la capacité active donne part à la richesse. La masse des employés salariés sera ainsi mise à l'abri de l'insécurité, par un salaire décent et régulier. L'instruction – commune, spéciale et supérieure – progressivement généralisée, mènera à terme les employés à l'acquisition des capacités de direction.

Louis Blanc

Il reprend en général la perspective du "despotisme légal" de Mercier de la Rivière et en particulier celle de "*L'Organisateur*" de Saint-Simon, donnant à son livre le titre "l'Organisation du Travail". Il ne s'agit plus simplement d'assurer la sécurité économique des employés, avec une promotion ultérieure grâce à l'instruction, mais de rendre immédiatement les salariés coopérateurs, détenteurs d'instruments de travail dans les "ateliers sociaux", commandités et officialisés par un pouvoir nouveau, démocratique.

———————

	Libéralisme SOCIAL	
	Politique	**Économie**
Radicalisme	1768 – John Wilkes 1816 – W. Cobett	1767 – Mercier de la Rivière 1821 – Saint-Simon
Démocratisme	1837 – Feargus O'Connor	1839 – Louis Blanc

129. **[LE MERCIER DE LA RIVIÈRE].** L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques. *A Londres, Chez Jean Nourse; & se trouve à Paris, Chez Desaint, 1767.* In-4 de 2 ff.n.ch. (dont un f. blanc) VII-511 pp., veau havane, dos orné à nerfs. *(Reliure de l'époque).* 20.000 F
Édition originale. Ined 2794 (pour l'édition in-12); Kress 6476. Le Mercier de La Rivière est le premier à présenter dogmatiquement la doctrine physiocratique. D'après Mirabeau, ce livre a été écrit sous l'inspiration directe de Quesnay. Cerne clair marginal sur quelques feuillets. Une coiffe adroitement restaurée, mais très bon exemplaire enrichi de quelques annotations du temps.

DE L'ORIGINE
ET DES PROGRÈS
D'UNE SCIENCE
NOUVELLE.

Croire tout découvert, eſt une erreur profonde :
C'eſt prendre l'horiſon pour les bornes du monde.
LE MIERE.

A LONDRES,
Et ſe trouve A PARIS,
Chez DESAINT, Libraire, rue du Foin.

M. DCC. LXVIII.

Dupont résume
Mercier de la Rivière
(1767) –

De l'Origine et des Progrès d'une Science nouvelle

Dupont résume Mercier de la Rivière – 1767

Croire tout découvert, est une erreur profonde :
C'est prendre l'horizon pour les bornes du monde.

Le Miere

L'autorité souveraine n'est pas instituée pour *faire des Loix* ; car les *Loix sont toutes faites* par la main de celui qui créa *les droits* et *les devoirs*.

Les *Loix sociales* établies par l'Être suprême, prescrivent uniquement la conservation du *droit de propriété*, et de la *liberté* qui en est inséparable.

Les Ordonnances des Souverains qu'on appelle Loix positives, ne doivent être que des actes déclaratoires de ces Loix essentielles de l'ordre social.

***

Ainsi ce qu'on appelle le pouvoir législatif, qui ne peut pas être celui de créer, mais qui est celui de *déclarer les Lois*, et d'en assurer l'observance, appartient exclusivement au Souverain ; parce que c'est au Souverain que la *Puissance exécutive* appartient exclusivement, par la nature de la souveraineté même.

Ces deux Puissances ne peuvent être séparées sans désordre : car le droit de commander deviendrait de nul usage, sans le pouvoir de se faire obéir.

Par la raison même que le Souverain a la puissance législative et la puissance exécutive, la fonction de juger les Citoyens est incompatible avec la Souveraineté.

Elle est incompatible avec la souveraineté : car la fonction de juger quelle doit être l'application de la loi à des cas particuliers, entraîne la recherche d'une infinité de faits particuliers, à laquelle le Souverain ne peut se livrer.

***

Il faut donc qu'il y ait des Magistrats établis pour faire l'application des Loix ; pour examiner les contestations qui s'élèvent entre les Particuliers, et même entre le Souverain, comme protecteur du Public, et les Particuliers accusés d'avoir violé l'ordre public ; et pour déclarer, après examen suffisant, qu'*un tel* est dans *tel cas*, *sur lequel la Loi a prononcé*.

Pour qu'il soit évident que des Magistrats ont apporté un *examen suffisant* dans les affaires soumises à leur jugement ; il faut qu'ils soient assujettis à des formes qui constatent cet examen.

Le droit de régler ces formes appartient au Souverain, comme une branche de la législation positive.

Quand il échappe donc une erreur aux Souverains dans leurs Ordonnances positives, ce ne peut être qu'involontairement ; et les Magistrats les servent utilement, fidèlement et religieusement, en leur faisant remarquer ces erreurs involontaires.

Pour être certain que les Magistrats sont éclairés, et suffisamment instruits des loix naturelles de l'ordre social ; il faut que l'on puisse juger de leur degré d'étude et de leur capacité à cet égard.

Pour que l'on puisse juger de la capacité des Magistrats ; il faut que la Nation elle-même soit très éclairée sur les droits et les devoirs réciproques des hommes réunis en société, et sur les loix physiques de la reproduction et de la distribution des richesses.

***

Il n'y a que les Monarques héréditaires dont tous les intérêts personnels et particuliers, présents et futurs, puissent être intimement, sensiblement, et manifestement liés avec celui de leurs Nations, par la co-propriété de tous les *produits nets* du territoire soumis à leur Empire.

Mais la Monarchie héréditaire présente la forme du Gouvernement le plus parfait ; quand elle est jointe à l'établissement de la co-propriété du public dans le *produit net* de tous les biens fonds, sous une telle proportion que le revenu du fisc soit le plus grand possible, sans que le sort des propriétaires fonciers cesse d'être le meilleur que l'on puisse avoir dans la société.

Il a un intérêt visible que cette instruction générale des *loix de l'ordre naturel*, lui forme des Magistrats sur les lumières et sur la vertu desquels il puisse compter, pour examiner et décider d'après ces *loix*, quelle doit être dans les cas particuliers l'application de son autorité Souveraine, afin de maintenir la propriété, sur le produit de laquelle est fondé son revenu.

Il a un intérêt visible que ces Magistrats habiles et studieux comparent les loix positives qu'il est obligé de promulguer avec les loix divines de l'ordre naturel ; afin de l'avertir, s'il lui échappait dans ces Ordonnances quelque erreur préjudiciable à ses revenus. Car les loix positives qui paraissent même les plus éloignées d'être des loix fiscales, ne sauraient jamais être indifférentes aux revenus d'un Monarque co-propriétaire.

Monarchie héréditaire, pour que tous les intérêts présents et futurs du dépositaire de l'autorité souveraine, soient intimement liés avec ceux de la société par le partage proportionnel du *produit net*.

***

TEL EST LE PRÉCIS de cette doctrine, qui, d'après la Nature de l'homme, expose les loix *nécessaires* d'un Gouvernement fait pour l'homme, et propre à l'homme de tous les climats et de tous les pays ; d'un Gouvernement qui subsiste depuis quatre mille ans à la Chine sous le tropique du Cancer, et que le génie d'une GRANDE IMPÉRATRICE va pour le bonheur de ses Sujets établir au milieu des glaces du Nord.

Ce n'est que dans ce Gouvernement simple et naturel, que les Souverains sont véritablement *despotes*[2] ; qu'ils peuvent tout ce qu'ils veulent pour leur bien, lequel se trouve inséparablement et manifestement attaché à celui des Nations qu'ils gouvernent.

Croirait-on cependant que malgré l'évidence des vérités Souveraines dont nous venons de tâcher de suivre le fil, et qui nous manifestent des loix de ce Gouvernement *physiocratique* ; il se trouve encore des hommes, il se trouve encore des écrivains, et même des écrivains qui prétendent avoir étudié ces vérités, et qui néanmoins s'acharnent à soutenir qu'il n'est pas vrai que Dieu ait établi un ordre naturel qui doive servir de règle à la société ; ou que s'il l'a fait, il n'est pas vrai que les hommes puissent acquérir la connaissance de cet ordre et s'y soumettre ; ou du moins que s'ils le pouvaient, il n'est pas vrai qu'aucun d'eux dût commencer le premier à prendre ce parti ? Non, sans doute, on ne le croirait pas, et la postérité qui ne verra point leurs écrits, sera surprise d'apprendre qu'*il en fût jusqu'à trois que je pourrais citer*. Il faut les plaindre, s'ils ont effectivement le malheur de douter que Dieu ait donné des loix à tous les Êtres ; ou si contraints par l'expérience d'avouer que nous pouvons nous procurer la connaissance certaine d'une infinité de loix naturelles qui ne nous importent guère ; ils pensent néanmoins que nous ne pouvons acquérir aucune connaissance de celles qui intéressent le plus notre existence et notre bonheur.

Dupont résume Mercier de la Rivière – 1767

---

[2] Le mot *despote* signifie, comme son étymologie l'indique, celui qui peut *disposer à son gré*. En l'appliquant, ainsi que l'ont fait quelques célèbres Modernes, à désigner les Souverains arbitraires, on ne s'est pas aperçu que le terme impliquait contradiction avec l'idée qu'on voulait lui faire exprimer ; puisque ces Souverains arbitraires que le vulgaire ignorant croit *despotes*, et qui peuvent être assez ignorans pour se le croire eux-mêmes, ne peuvent néanmoins *disposer* de rien ou de bien peu de choses. Ils sont les serviteurs de leurs serviteurs, les esclaves des opinions vacillantes de leurs peuples, les faibles jouets de leurs Soldats ; ils ne sauraient presque rien faire pour leur propre bien, ni pour celui des autres ; ils ne peuvent améliorer leur situation servile et périlleuse, qu'en renonçant à leur prétendu *despotisme*. Ils ne sont donc pas véritablement *despotes* ; leur en donner le titre, c'est donc manquer à la Métaphysique de la langue, c'est évidemment ne pas employer le mot propre. Cette faute pour être échappée à de très beaux génies, n'en est pas moins une faute. Aussi se trouve-t-on obligé de changer de langage, à présent que l'analyse sévère et la dissection scrupuleuse des idées font sentir la nécessité de s'exprimer plus exactement.

Défense du Travail contre les prétentions du Capital

Ou l'improductivité du capital prouvée
en référence aux coalitions actuelles des journaliers

Thomas Hodgskin – 1825

À présent, dans tout le pays, il y a un grave conflit entre le capital et le travail. Dans presque tous les métiers, les compagnons se sont associés pour obtenir des salaires supérieurs, et leurs employeurs ont fait appel au législatif afin d'être protégés.

Je pense que les travailleurs ont le très grand malheur d'être entourés de nations où la situation politique est pire que la nôtre, et où pour certaines d'entre elles le travail est encore plus mal payé qu'ici. Les travailleurs ont le malheur encore plus grand de descendre de serfs et d'esclaves. L'esclavage à titre personnel ou l'état de vilain existaient autrefois en Angleterre et tous les travailleurs vivants souffrent encore de la servitude de leurs ancêtres. D'où il suit que jamais nos revendications n'ont été soumises à l'épreuve des principes de la justice. Le législateur et le capitaliste ne cessent de comparer nos salaires à ceux des autres travailleurs. Et, sans faire allusion à ce que nous produisons – ce qui semble être l'unique critère selon lequel on devrait nous payer –, on nous condamne immédiatement comme insolents et ingrats si nous demandons plus que ce dont jouissait autrefois l'esclave ou ce dont jouit actuellement le famélique d'autres pays.

Grâce à l'augmentation de notre habileté et de nos connaissances, le travail est actuellement probablement dix fois plus productif qu'il y a deux cents ans ; et, en vérité, il nous faut nous contenter des mêmes rétributions que recevait alors l'esclave. C'est au capitaliste et au propriétaire foncier que reviennent tous les avantages de notre perfectionnement. Lorsque, alors qu'on nous refuse toute part au produit que nous avons accru, nous nous associons pour l'obtenir, on nous menace de sanctions sommaires. On fulmine de nouvelles lois contre nous, et si on les trouve insuffisantes on nous menace de lois encore plus sévères.

L'association n'est pas un crime en elle-même ; au contraire, c'est le principe de cohésion des sociétés. Lorsque le gouvernement suppose que son existence est menacée ou que le pays est en danger, il nous appelle tous à nous associer aux fins de protection. Il dit pourtant par l'intermédiaire de M. Huskisson que les associations d'ouvriers doivent être abattues. C'est souvent qu'il a contracté des alliances avec d'autres gouvernements, ou qu'il s'est associé pour mener une guerre et verser le sang ; c'est souvent qu'il a appelé la nation tout entière à s'associer lorsqu'il s'agissait de piller et de massacrer les sujets innocents de quelque État voisin ; c'est souvent qu'on a amassé sur de telles associations toutes les épithètes du vocabulaire de la gloire. Au regard du gouvernement, aucune

association ne semble injuste ou nuisible si ce n'est la nôtre, constituée en vue d'obtenir une rétribution convenable pour notre travail.

Tout ce qu'on nous a contraints d'endurer, tout ce qu'on nous a fait souffrir, a été fait pour le profit du capital. "La terreur chassera le capital du pays", dit M. Huskisson, "et, si on ne les arrête pas à temps, les ouvriers dévoyés iront à la ruine et nous ruineront". "Il faut protéger le capital", dit le marquis de Lansdowne. "Si les actions ne sont pas libres, si elles sont contrôlées par les corporations ouvrières, il quittera ce pays pour quelque autre plus favorisé". À en croire ces hommes politiques, c'est le capital qui a fait progresser l'Angleterre, c'est l'absence de capital qui est la cause de la pauvreté et des souffrances de l'Irlande. Sous l'influence de telles idées, aucune loi pour la protection du capital n'est jugée trop sévère ; peu de gens sinon personne, à l'exception des travailleurs, trouvent déplacée ou injuste cette manière si à la mode de mépriser leurs revendications et de se gausser de leur détresse.

En fait, le corps législatif, le grand public et particulièrement nos employeurs statuent sur nos revendications en se contentant de se référer à la condition antérieure du travailleur, ou à sa condition dans d'autres pays. Il faut être satisfait nous dit-on, puisque notre situation n'est pas tout à fait aussi mauvaise que celle de ces loqueteux de paysans irlandais qui souffrent sous un système encore plus cruel que celui qui nous afflige. C'est par eux aussi que nous sommes destinés à souffrir ; car on les importe ici en masse et ils font baisser le salaire de notre travail. C'est pourquoi nous ne pouvons avoir aucun espoir de convaincre le public de nos peines et qui bafouent la pauvreté de toute autre société, que ce soit dans le passé ou de nos jours.

C'est une certaine quantité de travail qui fabrique une route, et on l'appelle alors *capital fixe* ; pourtant, les réparations qui sont constamment nécessaires constituent une fabrication permanente, et l'on appelle *capital circulant* les frais qu'elles font encourir. Mais, pas plus le capital circulant que le capital fixe ne rapportent un profit aux constructeurs de route s'il n'y a personne pour emprunter la route ou pour les faire travailler à nouveau.

Je ne comprends pas pourquoi tous ces bénéfices iraient à la route elle-même, et seraient appropriés sous le nom de profit de leur capital par un groupe de gens qui ne l'ont pas construite et ne l'utilisent pas. On est presque tenté de croire que capital est une sorte de nom cabalistique, comme Église ou État, ou n'importe quel autre de ces termes généraux inventés par ceux qui dépouillent le reste de l'humanité pour cacher la main qui la tond. C'est une sorte d'idole devant laquelle les hommes sont appelés à se prosterner, tandis que, derrière l'autel, profanant le dieu qu'il feint de servir, raillant ces doux sentiments de dévotion et de reconnaissance, ou ces terribles émotions que sont la peur et le ressentiment, l'un ou l'autre paraissant être le lot commun de la totalité de la race humaine, selon que les hommes sont éclairés et sages ou ignorants et avilis, le prêtre rusé tend la main pour recevoir et faire siennes les offrandes qu'il exige au nom de la religion.

On s'est demandé ce que pourrait faire un charpentier sans hache ni scie. Je renverse la question et demande ce que pourraient faire sans le charpentier la hachette et la scie. Rouiller et se détériorer, voilà certainement la réponse.

Le cordonnier, qui peut percer le cuir de ses alênes avec une dextérité et une précision remarquables, ne peut faire aucun usage des outils d'un horloger ; et le constructeur le plus adroit et le plus habile de lames de rabots, de scies et de ciseaux à bois éprouverait quelque difficultés à construire, en les employant, aucun des meubles que l'ébéniste façonne avec tant de diligence et avec tant de beauté dans l'effet.

———————

En perdant de vue l'HOMME lui-même afin de justifier l'ordre social existant, fondé sur la propriété ou les possessions, ainsi que l'oppression actuelle du travailleur, qui malheureusement fait partie de ces possessions, on a attribué tous ces glorieux effets au capital fixe et circulant, avec une perversion dans la pensée plus extraordinaire peut-être que celle qu'on peut déceler dans tout autre domaine de la connaissance. On a négligé le talent et l'habileté du travailleur, et on a diffamé ce dernier, alors qu'on honorait le travail de ses mains.

Dans toutes les erreurs que l'on embrasse généralement, il y a un fond acceptable de vérité. Le voici dans le cas présent. Il y eut une époque dans la société où LE CAPITAL ET LES CAPITALISTES lui furent d'une utilité essentielle. Quand les villes furent créées en Europe, quand des manufactures furent établies dans ces villes, elles devinrent le refuge de la paysannerie asservie et opprimée qui pouvait échapper à ses féodaux tyranniques. Les capitalistes et les manufacturiers qui les habitaient étaient aussi des travailleurs qualifiés, et ils donnaient effectivement emploi et protection à la paysannerie. Ils leurs apprenaient des métiers utiles, de là vient qu'on leur prête le titre de bienfaiteurs, tant des pauvres que de l'État. Ils étaient infiniment meilleurs que les barons féodaux auxquels on les comparait et ils conservent actuellement ce caractère qu'ils ont acquis alors. La vénération des hommes pour le CAPITAL et les CAPITALISTES est fondée sur une sorte de superstition qui provient de leur utilité à une époque antérieure. Mais il y a longtemps qu'ils ont réduit l'ancien tyran du sol à une relative insignifiance, tout en héritant de son pouvoir sur l'ensemble des classes laborieuses. C'est pourquoi il est temps à présent d'amonceler les reproches si longtemps adressés à l'aristocratie féodale sur la tête du capital et des capitalistes, ou sur cette aristocratie encore plus tyrannique fondée sur l'argent et nourrie par le profit.

… Du moins telles sont les doctrines de l'économie politique ; et les capitalistes peuvent bien trouver du charme à une science qui justifie leurs prétentions et les propose à notre admiration comme ceux par qui il sera possible de civiliser et de faire progresser le monde. Pour montrer au travailleur quel est l'effet sur sa pauvreté ou son opulence du fait qu'il paie si cher les prétendus pouvoirs productifs de la nourriture, des vêtements et des instruments, il me faut observer que tous les économistes s'accordent pour affirmer que, dans la société, toutes les épargnes sont habituellement faites par les capitalistes. Le travailleur ne peut pas épargner ; le propriétaire foncier n'est pas disposé à épargner ; toute épargne, quelle qu'elle soit, est réalisée sur les profits et devient la propriété des capitalistes.

Thomas Hodgskin – 1825

———————

Louis Blanc
1811-1882

Louis Blanc est né à Madrid, où son père travaillait aux Finances du roi Joseph Bonaparte (roi d'Espagne de 1808 à 1813). Ses parents ruinés par la Restauration, il eut une jeunesse pauvre.

En janvier 1839, Louis Blanc fonde la revue "Le Progrès". Il mène campagne contre le projet de concession des premières grandes lignes de chemin de fer à des compagnies privées. Ce projet parasitaire donnera lieu à la Loi de 1842.

Il entre à la rédaction du journal *La Réforme*, créé par Ledru-Rollin en 1843. C'est l'organe de la "gauche extrême", "jacobine", qui préconise la révolution "démocratique", c'est-à-dire la généralisation de la citoyenneté active. Le journal sera suspendu le 16 Juin 1848 par la "terreur tricolore" qui se déchaîne alors.

Louis Blanc a été acclamé au Gouvernement provisoire né des barricades le 24 Février 1848. Il y a réclamé, seul et en vain, l'adoption officielle du drapeau rouge. Il fonde peu après la "Société centrale" des ouvriers, pour participer aux élections d'avril 1848.

Les "ateliers nationaux" de 1848 seront une caricature du plan de L. Blanc de 1839. Ils furent fermés en Juin par Marie et Falloux, ennemis haineux de l'auteur.

L. Blanc doit se réfugier à Londres après Juin 48. Il est condamné par contumace en mars 1849. Il reste à Londres jusqu'à la chute de l'Empire de Napoléon III, en septembre 1870.

Il est élu député en février 1871. Il a refusé en janvier de se rendre à Paris et reste à Versailles après l'insurrection du 18 Mars. Il y recherche en vain une conciliation entre Thiers et les Communards, dans la guerre civile qui se déroule sous l'occupation des Prussiens.

C'est en 1839, n'ayant que 28 ans donc, que Louis Blanc publie "l'Organisation du Travail". Le livre eut un succès extraordinaire : 10 éditions jusqu'en 1848. C'est le livre "socialiste" le plus lu des ouvriers. Louis Blanc reste pour longtemps le porte-drapeau de la classe salariée ; on l'évoque encore spontanément dans les Clubs sous la Commune, alors même que son auteur reste impuissant à Versailles.

Le livre paraît en plein dans la première crise industrielle mondiale de 1838-1842. Cette crise donne lieu, en particulier, au premier mouvement national des salariés, celui des "Chartists" anglais (1840).

Le livre de Louis Blanc fut saisi passagèrement, sur ordre du procureur de la République.

En même temps qu'il se montre l'héritier de la tradition Montagnarde du "droit au travail" (Constitution de 1793), Louis Blanc apparaît comme héritier de Saint-Simon, qui se proposait d'"organiser la paix industrielle". Il a pour collaborateur Constantin Pecqueur, et pour confrère Pierre Leroux, tous déistes.

Le plan de Louis Blanc, si on s'en rapporte aux conditions de 1839, se distingue par son caractère audacieux en même temps que raisonnable ; c'est ce qui fit qu'il eut le plus profond et durable écho dans le salariat et les milieux authentiquement libéraux. Il ne dissocie pas la réforme politique (du Gouvernement) et la réforme civile (de l'Entreprise), en posant nettement la première comme le moyen nécessaire en même temps que subordonnée de la seconde. À l'époque, le jacobinisme purement "politique" vient d'échouer définitivement, avec le coup de main manqué de Blanqui en mai 1839. Inversement, l'utopisme purement "civil" s'enferme alors dans des expériences de colonies "exemplaires" de communisme "parfait", inspirées par Considérant et Enfantin. Au contraire, le radicalisme complet de Louis Blanc, qui s'adresse du même coup au grand public, échappe à ces deux écueils.

Le vrai défaut de Louis Blanc ne réside pas dans son plan de 1839. Il est qu'en 1848, dans une situation insurrectionnelle où se trouve soulevé de manière aiguë le dilemme entre néo-communisme et néo-barbarie, l'auteur se laisse enfermer dans une participation gouvernementale qui n'est pas à la hauteur de la situation et s'avérera désastreuse. C'est ce manque d'énergie à ce moment critique, ce défaut d'audace tactique, qui fera dire à Marx que Louis Blanc reproduisit en 1848 sur le modèle de la "comédie" ce que Robespierre avait représenté en 1793 sur le modèle de la "tragédie".

On comprend que Louis Blanc fut l'objet de la malveillance de ses contemporains. Lamartine se livre à une dénonciation hystérique du programme de Louis Blanc, prétendant qu'il "supprime tout libre arbitre des citoyens" et les "dépossède au profit de l'État". Proudhon, de son côté, l'accuse perfidement d'avoir plus que d'autres popularisé l'idée de "dictature", et favorisé le coup d'État du 2 Décembre 1851 !

Ce qui est proprement lamentable, c'est l'attitude ultérieure des socialistes, puis des communistes, dans le nouveau contexte néo-barbare d'après 1850. Tour à tour, ils malmènent Louis Blanc de deux façons opposées : d'abord, ils le dénoncent, à la manière vulgaire des anarchistes, comme un apôtre de la "collaboration de classe", qui prêche le "passage pacifique" au socialisme ; ensuite, ils le vantent, à la manière des gérants loyaux du capitalisme parasitaire, comme le prétendu initiateur du capitalisme d'État sous le régime de la démocratie dictatoriale, par les "nationalisations" technocratiques ! C'est ainsi que depuis 150 ans, l'extrême gauche sectaire et la gauche prostituée utilisent L. Blanc pour masquer leur nullité politique.

Pour apprécier correctement le plan d'"Organisation du Travail" de L. Blanc, il faut le situer concrètement dans les conditions de 1840. Alors, l'ordre civilisé accompli se trouve amené à se poser la question de sa succession : sera-ce le néo-communisme émancipateur, ou bien un ordre néo-barbare suicidaire ? Rien n'est joué à ce moment. L. Blanc comprend très bien le dilemme, et il affirme clairement que le seul avenir digne de l'évolution civilisée arrivée à son terme, réside dans la direction du communisme libre. Alfred Sudre, dans sa "réfutation du communisme", en nov. 1848, ne s'y trompe pas. Il s'acharne contre L. Blanc, qu'il accuse de mener une "attaque déloyale contre l'ordre social", de préconiser le "communisme revêtu de formes trompeuses". Ensuite, l'auteur

dénonce L. Blanc comme un "fauteur de doctrines anarchiques", qui aurait copié son programme chez Babeuf !

Il s'avère que, par-delà l'ordre néo-barbare aujourd'hui dominant, qu'il nous faut impérativement détruire, notre tâche fondamentale reste bien, comme le voulait L. Blanc, de faire triompher le communisme libre, ce qui ne peut s'envisager qu'en s'appuyant sur l'héritage civilisé que nous avons simultanément la charge de sauver. C'est en cela que L. Blanc nous paraît très actuel.

Sur le plan spirituel, L. Blanc se montre pénétré de l'esprit des "Lumières" modernes, fervent de la "religion naturelle", du rationalisme déiste. Il dit : "L'œuvre de Dieu est bonne, elle est sainte" ; nos maux "accusent les vices des institutions sociales".

Sur le plan politique, il affirme la nécessité primordiale d'un nouvel État démocratique, c'est-à-dire l'établissement de la citoyenneté active universelle, le suffrage et l'éligibilité étendus à la masse populaire des manuels et des exploités. Rien à voir avec notre "suffrage universel" menteur actuel, qui impose la citoyenneté passive à tous ! Alors, la démocratie signifiait explicitement que la citoyenneté généralisée entraînait la généralisation des attributs libéraux qui lui étaient attachés : armement des citoyens, justice rendue par des jurys, assemblées populaires permanentes.

Précisément, c'est la fonction nouvelle du pouvoir politique démocratique de se faire le simple moyen de la révolution économique. Il s'agit d'"instituer le pouvoir (comme) banquier des pauvres", et "le gouvernement sera considéré comme le régulateur suprême de la production". Il n'est nullement question d'une perspective bureaucratique de socialisme d'État, et encore moins d'une démarche technocratique et parasitaire en faveur du capitalisme d'État ! L'État démocratique est seulement l'instrument indispensable de l'établissement d'un régime économique de Coopération systématique. Ce nouveau régime qui brise l'exploitation de l'homme par l'homme, doit se constituer par le "libre concours et l'association fraternelle de chacun", c'est-à-dire être pénétré de la liberté civilisée forgée sur la base de la propriété privée.

La coopérative de production, privée de l'appui d'un pouvoir politique démocratique, est vouée, soit à engendrer un nouveau secteur purement capitaliste, décoré du beau nom de "secteur associatif", soit à végéter de façon folklorique, dans des domaines marginaux, où elle ne fait que retarder la ruine des petits producteurs. L. Blanc, au contraire, préconise la coopération de production avant tout pour la grande industrie, là où on ne peut se masquer qu'elle réclame la Commandite publique et le Contrôle public. Mais, d'un autre côté, il est tout autant nécessaire que le pouvoir démocratique limite son rôle à celui d'un simple commanditaire puissant qui, simultanément, garantit la personnalité morale des unités économiques régies par le principe du travail associé. Remplir ces deux fonctions, seul le peut le pouvoir démocratique, que sa nature même investit d'une "grande force" dans ce but précis. L'État démocratique, revêtu par essence d'une mission initiatrice de l'association économique, annonce du même coup son effacement politique progressif inéluctable, son absorption finale par la société civile.

Sur le plan économique, le programme de L. Blanc est absolument net. "La concurrence est un système d'extermination", aussi bien des capitalistes en tant qu'employeurs responsables, que des salariés. Il n'est d'autre issue progressive que d'entreprendre l'œuvre de dissolution ou dépérissement de ce régime de "liberté

illimitée", aveugle et destructrice. La direction à prendre est suggérée par les conditions modernes elles-mêmes : "faire passer l'industrie du régime de la Concurrence au régime de l'Association". L'essence de cette révolution économique consiste à "généraliser la possession des instruments de travail".

Le plan de L. Blanc étonne aujourd'hui par son caractère réaliste, résolument pratique.

L'objectif premier est d'instaurer des "ateliers sociaux" concentrés dans les branches-clefs de l'économie. Ces coopératives sont immédiatement rattachées entre elles, comme des succursales d'une maison-mère. À partir de là peut s'envisager la constitution du grand atelier national unique final.

L'État démocratique lève un grand emprunt pour mettre sur pied cette première tranche d'ateliers sociaux, leur fournissant ainsi les capitaux indispensables, qu'ils pourront faire valoir sans être grevés d'aucune charge d'intérêts.

Les Statuts des ateliers sociaux sont enregistrés par l'autorité politique démocratique, qui leur donne force de loi. La direction des ateliers est aussi désignée par le gouvernement populaire dans un premier temps. Ensuite, les coopératives fédérées recruteront leurs administrateurs par l'élection, ces élus du travail restant placés sous la simple surveillance de l'État.

Sont accueillis dans le secteur coopératif initial des anciens salariés qui peuvent apporter des garanties de capacité professionnelle et de moralité. Dans chaque atelier coopératif, d'ailleurs, figurera une pancarte qui porte l'inscription : "le paresseux est un voleur".

Les bénéfices des ateliers sociaux se répartissent en trois postes :

- Les Dividendes distribués aux ex-salariés, selon leur fonction, soustraction faite des intérêts des capitaux qui pourraient avoir été placés dans la coopération par des particuliers. Ces derniers ne pourront en effet prétendre qu'à des intérêts, sauf à se faire sociétaires actifs en même temps.

- Le poste Assurance sociale générale : d'une part un fonds de protection qui couvre la maladie/vieillesse ; d'autre part un fonds de provision pour faire face solidairement aux mutations nécessaires ou aux perturbations ressenties par les différentes unités de travail ou branches du secteur coopératif.

- Le poste Accumulation, organisé de façon préméditée, aux fins d'extension du secteur de l'économie associée.

Finalement, le programme d'Organisation du Travail exprime la conscience très nette qu'un tournant économique et politique stratégique est opéré dans le sens du communisme civilisé. L'auteur dit lui-même : "Une révolution sociale doit être tentée". Il précise que l'agriculture elle-même sera inévitablement incorporée dans le nouveau système, de façon originale, compte tenu du problème foncier qu'elle pose. Ainsi, nous dit-on : "un jour viendra où il n'y aura plus de classe inférieure et mineure ; ce jour-là, il n'y aura plus besoin d'autorité tutélaire".

Freddy Malot – mai 1995

L'Organisation du Travail

Louis Blanc – 1839

Quand les ouvriers de Lyon se sont levés, disant : "qu'on nous donne de quoi vivre ou qu'on nous tue", on s'est trouvé fort embarrassé par cette demande ; et comme les faire vivre paraissait trop difficile, on les a égorgés. L'ordre s'est trouvé rétabli de la sorte, en attendant ! Or il s'agit de savoir si on est d'avis de tenter souvent d'aussi sanglantes expériences. Que si l'on juge de tels essais périlleux, qu'on se hâte ! car tout retard cache une tempête.

La concurrence est pour le peuple un système d'extermination

Le pauvre est-il un membre ou un ennemi de la société ? Qu'on réponde.

Peut-il cueillir les fruits que la main de Dieu a fait mûrir sur le passage des hommes ? Non, parce que, de même que le sol, les fruits ont été *appropriés*.

Arrivée là, une société n'a plus qu'à choisir entre tuer les pauvres ou les nourrir gratuitement, atrocité ou folie.

La conséquence de ceci est très simple. Assurez du travail au pauvre : vous aurez encore peu fait pour la justice, et il y aura loin de là au règne de la fraternité ; mais, du moins, la révolte n'aura pas été rendue nécessaire, et la haine n'aura pas été sanctifiée. Y a-t-on bien songé ? Lorsqu'un homme qui demande à vivre en servant la société en est fatalement réduit à l'attaquer sous peine de mourir, il se trouve, dans son apparente agression, en état de légitime défense, et la société qui le frappe ne juge pas : elle assassine.

La question est donc celle-ci : La concurrence est-elle un moyen d'assurer du travail au pauvre ? Mais poser la question de la sorte, c'est la résoudre.

Nécessité d'une double réforme

Il est aujourd'hui beaucoup de penseurs audacieux qui ne songent qu'à l'organisation du travail. Oui, sans doute, une société renouvelée appellerait un pouvoir nouveau ; mais l'existence du pouvoir est-elle si indépendante de celle de la société, que, sans toucher à celui-là, on puisse métamorphoser celle-ci ? Quand vous aurez trouvé le moyen d'inaugurer le principe d'association et d'organiser le travail suivant les règles de la raison, de la justice et de l'humanité, comment espérez-vous arriver à la réalisation de vos doctrines ? Le pouvoir, c'est la force organisée. Le pouvoir s'appuie sur des intérêts aveugles, mais entêtés dans leur aveuglement, sur des passions ennemies de tout ce qui est nouveau. Le pouvoir a des chambres qui vous menaceront de leurs lois, des tribunaux qui vous atteindront dans leurs arrêts, des soldats qui vous frapperont de leurs

baïonnettes. Emparez-vous donc du pouvoir si vous ne voulez pas qu'il vous accable. Prenez-le pour instrument, sous peine de le rencontrer comme obstacle.

Mais faut-il conclure de là que la discussion des questions sociales est oiseuse, dangereuse même, et qu'il faut commencer par conquérir le pouvoir, sauf à voir ensuite ce qu'on en fera ? Autant vaudrait dire : Commençons par nous mettre en route : nous verrons ensuite où nous devons aller.

De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail

Le gouvernement serait considéré comme régulateur de la production, et investi, pour accomplir sa tâche, d'une grande force.

Cette tâche consisterait à se servir de l'arme même de la concurrence, pour faire disparaître la concurrence.

Le gouvernement lèverait un emprunt, dont le produit serait affecté à la création *d'ateliers sociaux* dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale.

Cette création exigeant une mise de fonds considérable, le nombre des ateliers originaires serait rigoureusement circonscrit ; mais en vertu de leur organisation même, comme on le verra plus bas, ils seraient doués d'une force d'expansion immense.

Les capitalistes seraient appelés dans l'association et toucheraient l'intérêt du capital par eux versé, lequel intérêt leur serait garanti sur le budget ; mais ils ne participeraient aux bénéfices, qu'en qualité de travailleurs.

Dans chacune de ces associations, formées pour les industries qui peuvent s'exercer en grand, pourraient être admis ceux qui appartiennent à des professions que leur nature même force à s'éparpiller et à se localiser. Si bien que chaque atelier social pourrait se composer de professions diverses, groupées autour d'une grande industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois, et participant aux mêmes avantages.

Le Gouvernement étant considéré comme le fondateur unique des *ateliers sociaux*, ce serait lui qui rédigerait les statuts. Cette rédaction, délibérée et votée par la représentation nationale, aurait forme et puissance de loi.

Pour la première année devant suivre l'établissement des ateliers sociaux, le gouvernement règlerait la hiérarchie des fonctions. Après la première année, il n'en serait plus de même. Les travailleurs ayant eu le temps de s'apprécier l'un l'autre, et tous étant également intéressés, ainsi qu'on va le voir, au succès de l'association, la hiérarchie sortirait du principe électif.

Seraient appelés à travailler dans les *ateliers sociaux*, jusqu'à concurrence du capital primitivement rassemblé pour l'achat des instruments de travail, tous les ouvriers qui offriraient des garanties de moralité.

Comme l'éducation fausse et antisociale donnée à la génération actuelle ne permet pas de chercher ailleurs que dans un surcroît de rétribution un motif d'émulation et d'encouragement, la différence des salaires serait graduée sur la hiérarchie des fonctions, une éducation toute nouvelle devant sur ce point changer les idées et les mœurs. Il va sans dire que le salaire devrait, dans tous les cas, suffire largement à l'existence du travailleur.

Chaque membre de l'atelier social aurait droit de disposer de son salaire à sa convenance ; mais l'évidente économie et l'incontestable excellence de la vie en commun ne tarderaient pas à faire naître de l'association des travaux la volontaire association des besoins et des plaisirs.

On ferait tous les ans le compte du bénéfice net, dont il serait fait trois parts : l'une serait répartie par portions égales entre les membres de l'association ; l'autre serait destinée : 1- à l'entretien des vieillards, des malades, des infirmes ; 2- à l'allégement des crises qui pèseraient sur d'autres industries, toutes les industries se devant aide et secours ; la troisième enfin serait consacrée à fournir des instruments de travail à ceux qui voudraient faire partie de l'association, de telle sorte qu'elle pût s'étendre indéfiniment.

Résumons-nous. Une révolution sociale doit être tentée :

1- Parce que l'ordre social actuel est trop rempli d'iniquités, de misères, de turpitudes, pour pouvoir subsister longtemps ;

2- Parce qu'il n'est personne qui n'ait intérêt, quels que soient sa position, son rang, sa fortune, à l'inauguration d'un nouvel ordre social ;

3- Enfin, parce que cette révolution, si nécessaire, il est possible, facile même, de l'accomplir pacifiquement.

Dans le monde nouveau où elle nous ferait entrer, il y aurait peut-être encore quelque chose à faire pour la réalisation complète du principe de fraternité. Mais tout, du moins, serait préparé pour cette réalisation, qui serait l'œuvre de l'enseignement. L'humanité a été trop éloignée de son but pour qu'il nous soit donné d'atteindre ce but en un jour. La civilisation corruptrice dont nous subissons encore le joug a troublé tous les esprits et empoisonné les sources de l'intelligence humaine. L'iniquité est devenue justice ; le mensonge est devenu vérité ; et les hommes se sont entredéchirés au sein des ténèbres.

Beaucoup d'idées fausses sont à détruire ; elles disparaîtront, gardons-nous d'en douter. Ainsi, par exemple, le jour viendra où il sera reconnu que celui-là doit plus à ses semblables qui a reçu de Dieu plus de force ou plus d'intelligence. Alors il appartiendra au génie, et cela est digne de lui, de constater son légitime empire non par l'importance du tribut qu'il lèvera sur la société, mais par la grandeur des services qu'il lui rendra. Car ce n'est pas à l'inégalité des droits que l'inégalité des aptitudes doit aboutir, c'est à l'inégalité des devoirs.

Louis Blanc – 1839

———————

Annexes

La République démocratique

Le Fermier :

Je vous ai rassemblés ici pour vous demander à quelle sauce vous voulez qu'on vous mange.

Un coq :

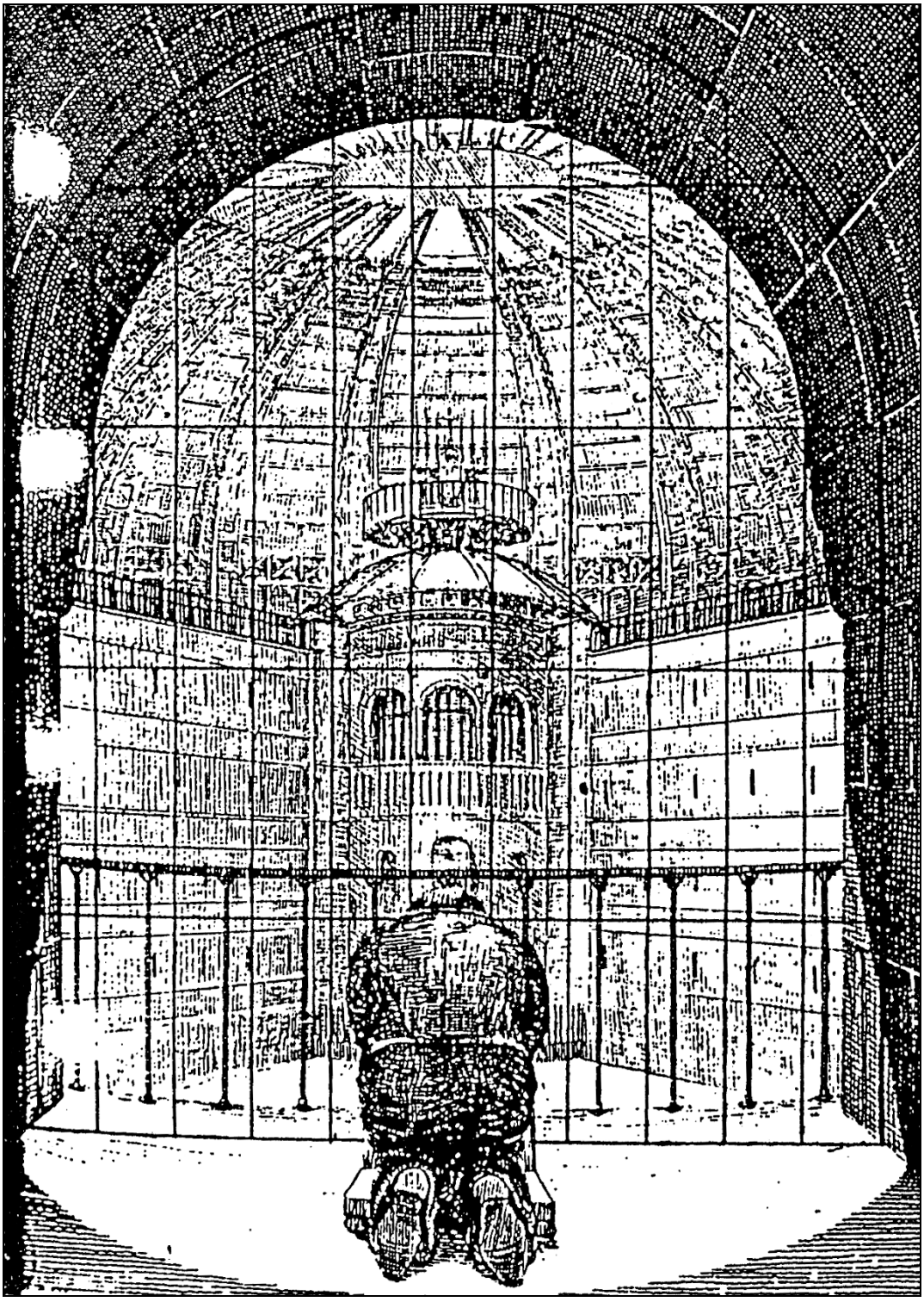
Mais nous ne voulons pas qu'on nous mange.

Le Fermier :

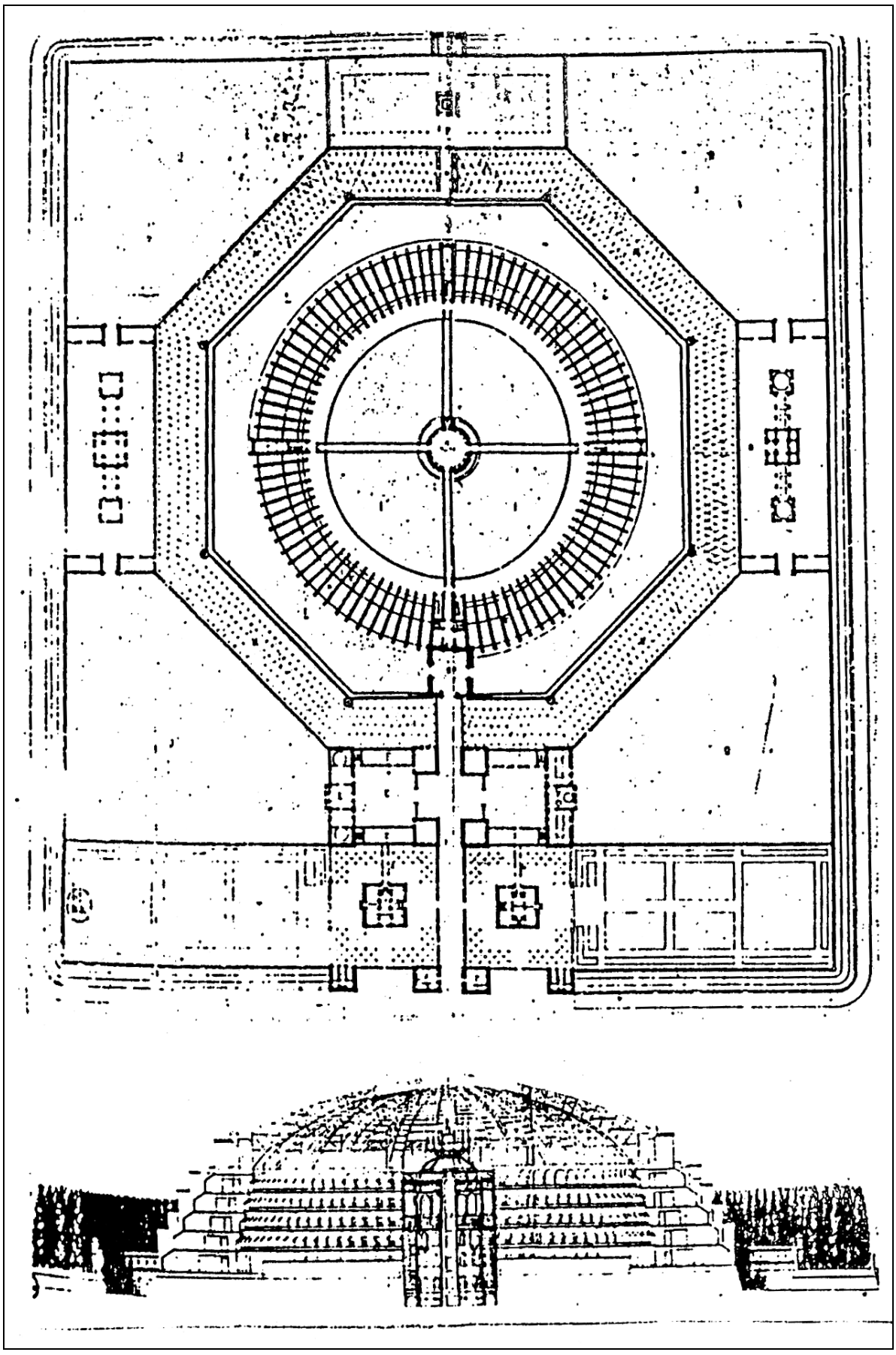
Vous vous écartez de la question…

———————

Prison cellulaire

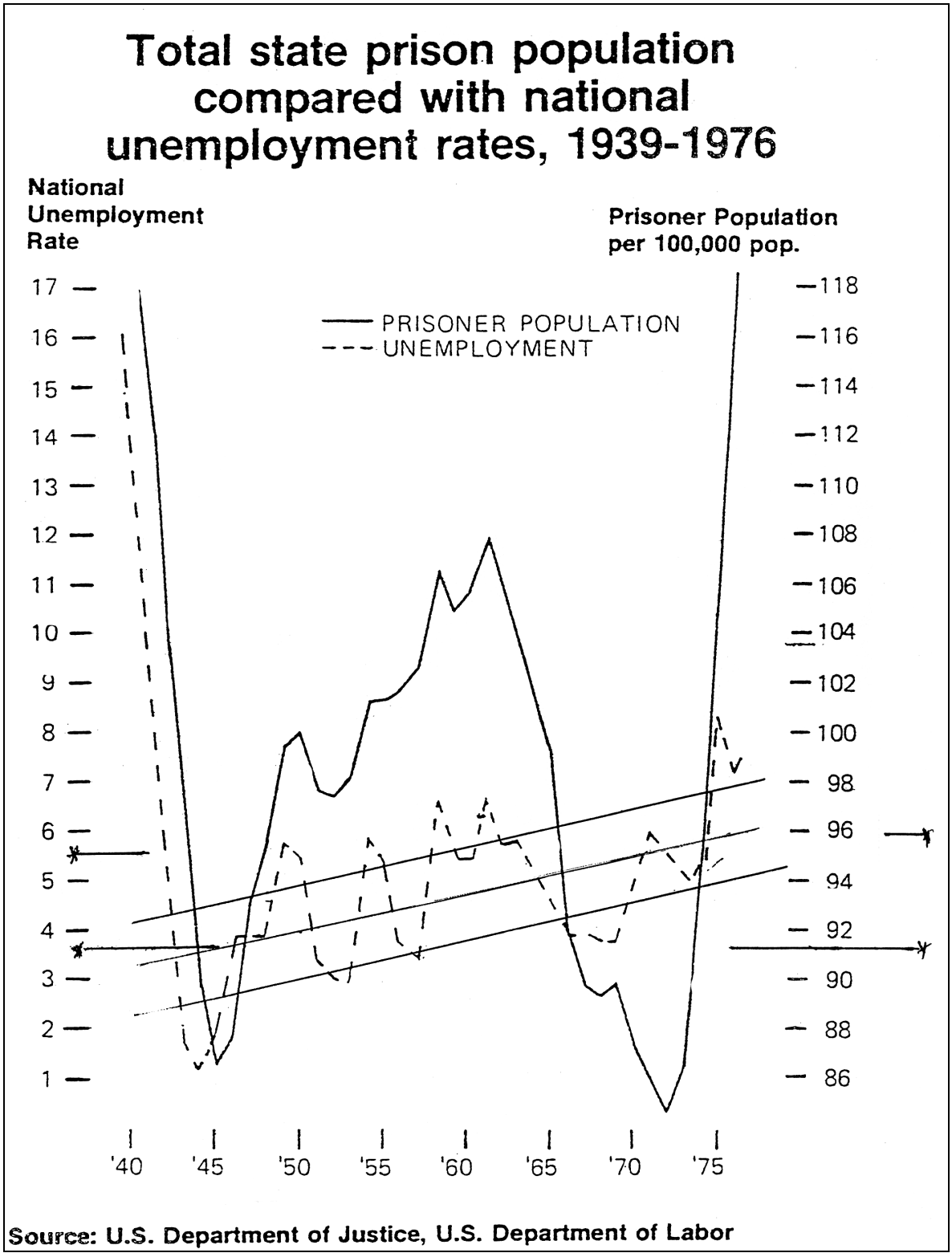


N. Harou-Romain. Projet de pénitencier, 1840.
un détenu, dans sa cellule, fait sa prière
devant la tour centrale de surveillance.



N. Harou-Romain. Projet de pénitencier, 1840.

USA, rapport Prison/Chômage

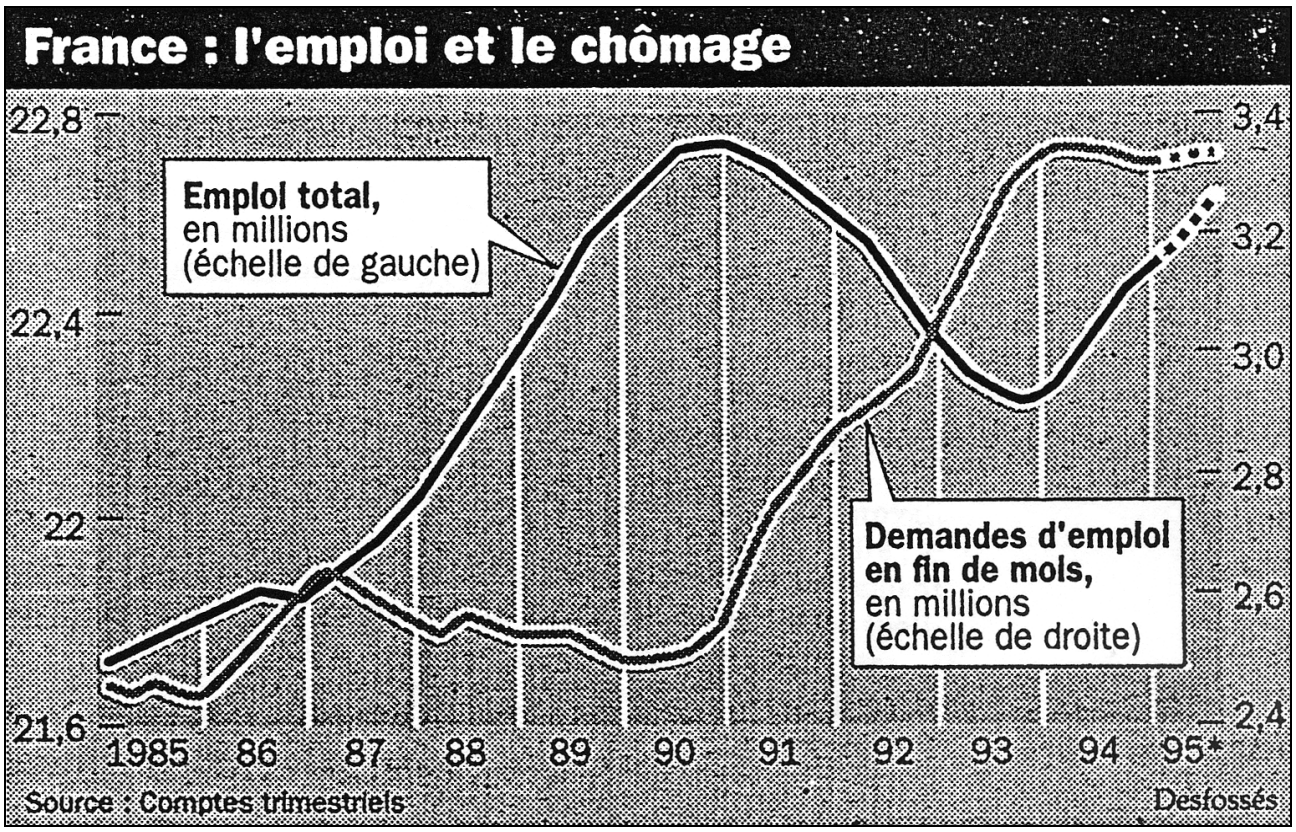


Les Trente Glorieuses… Tant qu'on n'a pas :
5 % de chômeurs et 1 ‰ en prison… pas normal ! (F. M.)

Chômage en France

200 000 chômeurs en moins en 1995 :

les experts sceptiques



Estimation. Selon les calculs réalisés pour le Centre d'observation économique (C.O.E.), le taux de chômage ne tomberait pas en dessous de 12,4 % fin 1995, contre 12,6 % fin 1994.

1/02/95

P.J. Proudhon : Napoléon III

Manuscrits inédits

publiés en 1900 par Clément Rochel

"La Révolution de Février [1848] avait eu un profond contre-coup dans les Iles Britanniques, ainsi que dans toute l'Europe. Les Chartistes, ses représentants de l'idée révolutionnaire en Angleterre, organisèrent à Londres plusieurs manifestations imposantes et causèrent de vives inquiétudes au Gouvernement anglais.

Ce dernier, pour conjurer les dangers dont il se croyait menacé, eut alors recours à un homme extraordinaire ; il invita les habitants de Londres, opposés au mouvement libéral, à donner main-forte aux hommes de police (policemen), à se faire inscrire et à prêter serment dans les paroisses en qualité de *constables* (officiers anglais de police). Un grand nombre de défenseurs de l'aristocratie anglaise, de la royauté et de la féodalité capitaliste, industrielle et mercantile répondirent à cet appel.

Mais ce qui paraîtra plus qu'extraordinaire, c'est de rencontrer parmi les défenseurs des privilèges monstrueux, qui servent de base à la société anglaise, l'homme qui venait féliciter le *Gouvernement provisoire* du triomphe de *la République* et de l'assurer de son *dévouement* et de sa *sympathie*."

Voici la traduction française de l'acte constatant le serment prêté par l'héritier du martyr de Sainte-Hélène.

"Londres, paroisse Saint-Jacques, le 31 octobre 1848.

Le 6 avril, le prince Louis-Napoléon[3], demeurant King Street, n° 3, Saint Jacques, a prêté serment comme *constable* spécial, pour deux mois, à la cour de police de Marlborough Street, entre les mains de P. Byngham, écuyer, et il était en fonction de *constable* pour la paroisse de Saint-Jacques, le 10 avril, pendant le meeting chartiste, sous le commandement du comte de Grey[4]."

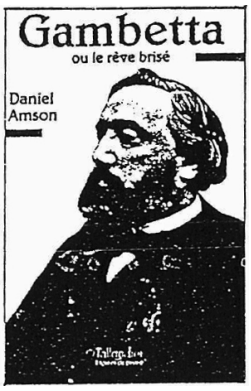
---

[3] Président de la République le 10 décembre 1848 !... (F. M.)

[4] Cf. l'*Histoire du Nouveau César* par P. Vésinier, continuateur des *Mystère du Peuple* d'Eugène Sue, – Londres, 1886.

Gambetta, ou le rêve brisé

de Daniel Amson



Après le nom de Victor Hugo, c'est celui de Léon Gambetta que l'on retrouve le plus souvent sur les places de nos préfectures, devant Jaurès, Pasteur, Clemenceau, et même De Gaulle.

Connu comme un des hérauts les plus talentueux de l'opposition républicaine au second Empire, soulevant les foules par son verbe chaleureux et torrentiel, célèbre pour avoir tenté, en 1870, d'organiser la levée en masse contre l'envahisseur, cette figure emblématique de la République, anti-clérical farouche, était aussi un fieffé opportuniste, indifférent à la détresse sociale.

Ce n'est pas l'un des moindres mérites de cette passionnante et vivante biographie que de montrer comment le génial tribun "vendit" le nouveau régime comme seul rempart de l'ordre auprès d'une certaine bourgeoisie qui préférait, selon la formule d'Abel Bonnard, "une anarchie avec des gendarmes à une monarchie avec des principes".

Fils d'épiciers italiens de Cahors, Gambetta rêvait de "gouverner l'univers". Mais alors que la victoire définitive des républicains, en 1879, semblait devoir sonner son heure, elle sonna au contraire sa mise à l'écart. Marianne devait réparer cette ingratitude en lui réservant une gloire posthume.

1789

Loterie et Tiercé

Depuis longtemps on a signalé que le prélèvement ainsi effectué par l'État frappait surtout les pauvres, d'autant plus tentés par l'espoir d'un gain élevé et rapide que le travail est insusceptible de le leur procurer. L'Encyclopédie enseignait (*V. Jeux*) :

Entre deux joueurs, dont l'un ne risque qu'un argent qu'il peut perdre sans s'incommoder, et l'autre un argent dont il ne saurait manquer sans être privé de besoins essentiels à la vie, le jeu n'est pas égal. Une conséquence naturelle de ce principe, c'est qu'il n'est pas permis à un souverain de jouer un jeu ruineux contre ses sujets.

La Convention écouta cette leçon et supprima la loterie à la demande d'un député qui dénonça

ce fléau inventé par le despotisme pour faire taire le peuple sur sa misère, en le leurrant d'une espérance qui aggrave ses calamités (25 brumaire an II, 15 novembre 1793).

On répond qu'il s'agit là d'impôts, qui ont l'avantage d'être librement payés, et que personne n'est obligé de jouer. Mais tous les moralistes condamnent cette facilité donnée par l'État à un vice – car le jeu est un vice.

Ajoutons que la loterie et le tiercé favorisent une autre forme d'exploitation non moins immorale, celle des prétendus devins, astrologues et autres charlatans, et qu'ils contribuent ainsi à développer des croyances nocives en des forces occultes imaginaires.

Mais le Directoire ne devait pas tarder à la rétablir.

Le 18 juin 1875, la Cour de Cassation dénonçait le pari mutuel, au motif

qu'en ces sortes de paris les chances du sort prédominent, les combinaisons de l'intelligence ne peuvent s'y mêler qu'exceptionnellement et dans des proportions si faibles qu'elles n'y sont pas appréciables.

Rationnellement et moralement, il faudrait donc interdire tous les jeux de hasard, et surtout la loterie et le tiercé. C'est ce qu'a fait la loi du 21 mai 1836, et l'article 410 du Code Pénal punit « *tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées* ». À cette occasion, le même texte permet à l'État de confisquer les lots, mises et gains.

Mais ce qui constitue un délit pour un particulier est permis à l'État, qui y trouve des avantages financiers et pour qui (on le sait depuis Vespasien) l'argent n'a pas d'odeur. Bien plus, alors que tous les revenus du travail sont frappés d'impôts, seuls les gains du jeu en sont exonérés !

Loterie nationale française rétablie en 1933.

Vespasien : l'argent n'a pas d'odeur.

1989

ALORS ?

La Révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière

BABEUF *Le Manifeste des égaux / printemps 1796*

René BELIN

Ancien Secrétaire de la C.G.T. (1933-1940)
Ancien Ministre (1940-1942)

Du Secrétariat de la C. G. T. au Gouvernement de Vichy

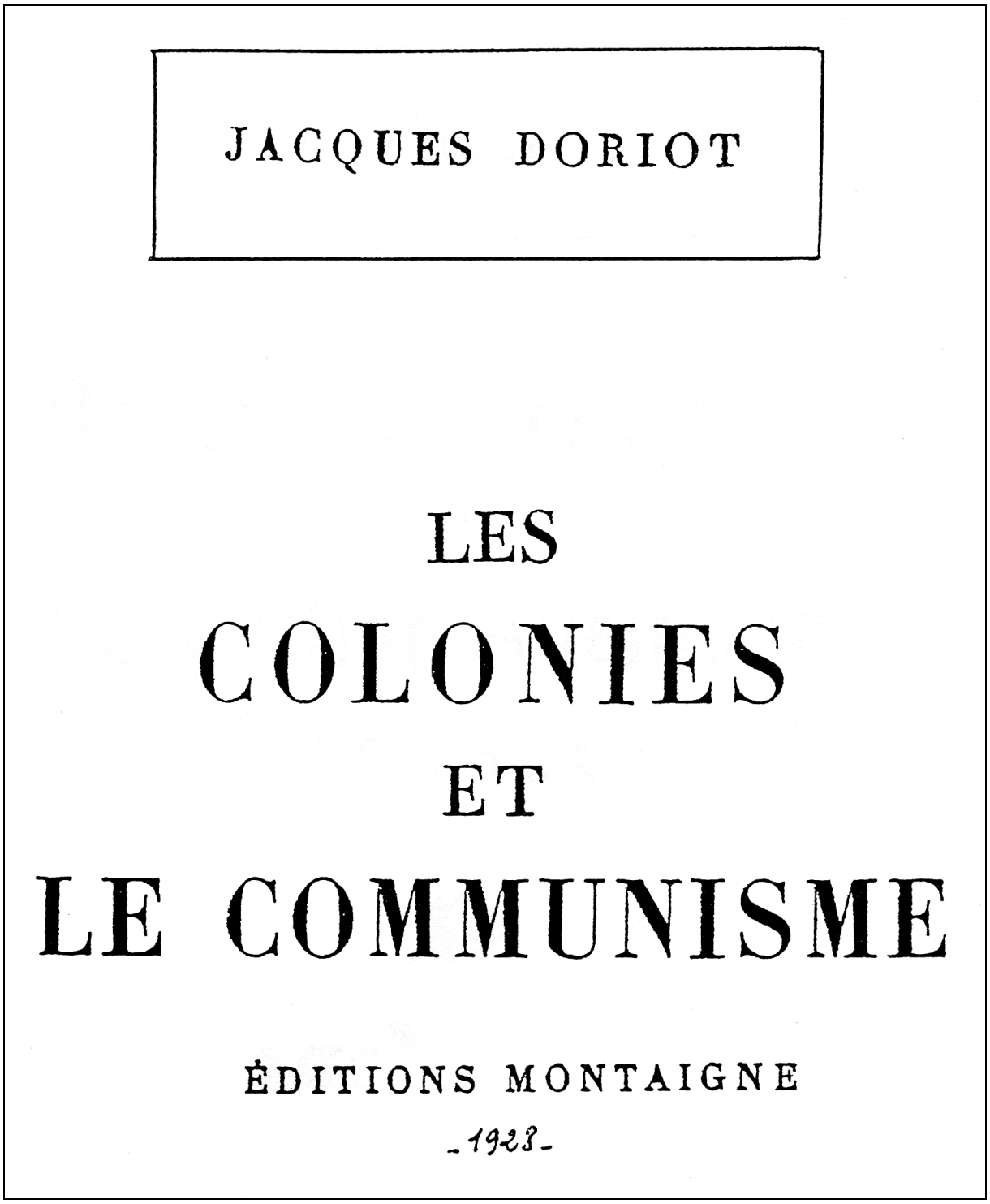
(Mémoires 1933-1942)

Editions ALBATROS

_1978_

René Belin :

- Au Bureau confédéral de la C.G.T., en 1933.
- Ministre de la production à Vichy, en 1940.



Jacques Doriot :

- Ouvrier métallurgiste. Membre du P.C.F. en 1920. Député communiste de Saint-Denis en 1924.

- Quitte le parti communiste en 1936. Réélu à Saint-Denis.

- Fonde le P.P.F. (Parti Populaire Français) en 1941, sous les allemands. Combat dans la L.V.F. (légion des volontaires français) sur le front russe.

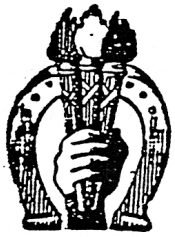
MARCEL DÉAT

Révolution Française

et

Révolution Allemande

1793-1943



ÉDITIONS DU R. N. P.

– Déc. 1943 –

Marcel Déat :

- Combattant de 14-18. Militant du parti socialiste (S.F.I.O.). Abandonne le parti socialiste en 1933.

- Ministre de l'Air en janvier 1936.

- En 1941, fonde le R.N.P. (rassemblement national populaire). Secrétaire d'État au Travail à Vichy en 1944.

"Racisme"

La pensée de Gobineau

Par Clément Serpeille de Gobineau

• En **1853**, le comte Arthur de Gobineau, diplomate de Napoléon III, publie l'"Essai sur l'Inégalité des Races".

• En décembre **1943**, son petit-fils, Clément, résume l'ouvrage du grand-père.

On peut compter les écrivains dont l'œuvre a fait éclore autant de commentateurs que Gobineau. Cette pensée est diverse, souvent à facettes, tout en faisant preuve d'une unité remarquable. Car avant tout, elle se présente dans un cadre aux contours précis, celui de la thèse de l'Essai sur l'Inégalité des Races humaines. On connaît cette thèse devenue célèbre.

Gobineau constate, en citant force exemples à l'appui, que les sociétés meurent d'une cause commune, que cette cause n'est ni le mode de gouvernement, ni la dissolution des mœurs, ni le fanatisme, que les inégalités ethniques ne sont pas le résultat des institutions, ni des lieux, ni des climats, mais qu'aucun phénomène social ne s'explique en dehors du facteur racial.

Gobineau suppose deux races végétant sur la terre entière : la Noire, essentiellement émotive, et la Jaune matérialiste. La possibilité de fonder des sociétés sur ce fond appartient à la race Blanche qui comportait trois rameaux : les Chamiques, les Sémites, et les Aryans (telle est l'orthographe de Gobineau).

Les Chamites se mélangèrent rapidement avec les Noirs et donnèrent des sociétés peu solides. Les Sémites, sur des groupements déjà marqués par des Chamites, donnèrent des sociétés sémitiques caractéristiques, généralement mercantilistes : Assyrie, Phénicie, avec ces villes célèbres ; Ninive, Babylone, Tyr, Carthage et d'autres encore. Enfin les Aryans, ou Aryens furent les fondateurs de toutes les sociétés humaines et des hautes civilisations. Tenue en main par ses dirigeants et ses prophètes, une branche sémitique s'efforça à grand peine de se tenir à l'abri des mélanges et donna naissance au peuple hébreu, si spécial dans son type physique, ses aptitudes et sa pensée. Telle est, en quelques lignes, la thèse de l'Essai sur l'Inégalité des Races humaines. Les savants objecteront qu'en grande partie, elle est basée sur des données infirmées par des découvertes scientifiques, principalement sur les révélations récentes concernant la préhistoire. Qu'importe ! Gobineau a battu en brèche une muraille qu'on prétendait élever autour de tout ce qui touchait au problème des races à l'abri de laquelle quelques savants hermétiques se réservaient le droit exclusif de dogmatiser sur le problème racial, d'en établir l'exégèse comme les prêtres des sociétés anciennes le faisaient pour les religions, de manière à ce

que le peuple n'en pu rien discuter et n'y découvrit pas d'horizon nouveau. Or, il faut croire qu'il y a quelque chose de vrai dans la thèse gobinienne, puisqu'en la faisant sienne, on trouve des rayonnements sur l'avenir. Et que les jeunes, surtout, qui ont lu et assimilé l'œuvre sur les races de Gobineau, y ont rencontré la justification d'un dynamisme révolutionnaire.

La thèse gobinienne explique des phénomènes que les thèses conformistes, elles, sont incapables d'expliquer. Oui ! Nous constatons que les climats ne changent pas les caractères raciaux, pas plus d'ailleurs que la cohabitation sur un même sol ne nivèle ses caractères. Nous sommes obligés de convenir que jamais une pensée "une", une morale "une", une religion "une", n'ont pu s'imposer à l'humanité tout entière, ni même laisser espérer qu'elles puissent réussir un jour à s'imposer. C'est peut-être, en effet, regrettable pour les universalistes de toutes catégories, religieux ou moralistes, mais c'est un fait ; eux devraient avouer qu'ils sont hors de la réalité et qu'ils poursuivent un rêve.

D'après Gobineau, l'Aryen est le type humain le plus parfait, le plus fort et le plus intelligent. Ses qualités maîtresses sont l'héroïsme, la loyauté, la fidélité, le sentiment de l'honneur. J'ajouterai, pour donner plus de sens actuel à la pensée de mon grand-père, que l'Aryen, tel qu'il apparaît dans l'Essai, est le fondateur et le mainteneur des sociétés prospères et qu'il a seul parmi les autres races ce que j'ai appelé "l'instinct de la capitalisation". Qu'est-ce à dire ? Cette affirmation nécessite une explication. Voici : le Jaune et le Noir travaillent pour vivre, pour satisfaire les besoins acquis ; le Jaune est souvent excellent artisan ; le Noir peut être bon agriculteur. Les gens de ces races, n'ayant subi aucun mélange avec des Aryens, peuvent apprendre et retenir : être savants, bons médecins, bons avocats, en somme profiter de la connaissance acquise. Mais l'Aryen, lui seul, sait construire, entretenir et conserver ce qu'il a construit, – et sur ce capital acquis construire, encore, mieux, toujours ; il a le désir de conserver ce qui existe, si ce qui existe lui est utile, et ceci dans le domaine spirituel comme dans le domaine matériel. Pour vivre mieux, pour satisfaire des besoins nouveaux qu'il se crée, son initiative, son esprit d'invention, paraissent sans limites. Il ne veut pas seulement vivre, il veut prospérer. Il est l'initiateur, l'inventeur, le constructeur, le fournisseur de travail. Il appelle ainsi les peuples qu'il gouverne à un mieux être et ceux-ci acceptent sa loi et la subissent sans contrainte, s'ils ne sont pas totalement associaux et marqués par le suicide.

C'est ici qu'il convient de signaler que le juif a aussi la hantise du mieux vivre, mais il a toujours été impuissant à réaliser seul, en une société nationalement juive, un tel rêve. Il lui faut vivre en parasite, aux dépens des peuples entrepreneurs et travailleurs : c'est pourquoi il est condamné à végéter au sein d'une société qui elle-même végète, et il ne prospère que dans les sociétés qui ont su capitaliser des biens, organiser le travail et amener leur peuple à une vie prospère. Dans ce cas, ils captent pour eux les signes représentatifs des richesses, puis les richesses elles-mêmes et, venus pauvres dans une société riche, ils restent les seuls riches dans une société appauvrie.

Quel est donc le rôle de l'Aryen selon Gobineau dans les sociétés humaines ? Il les dirige et les féconde. Son sang se mêle au sang des groupements inférieurs, de fond jaune ou noir, souvent déjà aryanisés plus ou moins ou sémitisés par des immigrations précédentes. Le sang aryen agi comme une force : à ce qui s'est fait, donc, s'ajoute de nouvelles activités, et naturellement les éléments les plus aryanisés s'élèvent dans l'échelle sociale. Si le fond de race est jaune, la civilisation a tendance à prendre un

caractère matérialiste. Si le fond est noir l'aspect de la société devient sensitif, émotif, voire même artiste. On comprend facilement qu'il se produira infiniment de variétés selon les mélanges de sang. Chez la masse, le sang aryen se manifestera par un désir de collaboration alors que les masses non-aryanisées, ou très peu, seront passive et subiront leur sort avec l'instinct de leur infériorité. Par contact avec les éléments associaux, inassimilables et révoltés ces masses passives se poseront en victimes, ne comprendront pas leurs chefs, les jalouseront, et feront effort pour les abaisser à leur niveau, n'avant aucun espoir de s'élever elles-mêmes jusqu'à eux. C'est en faisant jouer avec art cet instinct que les démagogues se procureront des admirateurs et des clients. Bien souvent d'ailleurs, et petit à petit, le temps agira selon leurs désirs, les élites s'abaisseront du fait des mélanges avec des éléments inférieurs et c'est ainsi que Gobineau annonçait la chute des aristocraties, la fin des féodaux qui avaient failli à leur mission, laquelle était de protéger, de faire vivre, d'élever et de fournir du travail. Ethniquement l'ancienne aristocratie était devenue trop près du peuple qu'elle dirigeait, et son pouvoir, légitime autrefois, ne l'était plus et n'était plus accepté. Dès lors, ses anciens chefs, s'ils veulent se maintenir coûte que coûte, ne réussissent que par la tyrannie. C'est la confusion ethnique, proclame l'auteur de l'Essai tout le long de cet ouvrage, que meurent les sociétés. Tel fut le sort de toutes les sociétés antiques. Seul, le Monde romain, sauvé par l'apport de sang aryen des tribus germaniques dites barbares qui envahirent l'Empire, a pu, après quelques chaos, donner la civilisation européenne qui est la nôtre.

Pour ce qui est de cette civilisation, Gobineau était pessimiste : plus de réserves d'Aryens purs, déchéance des anciennes élites, donc plus de possibilités de relèvement, – la stagnation certaine.

Pourtant, même à la fin de sa vie, quand son pessimisme se faisait plus aigu encore, il ne voulait pas perdre tout espoir, il espérait malgré tout en des individualités d'élite perdues dans la masse, âmes de héros, "fils de roi" selon son expression, c'est à dire étant digne de l'être, gens généralement incompris et bafoués, écartés par les médiocres fatigués de toute activité qui sont le nombre dans les sociétés près de leur déclin, ces héros formant une "pléiade", n'acceptent jamais la résignation ; ils sont faits pour la lutte, et quelquefois, leur peuple entend la voix de l'un d'eux et l'accepte pour guide. C'est que ce peuple se trouve avoir un sursaut de vouloir vivre, et qu'il n'accepte pas encore la mort.

Gobineau ne connaissait pas la loi de Mendel, ce moine tchèque son contemporain, quand il a écrit son ouvrage. Cette loi révélée au monde au commencement du siècle nous donne une lueur d'espoir : pourquoi ne pas admettre pour l'homme ce qui est vrai pour l'animal : la race se défend, recherche son équilibre et sa pureté… Il y a une répugnance de la nature à constituer l'hybride, car la nature se défend contre la mort et l'hybride n'a pas de descendance, soit par infécondité physique, soit par inquiétude devant la vie qui le fait hésiter à procréer. Quant à l'homme unique, il ne se fera jamais.

———————

Mitterrand et les 40 Voleurs

de Jean Montaldo

Jean Montaldo aggrave son cas. Écrit d'une traite au lendemain du suicide de Pierre Bérégovoy, son précédent ouvrage, *Lettre ouverte d'un "chien" à François Mitterrand au nom de la liberté d'aboyer*, avait provoqué la fureur de l'Élysée.

Rédigé après le suicide de François de Grossouvre, son dernier livre, *Mitterrand et les 40 Voleurs* (un titre qui est à lui seul tout un programme), n'est pas plus tendre pour l'hôte de l'Élysée.

Et le succès, une fois encore, est au rendez-vous : la *Lettre* s'est vendue à plus de 300 000 exemplaires ; les *40 Voleurs* semblent appelés au même destin. Fait exceptionnel dans les annales de l'édition, les deux ouvrages figurent en même temps au palmarès des meilleures ventes.

Succès justifié. Car si Montaldo montre une propension irritante à se mettre en scène à tout propos, il a le grand mérite de viser juste et de frapper fort. La relation qu'il fait de ses entretiens réguliers avec François de Grossouvre – un homme *"qui avait reçu comme une trahison la métamorphose de son ami* (M. Mitterrand) *corrompu par la vie"* – est accablante pour tous ceux qui, à l'Élysée, ont tenté après sa mort de le faire passer *"pour un illuminé doublé d'un maniaque et d'un Irresponsable"*.

Chemin faisant, Montaldo dévoile toute une série de dossiers jusque-là inconnus ou mal connus : les générosités d'Urba au journal *Globe*, le scandale de la C.F.D.E., la mirobolante affaire Joséphine qui porte sur des milliards de francs. Toutes, sans exception, remontent mystérieusement à ce que l'auteur appelle la "Mitterrand-Pelat S.A.".

Un tableau édifiant d'un règne qui brandissait bien haut l'étendard de la vertu et dont on commence à découvrir le sésame : celui d'une terrifiante mécanique occulte nichée au cœur de l'État, où intérêts financiers, officines policières, complicités politiques et amitiés privées se donnent la main pour danser ensemble la sarabande des "quarante voleurs".

———————

Jimmy Goldsmith

L'Ancien patron de la Générale Occidentale

"Maastricht et le G.A.T.T. transforment l'Europe en passoire"

Retiré des affaires depuis 1990, le milliardaire franco-britannique s'est lancé depuis deux ans dans un combat contre les accords de Maastricht. Élu député européen en juin dernier avec Philippe de Villiers, il lance en Grande-Bretagne le Referendum Party pour obtenir une consultation populaire sur la question. Ses propositions : un retour au traité de Rome et à la préférence communautaire, un libre-échange "régional" et une vice-présidence permanente qui ravalerait la Commission à un strict rôle de "secrétariat administratif".

J'ai mis fin à ma carrière d'homme d'affaires, j'ai tout vendu en 1987 en France et j'ai fini de tout vendre partout dans le monde en 1989 et au tout début de 1990. Je n'avais pas l'intention de réapparaître, j'avais l'intention de retrouver un anonymat tranquille, j'ai construit au Mexique ; j'ai mis sur pied ma fondation qui s'occupe de problèmes environnementaux. Si j'ai changé aussi brutalement de stratégie, c'est parce que je considère que Maastricht et le G.A.T.T. détruiront notre civilisation. C'est exactement comme si vous voyez un train avec toute votre famille dedans, tous vos amis, toute votre civilisation qui va vers le mur. Que faites-vous alors ? Vous pouvez, si vous le voulez, mettre les mains sur les yeux, ou vous pouvez essayer d'empêcher l'accident. Moi, j'ai décidé d'essayer d'empêcher l'accident. Je considère que c'est la destruction, l'humiliation permanente de notre civilisation. Je considère que Maastricht créerait des forces centrifuges qui détruiraient l'Europe. Et je suis très pro-européen depuis toujours – je me suis battu pour le traité de Rome –, mais pas pour une Europe fusionnée, une Europe sous prédominance allemande, une Europe où toutes les nations perdraient toute leur identité. C'est une absurdité. C'est cela qui est en train de détruire l'Europe.

Le "croisé" anti-Bruxelles

La vie commence à soixante ans. Jimmy Goldsmith s'est découvert une passion et une cause : sauver l'Europe. En France son poulain s'appelle Philippe de Villiers. Outre-Manche, Il vient de lancer un mouvement pour le référendum. Et sur le reste du vieux Continent, il se dit prêt à apporter son aide partout où cela sera nécessaire. Adossée à une fortune évaluée à sept milliards de francs, une telle offre pèse lourd.

Fallait-il que l'Europe le captive pour lui faire quitter une semi-retraite bien méritée ! Fils d'une famille de banquiers juifs de Francfort apparentés aux Rothschild, Jimmy Goldsmith connaît une enfance confortable. Le jeune garçon fréquente la bonne société avant de rejoindre Eton, le collège de l'élite britannique. L'endroit s'avère trop guindé à son goût. Il le plaque, accumule les petits boulots.

À vingt ans, il se lance dans les affaires. Dans la pharmacie d'abord puis dans l'alimentation, où il bâtit le groupe Cavenham Foods, bientôt intégré à la Générale occidentale en France. Puis vient la grande distribution aux États-Unis avec Grand Union. À la fin des années soixante-dix, Jimmy Goldsmith est milliardaire, chevalier du Royaume de Sa Majesté et propriétaire de l'Express.

Mais ce sont les années quatre-vingt qui font de lui une star du monde des affaires. Il s'y révèle un maître de l'art des O.P.A. Certaines réussissent (Diamond International, Crown Zellerbach), d'autres échouent (BAT et surtout Good-year).

Mais à chaque fois, il encaisse des plus-values substantielles. À l'été 1987, Jimmy Goldsmith sent venir le Krach d'octobre. Il vend. Deux ans plus tard, son retrait des affaires est complet. Jusqu'à ce que l'Europe ne le pousse à transformer une fausse retraite en un vrai combat.

———————

En France, Philippe de Villiers a obtenu un bon score aux élections européennes. Il va sans doute se présenter à l'élection présidentielle. Il y a des lois de financement précises ; allez-vous, là aussi, le soutenir dans sa démarche ?

Ses idées et les miennes sont extrêmement proches ; nous sommes bons amis. Si je suis entré sur sa liste aux élections européennes, c'est parce que c'était la seule façon légale par laquelle je pouvais financer cette campagne.

Je ne veux pas participer à la campagne pour l'élection présidentielle. Maintenant, si Philippe décide d'y aller – c'est à lui de décider, je n'exerce aucune influence – et si, dans le cours de la campagne, il a des financements comme les autres et qu'il a la parole comme les autres, il n'a pas besoin de moi.

Si les règles ne permettent pas un juste débat, je repenserai, à ce moment-là, ma position dans le cadre de la loi.

Ne vous sentez-vous pas proche d'autres leaders politiques français qui incarnent les mêmes idées européennes ?

Si, pourquoi ? Jean-Pierre Chevènement, par exemple. J'aurais beaucoup aimé pouvoir l'aider. Mais c'était difficile de le faire. Comment l'aurions-nous expliqué ? je trouve tragique de constater que la voix de M. Chevènement a été littéralement étouffée par manque de moyens aux dernières élections européennes.

Propos recueillis par Éric Revel et Thierry Arnaud,
lundi 9 décembre 1994

Jimmy Goldsmith fait monter la pression anti-européenne

Royaume-Uni

Devant le Congrès de son "Parti du référendum", Jimmy Goldsmith a rejeté l'Europe de Maastricht. Il gêne les Tories qui remontent dans les sondages, et pourrait jouer les arbitres en cas de score serré.

Le milliardaire franco-britannique Jimmy Goldsmith a gagné son pari. Puissamment soutenu par un budget de campagne et de relations publiques estimé à 25 millions de livres (environ 200 millions de francs), le leader autoproclamé du Parti du référendum a en effet réussi à rassembler plus de 4 000 personnes à Brighton, à l'occasion du Congrès d'un mouvement qui n'affiche qu'un seul objectif : contraindre le gouvernement à consulter les citoyens britanniques sur la question de l'Europe. N'hésitant pas à présenter son parti comme celui de la "populace", ce qui ne manquai pas de sel étant donné le caractère visiblement ultra-conservateur de l'assistance, Sir James a exhorté ses troupes à "sauver la nation britannique des manœuvres en coulisse des politiciens", lesquels sont coupables d'avoir "piégé le Royaume-Uni au sein d'un super-État fédéral".

Pour Jimmy Goldsmith, la vraie question est la suivante : "Souhaitez-vous que la Grande-Bretagne soit dirigée de Bruxelles ou de Westminster ?" Selon lui, "le référendum devrait soumettre au suffrage plusieurs options : devenir partie intégrante d'une Europe fédérale, être membre d'une famille de nations souveraines, redevenir un simple membre de l'Association européenne de libre-échange ou sortir complètement de l'Europe". Mais la teneur des discours prononcés ce week-end à Brighton, notamment ceux des invités d'honneur Philippe de Villiers et Charles de Gaulle, ainsi que les réactions de la salle ne laissaient aucune place au doute : le Parti du référendum a déjà choisi son camp, celui d'un "non" franc et massif à l'Europe.

Le Premier ministre, John Major, a tenté de jeter le discrédit sur l'initiative de Sir James en qualifiant son mouvement de "groupuscule". Il a tort. Si l'on en croit les derniers sondages de l'institut N.O.P. publiés hier dans le *Sunday Times*, l'avance du Labour sur les Tories dans les intentions de vote n'est plus que de 14 points, au lieu de 23 avant le Congrès du mouvement conservateur à Bournemouth, l'écart le plus faible depuis trois ans. Ces chiffres montrent que le résultat des législatives pourrait être bien plus

serré qu'on ne le pense. Dans une telle hypothèse et s'il parvenait à remporter ne serait-ce que 10 ou 15 sièges, le Parti du référendum pourrait bien priver les conservateurs de la victoire. Ou encore se mettre en position de négocier une alliance de gouvernement, en les contraignant d'organiser sans attendre le fameux référendum, qui ne se limiterait donc pas à la consultation sur la monnaie unique déjà promise par les Tories pour peu que le gouvernement opte pour l'euro.

À moins de sept mois des élections, Jimmy Goldsmith a déjà présenté plus de 180 candidats sur un total de 640 circonscriptions. Et partout où les candidats des principaux courants ne se sont pas prononcés en faveur d'un référendum global, les accréditations se poursuivent.

Michel Roland à Brighton, 21 octobre 1996

———————

Chevènement

Chevènement

Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens, n'exclut pas de se rapprocher de Philippe Séguin dans l'avenir, estimant que le président R.P.R. de l'Assemblée nationale est "un républicain de progrès" et représente "une sensibilité intéressante". "Je pense qu'il y a des convergences entre nous qui sont observables à l'œil nu", a affirmé hier l'ancien ministre sur Radio J. Concernant le Parti socialiste, il a regretté que "Lionel Jospin donne très peu de signes" et qu'"il s'appuie sur des hommes et des femmes dont l'orientation est très gestionnaire".

16 octobre 1995

La voix de la tolérance

Ancien ministre français de la Défense, démissionnaire lors de la deuxième Guerre du Golfe, Jean-Pierre Chevènement se fait remarquer par ses positions indépendantes au sein de la gauche française. Il s'exprime ici sur le conflit algérien, réclamant notamment de la France et de l'Europe la création de conditions favorables à un nouveau départ en Algérie.

"L'Algérie est indépendante. La solution à sa crise ne peut venir de l'extérieur, mais bien de l'intérieur. Il faut refonder une République algérienne démocratique. C'est difficile parce que l'Algérie, contrairement à l'Égypte, est une nation récente. Elle s'est affirmée contre la France et d'une certaine manière, au nom de la religion, pendant la guerre d'indépendance. Les éléments de modernité dans le nationalisme algérien restent superficiels. Mais la société algérienne ne veut pas de l'intégrisme. Voyez par exemple les enfants qui continuent à aller à l'école, les enseignants qui continuent à enseigner, les journalistes qui, au péril de leur vie – voilà le quarante-troisième qui vient d'être assassiné –, continuent à publier leurs journaux.

Le rôle de la France et de l'Europe doit être de créer des conditions favorables pour qu'un jour l'Algérie puisse repartit sur des bases nouvelles. Il faudrait que le pôle moderne, le pôle réellement porteur de l'intérêt national algérien, s'organise mieux, soit moins divisé qu'il ne l'est aujourd'hui. Naturellement, ce n'est pas un problème qui concerne seulement l'Algérie, c'est un problème qui concerne tout le monde arabe. Je pense que face à la tentation d'intégrisme qui serait ruineuse pour le monde arabe tout entier, il faut que les grandes nations arabes relèvent le drapeau de l'intérêt national et

d'un développement orienté vers l'avenir, vers le progrès. C'est une question qui se pose au monde entier. Je pense qu'aujourd'hui, c'est l'idée même du progrès qu'il faut relever, et c'est une question qui est posée y compris en Europe.

Je ne pense pas que la France ait peur de sa communauté musulmane. Elle connaît bien le monde arabe. Elle peut distinguer entre l'intégrisme islamique et la religion musulmane. Nous aussi, nous avons eu nos fanatiques, catholiques ou protestants, et nous savons que dans toute religion, il y a une tentation pour l'intégrisme.

Il est clair cependant que le Groupe Islamique Armé (G.I.A.), qui fomente les attentats, dessert vraiment la cause de l'intégration de la communauté musulmane et des jeunes issus de l'immigration. Leur avenir est en France. Ils ne vont pas retourner en Algérie. Ils doivent devenir des citoyens français et privilégier le combat démocratique pour l'égalité des droits et la dignité à cette tentative de repli communautariste qui n'est pas une bonne chose. Je pense que dans la politique française, il est important qu'il y ait des voix qui s'expriment avec force à la fois sur les problèmes d'avenir du monde musulman et sur les problèmes d'avenir de la société française. Nous sommes faits pour vivre ensemble. Ce qui nous unit est plus fort que nos différences. Chacun a le droit de professer la religion de son choix. Mais il y a un espace commun à tous les hommes : celui de la raison naturelle qui est donnée à chacun. Alors il faut que de part et d'autre de la Méditerranée s'élève la voix de la tolérance : c'est ainsi que nous façonnerons notre avenir commun".

Propos recueillis par Khaled Saad Zaghloul, le 18 mai 1995

———————

Quand les rouges broient du noir

Le P.C.F. décide de réagir sur les liens éventuels entre intellectuels communistes et extrême-droite

Le P.C.F. a décidé de réagir à la polémique sur d'éventuels liens idéologiques entre des intellectuels communistes et l'extrême-droite en publiant dans l'"*Humanité*" à paraître mercredi, deux lettres de Georges Marchais qui se déclare "indigné" par "certains faits, aussi marginaux soient-ils".

Le secrétaire général du P.C.F., alerté de voisinages idéologiques entre certains intellectuels du P.C.F. et une frange de l'extrême-droite, par l'écrivain Didier Daeninckx, qui a enquêté sur le sujet avec la journaliste Mariette Bernard, s'en est ému. Et il a pris la chose assez au sérieux pour encourager la poursuite de ces investigations et d'es faire connaître les résultats.

Il a adressé, en ce sens, deux lettres à l'écrivain, en octobre 1992 puis le 24 mai, où il donne son accord pour qu'elles soient publiées. L'existence de ce courrier, mentionné il y a une semaine par *Le Canard enchaîné* n'avait alors donné lieu qu'à un bref article dans l'"*Humanité*" du 24 juin. Mardi, le service de presse du P.C.F. a rendu publiques les deux lettres, devant être publiées dans le quotidien du P.C.F., assorties d'un commentaire.

Dans la première de ces lettres, M. Marchais affirme que les faits, dont certains sont "avérés" note-t-il vont "à l'encontre de tout ce que le P.C.F. a toujours été, est, et continue à être". "Aujourd'hui, nous n'avons de cesse de combattre le racisme, la haine, la violence, les idées et les pratiques d'exclusion" de l'extrême-droite, écrit-il en soulignant que "cette lutte ne souffre aucune ambiguïté".

Dans la seconde lettre, M. Marchais ajoute que si des liens existaient entre communistes et extrême-droite, "ce serait honteux et déshonorerait les communistes qui s'y prêteraient".

Mais en réalité, plus que d'un véritable réseau ou d'un groupe organisé, les liens mis au jour par Didier Deaninckx relèvent davantage de "fortes convergences idéologiques" selon l'expression de l'écrivain.

Parmi ces convergences, on trouve pêle-mêle un anti-américanisme virulent, l'exaltation du nationalisme, une critique radicale de la sociale-démocratie et le rejet du libéralisme économique. Après l'effondrement de l'U.R.S.S., nostalgiques du système soviétique d'un côté et défenseurs des régimes forts de l'autre se retrouvent dans la nouvelle Russie sous les couleurs du Front national bolchevique pour rejeter la perestroïka de Michaïl Gorbatchev et le libéralisme économique de Boris Eltsine.

En France, certains intellectuels se prononcent ouvertement aujourd'hui pour un tel type de rapprochement. Ainsi, dans une tribune intitulée "vers un Front national", publiée en mai dernier dans *L'Idiot international* le journal de Jean-Edern Hallier, Jean-Paul

Cruse, communiste, collaborateur de "*Libération*", défendait le projet d'une "alliance des communistes et de la droite catholique, nationale, militaire et maurrassienne du général de Gaulle".

Parmi les autres faits avancés à l'appui de la thèse des liens entre communistes et extrême-droite, figurent encore l'invitation en 1992 du théoricien de la nouvelle droite, Alain de Benoist à un colloque de l'institut de recherches marxistes, ou encore la publication en janvier 1992 dans l'hebdomadaire communiste *Révolution* d'un texte sur l'ex-Yougoslavie signé par l'historien russe Édouard Limonov, devenu cette année président du parti national-bolchevique.

Le Progrès, mercredi 30 juin 1993

———————

C.R.S., les mal-aimés

Le gouvernement ne les aime pas non plus. Parce que **ces fils du peuple** savent ce qui se cache derrière les discours officiels : l'immigration, la délinquance, les banlieues qui flambent. Et qu'ils n'obéiront pas toujours aveuglément aux ordres.

Les CRS trinquent souvent pour les politiques.

50 ans sur le pavé :

Les Compagnies Républicaines de Sécurité sont nées le 9 décembre 1944. Un demi-siècle plus tard, **un député U.D.F., ex-patron de la D.S.T., Yves Bonnet, réclame leur dissolution**. Un bouquet d'anniversaire aux fleurs amères pour ces policiers aux missions difficiles.

Au **printemps 1941**, sous l'État Français, avait surgi une **police spéciale** de maintien de l'ordre, les Groupes mobiles de réserve, les **G.M.R.** Comme son nom l'indiquait, elle devait pouvoir intervenir à tout moment sur n'importe quel point du territoire où l'ordre serait menacé. **En 1943/1944**, l'évolution de la situation vers des affrontements de guerre civile amenèrent souvent **les G.M.R. à opérer aux côtés de la Milice**. Le gouvernement provisoire du général de Gaulle ne voulait pas se passer des services de telles unités. Il préférait ne pas conserver le nom. D'où, les C.R.S. Afin de faire taire les critiques éventuelles des communistes, les nouveaux recrutés, rejoignant les ex-G.M.R., le furent **dans les rangs des F.F.I.**, **voire des F.T.P.**, formation militaire du P.C. durant la résistance.

Les C.R.S. allaient connaître d'emblée une existence agitée. Ils durent faire face aux grèves insurrectionnelles de 1947 et 1948. Ils furent envoyés contre les artisans et commerçants en révolte contre le fisc.

À la fin de la 4ème République, en métropole, ils subirent les contrecoups des "événements" dans les départements algériens.

La nouvelle République les expédia face aux paysans et aux ouvriers à maintes reprises. Confrontés aux étudiants en mai-juin 1968, ils s'entendirent qualifiés de "SS". Eux, dont l'apolitisme était clairement affiché… Ils subirent alors aussi une indigestion de pavés. Le profil de **ces fils d'agriculteurs et de manœuvres** devint le Croquemitaine d'une génération. À la grande satisfaction du pouvoir politique, à qui il ne déplaisait pas de voir la haine de la jeunesse se tourner contre les modestes exécutants de sa politique, et non pas contre les politiciens.

L'une des images les plus célèbres, par laquelle la gauche voulut stigmatiser leur "trahison de classe", leur rend en fait hommage. Il s'agit du face à face, au cours de la grève du Joint français en 1972, entre un C.R.S. casqué et un ouvrier breton. Les deux hommes étaient frères. La photo témoignait des multiples cas de conscience des C.R.S. Ils n'étaient pas les sombres brutes sans âme, prêts à matraquer papa et maman pour la solde.

C'était tellement vrai qu'il suffit de **comparer la dotation en armement de la gendarmerie mobile avec celle des C.R.S.** pour comprendre sur quelles forces compte le système en place. Pour le jour où il serait réellement aux abois. Depuis les origines du corps, dès qu'une situation ponctuelle dure trop longtemps, que les enjeux ne sont pas évidents, que la charge passionnelle devient très forte, les C.R.S. sont aussitôt relevés par la gendarmerie. Celle-ci est militaire et encasernée. Ce qui n'est pas le cas des C.R.S., qui vivent en H.L.M. et en cités.

Aujourd'hui, certains veulent supprimer les C.R.S. Ils ont peur de la prise de conscience, dans les rangs de ces policiers issus du peuple et y vivant, de réalités qu'on ne peut, à eux, dissimuler. En haut lieu, on s'inquiète. Et l'on oublie nombre des missions assumées par les C.R.S. sur les routes et les plages, les nombreuses vies qu'ils ont sauvées. Souvent au prix de morts demeurées anonymes.

Jules Moch et les C.R.S. :

Au cours des grèves insurrectionnelles de 1947 et 1948, il n'y avait pas que la subversion communiste. Les mots d'ordre du P.C. et de la C.G.T. n'auraient pas connu un tel succès sans l'existence d'une misère réelle, de restrictions insupportables. Les C.R.S., envoyés au plus fort des grèves et des émeutes flanchèrent parfois, comme à Billancourt, quand ils ne rejoignirent pas, comme à Marseille, les rangs des manifestants. **Jules Moch**, **ministre de l'Intérieur socialiste**, rescapé du personnel politique de la 3ème République les reprit en main avec vigueur. Il fit dissoudre onze de leurs compagnies.

Le Français – 9 et 10 décembre 1994 (Michel S. Dumas)

———————

C.R.S : 1944 - 1994
La milice démocrate a 50 ans.
Nous sommes tous des résistants.

Rempart de la mafia au pouvoir avide de spéculation et minée par la corruption.

Milice de mercenaires aux ordres de la bancassurance et du complexe militaro-industriel.

Armée de guerre civile qui tient le peuple pour l'ennemi de l'intérieur, sous prétexte d' "Etat de droit".

Les infirmières, les routiers, les paysans, les salariés d'Air France, les pêcheurs, aujourd'hui les lycéens et les étudiants sont confrontés aux CRS, véritables "casseurs" et briseurs de grèves.

Le peuple doit assainir le pays de cette gangrène morale et financière, pour retrouver sa totale liberté d'expression et d'action.

Licenciement
des CRS et des Gardes-Mobiles !

Mars 1994 - Antimafia

"Welfare state"

Les deux Amériques de Nick et de John

La réforme radicale du "welfare state" suscite des prises de position passionnelles. Le fossé qui sépare partisans et adversaires du projet semble en effet irréductible. Un républicain blanc du Midwest, et un démocrate noir du Sud illustrent cette opposition.

Nick Smith représente au Congrès le septième district du Michigan (circonscription rurale à 92 % blanche). Il est membre de la commission budgétaire de la Chambre. Ce fermier au visage jovial s'est donné pour mission de réduire la taille de l'État et de la dette fédérale (il se plaignait tant de Washington que sa femme lui a ordonné un jour d'agir ou de se taire). Il est partisan d'une refonte radicale de l'État providence.

"Durant les quarante dernières années, nous avons tenté de résoudre le problème de la pauvreté. Le gouvernement a créé, avec de bonnes intentions, de nombreux programmes visant à transférer la richesse vers les pauvres. En quarante ans, il a emprunté 5000 milliards de dollars pour financer les programmes sociaux.

Les naissances illégitimes sont passées de 5 % du total des naissances à 30 %. Les familles abandonnées par l'un des parents sont passées de 4 % du total des familles à 29 %. Les grossesses adolescentes ont doublé, la criminalité violente a quintuplé. La preuve est faite qu'il est vain de simplement transférer l'argent des contribuables aux pauvres."

"Notre proposition de loi modifiera des programmes traditionnels qui ont privé les gens du respect d'eux-mêmes en leur donnant quelque chose sans rien leur demander en contrepartie. Ces programmes ont créé une culture d'irresponsabilité en subventionnant des comportements répréhensibles. Le système social actuel paie les mères célibataires pour avoir des enfants. Il dit aux femmes que si elles mettent au monde un enfant illégitime, le gouvernement leur versera une allocation mensuelle et leur fournira un logement.

La proposition de loi n'est pas parfaite, mais elle vise à remplacer un système de désespoir, en faillite, par des solutions empreintes de compassion, encourageant le travail et renforçant la famille."

John Lewis est représentant démocrate du cinquième district de Géorgie (circonscription urbaine – Atlanta et quelques banlieues – peuplée à 62 % de Noirs). C'est un héros du mouvement des droits civiques des années 1960, une époque durant laquelle il a tout subi : passages à tabac, bus incendiés, humiliations multiples (une serveuse raciste versa de l'eau dans sa nourriture et de la poudre décapante dans son dos). Il fut le premier membre de sa famille à terminer ses études secondaires. Porte-parole des Noirs pauvres, il est profondément hostile à la réforme républicaine.

"Je m'oppose fermement à cette proposition odieuse., Elle est cruelle. Elle est basse. Elle détruit le filet de sécurité qui protège les enfants, les vieillards et les handicapés de notre nation. Elle est dépourvue de compassion et de sentiments ; prend de l'argent dans la poche des handicapés ; vole aux pauvres le chauffage de leur maison ; retire la nourriture de la bouche des enfants".

"Cette réforme me rappelle une citation du théologien Martin Niemoller durant la Seconde Guerre mondiale : "En Allemagne, ils s'en sont pris aux communistes, et je n'ai rien dit, parce que je n'étais pas communiste. Ils s'en sont pris aux juifs, et je n'ai rien dit, parce que je n'étais pas juif. Ils s'en sont pris aux syndicalistes, et je n'ai rien dit, parce que je n'étais pas syndicaliste. Ils s'en sont pris aux catholiques et je n'ai rien dit, parce que j'étais protestant. Puis, ils sont venus me chercher et il ne restait plus personne pour protester."

La proposition républicaine n'est certainement pas l'Holocauste, mais je suis inquiet et je dois parler. Ils s'en prennent aux enfants. Ils s'en prennent aux pauvres. Ils s'en prennent aux malades, aux vieillards et aux handicapés. C'est cela le "contrat avec l'Amérique"."

L'inspirateur du "contrat avec l'Amérique"

Newt Gingrich, président de la Chambre des représentants, est le principal inspirateur du programme républicain communément appelé "contrat avec l'Amérique".

La réforme de l'État-providence est, avec la réduction du déficit budgétaire fédéral et le recul du rôle de l'État, une des pierres angulaires de la nouvelle politique engagée par la majorité républicaine.

S'il ne fait guère de doute que la réforme de la protection sociale sera approuvée par la Chambre, l'issue du débat paraît plus incertaine au Sénat.

La Tribune Desfossés, jeudi 23 mars 1995

États-Unis : les chantiers des républicains face au Sénat : Contrat pour l'Amérique

Les républicains ont lancé les dix chantiers du "contrat pour l'Amérique" de cent jours. Un seul texte a été rejeté par la Chambre.

Mais huit textes doivent encore franchir l'épreuve du Sénat.

En trois mois et en s'imposant un rythme de travail démentiel, la majorité républicaine de la Chambre des représentants aura réussi à soumettre au vote de la Chambre les dix points du contrat avec l'Amérique :

1- Un amendement à la constitution visant à forcer l'État à équilibrer son budget d'ici à 2002, et un renforcement du veto présidentiel permettant au chef de l'exécutif de rayer de la loi de finances des projets de dépenses spécifiques.

L'amendement a été approuvé par la Chambre, mais a manqué d'une voix la majorité des deux tiers au Sénat. Le "veto sélectif" a été approuvé par la Chambre et le Sénat.

2- Une proposition de loi sur la criminalité durcissant la répression et améliorant le traitement des victimes. Approuvé par la Chambre. Pas encore abordé par le Sénat.

3- Une réforme de l'État providence visant à réduire l'aide sociale, à forcer les assistés à travailler, à décourager les femmes célibataires de procréer et à donner aux États fédérés davantage de contrôle sur l'aide sociale.

Approuvé par la Chambre. Pas encore abordé par le Sénat.

4- Un texte en faveur de la famille prévoyant des avantages fiscaux en faveur de l'adoption et des soins aux personnes âgées, ainsi qu'une répression accrue de la pornographie pédophile.

La répression de la pornographie a été approuvée par la Chambre. Le reste sera soumis au vote cette semaine. Pas abordé au Sénat.

5- Un allégement de la pression fiscale sur les classes moyennes, dont un crédit d'impôt de 500 dollars par enfant.

Approuvé en commission. Devait être soumis au vote de la Chambre mercredi. Pas abordé au Sénat.

6- Une loi sur la sécurité nationale, qui instaure un programmé de missiles, interdit le financement de programmes sociaux par des coupes dans le budget du Pentagone et interdit que des troupes américaines participent à des missions de l'ONU sous commandement étranger.

Approuvé par la Chambre. Pas encore traité par le Sénat.

7- Un texte relevant le plafond des revenus au-delà duquel les retraités perdent le bénéfice de leur pension publique.

Approuvé en commission. Doit être soumis au vote de la Chambre cette semaine. Pas abordé par le Sénat.

8- Des mesures en faveur de l'emploi (avantages pour les P.M.E., réduction de 50 % de l'impôt sur les plus-values en capital, frein aux nouvelles réglementations) et une loi interdisant à l'État fédéral d'imposer aux États fédérés des dépenses sans leur accorder des crédits correspondants.

La Chambre, le Sénat et le président ont approuvé la mesure relative aux États. La Chambre et le Sénat ont approuvé les restrictions sur la réglementation. La réduction de l'imposition des plus-values a été approuvée par une commission de la Chambre.

9- Une réforme du système juridique visant à rendre plus difficiles les poursuites à l'encontre des entreprises accusées de commercialiser des produits défectueux.

Approuvé par la Chambre. Pas abordé par le Sénat.

10- Un texte visant à limiter la durée des mandats parlementaires.

Rejeté par la Chambre.

Jean-Marie Macabrey – 6 avril 1995

U.S.A. – TERRORISME

La colère rentrée des musulmans d'Oklahoma City

"J'ai moi-même perdu une cousine dans l'explosion". Vêtu de blanc avant la prière du vendredi, Abou Bakar dissimule avec peine son amertume, après l'arrestation d'un suspect blanc dans l'attentat meurtrier contre un immeuble fédéral d'Oklahoma City, qui contredit les accusations portées contre les "Islamistes".

La nouvelle interpellation d'un suspect apparemment liée aux milieux nationalistes américains ne pouvait tomber plus à propos : juste avant le début de la prière, comme pour laver l'affront.

À cause des accusations, certains étudiants étrangers musulmans avaient "reçu des menaces", dénonce le jeune religieux américain. Sur les radios d'Oklahoma après l'attentat, on ne comptait plus les interventions haineuses contre les Musulmans en général.

Debout devant sa mosquée improvisée dans un ancien gymnase, l'imam Shamsuddin Abdulsabur se dit "horrifié" par le terrible attentat qui a coûté la vie à au moins 65 personnes. Il est "en colère, écœuré" que l'on ait pu aussi rapidement désigner du doigt des "extrémistes" de sa religion.

L'Imam noir américain, sunnite originaire de New York, cherche toutefois à prendre ces instants avec philosophie. "Parmi les épreuves que l'on rencontre dans la vie, il arrive que l'on soit accusé de quelque chose", commente-t-il. Il ajoute calmement que "ces accusations sans preuves sont le fait d'irresponsables".

Dans la matinée, le gouverneur Frank Keating avait prudemment assuré qu'il avait, dès le début, appelé à la retenue. Fort des progrès de l'enquête qui semble se centrer sur les milieux extrémistes de droite, le gouverneur a salué les nombreux musulmans d'Oklahoma "bons citoyens honnêtes et respectueux de la loi".

"Qui que ce soit qui ait commis (cet attentat), noirs, blancs, rouges, jaunes ou verts, ils sont diaboliques", avait-il solennellement déclaré.

Le docteur Shakir, cardiologue pakistanais d'Oklahoma, prend les choses beaucoup plus sérieusement que l'imam du "Centre Islamique d'Oklahoma", qui abrite également une école coranique. Il peste contre les "médias bourrés de préjugés" avant d'aller s'agenouiller au premier rang, sous le panier de basket qui orne d'une étrange couronne le fauteuil de l'imam.

Un "Allah akbar" retentit, puissant, relayé par des haut-parleurs. La foule des fidèles, sortis plus tôt de leur travail pour assister à cette prière du début d'après-midi, grandit. Une centaine de croyants, en grande majorité des hommes, passent aux lavabos pour faire leurs ablutions avant de prendre place sur le grand tapis bleu électrique posé à même le ciment.

Le spectre des milices rurales

Les Américains blancs vivant dans les zones rurales, mécontents de l'action du gouvernement ces dix dernières années, se sont organisés en milices prêtes au combat, largement ignorées jusqu'à l'attentat à la voiture piégée d'Oklahoma City qui a fait au moins 65 morts mercredi dernier.

Aucune personne ni groupe n'a été officiellement déclaré responsable de la tragédie, mais l'arrestation de suspects qui appartiendraient à une secte paramilitaire opposée au gouvernement fédéral, la "milice du Michigan", tourne les projecteurs vers ces milices.

Ces milices ont fleuri dans les zones rurales de 40 États où des groupes en majorité blancs et frappés par la crise économique se sentent lésés, selon M. Frank Flinn, professeur assistant à l'Université Washington de Saint-louis (Missouri), auteur d'un livre sur la question.

"Les milices ont tendance à être opposées au contrôle des armes, au gouvernement (…) et leurs membres estiment que le gouvernement les a vendus aux noirs, aux juifs – à peu près à tout le monde, déclare-t-il.

Cette situation est issue du sentiment anti-gouvernemental qui a pris naissance dans les régions difficiles comme l'Idaho, le Montana et le Nevada où des mouvements locaux ont tenté de prendre le contrôle de terres fédérales et veulent chasser le gouvernement de leur vie, estime-t-il encore.

Ces hommes amassent des armes, se dissocient de la vie sociale, refusent de payer leurs impôts, chassent et produisent leur propre nourriture, se considérant "hors circuit".

En général, ajoute encore M. Flinn, ils adoptent une position défensive : "s'ils sont impliqués dans l'attentat à la bombe de l'Oklahoma, ce serait un tournant important pour eux, si des membres d'une milice sont impliqués, j'aurais tendance à penser qu'il s'agirait de dévoyés".

Norm Olson, porte-parole de la Confédération nationale de la milice des citoyens a laissé entendre que l'attentat pourrait faire partie d'un complot fédéral pour discréditer "les patriotes", "à mon avis, la milice du Michigan a été infiltrée. Nous sommes tous en état de siège. (…) Ce sont des agents provocateurs. Regardez bien. Nous sommes déjà condamnés".

"Nous sommes autant que vous dans le brouillard, a-t-il dit par téléphone à l'A.F.P. en sortant d'une réunion d'urgence de son organisation : "Nous avons peur. Comment vous sentiriez-vous si la colère de l'Amérique se tournait contre vous ?"

Parmi les membres du groupe figurent aussi bien des opposants au contrôle des armes que des anti-sémites, des racistes ou des hommes persuadés que les Nations Unies ont des plans pour prendre le contrôle de l'Amérique et ont écrit des instructions codées sur le dos des panneaux de signalisation à destination des forces d'invasion de l'O.N.U.

Le mouvement semble s'être renforcé avec la nouvelle loi fédérale interdisant la vente de 19 modèles d'armes d'assaut.

Les différentes milices sont reliées par des réseaux informatiques, correspondent par fax, par radios ondes courtes, et s'entraînent militairement tout en amassant de l'armement.

"La police est la première ligne de défense", note le chef de la police de Fowlerville (Michigan), Gary Krause, et "nous ne sommes pas équipés pour faire face à une telle puissance de feu".

23 avril 1995

La milice du Michigan

Combattre la tyrannie de Washington

Dernier bilan : 87 morts, (71 morts, selon le gouverneur de l'Oklahoma) 400 blessés et 150 disparus. Grand soulagement de la communauté musulmane d'Amérique après l'arrestation des auteurs de l'attentat d'Oklahoma City.

L'auteur de la bombe qui a fait trembler les États-Unis a été arrêté, une heure après son crime… pour excès de vitesse. Il a ensuite été reconnu grâce à son portrait robot par un ancien camarade de caserne. Son acolyte a été arrêté quelques heures plus tard. Les autorités américaines accusent la "Milice du Michigan", une organisation d'extrême-droite, d'être derrière le carnage.

Cette secte et plusieurs autres ont fait l'objet de plusieurs reportages dans la presse américaine au cours de ces derniers mois. Mais il était difficile de pendre ce phénomène très au sérieux. Jusqu'à ce fameux jour. Jusqu'à l'arrestation de deux hommes, Timothy McVeigh et James Nichois, relativement à l'attentat terroriste commis ce mercredi à Oklahoma City.

L'objectif de la milice est de se défendre contre la tyrannie du gouvernement fédéral. Elle recrutait des volontaires armés pour "sauver" le pays. Créée en 1993, elle estime que le gouvernement fédéral a trop de pouvoir, notamment en ce qui concerne le contrôle des armes à feu. Ce groupe avait affirmé que le raid mené par les forces de police contre la secte des davidiens de David Qoreich à Waco (Texas) est un exemple de la tyrannie fédérale.

Le groupe est présent dans 70 des 83 comtés du Michigan et compte 12 000 recrues placées sous les ordres d'un pasteur, qui est aussi armurier ! Cette milice aurait des liens avec "l'Église de la nation aryenne". Timothy McVeigh a donc été formellement accusé de participation à l'attentat, ce qui le place très près de la chaise électrique.

Cette enquête, rapidement et rondement menée par les spécialistes de F.B.I., a, non seulement soulagé le président Clinton, mais surtout la communauté musulmane d'Amérique.

En effet, celle-ci a tout de suite été visée par les médias et plus particulièrement par CNN et la télévision française ; cette dernière a repris les mêmes informations et bu les

comptes rendus comme du petit-lait. Quand le président Clinton et Mme Janet Reno parlaient de témoin potentiel en parlant du Palestinien refoulé (il serait revenu de son plein gré) de Londres, CNN et France 2 parlent d'arrestation de suspect.

Quand la télévision nous montrait des Blancs aux yeux bleus, la télévision par satellite, qui envoie ses émissions aux quatre coins du monde, nous les décrit comme des Proches-Orientaux. Ça m'a fait rappeler Timisoara et le génocide roumain de la défunte cinquième chaîne française.

Les enquêteurs et le président américain ont appelé à la prudence dans les conclusions hâtives et si, depuis le début de l'enquête, ils sont restés avares de mots, ils avaient sûrement leurs raisons. Confirmé plus tard par les événements. Si la parole est d'argent, le silence est d'or. À force de courir derrière le scoop…

R. Ryal, 23 avril 1995

———————

Saint Paul

Quel est le sens de la vie ?

Le désir de comprendre le sens de la vie n'est pas nouveau. Il préoccupe les gens curieux depuis des siècles. Un sondage récent montre qu'il est présent chez davantage de Néo-Zélandais aujourd'hui qu'il y a dix ans. Selon le rapport publié dans la revue Listner, 49 % de la population âgée de 15 ans et plus "pensent souvent au sens de la vie", alors qu'une enquête similaire effectuée en 1985 faisait état de 32 %.

Il semble que les sentiments des Néo-Zélandais reflètent des gens d'autres pays. La revue poursuit : "Peut-être la tendance croissante à s'interroger sur la signification de notre existence révèle-t-elle que nous sommes plus inquiets aujourd'hui que dans les années 80, que nous sommes moins sûrs de nous."

"La principale force d'impulsion"

L'homme est la seule créature terrestre
qui réfléchit au sens de la vie.

S'il est vrai que toutes les créatures vivantes tendent à s'accrocher à la vie, il semble que l'homme soit le seul à avoir la notion du temps – passé, présent et future. Il peut méditer sur le passé et regarder vers l'avenir, s'organiser à l'avance et même désirer ardemment vivre les moments à venir. Il peut également être déçu s'il ne parvient pas à réaliser ses rêves du fait de la durée éphémère de sa vie.

L'homme est donc le seul à se demander : "Pourquoi existons-nous ? Où allons-nous ?" Viktor Frankl, un psychiatre, a écrit : "La principale force d'impulsion chez l'homme est la recherche du sens qu'il pourra donner à sa vie. (…) Je dirais même que, pour survivre aux pires conditions, rien ne vaut la certitude de mener une vie qui a un sens."

Réveillez-vous ! [organe des Témoins de Jéhovah] – 8 mai 1995

———————

Jean-Jacques Rousseau

Votons Jean-Jacques !

"Le peuple anglais pense être libre ; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement ; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde.

L'idée de Représentants[5] nous vient du gouvernement féodal, inique et absurde. Dans les anciennes Républiques – et même les monarchies ! –, jamais le Peuple n'eut de représentants ; on ne connaissait pas ce mot là.

La Loi n'étant que la déclaration de la volonté générale, il est clair que dans la puissance Législative, le Peuple ne peut être représenté ; mais il peut et doit l'être dans la puissance Exécutive[6].

Vous donnez plus à votre gain qu'à votre liberté, et vous craignez bien moins l'esclavage que la misère. Quoi ! la liberté ne se maintient qu'à l'appui de la servitude ?

Pour vous, peuples modernes, vous n'avez point d'esclaves, mais vous l'êtes. Vous avez beau vous vanter de la différence ; j'y trouve plus de lâcheté que d'humanité".

Rousseau, ***Contrat Social***, L. III – 1762

———————

"Le grand-père du roi Stanislas (de Pologne) disait qu'il préférerait une liberté agitée à une servitude tranquille".

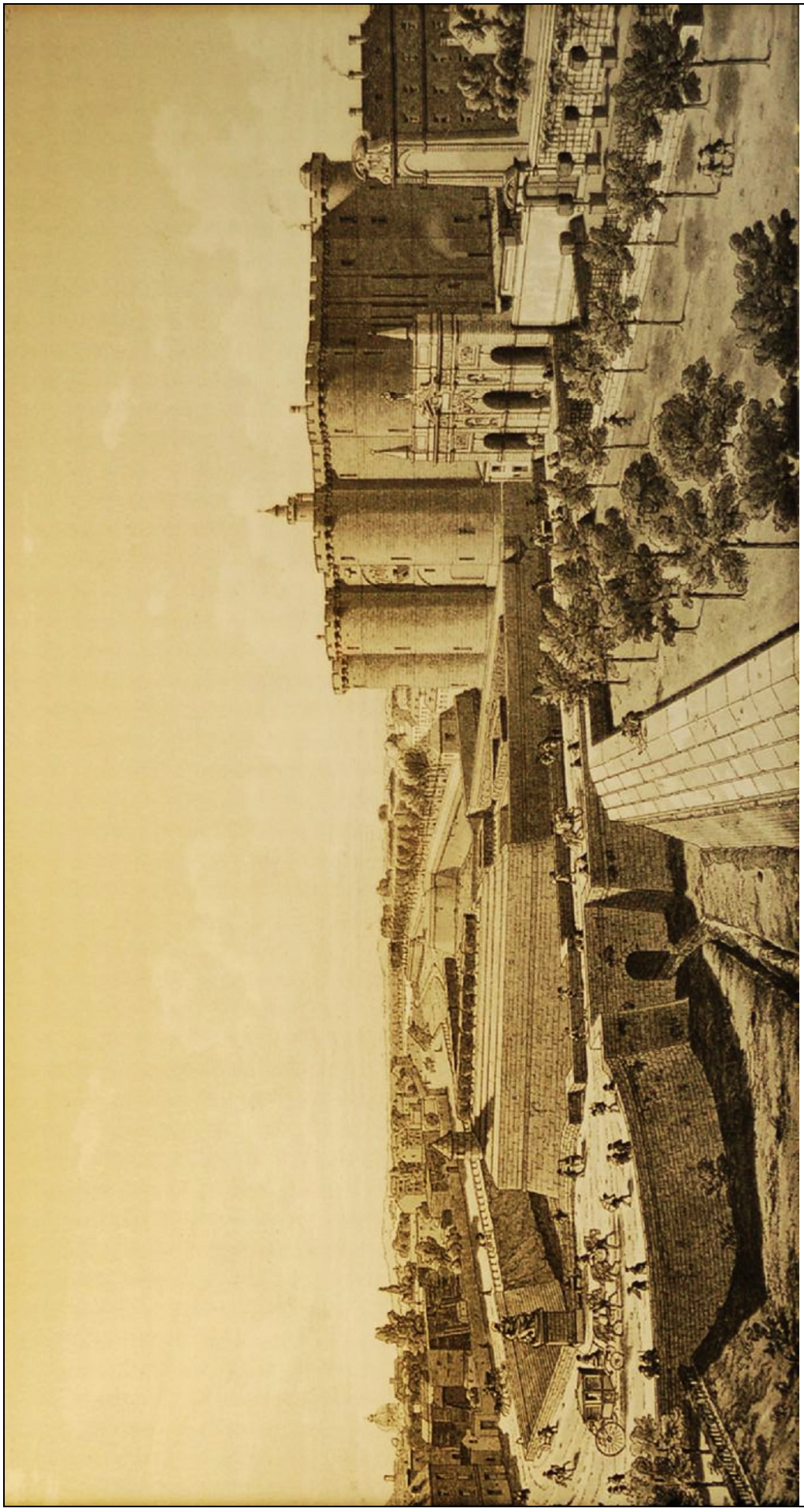
Évoqué ailleurs par **Jean-Jacques**

———————

[5] C'est-à-dire des Députés.

[6] C'est-à-dire : le peuple n'a besoin que d'agents d'exécution de ses décisions.

Serment du Jeu de Paume



La Bastille – vue d'ensemble

DROITS DE L'HOMME
1793

☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆ ☆

1. Le peuple français proclame en présence de l'Etre Suprême (les) droits de l'homme.
2. L'oubli et le mépris des Droits (Naturels et imprescriptibles) de l'Homme sont les seules causes des malheurs du monde.
3. La nécessité d'énoncer (les)droits (de l'homme) suppose la présence du despotisme, ou le souvenir récent du despotisme.

Les droits de l'homme sont : (la Liberté), l'Egalité, la Sûreté, la Propriété.

LIBERTE

a)- La liberté est le pouvoir de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ; elle a pour règle la justice, pour sauvegarde la loi.

b)- La loi est l'espression libre et solennelle de la volonté générale. Le droit de manifester sa pensée, de s'assembler paisiblement, ne (peut) être interdit. Le doit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité ne peut en aucun cas être limité.

EGALITE

a)- La loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Elle ne peut ordonner que ce qui est juste et utile à la société ; elle ne peut défendre que ce qui lui est nuisible.

b)- Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence que les vertus et les talents.

SURETE

a)- La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres, pour la conservation de sa personne et de ses propriétés.

b)- Nul ne doit être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Tout homme (est) présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable. La loi ne doit décerner que des peines strictement nécessaires, proportionnées au délit et utiles à la société.

PROPRIETE

a)- Tous les citoyens ont le droit de concourir à l'établissement des contributions, d'en surveiller l'emploi, et de s'en faire rendre compte. Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale.

b)- Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux : soit en leur procurant du travail, soit en (leur) assurant les moyens d'exister.

SOCIETE

Le but de la Société est le bonheur commun.

PEUPLE

a)- Un Peuple a toujours le droit de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujétir à ses lois les générations futures.

b)- La garantie sociale consiste dans l'action de tous, pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits.

GOUVERNEMENT

a)- Le Gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits. Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires et ne peuvent être considérées comme des distinctions, mais comme des devoirs.

b)- La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme. Celui contre lequel on voudrait exécuter tout acte (administratif) arbitraire par la violence, a le droit de le repousser par la force. Ceux qui feraient exécuter (de tels actes tyranniques) doivent être punis. Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

La Loi Islamique (Chari'a), telle qu'elle recherche sa formulation dans le combat actuel, n'est guère autre que la Déclaration des Droits établie par Robespierre en 1793.

L'Occident populaire finira bien par se réveiller. Alors, il ne pourra, lui aussi, faire autrement que commencer par se remémorer la Déclaration des Montagnards de l'An II. Ses principes furent déjà, et à juste titre, le point d'appui des authentiques Républicains de 1830.

FREDDY MALOT

4, Rue Prof. Zimmermann
69007 LYON
Tél. 72 73 25 72

05 DEC. 1994

1793

ROBESPIERRE CONTRE LA DÉCHRISTIANISATION

Au club des Jacobins, Paris, 21 novembre 1793 (1er frimaire An II)

L'évêque Gobel est allé à la barre de la Convention pour abjurer. Trois jours plus tard, ce sont les représentants du peuple qui sont allés à Notre-Dame, transformée en temple civique, pour célébrer la fête de la Raison. Cette cérémonie du 20 brumaire (10 novembre 1793) peut être diversement interprétée. En inventant des cultes de substitution, la Révolution signifie-t-elle que le christianisme doit être prohibé, ou que la religion est irremplaçable ? On devine la réponse des athées : tout est bon pour favoriser l'éradication du fanatisme, même les solennités religieuses, pourvu qu'elles ne s'adressent pas au ciel ! Ce qui compte, pour eux, c'est que la civilisation chrétienne soit balayée, il y va, à leurs yeux, de la survie de la Révolution.

Robespierre pense le contraire. Fêter la Raison, c'est manifester l'attachement de la République à des principes sacrés, qui doivent avoir force de dogme pour les citoyens. La figure de l'homme nouveau a besoin d'une exposition religieuse, faute de quoi elle sera dévaluée dans l'esprit public. Et cette exposition religieuse est possible dans le cadre de la religion existante, un christianisme d'espérance et de charité peu éloigné des idéaux de la Révolution.

Robespierre a dénoncé fermement aujourd'hui, devant les Jacobins, ceux qui, Hébert en tête, veulent en découdre avec le christianisme. « *On a supposé qu'en accueillant des offrandes civiques la Convention avait proscrit le culte catholique. Non, la Convention n'a point fait cette démarche téméraire : la Convention ne le fera jamais.* » Pourquoi ?

• Parce que l'essentiel du christianisme est compatible avec la Révolution. « *L'athéisme est aristocratique, l'idée d'un grand être qui veille sur l'innocence opprimée et qui punit le crime triomphant est toute populaire.* »

• Parce que ce qui doit être évacué du christianisme ne doit pas l'être par la persécution, qui est le meilleur moyen de redonner vie à ce qu'on veut détruire. « *On a dénoncé des prêtres pour avoir dit la messe : ils la diront plus longtemps, si on les empêche de la dire. Celui qui veut les empêcher est plus fanatique que celui qui dit la messe.* »

• Parce que la République, prise en étau entre la guerre civile et la guerre étrangère, a d'autres chats à fouetter que les vêpres, les hosties et les carillons. « *Je ne vois plus qu'un seul moyen de réveiller parmi nous le fanatisme, c'est d'affecter de croire à sa puissance.* »

Bref, la déchristianisation : du pain bénit pour les ennemis de la Révolution.

1794

ÉNORME SUCCÈS POPULAIRE POUR LA FÊTE DE L'ÊTRE SUPRÊME

Paris, le 8 juin 1794 (20 prairial An II)

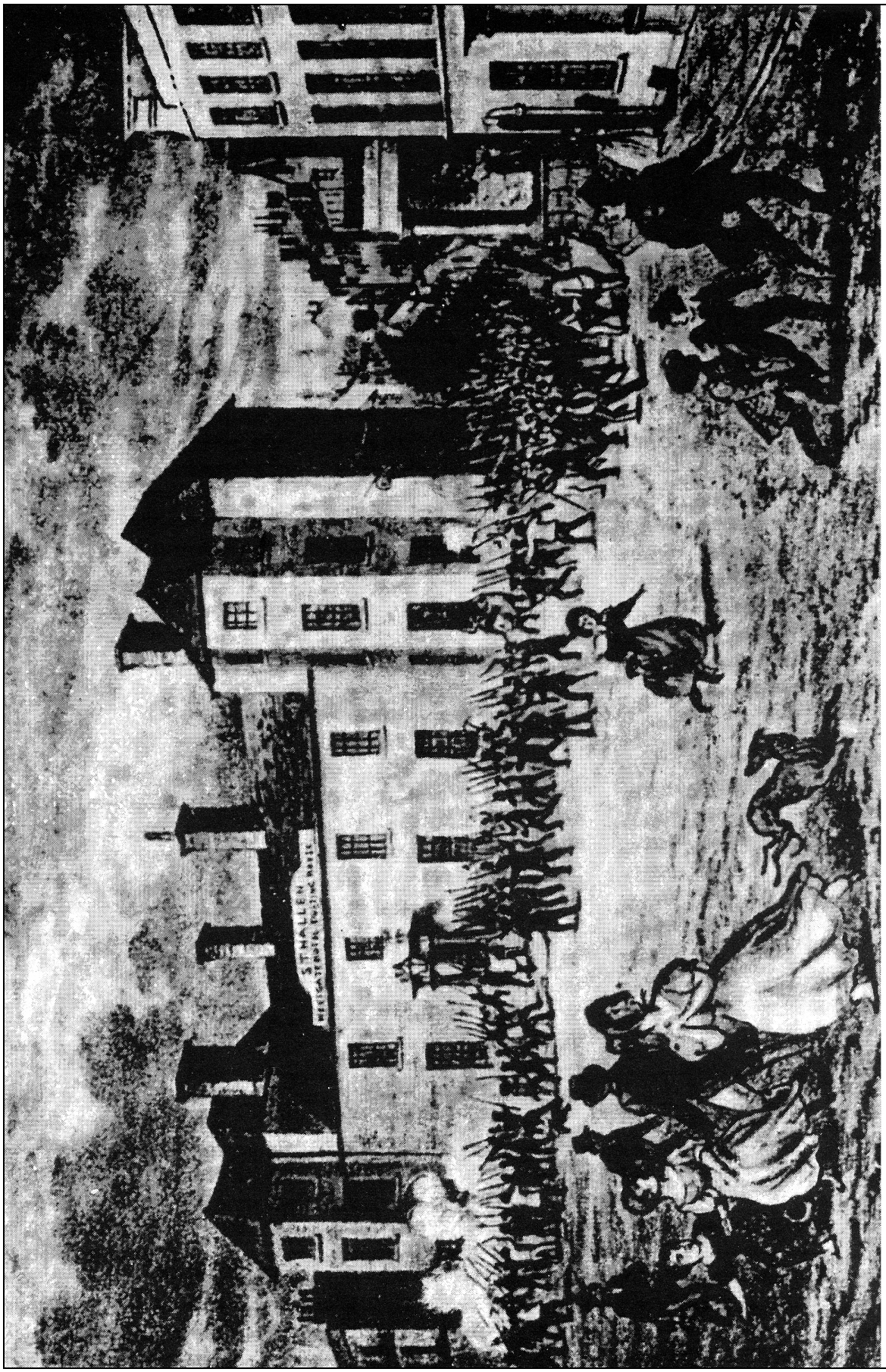
ROBESPIERRE

29 Juillet 1830,
les Trois Glorieuses

"La Liberté guidant le peuple" par Eugène Delacroix.

C'est l'image, vite officielle, des Trois Glorieuses. Les pavés sont là, et Gavroche, et, fraternellement unis, l'ouvrier en blouse et l'étudiant en bourgeois. Et Paris.

———



Une révolte Chartiste en 1839.
Attaque de l'auberge de Westgate, à Newport.

Feargus O'Connor

FEARGUS O'CONNOR

SHOWING THE FARMS OF HIS LAND PLAN

FROM A SCARCE LITHOGRAPH

Chartism

Aims and Rules of the

National Charter Association

From *The Northern Star*, 1 August 1840

A plan for organizing the Chartists of Great Britain

Agreed upon at a meeting of delegates appointed by the people and held at the Griffin Inn, Great Ancoats-Street, Manchester, on Monday, July 20th, 1840.

Designation of the association

1. That the Chartists of Great Britain be incorporated into one Society to be called "The National Charter Association of Great Britain".

Objects

2. The object of this Association is to obtain a "Radical Reform" of the House of Commons, in order words, a full and faithful Representation of the people of the United Kingdom.

Principles

3. The principles requisite to secure such a Representation of the people are : – The right of voting for Members of Parliament by every male of twenty-one years of age and of sound mind ; Annual Elections ; Vote by Ballot ; no property qualifications for Members of Parliament ; Payment of members ; and a division of the kingdom into Electoral Districts ; giving to each district a proportionate number of Representatives according to the number of electors.

Means

4. To accomplish the foregoing object none but peaceable and constitutional means shall be employed, such as public meetings to discuss grievances arising from the present system ; to show the utility of the proposed change, and to petition Parliament to adopt the same.

Conditions of membership

5. All persons will become members of the Association on condition of signing a declaration, signifying their agreement with its objects, principles and constitution, when they will be presented with cards of membership which shall be renewed quarterly, and for which they shall each pay the sum of two pence.

Some means for the attainment of the great end

1. The People shall, wherever convenient and practicable, put in operation Mr O'Brien's plan of bringing forward Chartist candidates at every election that may hereafter take place, and especially select, where possible, those as Candidates who are legally qualified to sit in Parliament.

2. The Members of this Association shall also attend all public Political Meetings, and there, either by moving amendments, or by other means, enforce a discussion of our rights and claims, so that none may remain in ignorance of what we want, nor have an opportunity of propagating or perpetuating political ignorance or delusion.

3. It is urgently recommended that strict sobriety be observed by all members and officers of this Association.

4. The diffusion of Political Knowledge.

———————

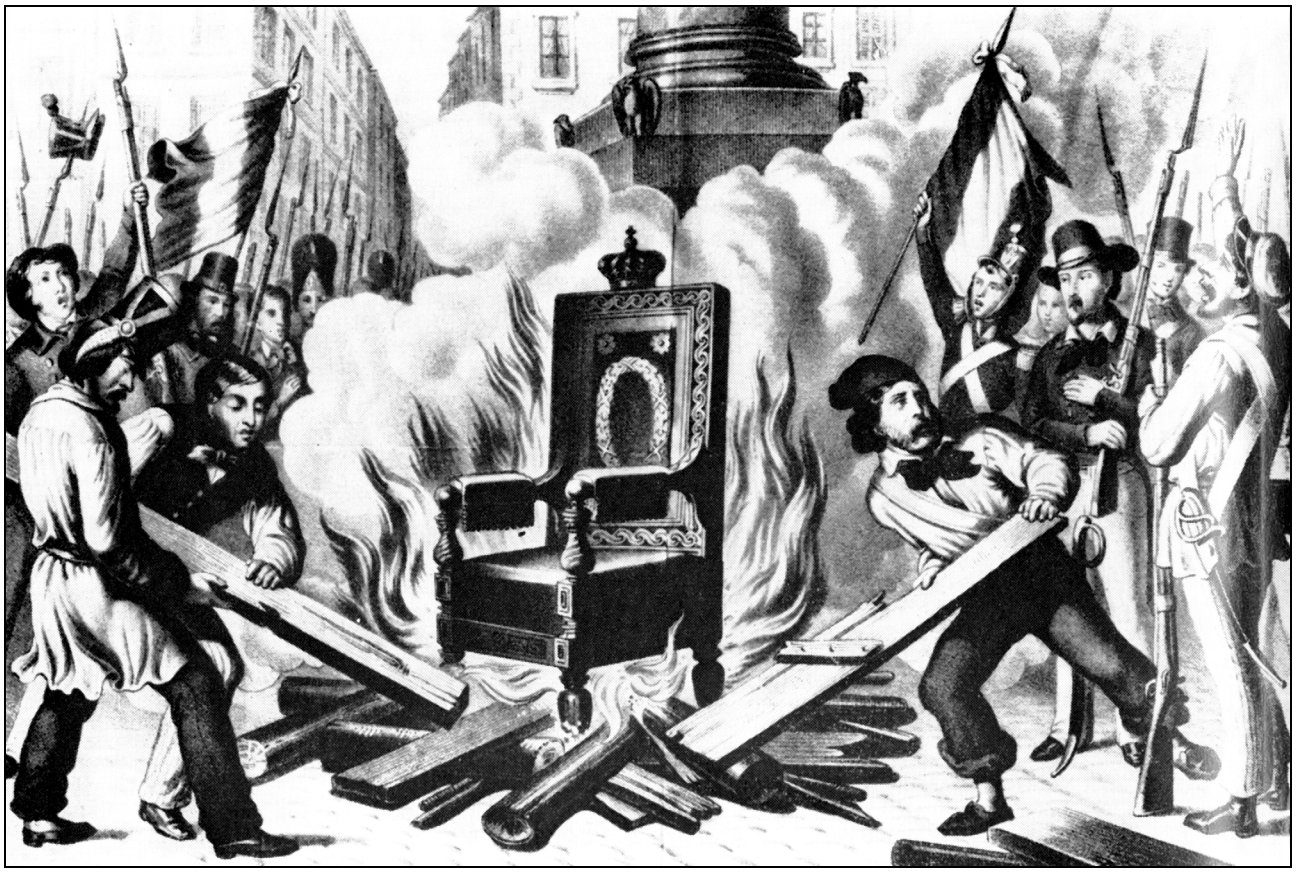
Abd el-Kader, résistant, sultan et philosophe

Abd el-Kader

Pour les Français, Abd el-Kader est essentiellement l'homme qui opposa une résistance farouche à l'occupation française. Mais rien ne le destinait à un tel combat. Il appartenait à la confrérie des Qadiriya et sa famille dirigeait une "zawiya", sorte de couvent voué à la prière et à la méditation.

Proclamé "sultan des Arabes" dès 1832, par ses partisans de l'Oranais, il s'efforça de bâtir un État islamique. Mais en attaquant les colons français de la Mitidja, il prit le risque d'une riposte qui dépassait ses forces. L'aide du sultan du Maroc (défait à la bataille d'Isly en Août 1844) ne lui épargna pas l'échec final. Il dut se rendre en décembre 1847.

24 février 1848



Le trône de Louis-Philippe est brûlé.

Commune de Paris

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

N° 42 LIBERTE — ÉGALITE — FRATERNITE N° 42

COMMUNE DE PARIS

La Commune de Paris DÉCRÈTE :

1° La conscription est abolie ;

2° Aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;

3° Tous les citoyens valides font partie de la garde nationale.

Hôtel-de-Ville, le 29 Mars 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

Octobre 1917

Intervention de Lénine au IIème Congrès des Soviets de Russie

Front Populaire

Au cours de la campagne électorale de 1936, les partis de droite s'étaient déchaînés contre le programme commun, élaboré par l'ensemble de la gauche, en vue du Front Populaire.

Lu à l'envers... c'est bien ça ! (F. M.)

Mao – 1949

1er octobre 1949, Mao annonce l'établissement de la République Populaire de Chine

Mai 68

L'Internationale

Debout ! les damnés de la terre !
Debout ! les forçats de la faim !
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.
Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout ! debout !
Le monde va changer de base
Nous ne sommes rien, soyons tout !

Il n'est pas de sauveurs suprêmes :
Ni Dieu, ni César, ni tribuns,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !
Décrétons le salut commun !
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer quand il est chaud !

L'État comprime et la loi triche ;
L'impôt saigne le malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche ;
Le droit du pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle,
L'Égalité veut d'autres lois :
"Pas de droits sans devoirs dit-elle,
Égaux, pas de devoirs sans droits !"

Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail
Ont-ils jamais fait autre chose
Que dévaliser le travail :

Dans les coffre-forts de la bande
Ce qu'il a créé est fondu.
En décrétant qu'on le lui rende
Le peuple ne veut que son dû.

Les rois nous soûlaient de fumées,
Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent ces cannibales,
À faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

Ouvriers, paysans nous sommes
Le grand parti des travailleurs ;
La terre n'appartient qu'aux hommes,
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se repaissent !
Mais, si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !

***Refrain** :*

C'est la lutte finale :
Groupons-nous, et demain,
L'Internationale
Sera le genre humain.

Eugène Pottier, Paris, juin 1871

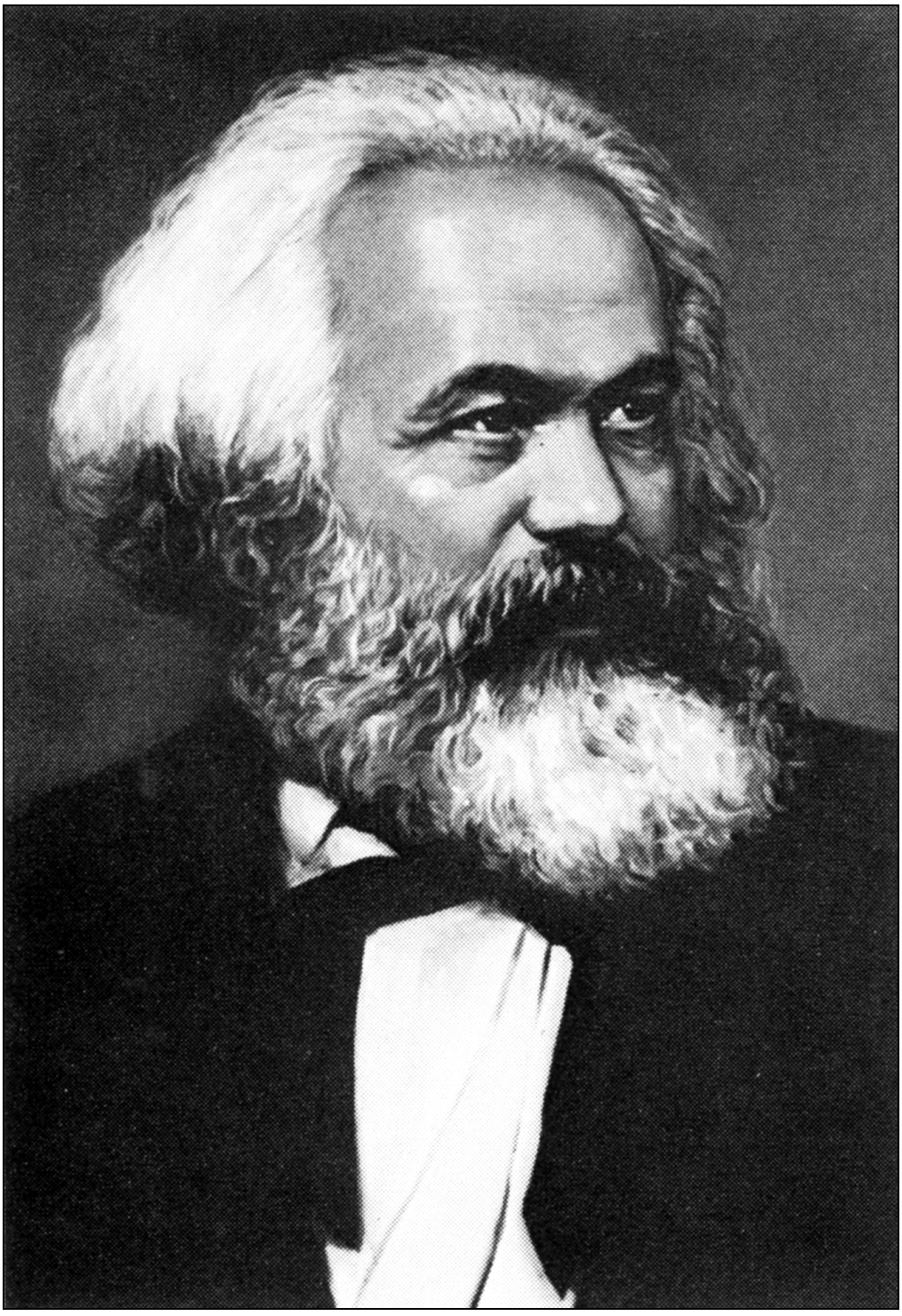
Caché dans une mansarde de Montmartre, **Eugène Pottier** écrit l'Internationale en juin 1871, pendant la répression versaillaise.

L'Internationale fut imprimée l'année de la mort de Pottier, en 1887. L'année suivante, le compositeur ouvrier **Pierre Degeyter** en écrit la musique à Lille.

Au 1er Congrès de la IIème Internationale, en juillet 1889, salle Pétrelle à Paris, elle fut diffusée par les délégués marxistes français, les guesdistes.

L'Internationale devint l'hymne du mouvement ouvrier mondial au congrès d'Amsterdam, en 1904.

Karl Marx



Né à Trèves en 1818,
mort à Londres en 1883

Le Manifeste Communiste

Karl Marx et Friedrich Engels – 1847

Le rôle de la bourgeoisie dans l'histoire a été révolutionnaire au premier chef. Partout où la bourgeoisie s'est saisie du pouvoir, elle a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques de l'existence sociale. Elle a impitoyablement rompu les liens féodaux complexes et variés qui liaient chaque homme aux hommes que la naissance mettait au-dessus de lui, et elle n'a voulu qu'il subsistât entre les hommes d'autre lien que l'intérêt tout nu, où le sentiment n'a point de part, et que les strictes exigences du paiement au comptant.

Elle a, comme personne ne l'avait fait avant elle, montré de quoi est capable l'activité humaine. Elle a réalisé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains et les cathédrales gothiques : elle a accompli de tout autres campagnes qu'invasions et que croisades.

———

Quel est le rapport des communistes aux autres prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct en face des autres partis ouvriers.

Ils n'ont pas des intérêts distincts des intérêts du prolétariat tout entier.

Ils n'établissent pas de principes distincts, sur lesquels ils aient besoin de modeler le mouvement ouvrier.

La différence entre les communistes et les autres partis prolétariens se réduit à ceci : 1° dans les diverses luttes nationales des prolétaires, les communistes font remarquer et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité, et communs à tout le prolétariat ; 2° dans les phases diverses que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, les communistes représentent les intérêts du mouvement intégral.

———

Le prolétariat qui, dans sa lutte contre la bourgeoisie, opèrera nécessairement son unification de classe, qui, par une révolution, s'érigera en classe dirigeante, et, en sa qualité de classe dirigeante, supprimera violemment les conditions anciennes de la production, aura du même coup, et avec ces conditions de la production, supprimé les conditions mêmes qui amènent l'antagonisme de classe, l'existence des classes elles-mêmes, et il ôtera ainsi à sa propre suprématie le caractère d'une suprématie de classe.

À l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, se substituera une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

———

Les communistes jugent indigne d'eux de dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils déclarent ouvertement que leurs desseins ne peuvent être réalisés que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Aux classes dirigeantes à trembler devant l'éventualité d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre, que leurs chaînes.

Et c'est un monde qu'ils ont à y gagner.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Marx : 1ère Internationale – 1er novembre 1864

« Comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain dans la joie et de bon gré.

L'assujettissement économique du travailleur au détenteur des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : de la misère sociale, de l'avilissement intellectuel et de la dépendance politique. Par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but, auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen.

Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux.

Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. La conquête du pouvoir est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière.

Le parti des travailleurs possède un élément de succès : il a le nombre. Mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir.

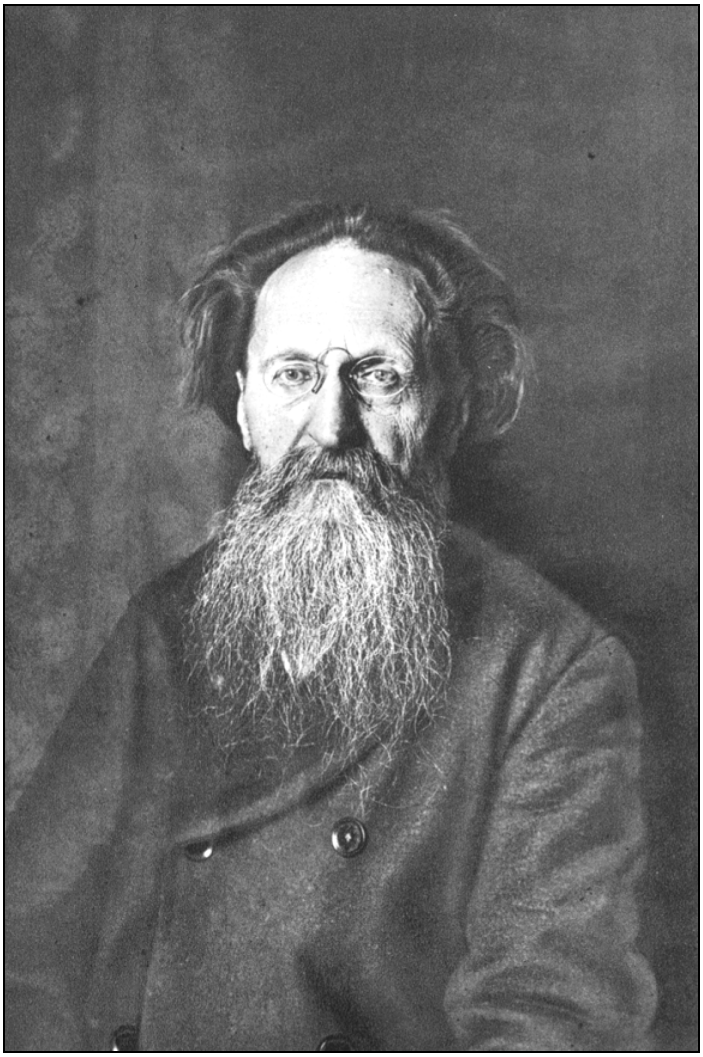
L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. La lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière est une lutte pour l'abolition de toute domination de classe.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

———————

Jules Guesde

contre LAMPERTICO – 1877



La vérité est que cette propriété publique, dont vous faites si grand bruit et qui serait, selon vous, une compensation suffisante pour les non possédants, ce sont les possédants qui en jouissent le plus, quand ils n'en jouissent pas exclusivement :

Pour eux, qui ont les moyens pécuniaires de s'instruire ou de faire instruire leurs enfants, gymnases, lycées, universités ;

Pour eux, qui ont le loisir, musées, bibliothèques, jardins publics ;

Pour eux, dont les relations commerciales, financières, intellectuelles sont aussi multiples que productives, les postes et les télégraphes ;

Pour eux, les trains rapides et les bateaux à vapeur, qui ne laissent à la variété et à l'immensité de leurs désirs d'autres bornes que celles du monde ;

Pour eux, enfin et exclusivement, pour la défense de leurs propriétés, le policier qui veille, le gendarme qui empoigne, le juge qui condamne, le bourreau qui tue, le prêtre qui damne, etc.

La vérité est encore que cette propriété publique, dont ils sont les derniers à jouir, ce sont les non possédants qui en font les frais […].

•••

Les étatisations et les monopoles d'État sont-ils du socialisme en action, comme certains le prétendent au Congrès de Lyon des 18 au 21 février 1912, Guesde montre immédiatement l'abîme qui les sépare du Socialisme tel qu'il l'a conçu et répandu.

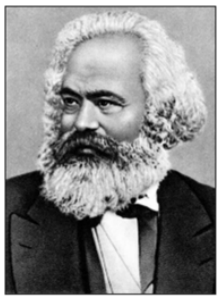
Comment peut-on, après avoir compris le péril suprême que représente pour les travailleurs, la concentration du capital, comment peut-on donner à ces travailleurs, devenus conscients, comme principale réforme à accomplir, cette concentration du capital entre les mains de l'État ? Mais l'État, c'est l'ennemi, c'est l'arsenal et la forteresse de la classe ennemie, que le prolétariat devra avant tout emporter, s'il veut s'affranchir, pour s'affranchir.

Disons hautement ce qui est : c'est que pour nationaliser, il faut la nation, ce qui ne peut surgir que de la disparition des classes et de leur antagonisme. Jusque-là, dans une société à classes aux prises, en guerre permanente comme la nôtre, il n'y a place que pour l'Étatisme qui double l'exploitation économique de la compression politique. Nationalisation, socialisation ne cesseront d'être une duperie pour devenir réalité – étendue non seulement aux mines et aux chemins de fer, mais aux usines, à la terre, à tous les moyens de production – que quand la classe ouvrière se sera emparée de l'État, non pas pour le conserver, mais pour le détruire et substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses.

Ce que nous pouvons et devons faire dans la présente société, que ce soit dans le domaine national, ou dans le domaine municipal, c'est d'obtenir pour les travailleurs le plus d'avantages immédiats possibles. Il ne s'agit pas de faire du socialisme dans le milieu actuel, dont la disparition est la condition même de la réalisation socialiste. Il s'agit de lui arracher, sous quelque forme que ce soit, une vie meilleure, moins de travail et plus de liberté pour le prolétariat, ainsi mieux armé pour opérer lui-même son affranchissement final.

———————

Antimafia



Je m'aperçus qu'à bien des égards nous imitions inconsciemment le grand exemple de l'Ami du Peuple. D'abord, dévoilant ceux qui se préparaient à trahir la Révolution, Marat arracha sans pitié le masque des idoles du moment ; d'autre part, comme nous, (..) il voulait que la Révolution fût proclamée permanente. (Engels)

NUMÉRO SPÉCIAL - Février 1993

La Belle Époque

(Le nouvel Ordre mondial)

À la suite du Krach financier de 1987, que nos endormeurs officiels ont voulu nous faire passer pour l'éclatement salutaire d'une "bulle financière", c'est en réalité une période de tous les dangers qui s'est ouverte pour la planète. Cette période est celle de la crise aiguë et décisive de **l'ordre onusien** de démocratie dictatoriale sous leadership américain, qui fut établi il y a 50 ans (1945).

Dans l'ensemble, la nouvelle période est celle de **l'avant-guerre** déclarée, où la mafia financière internationale entraîne une nouvelle fois le peuple mondial. Il y avait eu tout d'abord **l'après-guerre**, ce que les crétins académiques appellent les "25 Glorieuses" (1945-1971). Ce n'était que le développement frénétique de moyens de destruction sans précédent, sous le règne du Dollar, avec seulement des "retombées civiles" de la "technologie de défense". Puis il y eut 15 années de **crise** économique proprement dite (1971-1987), issue de la remontée des anciens "vaincus" : Allemagne et Japon. La crise s'exprima par l'éclatement du "système monétaire international". Tout le poids en fut, bien sûr, rejeté sur le peuple mondial, par la compression sociale des Forçats à l'Ouest et des Parias du Sud.

Depuis 1988, c'est donc une nouvelle période de fuite en avant, le développement de l'avant-guerre proprement dit. Seulement, il ne peut plus s'agir à présent que d'une marche forcée vers la Première guerre véritablement mondiale. Du même coup, le conflit en perspective ne peut être que la **dernière Guerre Mondiale** : ayant pour la première fois comme but l'hégémonie militariste intégrale de la planète, l'embrasement sans précédent qui nous est promis, verra l'aspect guerre **civile** prendre nécessairement très vite le pas sur l'aspect guerre étrangère.

———

À l'Ouest, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du **capitalisme bureaucratique** ("économie mixte") mis en place il y a 50 ans. Il s'agit de la forme dernière du capitalisme parasitaire inauguré il y a 150 ans, succédant donc au capitalisme **spéculatif** (les sociétés anonymes et la Bourse) puis au capitalisme **monopoliste** (les ententes, holdings et la monnaie dirigée ou Open Market policy). Le capitalisme bureaucratique se caractérise par les Nationalisations et le Plan indicatif, l'hégémonie des Investisseurs Institutionnels.

La faillite du capitalisme bureaucratique nous porte directement vers l'économie de guerre, l'autarcie et la conscription officielle des salariés dans les **entreprises-casernes**. La faillite du capitalisme bureaucratique élimine l'ancien clivage politique à usage interne, en droite/gauche de la Mafia dominante et sa redistribution en deux clans à préoccupation géopolitique, sur le modèle **"démocrates"/fascistes**.

Le capitalisme bureaucratique, ayant produit les Familles de salariés-forçats à l'Ouest, est la preuve décisive que la "sécurité" des ménages de l'Ouest ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Coopération Générale** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

———————

Au Sud, la nouvelle période en cours est celle de l'effondrement du **néo-colonialisme**, c'est-à-dire de la domination colonialiste "à l'américaine", s'exerçant de façon "anonyme" sous le couvert des "indépendances", sous la forme déchaînée de la razzia intégrale effectuée par la Finance et l'étranglement impitoyable par la Dette.

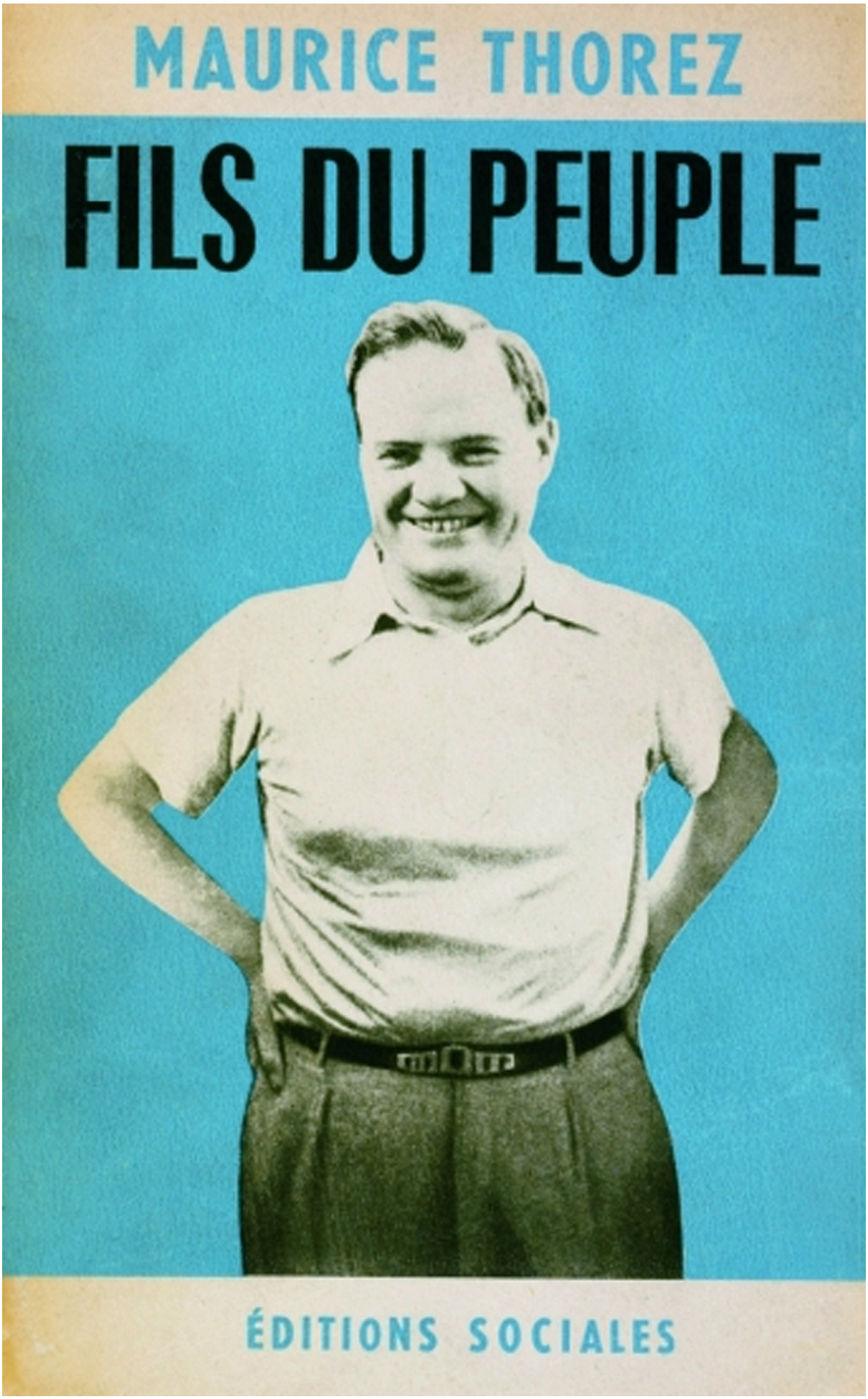
La suite de l'effondrement du néo-colonialisme est la ruée des blocs mafieux de l'Ouest pour la folle Reconquête directe des territoires du Sud, comme "sources d'approvisionnement" et "positions stratégiques".

La domination néo-coloniale est la forme dernière de l'impérialisme inauguré il y a 150 ans ; elle fait suite aux **Possessions** métropolitaines gérées par des gouverneurs militaires, auxquelles succédèrent les **Protectorats** (ou Dominions) c'est-à-dire la vassalisation "à l'anglaise". Le néo-colonialisme, lui, s'appuie sur l'indépendance nominale des contrées pillées, donc ouvertes à tous les vents de la Finance, le "sale boulot" de la gestion locale étant laissé à des équipes de fantoches indigènes.

Le néo-colonialisme, ayant produit les États-prolétaires complets du Sud, est la preuve décisive que l'"indépendance" des peuples du Sud ne sera jamais conquise que dans le cadre de la **Nation Humaine** à laquelle vise la République Sociale Universelle.

Freddy Malot – février 1993

———————


MAURICE THOREZ
FILS DU PEUPLE
ÉDITIONS SOCIALES

"FILS DU PEUPLE", enfant d'un autre ?

Il semblait acquis jusqu'à ce jour que Maurice Thorez (secrétaire général du Parti Communiste de 1930 à 1964) fut l'auteur de *Fils du peuple,* livre consacré essentiellement à ses souvenirs d'enfance et de jeunesse. Un lecteur, M. André Wirezbolowiez, nous autorise cependant à voir dans cet ouvrage, écrit à la première personne, la plume d'auteurs différents.

Les faits sont les suivants : dans les années 35 des relations amicales s'étaient nouées entre M. André Wirezbolowiez, gérant de la librairie du P.C.F., 120 rue Lafayette, et Eugène Schkaff, né en Russie, avocat à Paris, (où il est mort en 1971) qui, sous le nom de Fréville, s'était lancé dans la critique littéraire au journal l'*Humanité*.

Maurice Thorez, qui voulait écrire sa vie, avait demandé à Fréville de la faire pour lui, lui donnant verbalement les éléments nécessaires. Schkaff, alias Fréville, se fit aider dans cette besogne qu'il trouvait ingrate par Wirezbolowiez. En guise de plaisanterie, ou de signature, plus probablement des deux à la fois, ils y glissèrent alors une très longue phrase, parfaitement incongrue par sa longueur même. Il s'agit, au chapitre premier, l'Éveil, de la description d'un paysage.

"Grands peupliers couchés le long des routes, collines retournées, cratères boueux, flaques d'eau noires d'où émergeaient des ferrailles rongées et verdies, informes lacis, larges entonnoirs aux escarpements crayeux, ravinés, immenses tranchées creusées en labyrinthe, infranchissables vallonnements, ravagés, embroussaillés, coupés de lianes de fer, de fossés et de claies…"

Nul ne remarqua cependant qu'en prenant la première lettre de chaque mot d'une partie de la période citée précédemment on pouvait y trouver : **Fréville a écrit ce livre**. En effet : *Ferrailles Rongées Et Verdies, Informes Lacis, Larges Entonnoirs Aux Escarpements Crayeux, Ravinés, Immenses Tranchées Creusées En Labyrinthe, Infranchissables Vallonnements, Ravagés, Embroussaillés.*

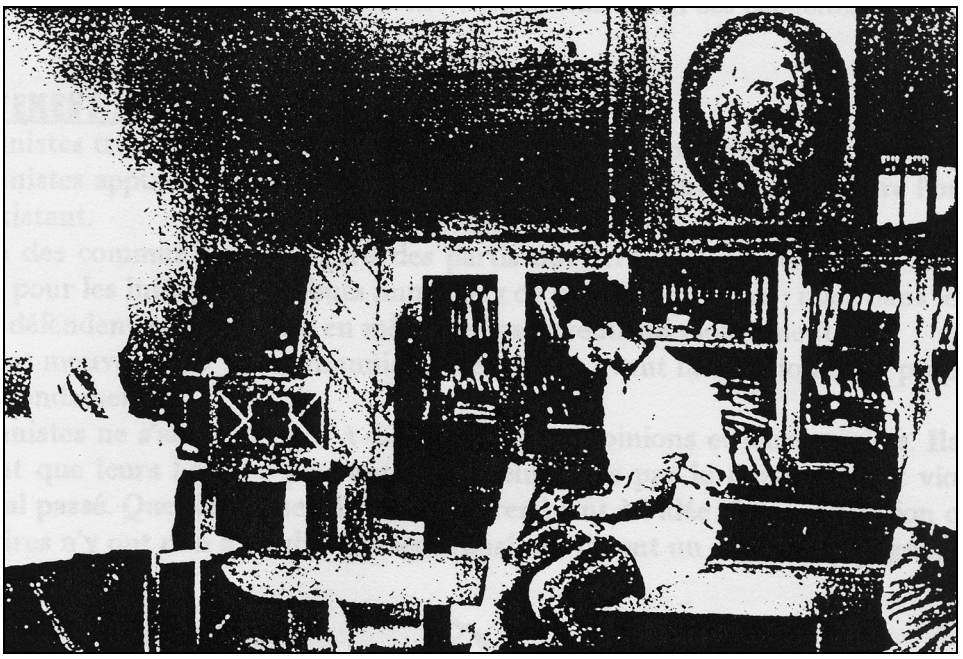
Dans la première édition (1937, Éditions Sociales Internationales), le texte révélateur se trouve pages 36 et 37 ; dès l'édition de 1949 la phrase était légèrement remaniée : Ferrailles rongées de rouille, etc. Un lecteur ou un censeur avait-il découvert l'acrostiche moqueur ?

Le Monde – 21/10/72

———————

Kibboutz

Les kibboutz (groupements en hébreu) sont représentatifs de l'esprit pionnier d'Israël. Dans ces micro-sociétés socialistes qui symbolisaient le retour à la terre tout se faisait en commun, tout était pris en charge et rien n'appartenait aux membres de la communauté. Aujourd'hui, l'idéal a vécu. Place à la libre entreprise !



Leur devise était :
« À chacun selon ses capacités,
à chacun suivant ses besoins ».

Le premier kibboutz est né en 1910. Le mouvement s'est forgé autour de trois valeurs :

1- l'esprit pionnier ;

2- le socialisme pur et dur (ci-dessus, le portrait de **Karl Marx** trône dans la salle à manger du kibboutz Nir David, en 1936) ;

3- et le mythe de l'« homme nouveau ».

———————

MINI-MANIFESTE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Doctrine

I - LE SYSTÈME CAPITALISTE

1) La condition de l'existence et de la domination de classe bourgeoise, c'est la formation et l'accroissement du capital ;
2) La condition de l'existence du capital, c'est le salariat ;
3) Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux ;
4) Or, la bourgeoisie est l'agent fatal du progrès de l'industrie, qui substitue à l'isolement des ouvriers leur union révolutionnaire par l'association ;
5) Aussi la bourgeoisie produit-elle avant tout ses propres fossoyeurs ; pour la même raison, la chute de la bourgeoisie et la victoire du prolétariat sont également inévitables.

II - LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

1) L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.
2) Le but immédiat des communistes est : la constitution du prolétariat en classe, le renversement de la domination bourgeoise et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.
   La Commune a fourni la preuve définitive que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts. Elle doit démolir la machine d'État et lui substituer sa commune.
   La première étape de la révolution ouvrière s'accompagne inévitablement d'empiétements despotiques sur le droit de propriété et les conditions bourgeoises de la production. L'État des ouvriers établit la propriété commune des moyens de production, applique l'égalité du travail et l'égalité de la répartition des produits : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".
3) En détruisant le régime capitaliste de production, ce sont en même temps les conditions de l'antagonisme de classes et les classes en général que le prolétariat détruit, et par-là même sa propre domination comme classe. Lorsque toute la production est concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique, c'est-à-dire de pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre.
4) La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec le régime traditionnel de propriété. À la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. La société écrit alors sur ses drapeaux : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

III - LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE

1) Les communistes travaillent à l'union et à l'entente des partis progressistes de tous les pays.
   Les communistes appuient en tout pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant.
2) La position des communistes à l'égard des partis ouvriers déjà constitués est la suivante : ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement.
3) Dans tous les mouvements, les communistes mettent en avant la question de la propriété comme la question fondamentale.
4) Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.

Église Réaliste
Marxistes-Amis-de-Dieu

OM

LE GRAND GUIGNOL

Allons forgeons l'**homme pensant**,
Sans dogme, sans superstition.
Matière est mère et nous enfants,
L'Esprit est père, nous recréons.
Le Peuple en a assez,
De tous les préjugés !

•••

"**Laïcité**" c'est le faux nez,
Des païens suppôts de Satan.
Cléricaux et "Libre-pensée",
C'est blanc-bonnet et bonnet-blanc
Le Peuple en a assez,
Brûlons du feu sacré !

•••

Tous **les partis** avaient promis,
La liberté, celle des banquiers.
Tous les partis avaient promis,
Des marchands d'armes, l'égalité.
Le Peuple en a assez,
C'est eux les étrangers !

•••

Ils avaient dit : trompons les gens,
À **droite** les gros insolents.
Ils avaient dit : c'est des enfants,
À **gauche** les caméléons.
Le Peuple en a assez,
Les voilà démasqués !

•••

Les **syndicats**, faux mécontents,
C'était bla-bla et division.
Ils prétendaient : "on vous défend",
C'était chantage et diversion.
Le Peuple en a assez,
Vive nos délégués !

•••

Oh ! le système a un malaise ?
On trouvait un grand **Ennemi**.
Mais faut récrire la Marseillaise,
Finissons-en des Colonies !
Le peuple en a assez :
Noirs, blancs, tous fédérés !

•••

Il fallait être corrompus,
Autrement c'était la prison.
Être **intégrés**, c'était vaincus,
Autrement gare à la Légion.
Le Peuple en a assez,
Courrons les désarmer !

•••

On nous vantait le Capital,
L'**État-patron**, les trafiquants.
Fallait rester, c'était normal,
Méprisés et troupeau mendiant.
Le Peuple en a assez,
Faisons-nous Associés !

•••

Refrain :

À bas le grand guignol,
Plus d'illusions, il est grand temps,
À bas le grand guignol,
Faisons l'union en combattant !

•••

Oui, on est là, c'est comme ça, fallait pas,
Mettre en colère le populaire !
Ah, ça plait pas ? tant mieux, va !
Que les Barbares aillent en enfer !

Marxistes amis de Dieu – nov. 1999

LA CARMAGNOLE

La Carmagnole a été la chanson la plus populaire de la Révolution française. Elle date de 1792 au moment où l'Assemblée vote la convocation de la Convention et l'emprisonnement du roi. Mais depuis, elle a reparu à toutes les périodes révolutionnaires du 19ème siècle, en 1830 comme en 1848 et 1871, avec de nouveaux couplets à chaque fois. Le ça-ira est à l'origine une chanson bien distincte mais qu'on a l'habitude de chanter comme le refrain de la Carmagnole.

Voir la version complète en 10 couplets (juin 2000), vol. 7 p. 278.

1928 :
« CLASSE contre CLASSE ! »

(Élections parlementaires d'avril 1928)

_____

En 1926, l'Union Nationale (la Droite politicienne), avait évincé le gouvernement de "Bloc des Gauches" (la Gauche politicienne), que le petit P.C.F. avait combattu.

De nouvelles élections parlementaires sont annoncées pour 1928. Fin 1927, le Ministre de l'Intérieur Albert Sarraut – Radical – lance son cri de guerre : "Le Communisme, voilà l'ennemi !"

_____

● Le parti Socialiste de Blum annonce une nouvelle campagne de Gauche, dénommée emphatiquement : "Rouges contre Blancs". Le parti Communiste riposte en préconisant un front "contre la réaction, Blanche ou Tricolore" ; il trouble le jeu politicien, parlementaire de nom et plébiscitaire de fait, en réclamant les suffrages avec le mot d'ordre "Classe contre Classe".

● - Le P.C. annonce qu'il proposera ses candidats au 1er tour, y compris la députation pour Vaillant-Couturier et Marty qui sont en prison, comme "candidats d'amnistie".

- Pour le 2ème tour, le P.C. offre publiquement un accord aux chefs Socialistes, sur la base d'un Programme Minimum clair et précis, franchement démocratique et social. Il souligne qu'un tel programme n'a de sens qu'appuyé et prolongé par la lutte de masse extra-parlementaire, seule garante de son application.

_____

● Aux "Propositions" du P.C., Léon Blum, le journal "Le Populaire" et le congrès Socialiste répondent fin 1927 :

- "Injurieuse mise en demeure des communistes !" "Offre insolente !" "Sommation communiste à laquelle nous jugeons inutile de répondre".
- Le Parti communiste "fait le jeu de la réaction !"
- Le Parti communiste "met la république en péril !"
- "Moscou ouvre la voie au fascisme !"

● Le P.C. commente cette démagogie calmement et fermement :

"Le parti Socialiste a été un des piliers du Cartel néfaste de 1924. Il est maintenant intégré dans l'Union Nationale" ; "Les Chefs socialistes n'ont pas voulu entendre ; les Travailleurs, y compris les Ouvriers socialistes, saurons réaliser leur front uni de combat". (Appel du Bureau Politique aux ouvriers socialistes). Cependant, même les PARLEMENTAIRES communistes rechignent à adopter la tactique du Bloc Ouvrier et Paysan, convenue entre le P.C. et l'Exécutif du Komintern (la III^{ème} Internationale)…

———————

Résultat des élections :

● Le P.C. perd des sièges, du fait que le gouvernement a voté au préalable le "scrutin d'arrondissement" dans ce but. Mais le Parti recueille 1 060 334 voix, soit 184 523 de plus qu'en 1924.

● La parti Socialiste perd une cinquantaine de siège ; il hurle à "la trahison bolcheviste" ! Léon Blum lui-même est battu par Duclos au 2ème tour. Le chef Démocrate-Maçon se déchaîne dans le Populaire (8/05/1928) : "Il y a chez les Socialistes une révolte de conscience contre le Bolchevisme. Il faut en finir ; chez nous, tout le monde sent la nécessité du châtiment. L'Unité ouvrière a désormais pour condition nécessaire la destruction des cadres du Parti Communiste !"…

———————

Le chef "Rouge" en peau de lapin met enfin bas le masque et se montre pour ce qu'il est : tout à fait Blanc, et pas seulement de rage !

F. Malot – avril 2000

———————

Parti Communiste Français

Propositions à la direction du Parti Socialiste – 1928 :

« programme minimum »

de Bloc Ouvrier et Paysan

« Classe contre classe »

Maintien intégral des huit heures ;

Résistance à toutes diminutions de salaires ;

Indemnités aux travailleurs chômant totalement ou partiellement ;

Droit syndical pour tous les salariés français ou étrangers ;

Protection de la jeunesse ouvrière et de la femme ;

Soutien des organisations professionnelles de paysans travailleurs, métayers ou ouvriers agricoles ;

Diminution des impôts qui frappent les exploitations agricoles petites et moyennes ;

Suppression des taxes à la consommation ;

Annulation des dettes de guerre ;

Nationalisation des banques ;

Prélèvement sur le capital avec dégrèvement à la base ;

Suppression des périodes de réserve et application immédiates, et sans conditions préalables, du service d'un an ;

Lutte contre les dangers de guerres impérialistes ;

Défense de l'URSS contre toute attaque impérialiste ;

Suppression de toutes les lois d'exception en vigueur dans les colonies ;

Droit syndical pour tous les ouvriers européens et indigènes dans les colonies ;

Égalité en temps de service militaire des Français et des indigènes ;

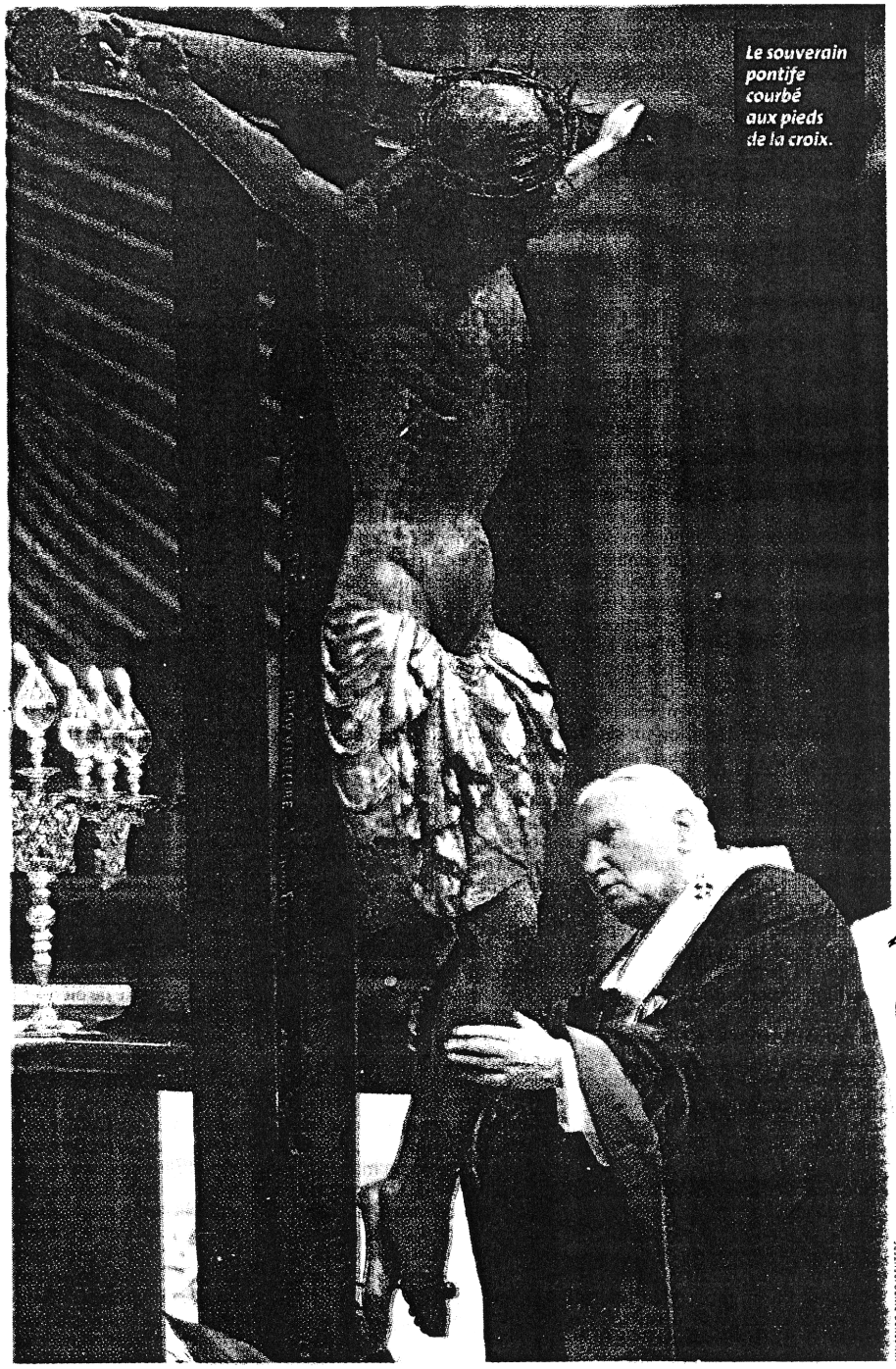
Libération de tous les emprisonnés politiques (même s'ils se trouvent en droit commun), des marins, des soldats, des indigènes ;

Abrogation des lois scélérates ;

Organisation du Front unique de lutte dans les usines.

———

Staline "déicide" !



F. M.

La fin de la Préhistoire – Table

L'Ouest I

Exergue : Les trois crises civilisées à l'Ouest 3
Introduction : Rira bien... 4

A – La fin du monde moderne occidental

I – La crise du rationalisme 8
II – L'État de Siège 13
III – Le droit du Travail 15

B – Du libéralisme à la "démocratie"

I – La rupture de 1848 20
II – La société de capitaux 24

C – La décomposition de l'Ordre Civilisé

I – Les Antonins 32
II – Démocratie et fascisme 35
III – La démocratie dictatoriale 39
IV – "Forces de progrès" 41

D – Le règne du Parasitisme Intégral

I – Analyse de classes 44
II – Les néo-Jésuites 46
III – Les deux Gauches 49

E – De la solution des problèmes de main-d'œuvre

I – Les "colonies agricoles" du prince-ouvrier 52
II – Le Guide populaire : fondateur du S.T.O. 54
III – L'A.N.P.E., ou la renaissance de la Corvée 60

F – Les classes sociales étrangères

I – Droit et classes 64
II – Droit social 69

— Conclusion —

Résumé général 80

— Annexes —

Anthropogène 84
Ère Civilisée 85
Époque moderne 86

Le Sud

Exergue 89
Introduction : le Sud et l'Ouest 91

A – Les deux colonisations

I – Colonisation civilisatrice moderne (1540-1860) 96
II – Domination colonialiste contemporaine (1850-19…) 99

B – Les nations-prolétaires

I – "L'impérialisme de mendiants" 106
II – Le "ménage collectif" 108
III – La bourgeoisie nationale 117
IV – L'immigration 120
V – Les problèmes : d'identité, de développement et d'horizon 125
VI – L'impasse 138

C – Reconquête

I – Quatre étapes 142
II – Deux méthodes 146
III – Moralité 148

— Conclusion —

Les "Barbares" 152

— Annexes —

I – L'Algérie 160
II – Le Libéria et la dictature du Dollar 165
III – Sionisme 169

L'Est – 1ère partie

La 4ème Défaite du Peuple mondial

Introduction : Le défi, la "mort de Marx" 175
I – Le 25 Février 1848 177
1- La République Démocratique 178
2- La République Sociale 179
3- La République Rouge 180
II – La Question Sociale 183
1- Sa nature : L'aliénation du Salariat 184
2- Son origine : Le libéralisme social 185
III – La Compression sociale 189
1- L'époque contemporaine 190
2- La barbarie sociale 192
IV – L'Émancipation sociale 197
1- Les 4 défaites 198
2- Commentaires 199
3- Les 4 succès 201
V – L'Action Émancipatrice 203
1- État et Argent 204
2- Les caractères de notre cause 206
3- Hitlérisme et Stalinisme 209
VI – La Pensée émancipée (à paraître)
Conclusion : Le prophète Marx 213
1- La mafia aux abois 214
2- Marx et le communisme 219
Annexes
Plan : - Histoire Humaine 222
- La fin de la Préhistoire 223
Antimafia : La Belle Époque 224
Métamorphoses de la Foi 226
Le Grand Guignol 227
Anthropogène 228
Ère Civilisée 229
Époque moderne 230

L'Est – 2ème partie

Le "Socialisme à la Chinoise" de Deng Xiaoping

Hong Sieou-tsiuan 232
Introduction : Où va la Chine ? 233
A – Le 14ème Congrès du Parti Communiste Chinois 235
1- La modernisation sociale : tâche principale 236
2- "L'Économie de Marché Socialiste" 237
a) à l'extérieur
b) à l'intérieur
3- Poursuivre l'édification du Socialisme 238
4- Dangers de droite et de gauche 239
B – L'Analyse Critique 241
1- Quelle est la position intérieure des Chinois ? 243
a) libéralisme de gauche
b) capitalisme bureaucratique
2- Quelle est la position chinoise vis-à-vis de l'extérieur ? 245
3- Théorie politique petite-bourgeoise de la Chine 246
Conclusion : La "Démocratie Nouvelle" 248

L'Ouest II

L'Indigène et le Plébiscite

Dissidence civique pour la Citoyenneté sociale 253

A – Histoire

- 1830-1840 : L'âge d'or libéral 262
- 1840 : La Crise Civilisée se noue 267
- La Question Sociale 277
- Cavaignac et Louis-Napoléon 282
- Persigny, ministre de l'Intérieur 290
- La Société du Code Pénal 292

B – Théorie

- Civilisation et Nouvelle Barbarie 300
- La Néo-Barbarie 303
- Le Système Néo-Barbare 310
- Exploitation et Parasitisme 314
- Sécurité sociale et Indépendance nationale 319
- Le peuple Mondial : Nord et Sud 322

C – Politique

- Indigènes et Béni-oui-oui 328
- Syndicats : Les affranchis du parasitisme 334
- Partis d'après-guerre et Blocs d'avant-guerre 341
- La Gauche et les Chauvins 348
- De la Gauche au Fascisme 351

D – Marx

- Saint Paul et Marx 368
- Barbarie scientifique et Communisme civilisé 370
- Le Communisme, la Famille et l'État 373
- Non ! Nous ne sommes pas représentés ! 376
- 1789 et 1936 380
- Le Parti Communiste 391
- Drapeau rouge déployé 394

- Du Radicalisme au Démocratisme 410

Documents :

- De l'Origine d'une Science nouvelle (Mercier de la Rivière) 416
- Défense du Travail (Thomas Hodgskin) 420
- Louis Blanc (1811-1882) 423
- L'Organisation du Travail (Louis Blanc) 427

— Annexes —

La République démocratique 432
Prison cellulaire 433
USA, rapport Prison/Chômage 435
Chômage en France 436
P.J. Proudhon : Napoléon III 437
Gambetta, ou le rêve brisé 438
Loterie et Tiercé 439
René Belin 440
Jacques Doriot 441
Marcel Déat 442
"Racisme" 443
Mitterrand et les 40 Voleurs 446
Jimmy Goldsmith 447
Chevènement 451
Quand les rouges broient du noir 453
C.R.S., les mal-aimés 455
C.R.S. : 1944-1994 457
"Welfare state" 458
U.S.A. – TERRORISME 461
Saint Paul 465
Quel est le sens de la vie ? 466
Jean-Jacques Rousseau 467
Votons Jean-Jacques ! 468
Serment du Jeu de Paume 469
Bastille 470
Droits de l'Homme de 1793 471
Robespierre contre la Déchristianisation 473
29 Juillet 1830, les Trois Glorieuses 474

1839 – Chartisme 475
Feargus O'Connor 476
Chartism 477
Abd el-Kader, résistant, sultan et philosophe 479
24 février 1848 480
Commune de Paris 481
Octobre 1917 482
Front Populaire 483
Mao – 1949 484
Mai 68 485
L'Internationale 486
Karl Marx 487
Le Manifeste Communiste 488
Marx : 1ère Internationale – 1er novembre 1864 489
Jules Guesde 490
Antimafia : La Belle Époque 492
Maurice Torez 494
"FILS DU PEUPLE", enfant d'un autre ? 495
Kibboutz 496
Mini-Manifeste 497
Le Grand Guignol 498
1928 : "CLASSE contre CLASSE !" 499
Parti Communiste Français 501
Staline "déicide" ! 502

Table 503

Freddy Pietro Malot

6 février 1941 – 17 février 2022

ماشاء الله

Éditions de l'Évidence – 17 février 2022
2 montée de la Rochette
69300 Caluire (France)
contact@eglise-realiste.org

OBJET HORS COMMERCE – Prix moyen de revient : 20 €

CREDO

Hardi, camarades !

C'est le moment d'abattre le Colosse aux pieds d'argile : l'Occident pourri jusqu'à l'os.

Désertons le Système. Contre-société (École, Media, Justice, Police, et tout le St Frusquin) !

- **M**atière et Esprit sont les 2 faces d'une même et unique Réalité.

  Nature et Humanité sont à Parité.

- **D**eux Partis accouplés forment l'assise sociale : le Féminin et le Masculin.

- **D**eux Valeurs combinées animent le travail : Égalité et Liberté. Ceci entraîne une double conduite : Fraternelle et Amicale.

- **L**e nouveau régime d'Associés authentiques implique tout à la fois la Gratuité et le Volontariat.

Tandis que les prisons sont vidées sans façon, les serrures de tout type s'en vont au musée.

De même que la Propriété privée-publique disparaît et fait place à de simples Possessions, les Frontières sont renversées et l'O.N.U. est expédiée dans les poubelles de l'histoire.

Enfin ! La Société Convenable est là : le Comm-Anar. Sans Argent et sans Armes.

طَالِب פְּרֵדִי – 4.12.2012.

CREED

Go for it, fellows!

1

Now's our time to bring down the Idol with feet of clay: the West rotten to the core.

Forsake the System. Counter-community (School, Media, Courts, Constabulary, and the whole caboodle)!

2

- **M**atter and Spirit are heads and tails of the same and single Real.

  Nature and Humanity are at Parity.

- **T**wo mated Parties make up the social basis: one Feminine and the other Masculine.

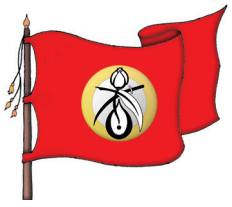
- **T**wo combined values animate working: Equality and Liberty. This entails a twofold behaviour: Brotherhood and Friendship.

- **T**he new regime of genuine Partners implies all at once Free Livelihood and Voluntary Service.

3

As jails are offhand vacated, likewise locks of every kind depart for the museum.

As well as public-private Properties vanish and give way to mere Possessions, Borders are overthrown and U.N.O. is consigned to the scrap heap of history.

4

Well! Well! We've got the Suitable Community: Anar-Comm. Without Money and Weapons.